Annuaire statistique de la France (1953)

Source gallica.bnf.fr / INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques)

{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Institut national de la statistique et des études économiques (France). Annuaire statistique de la France (1953). 2006.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

INSEE/BIBC
00 002 132 865

Édition 2006

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

INSEE - RÉFÉRENCES

Annuaire statistique de la France [1953]
Ex 00 002 132 865 Cote S FRA 0001
N° Vol : 2004 N° : 109 Date du n°:Ed.2006
Reçu le : 16/03/06 Liste n° : 1

BIBL-H151

STATISTIQUE PUBLIQUE

INSEE

Source gallica.bnf.fr / INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

édition 2006

109e VOLUME

Nouvelle série n° 51

RÉSULTATS
DE 2004

La collection « Références » de l'Insee présente des secteurs de l'économie, des populations et des thèmes d'actualité qui offrent une vision d'ensemble de la société et de l'économie françaises.
Les données et analyses sont mises à jour régulièrement.

Ouvrages parus :

- Tableaux de l'Économie Française 2005 - 2006
- France Portrait Social, édition 2005 - 2006
- Les Services en France, édition 2005-2006
- Le Commerce en France, édition 2005 - 2006
- L'Économie Française - Comptes et Dossiers, édition 2005 - 2006
- Les Immigrés en France, édition 2005
- Les Salaires en France, édition 2005
- Les Personnes âgées, édition 2005
- Le Tourisme en France, édition 2005

À paraître :

- Données sociales, édition 2006
- La France et ses régions, édition 2006
- Les Revenus d'activité des indépendants, édition 2006
- Les Revenus et patrimoine des ménages, édition 2006
- L'Agriculture française, édition 2006

Directeur de la publication **:** Jean-Michel CHARPIN

Rédaction en chef **:** Isabelle GAUCHENOT, Bernadette RENARD

Rédaction **:** Maryse BONANSEA, Corinne IGNASSE, Marie-France INDRACCOLO, Francine MARCHICA, Irène NAUDY-FESQUET

Graphiques **:** Pôle éditorial – Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur

Cartes **:** Véronique CHARPIOT-PAPANIAN, Éliane GASTAUD

Couverture **:** Ineiaki Global Design

Impression **:** Imprimerie nationale

© Insee 2006
« Aucune reproduction, même partielle, autre que l'une de celles prévues à l'article L122-5 du Code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de ce document sans l'autorisation expresse de l'Insee ».

À nos lecteurs et lectrices

Depuis plus de 100 ans, l'Annuaire Statistique de la France constitue la référence par excellence en matière d'information économique et sociale.

Dans les pages de cette 109ème édition papier :

- accédez aux données les plus significatives et les plus complètes du système statistique français sur l'économie et la société ;
- enrichissez votre recherche grâce aux comparaisons internationales, aux séries temporelles, aux références bibliographiques et notes méthodologiques contenues dans chaque chapitre ;
- synthétisez vos connaissances à l'aide des analyses commentées en tête de chapitre et aux graphiques présentés dans les 16 pages couleur en début d'annuaire.

Si vous êtes fidèle à l'ASF vous retrouverez l'organisation « traditionnelle » à laquelle vous êtes habitué : plus de 570 tableaux répartis en 18 domaines et 41 chapitres sur les thèmes démographiques, économiques et sociaux.

Cette année les tableaux et compléments associés à cet ouvrage ne feront pas l'objet d'un cédérom. En effet, l'Insee choisit aujourd'hui, pour mieux vous satisfaire, de développer le support internet. Nous vous invitons d'ores et déjà à consulter le site www.insee.fr afin d'actualiser et compléter votre lecture. Le portail de la statistique publique, accessible à l'adresse, www.statistique-publique.fr, ouvert début 2006, vous offre de plus la possibilité d'accéder « en quelques clics » aux données des sites des services statistiques ministériels.

L'équipe de rédaction remercie l'ensemble des personnes des administrations, services publics et organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'Annuaire Statistique de la France, contribuant à sa richesse !

Espérant vivement vous satisfaire, elle vous souhaite une agréable et fructueuse consultation, restant à l'écoute des suggestions que vous pourrez adresser à :

Direction régionale de l'Insee de Provence-Alpes-Côte d'Azur
Pôle Édition de périodiques et ouvrages nationaux, Chiffres Clés
Équipe ASF
17 rue Menpenti
13387 Marseille Cedex 10

Sommaire

Page

A. TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

A.01 Territoire 11
A.02 Environnement 25

B. DÉMOGRAPHIE

B.01 Structure de la population 35
B.02 Mouvement de la population 51
B.03 Étrangers et Immigrés 69
B.04 Ménages 83

C. TRAVAIL ET EMPLOI

C.01 Population active et Emploi 89
C.02 Conditions de travail 105

D. REVENUS , SALAIRES ET TRANSFERTS SOCIAUX

D.01 Revenus et Salaires 117
D.02 Transferts sociaux 133

E. CONDITIONS DE VIE ET SOCIÉTÉ

E.01 Consommation et modes de vie des ménages 147
E.02 Logement 163
E.03 Activités artistiques et culturelles 173
E.04 Jeunesse et Sports 181
E.05 Vacances et Loisirs divers 187

F. SANTÉ

F.01 Santé 197

G. ENSEIGNEMENT ET FORMATION

G.01 Enseignement et Formation 211

H. POLICE JUDICIAIRE ET JUSTICE

H.01 Police judiciaire et Justice 237

I. ÉCONOMIE GÉNÉRALE

I.01 Comptes nationaux 249
I.02 Prix à la consommation 265

J. FINANCES

J.01 Monnaie, Crédit, Épargne et Patrimoine 275
J.02 Marché financier et Bourse 293
J.03 Finances publiques 299

Page

K. COMMERCE EXTÉRIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

K.01 Commerce extérieur 313
K.02 Balance des paiements 325

L. ENTREPRISES

L.01 Entreprises 341
L.02 Innovation et Propriété industrielle 361

M. AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE

M.01 Agriculture, Sylviculture et Pêche 369

N. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION

N.01 Industrie (Y compris IAA) : Données générales 389
N.02 Industrie (Y compris IAA) : Données sectorielles 405
N.03 Construction 423

O. ÉNERGIE

O.01 Bilan de l'énergie 433
O.02 Statistiques par énergie 441

P. COMMERCE

P.01 Commerce 463

Q. TRANSPORTS

Q.01 Transports : Données générales 473
Q.02 Transports : Trafic voyageurs et marchandises 487

R. AUTRES SERVICES

R.01 Information, Communication et Édition 499
R.02 Tourisme 513
R.03 Activités financières et immobilières 525
R.04 Recherche et Développement expérimental 541
R.05 Services aux entreprises et aux particuliers 549

ANNEXES

Page

À nos lecteurs et lectrices 3
Sommaire 5
Précisions d'ordre général 6
Signes conventionnels 6
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire 6
L'essentiel en cartes et graphiques 7

Page

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire 1*
Sigles et acronymes utilisés dans cet annuaire 9*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale 17*
Organismes internationaux 25*
Autres organismes 27*
Organigramme de la direction générale de l'Insee 33*
Index alphabétique 35*

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. – Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées ; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, sauf mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. – Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

Les résultats « France entière » incluent toujours les départements d'outre-mer.

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont parfois arrondies (au plus près de leurs valeurs réelles). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut être de fait légèrement différent de celui que donneraient leurs valeurs arrondies.

2. Les données financières sont toutes exprimées en euros (1 euro = 6,55957 francs).

SIGNES CONVENTIONNELS

●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
–	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Estimation.
»	Indication reportée à la ligne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.
n.s.	Résultat non significatif.
n.d.a.	Non disponible ailleurs.
n.c.a.	Non compris ailleurs.
€	Euro.

RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

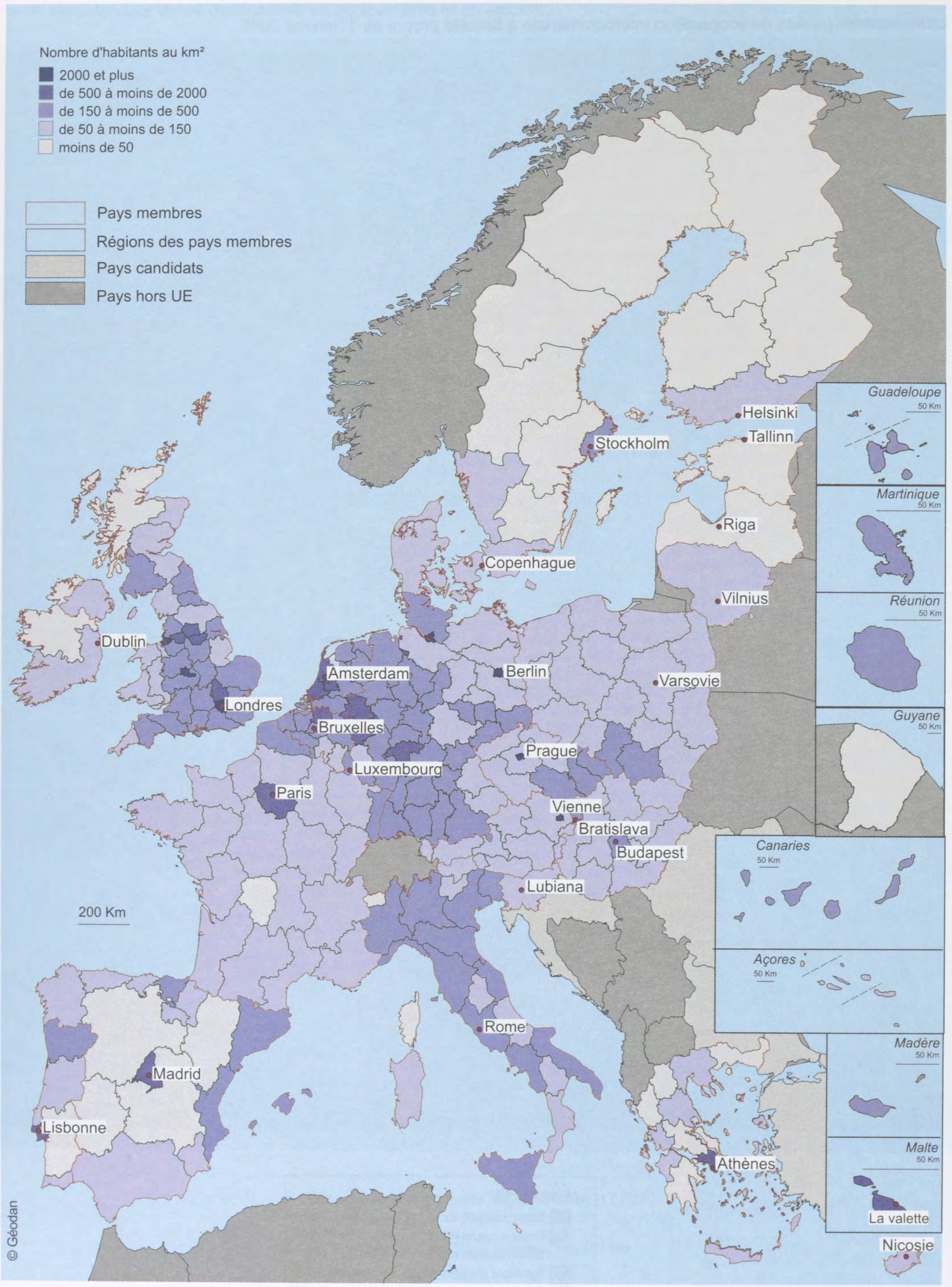
Elle peut se faire :

- soit à l'aide du *sommaire* ;
- soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en tête de chaque chapitre) ;
- soit à l'aide de *l'index alphabétique* (en annexe).

L'essentiel en cartes et graphiques

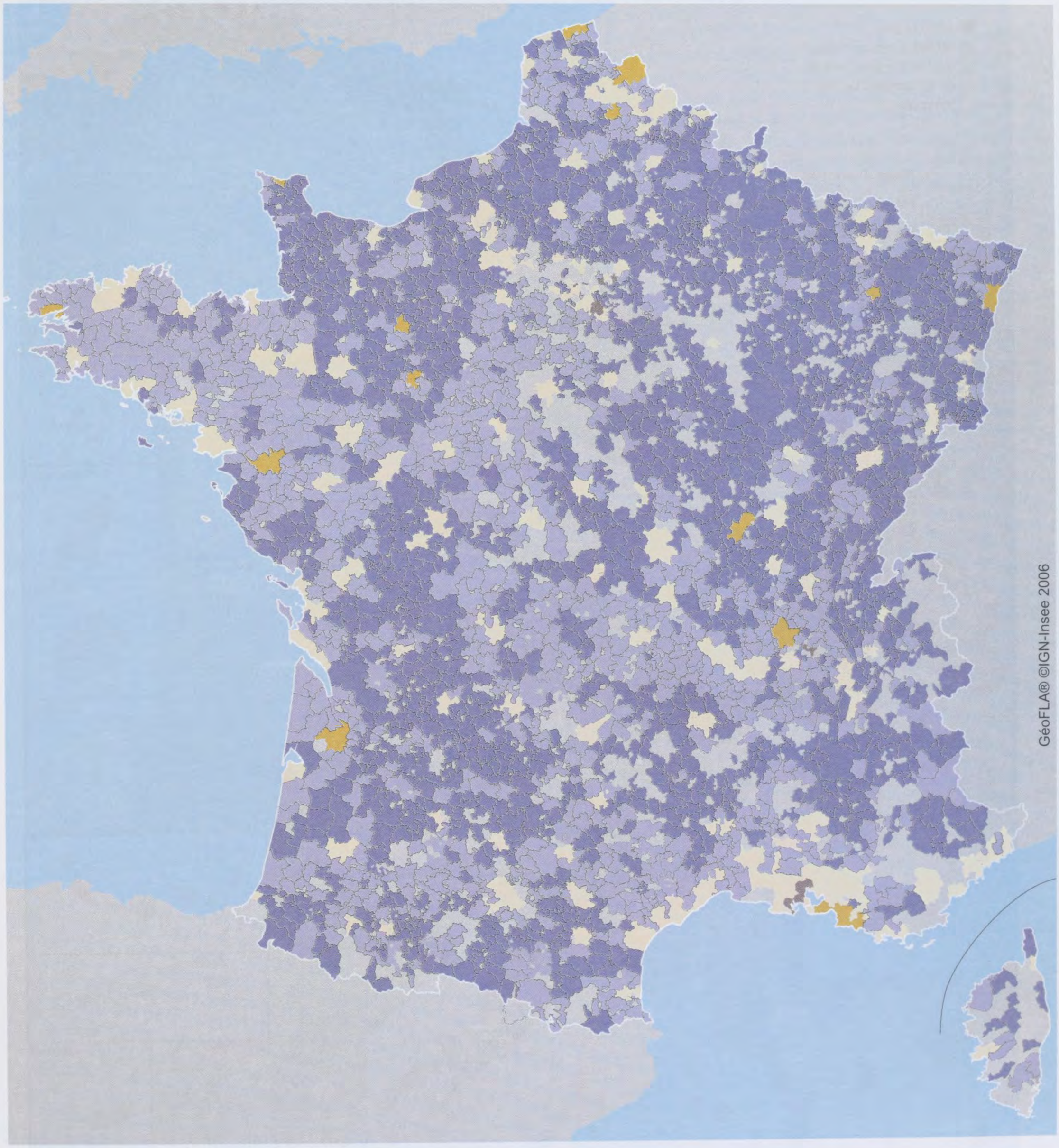
Population de l'Union européenne à 25

Densité de population en 2003



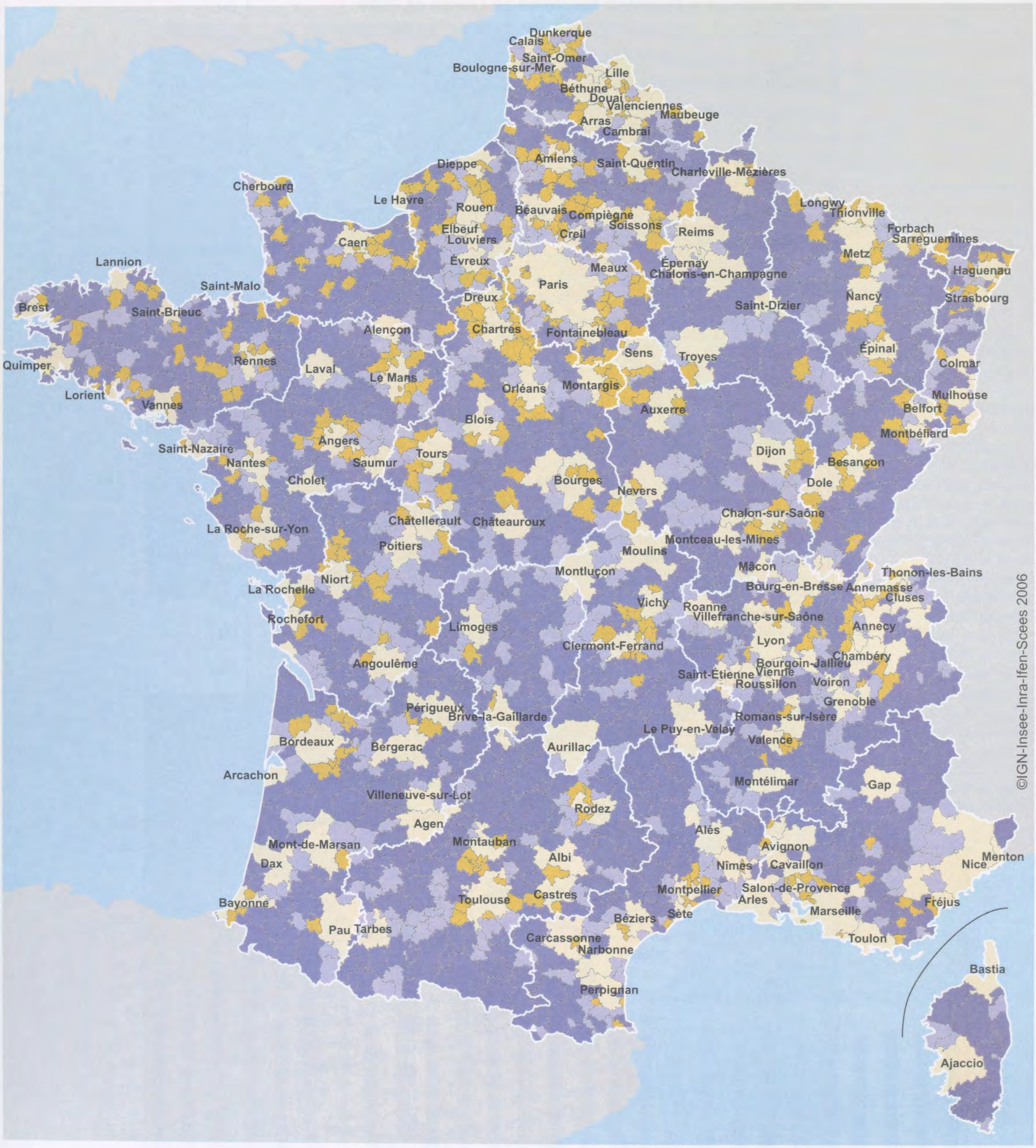
Source : Eurostat

Établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre au 1er janvier 2005



Sources : Insee et Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire

Bassins de vie selon leur degré d'autonomie en équipements et en emplois



Bassins de vie d'une grande agglomération (171)

Bassins de vie des bourgs et petites villes (1745)

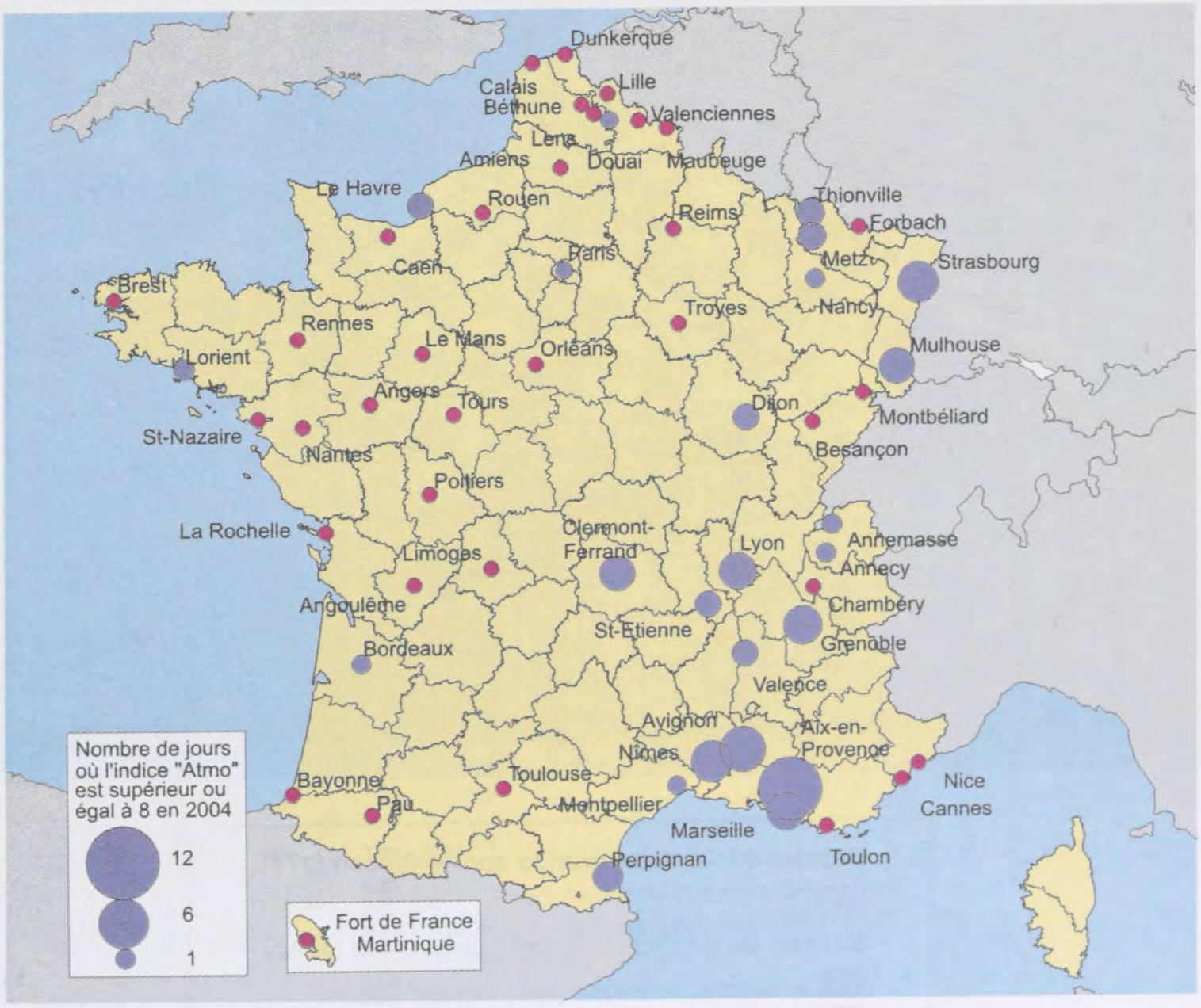
- autonome
- faiblement autonome
- dépendant

Sources : IGN, Insee, Inra, Ifen, Scees

Parcs Nationaux et Réserves Naturelles en France en 2004

Source : Ministère de l'Écologie et du Développement durable (DNP), Muséum National d'Histoire Naturelle, 2004.

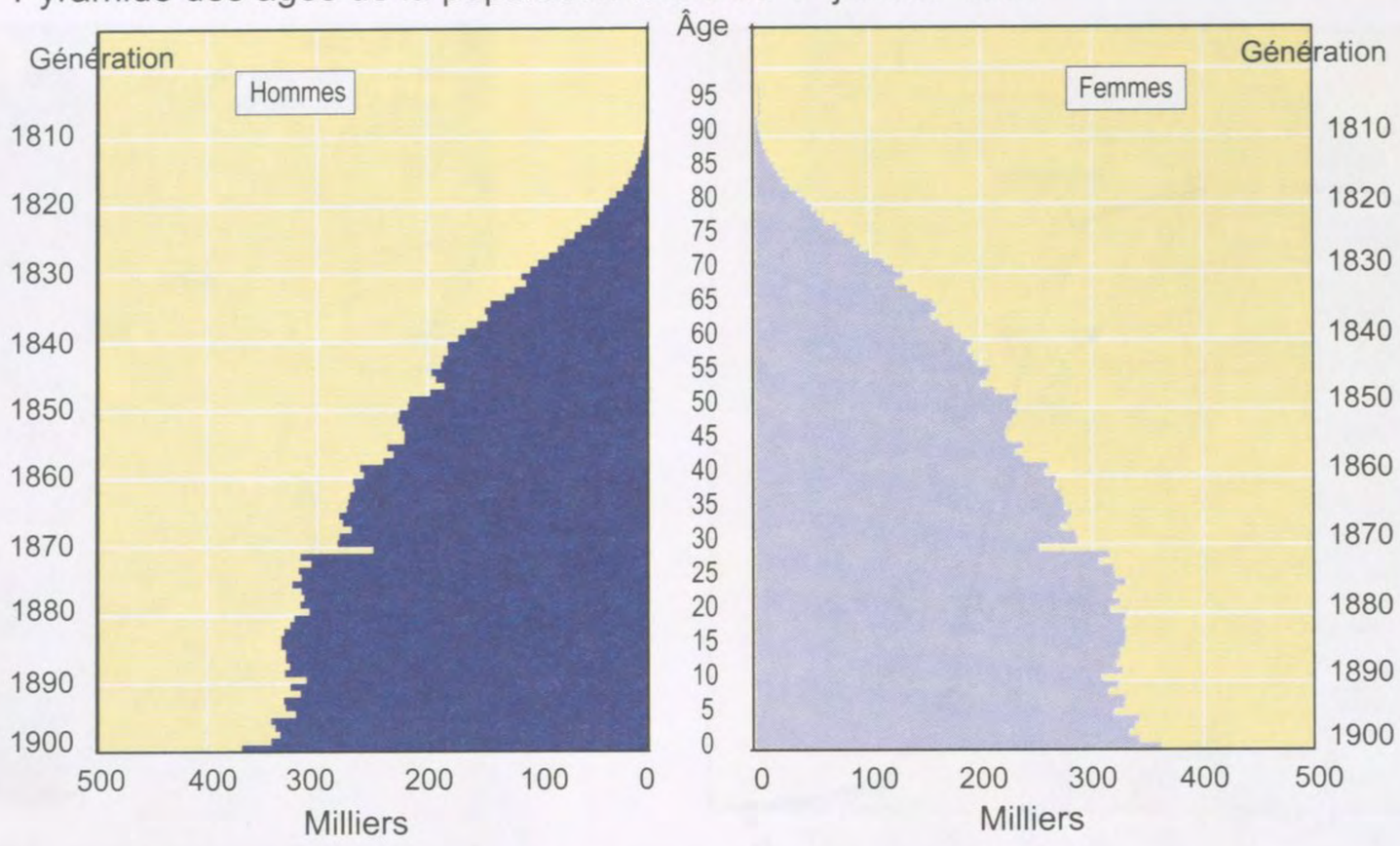
Qualité de l'air selon l'indice "Atmo" en France en 2004



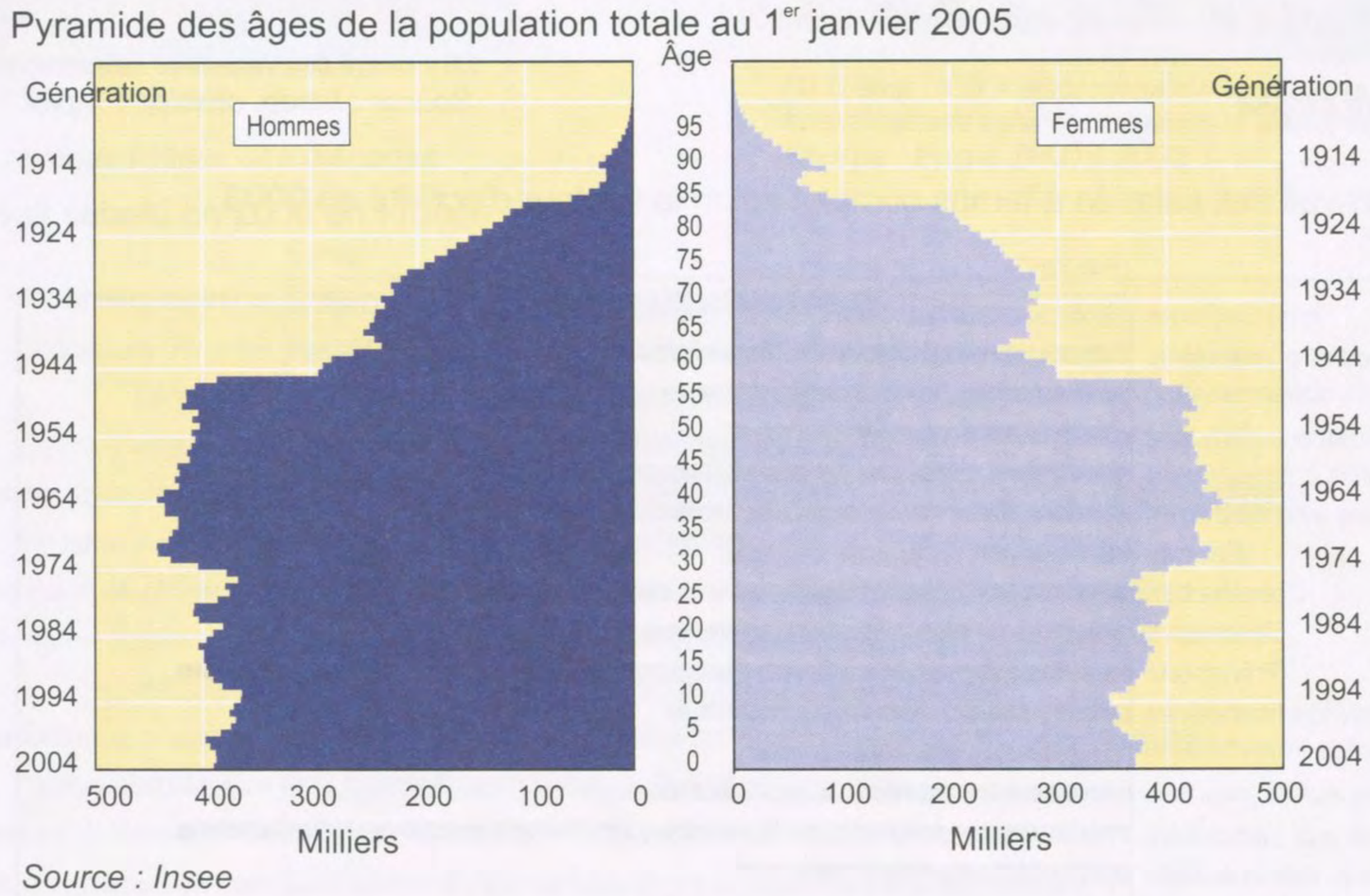
● Agglomérations pour lesquelles l'indice "Atmo" n'a pas dépassé 8 en 2004 (Cf. Chapitre A.02 partie 2 - Méthodologie).

Sources : Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air, 2004, Ifen.

Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 1901

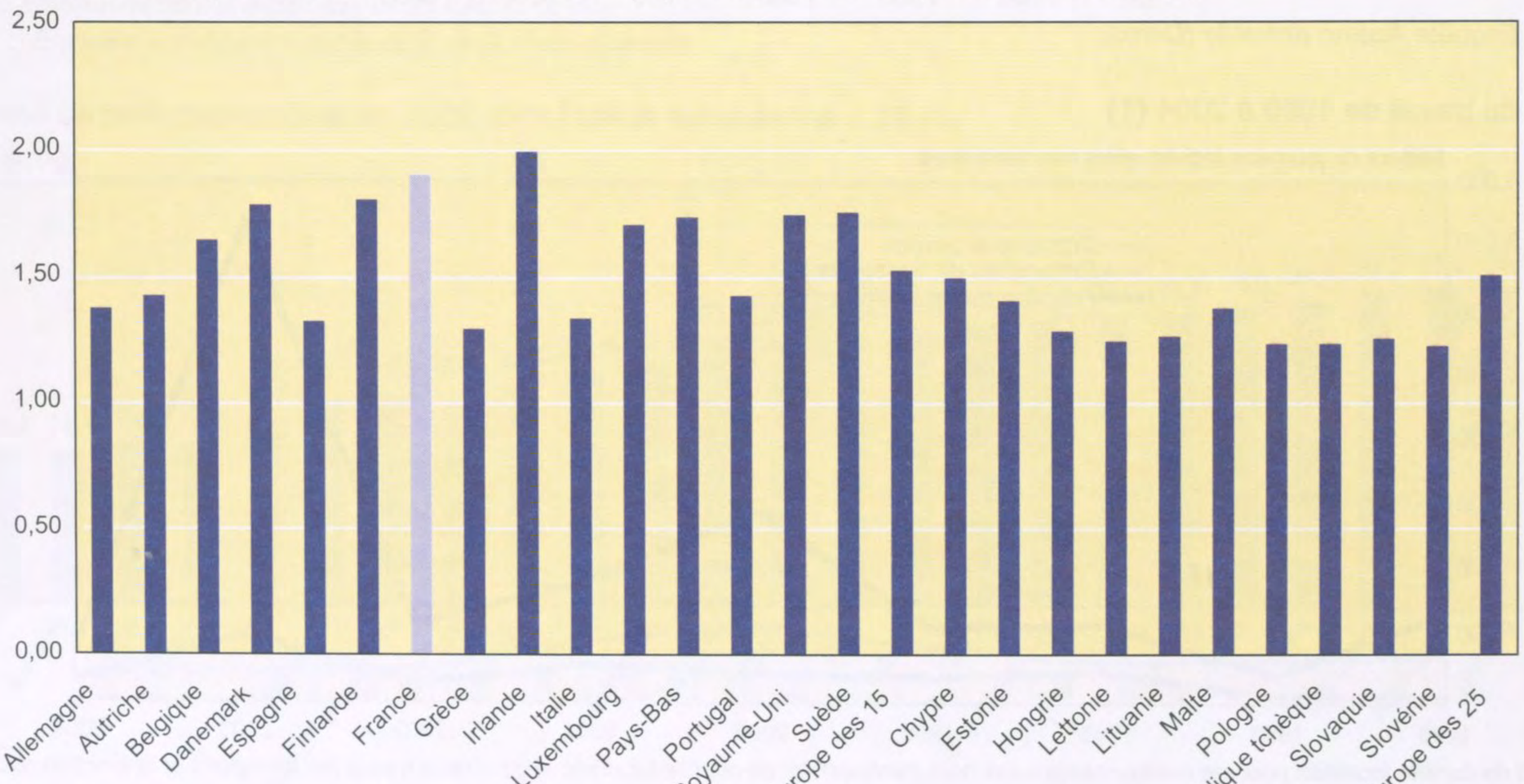


Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 2005



Source : Insee

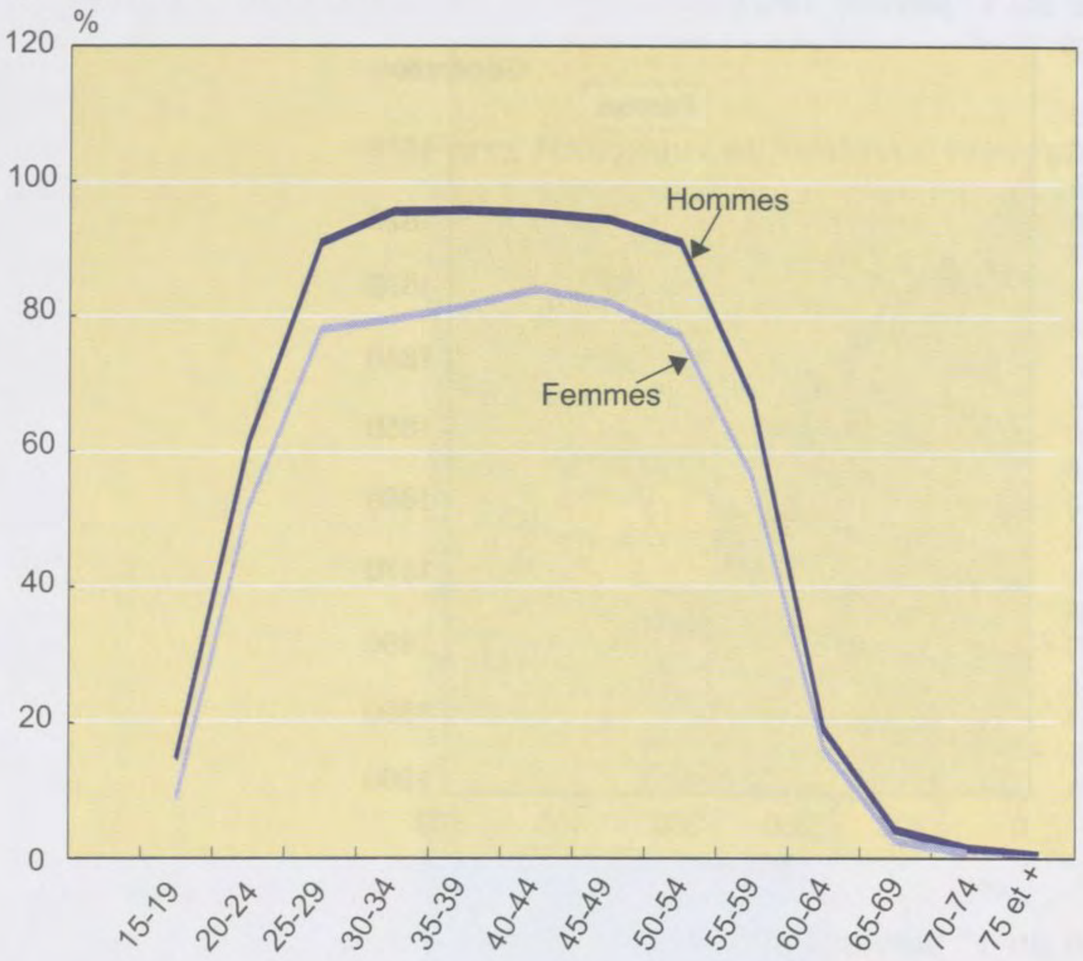
Indicateur conjoncturel de fécondité des 25 pays de l'Union européenne en 2004 (1)



(1) Estimations pour un grand nombre de pays.
Cf. chapitre B.02

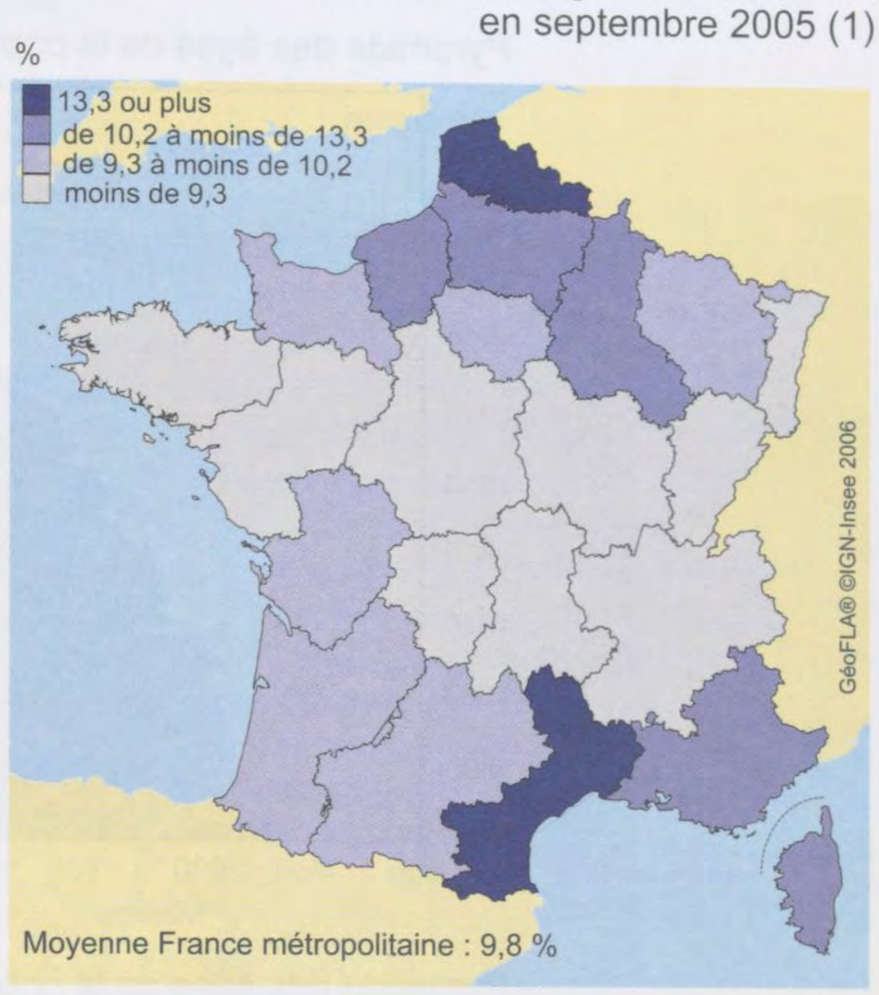
Source : Eurostat

Taux d'activité au sens du BIT par sexe et groupe d'âge quinquennal en 2004



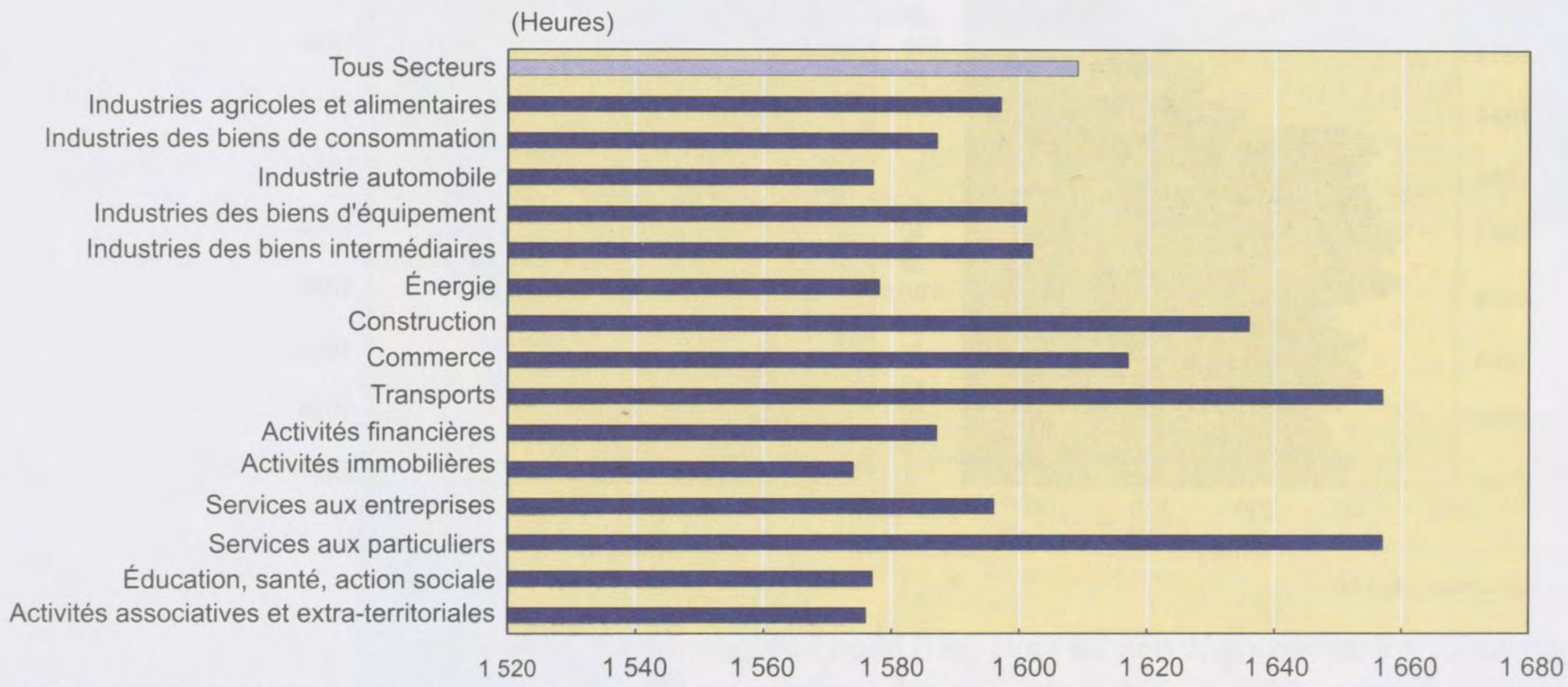
Source : Insee, enquête Emploi

Taux de chômage au sens du BIT en septembre 2005 (1)



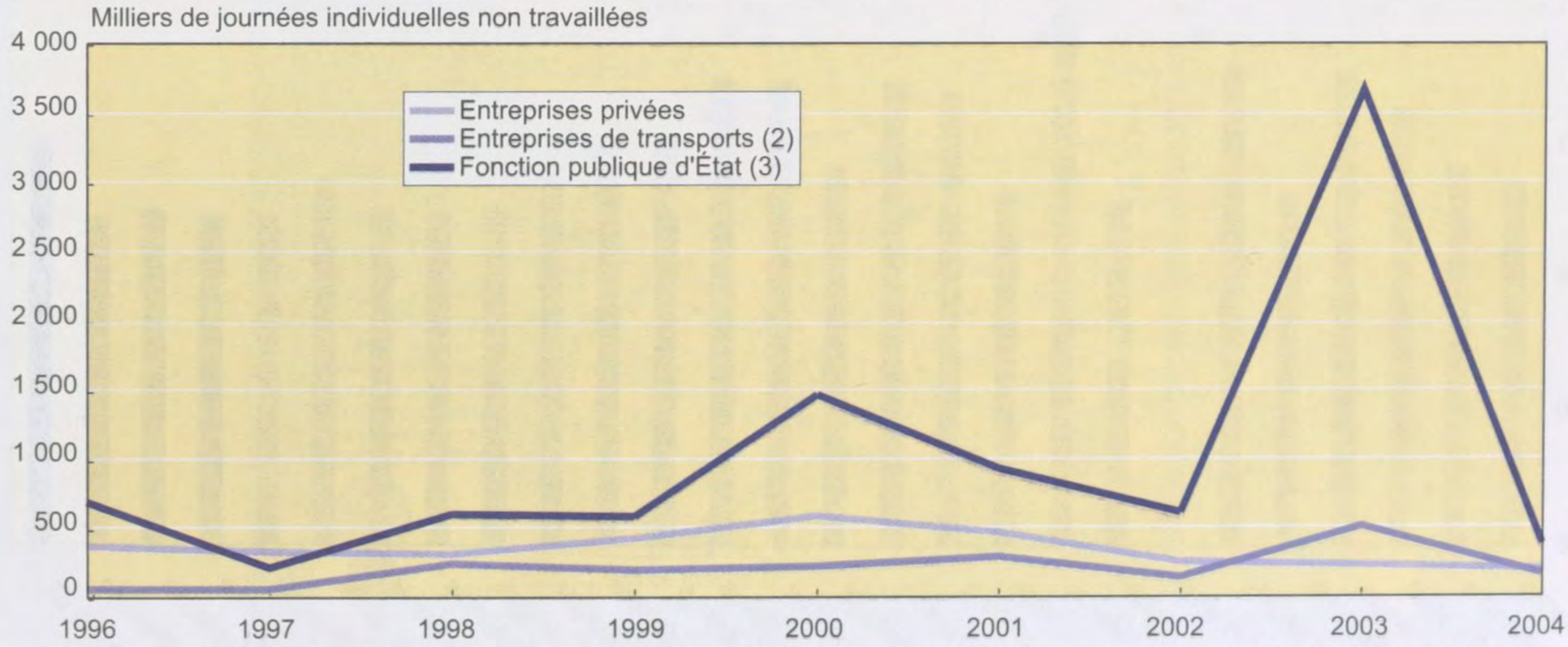
(1) Corrigé des variations saisonnières.
Source : Insee, division Emploi

Durée annuelle du travail des salariés à temps complet selon le secteur d'activité en 2003



Source : Enquête Acemo annuelle (Dares)

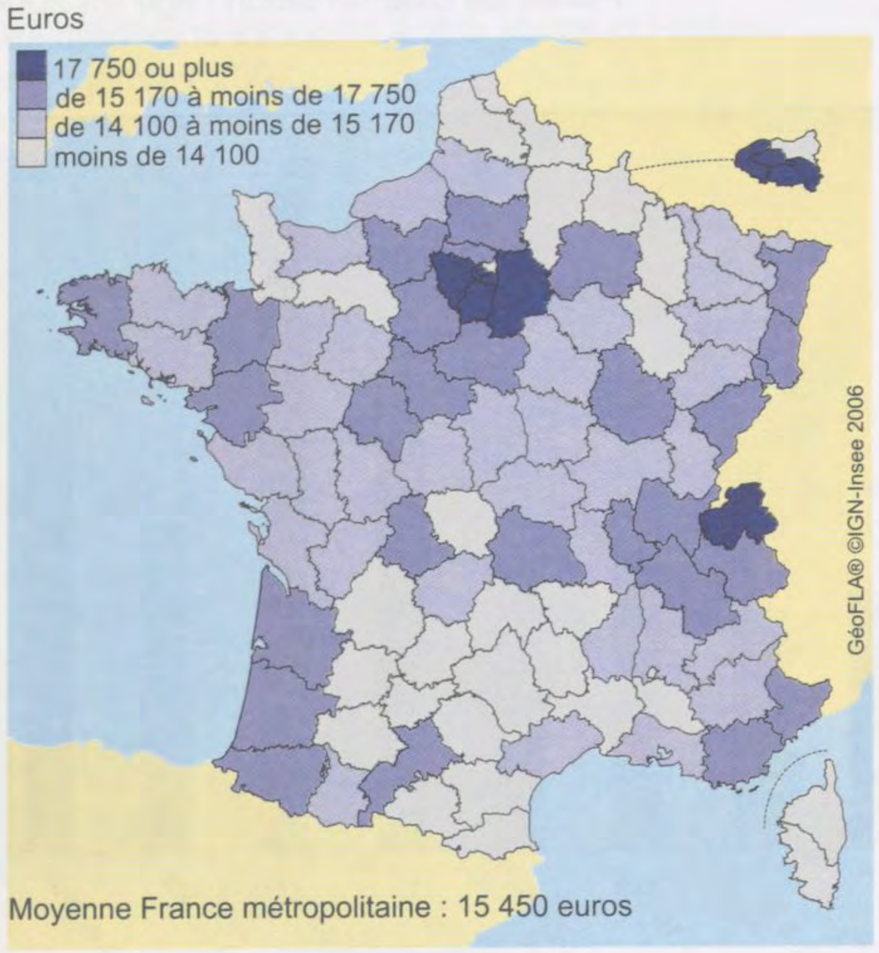
Conflits du travail de 1996 à 2004 (1)



(1) Il s'agit de conflits localisés pour les entreprises privées hors transports et de conflits localisés et généralisés pour les transports et la fonction publique d'État.
(2) 1996 et 1997 : hors RATP et Air France ; chiffres partiels pour la SNCF.
(3) hors fonctions publiques hospitalière et territoriale, France Télécom et la Poste.
Sources : Dares, DGAFP, Inspection générale du travail des transports

Revenu annuel médian des ménages par unité de consommation en 2003

Euros

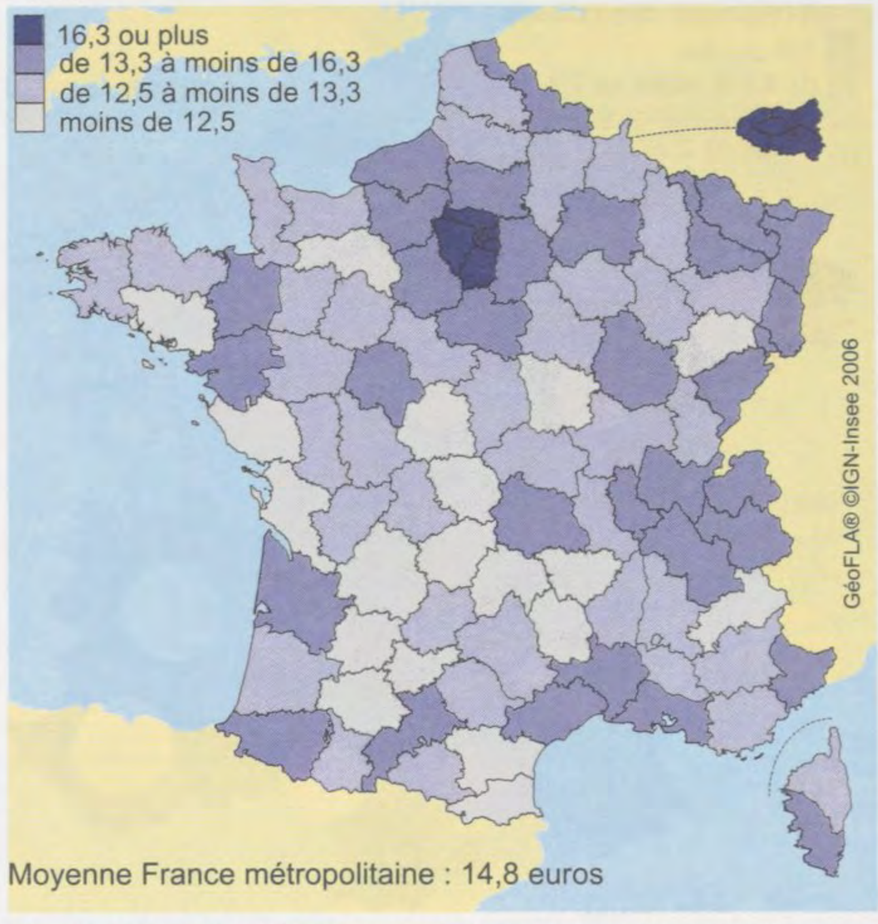


Moyenne France métropolitaine : 15 450 euros

Source : Insee - DGI, revenus fiscaux des ménages

Salaire brut horaire des établissements en 2003 (1)

Euros

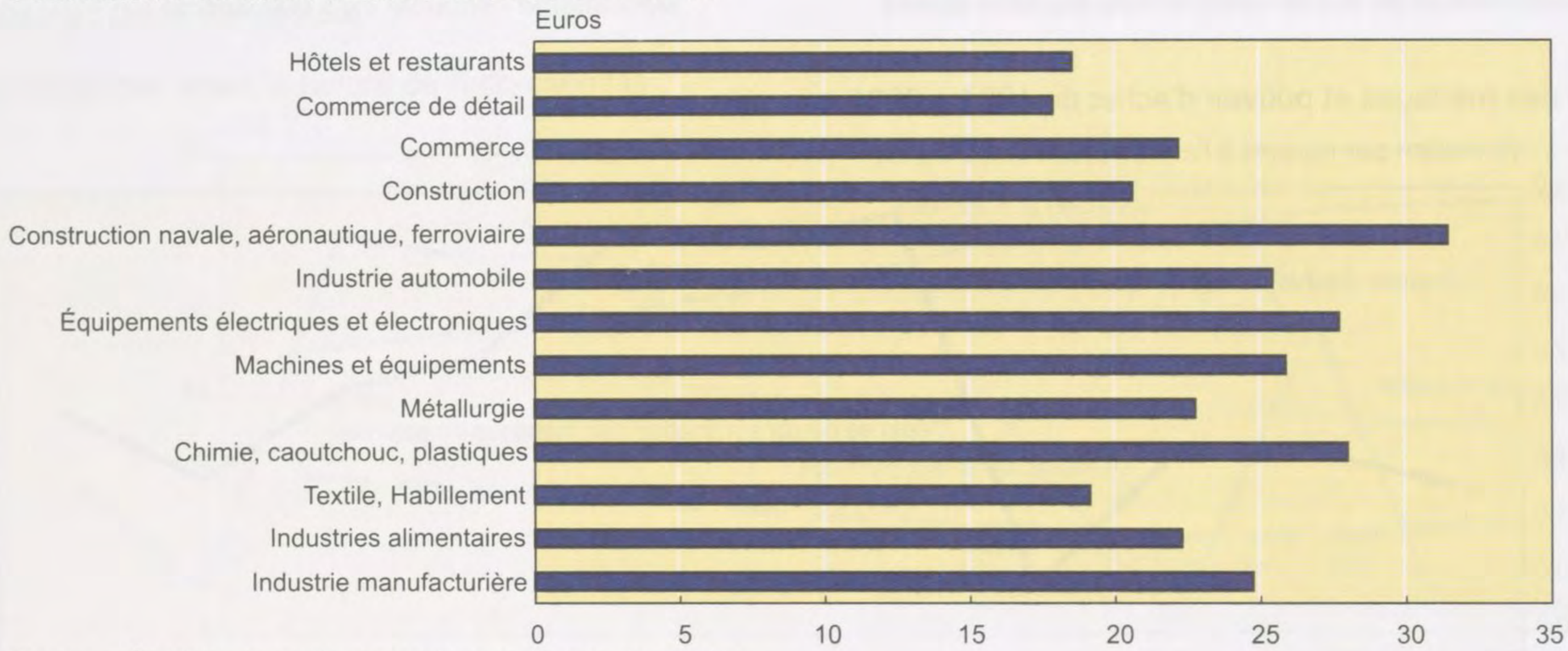


Moyenne France métropolitaine : 14,8 euros

(1) champ : ICS + établissements hospitaliers + associations et hors dirigeants salariés, apprentis et stagiaires.

Source : Insee, DADS 2003

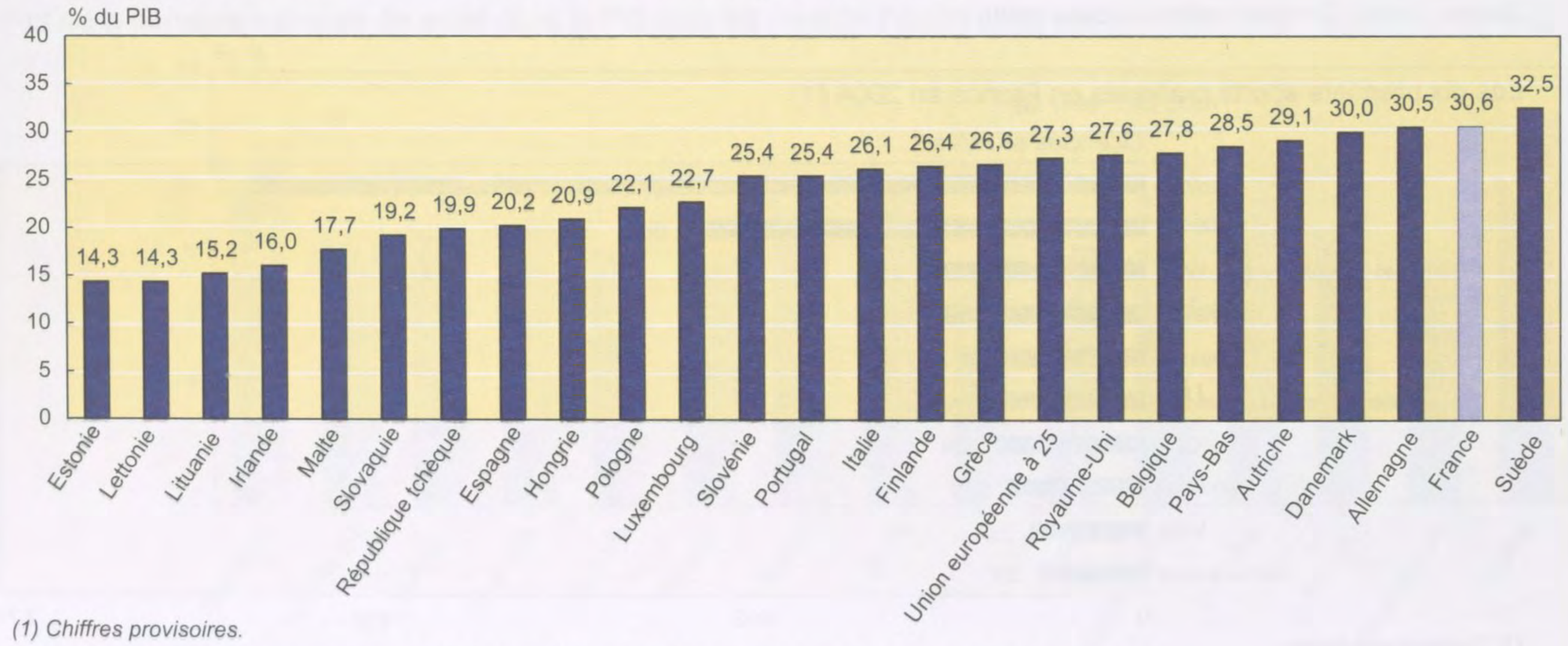
Coût horaire du travail salarié en 2000 en France



Champ : Établissements des entreprises de 10 salariés ou plus.

Source : Enquête européenne sur le coût de la main-d'oeuvre

Dépenses de protection sociale en 2002 dans l'Union européenne à 25 (1)

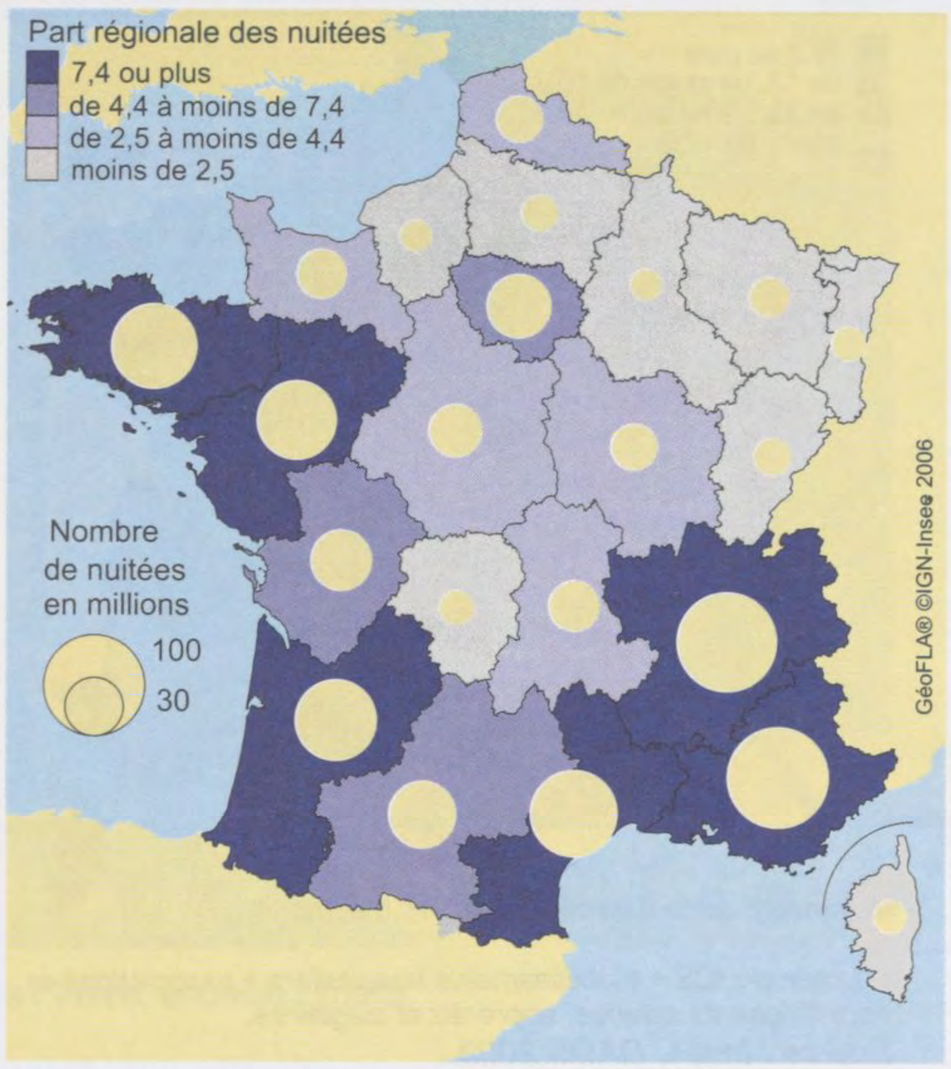


(1) Chiffres provisoires.

Données 2001 pour Union européenne à 25, Estonie, Lettonie et Lituanie. Données non disponibles pour Chypre.

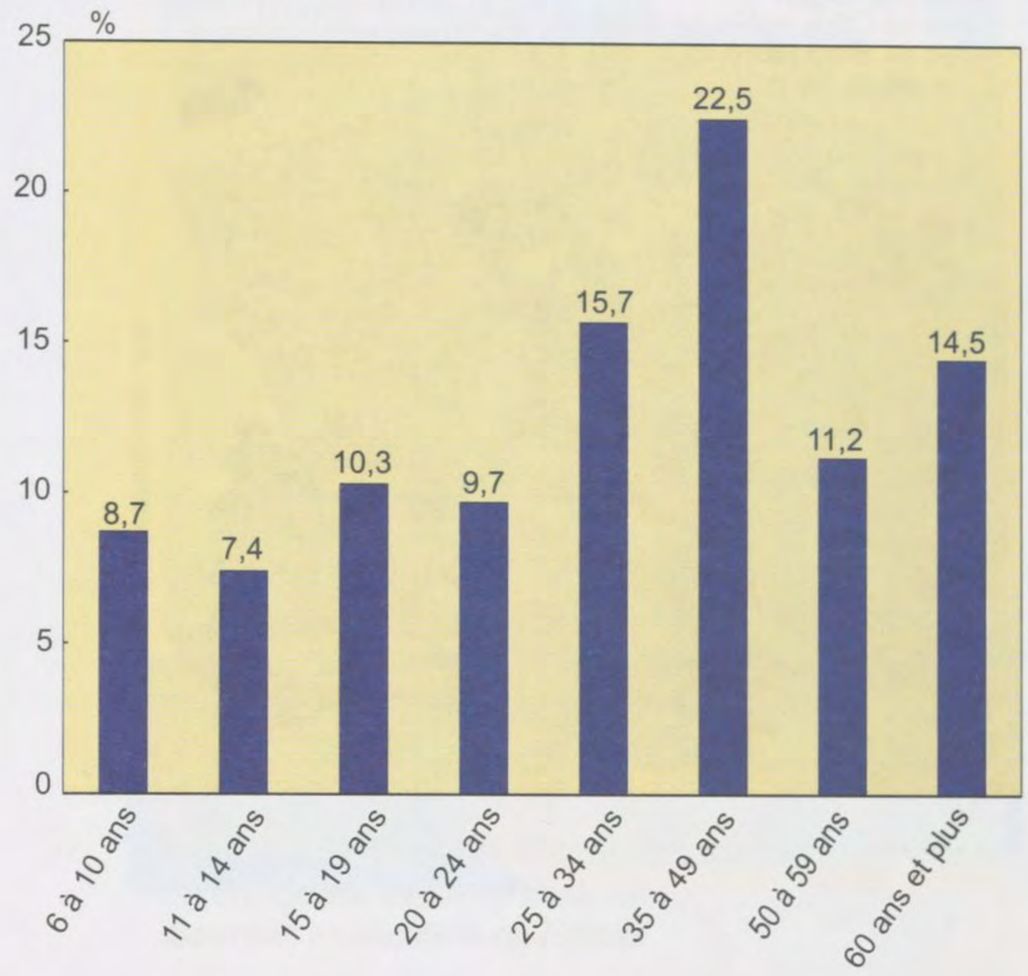
Source : Eurostat

Déplacements touristiques des Français : Répartition des nuitées en 2004



Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer - Direction du tourisme/Sofres

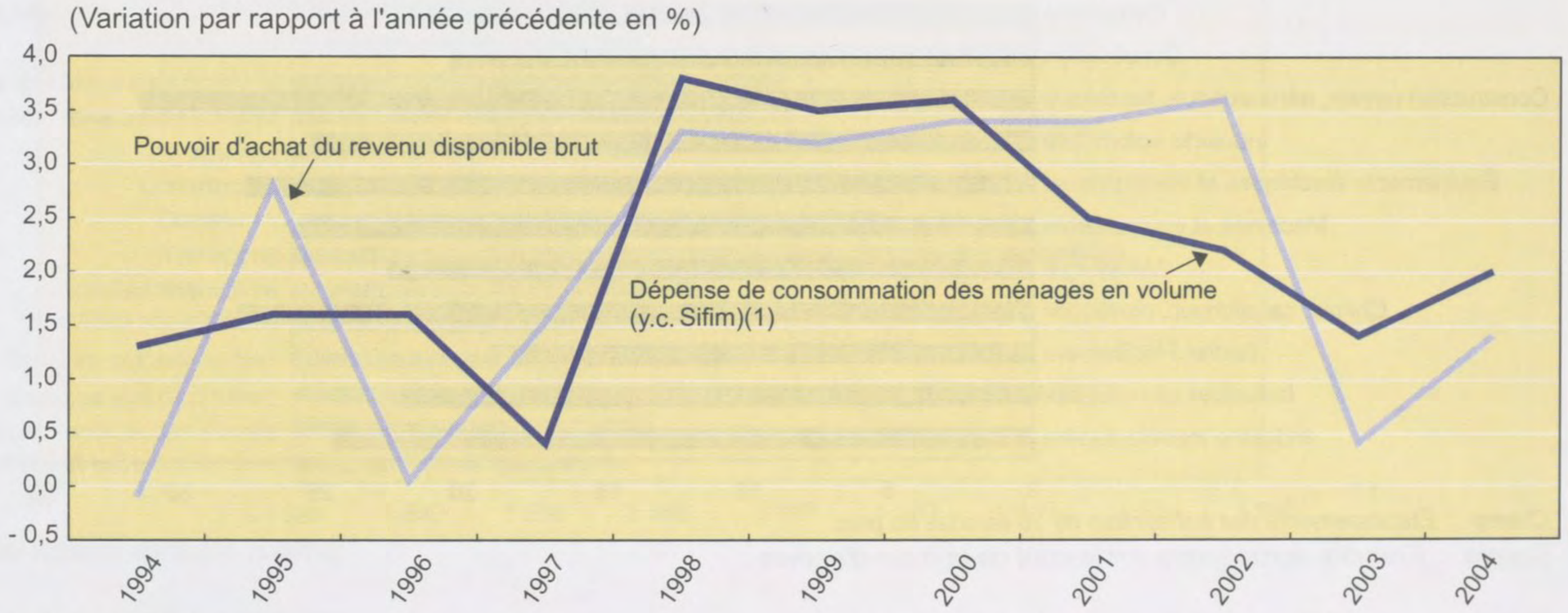
Public du cinéma selon l'âge en 2004



Source : Centre National de la Cinématographie (CNC) / Médiamétrie - enquête « 75 000 cinéma »

Dépenses des ménages et pouvoir d'achat de 1994 à 2004

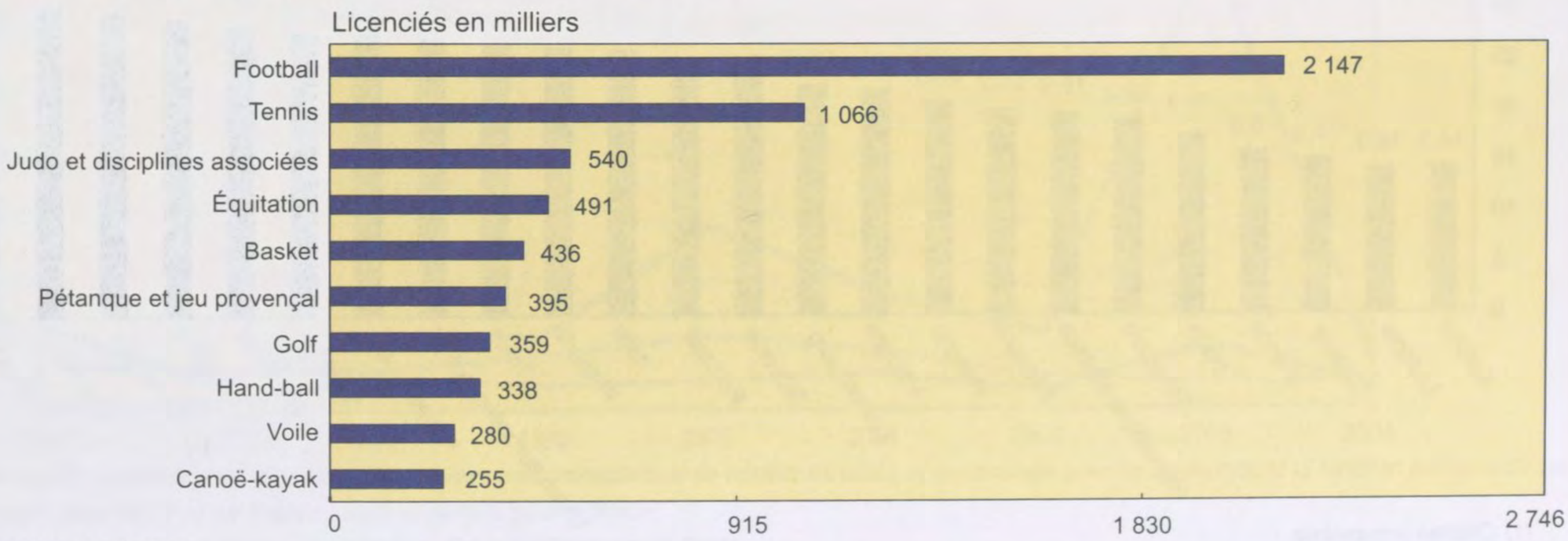
(Variation par rapport à l'année précédente en %)



(1) Prix de l'année précédente.

Source : Insee, Comptes nationaux base 2000

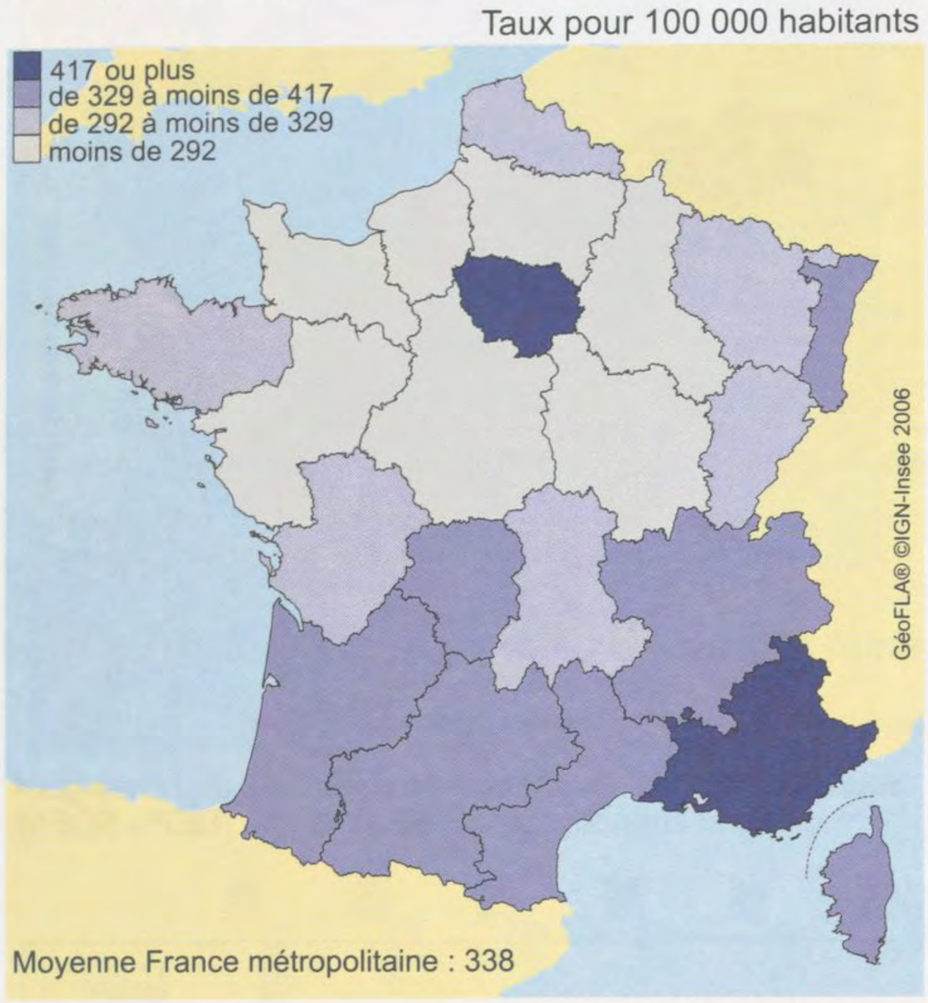
Les dix premiers sports pratiqués en France en 2004 (1)



(1) Données provisoires.

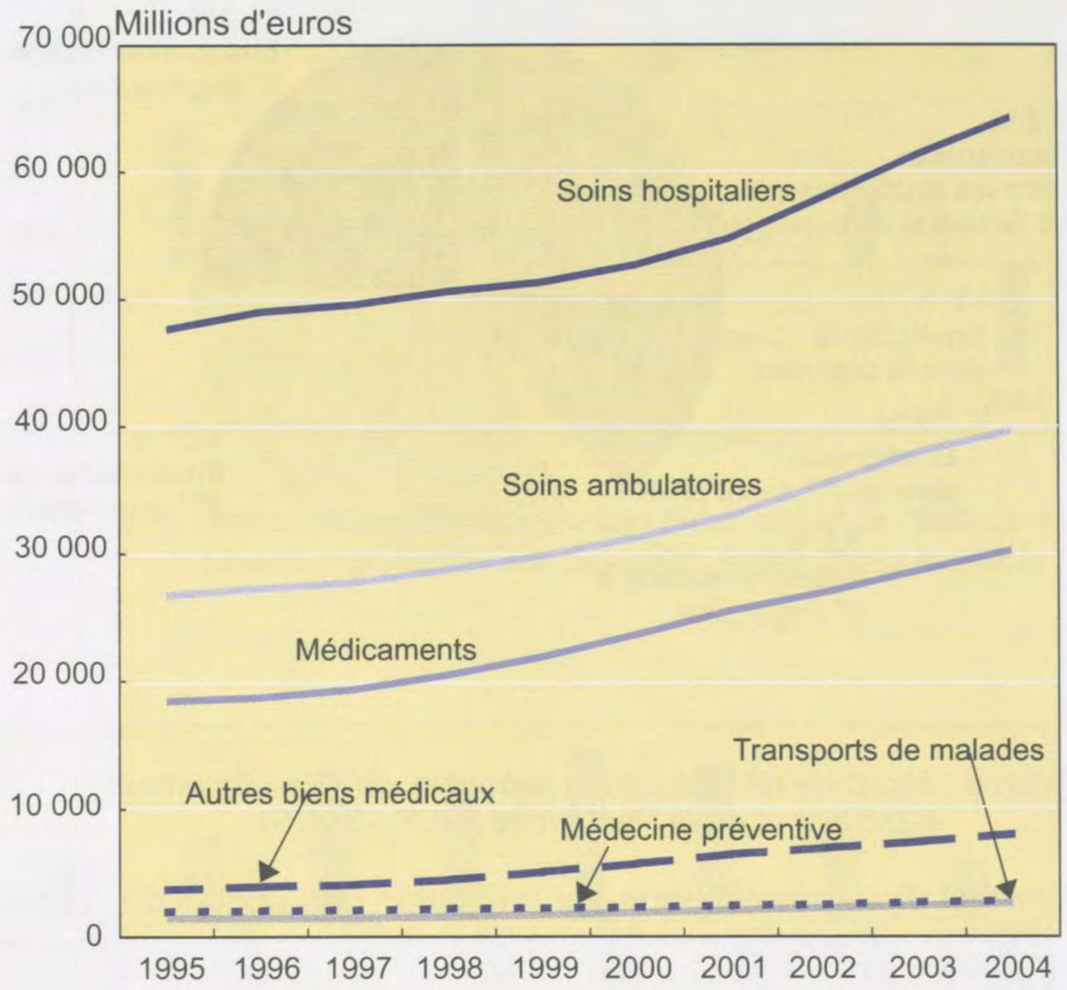
Source : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative

Les médecins exerçant à titre libéral ou salarié au 1er janvier 2004



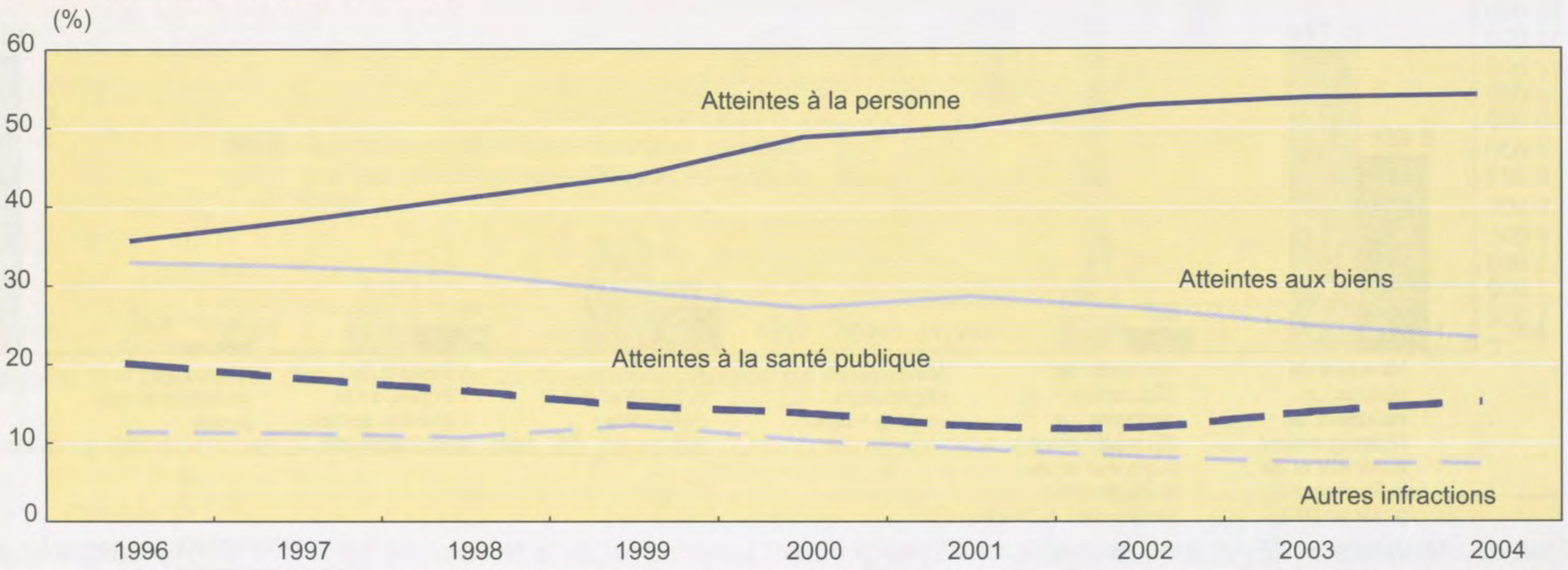
Source : Drass, Fichier Adeli

Consommation médicale totale 1995 - 2004



Source : Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)

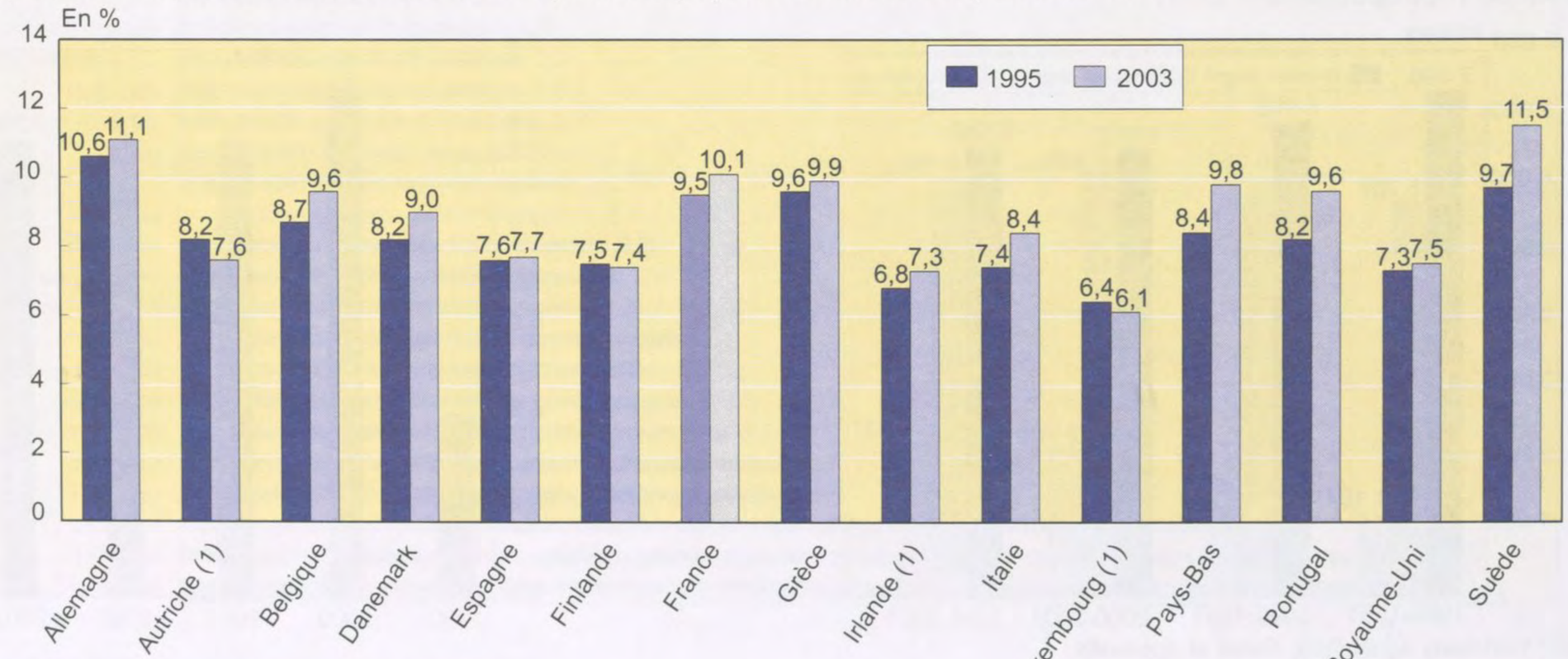
Condamnés selon la nature de l'infraction (1)



(1) France métropolitaine + départements et collectivités d'outre-mer.

Source : Ministère de la Justice

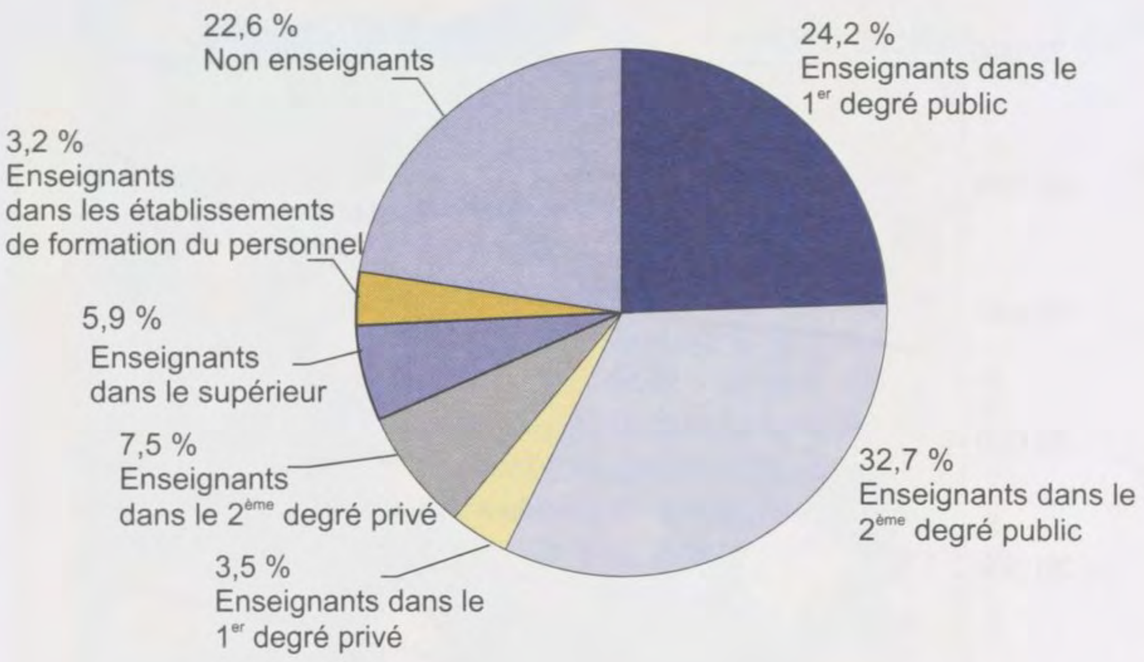
Part de la dépense nationale de santé dans le PIB pour les pays de l'Union européenne à 15



(1) Données 2002 pour l'Autriche, l'Irlande et le Luxembourg.

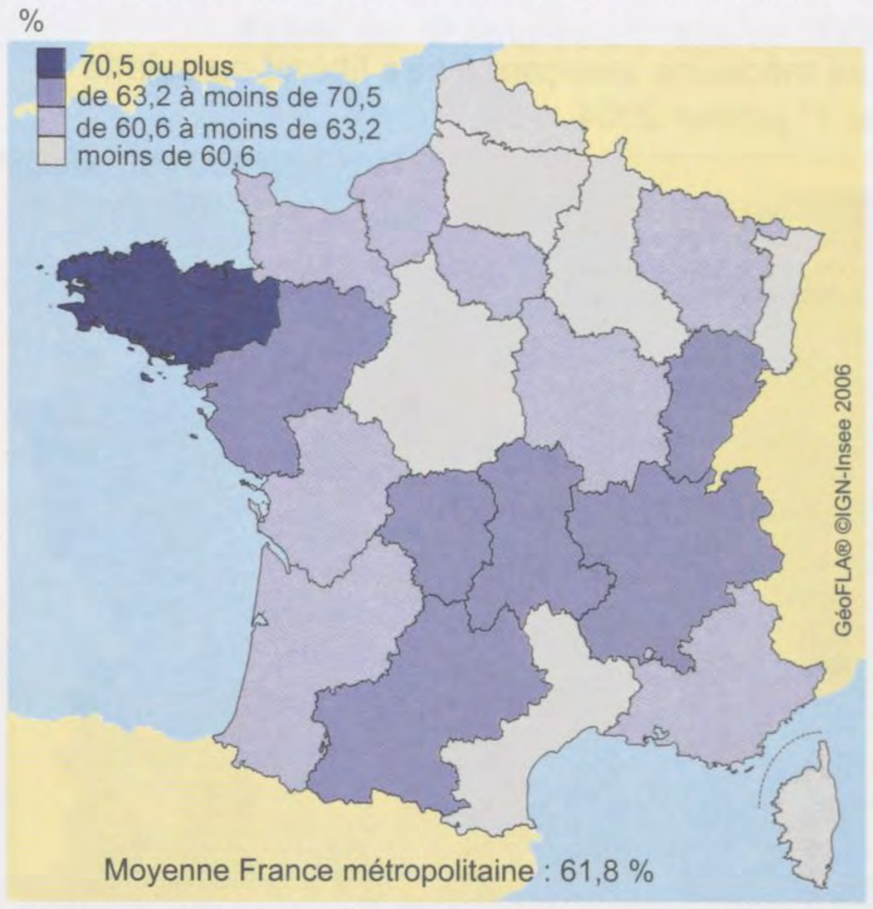
Source : ECO-Santé OCDE

Personnels de l'Éducation nationale au 31 janvier 2005
France métropolitaine + Dom



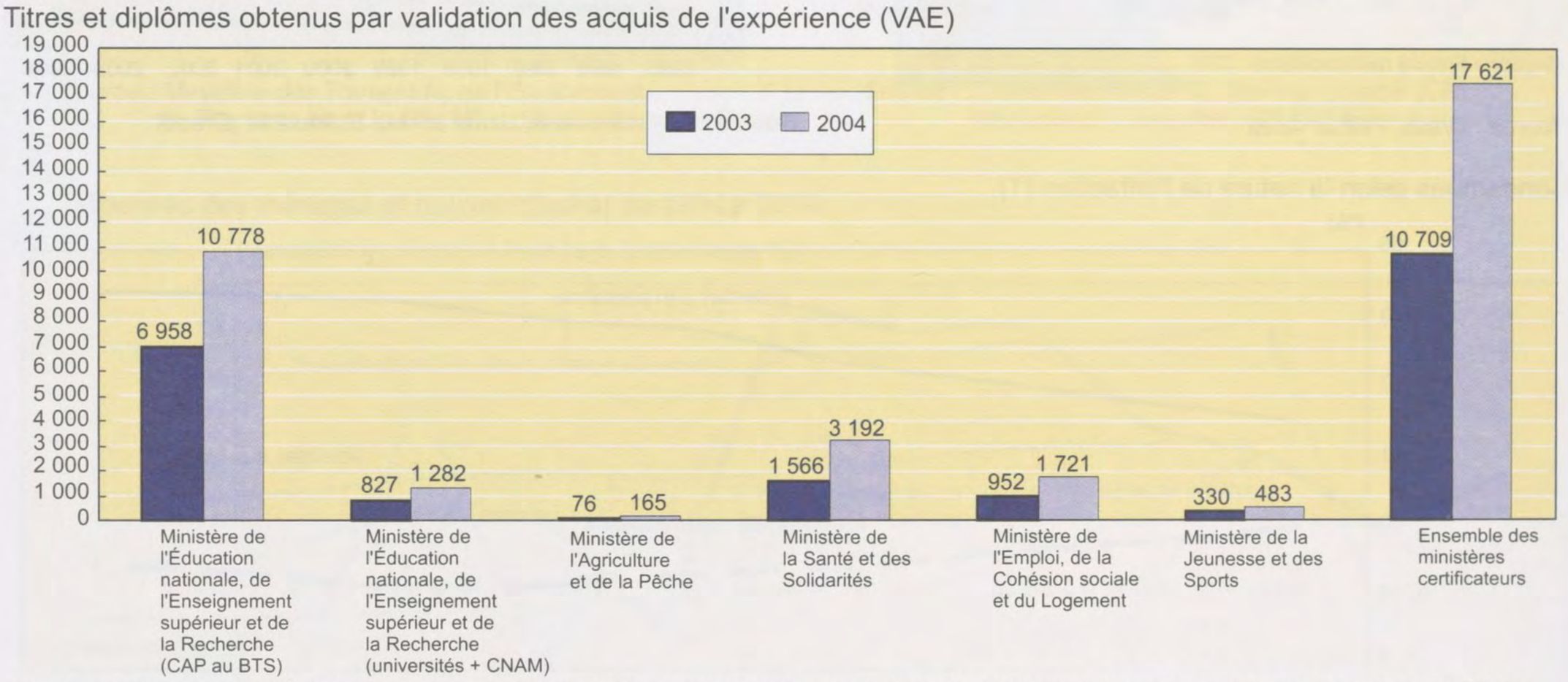
Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP - SDES)

Taux d'accès d'une génération au baccalauréat 2004



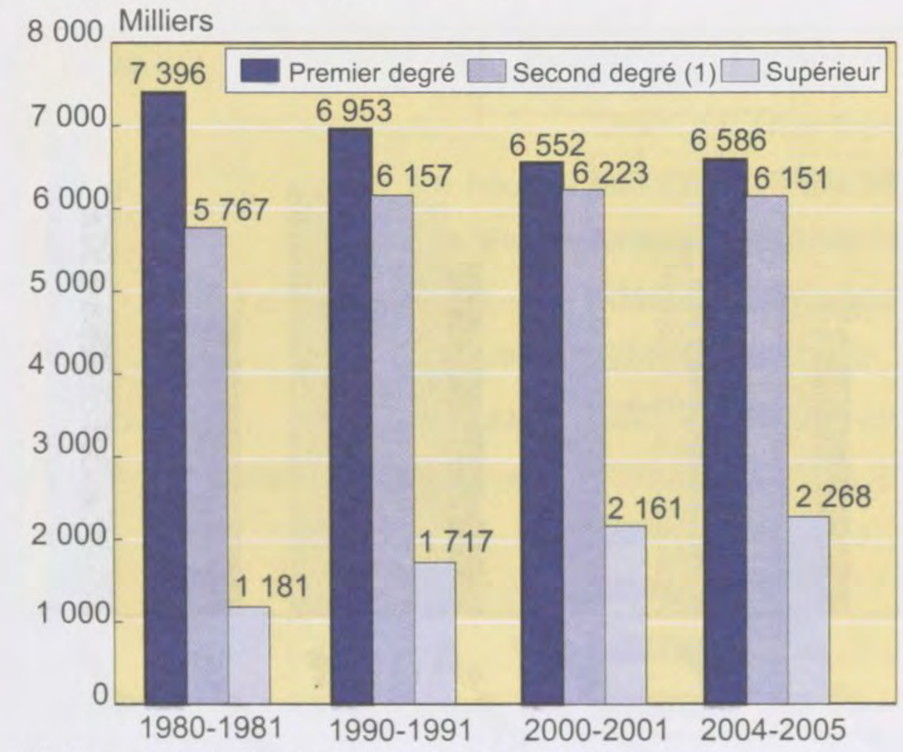
Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP - SDES)

Titres et diplômes obtenus par validation des acquis de l'expérience (VAE)



Sources : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Ministère de la Santé et des Solidarités, AFPA, Ministère de l'Émploi, de la Cohésion sociale et du Logement, Ministère de la Jeunesse et des Sports

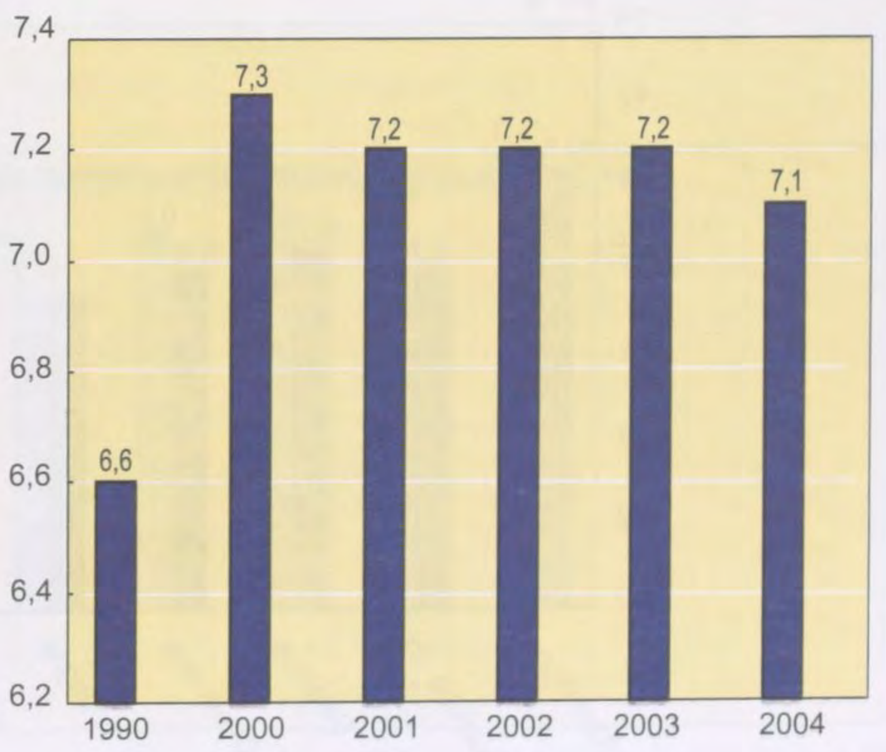
Effectifs d'élèves, d'étudiants et d'apprentis par degré d'enseignement
France métropolitaine + Dom



(1) Y compris Agriculture, Santé et Apprentis.

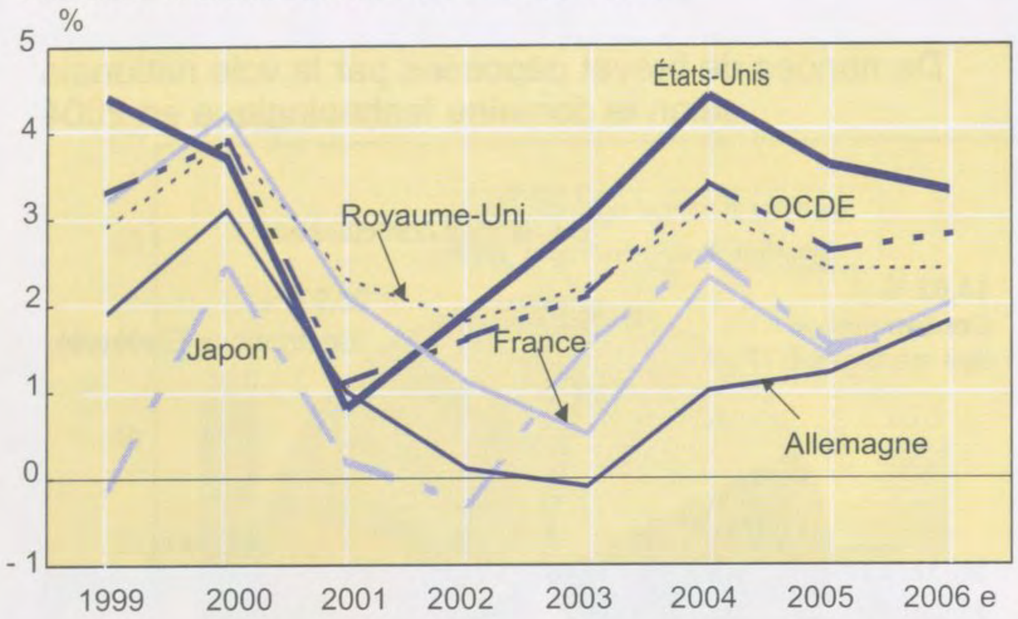
Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP - SDES)

Dépense intérieure d'éducation en % du Produit intérieur brut - France métropolitaine + Dom



Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP - SDES)

Taux de croissance du PIB en volume

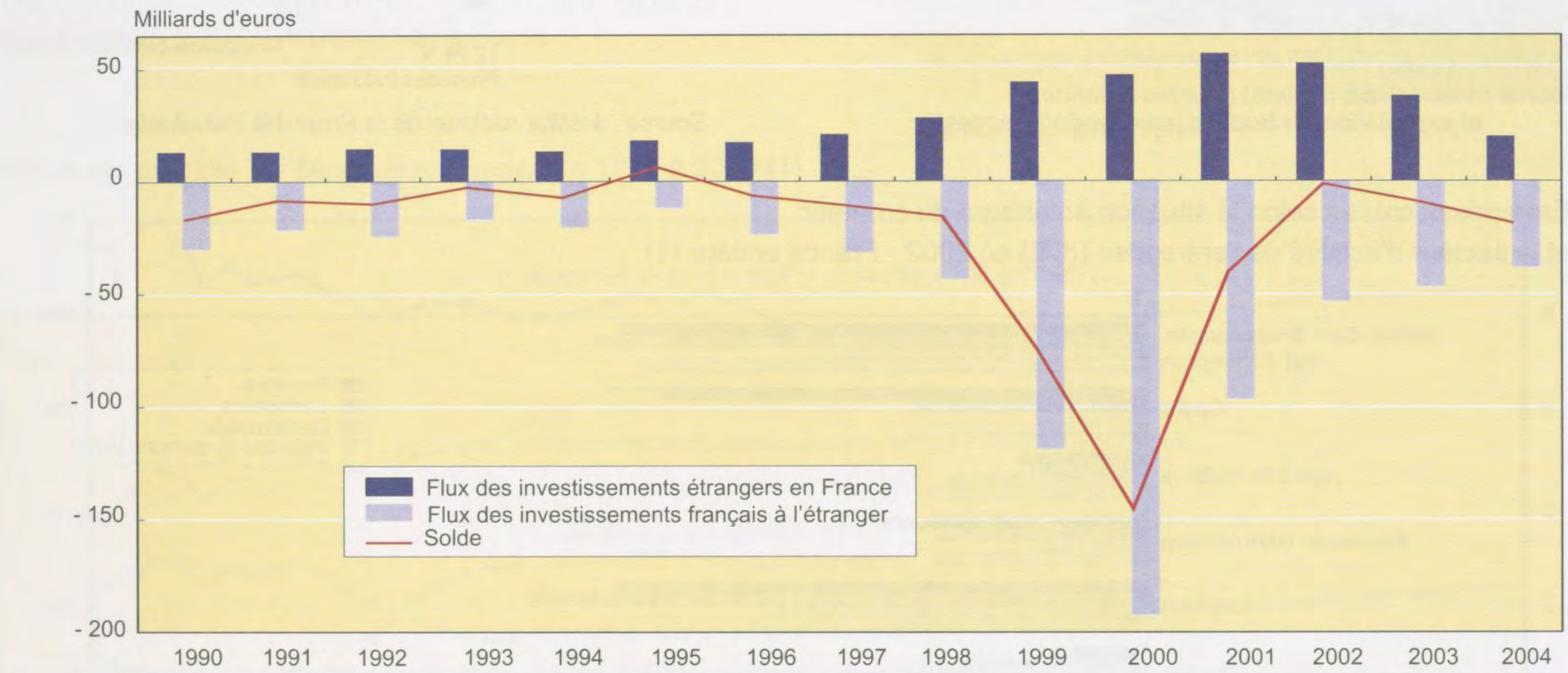


e : estimation.
Source : OCDE (perspectives économiques)

Commerce extérieur de la France : soldes Fab - Fab

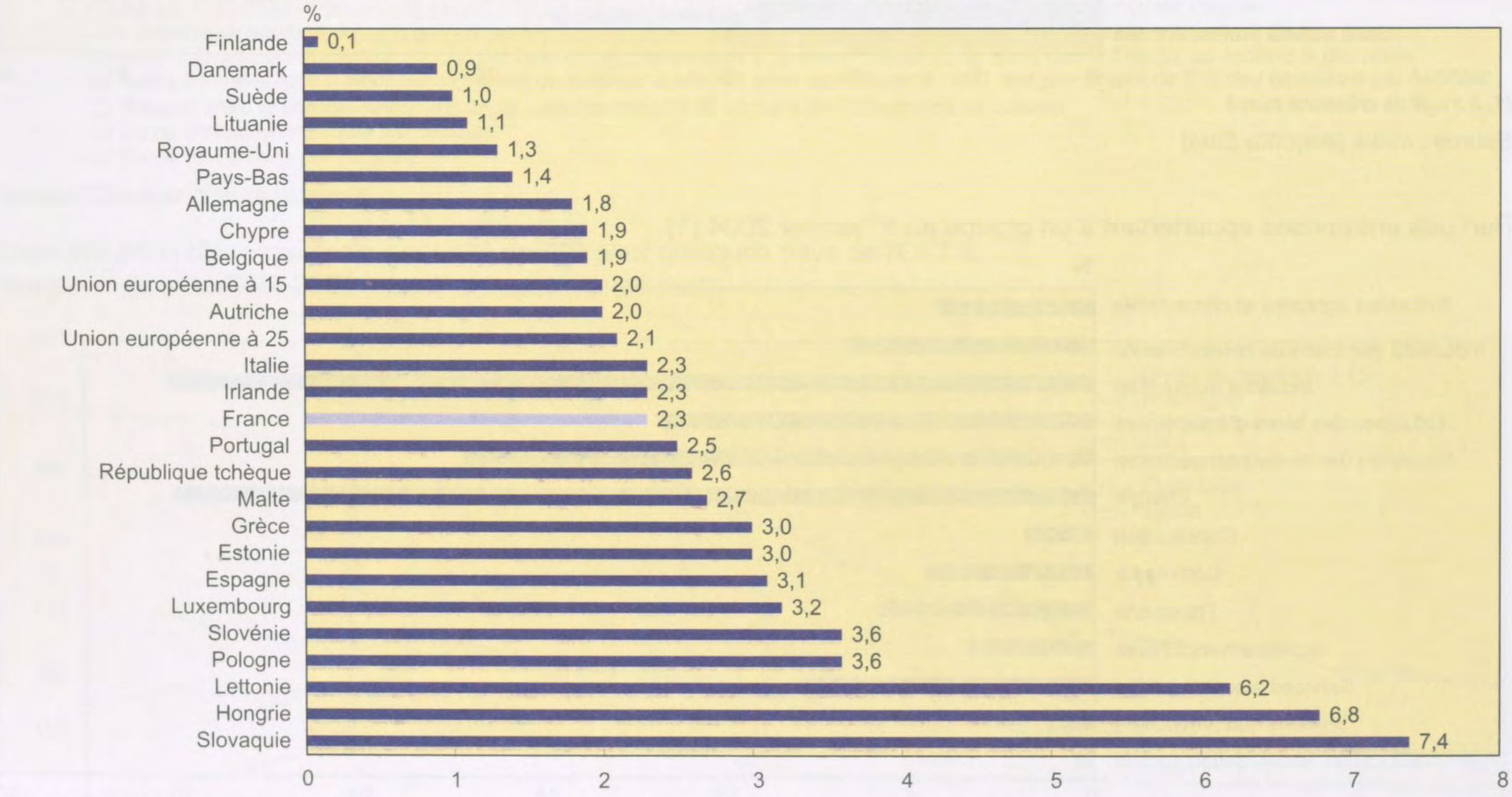
Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des Douanes et des Droits indirects

Flux d'investissements directs entre la France et l'étranger



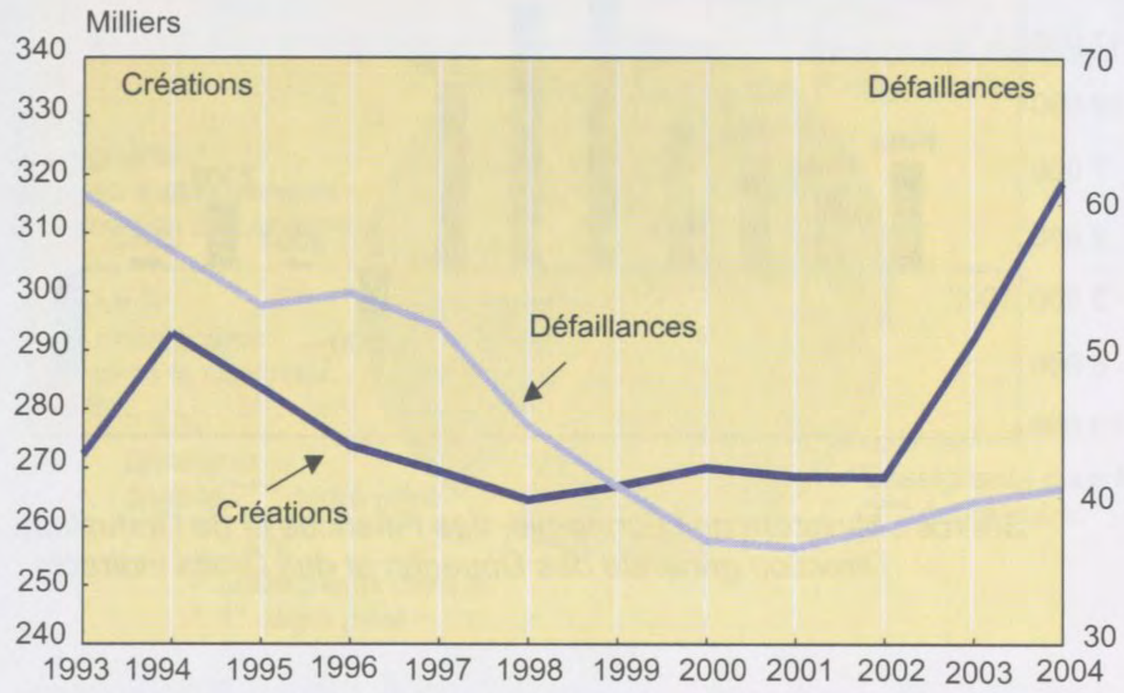
Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Banque de France

Indice des prix à la consommation harmonisé des 25 pays de l'Union européenne en 2004 (1)



(1) Taux moyen de variation annuelle.
Sources : Services statistiques nationaux et Eurostat

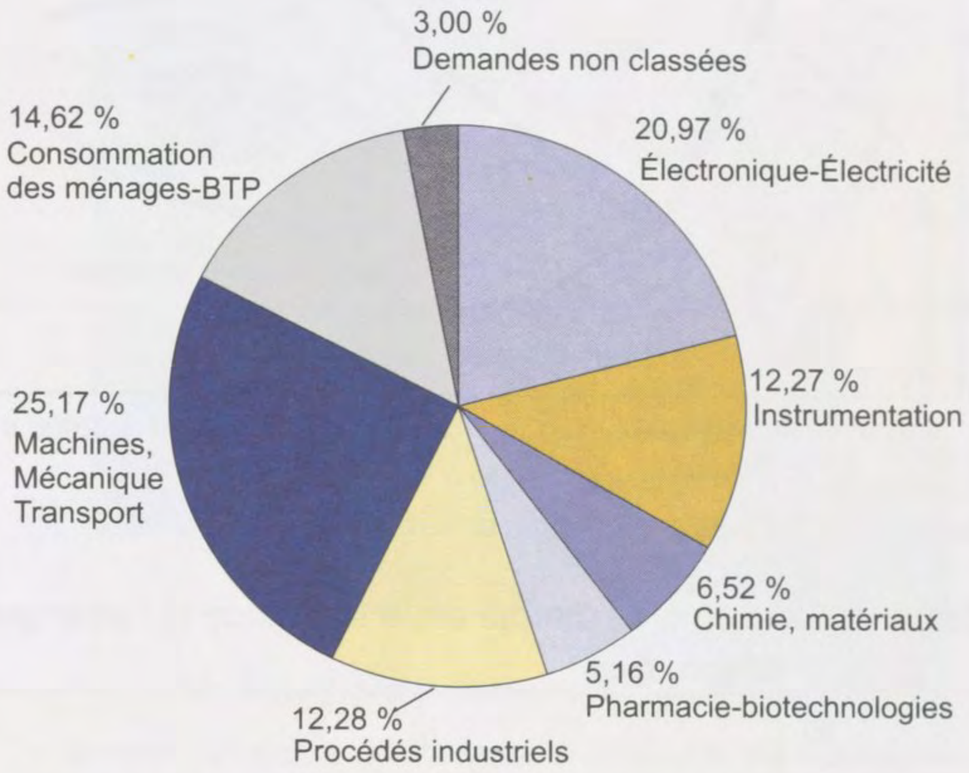
Créations et défaillances d'entreprises (1)



(1) Champ : industrie, commerce et services.

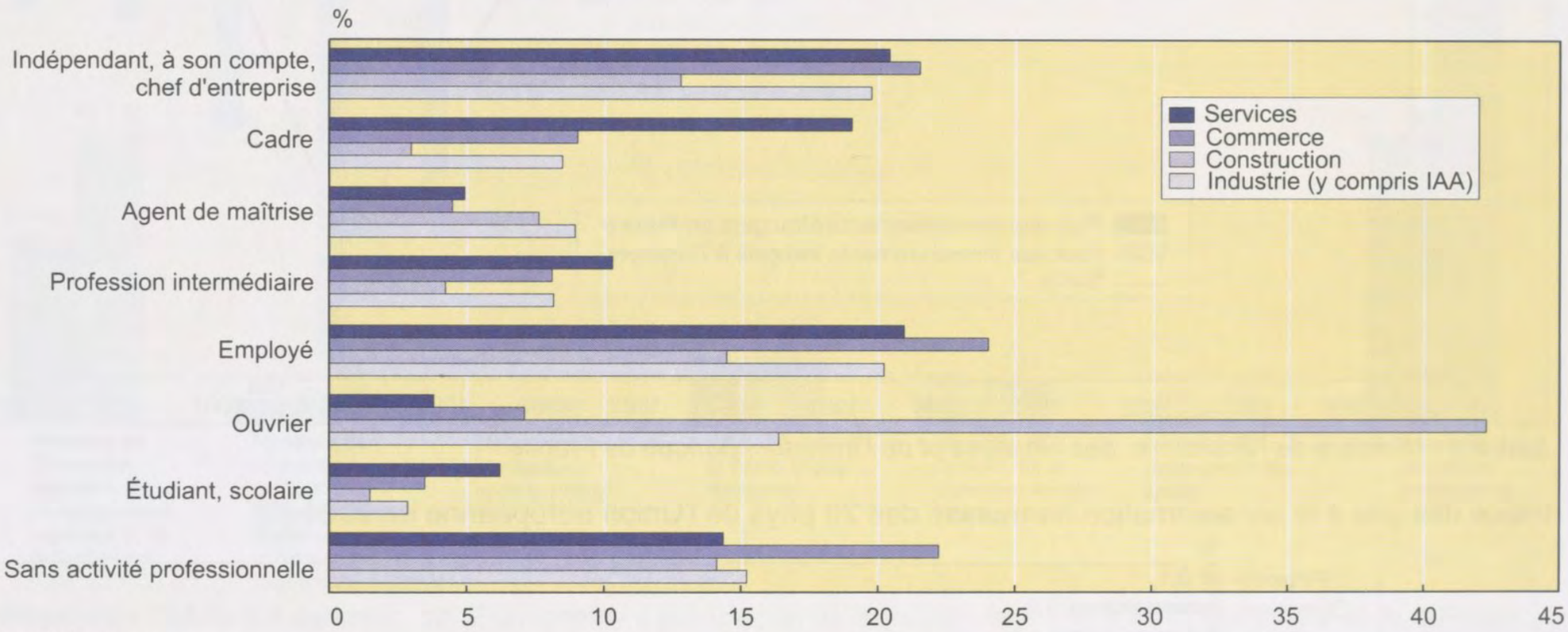
Source : Insee (REE (Sirene) pour les créations et exploitation du Bodacc pour les défaillances)

Demandes de brevet déposées par la voie nationale selon le domaine technologique en 2004



Source : Institut national de la Propriété industrielle

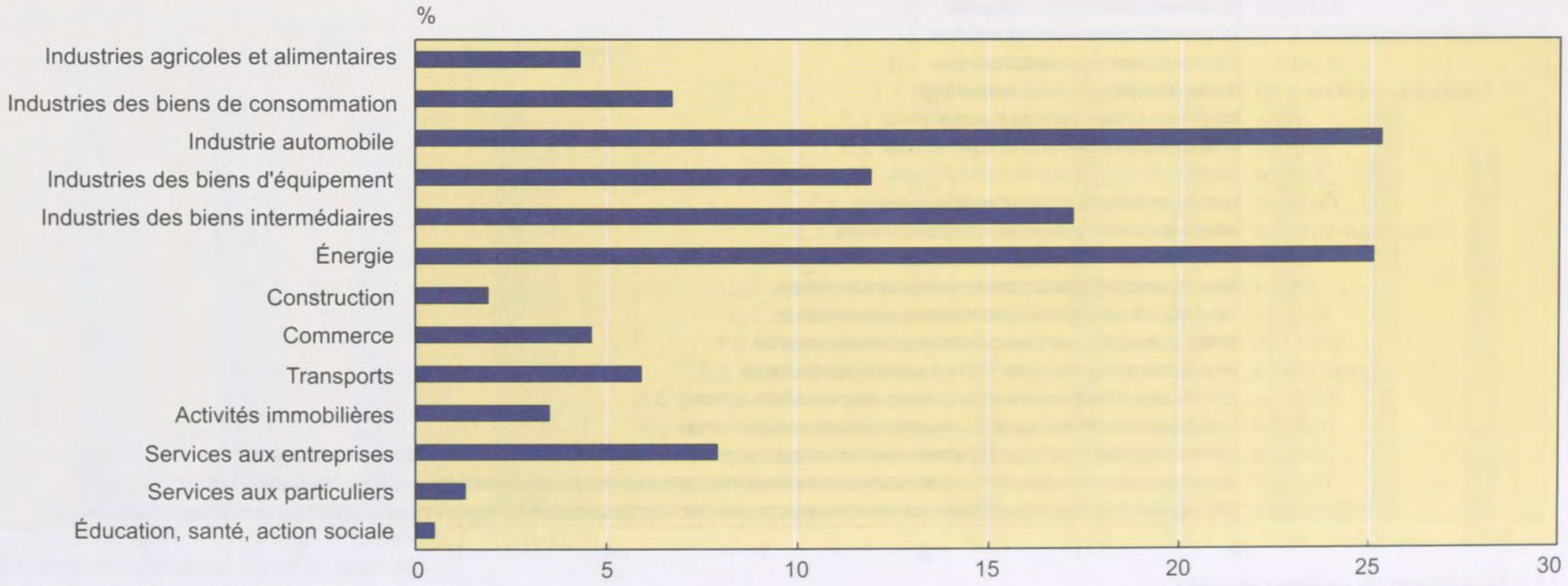
Entreprises créées selon la situation antérieure du créateur et le secteur d'activité de l'entreprise (ICS) en 2002 - France entière (1)



(1) Il s'agit de créations pures.

Source : Insee (enquête Sine)

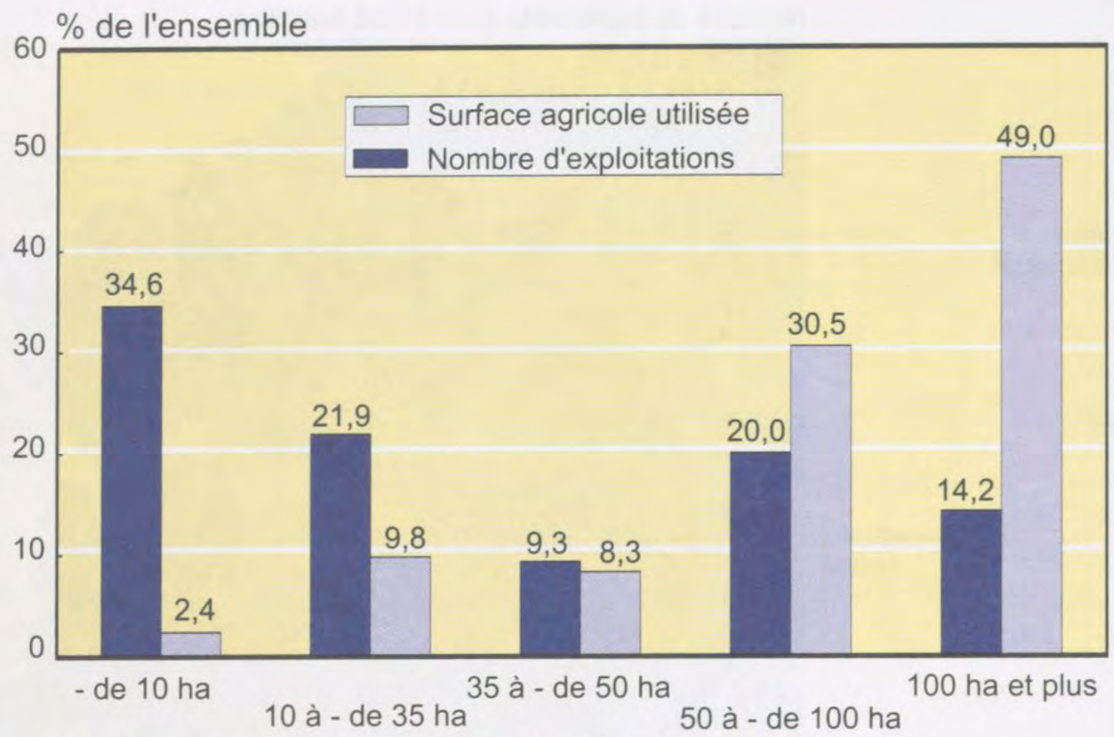
Part des entreprises appartenant à un groupe au 1er janvier 2004 (1)



(1) Champ : filiales non financières, non agricoles.

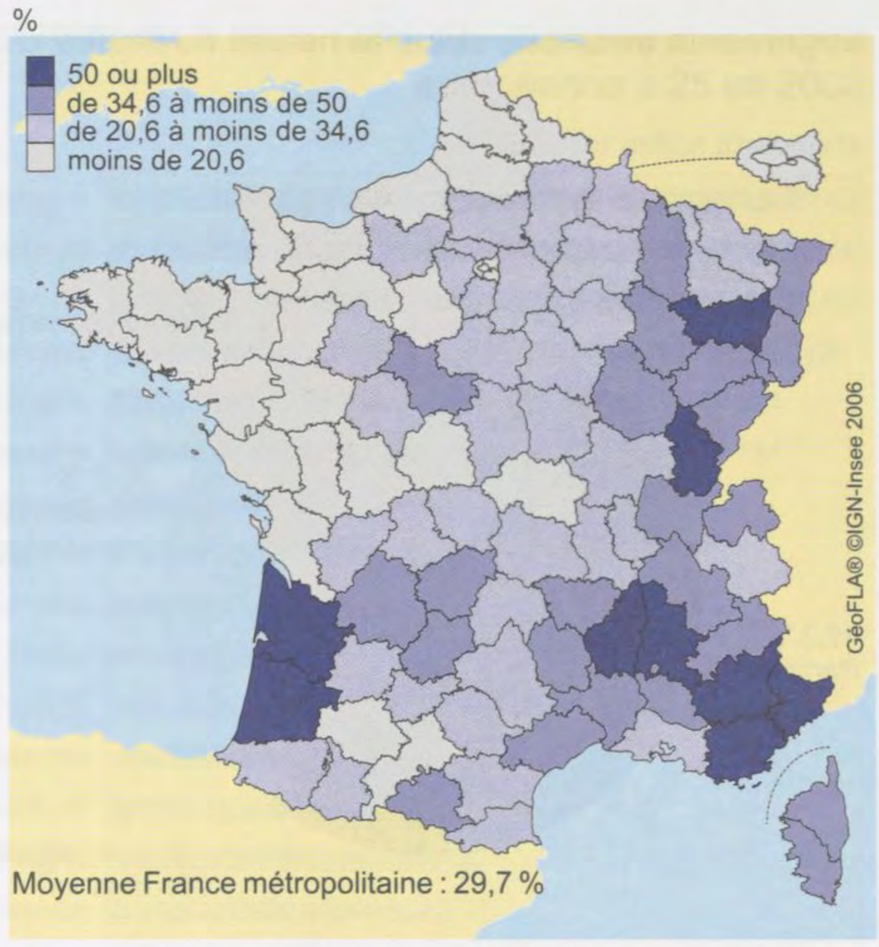
Sources : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises), Lifi (enquête «Liaisons financières»), Diane

Nombre et surface des exploitations agricoles en 2003 selon leur taille



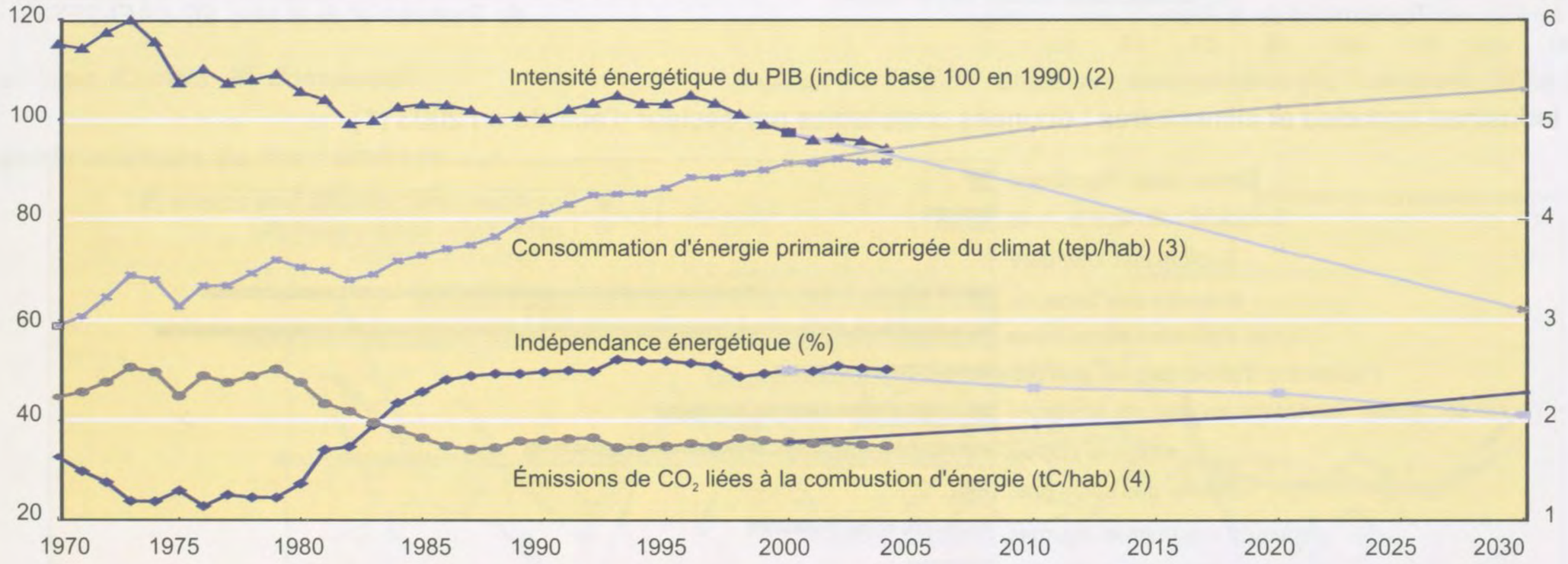
Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Taux de boisement en 2004



Source : Agreste - Teruti

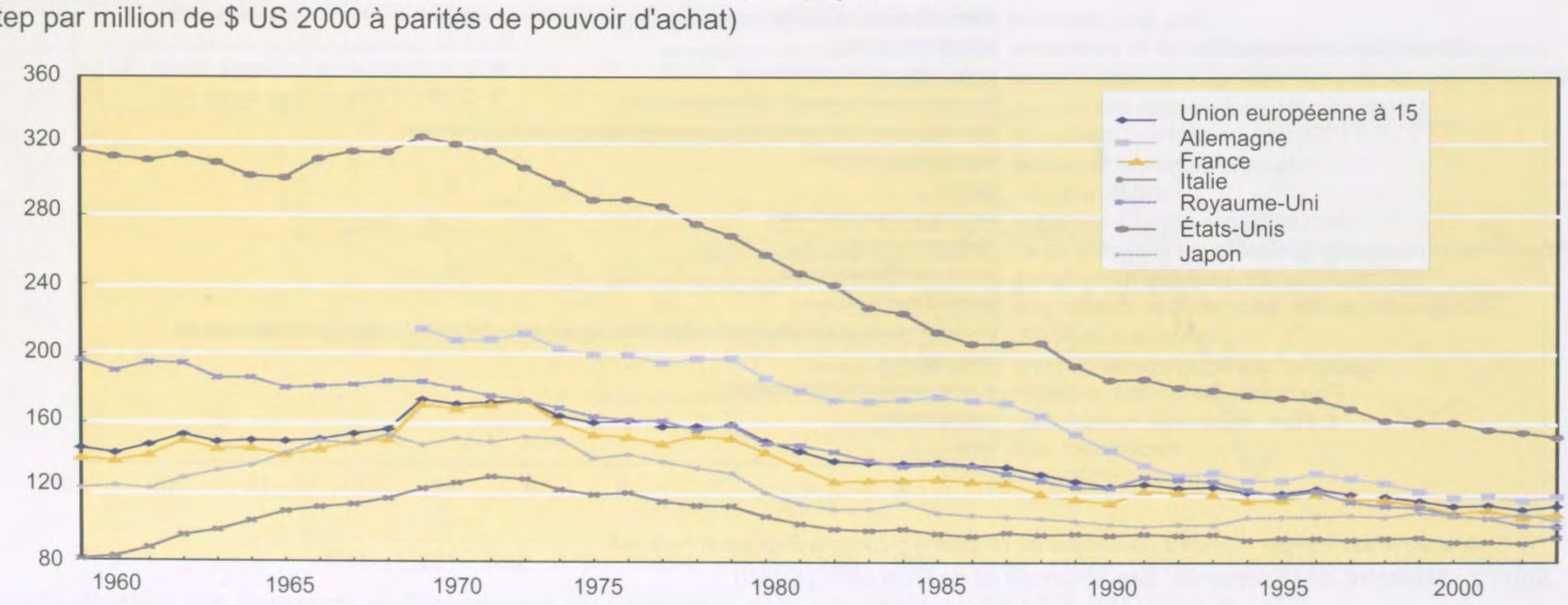
Indicateurs de base sur l'énergie en France de 1970 à 2030 (1)



(1) Séries 2000-2030 : scénario dit «tendanciel de référence» supposant que la France ne prend aucune nouvelle mesure pour infléchir sa politique énergétique ; hypothèses macroéconomiques : croissance à + 2,3 % par an, population : source Insee.
Dans ce scénario, les émissions de CO_2 par habitant augmentent de 7 % entre 1990 et 2010, alors que la France, en ratifiant le protocole de Kyoto, s'est engagée à stabiliser ses rejets de tous gaz à effet de serre par rapport à 1990, soit une baisse de 8 % des émissions par habitant.
(2) Rapport entre la consommation d'énergie primaire corrigée du climat et le PIB exprimé en volume.
(3) Tonne d'équivalent pétrole par habitant.
(4) Tonne de carbone par habitant.

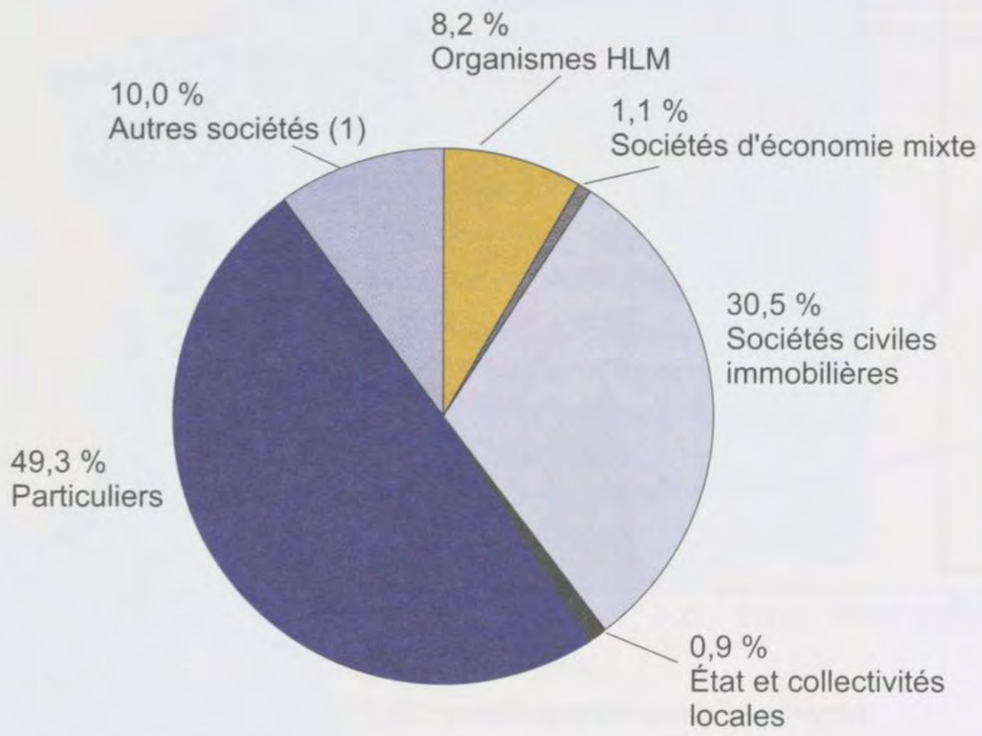
Source : Observatoire de l'énergie

Consommation d'énergie finale par unité de PIB pour quelques pays de l'OCDE (tep par million de $ US 2000 à parités de pouvoir d'achat)



Source : Observatoire de l'énergie

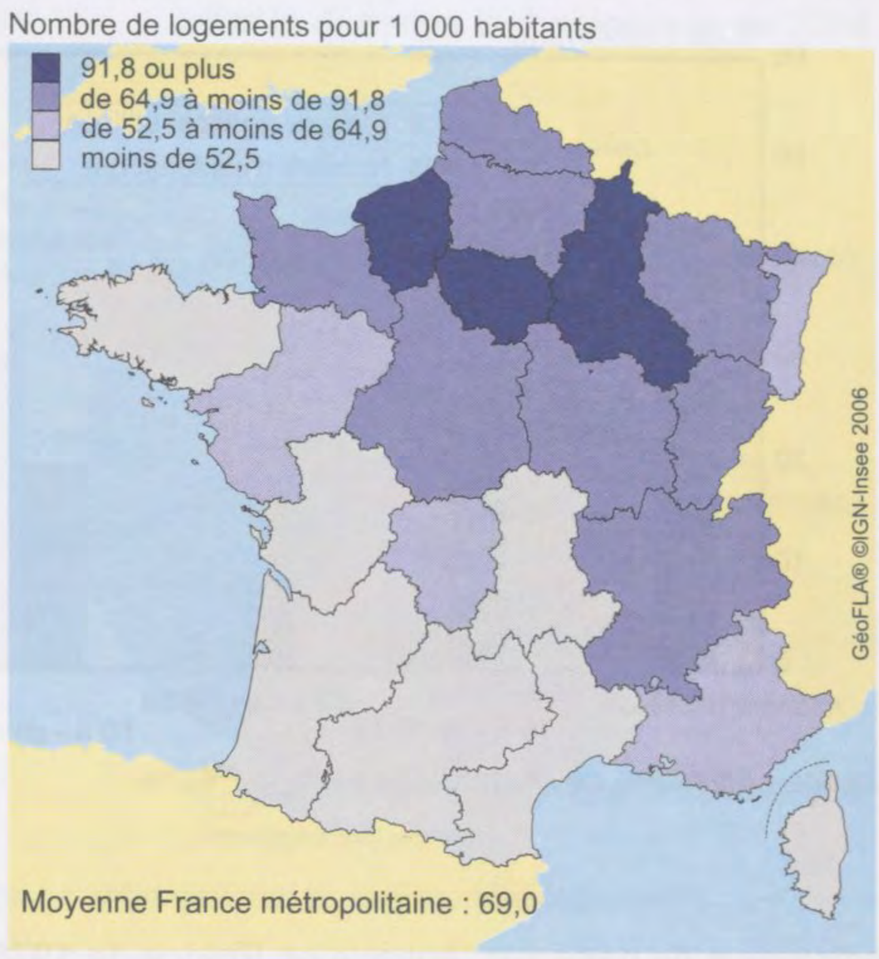
Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage en 2004



(1) Autres sociétés et autres personnes morales.

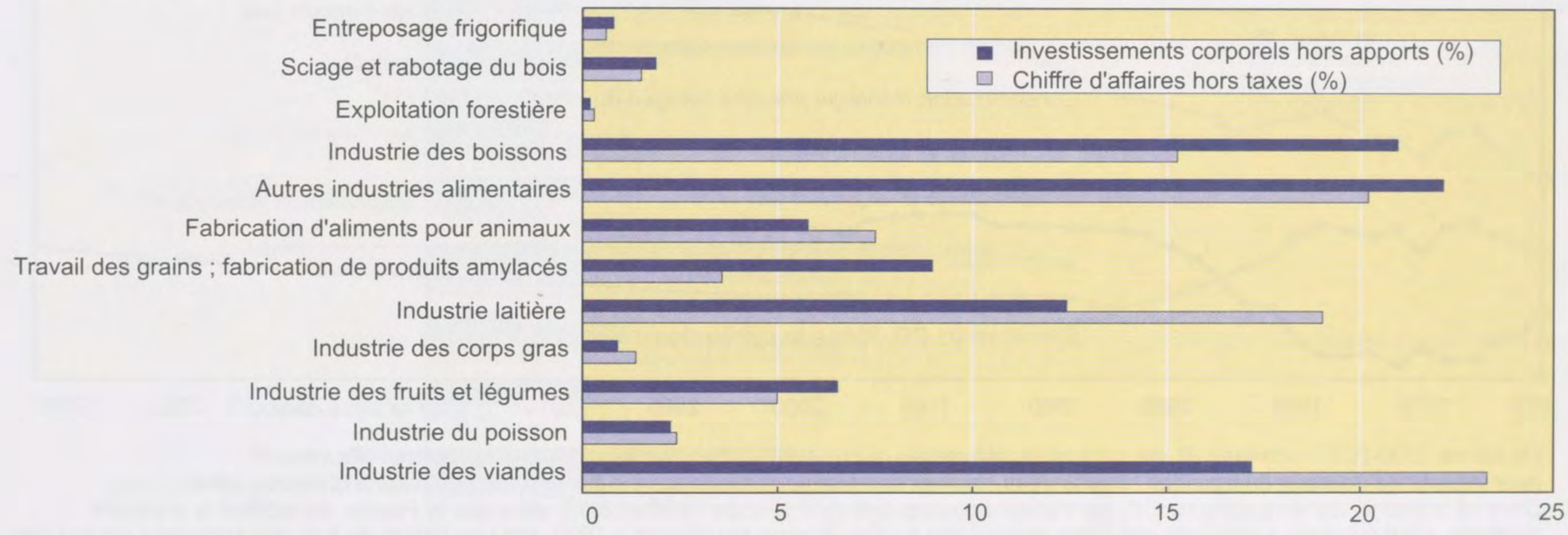
Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer

Parc locatif social au 1er janvier 2004



Source : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, SG-DAEI-SESP

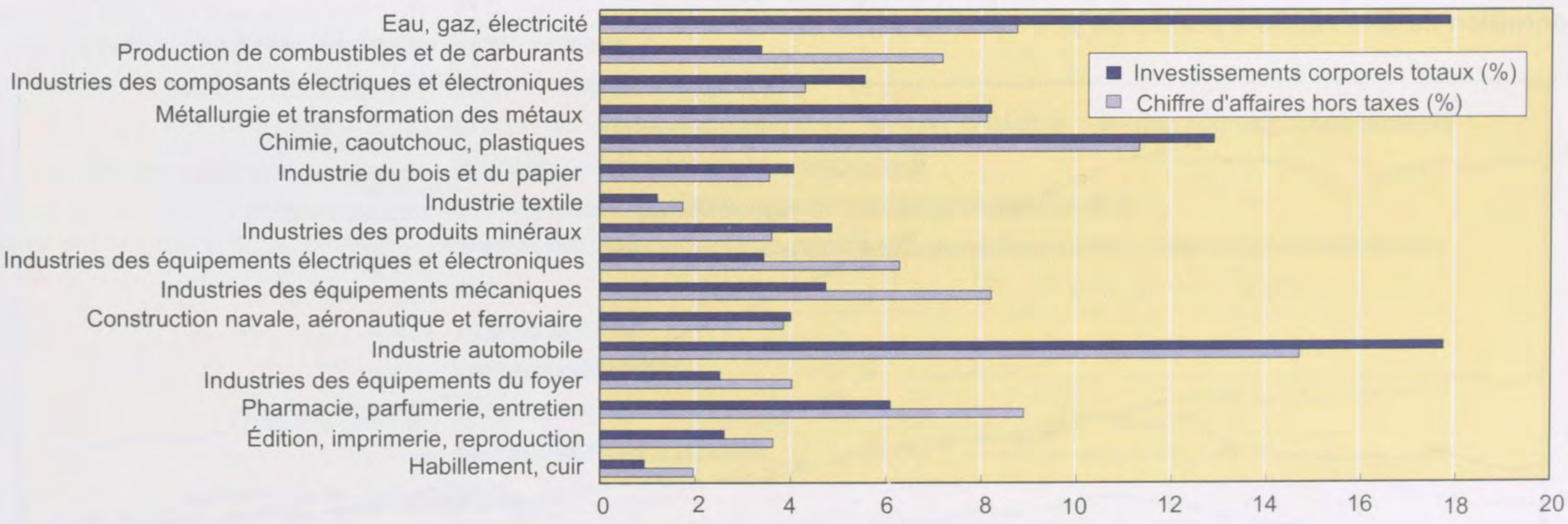
Industries agricoles et alimentaires : données comptables par secteur d'activité en 2003 (1)



(1) % de chaque secteur par rapport à l'ensemble des Industries agricoles et alimentaires.

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)

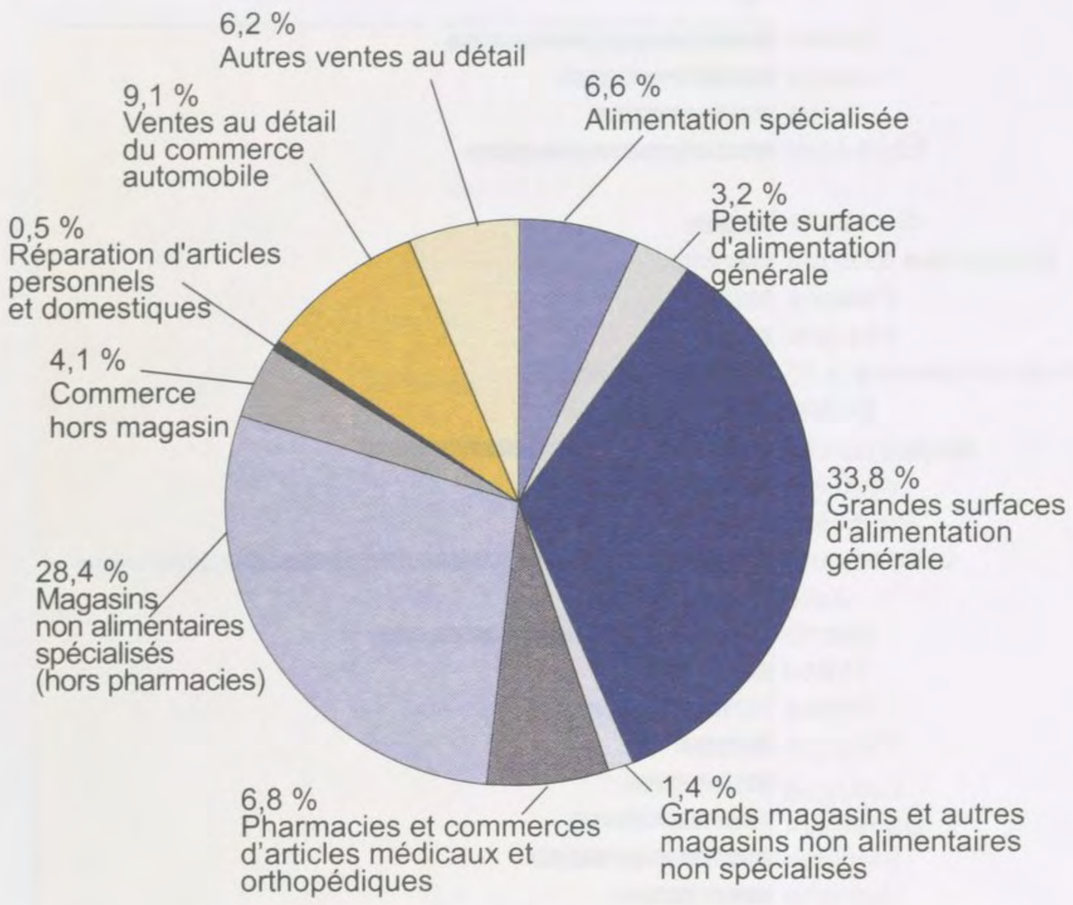
Industrie : données comptables par secteur d'activité en 2003 (1)



(1) % de chaque secteur par rapport à l'ensemble de l'Industrie y compris Énergie et hors IAA.

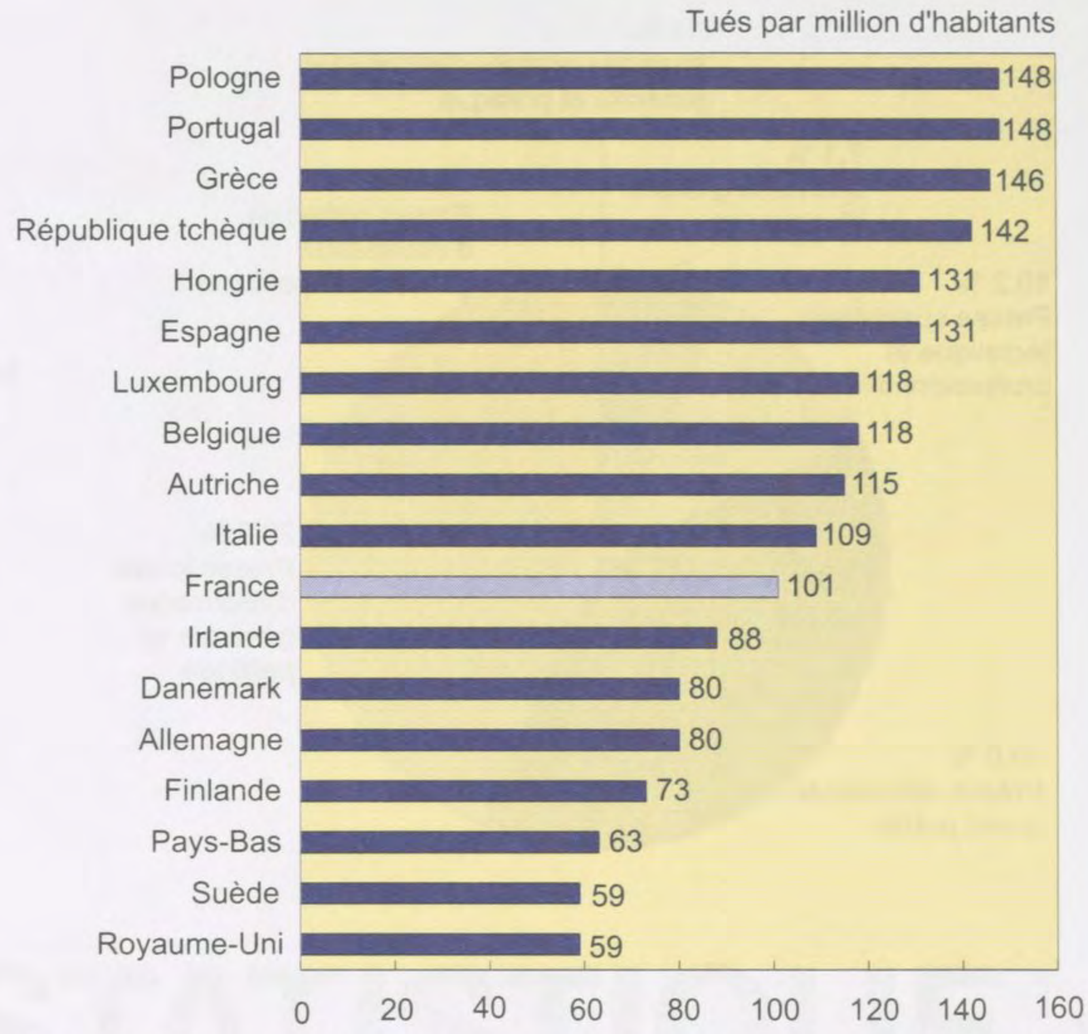
Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi)

Parts de marché par forme de vente en 2004



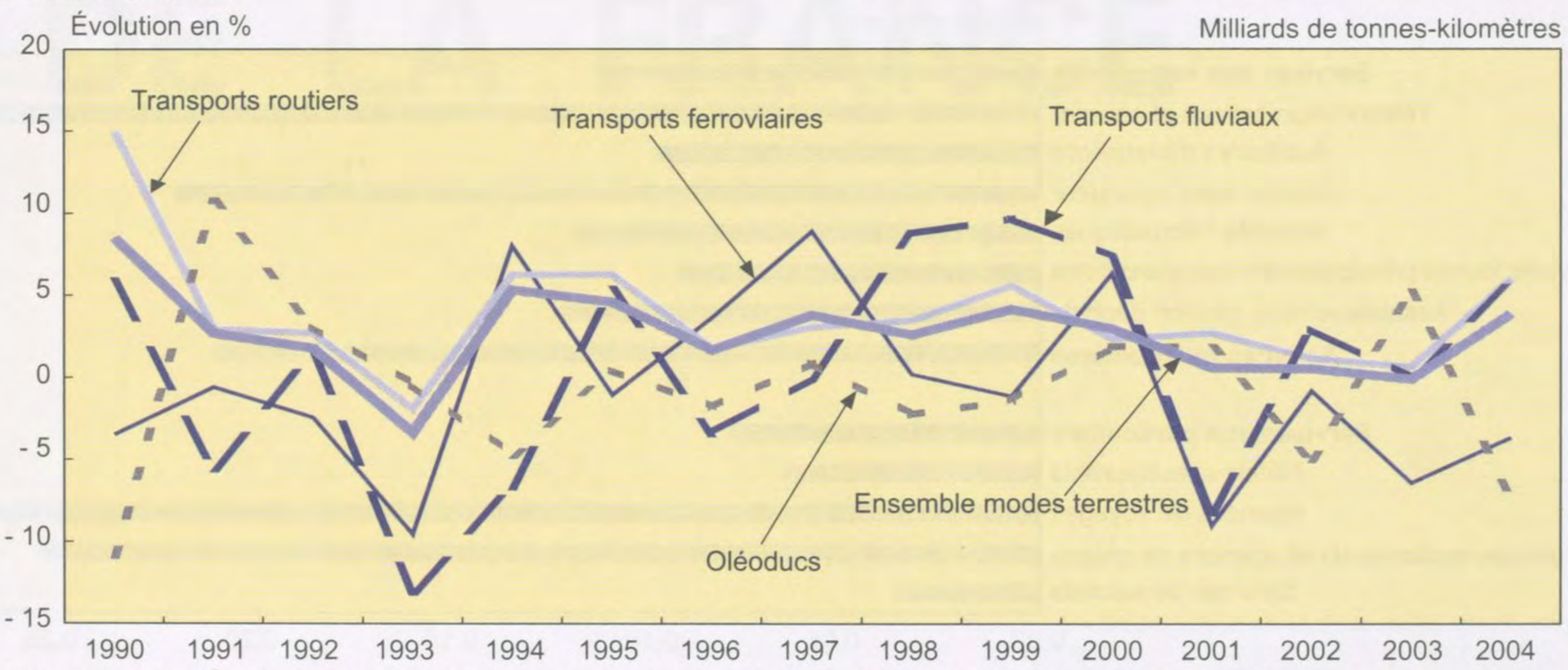
Source : Insee (Comptes du Commerce)

Victimes d'accidents de la route dans quelques pays de l'Union européenne à 25 en 2003



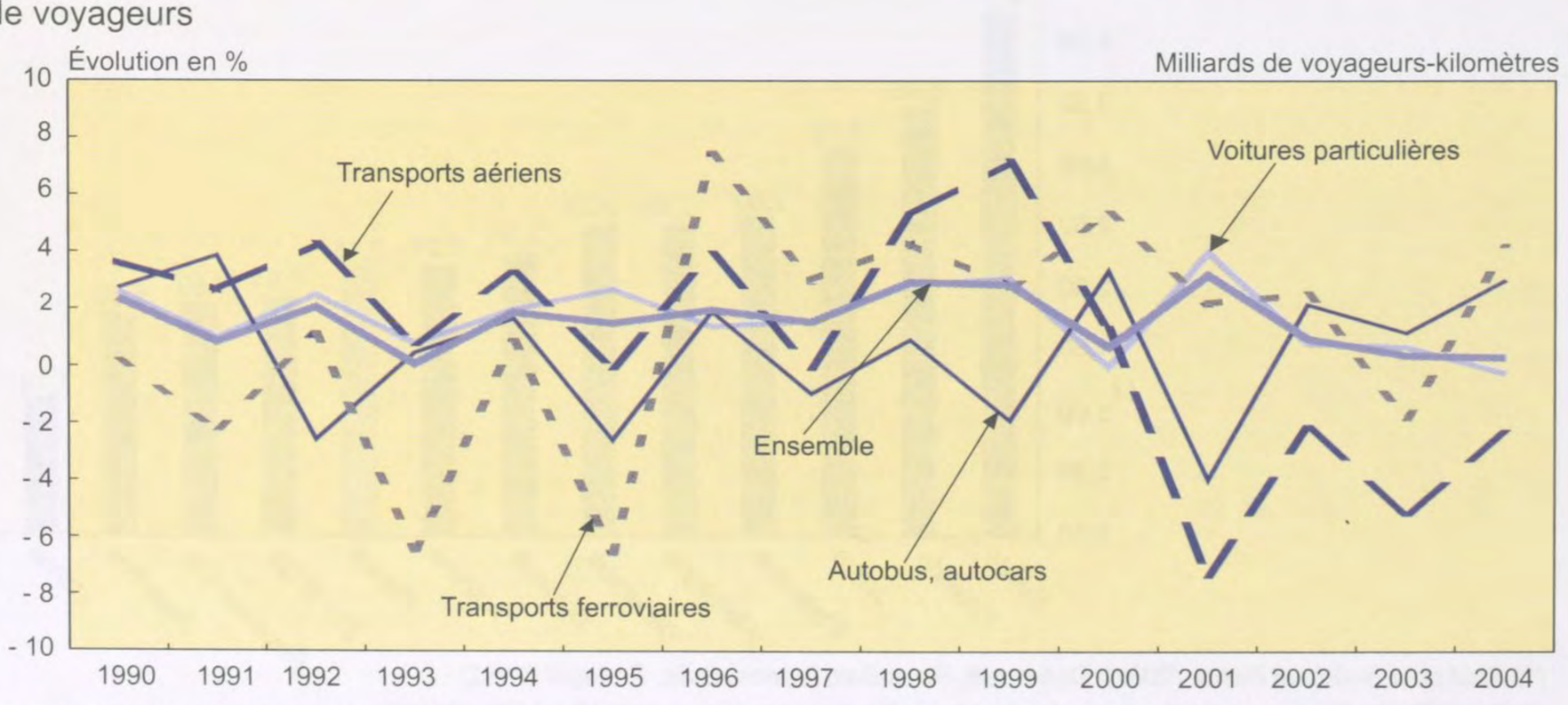
Source : Conférence européenne des ministres des Transports (CEMT)

Transports intérieurs de marchandises



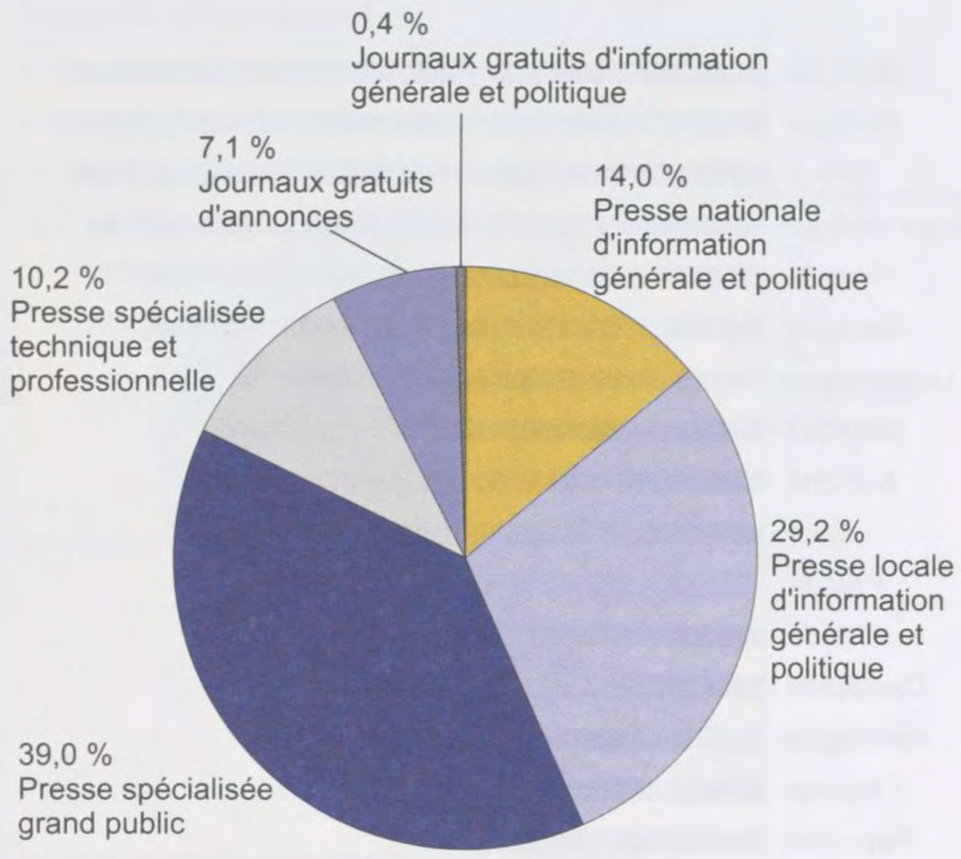
Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, DAEI, SESP ; Voies navigables de France
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction de l'énergie et des matières premières

Transports intérieurs de voyageurs



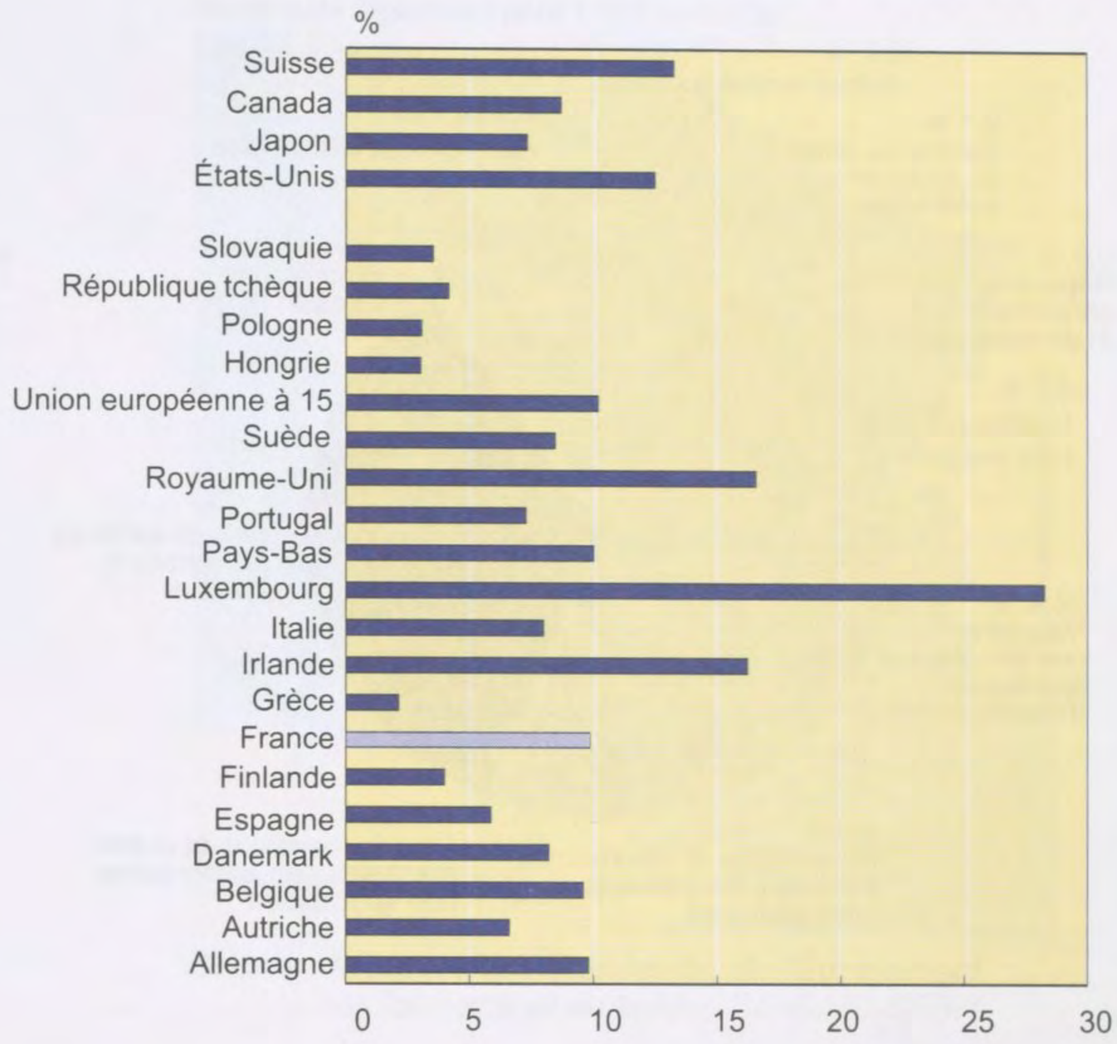
Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, DAEI, SESP, UTP, RATP, SNCF, DGAC

Chiffre d'affaires par type de presse en 2004



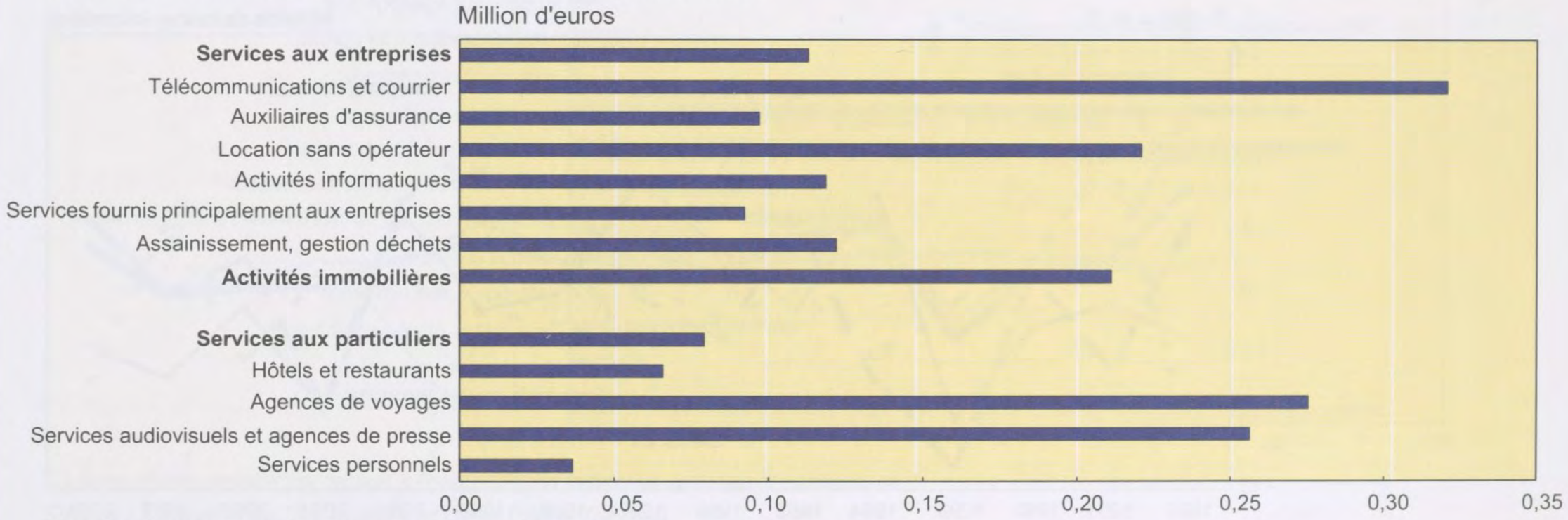
Source : Premier ministre, Direction du développement des médias

Part des primes brutes d'assurance rapportée au produit intérieur brut dans plusieurs pays de l'OCDE en 2003



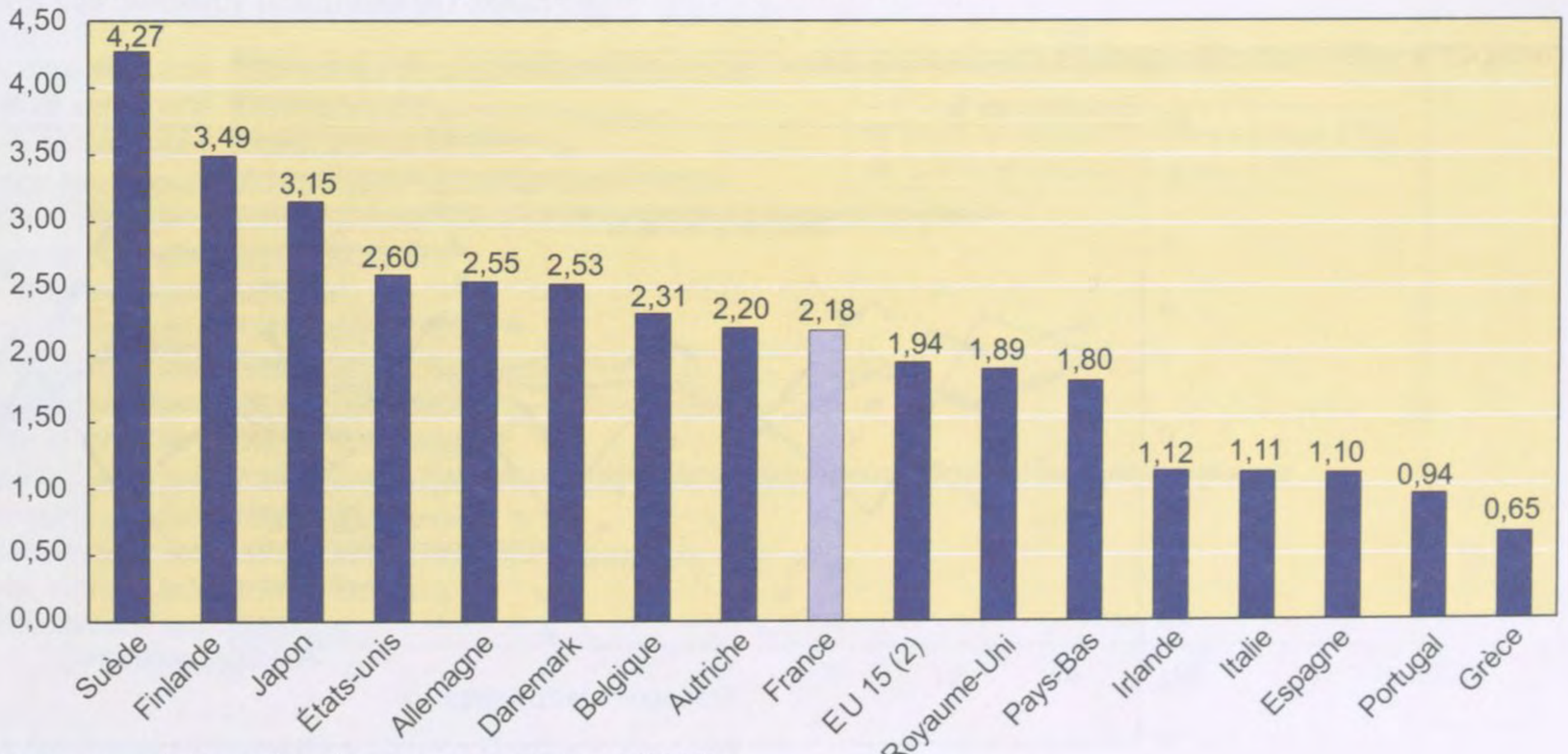
Source : OCDE

Services : chiffre d'affaires par personne occupée en 2003



Source : Insee (Enquête annuelle d'entreprise)

Dépense de recherche et développement en % du PIB pour quelques pays en 2003 (1)



(1) Sauf pour Suède et Grèce (2001), Danemark, Pays-Bas, Irlande, Italie, Portugal (2002).

(2) Ce chiffre ne tient pas compte de la révision du chiffre français qui est de 2,18 (chiffre définitif).

Source : Principaux indicateurs de la science et de la technologie OCDE volume 2005/1

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

Chapitre A.01

Territoire

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Population, superficie et densité de quelques pays en 2005.

2 Population des départements et régions en 1982, 1990, 1999 et au 1er janvier des années 2003 et 2004 – France entière.

3 Subdivisions, superficie et population des régions et des départements – France entière.

4 Superficie et population légale des collectivités d'outre-mer et de leur chef-lieu.

5 Structure urbaine de la métropole en 1999.

6 Villes et unités urbaines de plus de 50 000 habitants – France entière.

7 Aires urbaines de plus de 150 000 habitants.

8 Autonomie des bassins de vie des bourgs et petites villes selon la nature de leur pôle.

9 Communes de plus de 50 000 habitants – France entière.

10 Communes par tranche de population en métropole.

11 Population des communes urbaines et rurales des régions – France entière.

1
○ Présentation

Au sein des pays européens la France est, malgré sa forte urbanisation, un pays aux caractéristiques rurales encore marquées. Parmi les 58,5 millions d'habitants de la France métropolitaine, 56 % vivaient en 1999 dans l'une des 171 agglomérations de plus de 30 000 habitants. Mais les 44 % restants occupaient 94 % du territoire. Parmi ces habitants seulement moins de 18 % habitent une agglomération de plus de 10 000 habitants : on mesure combien le territoire français comporte d'espaces peu denses.

L'emploi est de plus en plus concentré dans les villes, et les bassins d'emploi que sont les aires urbaines s'étendent, tandis que leur population s'accroît le plus souvent. Il n'en reste pas moins que les couronnes périurbaines restent peu denses et présentent des paysages et des caractéristiques rurales.

Au 8 mars 1999, 21 219 500 habitants occupaient les 1 745 bassins de vie des bourgs et petites villes. Ils représentent 36,3 % de la population de France métropolitaine. Après une décrue assez sensible dans les années soixante (39,9 % en 1962 et 37,7 % en 1968) due à l'exode rural, cette proportion est stable depuis le recensement de 1975. L'évolution n'est toutefois pas uniforme dans tous les bassins de vie des bourgs et petites villes : on retrouve naturellement une forte croissance démographique dans les bassins périurbains situés autour des plus grandes villes tandis que les bassins de vie des bourgs et petites villes isolés en milieu rural du centre de la France perdent régulièrement de la population (cf. tableau A.01-8).

Le « score », qui mesure la capacité d'un bassin de vie à satisfaire ses habitants en matière de services et d'emplois permet de confirmer la structure très fortement hiérarchisée de l'espace (cf. méthodologie) : les bassins de vie animés par les unités urbaines de moins de 30 000 habitants ou par les pôles d'emploi de l'espace rural sont particulièrement bien dotés. Le « score » permet aussi de souligner un paradoxe apparent : les bassins de vie dont le pôle est une commune périurbaine paraissent, à l'aune des « scores », moins bien dotés que les bassins de vie les plus ruraux, mais l'examen des niveaux d'équipements conduit à la conclusion inverse. Dit autrement, du fait de la faiblesse de leur population, les bassins les plus ruraux sont relativement bien équipés, mais les contreparties sont de deux ordres : une moindre variété, et des distances plus longues à parcourir. En effet, les bassins de vie autonomes sont de superficie vaste, notamment dans les espaces les plus ruraux. Les bassins de vie périurbains, relativement moins équipés, sont des bassins beaucoup moins étendus, situés à proximité des grands pôles urbains où les habitants peuvent trouver facilement les services qu'ils ne trouvent pas sur place.

Autre paradoxe, moins un bassin de vie apparaît doté, plus il est dynamique sur le plan démographique. Près de 70 % des bassins de vie peu autonomes sont en effet des bassins périurbains, en croissance de population. Au contraire, le bon équipement rime plutôt avec une certaine atonie démographique.

2
○ Méthodologie

21. Métropole et départements d'outre-mer

211. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20' et 51° 5' de latitude nord ; elle s'étend de 4° 47' de longitude ouest à 8 ° 15' de longitude est.

Les données des tableaux du présent chapitre sont complétées par les indications fournies au chapitre « Agriculture, Sylviculture, Pêche », pour la répartition du territoire d'après son utilisation.

212. Superficie

La superficie du territoire français peut être évaluée à partir de deux sources :

– mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'Institut géographique national mais ne permettant pas d'aller jusqu'à la commune. La superficie calculée par « planimétrage » de la carte au 1/50 000 pour la métropole est de 549 milliers de km² ;

– données de la Direction générale des Impôts (services du cadastre) disponibles pour chaque commune.

Cette dernière source a généralement été retenue dans le présent chapitre avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un km² ainsi que des estuaires.

213. Populations légales des circonscriptions administratives

Les effectifs de populations légales figurant dans les tableaux de ce chapitre proviennent des résultats du recensement de la population de 1999. Ce recensement a été prescrit par le décret n° 98-403 du 22 mai 1998. Les résultats ont été authentifiés par le décret n° 99-1154 du 29 décembre 1999 (J.O. du 30 décembre 1999) rectifié par le décret n° 2000-1021 du 17 octobre 2000 (J.O. du 20 octobre 2000).

214. Évolution de population

L'évolution de la population d'une zone géographique repose sur deux facteurs : le solde naturel (différence au cours de la période entre le nombre de naissances et de décès domiciliés dans la zone géographique) connu avec précision par les statistiques d'état civil et le solde migratoire, différence au cours de la même période entre le nombre de personnes venues résider dans la zone (les immigrants) et le nombre de celles qui l'ont quittée pour résider ailleurs (les émigrants).

22. Collectivités d'outre-mer

Pour les Collectivités d'outre-mer, les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1999 pour Saint-Pierre-et-Miquelon, 2002 pour Mayotte et la Polynésie française, 2003 pour Wallis-et-Futuna, 2004 pour la Nouvelle-Calédonie.

23. Le bassin de vie en France métropolitaine

231. Le bassin de vie, territoire structurant et structuré...

Sans chercher à établir une vaine définition du rural qui se surajouterait à celles existantes - comme il serait tout à fait vain d'établir une définition de la ville ou de l'urbain - on peut chercher à comprendre comment se structure l'espace de la France métropolitaine ou de façon plus modeste l'espace rural, en prenant de celui-ci une acception assez large.

C'est pour répondre à cette dernière question posée par le CIADT de décembre 2002 qu'un groupe de travail interministériel (Insee, Inra, Ifen, Ministère de l'agriculture et de la Pêche, Datar) a proposé de délimiter des bassins de vie, plus petite maille territoriale dans laquelle la plupart des habitants ont accès à la fois à l'emploi et à des services marchands ou non marchands de la vie quotidienne. Ainsi, s'appuyant sur un bourg ou une petite ville (agglomération de moins de 30 000 habitants), 1 745 bassins de vie des bourgs ou petites villes ont été mis en évidence à partir d'informations sur les attractions par des équipements de différentes natures et par l'emploi. Dans le même temps, bien que le terme « bassin de vie » devienne de plus en plus impropre lorsque la ville s'agrandit, on peut définir, s'appuyant sur les 171 agglomérations de plus de 30 000 habitants, autant de « bassins de vie des grandes agglomérations ». Ces 1 916 bassins de vie (1 745 + 171) constituent alors une partition de la France métropolitaine.

232. ...fondé sur l'accès des habitants aux services quotidiens et à l'emploi

La vie quotidienne des habitants est conditionnée en grande partie par l'accès à certains équipements et l'accès à l'emploi. On peut classer ces équipements, fournisseurs de services à la population, en quatre catégories dans lesquelles des représentants ont été choisis :

– Équipements d'éducation : collège, lycée général ou technologique, lycée professionnel ;
– Équipements de santé : médecin, infirmier, pharmacie, masseur-kinésithérapeute, dentiste, ambulance (qui concernent les soins de premier recours), maternité, service d'urgences, établissement de court séjour, établissement de moyen et long séjour ;
– Équipements concurrentiels : hypermarché ou supermarché, vétérinaire, banque, magasin de vêtements, magasin de chaussures, librairie, magasin d'électroménager, magasin de meubles, droguerie, grande surface non alimentaire, marché de détail ;
– Équipements non concurrentiels : gendarmerie, perception, notaire, ANPE, maison de retraite, bureau de poste, crèche ou halte-garderie, installation sportive couverte, piscine couverte, école de musique, cinéma (classé non concurrentiel en milieu rural).
L'inventaire communal réalisé par enquête auprès des communes en 1998 est la source qui a permis d'établir des pôles de services et les attractions entre communes pour ces différents équipements.
De même les emplois et les attractions communales qu'exerce l'emploi sont connus par le recensement de la population de 1999.
La méthode de détermination des bassins de vie, qui combine simultanément l'accès aux équipements et l'accès à l'emploi est détaillée dans le rapport du groupe interministériel déjà cité qui figure intégralement sur le site www.insee.fr.

233. La « richesse » des bassins de vie en services à la population et en emplois est mesurable

Les bassins de vie, qui représentent davantage des « espaces vécus » que peuvent le faire des entités administratives de taille comparable (par exemple les cantons), se prêtent à de multiples analyses. En premier lieu de celles-ci l'étude de ce qui les a fondés, à savoir l'étude de l'aptitude à répondre aux besoins de leur population.
Trois sortes de bassins de vie sont définis, des « dépendants » aux « autonomes », ces derniers offrant une gamme de services et d'emplois en nombre et qualité permettant aux populations résidentes un « approvisionnement » très majoritairement local.
Afin d'évaluer de façon synthétique la réponse aux besoins des habitants d'un bassin de vie en équipements et en emplois, un « score » de bassin est établi (entre 0 et 20), somme d'un « score » d'emplois (de 0 à 8) et d'un « score » d'équipements (de 0 à 12). Les données détaillées sur les niveaux d'équipements - absolus et attendus en fonction de la population résidente - et sur l'emploi ainsi que la méthode de calcul sont consultables également sur le site.
Parmi les 1 745 bassins de vie des bourgs et petites villes, les 741 dont le « score » est supérieur ou égal à 12 sont qualifiés d' « autonomes » tandis que les 430 au « score » inférieur à 8 sont manifestement dépendants d'un pôle extérieur au bassin de vie pour une partie des actes de la vie courante (il s'agit plus souvent de l'accès à l'emploi que de l'accès aux équipements). Les 574 bassins de vie restants sont qualifiés de « faiblement autonomes ».

3 ○ Définitions

Aire urbaine, pôle urbain, communes multipolarisées

Une aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Le pôle urbain est une unité urbaine offrant au moins 5 000 emplois et qui n'est pas située dans la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.
Les communes multipolarisées sont les communes rurales et unités urbaines situées hors des aires urbaines, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elles un ensemble d'un seul tenant.

Espace à dominante rurale (ou espace rural), pôle de l'espace rural

L'ensemble formé par les aires urbaines et les communes multipolarisées constitue l'espace à dominante urbaine, le reste du territoire étant l'espace à dominante rurale (ou espace rural en abrégé). Les pôles d'emploi de l'espace rural sont, à l'intérieur de ce dernier, les communes ou unités urbaines comptant au moins 1 500 emplois.

Population d'une commune (totale et sans doubles comptes) au sens du recensement

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population municipale et en population comptée à part.
La population comptée à part comprend les personnes des catégories résidant dans des établissements situés dans la commune :
a. militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernes, camps ou assimilés ;
b. élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices, grandes écoles, établissements d'enseignement spécial, séminaires et tous les établissements d'enseignement publics ou privés avec internat, y compris les établissements d'éducation surveillée ;
c. détenus dans les établissements pénitentiaires.
Le décret précité du 22 mai 1998 spécifie que les personnes des catégories a et b ci-dessus qui ont une résidence personnelle doivent être comptées à la fois :
– dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement ;
– dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.
Sont également comptées au titre de la population comptée à part, les personnes appartenant aux catégories suivantes :
– personnes sans domicile fixe rattachées administrativement à la commune, mais recensées dans une autre commune ;
– travailleurs logés dans un foyer, étudiants logés dans une cité universitaire ou un foyer d'étudiants, personnes âgées vivant dans une maison de retraite ou un hospice, personnes hospitalisées ou en traitement pour une durée supérieure à trois mois, dans un hôpital, une clinique ou tout établissement de soins ou de convalescence, dans leur commune de résidence personnelle, si elle est différente de la commune où elles ont été recensées.
– étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, logés, hors communauté, dans une autre commune et ayant déclaré une résidence familiale dans la commune.
Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des doubles comptes (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur communauté ou dans leur résidence personnelle pour les étudiants). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :
a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes) ;
b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.
Cette façon d'opérer permet d'obtenir :
– la population légale des communes, qui comprend les deux parties a et b ;
– la population sans doubles comptes, qui comprend seulement la partie b et qui, par addition, donne notamment la population des régions, des départements, des unités urbaines.

Villes et unités urbaines

Les villes et unités urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimitation est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :
– de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres), sur le territoire desquelles une zone agglomérée contient plus de 2 000 habitants ; une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale ;
– d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2 000 habitants ; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.
Une première délimitation des villes et unités urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975, 1982, 1990 et 1999.

4 Sources de documentation

Organismes :

– Bureau des longitudes.
– Ifen.
– Institut national de recherche agronomique (Inra).
– Insee.
– Institut national d'études démographiques (Ined).
– Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, service central des enquêtes et études statistiques (Scees).
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des Impôts.

Sites Internet :

– www.datar.gouv.fr
– www.ined.fr
– www.prb.org
– www.insee.fr
– www.recensement.insee.fr

Publications :

Insee

Sur le site indiqué ci-dessus, tous les produits du recensement sont accessibles directement :
Fiches profil : Tous les niveaux géographiques à partir de la commune, les chiffres clés du recensement illustrés de graphiques.
Cartes : Différents niveaux géographiques (France par régions ou départements, départements par communes).
Évolutions démographiques : Tous les niveaux géographiques à partir de la commune.
Tableaux détaillés : Tableaux France, régions, départements. Tableaux zones d'emploi, aires et unités urbaines, cantons, communes.
Bases de données : Contenu des tableaux détaillés ou tableaux « Analyse » pour une liste de niveaux géographiques prédéfinis.
Ouvrage de synthèse :
– « Portrait de la France – Le recensement de 1999 ».
Économie et Statistique, n^{os} 355-356, décembre 2002.
Insee-Méthodes :
– « Le modèle de projection démographique Omphale 2000 », n° 112, à paraître.
Insee-Première (dernières parutions) :
– « Enquêtes annuelles de recensement : résultats de la collecte 2004 – Des changements de région plus fréquents qui bénéficient aux régions du sud et de l'ouest », n° 1028, juillet 2005 ;
– « Recensement de la population à Wallis et Futuna : 14 944 habitants au 22 juillet 2003 », n° 1013, avril 2005 ;
– « La France et les nouveaux pays de l'Union européenne – Ouverture rapide à l'Est, mais encore modeste », n° 1012, avril 2005 ;
– « Les bassins de vie des bourgs et petites villes : une économie résidentielle et souvent industrielle », n° 954, avril 2004 ;
– « Les bassins de vie, au cœur de la vie des bourgs et petites villes », n° 953, avril 2004 .
Insee-Résultats, série Société :
– « Le recensement à Wallis et Futuna », à paraître ;
– « Recensement général de la population et des logements de la collectivité départementale de Mayotte (30 juillet 2002) », n° 28, avril 2004.
Insee-Références :
– « France, Portrait social », édition 2005-2006 ;
– « La France et ses régions », édition 2006, à paraître.

Ined

Population et sociétés :
– « Tous les pays du monde (2005) », n° 414, juillet-août 2005 ;
– « L'Union européenne élargie : quinze + dix = 455 », n° 398, février 2004.

Autres

– Annuaire du Bureau des longitudes ;
– « Fiche de données sur la population mondiale 2005 », Population Reference Bureau ;
– « Quelle France rurale pour 2020 ? – Contribution à une nouvelle politique de développement rural durable », Étude prospective de la Datar, CIADT, septembre 2003.

TABLEAU A.01-1

Population, superficie et densité de quelques pays en 2005 (1)

Source : Population Reference Bureau (2)

Pays ou entités	(3) Superficie (milliers de km²)	Population (millions) Estimation (4) mi-2005	Projection 2025	Projection 2050	Densité mi-2005 (habitants par km²)
AFRIQUE	**30 298**	**906,0**	**1 349,0**	**1 969,0**	**30**
dont : Afrique du Sud	1 221	46,9	47,8	48,1	38
Algérie	2 382	32,8	40,6	44,4	14
Congo. (Rép. Dém. du ..., ex-Zaïre)	2 345	60,8	108,0	183,2	26
Égypte	1 001	74,0	101,1	125,9	74
Maroc	447	30,7	38,8	45,2	69
Nigeria	924	131,5	190,3	258,1	142
AMÉRIQUE	**40 523**	**888,0**	**1 088,0**	**1 262,0**	**22**
dont : Argentine	2 780	38,6	46,4	53,7	14
Brésil	8 547	184,2	228,9	259,8	22
Canada	9 971	32,2	36,0	36,9	3
Colombie	1 139	46,0	58,3	66,3	40
États-Unis	9 629	296,5	349,4	419,9	31
Mexique	1 958	107,0	129,4	139,0	55
Pérou	1 285	27,9	35,7	42,8	22
ASIE (sans la Russie) (5)	**31 751**	**3 920,0**	**4 757,9**	**5 323,9**	**123**
dont : Bangladesh	144	144,2	190,0	231,0	1 001
Chine (y compris Hong Kong)	9 574	1 310,6	1 483,9	1 445,8	137
Corée du Sud	99	48,3	49,8	42,3	488
Inde	3 288	1 103,6	1 363,0	1 628,0	336
Indonésie	1 905	221,9	275,4	308,4	117
Iran	1 633	69,5	89,0	101,9	43
Japon	378	127,7	121,1	100,6	338
Pakistan	796	162,4	228,8	295,0	204
Philippines	300	84,8	115,7	142,2	283
Taïwan	36	22,7	23,6	19,8	631
Thaïlande	513	65,0	70,2	73,2	127
Turquie	775	72,9	90,2	100,8	94
Viêt-Nam	332	83,3	103,2	115,4	251
EUROPE (sans la Russie) (5)	**5 922**	**588,0**	**586,9**	**550,6**	**99**
dont : **Union européenne à 25**	**3 993**	**460,7**	**469,2**	**449,5**	**115**
Chypre	9	1,0	1,1	1,1	108
Estonie	45	1,3	1,2	1,0	29
Hongrie	93	10,1	9,6	8,9	109
Lettonie	65	2,3	2,2	1,8	35
Lituanie	65	3,4	3,1	2,9	52
Malte	0,3	0,4	0,4	0,4	1 245
Pologne	323	38,2	36,7	32,4	118
Slovaquie	49	5,4	5,2	4,7	110
Slovénie	20	2,0	2,0	1,9	100
Tchèque (République)	79	10,2	10,2	9,4	129
Union européenne à 15	**3 244**	**386,4**	**397,5**	**385,0**	**119**
Allemagne	357	82,5	82,0	75,1	231
Autriche	84	8,2	8,4	8,2	98
Belgique	31	10,5	10,8	11,0	339
Danemark	43	5,4	5,5	5,5	126
Espagne	506	43,5	46,1	43,9	86
Finlande	338	5,2	5,4	5,3	15
France métropolitaine	**551**	**60,7**	**63,4**	**64,0**	**110**
Grèce	132	11,1	11,4	10,6	84
Irlande	70	4,1	4,5	4,7	59
Italie	301	58,7	57,6	52,3	195
Luxembourg	3	0,5	0,5	0,6	193
Pays-Bas	41	16,3	16,9	16,9	398
Portugal	92	10,6	10,4	9,3	115
Royaume-Uni	245	60,1	64,7	67,0	245
Suède	450	9,0	9,9	10,6	20
RUSSIE (Fédération de) (5)	**17 075**	**143,0**	**130,2**	**110,5**	**8**
OCÉANIE (sans Hawaï) (6)	**8 564**	**33,0**	**41,0**	**46,0**	**4**
MONDE	**134 135**	**6 477,0**	**7 952,0**	**9 262,0**	**48**

(1) Tous les pays ou entités cités ici dépassent vingt millions d'habitants, à l'exception de plusieurs pays appartenant à l'Europe des 25. Tous les chiffres de ce tableau sont arrondis.
(2) Pour toute utilisation dépassant la simple consultation, se reporter aux sources originales : Nations Unies (Division de la Population et Bureau des Statistiques), US Bureau of the Census, Banque mondiale, Union européenne, Conseil de l'Europe, offices nationaux de statistiques, etc.
(3) Il s'agit de la « superficie des terres » (*Land Area*), soit la « superficie totale » (*Total Area*) moins les eaux intérieures, c'est-à-dire les principaux cours d'eau et les lacs. Source des données, en km², PRB d'après le dernier FAO Annuaire Production. Les superficies sont réévaluées de temps à autre.
(4) Les chiffres donnés pour 2005 sont des estimations basées sur les derniers résultats disponibles au moment des calculs du Population Reference Bureau. Pour certains pays, ils peuvent remonter à plusieurs années. Une variation importante d'une année sur l'autre peut s'expliquer par un recensement récent. Pour plus de précisions sur les derniers résultats connus, le lecteur se reportera à l'annuaire démographique des Nations Unies et aux sources citées à la note (2).
(5) Huit Républiques de l'ex-URSS sont classées en Asie (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) et six en Europe, (les trois Baltes: Estonie, Lettonie, Lituanie, ainsi que Biélorussie, Moldavie, Ukraine). La Russie, à cheval sur l'Europe et l'Asie, est ici traitée à part.
(6) Hawaii fait partie des États-Unis.

TABLEAU A.01-2

Population des départements et régions en 1982, 1990, 1999 et au 1er janvier des années 2003 et 2004 - France entière

Source : Insee (Recensements de la population, estimation localisée de population au 1er janvier des années 2003 et 2004) — *Unité* : Millier

Départements et régions	Population sans doubles comptes				
	1982	1990	1999	*r* 2003	2004
Bas-Rhin	915,6	953,1	1 026,1	1 057,4	1 062,4
Haut-Rhin	650,4	671,3	708,0	726,1	730,1
Alsace	**1 565,9**	**1 624,4**	**1 734,1**	**1 783,5**	**1 792,5**
Dordogne	386,4	386,4	388,3	396,7	398,3
Gironde	1 127,5	1 213,5	1 287,4	1 345,8	1 361,8
Landes	297,4	311,4	327,3	343,1	347,9
Lot-et-Garonne	298,5	306,0	305,4	313,3	315,3
Pyrénées-Atlantiques	555,7	578,5	600,0	621,2	626,2
Aquitaine	**2 656,5**	**2 795,8**	**2 908,4**	**3 020,0**	**3 049,5**
Allier	369,6	357,7	344,7	344,8	344,2
Cantal	162,8	158,7	150,8	149,3	148,9
Haute-Loire	205,9	206,6	209,1	215,0	216,5
Puy-de-Dôme	594,4	598,2	604,3	613,5	617,0
Auvergne	**1 332,7**	**1 321,2**	**1 308,9**	**1 322,7**	**1 326,5**
Côte-d'Or	473,5	493,9	506,8	510,9	512,3
Nièvre	239,6	233,3	225,2	222,2	221,3
Saône-et-Loire	571,9	559,4	544,9	545,1	546,0
Yonne	311,0	323,1	333,2	336,6	336,5
Bourgogne	**1 596,1**	**1 609,7**	**1 610,1**	**1 614,8**	**1 616,1**
Côtes-d'Armor	538,9	538,4	542,4	555,6	559,1
Finistère	828,4	838,7	852,4	865,9	871,3
Ille-et-Vilaine	749,8	798,7	867,5	896,9	905,6
Morbihan	590,9	619,8	643,9	668,0	675,3
Bretagne	**2 707,9**	**2 795,6**	**2 906,2**	**2 986,3**	**3 011,3**
Cher	320,2	321,6	314,4	313,3	312,8
Eure-et-Loir	362,8	396,1	407,7	413,3	414,3
Indre	243,2	237,5	231,1	231,5	231,2
Indre-et-Loire	506,1	529,3	554,0	564,6	567,4
Loir-et-Cher	296,2	305,9	315,0	319,3	320,5
Loiret	535,7	580,6	618,1	630,8	633,5
Centre	**2 264,2**	**2 371,0**	**2 440,3**	**2 472,8**	**2 479,8**
Ardennes	302,3	296,4	290,1	287,4	287,1
Aube	289,3	289,2	292,1	292,7	292,6
Marne	543,6	558,2	565,3	562,5	561,3
Haute-Marne	1 345,9	204,1	194,9	189,8	188,7
Champagne-Ardenne	**1 347,8**	**1 347,8**	**1 342,4**	**1 332,5**	**1 329,8**
Corse-du-Sud	108,6	118,8	118,6	123,0	124,1
Haute-Corse	131,6	131,6	141,6	146,6	147,8
Corse	**240,2**	**250,4**	**260,2**	**269,6**	**271,9**
Doubs	477,2	484,8	499,1	504,2	506,8
Jura	242,9	248,8	250,9	252,6	253,4
Haute-Saône	232,0	229,7	229,7	232,2	233,1
Territoire de Belfort	132,0	134,1	137,4	139,0	139,4
Franche-Comté	**1 084,0**	**1 097,3**	**1 117,1**	**1 128,0**	**1 132,7**
Paris	2 176,2	2 152,4	2 125,2	2 163,9	2 158,5
Seine-et-Marne	887,1	1 078,2	1 193,8	1 239,9	1 253,6
Yvelines	1 196,1	1 307,2	1 354,3	1 378,6	1 386,9
Essonne	988,0	1 084,8	1 134,2	1 161,4	1 169,6
Hauts-de-Seine	1 387,0	1 391,7	1 428,9	1 478,6	1 490,8
Seine-Saint-Denis	1 324,3	1 381,2	1 382,9	1 405,2	1 413,3
Val-de-Marne	1 193,7	1 215,5	1 227,2	1 248,7	1 255,6
Val-d'Oise	920,6	1 049,6	1 105,5	1 128,5	1 136,2
Île-de-France	**10 073,1**	**10 660,6**	**10 952,0**	**11 204,7**	**11 264,5**
Aude	280,7	298,7	309,8	324,7	328,8
Gard	530,5	585,0	623,1	655,4	663,7
Hérault	706,5	794,6	896,4	956,2	969,6
Lozère	74,3	72,8	73,5	75,1	75,3
Pyrénées-Orientales	334,6	363,8	392,8	413,7	420,4
Languedoc-Roussillon	**1 926,5**	**2 115,0**	**2 295,6**	**2 425,0**	**2 457,9**
Corrèze	241,4	237,9	232,6	233,8	233,7
Creuse	140,0	131,3	124,4	123,1	122,6
Haute-Vienne	355,7	353,6	353,9	354,8	356,1
Limousin	**737,2**	**722,9**	**710,9**	**711,7**	**712,5**
Meurthe-et-Moselle	717,0	711,9	713,8	719,9	721,9
Meuse	200,0	196,2	192,2	192,5	192,6
Moselle	1 007,2	1 011,3	1 023,4	1 029,9	1 032,1
Vosges	395,8	386,3	381,0	382,0	382,1
Lorraine	**2 319,9**	**2 305,7**	**2 310,4**	**2 324,4**	**2 328,7**

Départements et régions	Population sans doubles comptes				
	1982	1990	1999	*r* 2003	2004
Ariège	135,7	136,5	137,2	140,4	141,7
Aveyron	278,7	270,1	263,8	269,3	270,8
Haute-Garonne	824,5	926,0	1 046,3	1 112,2	1 129,2
Gers	174,2	174,6	172,3	176,0	177,4
Lot	154,5	155,8	160,2	165,3	166,6
Hautes-Pyrénées	227,9	224,8	222,4	225,7	227,1
Tarn	339,3	342,7	343,4	352,5	356,1
Tarn-et-Garonne	190,5	200,2	206,0	215,2	218,3
Midi-Pyrénées	**2 325,3**	**2 430,7**	**2 551,6**	**2 656,6**	**2 687,3**
Nord	2 520,5	2 531,9	2 555,0	2 572,5	2 576,2
Pas-de-Calais	1 412,4	1 433,2	1 441,6	1 446,9	1 449,5
Nord-Pas-de-Calais	**3 932,9**	**3 965,1**	**3 996,6**	**4 019,4**	**4 025,7**
Calvados	589,6	618,5	648,4	660,3	664,2
Manche	465,9	479,6	481,5	485,5	486,7
Orne	295,5	293,2	292,3	292,8	292,5
Basse-Normandie	**1 351,0**	**1 391,3**	**1 422,2**	**1 438,6**	**1 443,4**
Eure	462,3	513,8	541,1	554,2	557,6
Seine-Maritime	1 193,1	1 223,4	1 239,1	1 245,2	1 246,9
Haute-Normandie	**1 655,4**	**1 737,2**	**1 780,2**	**1 799,4**	**1 804,5**
Loire-Atlantique	995,5	1 052,2	1 134,3	1 177,3	1 187,3
Maine-et-Loire	675,3	705,9	732,9	747,6	749,6
Mayenne	271,8	278,0	285,3	291,9	292,2
Sarthe	504,8	513,7	529,9	538,6	540,5
Vendée	483,0	509,4	539,7	567,4	574,5
Pays de la Loire	**2 930,4**	**3 059,1**	**3 222,1**	**3 322,9**	**3 344,1**
Aisne	534,0	537,3	535,5	536,6	535,7
Oise	661,8	725,6	766,4	778,4	779,9
Somme	544,6	547,8	555,6	558,9	558,9
Picardie	**1 740,3**	**1 810,7**	**1 857,5**	**1 874,0**	**1 874,5**
Charente	340,8	342,0	339,6	342,6	343,4
Charente-Maritime	513,2	527,1	557,1	579,3	586,0
Deux-Sèvres	342,8	346,0	344,4	349,3	351,1
Vienne	371,4	380,0	399,0	404,4	406,6
Poitou-Charentes	**1 568,2**	**1 595,1**	**1 640,1**	**1 675,6**	**1 687,2**
Alpes-de-Haute-Provence	119,1	130,9	139,6	142,6	144,4
Hautes-Alpes	105,1	113,3	121,4	125,6	126,9
Alpes-Maritimes	881,2	971,8	1 011,3	1 046,5	1 048,8
Bouches-du-Rhône	1 724,2	1 759,4	1 835,7	1 871,2	1 878,2
Var	708,3	815,4	898,4	938,3	950,4
Vaucluse	427,3	467,1	499,7	513,6	517,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**3 965,2**	**4 257,9**	**4 506,1**	**4 637,8**	**4 666,4**
Ain	418,5	471,0	515,3	540,0	546,9
Ardèche	268,0	277,6	286,0	295,2	298,4
Drôme	389,8	414,1	437,8	453,3	457,7
Isère	936,8	1 016,2	1 094,0	1 132,4	1 144,7
Loire	739,5	746,3	728,5	729,6	731,6
Rhône	1 445,2	1 509,0	1 578,9	1 630,9	1 645,7
Savoie	323,7	348,3	373,2	387,5	392,2
Haute-Savoie	494,5	568,3	631,7	666,4	676,2
Rhône-Alpes	**5 015,9**	**5 350,7**	**5 645,4**	**5 835,5**	**5 893,3**
Métropole	**54 334,9**	**56 615,2**	**58 518,4**	**59 855,8**	**60 200,0**
Guadeloupe	328,4	387,0	422,5	...	...
Guyane	73,0	114,7	157,2	...	...
Martinique	328,6	359,6	381,4	...	...
Réunion	515,8	597,8	706,3	...	...
Départements d'outre-mer	**1 245,8**	**1 459,1**	**1 667,4**	**1 759,3**	...
France entière	**55 580,7**	**58 074,2**	**60 185,8**	**61 615,1**	...

TABLEAU A.01-3

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements - France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre) ; bureau des Longitudes ; Insee (Recensement de la population de 1999)

Région et département	Au 01-01-2005, nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (km^2)	Population totale (sans doubles comptes) (milliers)	Densité au km^2	Variation de la population entre 1990 et 1999 : En valeur absolue	En valeur relative (%)
Alsace	**13**	**75**	**903**	**8 280,20**	**1 734,1**	**209**	**+ 109 773**	**+ 6,8**
67 Bas-Rhin	7	44	526	4 755,03	1 026,1	216	+ 73 067	+ 7,7
68 Haut-Rhin	6	31	377	3 525,17	708,0	201	+ 36 706	+ 5,5
Aquitaine	**18**	**235**	**2 296**	**41 308,42**	**2 908,4**	**70**	**+ 112 529**	**+ 4,0**
24 Dordogne	4	50	557	9 060,01	388,3	43	+ 1 928	+ 0,5
33 Gironde	5	63	542	10 000,14	1 287,3	129	+ 73 835	+ 6,1
40 Landes	2	30	331	9 242,60	327,3	35	+ 15 873	+ 5,1
47 Lot-et-Garonne	4	40	319	5 360,91	305,4	57	– 609	– 0,2
64 Pyrénées-Atlantiques	3	52	547	7 644,76	600,0	78	+ 21 502	+ 3,7
Auvergne	**14**	**158**	**1 310**	**26 012,89**	**1 308,9**	**50**	**– 12 336**	**– 0,9**
03 Allier	3	35	320	7 340,11	344,7	47	– 12 989	– 3,6
15 Cantal	3	27	260	5 725,98	150,8	26	– 7 945	– 5,0
43 Haute-Loire	3	35	260	4 977,14	209,1	42	+ 2 545	+ 1,2
63 Puy-de-Dôme	5	61	470	7 969,66	604,3	76	+ 6 053	+ 1,0
Bourgogne	**15**	**174**	**2 046**	**31 581,96**	**1 610,1**	**51**	**+ 414**	**–**
21 Côte-d'Or	3	43	707	8 763,21	506,8	58	+ 12 889	+ 2,6
58 Nièvre	4	32	312	6 816,71	225,2	33	– 8 080	– 3,5
71 Saône-et-Loire	5	57	573	8 574,69	544,9	64	– 14 520	– 2,6
89 Yonne	3	42	454	7 427,35	333,2	45	+ 10 125	+ 3,1
Bretagne	**15**	**201**	**1 269**	**27 207,91**	**2 906,2**	**107**	**+ 110 559**	**+ 4,0**
22 Côtes-d'Armor	4	52	373	6 877,55	542,4	79	+ 3 978	+ 0,7
29 Finistère	4	54	283	6 733,00	852,4	127	+ 13 731	+ 1,6
35 Ille-et-Vilaine	4	53	352	6 774,72	867,5	128	+ 68 815	+ 8,6
56 Morbihan	3	42	261	6 822,64	643,9	94	+ 24 035	+ 3,9
Centre	**20**	**198**	**1 842**	**39 150,94**	**2 440,3**	**62**	**+ 69 293**	**+ 2,9**
18 Cher	3	35	290	7 234,99	314,4	43	– 7 131	– 2,2
28 Eure-et-Loir	4	29	403	5 879,95	407,7	69	+ 11 592	+ 2,9
36 Indre	4	26	247	6 790,63	231,1	34	– 6 371	– 2,7
37 Indre-et-Loire	3	37	277	6 126,70	554,0	90	+ 24 658	+ 4,7
41 Loir-et-Cher	3	30	291	6 343,44	315,0	50	+ 9 031	+ 3,0
45 Loiret	3	41	334	6 775,23	618,1	91	+ 37 514	+ 6,5
Champagne-Ardenne	**15**	**146**	**1 948**	**25 605,75**	**1 342,4**	**52**	**– 5 485**	**– 0,4**
08 Ardennes	4	37	463	5 229,41	290,1	55	– 6 227	– 2,1
10 Aube	3	33	433	6 004,16	292,1	49	+ 2 924	+ 1,0
51 Marne	5	44	619	8 161,58	565,2	69	+ 7 012	+ 1,3
52 Haute-Marne	3	32	433	6 210,60	194,9	31	– 9 194	– 4,5
Corse	**5**	**52**	**360**	**8 679,79**	**260,2**	**30**	**+ 9 825**	**+ 3,9**
2A Corse-du-Sud	2	22	124	4 014,22	118,6	30	– 215	– 0,2
2B Haute-Corse	3	30	236	4 665,57	141,6	30	+ 10 040	+ 7,6
Franche-Comté	**9**	**116**	**1 786**	**16 202,34**	**1 117,1**	**69**	**+ 19 783**	**+ 1,8**
25 Doubs	3	35	594	5 233,64	499,1	95	+ 14 292	+ 2,9
39 Jura	3	34	545	4 999,18	250,9	50	+ 2 098	+ 0,8
70 Haute-Saône	2	32	545	5 360,08	229,7	43	+ 82	–
90 Territoire de Belfort	1	15	102	609,44	137,4	225	+ 3 311	+ 2,5
Île-de-France	**25**	**317**	**1 281**	**12 012,27**	**10 952,0**	**912**	**+ 291 457**	**+ 2,7**
75 Paris	1	20	1	105,40	2 125,2	20 164	– 27 177	– 1,3
77 Seine-et-Marne	5	43	514	5 915,29	1 193,8	202	+ 115 601	+ 10,7
78 Yvelines	4	39	262	2 284,43	1 354,3	593	+ 47 154	+ 3,6
91 Essonne	3	42	196	1 804,40	1 134,2	629	+ 49 414	+ 4,6
92 Hauts-de-Seine	3	45	36	175,61	1 428,9	8 137	+ 37 223	+ 2,7
93 Seine-Saint-Denis	3	40	40	236,20	1 382,9	5 855	+ 1 664	+ 0,1
94 Val-de-Marne	3	49	47	245,03	1 227,2	5 009	+ 11 712	+ 1,0
95 Val-d'Oise	3	39	185	1 245,91	1 105,5	887	+ 55 866	+ 5,3
Languedoc-Roussillon	**14**	**186**	**1 545**	**27 375,79**	**2 295,6**	**84**	**+ 180 663**	**+ 8,5**
11 Aude	3	35	438	6 138,98	309,8	50	+ 11 058	+ 3,7
30 Gard	3	46	353	5 852,90	623,1	106	+ 38 076	+ 6,5
34 Hérault	3	49	343	6 101,01	896,4	147	+ 101 838	+ 12,8
48 Lozère	2	25	185	5 166,88	73,5	14	+ 684	+ 0,9
66 Pyrénées-Orientales	3	31	226	4 116,02	392,8	95	+ 29 007	+ 8,0
Limousin	**8**	**106**	**747**	**16 942,34**	**710,9**	**42**	**– 11 911**	**– 1,6**
19 Corrèze	3	37	286	5 856,83	232,6	40	– 5 332	– 2,2
23 Creuse	2	27	260	5 565,38	124,5	22	– 6 879	– 5,2
87 Haute-Vienne	3	42	201	5 520,13	353,9	64	+ 300	+ 0,1

TABLEAU A.01-3 (suite et fin)

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements - France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre) ; bureau des Longitudes ; Insee (Recensement de la population de 1999)

Région et département	Au 01-01-2005, nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (km²)	Population totale (sans doubles comptes) (milliers)	Densité au km²	Variation de la population entre 1990 et 1999 : En valeur absolue	En valeur relative (%)
Lorraine	**19**	**157**	**2 339**	**23 547,36**	**2 310,4**	**98**	**+ 4 650**	**+ 0,2**
54 Meurthe-et-Moselle	4	44	594	5 245,91	713,8	136	+ 1 836	+ 0,3
55 Meuse	3	31	500	6 211,40	192,2	31	– 4 025	– 2,1
57 Moselle	9	51	730	6 216,27	1 023,4	165	+ 12 145	+ 1,2
88 Vosges	3	31	515	5 873,78	381,0	65	– 5 306	– 1,4
Midi-Pyrénées	**22**	**293**	**3 020**	**45 347,94**	**2 551,6**	**56**	**+ 121 024**	**+ 5,0**
09 Ariège	3	22	332	4 889,92	137,2	28	+ 750	+ 0,5
12 Aveyron	3	46	304	8 735,12	263,8	30	– 6 333	– 2,3
31 Haute-Garonne	3	53	588	6 309,34	1 046,3	166	+ 120 376	+ 13,0
32 Gers	3	31	463	6 256,82	172,3	28	– 2 252	– 1,3
46 Lot	3	31	340	5 216,53	160,2	31	+ 4 381	+ 2,8
65 Hautes-Pyrénées	3	34	474	4 464,04	222,4	50	– 2 391	– 1,1
81 Tarn	2	46	324	5 757,89	343,4	60	+ 679	+ 0,2
82 Tarn-et-Garonne	2	30	195	3 718,28	206,0	55	+ 5 814	+ 2,9
Nord - Pas-de-Calais	**13**	**156**	**1 546**	**12 414,09**	**3 996,6**	**322**	**+ 31 530**	**+ 0,8**
59 Nord	6	79	652	5 742,74	2 555,0	445	+ 23 165	+ 0,9
62 Pas-de-Calais	7	77	894	6 671,35	1 441,6	216	+ 8 365	+ 0,6
Basse-Normandie	**11**	**141**	**1 812**	**17 589,32**	**1 422,2**	**81**	**+ 30 875**	**+ 2,2**
14 Calvados	4	49	705	5 547,92	648,4	117	+ 29 907	+ 4,8
50 Manche	4	52	602	5 938,02	481,5	81	+ 1 835	+ 0,4
61 Orne	3	40	505	6 103,38	292,3	48	– 867	– 0,3
Haute-Normandie	**6**	**112**	**1 420**	**12 317,31**	**1 780,2**	**145**	**+ 42 945**	**+ 2,5**
27 Eure	3	43	675	6 039,74	541,1	90	+ 27 236	+ 5,3
76 Seine-Maritime	3	69	745	6 277,57	1 239,1	197	+ 15 709	+ 1,3
Pays de la Loire	**17**	**203**	**1 502**	**32 081,77**	**3 222,1**	**100**	**+ 162 949**	**+ 5,3**
44 Loire-Atlantique	4	59	221	6 815,38	1 134,3	166	+ 82 083	+ 7,8
49 Maine-et-Loire	4	41	363	7 165,60	732,9	102	+ 27 060	+ 3,8
53 Mayenne	3	32	261	5 175,21	285,3	55	+ 7 301	+ 2,6
72 Sarthe	3	40	375	6 205,99	529,9	85	+ 16 197	+ 3,2
85 Vendée	3	31	282	6 719,59	539,7	80	+ 30 308	+ 6,0
Picardie	**13**	**129**	**2 292**	**19 399,46**	**1 857,5**	**96**	**+ 46 794**	**+ 2,6**
02 Aisne	5	42	816	7 369,12	535,5	73	– 1 770	– 0,3
60 Oise	4	41	693	5 860,22	766,4	131	+ 40 838	+ 5,6
80 Somme	4	46	783	6 170,12	555,6	90	+ 7 726	+ 1,4
Poitou-Charentes	**14**	**157**	**1 464**	**25 809,53**	**1 640,1**	**64**	**+ 44 959**	**+ 2,8**
16 Charente	3	35	404	5 955,99	339,6	57	– 2 365	– 0,7
17 Charente-Maritime	5	51	472	6 863,75	557,0	81	+ 29 878	+ 5,7
79 Deux-Sèvres	3	33	307	5 999,35	344,4	57	– 1 573	– 0,5
86 Vienne	3	38	281	6 990,44	399,0	57	+ 19 019	+ 5,0
Provence - Alpes - Côte d'Azur	**18**	**236**	**963**	**31 399,64**	**4 506,1**	**144**	**+ 248 244**	**+ 5,8**
04 Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	6 925,22	139,6	20	+ 8 678	+ 6,6
05 Hautes-Alpes	2	30	177	5 548,68	121,4	22	+ 8 119	+ 7,2
06 Alpes-Maritimes	2	52	163	4 298,58	1 011,3	235	+ 39 497	+ 4,1
13 Bouches-du-Rhône	4	57	119	5 087,49	1 835,7	361	+ 76 348	+ 4,3
83 Var	3	43	153	5 972,54	898,4	150	+ 82 992	+ 10,2
84 Vaucluse	3	24	151	3 567,13	499,7	140	+ 32 610	+ 7,0
Rhône-Alpes	**25**	**335**	**2 879**	**43 698,23**	**5 645,4**	**129**	**+ 294 706**	**+ 5,5**
01 Ain	4	43	419	5 762,44	515,3	89	+ 44 251	+ 9,4
07 Ardèche	3	33	339	5 528,64	286,0	52	+ 8 442	+ 3,0
26 Drôme	3	36	369	6 529,95	437,8	67	+ 23 706	+ 5,7
38 Isère	3	58	533	7 431,44	1 094,0	147	+ 77 778	+ 7,7
42 Loire	3	40	327	4 780,59	728,5	152	– 17 764	– 2,4
69 Rhône	2	54	293	3 249,12	1 578,9	486	+ 69 903	+ 4,6
73 Savoie	3	37	305	6 028,25	373,3	62	+ 24 997	+ 7,2
74 Haute-Savoie	4	34	294	4 387,80	631,7	144	+ 63 393	+ 11,2
Ensemble métropole	**329**	**3 883**	**36 570**	**543 965,40**	**58 518,4**	**108**	**+ 1 903 240**	**+ 3,4**
97-1 Guadeloupe	3	43	34	1 702,60	422,5	248	+ 35 509	+ 9,2
97-2 Martinique	4	45	34	1 128,00	381,4	338	+ 21 855	+ 6,1
97-3 Guyane	2	19	22	83 533,90	157,2	2	+ 42 535	+ 37,1
97-4 Réunion	4	49	24	2 503,72	706,3	282	+ 108 477	+ 18,1
Ensemble départements d'outre-mer	**13**	**156**	**114**	**88 868,22**	**1 667,4**	**19**	**+ 208 376**	**+ 14,3**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**342**	**4 039**	**36 684**	**632 833,62**	**60 185,8**	**95**	**+ 2 111 616**	**+ 3,6**

TABLEAU A.01-4

Superficie et population légale des collectivités d'outre-mer et de leur chef-lieu

Sources : Bureau des longitudes ; Insee

Collectivités d'outre-mer	Superficie (km^2)	Année de recen-sement	Population sans doubles comptes	Densité au km^2	Chef lieu	Population avec doubles comptes (milliers)
Mayotte	374	2002	160 265	429	Dzaoudzi	12,3
Nouvelle-Calédonie	19 058	2004	230 789	12	Nouméa	92,3
Polynésie française (1)	4 000	2002	245 516	61	Papeete	26,5
Saint-Pierre-et-Miquelon	242	1999	6 316	26	Saint-Pierre	5,8
Wallis et Futuna	142	2003	14 944	105	Mata-Utu	1,2

(1) Polynésie française, îles habitées 3265 km^2, densité : 75.

TABLEAU A.01-5

Structure urbaine de la métropole en 1999

Source : Insee (Recensement de la population)

	Nombre d'unités urbaines	Nombre de communes appartenant à des unités urbaines	Population correspon-dante (sans doubles comptes)	Pourcentage de population
Tranches de population des unités urbaines (1) :				
Unité urbaine de Paris	1	396	9 644 507	16,48
200 000 à moins de 2 000 000 habitants	29	974	13 491 203	23,05
100 000 à moins de 200 000 habitants	23	320	3 269 986	5,59
50 000 à moins de 100 000 habitants	61	495	4 152 875	7,10
20 000 à moins de 50 000 habitants	119	602	3 730 811	6,38
10 000 à moins de 20 000 habitants	222	689	3 032 541	5,18
5 000 à moins de 10 000 habitants	465	931	3 204 576	5,48
Moins de 5 000 habitants	1 075	1 547	3 670 011	6,27
Ensemble des unités urbaines	**1 995**	**5 954**	**44 196 510**	**75,53**
Communes rurales		**30 611**	**14 321 885**	**24,47**
Ensemble des communes		**36 565**	**58 518 395**	**100,00**

(1) Population totale sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-6

Villes et unités urbaines de plus de 50 000 habitants - France entière

Délimitations et population de 1999

Source : Insee (Recensement de la population)

Rang	Département	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1999 (sans doubles comptes)	Densité au km²
1	(1)	851	396	Paris	9 644 507	3 542
2	(1)	758	38	Marseille - Aix-en-Provence	1 349 772	1 047
3	(1)	757	102	Lyon	1 348 832	1 414
4	59	702	63	Lille (2)	1 000 900	2 223
5	6	701	50	Nice	888 784	1 233
6	31	701	72	Toulouse	761 090	942
7	33	701	51	Bordeaux	753 931	713
8	44	701	20	Nantes	544 932	1 146
9	(1)	756	26	Toulon	519 640	729
10	(1)	755	68	Douai-Lens	518 727	1 061
11	67	701	20	Strasbourg (2)	427 245	1 921
12	38	701	34	Grenoble	419 334	1 291
13	76	702	31	Rouen	389 862	1 457
14	59	701	61	Valenciennes (2)	357 395	706
15	54	701	37	Nancy	331 363	1 055
16	(1)	754	47	Metz	322 526	890
17	37	701	23	Tours	297 631	708
18	(1)	753	17	Saint-Etienne	291 960	1 263
19	34	701	11	Montpellier	287 981	1 865
20	35	701	10	Rennes	272 263	1 473
21	45	701	19	Orléans	263 292	909
22	(1)	752	60	Béthune	259 198	665
23	63	701	17	Clermont-Ferrand	258 541	1 430
24	(1)	751	22	Avignon	253 580	499
25	76	701	14	Le Havre	248 547	1 623
26	21	701	15	Dijon	236 953	1 427
27	68	701	19	Mulhouse	234 445	1 090
28	49	701	12	Angers	226 843	1 000
29	51	701	7	Reims	215 581	2 286
30	29	701	8	Brest	210 055	956
31	14	601	18	Caen	199 490	1 501
32	72	601	12	Le Mans	194 825	928
33	59	601	11	Dunkerque	191 173	1 144
34	64	601	47	Pau	181 413	403
35	(1)	653	20	Bayonne	178 965	570
36	87	601	7	Limoges	173 299	869
37	971	601	7	Pointe-à-Pitre Les Abymes	171 773	399
38	66	601	11	Perpignan	162 678	901
39	80	601	10	Amiens	160 815	1 437
40	974	602	2	Saint-Denis	158 139	688
41	30	601	6	Nîmes	148 889	675
42	44	601	10	Saint-Nazaire	136 886	487
43	74	601	15	Annecy	136 815	897
44	972	601	4	Fort-de-France	134 727	1 060
45	25	602	11	Besançon	134 376	1 098
46	57	601	12	Thionville	130 480	950
47	974	601	2	Saint-Pierre	129 238	494
48	10	601	17	Troyes	128 945	853
49	86	601	8	Poitiers	119 371	711
50	(1)	652	9	Valence	117 448	715
51	56	601	5	Lorient	116 174	1 088
52	17	601	8	La Rochelle	116 157	1 252
53	73	601	18	Chambéry	113 457	719
54	25	601	21	Montbéliard	113 059	806
55	(1)	651	21	Genève (Suisse) Annemasse (2)	106 673	598
56	62	601	7	Calais	104 852	768
57	16	601	16	Angoulème	103 746	563
58	59	502	17	Maubeuge (2)	99 900	771
59	60	503	17	Creil	97 455	743
60	57	501	15	Forbach (2)	92 845	988
61	62	503	8	Boulogne-sur-Mer	92 704	1 477
62	18	501	5	Bourges	91 434	615
63	50	501	7	Cherbourg	89 704	1 138
64	28	501	9	Chartres	87 800	1 275
65	974	502	1	Saint-Paul	87 712	364
66	68	501	6	Colmar	86 832	680
67	22	501	6	Saint-Brieuc	85 849	729
68	83	501	3	Fréjus	83 840	383
69	62	502	14	Arras	83 322	878
70	42	502	12	Saint-Chamond	82 535	535
71	(1)	556	18	Belfort	81 524	720
72	42	501	13	Roanne	80 272	465
73	34	502	4	Béziers	77 996	590
74	65	501	13	Tarbes	77 414	798
75	29	501	4	Quimper	77 256	423
76	30	501	14	Alès	76 159	344
77	(1)	555	22	Elbeuf	75 663	400
78	71	501	11	Chalon-sur-Saône	75 447	804
79	60	502	14	Compiègne	69 903	521
80	47	501	14	Agen	69 488	339
81	2	501	7	Saint-Quentin	69 287	1 204
82	77	501	7	Meaux	67 956	1 207
83	6	501	9	Menton-Monaco (2)	66 410	901
84	81	502	9	Albi	66 231	575
85	34	501	4	Sète	66 177	939
86	973	501	2	Cayenne	66 149	949
87	79	501	3	Niort	66 092	610
88	36	501	4	Châteauroux	66 082	383
89	41	501	6	Blois	65 989	597
90	8	501	7	Charleville-Mézières	65 727	924
91	(1)	554	7	Brive-la-Gaillarde	65 411	504
92	24	501	9	Périgueux	63 539	403
93	53	501	3	Laval	62 729	621
94	88	501	11	Épinal	62 504	437
95	3	502	7	Montluçon	60 993	426
96	3	501	10	Vichy	60 877	475
97	974	501	2	Le Port	60 316	447
98	27	501	4	Évreux	60 108	1 025
99	56	501	2	Vannes	60 062	1 029
100	51	501	5	Châlon-en-Champagne	60 013	802
101	(1)	553	11	Villefranche-sur-Saône	59 261	717
102	60	501	4	Beauvais	59 003	842
103	(1)	552	21	Bergerac	58 991	181
104	74	502	12	Thonon-les-Bains	58 834	533
105	59	501	7	Armentières (2)	58 706	632
106	58	501	5	Nevers	57 515	543
107	1	501	5	Bourg-en-Bresse	57 198	559
108	74	501	9	Cluses	56 906	468
109	82	501	5	Montauban	56 734	284
110	62	501	12	Saint-Omer	56 425	474
111	33	501	4	Arcachon	54 204	165
112	49	501	1	Cholet	54 204	620
113	2B	501	6	Bastia	54 075	598
114	45	501	8	Montargis	53 590	440
115	67	501	5	Haguenau	53 274	234
116	81	501	6	Castres	53 082	284
117	(1)	551	2	Arles	53 057	67
118	2A	501	1	Ajaccio	52 880	645
119	26	501	6	Romans-sur-Isère	52 715	461
120	35	501	1	Saint-Malo	50 675	1 385
121	13	501	4	Salon-de-Provence	50 017	358

(1) L'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.
(2) Partie française.

TABLEAU A.01-7

Aires urbaines de plus de 150 000 habitants

Source : Insee (Recensements de la population 1990 et 1999)

Nom de l'aire urbaine (Délimitation de 1999)	Rang en 1999	Rang en 1990	Nombre de communes en 1999	Population sans doubles comptes en 1999	Taux annuel d'évolution en % 1990-1999	1982-1990	1975-1982
Paris	1	1	1 584	11 174 743	0,32	0,75	0,33
Lyon	2	2	296	1 648 216	0,68	0,85	0,53
Marseille-Aix-en-Provence	3	3	82	1 516 340	0,46	0,20	0,63
Lille (1)	4	4	131	1 143 125	0,32	0,34	0,18
Toulouse	5	7	342	964 797	1,53	1,66	1,01
Nice	6	5	117	933 080	0,51	1,25	1,17
Bordeaux	7	6	191	925 253	0,67	1,07	0,91
Nantes	8	8	82	711 120	1,10	0,94	0,96
Strasbourg (1)	9	9	182	612 104	0,81	0,63	0,61
Toulon	10	11	39	564 823	0,69	1,00	1,29
Douai-Lens	11	10	105	552 682	− 0,17	− 0,07	− 0,26
Rennes	12	14	140	521 188	1,31	1,16	1,44
Rouen	13	12	189	518 316	0,29	0,39	0,23
Grenoble	14	13	119	514 559	0,65	0,63	0,52
Montpellier	15	19	93	459 916	1,88	2,14	2,05
Metz	16	15	237	429 588	0,33	0,18	0,04
Nancy	17	16	225	410 508	0,11	0,27	0,35
Clermont-Ferrand	18	18	147	409 558	0,35	0,44	0,78
Valenciennes (1)	19	17	102	399 677	− 0,02	− 0,35	− 0,48
Tours	20	20	80	376 374	0,69	0,80	1,05
Caen	21	21	240	370 851	0,72	0,99	1,10
Orléans	22	23	90	355 811	0,86	1,26	1,42
Angers	23	25	89	332 624	0,84	1,06	1,36
Dijon	24	24	214	326 631	0,48	0,89	0,69
Saint-Étienne	25	22	41	321 703	− 0,72	− 0,01	− 0,54
Brest	26	27	51	303 484	0,42	0,38	0,65
Le Havre	27	26	72	296 773	− 0,07	0,20	− 0,12
Le Mans	28	28	90	293 159	0,36	0,32	0,56
Reims	29	29	175	291 735	0,41	0,66	0,66
Avignon	30	31	44	290 466	0,78	0,87	1,24
Mulhouse	31	34	62	271 024	0,39	0,30	0,33
Amiens	32	33	210	270 870	0,30	0,33	0,52
Béthune	33	30	73	268 439	− 0,10	0,11	− 0,25
Dunkerque	34	32	56	265 974	0,03	0,02	1,05
Perpignan	35	36	61	249 016	0,84	1,00	2,00
Limoges	36	35	78	247 944	0,28	0,19	0,68
Besançon	37	37	234	222 381	0,74	0,81	0,56
Nîmes	38	39	46	221 455	0,91	1,51	1,05
Pau	39	38	142	216 830	0,51	0,73	1,00
Bayonne	40	40	40	213 969	0,83	1,05	1,02
Genève (CH) - Annemasse (1)	41	42	111	212 248	1,28	2,35	1,78
Poitiers	42	41	83	209 216	1,04	0,82	1,20
Annecy	43	45	66	189 674	1,26	1,65	1,45
Lorient	44	43	24	186 144	0,14	0,75	0,76
Montbéliard	45	44	126	180 064	− 0,21	− 0,64	0,12
Troyes	46	46	120	172 497	0,25	0,09	0,45
Saint-Nazaire	47	47	23	172 379	0,38	0,25	0,76
La Rochelle	48	50	51	171 214	1,15	0,34	1,00
Valence	49	48	40	167 155	0,58	0,79	1,08
Thionville	50	49	30	156 433	− 0,09	− 0,45	− 1,26
Angoulême	51	51	80	153 781	0,15	0,33	0,83

(1) Aire urbaine dont le pôle est une unité internationale.

TABLEAU A.01-8

Autonomie des bassins de vie des bourgs et petites villes selon la nature de leur pôle

Sources : Insee (Recensement de la population 1999), Inra, Ifen, Scees, Datar (ICO 1998)

Nature du pôle du bassin de vie et leur autonomie	Nombre de bassins de vie	Évolution de population entre 1990 et 1999 % (taux annuel)	Densité en 1999 (km²)	Moyenne		Taux d'emploi (emplois/ actifs ayant un emploi)
				Population	Superficie (km²)	
Pôle urbain :						
Faiblement autonome	5	1,24	246,7	26 776	109	0,69
Autonome	183	0,21	61,3	32 836	536	0,98
Ensemble	**188**	**0,23**	**62,3**	**32 675**	**525**	**0,97**
Pôle périurbain :						
Dépendant	300	0,95	85,6	7 935	93	0,54
Faiblement autonome	151	1,02	100,9	13 907	138	0,62
Autonome	56	1,03	103,5	16 512	160	0,84
Ensemble	**507**	**0,99**	**93.9**	**10 661**	**114**	**0.62**
Pôle d'emploi de l'espace rural :						
Dépendant	16	0,64	52,9	7 895	149	0,80
Faiblement autonome	102	0,41	55,1	10 405	189	0,81
Autonome	386	0,09	39,1	13 870	355	0,94
Ensemble	**504**	**0,15**	**41,3**	**12 979**	**315**	**0,91**
Pôle dans le reste de l'espace rural :						
Dépendant	114	0,41	38,9	6 614	170	0,69
Faiblement autonome	316	– 0,03	27,0	4 999	185	0,85
Autonome	116	– 0,07	22,0	6 866	312	0,93
Ensemble	**546**	**0,06**	**27,4**	**5 732**	**209**	**0,83**
Ensemble :						
Dépendant	**430**	**0,81**	**65,7**	**7 583**	**115**	**0,58**
Faiblement autonome	**574**	**0,54**	**49,2**	**8 493**	**173**	**0,73**
Autonome	**741**	**0,20**	**46,7**	**17 657**	**378**	**0,95**
Ensemble	**1 745**	**0,37**	**49,5**	**12 160**	**246**	**0,84**

TABLEAU A.01-9

Communes de plus de 50 000 habitants - France entière

Source : Insee (Recensement de la population de 1999)

Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)	Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)
1	75	Paris	2 125 246	20 164	57	94	Champigny-sur-Marne	74 237	6 570
2	13	Marseille	798 430	3 318	58	92	Rueil-Malmaison	73 469	4 998
3	69	Lyon	445 452	9 305	59	94	Saint-Maur-des-Fossés	73 069	6 495
4	31	Toulouse	390 350	3 300					
5	06	Nice	342 738	4 766	60	18	Bourges	72 480	1 054
6	44	Nantes	270 251	4 146	61	06	Antibes	72 412	2 735
7	67	Strasbourg	264 115	3 375	62	59	Dunkerque	70 850	1 897
8	34	Montpellier	225 392	3 963	63	92	Courbevoie	69 694	16 713
9	33	Bordeaux	215 363	4 363	64	34	Béziers	69 153	724
10	35	Rennes	206 229	4 093	65	974	Saint-Pierre	68 915	718
11	76	Havre (Le)	190 905	4 066	66	06	Cannes	67 304	3 430
12	51	Reims	187 206	3 992	67	44	Saint-Nazaire	65 874	1 408
13	59	Lille	184 657	6 119	68	68	Colmar	65 136	978
14	42	Saint-Etienne	180 210	2 253	69	59	Villeneuve-d'Ascq	65 042	2 870
15	83	Toulon	160 639	3 750	70	26	Valence	64 260	1 751
16	38	Grenoble	153 317	8 457	71	29	Quimper	63 238	749
17	49	Angers	151 279	3 543	72	93	Aubervilliers	63 136	10 961
18	21	Dijon	149 867	3 709	73	971	Abymes (Les)	63 054	776
19	29	Brest	149 634	3 022	74	93	Drancy	62 263	8 024
20	72	Mans (Le)	146 105	2 767	75	33	Mérignac	61 992	1 287
21	63	Clermont-Ferrand	137 140	3 214	76	10	Troyes	60 958	4 618
22	80	Amiens	135 501	2 740	77	974	Tampon (Le)	60 323	365
23	13	Aix-en-Provence	134 222	721	78	83	Seyne-sur-Mer (La)	60 188	2 715
24	87	Limoges	133 968	1 730	79	92	Antony	59 855	6 261
25	30	Nîmes	133 424	824	80	92	Neuilly-sur-Seine	59 848	16 045
26	37	Tours	132 820	3 866	81	56	Lorient	59 189	3 386
27	974	Saint-Denis	131 557	921	82	02	Saint-Quentin	59 066	2 618
28	69	Villeurbanne	124 215	8 555	83	93	Noisy-le-Grand	58 217	4 496
29	57	Metz	123 776	2 951	84	95	Sarcelles	57 871	6 849
30	25	Besançon	117 733	1 810	85	79	Niort	56 663	831
31	14	Caen	113 987	4 435	86	33	Pessac	56 143	1 446
32	45	Orléans	113 126	4 117	87	69	Vénissieux	56 061	3 657
33	68	Mulhouse	110 359	4 976	88	73	Chambéry	55 786	2 658
34	76	Rouen	106 592	4 986	89	08	Charleville-Mézières	55 490	1 765
35	92	Boulogne-Billancourt	106 367	17 239	90	60	Beauvais	55 392	1 663
36	66	Perpignan	105 115	1 544	91	95	Cergy	54 781	4 690
37	54	Nancy	103 605	6 902	92	92	Levallois-Perret	54 700	22 697
38	59	Roubaix	96 984	7 331	93	49	Cholet	54 204	620
39	972	Fort-de-France	94 049	2 127	94	2A	Ajaccio	52 880	645
40	95	Argenteuil	93 961	5 457	95	92	Issy-les-Moulineaux	52 647	12 388
41	59	Tourcoing	93 540	6 158	96	82	Montauban	51 855	384
42	93	Montreuil	90 674	10 165	97	56	Vannes	51 759	1 602
43	974	Saint-Paul	87 712	364	98	83	Hyères	51 417	388
44	84	Avignon	85 935	1 327	99	27	Evreux	51 198	1 936
45	93	Saint-Denis	85 832	6 944	100	94	Maisons-Alfort	51 103	9 499
46	78	Versailles	85 726	3 274	101	94	Ivry-sur-Seine	50 972	8 356
47	92	Nanterre	84 281	6 914	102	53	Laval	50 947	1 489
48	86	Poitiers	83 448	1 982	103	94	Fontenay-sous-Bois	50 921	9 126
49	94	Créteil	82 154	7 188	104	35	Saint-Malo	50 675	1 385
50	93	Aulnay-sous-Bois	80 021	4 940	105	973	Cayenne	50 594	2 144
51	94	Vitry-sur-Seine	78 908	6 762	106	13	Arles	50 513	67
52	64	Pau	78 732	2 499	107	90	Belfort	50 417	2 948
53	62	Calais	77 333	2 308	108	74	Annecy	50 348	3 688
54	92	Colombes	76 757	9 828	109	78	Sartrouville	50 219	5 936
55	17	Rochelle (La)	76 584	2 694	110	92	Clichy	50 179	16 292
56	92	Asnières-sur-Seine	75 837	15 734	111	71	Chalon-sur-Saône	50 124	3 293

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-10

Communes par tranche de population en métropole

Source : Insee (Recensement de la population de 1999)

Tranches de population (population totale sans doubles comptes)	Nombre de communes	Population correspondante (sans doubles comptes)		Taux de variation annuel entre 1990 et 1999 en %
		1990	1999	
200 000 habitants et plus	10	5 182 788	5 283 566	0,21
100 000 à moins de 200 000 habitants	26	3 517 701	3 585 769	0,21
50 000 à moins de 100 000 habitants	68	4 394 988	4 422 902	0,07
20 000 à moins de 50 000 habitants	298	8 958 303	9 079 760	0,15
10 000 à moins de 20 000 habitants	450	6 084 854	6 280 451	0,35
5 000 à moins de 10 000 habitants	943	6 174 291	6 501 762	0,58
2 000 à moins de 5 000 habitants	2 713	7 863 022	8 331 145	0,64
1 000 à moins de 2 000 habitants	4 054	5 368 754	5 646 944	0,56
500 à moins de 1 000 habitants	6 696	4 491 160	4 692 577	0,49
200 à moins de 500 habitants	10 717	3 361 561	3 468 727	0,35
100 à moins de 200 habitants	6 573	957 037	966 721	0,11
50 à moins de 100 habitants	2 956	222 892	221 875	– 0,05
Moins de 50 habitants (1)	1 061	37 804	36 196	– 0,48
Ensemble	**36 565**	**56 615 155**	**58 518 395**	**0,37**

(1) Dont 6 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-11

Population des communes urbaines et rurales des régions - France entière

Source : Insee (Recensement de la population de 1999)

Unités : Communes : Nombre
Population : Nombre d'habitants

Région	Communes urbaines		Communes rurales		Ensemble des communes	
	Nombre	Population corres-(1) pondante	Nombre	Population corres-(1) pondante	Nombre	Population corres-(1) pondante
Alsace	241	1 303 075	662	431 070	903	1 734 145
Aquitaine	396	2 027 453	1 896	880 906	2 292	2 908 359
Auvergne	134	780 193	1 176	528 685	1 310	1 308 878
Bourgogne	157	923 321	1 888	686 746	2 045	1 610 067
Bretagne	263	1 873 416	1 005	1 032 781	1 268	2 906 197
Centre	273	1 608 711	1 569	831 618	1 842	2 440 329
Champagne - Ardenne	136	842 537	1 809	499 826	1 945	1 342 363
Corse	25	162 052	335	98 144	360	260 196
Franche-Comté	162	657 431	1 624	459 628	1 786	1 117 059
Île-de-France	607	10 520 839	674	431 172	1 281	10 952 011
Languedoc - Roussillon	259	1 729 637	1 286	566 011	1 545	2 295 648
Limousin	40	367 620	707	343 319	747	710 939
Lorraine	356	1 675 889	1 981	634 487	2 337	2 310 376
Midi - Pyrénées	288	1 645 471	2 732	906 216	3 020	2 551 687
Nord - Pas-de-Calais	554	3 477 862	993	518 726	1 547	3 996 588
Basse-Normandie	167	765 570	1 647	656 623	1 814	1 422 193
Haute-Normandie	205	1 227 722	1 215	552 470	1 420	1 780 192
Pays de la Loire	266	2 105 179	1 238	1 116 882	1 504	3 222 061
Picardie	277	1 136 427	2 015	721 054	2 292	1 857 481
Poitou - Charentes	142	867 708	1 323	772 360	1 465	1 640 068
Provence - Alpes - Côte d'Azur	297	4 128 256	666	377 895	963	4 506 151
Rhône - Alpes	709	4 370 141	2 170	1 275 266	2 879	5 645 407
Métropole	**5 954**	**44 196 510**	**30 611**	**14 321 885**	**36 565**	**58 518 395**
Guadeloupe	30	416 277	4	6 219	34	422 496
Guyane	7	130 332	15	26 881	22	157 213
Martinique	22	350 765	12	30 662	34	381 427
Réunion	22	694 038	2	12 262	24	706 300
Départements d'outre-mer	**81**	**1 591 412**	**33**	**76 024**	**114**	**1 667 436**
France entière	**6 035**	**45 787 922**	**30 644**	**14 397 909**	**36 679**	**60 185 831**

(1) Population sans doubles comptes.

Chapitre A.02

Environnement

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Occupation physique du territoire.

2 Espaces naturels protégés en 2004 – France entière.

3 État des espèces de vertébrés.

4 État des espèces animales en Europe.

5 Plans de chasse au grand gibier.

6 Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre (SO_2), dioxyde d'azote (NO_2) et ozone (O_3) dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France.

7 Émissions de gaz à effet de serre.

8 Ressources en eau de pluie.

9 Qualité des eaux de baignade – France entière.

10 Épuration des eaux usées dans les grandes villes.

11 Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels pour quelques polluants en 2002 – France entière.

12 Accidents industriels et technologiques par secteur d'activité – France entière.

13 Incendies de forêts.

14 Montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles.

15 Volume des ordures ménagères selon le mode de traitement en 2002 – France entière.

16 Dépense de protection de l'environnement par domaine.

17 Dépense de lutte contre la pollution dans l'Union européenne en % du PIB.

1

○ Présentation

Le territoire français connaît une grande diversité mais l'occupation des sols y est majoritairement agricole. En 2004, la moitié du territoire est en effet occupée par des cultures ou des prairies. Les zones naturelles couvrent 42 % de la surface. Les sols artificialisés (bâtis ou non) occupent 8 % du territoire mais progressent rapidement : + 19 % entre 1992 et 2004.

La France occupe le premier rang en Europe pour la diversité des vertébrés, avec près de mille espèces présentes en métropole. De nombreuses espèces sont cependant menacées en raison des pressions qu'exercent les activités humaines sur leurs habitats.

La conservation du patrimoine naturel national est assurée par des outils de protection réglementaire (réserves naturelles, parcs nationaux), foncière (acquisitions du Conservatoire du littoral) et contractuelle (actions des parcs naturels régionaux). Deux nouvelles réserves naturelles nationales ont été créées en 2004 : Étang des Landes (Limousin) et Combe Lavaux-Jean Roland (Bourgogne).

En 2003, les émissions de gaz à effet de serre de la France s'élèvent à 500 millions de tonnes d'équivalent CO_2, en baisse de 6 % par rapport à 1990. Le secteur des transports est la première source d'émissions (26 %).

Les rejets dans le milieu naturel aquatique sont d'origines domestique, industrielle ou agricole. Les rejets d'azote sont principalement d'origine agricole tandis que les rejets de polluants organiques proviennent des activités industrielles et domestiques. L'essentiel des rejets toxiques est dû aux activités industrielles ou agricoles et dans une moindre mesure à l'utilisation domestique de certains produits (phytosanitaires, entretien, bricolage, etc.).

En France, la production annuelle de déchets est de l'ordre de 650 millions de tonnes (déchets de chantiers réutilisés en remblais non compris). L'inventaire des installations de traitement des ordures ménagères répertorie 795 installations en 2002 qui traitent 24 millions de tonnes d'ordures ménagères.

En 2003, la dépense de protection de l'environnement s'élève à 31,8 milliards d'euros et représente 2,0 % du PIB. Elle augmente en moyenne de 6,1 % par an depuis 1990 (aux prix courants). Incorporant en outre les dépenses relatives à la production et distribution d'eau, au cadre de vie et à la récupération, la dépense nationale liée à l'environnement est évaluée à 47,2 milliards d'euros en 2003.

2

○ Méthodologie

Les pluies efficaces

Le ministère de l'Écologie et du Développement durable (Direction de l'eau) calcule par modèle les valeurs cantonales des pluies efficaces, à partir des données de précipitations de Météo-France. La moyenne annuelle nationale est la moyenne des valeurs cantonales pondérée par la superficie des cantons.

La protection des espaces naturels

La protection des espaces naturels relève de la compétence du ministère de l'Écologie et du Développement durable (DNP, Diren), ainsi que des organismes responsables ou gestionnaires de protections (Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, Parcs nationaux, ...).

La faune et la flore

Le Muséum national d'histoire naturelle rassemble et analyse l'information sur les espèces en provenance des milieux scientifiques, des Conservatoires botaniques nationaux et des associations de naturalistes. Le Conseil supérieur de la pêche et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage produisent aussi de nombreuses données sur les espèces.

La chasse au grand gibier est réglementée par les plans de chasse. Le nombre d'animaux prélevés est recensé par l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, par espèce et par saison de chasse.

L'air

• *La qualité de l'air ambiant*

Les associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA) gèrent les réseaux de mesures de la qualité de l'air des agglomérations. 38 associations sont en place fin 2004. Agréées par le ministère de l'Écologie et du Développement durable, elles regroupent l'État, des collectivités locales, des industriels, des établissements publics, des associations de protection de l'environnement et des personnalités qualifiées. Elles informent quotidiennement le public sur la pollution de l'air. Toutes les agglomérations de plus de 100 000 habitants disposent actuellement d'un réseau de surveillance de la qualité de l'air. L'ensemble des données recueillies sont rassemblées par l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) dans la banque de données sur la qualité de l'air.

• *La qualité de l'air en milieu urbain*

L'objectif de l'indice multipolluant de la qualité de l'air en milieu urbain (Atmo) est de caractériser une situation moyenne sur une unité urbaine. Quatre polluants sont pris en compte : SO_2, NO_2, O_3 et poussières. Un sous-indice est calculé pour chaque polluant. L'indice final est le maximum des sous-indices de chacun des polluants pris en compte. Il comprend 10 niveaux allant de 1 (très bon) à 10 (très mauvais).

Par arrêté du 10 janvier 2000, les modes de calcul de cet indice ont été modifiés (prise d'effet le 18 mars 2000) pour les rendre plus cohérents avec les nouvelles valeurs de références communautaires, ainsi qu'avec la procédure d'alerte. (Cf. Carte dans l'Essentiel de l'annuaire).

• *Les émissions des principaux polluants dans l'air*

Elles sont estimées par le Citepa (Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique) par source d'émissions (transformation d'énergie, transport, installations industrielles...). Les résultats sont établis à partir de modèles, en fonction soit de mesures d'émissions, soit de paramètres caractéristiques des secteurs d'activité pondérés par un facteur d'émissions spécifique à chaque polluant.

L'eau

Le système d'information sur l'eau (SIEau) a pris en 2003 la succession du réseau national des données sur l'eau (RNDE). Il fédère les principaux producteurs et usagers des données sur l'eau en France : le ministère de l'Écologie et du Développement durable, les six Agences de l'eau et les offices de l'eau de la Réunion et de la Martinique, le Conseil supérieur de la pêche, l'Institut français de l'environnement, EDF, Ifremer, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), l'Ineris et l'Office international de l'eau (OIEau). Il vise à améliorer la production, la collecte, le stockage et la communication des données sur l'eau. Dans chaque bassin, des schémas directeurs des données sur l'eau précisent les conditions de production, de mobilisation et de mise à disposition des données. La gestion des banques de données est confiée à certains acteurs du SIEau : la banque nationale de données sur les eaux superficielles à l'OIEau, la banque de données sur les eaux souterraines (ADES) au BRGM, la banque de données sur les eaux littorales (Quadrige) à l'Ifremer, ...

• *Les eaux de baignade*

Les eaux de baignade, en eau douce et en mer, sont soumises à une surveillance sanitaire régulière réalisée par les Directions départementales de l'action sanitaire et sociale (Ddass) suivant les décrets n^{os} 81-324 et 91-980 pris en application de la directive européenne 76/160 du 8 décembre 1975. Toutes les eaux « pour lesquelles la baignade est habituellement pratiquée par un nombre important de baigneurs et où elle n'est pas interdite pour quelque raison que ce soit » sont concernées par les analyses. Celles-ci portent principalement sur le comptage des germes tests de contamination fécale.

L'interprétation des résultats conduit à assigner à chaque point de surveillance une classe (A = bonne qualité, conforme ; B = qualité moyenne, conforme ; C = pollution momentanée, non conforme ; D = mauvaise qualité, non conforme).

Les données sont ensuite rassemblées, traitées puis diffusées par le ministère de la Santé et des Solidarités (Direction générale de la santé) et par le ministère de l'Écologie et du Développement durable.

• *La pollution de l'eau*

Pour les principaux émetteurs industriels, les rejets sont connus à partir de mesures. Les données relatives aux rejets d'eaux résiduaires des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à auto-surveillance, sont collectées par les Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement puis transmises au ministère de l'Écologie et du Développement durable (Direction de la prévention des pollutions et des risques - Service de l'environnement industriel), pour les établissements qui dépassent un seuil minimal de rejet par polluant fixé chaque année. Les données nationales obtenues ainsi ne représentent donc que le cumul des plus gros rejets, mesurés en sortie du site industriel et avant épuration éventuelle dans une station d'épuration collective.

Les données relatives aux flux entrant et sortant des stations d'épuration publiques des collectivités sont collectées auprès des Agences de l'eau dans le cadre du SIEau.

Les risques technologiques

Le ministère de l'Écologie et du Développement durable (DPPR-SEI-BARPI : Direction de la Prévention de la pollution et des risques - Service de l'environnement industriel - Bureau d'analyse des risques et pollutions industrielles) rassemble dans la banque de données ARIA les informations relatives aux accidents technologiques, pollutions graves et incidents significatifs survenus dans les installations ou liés à leur activité, qui sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement, à la sécurité ou à la santé publique.

Les déchets

Depuis l'année 2000, le tonnage d'ordures ménagères traitées par les centres collectifs est ventilé par mode de traitement et non plus selon le mode de traitement principal de l'installation. Les résultats sont toujours obtenus par une exploitation de l'inventaire Itom conduit par l'Ademe.

La dépense nationale liée à l'environnement

L'Ifen élabore les comptes de la dépense de protection de l'environnement selon une méthodologie harmonisée au niveau européen dans le cadre du SERIEE (système européen de rassemblement de l'information économique sur l'environnement). Les résultats sont présentés dans le rapport annuel de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement, créée par le décret n° 98-623 du 21 juillet 1998.

En 2004, les comptes de la protection de l'environnement ont fait l'objet d'une profonde rénovation. Les séries1990-2003 ne sont pas comparables aux données publiées dans les éditions précédentes. Pour plus de précisions sur la nature de cette rénovation, se reporter au rapport de la commission des comptes et de l'économie de l'environnement : « *Les comptes économiques de l'environnement en 2003* – Ifen ».

Il est aussi fourni ici une partie des résultats sur les dépenses de protection de l'environnement, collectés par le questionnaire conjoint de l'OCDE et d'Eurostat sur l'état de l'environnement et sur les dépenses et recettes de protection de l'environnement. Les définitions et les méthodes peuvent varier d'un pays à l'autre. Les comparaisons internationales sont par conséquent à interpréter avec précaution. De même, certains des concepts retenus par le questionnaire OCDE/Eurostat diffèrent de ceux des comptes de la dépense de protection de l'environnement ne permettant pas un rapprochement immédiat des données issues des deux approches.

3

○ Définitions

Équivalent-habitant

Unité de représentation qui assimile la pollution rejetée ou produite, mesurée par des paramètres chimiques, à la pollution résultant de l'activité journalière d'un habitant. Un « équivalent-habitant » génère journellement 90 g de matières en suspension, 57 g de matières oxydables, 15 g d'azote réduit, 4 g de phosphore total et des toxiques.

Espèces menacées

Elles comprennent les catégories « en danger » et « vulnérables » définies par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).
Les espèces « en danger » ont leur effectif réduit à un seuil critique ; leur survie est improbable si les facteurs responsables de leur régression persistent. Les espèces « vulnérables » ont leur effectif en forte régression ; elles sont susceptibles de passer dans la catégorie précédente, si les facteurs de leur vulnérabilité persistent. Les autres catégories sont les espèces « disparues », « rares » ou « indéterminées ».

Espèces protégées

La loi sur la protection de la nature prévoit la conservation partielle ou totale d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou les nécessités de la préservation du patrimoine biologique national le justifient (article L. 411-1 du Code de l'environnement). Les listes des espèces animales protégées sur l'ensemble du territoire national et celles, nationale et régionales, des espèces végétales protégées sont fixées par des arrêtés ministériels. En outre la réglementation de la cueillette de certaines espèces (champignons, muguet...) peut faire l'objet d'arrêtés préfectoraux.

Parcs nationaux

Un parc national est un territoire classé par décret en Conseil d'État pour l'intérêt de la conservation de son milieu naturel et pour le préserver, en application des articles L. 331-1 et suivants du Code de l'environnement. Il comporte une zone centrale strictement protégée et une zone périphérique davantage consacrée au développement culturel, social et économique du territoire.

Plans de chasse

Ils définissent chaque année le nombre d'animaux qui peuvent être prélevés sur les territoires de chasse pendant la période de chasse propre à chaque département. Ils sont obligatoires sur tout le territoire national pour les cerfs, biches, daims, mouflons et chevreuils (art. L. 425-1 à L. 425-3 du Code de l'environnement).

Pluies efficaces

Il s'agit des quantités de pluie tombées dont on soustrait les quantités évaporées et celles transpirées par les végétaux. Cette ressource en eau est disponible pour l'écoulement, l'alimentation des eaux souterraines et les prélèvements.

Rendement des stations d'épuration

Le rendement est la part de la pollution entrant dans la station d'épuration qui est éliminée. Il est calculé pour les paramètres suivants : la demande biologique en oxygène à 5 jours (DBO_5), l'azote réduit (azote organique et azote ammoniacal) et le phosphore.

Réserves naturelles

En application des articles L. 332-1 et suivants du Code de l'environnement, des parties de territoire d'une ou de plusieurs communes peuvent être classées en réserve naturelle lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader.

4

Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut français de l'environnement (Ifen).

Organismes :

– Ministère de l'Écologie et du Développement durable :
  – Institut français de l'environnement ;
  – Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ;
  – Direction des études économiques et de l'évaluation environnementale ;
  – Direction générale de l'administration, des finances et des affaires internationales ;
  – Direction de l'eau ;
  – Direction de la prévention des pollutions et des risques ;
  – Direction de la nature et des paysages.
– Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :
  – Service central des enquêtes et études statistiques.
– Ministère de la Santé et des Solidarités, Direction générale de la santé.
– Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.
– Agences de l'eau.
– Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique.
– Muséum national d'histoire naturelle.
– Office international de l'eau.
– Office national de la chasse et de la faune sauvage.
– Organisation de coopération et de développement économiques.
– Eurostat.
– Fédération française des sociétés d'assurance.

Sites Internet :

– www.ifen.fr
– www.ecologie.gouv.fr
– www.ademe.fr
– www.eaufrance.com
– www.minefi.gouv.fr/notes_bleues
– www.eea.eu.int

Publications :

Ifen

– « 10 indicateurs clés de l'environnement », *Les synthèses de l'Ifen*, octobre 2005 ;
– « Eider : décrire l'environnement dans les régions », *Les dossiers de l'Ifen*, n° 1, septembre 2005 ;
– « Le 4 pages de l'Ifen » (mensuel) ;
– « Les comptes économiques de l'environnement en 2003 - *Rapport* de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement », Édition 2005 ;
– « L'environnement en région Centre », *Les cahiers régionaux de l'environnement*, Édition 2004 ;
– « L'environnement en Nord-Pas-de-Calais », *Les cahiers régionaux de l'environnement*, Édition 2004 ;
– « L'état des eaux souterraines en France : Aspects quantitatifs et qualitatifs », *Études et travaux*, n° 43, novembre 2004 ;
– « L'Environnement en France », Édition 2002, La Découverte, mai 2002.

Ministère de l'Écologie et du Développement durable

– « Indicateurs nationaux du développement durable : lesquels retenir ? », La documentation française, août 2004.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Scees

Agreste

– « L'utilisation du territoire en 2004, nouvelle série 1992 à 2004 », *Chiffres et données*, Agriculture, n° 169, août 2005.

OCDE

– « Examens environnementaux de l'OCDE – France », septembre 2005 ;
– « Dépenses de lutte contre la pollution dans les pays de l'OCDE », juillet 2003 ;
– « Indicateurs clés d'environnement », 2001 ;
– « Indicateurs d'environnement – vers un développement durable », 2001 ;
– « Stratégies de développement durable », Les lignes directrices de CAD.

Eurostat, Office des publications officielles des Communautés européennes

– « Dépenses de protection de l'environnement par l'industrie dans l'Union européenne », août 2005 ;
– « Waste generated and treated in Europe - Data 1995-2003 », octobre 2005 ;
– « Hazardous and industrial waste management in Accession Countries », octobre 2004 ;
– « Environmental pressure indicators for the EU – Data 1985-98 », Commission européenne –, thème 8 : Environnement et énergie, collection « Panorama of the UE », Luxembourg, 2001.

Autres

– « Environnement, nuisances, insécurité – Indicateurs sociaux 1996-2004 », *Insee-Résultats*, *Société*, à paraître.

Les notes bleues de Bercy, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

– « Déchets radioactifs : un débat public pour préparer le projet de loi 2006 » , n° 298, novembre 2005 ;
– « Comment améliorer l'efficacité environnementale ? », n° 298, novembre 2005 ;
– « La taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) au service de l'environnement », n° 296, septembre 2005.

EEA Briefing, Agence européenne pour l'environnement :

– « Changements climatiques et inondations aux rivières et fleuves en Europe », n° 1, avril 2005 ;
– « Transports et environnement en Europe », n° 3, 2004.

TABLEAU A.02-1

Occupation physique du territoire

Sources : Scees, Ifen

Unité : Millier d'hectares

	r 1995	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	2004
Cultures annuelles	15 154	15 295	15 249	15 236	15 270	15 258	15 216
Forêts	14 745	14 966	15 014	15 059	15 093	15 126	15 170
Prairies	11 389	11 062	11 046	10 982	10 922	10 897	10 882
Landes, parcours et alpages	4 308	4 182	4 150	4 134	4 096	4 056	4 020
Haies, arbres épars, peupleraies, chemins	1 996	1 896	1 884	1 875	1 869	1 857	1 850
Roches et eaux	1 880	1 861	1 859	1 859	1 852	1 849	1 843
Routes et parkings	1 598	1 669	1 681	1 695	1 711	1 719	1 734
Sols artificiels non bâtis	1 420	1 527	1 547	1 573	1 594	1 626	1 645
Cultures pérennes	1 302	1 273	1 276	1 276	1 272	1 271	1 270
Sols bâtis	1 007	1 066	1 092	1 109	1 119	1 135	1 163
Zones interdites d'accès	122	123	123	122	122	126	127

TABLEAU A.02-2

Espaces naturels protégés en 2004 - France entière

Sources : Ministère de l'Écologie et du Développement durable, Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, Réserves naturelles de France

Unité : Km^2

Type de protection ou d'acquisition foncière	Nombre	Surface
Réserves naturelles nationales	156	5 461
Acquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	...	687
Parcs nationaux (zones centrales)	7	3 682

TABLEAU A.02-3

État des espèces de vertébrés

Source : Muséum national d'Histoire naturelle (SPN) (mise à jour en avril 2005)

Espèces	Nombre d'espèces connues	Nombre d'espèces protégées	Espèces menacées		Espèces en régression
			En danger	Vulnérables	
Mammifères	121	68	9	14	20
Oiseaux (1)	375	364	20	52	60
Poissons et cyclostomes	420 *e*	20	7	25	28
Reptiles	40	39	2	4	16
Amphibiens	40	33	3	8	13

(1) Oiseaux nicheurs et autres oiseaux séjournant régulièrement sur le territoire national.

TABLEAU A.02-4

État des espèces animales en Europe

Nombre d'espèces connues par pays, dernière année disponible

Source : OCDE (Données sur l'environnement - Compendium 2002)

	Mammifères	Oiseaux	Poissons	Reptiles	Amphibiens	Invertébrés
Autriche	82	219	58	16	21	45 000
Belgique	57	167	46	4	13	939
Danemark	50	219	38	7	14	3 674
Finlande	59	240	68	5	5	26 600
France	**122**	**357**	**415**	**38**	**39**	**38 500**
Allemagne	79	240	66	14	21	30 570
Grèce	116	422	107	59	20	32 800
Irlande	31	193	27	3	3	...
Italie	118	473	85	58	38	56 500
Luxembourg	64	130	43	6	14	30 000
Pays-Bas	64	170	28	7	16	27 700
Portugal	98	313	43	34	17	...
Espagne	118	368	68	56	25	25 000
Suède	65	245	164	6	13	28 500
Royaume-uni	64	544	54	9	14	22 778

TABLEAU A.02-5

Plans de chasse au grand gibier

Nombre d'animaux prélevés par saison de chasse (1)

Sources : Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, Fédérations de chasse - Réseau de correspondants "Cervidés-sanglier"

	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Chevreuils	179 166	302 744	395 657	408 627	431 868	437 342	461 689
Cerfs	13 555	20 084	32 349	33 307	36 196	36 716	36 583
Sangliers	134 156	236 393	343 628	306 829	389 768	392 202	442 466

(1) Saison de chasse : pendant le deuxième semestre de l'année *n* indiquée en tête de colonne et le premier semestre de l'année suivante.

TABLEAU A.02-6

Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre (SO_2), dioxyde d'azote (NO_2) et ozone (O_3) dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France (1)

Sources : Ademe et réseaux de mesure de la qualité de l'air (BDQA), Ifen

Unité : Microgramme / m^3

Réseau de mesure de la qualité de l'air	Valeur de la moyenne journalière de la concentration (SO_2) dépassée dans 2 % des cas			Valeur de la moyenne horaire de la concentration (NO_2) dépassée dans 2 % des cas			Moyenne horaire maximale (O_3)		
	2002	2003	2004	2002	2003	2004	2002	2003	2004
Clermont-Ferrand	21	10	14	125	106	122	167	199	201
Grenoble	41	21	21	116	118	116	199	201	194
La Rochelle	12	9	9	68	105	85	176	193	175
Le Havre	143	136	87	108	101	102	197	202	171
Lyon	63	28	26	158	194	162	246	306	227
Marseille	40	32	29	167	147	148	256	229	228
Nancy	18	16	24	117	98	100	176	241	208
Nantes	32	6	14	93	102	103	186	212	152
Paris-Ile de France	34	34	26	162	182	180	248	282	218
Rouen	131	94	142	115	120	113	197	264	173
Strasbourg	96	80	76	115	129	113	202	255 *r*	235
Toulouse	14	7	7	111	120	116	184	224	188

(1) du 1er janvier au 31 décembre.

TABLEAU A.02-7

Émissions de gaz à effet de serre

Source : Citepa, Coralie format CCNUCC (mise à jour décembre 2004) (1) — *Unité* : Million de tonnes équivalent CO_2 (2)

Substance	r 1990	r 1995	r 1996	r 1997	r 1998	r 1999	r 2000	r 2001	r 2002	2003
Gaz à effet de serre direct										
CO_2	361	351	361	352	372	358	357	354	339	346
CH_4	67	68	67	64	64	63	62	61	60	58
N_2O	93	92	92	94	87	80	80	78	75	74
HFC, PFC et SF_6	9,3	5,6	6,9	7,7	8,4	9,3	10,0	11,0	12,7	13,9
PRG Métropole (3)	**530,5**	**516,9**	**526,9**	**517,6**	**531,7**	**510,7**	**509,0**	**504,3**	**487,2**	**491,9**
PRG DOM (3)	**2,6**	**6,9**	**7,1**	**7,0**	**6,7**	**6,7**	**6,9**	**7,0**	**7,6**	**7,6**
PRG France entière (3)	**533,1**	**523,8**	**533,9**	**524,6**	**538,4**	**517,5**	**515,9**	**511,3**	**494,7**	**499,5**

(1) Les émissions du trafic maritime international et du trafic aérien international sont exclues.
(2) Les quantités tiennent compte des puits de carbone liés à la photosynthèse et aux changements d'utilisation des sols ; tout le carbone est comptabilisé sous forme de CO_2.
(3) PRG pouvoir de réchauffement global intégré sur une période de 100 ans et calculé sur la base des coefficients suivants : $CO_2 = 1$; $CH_4 = 21$; $N_2O = 310$; SF6 = 23 900 ; HFC et PFC = valeurs variables dépendantes de la part relative des différentes molécules.

TABLEAU A.02-8

Ressources en eau de pluie (1)

Source : Ministère de l'Écologie et du Développement durable (Direction de l'eau) — *Unité* : Milliard de m^3/an

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Précipitations	527	497	463	484	583	572	543	535	427
Pluies efficaces	213	195	128	182	239	224	213	195	...

(1) En année civile.

TABLEAU A.02-9

Qualité des eaux de baignade - France entière

Sources : Ministère de la Santé et des Solidarités (DGS), Ifen

	1995		2000		2001		2002		2003		2004	
	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer
Nombre total de points classés (1)	**1 588**	**1 777**	**1 379**	**1 704**	**1 405**	**1 654**	**1 425**	**1 701**	**1 403**	**1 839**	**1 406**	**1 872**
selon la catégorie de qualité (2)												
A	678	1 052	639	1 192	694	1 137	707	1 134	661	1 373	642	1 250
Pourcentage	42,7	59,2	46,3	70,0	49,4	68,7	49,6	66,7	47,1	74,7	45,7	66,8
B	768	614	649	445	648	457	641	501	662	428	692	541
Pourcentage	48,4	34,5	47,1	26,1	46,1	27,7	45,0	29,4	47,2	23,3	49,2	28,9
C	113	110	83	67	56	60	70	66	69	36	68	81
Pourcentage	7,1	6,2	6,0	3,9	4,0	3,6	4,9	3,9	4,9	1,9	4,8	4,3
D	29	1	8	–	7	–	7	–	11	2	4	–
Pourcentage	1,8	0,1	0,6	–	0,5	–	0,5	–	0,8	0,1	0,3	–

(1) Classés : qui ont fait l'objet d'une fréquence d'échantillonnage suffisante au regard des demandes de la Commission européenne.
(2) A = eau de bonne qualité ; B = eau de qualité moyenne ; C = eau pouvant être momentanément polluée ; D = eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-10

Épuration des eaux usées dans les grandes villes (1)

Sources : RNDE - Agences de l'eau, BNDE

Unités : Flux de pollution en t/j
Rendement en %

	(2) DBO_5			Azote			Phosphore		
	1997	1998	1999	1997	1998	1999	1997	1998	1999
Pollution éliminée par les stations d'épuration	1 802	1 796	1 795	207	224	224	49	123	47
Rendement des stations d'épuration	87	88	88	43	46	47	43	42	50

(1) Pour les agglomérations émettant plus de 10 000 équivalent-habitants.
(2) DBO : Demande Biochimique en Oxygène.

TABLEAU A.02-11

Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels pour quelques polluants en 2002 (1) - France entière

Source : Ministère de l'Écologie et du Développement durable (DPPR-SEI)

Types de polluant	Seuil par polluant et par établissement	Nombre d'établissements dont les rejets égalent ou dépassent ce seuil	Cumul des rejets annuels de ces établissements
Aluminium (et ses composés)	2 t/an	28	26 292 t
Arsenic (et ses composés)	5 kg/an	36	5 421,3 kg
Azote (en N)	50 t/an	78	18 767 t
Cadmium (et ses composés)	5 kg/an	33	3 017,7 kg
Chlorures	2 000 t/an	32	1 831 197,4 t
Cyanures	50 kg/an	18	57 238 kg
Demande chimique en oxygène	150 t/an	229	477 679 t
Fer (et ses composés)	3 t/an	30	111 646 t
Fluor	2 t/an	39	3 126 t
Matières en suspension	300 t/an	48	582 298 t
Phosphore (en P)	5 t/an	125	4 837,8 t
Sulfates	1 500 t/an	26	200 512 t
Titane (et ses composés)	100 kg/an	4	21 729 t

(1) Somme des flux rejetés par les établissements égalant ou dépassant le seuil indiqué par polluant ; flux raccordés, isolés ou épandus.

TABLEAU A.02-12

Accidents industriels et technologiques par secteur d'activité - France entière

Sources : Ministère de l'Écologie et du Développement durable (DPPR - SEI - BARPI), base ARIA - Ifen (1)

	Nombre d'accidents					
	r 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	2004
Agriculture, sylviculture, pêche	245	309	169	178	274	224
Industries extractives	9	8	15	5	12	12
Industries alimentaires	78	79	70	53	86	88
Industries manufacturières (hors alimentaires)	466	449	435	418	599	567
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	48	89	80	62	146	257
Construction	20	24	18	13	39	26
Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	150	153	164	144	190	152
Transports	95	130	174	138	152	221
Autres secteurs d'activité	243	278	199	175	250	246
Particuliers	35	59	55	42	33	38
Activité en cause indéterminée	188	266	283	239	280	220

(1) Base ARIA : mise à jour avril 2005 (cf. partie "méthodologie" du chapitre A.02).

TABLEAU A.02-13

Incendies de forêts

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)
Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire (Direction de la Sécurité civile)

	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre d'incendies	5 881	6 549	6 600	4 960	4 553	4 258	4 097	7 023	3 775
Surface sinistrée (hectares)	72 625	18 109	19 600	15 905	24 026	20 473	30 160	73 278	13 710

TABLEAU A.02-14

Montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles (1)

Source : Fédération française des sociétés d'assurance (États comptables B10/C10 de la CCAMIP) *Unité* : Million d'euros

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Montant (2) *r*	481	742	725	488	483	767	394	390	1 036	1 275

(1) Depuis 1994, les états comptables n'intègrent plus les succursales étrangères d'un pays de la CEE.
(2) Par exercice de survenance.

TABLEAU A.02-15

Volume des ordures ménagères selon le mode de traitement en 2002 - France entière

Sources : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (Ademe) - inventaire Itom (1) *Unité* : Kilotonne/an

Mode de traitement	Nombre d'unités de traitement	Quantité annuelle traitée
Tri de matériaux recyclables issus de la collecte sélective	222	1 959
Tri de déchets banals d'entreprise	1	0,3
Compostage	92	1 420
Méthanisation	2	151
Incinération sans récupération d'énergie	50	725
Incinération avec récupération d'énergie	112	10 064
Centre d'enfouissement technique (2)	316	9 989
Total	**795**	**24 308**

(1) Inventaire Itom bi-annuel depuis 2000.
(2) Décharges traitant plus de 3 000 tonnes par an.

TABLEAU A.02-16

Dépense de protection de l'environnement par domaine

Source : Ifen — *Unité* : Million d'euros

	r 1990	*r* 1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*p* 2003
Gestion des eaux usées	6 341	8 130	8 723	9 307	9 946	10 324	10 947	11 156
Protection de l'air	1 181	1 284	1 635	1 734	1 708	1 729	1 859	1 940
Réduction du bruit	676	930	1 103	1 115	1 160	1 252	1 292	1 405
Gestion des déchets (1)	3 994	6 408	7 953	8 365	9 091	9 509	9 983	10 522
Déchets radioactifs	–	–	481	556	570	573	578	594
Nettoyage des rues	693	808	897	927	977	1 029	1 078	1 106
Protection de la biodiversité et des paysages	334	958	1 104	1 102	1 309	1 354	1 335	1 391
Recherche et développement	568	978	1 255	1 324	1 459	1 522	1 607	1 627
Administration générale de l'environnement	884	1 372	1 444	1 547	1 680	1 796	2 013	2 087
Total	**14 670**	**20 868**	**24 595**	**25 976**	**27 900**	**29 089**	**30 692**	**31 829**

(1) Non compris déchets radioactifs.

TABLEAU A.02-17

Dépense de lutte contre la pollution dans l'Union européenne en % du PIB

Source : Eurostat

Pays	Année	Secteur public	Industrie
Allemagne	1999	0,51	. . .
Autriche	2000	0,22	0,54
Belgique	2001	0,55	. . .
Danemark	2001	1,24	. . .
Espagne	2002	. . .	0,27
Finlande	2000	0,39	0,47
France	**2001**	**0,27**	**0,19**
Grèce	1999	0,62	. . .
Irlande	1998	0,53	0,21
Italie	2001	0,81	0,47
Luxembourg	1997	0,70	. . .
Pays-Bas	2001	. . .	0,42
Portugal	2002	0,62	0,29
Royaume-Uni	2002	0,47	0,24
Suède	2002	0,27	0,38

Chapitre B.01

Structure de la population

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Population totale par groupe d'âges au 1er janvier.

2 Population des États de l'Union européenne par sexe et groupe d'âges au 1er janvier 2004.

3 Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 2003.

4 Population totale par sexe et âge au 1er janvier 2005.

5 Population totale par sexe et groupe d'âges en 1982, 1990 et 1999 - France entière.

6 Population totale des départements et collectivités d'outre-mer par sexe et groupe d'âges.

7 Population de 15 ans ou plus par groupe d'âges selon le diplôme en 1999 - France entière.

8 Population totale par groupe d'âges et catégorie socio-professionnelle en 1999 - France entière.

9 Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière.

10 Population active ayant un emploi par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière.

11 Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 1999.

12 Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990.

13 Migrations par sexe en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990 - Départements d'outre-mer.

1
○ Présentation

Dans l'Union européenne, la population des nouveaux états membres est un peu plus jeune que celle des pays de l'UE à 15. Mais en raison de la chute depuis 15 ans de la fécondité dans la plupart de ces nouveaux pays, l'UE connaîtra dans moins d'une décennie une accélération du vieillissement de sa population. En 2004, l'Irlande et Chypre sont les pays les plus jeunes : 28 % de leur population est âgée de moins de 20 ans. L'Italie est le pays le plus âgé de l'UE : les 65 ans ou plus représentent 19 % de la population.

La population française, départements d'outre-mer inclus, est estimée à 62,37 millions d'habitants au 1er janvier 2005.

Elle représente 13,1 % de celle de l'Europe des 25, se situant au deuxième rang derrière l'Allemagne (82,5 millions d'habitants au 1er janvier 2004) et juste devant le Royaume-Uni (59,7 millions).

La population de la France continue de vieillir. Au 1er janvier 2005, 16,2 % des habitants ont 65 ans ou plus, soit 1,4 point de plus qu'en 1995. Au cours de ces dix années, la part des moins de 20 ans a diminué de 1,2 point : ils représentent aujourd'hui 25,2 % de la population.

2
○ Méthodologie

21. Recensement de population de 1999

Les chiffres définitifs du dénombrement de la population issus du recensement du 8 mars 1999 ont été arrêtés et authentifiés par le décret n° 99 - 1154 du 29 décembre 1999, rectifié par le décret n° 2000 - 1021 du 17 octobre 2000.

Dans ce chapitre consacré aux « structures de la population », la plupart des tableaux sont issus du recensement de 1999, comparé dans la mesure du possible aux recensements de 1990 et de 1982. On trouvera également des résultats du recensement de 1999 dans les chapitres A.01 : « Territoire », B.03 : « Étrangers et Immigrés », B.04 : « Ménages », C.01 : « Population active et Emploi ».

Exploitation

Le recensement général de la population et des habitations a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'Outre-mer entre le 8 mars et le 3 avril 1999, conformément aux dispositions du décret n° 98 - 403 du 22 mai 1998.

La date de référence est le 8 mars 1999.

Dans un premier temps, on effectue un décompte des questionnaires permettant d'obtenir différentes données concernant entre autres la population légale de la France et des différentes circonscriptions administratives.

L'ensemble des questionnaires donne ensuite lieu à une exploitation statistique permettant d'obtenir des résultats détaillés : répartition de la population par sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, confort des logements, etc.

Le dépouillement statistique est effectué pour la population dite « sans doubles comptes » (voir la définition dans le chapitre A.01), c'est-à-dire en privilégiant la commune de résidence personnelle. Elle comprend deux grandes catégories : la population des ménages et la population hors ménage (voir définition dans le chapitre B.04).

Le plan d'exploitation des questionnaires des recensements de 1990 et 1999 a été modifié par rapport à celui de 1982. Considérée lors des recensements antérieurs à 1990 comme une exploitation postérieure à celle des échantillons au 1/20ème et au 1/4, l'exploitation principale (anciennement exhaustive légère) a été réalisée en premier, avant les exploitations des échantillons au 1/20ème et au 1/4. Elle a consisté en une opération à part entière qui a permis de fournir les informations principales sur la structure de la population totale et de la population active, ainsi que sur les déplacements domicile-travail et toutes les caractéristiques des logements, à des niveaux géographiques fins.

Lors des phases d'exploitation suivantes, l'ensemble des informations collectées au niveau du bulletin individuel n'est saisi que pour une partie seulement des questionnaires, dans un premier temps sur un échantillon au 1/20ème et dans un second sur un échantillon plus large au 1/4. Ces deux exploitations dites complémentaires donnent lieu à des publications qui complètent celles issues de l'exploitation principale.

Dans le présent chapitre, les résultats des recensements de 1982 et 1990 sont issus de l'exploitation au 1/4 et ceux de 1999 de l'exploitation principale ou complémentaire selon les tableaux.

Les différentes étapes de la diffusion

a. Le dénombrement

La diffusion des résultats du dénombrement s'est déroulée entre la fin du 1er semestre 1999 et la fin du 3ème trimestre 2000. Elle a permis d'établir successivement :

– Les évolutions démographiques provisoires (populations provisoires, logements provisoires et état civil provisoire) ;

– Les populations légales (populations définitives arrêtées par décret) ;

– Les évolutions démographiques définitives (population sans double compte, soldes naturels et migratoires, nombre de logements).

Ces différentes étapes ont fait l'objet de publications dans trois séries (respectivement grise, bleue et orange) ainsi que d'une présentation sous forme de tableaux normalisés, de cartes, graphiques et fichiers (cf. partie « 4 : Sources de documentation »).

b. L'exploitation principale

Deux phases caractérisent la diffusion de l'exploitation principale :

– La 1ère, au cours du 2ème semestre 2000, a donné lieu à l'établissement de résultats par département sur 11 thèmes (population, activité, navettes domicile/travail, formation, migrations, nationalité, immigration, ménages, logements, résidences principales, immeubles) ;

– La 2ème (fin 2000 - début 2001) a permis d'établir les résultats France entière sur les 11 thèmes précédents auquel s'est ajouté le thème « emplois » et également les données sur les mobilités (résidentielles, professionnelles et scolaires).

L'exploitation principale a fait l'objet de publications dans la série jaune (« Tableaux références et analyses »), de tableaux, de cartes et graphiques, de fichiers et de bases de données localisées (cf. partie « 4 : Sources de documentation »).

c. Le sondage au 1/20ème

Pour permettre la validation des traitements statistiques (imputation de valeurs manquantes, redressement, recodification) et la diffusion plus rapide des premiers résultats sur les catégories sociales et l'activité économique, une exploitation au 1/20ème a été réalisée pour la métropole.

Cette étape réalisée au cours du 2ème trimestre 2001 a permis d'établir pour l'ensemble de la France métropolitaine et ses départements les résultats sur tous les thèmes, y compris les familles et l'activité économique.

Le sondage au 1/20ème a notamment donné lieu à la publication d'un volume « Tableaux références et analyses » dans la collection Insee-Résultats (cf. partie « 4 : Sources de documentation »).

d. L'exploitation complémentaire

L'exploitation complémentaire est la dernière étape des exploitations statistiques. Elle s'est déroulée au cours du 4ème trimestre 2001 et du 1er semestre 2002. Cette étape permet d'affiner les caractéristiques de l'emploi (en termes de professions et d'activités économiques) et de procéder à l'analyse détaillée de la composition des ménages et des familles.

L'exploitation complémentaire a fait l'objet de publications dans la série verte (« Tableaux références et analyses »), de tableaux, de cartes et graphiques, de fichiers et de bases de données localisées (cf. partie « 4 : Sources de documentation »).

Cette dernière étape de la diffusion des exploitations statistiques a également permis de diffuser, sous forme de 3 volumes thématiques dans la collection des fascicules verts, des résultats sur des thèmes particuliers :

– Population immigrée, population étrangère ;

– Ménages, familles, population ;

– Population active, formation.

22. Les enquêtes de recensement

Depuis janvier 2004, le recensement de la population résidant en France est réalisé par enquête annuelle. Chaque commune de moins de 10 000 habitants est recensée tous les cinq ans, à raison d'un cinquième de ces communes chaque année. Dans les communes de 10 000 habitants ou plus une enquête est réalisée chaque année auprès d'un échantillon de 8 % de leur population.
En 2008, l'ensemble des habitants des communes de moins de 10 000 habitants et 40 % de la population des communes de 10 000 habitants ou plus auront donc été pris en compte dans le cadre du nouveau recensement.
À la fin de l'année 2008, à l'issue des cinq premières enquêtes de recensement, l'Insee publiera pour la première fois les résultats statistiques complets sur les habitants et leur logement. À partir de 2009, ces résultats seront mis à jour tous les ans.
Cependant, avant 2008, l'Insee diffusera des résultats issus des enquêtes annuelles.

3 ○ Définitions

Activité économique

La notion d'activité économique se distingue de la notion de profession. Cette dernière correspond au métier individuel (par exemple : sténodactylo) ; la première se rapporte à l'unité économique où la profession est exercée (par exemple : construction automobile).
Dans le recensement de 1999 (ainsi que dans les recensements précédents), on a attribué à chaque actif ayant un emploi l'activité économique de l'établissement qu'il dirige ou qui l'emploie. Cette notion mérite deux précisions pour lever les ambiguïtés d'interprétation :
– il s'agit de l'établissement et non de l'entreprise qui peut comprendre plusieurs établissements d'activités différentes. Un établissement est une cellule économique (usine, bureau, magasin de vente, dépôt, mine, etc.) située dans un lieu déterminé, dans laquelle travaillent une ou plusieurs personnes pour le compte d'une même autorité directrice. Comme lors des recensements antérieurs, les actifs sont classés selon l'activité principale de l'établissement qui les emploie et non d'après l'activité de la section d'établissement où ils travaillent et qui peut être différente. Les tableaux ne fournissent donc pas une classification par branche mais une classification par secteur d'établissement (voir définition de la branche et du secteur au chapitre N.01) ;
– les actifs employés par un établissement de prestation de services ou de main-d'oeuvre (entreprise de nettoyage, service de maintenance de matériel, agence de travail temporaire, etc.) relèvent de l'activité économique de l'établissement de prestation de services ou de main-d'oeuvre qui les emploie et non de l'activité économique de l'établissement où ils travaillent.

Âge

La population est classée par année de naissance, c'est-à-dire par génération. L'âge indiqué est l'âge atteint par chaque génération au cours de l'année du recensement ; c'est également l'âge en années révolues au 31 décembre de l'année du recensement.
En métropole et dans les Dom, la classe « 0 » ne comprend, pour le recensement de 1999, que les enfants nés entre le 1er janvier 1999 et le 7 mars 1999. Pour le recensement de 1990, elle ne comprend, en métropole, que ceux nés du 1er janvier 1990 au 4 mars 1990 et dans les Dom que ceux nés du 1er janvier 1990 au 14 mars 1990. Pour le recensement de 1982, la classe « 0 » ne comprend, en métropole, que les enfants nés du 1er janvier 1982 au 3 mars 1982, et pour les Dom, ceux nés du 1er janvier 1982 au 8 mars 1982.

Catégorie socioprofessionnelle

Depuis le recensement de 1982, est utilisée la nomenclature des « Professions et catégories socioprofessionnelles ».
Cette nomenclature comprenant 455 postes est le résultat de la refonte complète du système de nomenclatures d'emplois (et en particulier, de la nomenclature des « catégories socioprofessionnelles » utilisée pendant 30 ans).
La catégorie socioprofessionnelle est obtenue par regroupement de rubriques de la nomenclature « professions et catégories socioprofessionnelles – PCS ».
Trois niveaux de regroupement sont proposés :
– le « niveau 42 » (dont 32 pour les actifs) est suffisamment détaillé pour permettre aux utilisateurs d'autres regroupements selon leurs besoins ;
– le « niveau 24 » (dont 19 pour les actifs) s'en tient à des catégories assez fournies en effectifs mais maintient néanmoins dans leurs grandes lignes les principales distinctions de la nomenclature PCS : salariés - non-salariés, niveau de classification, public - privé ;
– le « niveau 8 » (dont 6 pour les actifs) représente les « groupes socioprofessionnels » : 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle et 2 groupes sans activité professionnelle. Les chômeurs ayant déjà occupé un emploi sont classés, selon leur dernier emploi, dans l'un des 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle ; les chômeurs n'ayant jamais travaillé et les militaires du contingent sont classés dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle ». La distinction entre personnes ayant une activité professionnelle et personnes sans activité professionnelle qui figure dans certains tableaux ne coïncide donc pas tout à fait avec la distinction actifs-inactifs au sens du type d'activité.
Une rénovation actualisée (PCS-2003) est en vigueur depuis le 1er janvier 2003. Les premier et deuxième niveaux sont restés inchangés par rapport à la version en vigueur de 1982 à 2003. La rénovation de 2003 a donc porté uniquement sur le troisième niveau qui comprenait 455 postes dans la version 1982. Elle a permis de regrouper des professions dont la distinction était devenue obsolète, et d'en éclater d'autres afin de tenir compte de l'apparition de nouveaux métiers ou de nouvelles fonctions transversales aux différentes activités industrielles.
Il existe une version de la nomenclature des professions plus détaillée à l'usage des entreprises, dite PCS-ESE-2003 (cf. Nomenclature en annexe).

Diplômes

L'information relative au dernier diplôme figurant sur le bulletin individuel (question n° 10) correspond à une information légèrement modifiée par rapport à ce qui était demandé au recensement de 1990. On distingue désormais le baccalauréat général du baccalauréat technologique ou professionnel et le niveau « aucun diplôme » a été ajouté.
Les différents niveaux de diplôme retenus sont :
– aucun diplôme ;
– certificat d'études primaires ;
– BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges ;
– CAP ;
– BEP ;
– baccalauréat général (Philo., Sciences ex., Math. élém., A, B, C, D, E, L, S, ES, etc.) ;
– baccalauréat technologique (F, G, H, STI, etc.) ou professionnel, brevet professionnel ou de technicien, autre brevet (BEA, BEC, BEI, etc.), capacité en droit ;
– diplôme universitaire de 1er cycle, BTS, DEUST, DUT, diplôme des professions sociales ou de la santé ;
– diplôme universitaire de 2e ou 3e cycle, diplôme d'ingénieur, d'une grande école, etc.

État matrimonial légal

Le concept d'état matrimonial désigne la situation conjugale d'une personne au regard de la loi : célibataire, marié, veuf, divorcé.
Aux divers recensements et dans les enquêtes de recensement l'état matrimonial légal correspond à ce que les personnes ont déclaré. Les réponses peuvent donc présenter des différences avec la situation légale de la personne, par exemple :
– une personne vivant séparée de son conjoint mais non encore divorcée et donc légalement mariée aura pu hésiter entre les réponses « célibataire », « marié(e) » ou « divorcé(e) » ;

– des personnes vivant en union libre auront pu hésiter devant la réponse « marié(e) » ; mais certaines d'entre elles, légalement divorcées ou séparées, pourront préférer se déclarer célibataires...
Si, dans la plupart des cas, l'état matrimonial déclaré reste un bon indicateur de l'état matrimonial légal de la personne recensée, il faut avoir à l'esprit ces remarques lorsqu'on étudie certaines sous-populations particulières.

Navettes

On appelle « navettes » les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail.
On répartit les actifs ayant un emploi selon qu'ils résident et travaillent :
– dans la même commune ;
– dans des communes différentes ;
– de la même unité urbaine ;
– de la même zone d'emploi (sauf pour les Dom) ;
– du même département ;
– autres que ci-dessus.
Les découpages géographiques particuliers que constituent les unités urbaines et les zones d'emploi ne sont pas emboîtés et ne sont pas toujours entièrement compris dans un seul département. Ainsi, la commune de lieu de travail peut être dans un autre département, tout en étant dans la même unité urbaine.
Certaines personnes exerçant des professions bien déterminées telles que « chauffeur-routier », « chauffeur de taxi », « VRP », « commerçant ambulant » ou « marin-pêcheur » les amenant à se déplacer plus ou moins fréquemment pour leur travail sont, par convention, considérées comme travaillant dans leur commune de résidence.

Population active au sens du Recensement de la population

Les résultats concernant la population active – et particulièrement le nombre même de personnes actives – dépendent assez fortement des méthodes utilisées pour les obtenir. Par exemple, dans un recensement, on est contraint à se borner à quelques questions générales, auxquelles la plupart des habitants répondent eux-mêmes ; au contraire, dans une enquête par sondage centrée sur les questions de main-d'oeuvre, des questions plus nombreuses et plus précises sont posées par des enquêteurs formés à cet effet. Ceci entraîne des évaluations différentes de la population active entre les résultats de ce chapitre et ceux du chapitre C.01 « Population active et Emploi ».
La population active au sens du recensement de la population comprend les personnes qui déclarent :
– exercer une profession (salariée ou non) même à temps partiel ;
– aider un membre de la famille dans son travail (même sans rémunération) ;
– être apprenti, stagiaire rémunéré... ;
– être militaire du contingent (tant que cette situation existait) ;
– être chômeur à la recherche d'un emploi.
Le type d'activité (voir définition ci-dessous) joue un rôle de filtre pour orienter les chiffrements ultérieurs :
– profession et catégorie socioprofessionnelle ;
– statut ;
– activité économique ;
– lieu de travail.

Statut et condition d'emploi dans la profession

• *STATUT*
La notion de statut ne s'applique qu'à la population active ayant un emploi ; elle permet, pour l'ensemble des actifs ayant un emploi, de distinguer de manière systématique les personnes à leur compte des salariés et au sein de ceux-ci, ceux qui travaillent respectivement dans les secteurs privé, public ou semi-public :
Salariés :
– salariés du secteur privé ;
– salariés de la Fonction publique (État, collectivités locales, fonction publique hospitalière) ;
– salariés des entreprises publiques ou nationales et de la sécurité sociale.
Non-salariés :
– indépendants sans salarié ;
– employeurs ;
– aides familiaux.
• *SALARIÉS*
Sont classées dans ces postes toutes les personnes qui ont répondu affirmativement à la question « Êtes-vous salarié ? » et qui, n'étant pas chefs d'entreprise, n'ont pas été affectées aux postes « indépendants sans salarié » ou « employeurs ».
La répartition entre les cinq catégories de salariés décrites ci-dessous dépend de la nature de l'employeur.
a. Salariés du secteur privé
Sont classés dans ce poste les salariés rattachés à une entreprise qui apparaît en secteur privé dans le REE (Sirene), ou qui n'appartiennent pas à l'une des quatre autres catégories de salariés déterminées comme suit.
b. Salariés de l'État
Salariés, titulaires ou non (auxiliaires, contractuels, vacataires, etc.), des services de l'État et établissements ou organismes assimilés.
c. Salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM, etc.
Salariés, titulaires ou non des régions, départements, communes et des services ou organismes rattachés ou en émanant (syndicats de communes, régies, etc.) et des « organismes divers d'administration locale » de formes juridiques variées mais dont les ressources principales sont des transferts des collectivités territoriales.
d. Salariés de la Sécurité sociale.
Ce poste rassemble les salariés dont l'employeur est un régime de sécurité sociale.
e. Salariés des entreprises publiques ou nationales.
Salariés dont l'employeur est un des principaux établissements publics à caractère industriel ou commercial, une des principales sociétés nationales d'État, d'économie mixte ou leurs sociétés filiales.
• *NON-SALARIÉS (indépendants sans salarié, employeurs)*
La notion d'employeur ou d'indépendant est plus large que celle qui ressort de la réponse affirmative à la question : « Êtes-vous à votre compte ou chef d'entreprise ? » (exploitant agricole, artisan, commerçant, industriel, profession libérale, aide familial non salarié, etc.). Elle recouvre toutes les personnes établies à leur compte ou qui dirigent de droit – sans avoir besoin d'une délégation quelconque – une entreprise ou une société. Un gérant de société peut se déclarer salarié au recensement parce qu'il cumule un emploi salarié avec un mandat social ou parce que le Code des impôts lui permet de se déclarer tel. Néanmoins, il est considéré comme employeur ou indépendant dans le code « statut ».
On considère donc comme non-salariées les personnes déclarant les professions suivantes :
– gérant (majoritaire ou non) de SARL (société à responsabilité limitée) ;
– président-directeur général ;
– président de société anonyme ;
– directeur général de société anonyme ;
– associé de société en nom ;
– associé de société de fait ;
– commanditaire de société en commandite ;
– chef d'entreprise ;
– administrateur de société ;
– agent d'assurance dirigeant un cabinet ;
– associé d'un cabinet de groupe (professions libérales) ;
– président d'entreprise nationalisée ;
– associé de Gaec (agriculture) ;
ainsi que :
– les médecins ayant à la fois une activité libérale et salariée ;
– les avocats ;
– les gérants libres du commerce (mais les gérants salariés du commerce restent classés comme salariés).
La distinction entre indépendants sans salarié et employeurs résulte selon les cas de la réponse à la question : « Si vous êtes à votre compte ou chef d'entreprise, combien de salariés

employez-vous? » ou de l'examen du nombre de salariés dans l'entreprise dans le REE (Sirene). En l'absence de réponse et lorsque l'entreprise apparaît comme employant « moins de 10 salariés » dans le REE (Sirene), le statut a été classé « indépendants sans salarié ». C'est le plus vraisemblable ; cependant cette interprétation fait glisser un certain nombre d'employeurs négligents du statut d'employeur à celui d'indépendant sans salarié.

Type d'activité au recensement de 1999

Pour toute personne née en 1984 ou avant, le type d'activité correspond à l'une des rubriques suivantes :

1. Actifs :
– actifs ayant un emploi ;
– chômeurs ;
– militaires du contingent.
2. Inactifs :
– anciens actifs ;
– étudiants, élèves ou stagiaires non rémunérés (sauf ceux qui exercent simultanément une activité professionnelle) ;
– autres inactifs.
3. Actifs ayant un emploi :

sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant, qui ont déclaré : soit avoir un statut (salarié ou à son compte), soit un lieu de travail, soit être aide familial, soit avoir une situation particulière, soit enfin avoir une position professionnelle.

Remarque :
– les membres du clergé en activité font également partie des actifs ayant un emploi.

4. Chômeurs :

on considère comme chômeurs les personnes nées de 1925 à 1984 qui :
– soit se déclarent chômeurs sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle, ni avoir répondu qu'ils ne recherchaient pas d'emploi ;
– soit se déclarent « retraités, retirés des affaires, femmes au foyer, autres inactifs », tout en annonçant rechercher un emploi sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

5. Militaires du contingent :

à partir du recensement de 1990, les militaires du contingent font partie des actifs tout en restant dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle » dans la nomenclature des catégories socioprofessionnelles. Sont exclus de cette rubrique les militaires de carrière classés parmi les actifs ayant un emploi.

6. Anciens actifs :

sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1969 ou avant qui déclarent être retraitées ou retirées des affaires, n'avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle ni rechercher un emploi.

7. Étudiants, élèves, stagiaires non rémunérés :

sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant qui ont répondu au bulletin individuel particulier pour la catégorie des élèves, internes, ou qui ont répondu « élève, étudiant, stagiaire non rémunéré » sans être âgées de plus de 39 ans, ni avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

8. Autres inactifs :

sont classés dans cette rubrique les jeunes nés après 1984 et les détenus.

Sont également classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant qui déclarent être soit :
– femme au foyer ou autre inactif, sans avoir répondu à aucune des questions ni rechercher un emploi ;
– chômeur, sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle mais ayant répondu ne pas rechercher d'emploi ;
– étudiant, sans avoir répondu aux questions concernant l'activité professionnelle et ayant plus de 39 ans.

Remarque :
– les stagiaires rémunérés en stage de formation (dans un centre FPA, etc.), classés en autres inactifs au recensement de 1982 sont désormais classés parmi les actifs ayant un emploi ;
– les personnes en disponibilité sont considérées comme inactives.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » de l'Insee.

Organisme :

Insee.

Site Internet :

www.insee.fr

Publications Insee :

Généralités et méthodologie sur le recensement de 1999 :

Guide d'utilisation du recensement de la population 1999.
Tome 1 : Organisation générale du recensement de la population de 1999 ;
Tome 2 : Description du dénombrement ;
Tome 3 : Description des données de l'exploitation légère (principale) ;
Tome 4 : Description des traitements de l'exploitation légère (principale) ;
Tome 5 : Description des données de l'exploitation lourde (complémentaire) ;
Tome 6 : Description des traitements de l'exploitation lourde (complémentaire) ;
Tome 7 : Description des tableaux prédéfinis des exploitations statistiques ;
Tome 8 : Description des fichiers des exploitations statistiques ;
Tome 9 : Liste des tableaux des volumes thématiques ;
Tome 10 : Produits de diffusion.

Publications relatives au recensement de la population de 1999 :

• *Ouvrage de synthèse* :
– « Portrait de la France – Le recensement de 1999 ».
• *Tableaux statistiques* :
– « Populations légales » : fascicules départementaux, fascicule France, fascicule France synthèse (communes de 2000 habitants ou plus), cédérom France ;
– « Évolutions démographiques » : fascicules départementaux, fascicule France, cédérom France ;
– « Tableaux Références et Analyses - Exploitation principale » : fascicules départementaux, fascicule France ;
– « Tableaux Références et Analyses - Exploitation complémentaire » : fascicules régionaux, fascicule France, cédérom France ;
– « Circonscriptions législatives – Tableaux Analyses – Exploitations principale et complémentaire » ;
– « Tableaux Thématiques – Exploitation complémentaire » ;
– « Tableaux à la demande, sur des territoires personnalisés » : tableaux Références, tableaux Analyses, tableaux Mobilités.
• *Bases de données locales* :
– « Les bases de données locales – Populations légales » : cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Évolutions démographiques » : cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Territoires...L'information supra-communale » : Profils – cédérom France, Analyses cédérom ;
– « Les bases de données locales – Communes... L'information communale » : Références – cédérom France, Profils – cédérom départemental, Profils – cédérom France par thème, Profils – cédérom France tous thèmes ;
– « Les bases de données locales – Communes...Les bases de données thématiques à la demande » : Analyses – cédérom départemental, Mobilités ;

– « Les bases de données locales – Iris…L'information infra-communale » : Références – cédérom France, Analyses – cédérom départemental, Profils – cédérom départemental, Profils – cédérom France par thème, cédérom France tous thèmes ;
– « Les bases de données locales – Îlots…L'information infra-communale » : Îlots…15 – cédérom départemental, cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Les outils pour l'analyse infra-communale » : Contours…Iris et Contours…Îlots, Correspondances…Iris-Îlots, Correspondances…Adresse, cédéroms.

• *Fichier détail*
– « Fichier Détail…Logements » : cédérom régional, cédérom France ;
– « Fichier Détail…Individus et Logements » : cédérom ;
– « Fichier d'études de données individuelles anonymes issues du sondage au 1/20ème » : cédérom.

• *Cartes et graphiques*
– « La fiche profil et la fiche cartographique ».

• *Insee-Première (dernières parutions)* :
– « Recensement de la population 1999 : les migrations en France entre 1990 et 1999 – les régions de l'ouest de plus en plus attractives », n° 758, février 2001 ;
– « Le zonage en aires urbaines en 1999, 4 millions d'habitants en plus dans les aires urbaines » n° 765, avril 2001 ;
– « Les grandes villes françaises étendent leur influence » n° 766, avril 2001 ;
– « Recensement de la population 1999, les déplacements domicile-travail », n° 767, avril 2001 ;
– « Recensement de la population de 1999 : la scolarisation des moins de 18 ans », n° 787, juillet 2001 ;
– « Recensement de la population de 1999 : 7,4 millions de personnes vivent seules en 1999 », n° 788, juillet 2001 ;
– « Recensement de la population de 1999 : des ménages de plus en plus petits », n° 789, juillet 2001 ;
– « Recensement de la population de 1999 : l'espace des métiers de 1990 à 1999 », n° 790, juillet 2001 ;
– « Recensement de la population de 1999 : de plus en plus de femmes immigrées sur le marché du travail », n° 791, juillet 2001 ;
– « Recensement de la population de 1999 : les métiers se redéploient sur le territoire métropolitain », n° 792, juillet 2001 ;
– « Projections régionales de population pour 2030 : l'impact des migrations », n° 805, septembre 2001 ;
– « Les zones urbaines sensibles : forte progression du chômage entre 1990 et 1999 », n° 835, mars 2002.

• *Insee-Méthodes :*
– « Le recensement de la population 1999. Préparation », nos 79-80, octobre 1998.

Autres :

• *Insee-Première :*
– « Enquêtes annuelles de recensement : résultats de la collecte 2004 - Des changements de région plus fréquents qui bénéficient aux régions du sud et de l'ouest », n° 1028, juillet 2005 ;
– « Recensement de la population à Wallis et Futuna : 14 944 habitants au 22 juillet 2003 », n° 1013, avril 2005 ;
– « Bilan démographique 2004 - Nette diminution des décès », n° 1004, février 2005 ;
– « Enquêtes annuelles de recensement : premiers résultats de la collecte 2004 - Principales caractéristiques de la population et des logements », n° 1001, janvier 2005 ;
– « Enquêtes annuelles de recensement : premiers résultats de la collecte 2004 - 62 millions d'habitants en France au 1er janvier 2004 », n° 1000, janvier 2005.

• *Insee-Références :*
– « Données Sociales », Édition 2006, à paraître.

• *Insee-Résultats, série Société :*
– « Le recensement à Wallis et Futuna », à paraître ;
– « La situation démographique en 2003 - Mouvement de la population », n° 41, septembre 2005 ;
– « Recensement général de la population et des logements de la collectivité départementale de Mayotte (30 juillet 2002) », n° 28, avril 2004 ;
– « Images de la population de Wallis et Futuna - Principaux résultats du recensement de 1996 », n° 79, novembre 2000 ;
– « Résultats du recensement général de la population de la Polynésie française du 3 septembre 1996, premier volume », nos 77-78, mars 2000.

• *Insee-Méthodes :*
– « Le modèle de projection démographique Omphale 2000 », Joël Dekneudt, n° 112, à paraître ;
– « Les zonages : enjeux et méthodes », n° 83, janvier 1999.

• *Insee-Synthèses* :
– « Les tendances régionales 1999 », nos 36-37, juillet 2000.

TABLEAU B.01-1

Population totale par groupe d'âges au 1er janvier

Évaluation provisoire basée sur les résultats de l'enquête de recensement 2004

Source : Insee

Année	Population au 1er janvier (milliers)	Âge moyen	Âge médian (1)	Nombre de femmes pour 100 hommes	Répartition par groupe d'âges pour 100 personnes de			
					0 à 19 ans	20 à 59 ans	60 ans ou plus	*dont* : 75 ans ou plus
1975	52 600,0	35,02	31,56	104,13	32,11	49,50	18,39	5,05
1980	53 731,4	35,67	32,21	104,74	30,56	52,40	17,04	5,73
1985	55 157,3	36,20	33,45	105,12	29,17	52,76	18,07	6,27
1990	56 577,0	36,88	34,67	105,40	27,78	53,19	19,02	6,78
1995	57 752,5	37,82	36,11	105,69	26,12	53,80	20,08	6,12
1998	58 299,0	38,39	37,02	105,88	25,78	53,76	20,46	6,85
1999	58 496,6	38,57	37,25	105,93	25,67	53,77	20,55	7,04
2000 *r*	58 796,5	38,72	37,50	105,92	25,56	53,82	20,62	7,22
2001 *r*	59 143,1	38,86	37,80	105,90	25,40	53,98	20,62	7,39
2002 *r*	59 500,7	39,00	38,04	105,88	25,24	54,18	20,57	7,57
2003 *r*	59 855,8	39,15	38,35	105,85	25,09	54,30	20,61	7,73
2004 *r*	60 200,0	39,29	38,56	105,81	25,02	54,31	20,67	7,87
2005 *p*	60 561,2	39,46	38,75	105,82	24,91	54,28	20,81	8,05

(1) L'âge médian : 50 % de la population est plus jeune, 50 % plus âgée.

TABLEAU B.01-2

Population des États de l'Union européenne par sexe et groupe d'âges au 1er janvier 2004

Source : Eurostat — *Unité* : Millier

Pays	Population	Hommes				Femmes			
		Ensemble	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Ensemble	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +
U E (à 25)									
Allemagne	82 531,7	40 356,0	8 671,8	25 696,6	5 987,6	42 175,7	8 232,5	25 070,7	8 872,4
Autriche *p*	8 140,1	3 949,8	929,0	2 528,2	492,7	4 190,3	882,9	2 535,6	771,8
Belgique	10 396,4	5 087,2	1 230,6	3 120,6	736,0	5 309,2	1 177,9	3 087,2	1 044,1
Danemark	5 397,6	2 670,1	673,1	1 655,2	341,9	2 727,5	639,6	1 625,2	462,7
Espagne	42 345,3	20 802,0	4 371,5	13 414,9	3 015,6	21 543,3	4 142,3	13 272,8	4 128,2
Finlande	5 219,7	2 552,9	633,1	1 598,6	321,2	2 666,8	606,8	1 568,1	492,0
France	**60 200,0**	**29 250,4**	**7 699,9**	**17 528,1**	**4 022,4**	**30 949,6**	**7 359,6**	**17 783,4**	**5 806,6**
Grèce	11 040,7	5 464,4	1 151,9	3 433,8	878,7	5 576,3	1 080,5	3 403,8	1 091,9
Irlande *e*	4 027,7	2 002,8	586,0	1 220,7	196,1	2 025,0	557,1	1 215,0	252,8
Italie *e*	57 888,2	28 068,6	5 705,7	17 766,3	4 596,6	29 819,6	5 405,9	17 888,2	6 525,6
Luxembourg	451,6	223,0	56,8	140,3	26,0	228,6	53,8	137,1	37,7
Pays-Bas	16 258,0	8 045,9	2 040,7	5 062,9	942,3	8 212,1	1 946,8	4 956,5	1 308,8
Portugal *e*	10 474,7	5 066,3	1 159,9	3 169,8	736,6	5 408,4	1 104,9	3 278,6	1 024,8
Royaume-Uni	59 673,1	29 177,7	7 573,8	17 538,1	4 065,9	30 495,4	7 198,3	17 816,8	5 480,3
Suède	8 975,7	4 446,7	1 104,8	2 680,3	661,6	4 529,0	1 047,5	2 601,8	879,7
Chypre	730,4	359,2	104,0	216,4	38,9	371,1	98,7	224,4	48,0
Estonie	1 351,1	622,5	165,5	384,4	72,6	728,7	157,4	424,7	146,5
Hongrie	10 116,7	4 804,1	1 148,7	3 080,9	574,5	5 312,6	1 096,8	3 223,2	992,6
Lettonie	2 319,2	1 068,3	277,4	668,8	122,1	1 250,9	265,6	731,9	253,3
Lituanie	3 445,9	1 608,7	453,3	977,7	177,7	1 837,2	432,7	1 064,3	340,2
Malte	399,9	198,1	52,1	124,1	21,9	201,8	49,2	122,4	30,2
Pologne	38 190,6	18 486,4	4 957,9	11 655,0	1 873,5	19 704,2	4 728,0	11 898,4	3 077,8
République tchèque	10 211,4	4 974,7	1 137,6	3 285,3	551,8	5 236,7	1 080,9	3 284,4	871,4
Slovaquie	5 380,1	2 611,1	701,6	1 677,0	232,5	2 768,9	670,5	1 710,6	387,8
Slovénie	1 996,4	976,8	215,7	648,3	112,8	1 019,6	204,5	627,9	187,3

TABLEAU B.01-3

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 2003

Évaluation provisoire basée sur les résultats de l'enquête de recensement 2004

Source : Insee

Année de naissance	Âge en années révolues	Ensemble	Hommes					Femmes				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
2002	0	**758 888**	**388 301**	388 301	–	–	–	**370 587**	370 587	–	–	–
2001	1	**766 702**	**391 650**	391 650	–	–	–	**375 052**	375 052	–	–	–
2000	2	**771 603**	**395 096**	395 096	–	–	–	**376 507**	376 507	–	–	–
1999	3	**743 837**	**380 994**	380 994	–	–	–	**362 843**	362 843	–	–	–
1998	4	**726 758**	**371 432**	371 432	–	–	–	**355 326**	355 326	–	–	–
2002 - 1998	**0 - 4**	**3 767 788**	**1 927 473**	**1 927 473**	**–**	**–**	**–**	**1 840 315**	**1 840 315**	**–**	**–**	**–**
1997	5	**715 436**	**366 879**	366 879	–	–	–	**348 557**	348 557	–	–	–
1996	6	**727 014**	**372 612**	372 612	–	–	–	**354 402**	354 402	–	–	–
1995	7	**720 533**	**368 645**	368 645	–	–	–	**351 888**	351 888	–	–	–
1994	8	**707 427**	**362 035**	362 035	–	–	–	**345 392**	345 392	–	–	–
1993	9	**705 055**	**360 745**	360 745	–	–	–	**344 310**	344 310	–	–	–
1997 - 1993	**5 - 9**	**3 575 465**	**1 830 916**	**1 830 916**	**–**	**–**	**–**	**1 744 549**	**1 744 549**	**–**	**–**	**–**
1992	10	**739 329**	**378 852**	378 852	–	–	–	**360 477**	360 477	–	–	–
1991	11	**755 722**	**387 348**	387 348	–	–	–	**368 374**	368 374	–	–	–
1990	12	**764 389**	**391 788**	391 788	–	–	–	**372 601**	372 601	–	–	–
1989	13	**771 445**	**394 071**	394 071	–	–	–	**377 374**	377 374	–	–	–
1988	14	**775 227**	**396 557**	396 557	–	–	–	**378 670**	378 668	2	–	–
1992 - 1988	**10 14**	**3 806 112**	**1 948 616**	**1 948 616**	**–**	**–**	**–**	**1 857 496**	**1 857 494**	**2**	**–**	**–**
1987	15	**776 655**	**396 565**	396 565	–	–	–	**380 090**	380 080	9	1	–
1986	16	**787 709**	**402 013**	402 013	–	–	–	**385 696**	385 550	136	6	4
1985	17	**776 290**	**396 307**	396 298	8	–	1	**379 983**	379 531	442	5	5
1984	18	**770 824**	**392 461**	392 373	88	–	–	**378 363**	376 711	1 628	9	15
1983	19	**756 407**	**384 626**	384 176	445	3	2	**371 781**	367 814	3 920	8	39
1987 - 1983	**15 - 19**	**3 867 885**	**1 971 972**	**1 971 425**	**541**	**3**	**3**	**1 895 913**	**1 889 686**	**6 135**	**29**	**63**
1982	20	**800 452**	**406 664**	405 274	1 370	4	16	**393 788**	385 772	7 879	18	119
1981	21	**809 255**	**410 291**	406 823	3 422	5	41	**398 964**	384 434	14 152	31	347
1980	22	**807 804**	**407 820**	400 888	6 842	9	81	**399 984**	375 210	24 044	53	677
1979	23	**763 833**	**384 901**	372 414	12 205	14	268	**378 932**	341 896	35 870	72	1 094
1978	24	**741 668**	**372 667**	350 662	21 473	16	516	**369 001**	315 286	51 742	123	1 850
1982 - 1978	**20 - 24**	**3 923 012**	**1 982 343**	**1 936 061**	**45 312**	**48**	**922**	**1 940 669**	**1 802 598**	**133 687**	**297**	**4 087**
1977	25	**746 922**	**375 944**	339 982	34 984	24	954	**370 978**	289 541	78 250	194	2 993
1976	26	**723 656**	**363 479**	310 715	51 132	50	1 582	**360 177**	254 501	101 007	375	4 294
1975	27	**743 430**	**372 912**	291 878	78 425	80	2 529	**370 518**	237 175	126 462	620	6 261
1974	28	**794 879**	**398 108**	286 756	107 197	125	4 030	**396 771**	231 301	155 909	705	8 856
1973	29	**845 063**	**423 538**	280 019	136 805	168	6 546	**421 525**	224 475	183 956	850	12 244
1977 - 1973	**25 - 29**	**3 853 950**	**1 933 981**	**1 509 350**	**408 543**	**447**	**15 641**	**1 919 969**	**1 236 993**	**645 584**	**2 744**	**34 648**
1972	30	**869 970**	**435 751**	264 525	162 031	265	8 930	**434 219**	211 951	205 961	1 125	15 182
1971	31	**875 112**	**437 807**	244 892	180 844	325	11 746	**437 305**	196 652	220 916	1 329	18 408
1970	32	**854 800**	**427 653**	220 441	192 768	352	14 092	**427 147**	176 362	228 058	1 567	21 160
1969	33	**851 915**	**425 202**	199 369	208 124	447	17 262	**426 713**	160 747	238 827	1 845	25 294
1968	34	**844 277**	**420 396**	184 893	215 470	500	19 533	**423 881**	149 958	243 651	2 127	28 145
1972 - 1968	**30 - 34**	**4 296 074**	**2 146 809**	**1 114 120**	**959 237**	**1 889**	**71 563**	**2 149 265**	**895 670**	**1 137 413**	**7 993**	**108 189**
1967	35	**846 249**	**421 083**	174 027	224 121	588	22 347	**425 166**	142 284	249 320	2 481	31 081
1966	36	**873 243**	**434 174**	169 112	238 429	682	25 951	**439 069**	137 397	263 143	2 977	35 552
1965	37	**874 358**	**434 322**	159 312	245 167	846	28 997	**440 036**	128 357	268 773	3 441	39 465
1964	38	**892 918**	**442 204**	151 695	257 305	1 017	32 187	**450 714**	122 371	280 232	4 118	43 993
1963	39	**882 212**	**436 243**	141 561	259 319	1 117	34 246	**445 969**	112 142	281 860	4 733	47 234
1967 - 1963	**35 - 39**	**4 368 980**	**2 168 026**	**795 707**	**1 224 341**	**4 250**	**143 728**	**2 200 954**	**642 551**	**1 343 328**	**17 750**	**197 325**
1962	40	**854 750**	**422 414**	127 646	257 030	1 308	36 430	**432 336**	100 427	277 177	5 360	49 372
1961	41	**864 361**	**426 505**	121 023	264 327	1 473	39 682	**437 856**	94 474	283 998	6 169	53 215
1960	42	**857 335**	**422 693**	111 867	267 481	1 756	41 589	**434 642**	86 575	285 347	6 967	55 753
1959	43	**862 828**	**425 002**	102 634	275 063	2 096	45 209	**437 826**	79 517	290 101	8 335	59 873
1958	44	**841 482**	**413 644**	92 933	271 537	2 315	46 859	**427 838**	71 815	285 956	9 224	60 843
1962 - 1958	**40 - 44**	**4 280 756**	**2 110 258**	**556 103**	**1 335 438**	**8 948**	**209 769**	**2 170 498**	**432 808**	**1 422 579**	**36 055**	**279 056**
1957	45	**846 668**	**416 572**	86 645	278 319	2 487	49 121	**430 096**	66 473	289 704	10 488	63 431
1956	46	**839 758**	**412 778**	79 368	280 107	2 820	50 483	**426 980**	60 822	290 065	11 740	64 353
1955	47	**834 823**	**409 567**	71 776	283 052	3 214	51 525	**425 256**	56 419	290 197	12 909	65 731
1954	48	**839 586**	**413 241**	67 086	289 439	3 688	53 028	**426 345**	52 599	292 552	14 472	66 722
1953	49	**823 724**	**406 008**	61 248	288 234	3 987	52 539	**417 716**	48 740	287 671	15 717	65 588
1957 - 1953	**45 - 49**	**4 184 559**	**2 058 166**	**366 123**	**1 419 151**	**16 196**	**256 696**	**2 126 393**	**285 053**	**1 450 189**	**65 326**	**325 825**
1952	50	**836 725**	**413 023**	58 196	297 165	4 508	53 154	**423 702**	46 254	293 757	17 445	66 246
1951	51	**824 655**	**407 579**	53 824	295 965	4 910	52 880	**417 076**	43 212	289 209	19 082	65 573
1950	52	**854 385**	**423 632**	52 073	312 035	5 577	53 947	**430 753**	41 637	300 315	21 806	66 995
1949	53	**846 067**	**419 499**	46 732	314 582	6 141	52 044	**426 568**	38 146	297 864	24 443	66 115
1948	54	**844 150**	**420 265**	43 466	319 495	6 723	50 581	**423 885**	35 823	297 677	27 040	63 345
1952 - 1948	**50 - 54**	**4 205 982**	**2 083 998**	**254 291**	**1 539 242**	**27 859**	**262 606**	**2 121 984**	**205 072**	**1 478 822**	**109 816**	**328 274**

TABLEAU B.01-3 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 2003

Évaluation provisoire basée sur les résultats de l'enquête de recensement 2004

Source : Insee

Année de naissance	Âge en années révolues	Ensemble	Hommes					Femmes				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1947	55	**830 946**	**412 896**	39 453	316 474	7 197	49 772	**418 050**	33 610	294 410	29 232	60 798
1946	56	**790 877**	**392 540**	36 205	303 365	7 495	45 475	**398 337**	30 272	281 016	31 100	55 949
1945	57	**598 550**	**296 803**	26 060	230 966	6 252	33 525	**301 747**	22 460	211 720	26 482	41 085
1944	58	**593 397**	**293 126**	24 432	230 355	6 815	31 524	**300 271**	21 399	210 237	29 424	39 211
1943	59	**577 364**	**285 268**	22 680	225 769	7 115	29 704	**292 096**	19 979	204 094	31 380	36 643
1947 - 1943	**55 - 59**	**3 391 134**	**1 680 633**	**148 830**	**1 306 929**	**34 874**	**190 000**	**1 710 501**	**127 720**	**1 201 477**	**147 618**	**233 686**
1942	60	**536 817**	**264 950**	20 932	210 658	7 136	26 224	**271 867**	18 387	188 422	32 175	32 883
1941	61	**485 398**	**238 549**	18 981	189 613	7 175	22 780	**246 849**	16 311	170 415	32 208	27 915
1940	62	**504 894**	**246 182**	19 697	196 532	8 036	21 917	**258 712**	16 879	177 052	37 475	27 306
1939	63	**535 164**	**257 298**	21 215	205 714	9 378	20 991	**277 866**	17 695	188 264	44 871	27 036
1938	64	**526 902**	**251 888**	20 880	201 560	10 097	19 351	**275 014**	17 791	183 151	48 694	25 378
1942 - 1938	**60 - 64**	**2 589 175**	**1 258 867**	**101 705**	**1 004 077**	**41 822**	**111 263**	**1 330 308**	**87 063**	**907 304**	**195 423**	**140 518**
1937	65	**523 477**	**248 111**	20 745	198 349	10 859	18 158	**275 366**	17 269	181 110	53 355	23 632
1936	66	**526 516**	**247 717**	20 967	198 248	11 881	16 621	**278 799**	17 763	179 199	59 431	22 406
1935	67	**516 927**	**239 747**	20 466	191 326	12 649	15 306	**277 180**	17 703	174 006	64 539	20 932
1934	68	**531 513**	**244 522**	20 409	195 212	14 184	14 717	**286 991**	18 509	175 174	72 844	20 464
1933	69	**513 008**	**233 198**	19 611	185 564	14 806	13 217	**279 810**	18 282	165 194	77 429	18 905
1937 - 1933	**65 - 69**	**2 611 441**	**1 213 295**	**102 198**	**968 699**	**64 379**	**78 019**	**1 398 146**	**89 526**	**874 683**	**327 598**	**106 339**
1932	70	**527 290**	**236 890**	19 501	188 360	16 597	12 432	**290 400**	19 446	166 057	86 502	18 395
1931	71	**516 679**	**228 718**	19 250	180 875	17 290	11 303	**287 961**	19 778	158 695	92 220	17 268
1930	72	**512 593**	**223 868**	18 851	175 868	18 705	10 444	**288 725**	20 297	152 379	99 708	16 341
1929	73	**481 676**	**208 140**	17 156	162 622	19 272	9 090	**273 536**	19 613	136 788	102 624	14 511
1928	74	**469 832**	**199 323**	16 151	155 365	19 893	7 914	**270 509**	19 222	128 516	109 122	13 649
1932 - 1928	**70 - 74**	**2 508 070**	**1 096 939**	**90 909**	**863 090**	**91 757**	**51 183**	**1 411 131**	**98 356**	**742 435**	**490 176**	**80 164**
1927	75	**450 623**	**188 676**	14 488	146 292	20 758	7 138	**261 947**	19 177	117 509	112 791	12 470
1926	76	**439 973**	**180 577**	13 882	138 543	21 723	6 429	**259 396**	19 327	108 431	119 749	11 889
1925	77	**423 599**	**170 113**	13 647	128 861	21 905	5 700	**253 486**	19 381	98 754	124 054	11 297
1924	78	**401 958**	**157 908**	12 296	118 286	22 400	4 926	**244 050**	18 798	87 986	126 934	10 332
1923	79	**384 061**	**148 564**	10 951	110 216	23 015	4 382	**235 497**	18 389	77 728	129 778	9 602
1927 - 1923	**75 - 79**	**2 100 214**	**845 838**	**65 264**	**642 198**	**109 801**	**28 575**	**1 254 376**	**95 072**	**490 408**	**613 306**	**55 590**
1922	80	**367 221**	**139 192**	9 931	101 863	23 598	3 800	**228 029**	17 432	68 684	132 800	9 113
1921	81	**360 054**	**133 853**	9 342	96 148	24 762	3 601	**226 201**	16 937	61 651	138 868	8 745
1920	82	**339 018**	**123 358**	7 726	87 732	24 881	3 019	**215 660**	15 607	51 582	140 415	8 056
1919	83	**195 277**	**69 491**	5 378	47 123	15 087	1 903	**125 786**	9 801	26 255	84 892	4 838
1918	84	**153 212**	**51 624**	3 085	34 443	12 866	1 230	**101 588**	7 585	18 343	71 987	3 673
1922 - 1918	**80 - 84**	**1 414 782**	**517 518**	**35 462**	**367 309**	**101 194**	**13 553**	**897 264**	**67 362**	**226 515**	**568 962**	**34 425**
1917	85	**124 423**	**40 544**	2 635	26 135	10 872	902	**83 879**	6 193	13 025	61 570	3 091
1916	86	**105 151**	**33 169**	2 093	20 492	9 924	660	**71 982**	5 533	9 496	54 413	2 540
1915	87	**115 624**	**34 985**	2 254	20 619	11 437	675	**80 639**	6 286	8 876	62 808	2 669
1914	88	**155 879**	**45 233**	2 801	25 456	16 186	790	**110 646**	8 331	10 597	88 226	3 492
1913	89	**133 514**	**37 701**	2 400	19 520	15 086	695	**95 813**	7 341	7 559	77 927	2 986
1917 - 1913	**85 - 89**	**634 591**	**191 632**	**12 183**	**112 222**	**63 505**	**3 722**	**442 959**	**33 684**	**49 553**	**344 944**	**14 778**
1912	90	**113 374**	**30 299**	2 011	14 449	13 301	538	**83 075**	6 572	5 356	68 622	2 525
1911	91	**88 062**	**22 349**	1 540	9 734	10 671	404	**65 713**	5 424	3 471	54 960	1 858
1910	92	**73 208**	**17 472**	1 298	6 915	8 971	288	**55 736**	4 571	2 345	47 338	1 482
1909	93	**55 974**	**12 349**	859	4 171	7 185	134	**43 625**	3 605	1 435	37 433	1 152
1908	94	**42 884**	**9 115**	691	2 485	5 860	79	**33 769**	3 066	886	28 972	845
1912 - 1908	**90 - 94**	**373 502**	**91 584**	**6 399**	**37 754**	**45 988**	**1 443**	**281 918**	**23 238**	**13 493**	**237 325**	**7 862**
1907	95	**31 309**	**6 353**	523	1 405	4 370	55	**24 956**	2 450	580	21 399	527
1906	96	**23 009**	**4 351**	380	714	3 190	67	**18 658**	2 000	395	15 857	406
1905	97	**16 002**	**2 915**	321	294	2 274	26	**13 087**	1 500	232	11 122	233
1904	98	**11 309**	**2 055**	308	53	1 689	5	**9 254**	1 023	137	7 933	161
1903	99	**7 827**	**1 232**	254	–	966	12	**6 595**	841	93	5 568	93
1907 - 1903	**95 - 99**	**89 456**	**16 906**	**1 786**	**2 466**	**12 489**	**165**	**72 550**	**7 814**	**1 437**	**61 879**	**1 420**
1902	100	**5 122**	**774**	154	–	603	17	**4 348**	575	58	3 617	98
1901	101	**3 909**	**780**	227	–	527	26	**3 129**	485	55	2 527	62
1900	102	**2 218**	**476**	180	–	284	12	**1 742**	326	24	1 349	43
1899	103	**695**	**43**	16	–	25	2	**652**	104	–	548	–
1898	104	**379**	**55**	7	–	48	–	**324**	64	–	259	1
1902 - 1898	**100 - 104**	**12 323**	**2 128**	**584**	**–**	**1 487**	**57**	**10 195**	**1 554**	**137**	**8 300**	**204**
1897 ou avant	105 ou +	**572**	**83**	30	4	49	–	**489**	83	5	401	–
Population Totale		**59 855 823**	**29 077 981**	**14 775 535**	**12 236 553**	**626 985**	**1 438 908**	**30 777 842**	**13 464 261**	**12 125 186**	**3 235 942**	**1 952 453**

TABLEAU B.01-4

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 2005

Évaluation provisoire basée sur les résultats de l'enquête de recensement 2004

Source : Insee

Année de naissance	Âge révolu	**Ensemble**	Hommes	Femmes	Année de naissance	Âge révolu	**Ensemble**	Hommes	Femmes
2004	0	**761 009**	389 719	371 290	1949	55	**838 925**	414 415	424 510
2003	1	**758 133**	387 199	370 934	1948	56	**836 573**	414 821	421 752
2002	2	**758 670**	387 896	370 774	1947	57	**822 505**	406 827	415 678
2001	3	**769 478**	392 897	376 581	1946	58	**782 305**	386 388	395 917
2000	4	**775 926**	397 230	378 696	1945	59	**591 760**	292 050	299 710
2004 - 2000	**0 - 4**	**3 823 216**	**1 954 941**	**1 868 275**	**1949 - 1945**	**55 - 59**	**3 872 068**	**1 914 501**	**1 957 567**
1999	5	**748 002**	383 113	364 889	1944	60	**585 803**	287 804	297 999
1998	6	**730 715**	373 476	357 239	1943	61	**569 502**	279 787	289 715
1997	7	**719 750**	369 099	350 651	1942	62	**528 913**	259 418	269 495
1996	8	**731 414**	374 902	356 512	1941	63	**477 553**	233 068	244 485
1995	9	**725 080**	371 067	354 013	1940	64	**495 771**	239 903	255 868
1999 - 1995	**5 - 9**	**3 654 961**	**1 871 657**	**1 783 304**	**1944 - 1940**	**60 - 64**	**2 657 542**	**1 299 980**	**1 357 562**
1994	10	**712 183**	364 525	347 658	1939	65	**524 655**	250 130	274 525
1993	11	**710 000**	363 319	346 681	1938	66	**515 674**	244 194	271 480
1992	12	**744 548**	381 509	363 039	1937	67	**511 230**	239 860	271 370
1991	13	**761 029**	389 983	371 046	1936	68	**513 420**	239 053	274 367
1990	14	**769 647**	394 408	375 239	1935	69	**502 439**	230 135	272 304
1994 - 1990	**10 - 14**	**3 697 407**	**1 893 744**	**1 803 663**	**1939 - 1935**	**65 - 69**	**2 567 418**	**1 203 372**	**1 364 046**
1989	15	**776 543**	396 393	380 150	1934	70	**515 108**	233 653	281 455
1988	16	**780 553**	398 760	381 793	1933	71	**495 591**	221 858	273 733
1987	17	**781 774**	398 633	383 141	1932	72	**507 817**	224 397	283 420
1986	18	**792 551**	403 657	388 894	1931	73	**495 595**	215 452	280 143
1985	19	**778 968**	396 114	382 854	1930	74	**489 623**	209 452	280 171
1989 - 1985	**15 - 19**	**3 910 389**	**1 993 557**	**1 916 832**	**1934 - 1930**	**70 - 74**	**2 503 734**	**1 104 812**	**1 398 922**
1984	20	**770 355**	389 965	380 390	1929	75	**458 015**	193 542	264 473
1983	21	**754 045**	380 700	373 345	1928	76	**444 207**	183 901	260 306
1982	22	**798 397**	403 240	395 157	1927	77	**422 963**	172 169	250 794
1981	23	**809 056**	408 419	400 637	1926	78	**410 888**	163 670	247 218
1980	24	**809 381**	407 447	401 934	1925	79	**392 284**	152 553	239 731
1984 - 1980	**20 - 24**	**3 941 234**	**1 989 771**	**1 951 463**	**1929 - 1925**	**75 - 79**	**2 128 357**	**865 835**	**1 262 522**
1979	25	**766 820**	385 734	381 086	1924	80	**369 046**	139 894	229 152
1978	26	**745 942**	374 620	371 322	1923	81	**349 002**	129 876	219 126
1977	27	**752 759**	378 851	373 908	1922	82	**329 921**	120 014	209 907
1976	28	**732 737**	366 703	366 034	1921	83	**319 236**	113 576	205 660
1975	29	**754 181**	377 519	376 662	1920	84	**295 286**	102 310	192 976
1979 - 1975	**25 - 29**	**3 752 439**	**1 883 427**	**1 869 012**	**1924 - 1920**	**80 - 84**	**1 662 491**	**605 670**	**1 056 821**
1974	30	**805 597**	403 973	401 624	1919	85	**167 961**	56 870	111 091
1973	31	**855 871**	429 450	426 421	1918	86	**128 316**	40 660	87 656
1972	32	**879 617**	441 101	438 516	1917	87	**102 020**	31 030	70 990
1971	33	**883 399**	442 317	441 082	1916	88	**84 158**	24 774	59 384
1970	34	**861 342**	431 043	430 299	1915	89	**89 610**	24 992	64 618
1974 - 1970	**30 - 34**	**4 285 826**	**2 147 884**	**2 137 942**	**1919 - 1915**	**85 - 89**	**572 065**	**178 326**	**393 739**
1969	35	**857 489**	427 785	429 704	1914	90	**118 051**	31 727	86 324
1968	36	**848 623**	422 166	426 457	1913	91	**96 839**	25 150	71 689
1967	37	**849 829**	422 307	427 522	1912	92	**79 576**	19 406	60 170
1966	38	**876 003**	434 891	441 112	1911	93	**59 379**	13 810	45 569
1965	39	**876 676**	434 804	441 872	1910	94	**47 082**	10 312	36 770
1969 - 1965	**35 - 39**	**4 308 620**	**2 141 953**	**2 166 667**	**1914 - 1910**	**90 - 94**	**400 927**	**100 405**	**300 522**
1964	40	**894 259**	442 081	452 178	1909	95	**33 901**	6 779	27 122
1963	41	**882 669**	435 618	447 051	1908	96	**25 060**	4 759	20 301
1962	42	**854 655**	421 597	433 058	1907	97	**17 309**	3 187	14 122
1961	43	**863 574**	425 326	438 248	1906	98	**12 135**	2 033	10 102
1960	44	**855 689**	421 035	434 654	1905	99	**8 087**	1 321	6 766
1964 - 1960	**40 - 44**	**4 350 846**	**2 145 657**	**2 205 189**	**1909 - 1905**	**95 - 99**	**96 492**	**18 079**	**78 413**
1959	45	**860 573**	423 009	437 564	1904	100	**5 673**	961	4 712
1958	46	**838 879**	411 504	427 375	1903	101	**3 831**	582	3 249
1957	47	**843 294**	413 957	429 337	1902	102	**2 488**	393	2 095
1956	48	**835 756**	409 788	425 968	1901	103	**2 269**	584	1 685
1955	49	**830 451**	406 335	424 116	1900	104	**1 273**	347	926
1959 - 1955	**45 - 49**	**4 208 953**	**2 064 593**	**2 144 360**	**1904 - 1900**	**100 - 104**	**15 534**	**2 867**	**12 667**
1954	50	**834 766**	409 724	425 042	1899 ou av	105 ou +	**449**	68	381
1953	51	**818 391**	402 223	416 168					
1952	52	**830 852**	408 936	421 916	**Population totale**		**60 561 200**	**29 424 051**	**31 137 149**
1951	53	**818 603**	403 281	415 322	**Moins de 20 ans**		**15 085 973**	**7 713 899**	**7 372 074**
1950	54	**847 620**	418 788	428 832	**de 20 à 64 ans**		**35 527 760**	**17 630 718**	**17 897 042**
1954 - 1950	**50 - 54**	**4 150 232**	**2 042 952**	**2 107 280**	**65 ans ou plus**		**9 947 467**	**4 079 434**	**5 868 033**

TABLEAU B.01-5

Population totale par sexe et groupe d'âges en 1982, 1990 et 1999 - France entière

Source : Insee (Recensements de la population)

Groupe d'âges	1982			1990			1999		
	Ensemble	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes
France métropolitaine	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**	**58 520 688**	**28 419 419**	**30 101 269**
Moins de 20 ans	**15 594 780**	7 980 256	7 614 524	**14 991 528**	7 666 883	7 324 645	**14 381 440**	7 358 257	7 023 183
20 à 39 ans	**16 445 472**	8 320 652	8 124 820	**17 148 846**	8 586 258	8 562 588	**16 467 740**	8 228 417	8 239 323
40 à 59 ans	**12 218 604**	6 082 932	6 135 672	**13 210 132**	6 611 292	6 598 840	**15 193 381**	7 548 685	7 644 696
60 à 74 ans	**6 478 304**	2 888 248	3 590 056	**7 256 296**	3 301 003	3 955 293	**7 973 216**	3 672 160	4 301 056
75 ans ou plus	**3 558 452**	1 215 568	2 342 884	**4 045 153**	1 399 620	2 645 533	**4 504 911**	1 611 900	2 893 011
Départements d'outre-mer	**1 242 529**	**609 972**	**632 557**	**1 459 249**	**717 120**	**742 129**	**1 666 517**	**810 095**	**856 422**
Guadeloupe	**327 002**	160 112	166 890	**387 034**	189 187	197 847	**422 222**	203 146	219 076
Guyane	**73 012**	38 448	34 564	**114 808**	59 799	55 009	**156 790**	78 963	77 827
Martinique	**326 717**	158 415	168 302	**359 579**	173 878	185 701	**381 325**	180 910	200 415
Réunion	**515 798**	252 997	262 801	**597 828**	294 256	303 572	**706 180**	347 076	359 104

TABLEAU B.01-6

Population totale des départements et collectivités d'outre-mer par sexe et groupe d'âges

Source : Insee (Recensements de la population)

Départements et collectivités d'outre-mer	**Total**	Moins de 20 ans	20 à 39 ans	40 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans et plus
Guadeloupe - recensement de 1999						
Ensemble	**422 222**	**133 696**	**132 517**	**96 915**	**39 431**	**19 663**
Hommes	**203 146**	67 809	63 635	45 853	18 011	7 838
Femmes	**219 076**	65 887	68 882	51 062	21 420	11 825
Guyane - recensement de 1999						
Ensemble	**156 790**	**67 860**	**49 168**	**30 366**	**6 756**	**2 640**
Hommes	**78 963**	34 437	24 085	15 879	3 460	1 102
Femmes	**77 827**	33 423	25 083	14 487	3 296	1 538
Martinique - recensement de 1999						
Ensemble	**381 325**	**112 670**	**116 422**	**88 944**	**42 206**	**21 083**
Hommes	**180 910**	56 922	55 150	41 448	19 209	8 181
Femmes	**200 415**	55 748	61 272	47 496	22 997	12 902
Réunion - recensement de 1999						
Ensemble	**706 180**	**255 499**	**233 573**	**146 417**	**51 087**	**19 604**
Hommes	**347 076**	129 697	114 401	72 545	23 449	6 984
Femmes	**359 104**	125 802	119 172	73 872	27 638	12 620
Nouvelle-Calédonie - recensement de 1996 (1)						
Ensemble	**196 836**	**78 003**	**66 184**	**37 911**	**11 527**	**3 211**
Hommes	**100 842**	40 115	33 609	19 971	5 792	1 355
Femmes	**95 994**	37 888	32 575	17 940	5 735	1 856
Polynésie française - recensement de 2002						
Ensemble	**244 830**	**97 823**	**80 241**	**48 926**	**14 513**	**3 327**
Hommes	**125 813**	50 082	41 168	25 684	7 516	1 363
Femmes	**119 017**	47 741	39 073	23 242	6 997	1 964
Wallis et Futuna - recensement de 2003						
Ensemble	**14 944**	**6 593**	**4 122**	**2 906**	**995**	**328**
Hommes	**7 494**	3 458	1 959	1 462	474	141
Femmes	**7 450**	3 135	2 163	1 444	521	187
Saint-Pierre et Miquelon - recensement de 1999						
Ensemble	**6 316**	**1 701**	**1 931**	**1 700**	**628**	**356**
Hommes	**3 147**	881	994	894	283	95
Femmes	**3 169**	820	937	806	345	261
Mayotte - recensement de 2002						
Ensemble	**160 301**	**84 905**	**50 953**	**18 544**	**4 720**	**1 179**
Hommes	**80 281**	42 475	24 708	10 026	2 504	568
Femmes	**80 020**	42 430	26 245	8 518	2 216	611

(1) Le recensement de 2004 de Nouvelle-Calédonie est en cours d'exploitation.

TABLEAU B.01-7

Population de 15 ans ou plus par groupe d'âges selon le diplôme en 1999 - France entière

Source : Insee (Recensement de la population)

Groupe d'âges	**Ensemble**	Études en cours	Aucun diplôme	CEP	BEPC	CAP, BEP	Bac, Brevet profes-sionnel	Bac plus 2 ans	Diplômes supérieurs
France métropolitaine	**48 071 349**	**5 426 393**	**8 511 666**	**7 369 796**	**3 467 522**	**10 592 142**	**5 201 118**	**3 633 680**	**3 869 032**
15 à 19 ans	**3 932 101**	3 551 436	168 570	12 734	89 418	94 902	12 919	1 135	987
20 à 59 ans	**31 661 121**	1 874 957	4 633 502	2 806 165	2 400 489	8 954 527	4 355 886	3 325 050	3 310 545
60 ans ou plus	**12 478 127**	–	3 709 594	4 550 897	977 615	1 542 713	832 313	307 495	557 500
Guadeloupe	**322 581**	**42 719**	**133 099**	**20 094**	**20 960**	**48 216**	**29 241**	**13 954**	**14 298**
15 à 19 ans	**34 055**	31 133	2 054	45	352	366	89	7	9
20 à 59 ans	**229 432**	11 586	87 338	12 558	18 049	46 324	27 210	13 284	13 083
60 ans ou plus	**59 094**	–	43 707	7 491	2 559	1 526	1 942	663	1 206
Guyane	**103 517**	**14 771**	**44 773**	**4 068**	**4 911**	**15 694**	**8 300**	**5 014**	**5 986**
15 à 19 ans	**14 587**	11 650	2 549	44	215	103	23	2	1
20 à 59 ans	**79 534**	3 121	36 104	2 688	4 225	15 103	7 863	4 805	5 625
60 ans ou plus	**9 396**	–	6 120	1 336	471	488	414	207	360
Martinique	**297 424**	**38 851**	**117 602**	**22 860**	**20 171**	**44 919**	**24 788**	**13 364**	**14 869**
15 à 19 ans	**28 769**	27 099	1 210	14	196	195	41	7	7
20 à 59 ans	**205 366**	11 752	72 196	12 768	16 822	43 135	22 441	12 594	13 658
60 ans ou plus	**63 289**	–	44 196	10 078	3 153	1 589	2 306	763	1 204
Réunion	**515 349**	**71 996**	**254 291**	**20 334**	**29 261**	**62 606**	**36 306**	**17 384**	**23 171**
15 à 19 ans	**64 668**	55 962	5 921	69	1 208	1 269	207	20	12
20 à 59 ans	**379 990**	16 034	190 581	14 621	25 546	60 149	34 473	16 756	21 830
60 ans ou plus	**70 691**	–	57 789	5 644	2 507	1 188	1 626	608	1 329

TABLEAU B.01-8

Population totale par groupe d'âges et catégorie socioprofessionnelle en 1999 - France entière

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

Groupe d'âges	Agriculteurs exploitants	Artisans, commer-çants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellec-tuelles supérieures	Professions inter-médiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité profes-sionnelle
France métropolitaine	**642 167**	**1 659 052**	**3 165 335**	**5 762 885**	**7 809 091**	**7 061 742**	**10 634 443**	**21 778 985**
0 à 19 ans	1 099	5 452	1 130	9 639	94 113	162 877	–	14 107 482
20 à 59 ans	593 924	1 562 183	3 066 728	5 680 255	7 585 479	6 818 984	623 629	5 725 826
60 ans et plus	47 144	91 417	97 477	72 991	129 499	79 881	10 010 814	1 945 677
Guadeloupe	**4 879**	**17 532**	**9 721**	**29 104**	**68 327**	**41 285**	**45 991**	**205 383**
0 à 19 ans	9	32	7	40	260	405	–	132 943
20 à 59 ans	4 514	16 351	9 280	28 467	66 403	39 854	3 839	60 724
60 ans et plus	356	1 149	434	597	1 664	1 026	42 152	11 716
Guyane	**2 019**	**4 685**	**4 565**	**10 349**	**19 751**	**13 624**	**6 209**	**95 588**
0 à 19 ans	121	44	7	13	138	154	–	67 383
20 à 59 ans	1 755	4 388	4 434	10 132	19 219	13 190	705	25 711
60 ans et plus	143	253	124	204	394	280	5 504	2 494
Martinique	**2 942**	**13 147**	**9 988**	**28 352**	**59 763**	**41 364**	**50 831**	**174 938**
0 à 19 ans	7	17	3	33	132	261	–	112 217
20 à 59 ans	2 690	11 955	9 569	27 612	57 997	40 036	3 508	51 999
60 ans et plus	245	1 175	416	707	1 634	1 067	47 323	10 722
Réunion	**7 606**	**15 435**	**15 942**	**44 824**	**101 381**	**76 320**	**45 204**	**399 468**
0 à 19 ans	45	55	18	107	742	906	–	253 626
20 à 59 ans	7 191	14 501	15 508	44 145	99 078	74 560	5 690	119 317
60 ans et plus	370	879	416	572	1 561	854	39 514	26 525

TABLEAU B.01-9

Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

Activité économique (niveaux 4 et 16)	NES	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés	**Hommes**	Salariés	Non Salariés	**Femmes**	Salariées	Non Salariées
France métropolitaine		**22 800 731**	**20 118 253**	**2 682 478**	**12 539 561**	**10 681 955**	**1 857 606**	**10 261 170**	**9 436 298**	**824 872**
Agriculture	**ES**	**947 446**	**304 850**	**642 596**	**661 662**	**220 206**	**441 456**	**285 784**	**84 644**	**201 140**
Industrie	**ET**	**4 151 952**	**3 906 267**	**245 685**	**2 941 624**	**2 752 844**	**188 780**	**1 210 328**	**1 153 423**	**56 905**
Construction	**EU**	**1 322 979**	**1 056 637**	**266 342**	**1 215 240**	**961 287**	**253 953**	**107 739**	**95 350**	**12 389**
Tertiaire	**EV**	**16 378 354**	**14 850 499**	**1 527 855**	**7 721 035**	**6 747 618**	**973 417**	**8 657 319**	**8 102 881**	**554 438**
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	**947 446**	304 850	642 596	**661 662**	220 206	441 456	**285 784**	84 644	201 140
Industries agricoles et alimentaires	EB	**622 722**	538 519	84 203	**384 856**	328 211	56 645	**237 866**	210 308	27 558
Industries des biens de consommation	EC	**751 953**	687 386	64 567	**392 260**	345 320	46 940	**359 693**	342 066	17 627
Industrie automobile	ED	**268 497**	266 262	2 235	**224 816**	222 776	2 040	**43 681**	43 486	195
Industries des biens d'équipement	EE	**821 197**	784 331	36 866	**661 843**	628 306	33 537	**159 354**	156 025	3 329
Industries des biens intermédiaires	EF	**1 443 341**	1 386 899	56 442	**1 083 845**	1 035 319	48 526	**359 496**	351 580	7 916
Énergie	EG	**244 242**	242 870	1 372	**194 004**	192 912	1 092	**50 238**	49 958	280
Construction	EH	**1 322 979**	1 056 637	266 342	**1 215 240**	961 287	253 953	**107 739**	95 350	12 389
Commerce	EJ	**3 013 546**	2 522 116	491 430	**1 659 031**	1 337 521	321 510	**1 354 515**	1 184 595	169 920
Transports	EK	**997 935**	924 835	73 100	**781 263**	718 281	62 982	**216 672**	206 554	10 118
Activités financières	EL	**682 032**	646 569	35 463	**316 048**	288 810	27 238	**365 984**	357 759	8 225
Activités immobilières	EM	**279 034**	239 479	39 555	**124 414**	96 756	27 658	**154 620**	142 723	11 897
Services aux entreprises	EN	**2 799 774**	2 558 954	240 820	**1 639 799**	1 458 343	181 456	**1 159 975**	1 100 611	59 364
Services aux particuliers	EP	**1 683 936**	1 346 960	336 976	**700 968**	522 922	178 046	**982 968**	824 038	158 930
Éducation, santé, action sociale	EQ	**4 325 868**	4 026 534	299 334	**1 219 759**	1 052 649	167 110	**3 106 109**	2 973 885	132 224
Administration	ER	**2 596 229**	2 585 052	11 177	**1 279 753**	1 272 336	7 417	**1 316 476**	1 312 716	3 760
Départements d'outre-mer										
Guadeloupe		**124 332**	**101 797**	**22 535**	**66 378**	**49 078**	**17 300**	**57 954**	**52 719**	**5 235**
Agriculture	ES	**7 308**	2 834	4 474	**6 054**	2 256	3 798	**1 254**	578	676
Industrie	ET	**8 933**	7 024	1 909	**6 855**	5 289	1 566	**2 078**	1 735	343
Construction	EU	**9 737**	5 397	4 340	**9 100**	4 839	4 261	**637**	558	79
Tertiaire	EV	**98 354**	86 542	11 812	**44 369**	36 694	7 675	**53 985**	49 848	4 137
Guyane		**43 448**	**36 827**	**6 621**	**25 701**	**21 081**	**4 620**	**17 747**	**15 746**	**2 001**
Agriculture	ES	**2 885**	995	1 890	**1 998**	886	1 112	**887**	109	778
Industrie	ET	**3 522**	2 876	646	**2 872**	2 349	523	**650**	527	123
Construction	EU	**3 257**	2 313	944	**3 038**	2 124	914	**219**	189	30
Tertiaire	EV	**33 784**	30 643	3 141	**17 793**	15 722	2 071	**15 991**	14 921	1 070
Martinique		**116 009**	**99 502**	**16 507**	**60 208**	**47 793**	**12 415**	**55 801**	**51 709**	**4 092**
Agriculture	ES	**8 377**	5 638	2 739	**6 429**	4 144	2 285	**1 948**	1 494	454
Industrie	ET	**9 051**	7 544	1 507	**6 638**	5 429	1 209	**2 413**	2 115	298
Construction	EU	**7 068**	4 556	2 512	**6 557**	4 103	2 454	**511**	453	58
Tertiaire	EV	**91 513**	81 764	9 749	**40 584**	34 117	6 467	**50 929**	47 647	3 282
Réunion		**173 677**	**150 103**	**23 574**	**100 634**	**82 344**	**18 290**	**73 043**	**67 759**	**5 284**
Agriculture	ES	**9 562**	2 825	6 737	**8 407**	2 520	5 887	**1 155**	305	850
Industrie	ET	**13 424**	11 576	1 848	**10 784**	9 278	1 506	**2 640**	2 298	342
Construction	EU	**11 003**	8 900	2 103	**10 370**	8 385	1 985	**633**	515	118
Tertiaire	EV	**139 688**	126 802	12 886	**71 073**	62 161	8 912	**68 615**	64 641	3 974

TABLEAU B.01-10

Population active ayant un emploi par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

Activité économique (niveaux 4 et 16)	NES	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés	**Hommes**	Salariés	Non Salariés	**Femmes**	Salariées	Non Salariées
France métropolitaine		**23 050 566**	**20 358 713**	**2 691 853**	**12 701 719**	**10 837 005**	**1 864 714**	**10 348 847**	**9 521 708**	**827 139**
Agriculture	**ES**	**949 017**	**306 040**	**642 977**	**662 957**	**221 207**	**441 750**	**286 060**	**84 833**	**201 227**
Industrie	**ET**	**4 230 978**	**3 983 941**	**247 037**	**3 001 979**	**2 812 054**	**189 925**	**1 228 999**	**1 171 887**	**57 112**
Construction	**EU**	**1 344 215**	**1 077 130**	**267 085**	**1 235 362**	**980 696**	**254 666**	**108 853**	**96 434**	**12 419**
Tertiaire	**EV**	**16 526 356**	**14 991 602**	**1 534 754**	**7 801 421**	**6 823 048**	**978 373**	**8 724 935**	**8 168 554**	**556 381**
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	**949 017**	306 040	642 977	**662 957**	221 207	441 750	**286 060**	84 833	201 227
Industries agricoles et alimentaires	EB	**629 502**	545 054	84 448	**389 655**	332 789	56 866	**239 847**	212 265	27 582
Industries des biens de consommation	EC	**769 911**	704 875	65 036	**403 086**	355 802	47 284	**366 825**	349 073	17 752
Industrie automobile	ED	**275 315**	273 033	2 282	**230 797**	228 718	2 079	**44 518**	44 315	203
Industries des biens d'équipement	EE	**834 392**	797 290	37 102	**672 832**	639 085	33 747	**161 560**	158 205	3 355
Industries des biens intermédiaires	EF	**1 475 987**	1 419 222	56 765	**1 110 161**	1 061 336	48 825	**365 826**	357 886	7 940
Énergie	EG	**245 871**	244 467	1 404	**195 448**	194 324	1 124	**50 423**	50 143	280
Construction	EH	**1 344 215**	1 077 130	267 085	**1 235 362**	980 696	254 666	**108 853**	96 434	12 419
Commerce	EJ	**3 051 246**	2 557 701	493 545	**1 679 952**	1 356 893	323 059	**1 371 294**	1 200 808	170 486
Transports	EK	**1 010 078**	936 626	73 452	**790 500**	727 198	63 302	**219 578**	209 428	10 150
Activités financières	EL	**691 758**	656 060	35 698	**320 835**	293 383	27 452	**370 923**	362 677	8 246
Activités immobilières	EM	**281 007**	241 143	39 864	**125 460**	97 564	27 896	**155 547**	143 579	11 968
Services aux entreprises	EN	**2 829 667**	2 587 287	242 380	**1 658 600**	1 475 888	182 712	**1 171 067**	1 111 399	59 668
Services aux particuliers	EP	**1 705 250**	1 366 889	338 361	**712 112**	533 264	178 848	**993 138**	833 625	159 513
Éducation, santé, action sociale	EQ	**4 347 307**	4 047 138	300 169	**1 225 969**	1 058 349	167 620	**3 121 338**	2 988 789	132 549
Administration	ER	**2 610 043**	2 598 758	11 285	**1 287 993**	1 280 509	7 484	**1 322 050**	1 318 249	3 801
Départements d'outre-mer										
Guadeloupe		**125 245**	**102 629**	**22 616**	**66 857**	**49 494**	**17 363**	**58 388**	**53 135**	**5 253**
Agriculture	ES	**7 316**	2 836	4 480	**6 063**	2 259	3 804	**1 253**	577	676
Industrie	ET	**8 999**	7 082	1 917	**6 900**	5 326	1 574	**2 099**	1 756	343
Construction	EU	**9 793**	5 438	4 355	**9 155**	4 879	4 276	**638**	559	79
Tertiaire	EV	**99 137**	87 273	11 864	**44 739**	37 030	7 709	**54 398**	50 243	4 155
Guyane		**43 443**	**36 819**	**6 624**	**25 703**	**21 080**	**4 623**	**17 740**	**15 739**	**2 001**
Agriculture	ES	**2 888**	997	1 891	**2 001**	888	1 113	**887**	109	778
Industrie	ET	**3 524**	2 878	646	**2 873**	2 350	523	**651**	528	123
Construction	EU	**3 256**	2 312	944	**3 037**	2 123	914	**219**	189	30
Tertiaire	EV	**33 775**	30 632	3 143	**17 792**	15 719	2 073	**15 983**	14 913	1 070
Martinique		**116 067**	**99 546**	**16 521**	**60 245**	**47 823**	**12 422**	**55 822**	**51 723**	**4 099**
Agriculture	ES	**8 384**	5 642	2 742	**6 433**	4 146	2 287	**1 951**	1 496	455
Industrie	ET	**9 058**	7 549	1 509	**6 644**	5 433	1 211	**2 414**	2 116	298
Construction	EU	**7 070**	4 558	2 512	**6 559**	4 105	2 454	**511**	453	58
Tertiaire	EV	**91 555**	81 797	9 758	**40 609**	34 139	6 470	**50 946**	47 658	3 288
Réunion		**173 677**	**150 103**	**23 574**	**100 634**	**82 344**	**18 290**	**73 043**	**67 759**	**5 284**
Agriculture	ES	**9 562**	2 825	6 737	**8 407**	2 520	5 887	**1 155**	305	850
Industrie	ET	**13 424**	11 576	1 848	**10 784**	9 278	1 506	**2 640**	2 298	342
Construction	EU	**11 003**	8 900	2 103	**10 370**	8 385	1 985	**633**	515	118
Tertiaire	EV	**139 688**	126 802	12 886	**71 073**	62 161	8 912	**68 615**	64 641	3 974

TABLEAU B.01-11

Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 1999

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristiques individuelles	**Ensemble**	Lieu de résidence - Lieu de travail						
		Même commune	Dans deux communes différentes					
			Même unité urbaine	Même zone d'emploi	Même département	Même région	Autres cas
Hommes	**12 701 719**	4 828 235	3 290 628	4 747 842	5 652 967	7 226 853	637 751
Femmes	**10 348 847**	4 532 065	2 784 864	3 831 293	4 393 449	5 516 718	292 574
Ensemble	**23 050 566**	**9 360 300**	**6 075 492**	**8 579 135**	**10 046 416**	**12 743 571**	**930 325**
Agriculteurs exploitants	**627 204**	571 916	4 470	41 025	48 058	51 550	3 706
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	**1 525 719**	1 000 733	233 267	345 597	395 420	491 246	32 888
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**3 025 190**	1 079 790	1 098 715	943 137	1 133 576	1 777 185	166 513
Professions intermédiaires	**5 318 217**	1 768 881	1 619 133	2 138 021	2 555 231	3 309 180	236 446
Employés	**6 645 135**	3 002 275	1 760 993	2 414 791	2 756 379	3 433 922	204 102
Ouvriers	**5 909 101**	1 936 705	1 358 914	2 696 564	3 157 752	3 680 488	286 670

TABLEAU B.01-12

Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristiques individuelles	**Ensemble**	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine	Même logement	Même commune	Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine
Population totale	**58 513 700**	**31 909 885**	**38 980 137**	**52 292 296**	**6 221 404**	**29 304 612**	**38 751 652**	**48 430 149**	**51 647 044**	**57 166 484**	**1 347 216**
Hommes	**28 416 917**	15 660 209	19 036 401	25 338 356	3 078 561	14 118 518	18 720 476	23 449 716	25 022 326	27 761 417	655 500
Femmes	**30 096 783**	16 249 676	19 943 736	26 953 940	3 142 843	15 186 094	20 031 176	24 980 433	26 624 718	29 405 067	691 716
Catégorie Socioprofessionnelle											
Agriculteurs exploitants	**642 167**	508 483	550 646	622 775	19 392	493 593	569 164	619 189	625 429	638 699	3 468
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 659 052**	794 582	996 113	1 427 113	231 939	850 324	1 111 871	1 396 440	1 487 372	1 628 088	30 964
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**3 165 335**	882 542	1 447 935	2 760 949	404 386	1 180 640	1 658 606	2 127 207	2 456 878	3 055 838	109 497
Professions intermédiaires	**5 762 885**	2 491 906	3 411 170	5 216 439	546 446	2 360 120	3 238 779	4 436 505	4 907 583	5 656 421	106 464
Employés	**7 809 091**	3 924 915	4 890 784	6 853 794	955 297	3 384 580	4 843 838	6 388 383	6 854 062	7 648 511	160 580
Ouvriers	**7 061 742**	4 058 303	4 726 855	5 959 622	1 102 120	3 401 660	4 775 103	6 207 851	6 501 187	6 928 433	133 309
Retraités	**10 634 443**	5 499 625	6 646 059	9 479 886	1 154 557	8 241 552	9 103 093	9 822 509	10 021 496	10 571 425	63 018
Autres sans activité	**21 778 985**	13 749 529	16 310 575	19 971 718	1 807 267	9 392 143	13 451 198	17 432 065	18 793 037	21 039 069	739 916

TABLEAU B.01-13

Migrations par sexe en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990

Départements d'outre-mer

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Autre Dom ou Tom	France métropolitaine	Etranger	Même logement	Même commune	Même département	Autre Dom ou Tom	France métropolitaine	Etranger
GUADELOUPE	**422 222**	**341 539**	**8 962**	**46 102**	**25 619**	**223 935**	**313 468**	**368 299**	**4 941**	**42 083**	**6 899**
Hommes	**203 146**	164 372	4 013	23 207	11 554	108 648	152 059	177 031	2 344	20 548	3 223
Femmes	**219 076**	177 167	4 949	22 895	14 065	115 287	161 409	191 268	2 597	21 535	3 676
GUYANE	**156 790**	**85 258**	**8 106**	**18 560**	**44 866**	**51 301**	**102 305**	**122 840**	**3 814**	**16 661**	**13 475**
Hommes	**78 963**	42 231	4 437	10 301	21 994	25 769	51 472	61 792	2 014	9 009	6 148
Femmes	**77 827**	43 027	3 669	8 259	22 872	25 532	50 833	61 048	1 800	7 652	7 327
MARTINIQUE	**381 325**	**329 232**	**7 532**	**35 783**	**8 778**	**208 799**	**286 525**	**338 326**	**5 267**	**34 998**	**2 734**
Hommes	**180 910**	156 396	3 090	17 601	3 823	100 514	136 927	160 580	2 284	16 844	1 202
Femmes	**200 415**	172 836	4 442	18 182	4 955	108 285	149 598	177 746	2 983	18 154	1 532
RÉUNION	**706 180**	**608 157**	**9 114**	**64 561**	**24 348**	**339 406**	**550 279**	**628 782**	**7 619**	**60 298**	**9 481**
Hommes	**347 076**	296 098	4 317	34 991	11 670	169 053	271 429	307 797	3 651	31 307	4 321
Femmes	**359 104**	312 059	4 797	29 570	12 678	170 353	278 850	320 985	3 968	28 991	5 160

Chapitre B.02

Mouvement de la population

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Mouvement de la population : aperçu d'ensemble - France entière.

2 Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité - France entière.

3 Indicateurs synthétiques de la situation démographique.

4 Enfants nés vivants et enfants sans vie par sexe et qualité juridique.

5 Enfants nés vivants par âge de la mère et qualité juridique.

6 Enfants nés vivants légitimes suivant le rang de naissance.

7 Enfants nés vivants légitimes suivant la nationalité des parents et nés vivants hors mariage de mère étrangère.

8 Indicateur de fécondité (pour 100 femmes) et âge moyen des mères à la maternité.

9 Mariages par âge et état matrimonial antérieur en 2003.

10 Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage.

11 Indicateurs de primo-nuptialité (nuptialité féminine pour 100 femmes).

12 Décédés par sexe, groupe d'âges en années révolues et état matrimonial en 2003.

13 Mortalité infantile et ses diverses composantes.

14 Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges.

15 Tables de mortalité abrégées.

16 Table de mortalité : années 2001-2003.

17 Mouvement naturel de la population - collectivités d'outre-mer.

18 Principaux indicateurs démographiques de divers pays en 2003.

1
○ Présentation

Selon les estimations provisoires, la France métropolitaine compte 60,56 millions d'habitants au 1er janvier 2005. Avec 764 700 naissances et 508 500 décès en 2004, l'excédent naturel est de 256 200 personnes. Compte tenu de l'excédent migratoire, évalué à 105 000 personnes, l'accroissement total de population s'élève à 361 200. Avec les départements d'outre-mer, la population française est estimée à 62,37 millions d'habitants.
La natalité est en hausse en 2004 tandis que les décès sont à un niveau très bas, jamais observé depuis 45 ans.

Reprise des naissances

Après deux années de stabilité, le nombre de naissances a augmenté en 2004 pour atteindre 764 700 (+ 3 200 par rapport à 2003). Cette augmentation, en partie liée au jour supplémentaire de l'année bissextile, résulte également du fait que les femmes ont plus d'enfants qu'auparavant. En 2004, l'indicateur conjoncturel de fécondité est de 190 enfants pour 100 femmes et continue sa progression. Cette plus forte fécondité compense la baisse du nombre de femmes en âge de procréer. Les générations de femmes de 20 à 40 ans, qui donnent naissance à 96 % des bébés, sont peu à peu remplacées par des générations moins nombreuses.
L'âge moyen des mères à la naissance de leurs enfants continue de progresser : il s'établit à 29,6 ans en 2004 contre 28,8 ans en 1994. En 2004, une mère sur deux est âgée de 30 ans ou plus contre 38 % en 1990 et 27 % en 1980. La proportion de naissances chez des mères âgées de 40 ans ou plus reste faible (3,4 %) mais est en augmentation.

Forte baisse des décès

En 2004, 508 500 décès sont survenus en France métropolitaine contre 550 000 en 2003, année marquée par la canicule et 535 100 en 2002. A partir de mars, le nombre de décès mensuels en 2004 a été chaque mois inférieur au minimum constaté les quatre dernières années.
La canicule a, on le sait, davantage touché les femmes que les hommes, les personnes âgées que les autres. Dans les derniers mois de l'année 2003, le nombre de décès n'a pas diminué par rapport aux années précédentes, ce qui laissait penser que la majorité des personnes décédées en août aurait vécu au-delà de la fin 2003 sans l'épisode dramatique de la canicule. La baisse des décès en 2004 conduit à nuancer cette première conclusion : une partie de cette baisse est sans doute la conséquence de « décès anticipés » en 2003 du fait de la canicule. En outre, aucune épidémie de grippe ne s'est produite en 2004, contrairement à la fin de l'année 2003. Cependant, la canicule et l'absence d'épidémie de grippe n'expliquent qu'en partie le recul des décès en 2004. D'ailleurs, les régions métropolitaines où la mortalité a le plus baissé en 2004 ne sont pas uniquement celles où la canicule a le plus sévi en 2003.
L'espérance de vie a fortement augmenté par rapport à 2003 (+ 0,9 an pour les femmes comme pour les hommes). Elle atteint 76,7 ans pour les hommes et 83,8 ans pour les femmes. Si la canicule d'août n'était pas survenue, et si la mortalité avait continué de baisser sur le rythme de la période 1994-2002, l'espérance de vie en 2004 aurait été de 76,2 ans pour les hommes et 83,3 ans pour les femmes (soit 0,5 an de moins pour les hommes comme pour les femmes). La canicule, par le biais des décès anticipés qu'elle a provoqués, s'est traduite par une augmentation de l'espérance de vie en 2004 d'au maximum 0,2 année. L'accroissement de l'espérance de vie entre 2003 et 2004 excède donc les attentes d'au moins 0,3 année pour les hommes comme pour les femmes.
En 2004, la mortalité infantile continue de diminuer avec 4,0 décès d'enfants de moins d'un an pour mille naissances vivantes.

Toujours moins de mariages, toujours plus de Pacs

Le nombre de mariages ne cesse de baisser depuis le pic de l'an 2000 : 297 900 couples s'étaient alors mariés. En 2004, 259 400 mariages ont été célébrés, soit 16 600 de moins qu'en 2003. La baisse a été nettement plus forte qu'en 2003 (- 5,9 % contre - 1,1 % l'année précédente).
L'âge moyen pondéré au mariage augmente toujours. En 2003, les hommes se marient en moyenne à 31,3 ans et les femmes à 29,1 ans, soit une hausse de 0,3 année pour les deux sexes par rapport à 2002.
Créé fin 1999, le pacte civil de solidarité (Pacs) remporte toujours un vif succès. Après un léger recul en 2001, 39 576 Pacs ont été signés en 2004, contre plus de 31 100 en 2003. Les dissolutions de Pacs augmentent également : depuis 1999, un Pacs sur dix a été dissous.

Le solde migratoire : faible contribution à la croissance

Le solde migratoire est estimé à 105 000 en 2004, en légère hausse par rapport à 2003. La France fait partie des pays de l'Union européenne pour lesquels le solde migratoire contribue le moins à l'accroissement de la population : les flux migratoires représentent un quart de l'accroissement contre les neuf dixièmes dans l'ensemble de l'Europe des 25.

2
○ Méthodologie

Statistiques de l'état civil

Les statistiques des mariages, naissances et décès sont réalisées à partir des bulletins statistiques de l'état civil, établis par les mairies au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.
Le dépouillement des bulletins, effectué par l'Insee, donne lieu à une publication annuelle présentant l'ensemble des résultats accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume « La situation démographique en .... – Mouvement de la population ». Le dernier ouvrage paru porte sur l'année 2003.
D'autres statistiques relatives au mouvement de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces et les Pacs, celui de la Santé et des Solidarités pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

Migrations

Le solde migratoire ne correspond pas seulement aux mouvements d'étrangers mais inclut les mouvements migratoires de Français.
Avant 1990 les bilans migratoires résultaient de la confrontation des populations des deux recensements, après déduction du mouvement naturel sur la période intercensitaire. À partir de 1990, les bilans migratoires tiennent aussi compte des flux d'entrées observés. Les statistiques relatives aux entrées d'étrangers sont établies depuis 1990 par le Haut Conseil à l'intégration à partir des statistiques de l'Omi et de l'Ofpra. L'effectif des familles ne comprend pas toutes les familles de ressortissants de la CEE, mais seulement celles qui adressent une demande de regroupement familial à l'Omi, procédure qui n'est pas obligatoire. Les chiffres pour les réfugiés ont été transmis par l'Ofpra qui ne publie pas de données exhaustives par nationalité. La colonne « Autres » comprend des enfants de Français, des ascendants d'enfants français, et les autres bénéficiaires de plein droit de la carte de résident. La colonne « réexamens » comptabilise les personnes ayant obtenu un titre de séjour suite à la circulaire du 24 juin 1997.
Les premiers résultats de la collecte du recensement de 2004 établis à partir de données collectées sur une fraction représentative du territoire ont amené l'Insee à réviser à la hausse la précédente estimation de population au 1er janvier 2004. Ils conduisent de fait à relever à 410 000 le solde migratoire pour la métropole entre le 1er janvier 1999 et le 1er janvier 2004, précédemment estimé à 275 000. Au-delà de cette correction, un ajustement de l'ordre de 160 000 personnes sur la période a été introduit. Il a été réparti de manière uniforme sur chaque année.

3

○ Définitions

Âge

● Âge moyen

L'âge moyen pondéré est calculé à partir des effectifs classés par année de naissance. Il tient donc compte de l'inégalité des effectifs des générations dans l'interprétation de ces âges moyens.

L'âge moyen non pondéré est calculé à partir des taux, sans tenir compte de la structure par âge de la population considérée.

● Classement par âge

Le classement par âge utilisé dans ce chapitre est réalisé selon deux définitions :

– l'âge en différence de millésimes ou âge atteint dans l'année,

– l'âge en années révolues.

L'âge généralement utilisé est l'âge atteint dans l'année. Il correspond à la différence entre l'année de l'événement et l'année de naissance de l'individu.

L'âge en années révolues est l'âge au dernier anniversaire. Aussi, à la date de l'événement, dans une même génération, l'âge en années révolues n'est pas le même pour toutes les personnes.

Par exemple, un individu né le 10 octobre 1925 décède le 18 avril 1999. Il a 74 ans en âge atteint dans l'année : 1999 moins 1925 égale 74. Mais il a 73 ans en années révolues : 18 avril 1999 moins 10 octobre 1925 égale 73 ans 6 mois et 8 jours.

Ainsi, pour un individu ayant x ans en âge atteint dans l'année, si l'événement a eu lieu à la date d :

– l'individu ayant son anniversaire après la date d aura comme âge en années révolues $(x-1)$;

– l'individu ayant son anniversaire à la date d ou avant aura comme âge en années révolues (x).

Seule exception si l'événement a lieu le 31 décembre. À cette date, le classement par âge atteint dans l'année et par âge en années révolues est identique. Et au 1er janvier, l'âge atteint dans l'année est égal à l'âge en années révolues plus un.

● Classement par groupe d'âges

Le classement par groupe quinquennal d'âges utilisé dans ce chapitre regroupe les évènements de façon cohérente avec le calcul de la population moyenne.

Il s'agit de population moyenne par groupe d'âges en âge atteint dans l'année, calculée à partir des effectifs aux deux premiers janvier encadrant l'année étudiée.

Divorces

Les divorces prononcés comprennent les divorces directs et les conversions de séparation de corps.

Événement

Les statistiques portent sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. À l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

● Événement enregistré, événement domicilié

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'événement : lieu de mariage, de la naissance ou du décès.

Le lieu du domicile est celui du domicile conjugal pour les mariages, du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

Mouvement naturel

Différence entre les naissances et les décès durant une période donnée.

Naissances

● Enfants nés vivants, enfants sans vie, statistiques de naissances vivantes et d'enfants sans vie.

Avant 1975 :

– Les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil (appelés également « faux mort-nés » ou « enfant sans vie (mort-nés) ayant respiré ») étaient légalement enregistrés comme enfants sans vie ;

– La statistique des naissances portait seulement sur les enfants vivants au moment de leur déclaration à l'état civil ;

– La statistique des mort-nés portait sur l'ensemble des enfants déclarés sans vie, y compris ceux ayant respiré.

De 1975 à 1992 :

– La statistique des naissances s'est étendue à l'ensemble des enfants nés vivants : enfants déclarés vivants et enfants sans vie ayant respiré ;

– La statistique des enfants sans vie comprenait seulement les enfants sans vie n'ayant pas respiré et ceux pour lesquels le critère de vitalité (respiration) n'était pas renseigné.

À partir de 1993 :

– Les règles d'établissement d'un acte de naissance ou d'un acte d'enfant sans vie dépendent de la vitalité de l'enfant au moment de la naissance. Les enfants nés vivants mais décédés au moment de la déclaration sont enregistrés parmi les naissances vivantes (et donc aussi parmi les décès), si l'on justifie par la production d'un certificat médical qu'ils étaient viables. Sinon, il est dressé un acte d'enfant sans vie.

– La statistique des naissances comprend les enfants nés vivants et viables ;

– La statistique des enfants sans vie couvre l'ensemble des actes d'enfants sans vie : enfants décédés au moment de la déclaration nés vivants mais non viables, ou enfants sans vie après une durée de gestation supérieure à 180 jours.

À partir de 2001 :

– Une circulaire de novembre 2001 modifie la façon dont sont pris en compte dans la statistique les enfants mort-nés. Désormais, un acte d'enfant sans vie est établi lorsque l'enfant mort-né est né après vingt-deux semaines d'aménorrhée ou lorsque son poids était au moins de 500 grammes.

● Naissances légitimes, naturelles

Les enfants légitimes sont ceux dont les parents sont mariés. La distinction entre enfants « légitimes » et enfants « naturels » n'existera bientôt plus en France. L'ordonnance du 5 juillet 2005 fera en effet disparaître du code civil ces deux notions devenues caduques dans la mesure où les droits des enfants nés hors mariage sont les mêmes que ceux des enfants nés de couples mariés.

● Rang de naissance

Les tableaux par rang de naissance concernent uniquement les enfants légitimes.

Jusqu'en 1965 et à partir de 1998, le rang de naissance est déterminé de deux manières : d'une part en tenant compte de tous les enfants nés vivants de la mère, d'autre part en prenant en compte les seuls enfants nés du mariage actuel.

De 1966 à 1997, seule cette seconde classification était adoptée. Les enfants sans vie ne sont pas retenus pour la détermination du rang de naissance.

Décès d'enfants de moins d'un an (mortalité infantile)

Jusqu'en 1974, les « faux mort-nés » ne figuraient ni dans les statistiques des nés vivants ni dans les statistiques de décès.

Pour corriger la sous-estimation importante de la mortalité infantile introduite par cette pratique, on calculait, outre le taux de mortalité infantile, un taux de mortalité infantile rectifié en tenant compte des ces mort-nés.

À partir de l'année 1975, il n'existe plus qu'un seul taux de mortalité infantile, les faux mort-nés étant inclus dans la statistique des décès.

Depuis 1993, les enfants nés vivants et viables mais morts au moment de la déclaration ont un acte de naissance et de décès.

Taux. Méthode de calcul des indicateurs

● Taux bruts

Les taux bruts rapportent le nombre d'événements de l'année (naissance, décès, mariages...) à la population moyenne totale de l'année.

● Taux par âge

Les taux par âge rapportent les événements survenus à un âge donné à l'effectif moyen des personnes de cet âge.

Les taux par groupe d'âges rapportent les événements classés par groupe d'âges à la population moyenne correspondante.

● ***Taux synthétiques***

Pour résumer les séries de taux par âge, on en fait la somme (somme des naissances réduites, somme des premiers mariages réduits, somme des divorces réduits). Ceci revient à appliquer en l'absence de mortalité, les taux par âge observés dans l'année à une génération fictive, et à faire la somme des événements que cette génération subirait à chaque âge.

— Indicateur de primo-nuptialité

L'indicateur de primo-nuptialité, ou somme des premiers mariages réduits, est la somme des premiers mariages conclus à chaque âge, l'année considérée, sur la base de 100 hommes ou femmes par génération. Il mesure la proportion d'hommes ou de femmes non célibataires à 50 ans dans une génération fictive dont les mariages seraient à chaque âge égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateurs de mortalité infantile

(Voir ci-dessus les mots clés « décès d'enfants de moins d'un an » et « naissances »).

Le taux de mortalité infantile est le rapport du nombre d'enfants décédés avant un an à l'ensemble des nés vivants.

Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.

Suivant la période de la mort de l'enfant, on distingue plusieurs taux :

– le taux de mortalité néo-natale précoce est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants ;

– le taux de mortalité néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 28 jours à l'ensemble des nés vivants ;

– le taux de mortalité post néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an et plus de 28 jours à l'ensemble des nés vivants ;

– le taux de mortalité périnatale est le rapport du nombre d'enfants sans vie (mort-nés) et d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants et enfants sans vie ;

– le taux de mortalité foeto-infantile est le rapport du nombre d'enfants sans vie et d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des nés vivants et enfants sans vie ;

– le taux de mortinatalité est le rapport du nombre d'enfants sans vie à l'ensemble des nés vivants et enfants sans vie.

— Indicateur conjoncturel de divortialité

L'indicateur conjoncturel de divortialité ou somme des divorces réduits indique le nombre de divorces dans une promotion fictive de 1 000 mariages dont les taux de divorces seraient à chaque durée de mariage égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateur conjoncturel de fécondité

L'indicateur conjoncturel de fécondité, ou somme des naissances réduites, mesure le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie, si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge demeuraient inchangés.

Remarque :

Il ne faut pas perdre de vue que les taux utilisés dans le calcul sont ceux observés au cours d'une année donnée dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et ne représentent donc pas les taux d'une génération réelle de femmes. Il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés. L'indicateur conjoncturel de fécondité comme les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

— Taux brut de reproduction

Si une génération (fictive) de 100 femmes, supposées non soumises à l'effet de la mortalité, avait à chaque âge (entre 15 et 50 ans) la fécondité observée pendant l'année n, ces 100 femmes mettraient au monde au cours de leur vie un nombre de filles qui est par définition le taux brut de reproduction (relatif à l'année n). Ce taux est en fait un indice de fécondité de l'année n, indépendant de la structure réelle par âge et permettant donc des comparaisons dans le temps et dans l'espace (à la différence du taux de natalité, qui dépend à la fois de la fécondité et de la structure de la population).

— Espérance de vie (voir tables de mortalité)

L'espérance de vie à chaque âge est la moyenne des années restant à vivre pour les survivants à cet âge.

L'espérance de vie à la naissance (âge 0), ou durée moyenne de vie, est la moyenne des âges au décès d'une génération fictive soumise aux conditions actuelles de mortalité.

Les espérances de vie aux âges élevés (90 ans et plus) ont été calculées à partir de 1990.

— Tables de mortalité

Une table de mortalité annuelle suit le cheminement d'une génération fictive de 100 000 nouveau-nés à qui l'on fait subir aux divers âges les conditions de mortalité observées sur les diverses générations réelles, durant l'année étudiée.

Cette table se construit à l'aide des quotients de mortalité observés l'année n, définis de la façon suivante :

— On rapporte les décès de la génération g atteignant l'âge x = n – g au cours de l'année n à l'effectif de cette génération au 1er janvier, corrigé pour tenir compte des immigrations et émigrations.

À partir de ces quotients on construit une table de survivants au 31 décembre, dont on déduit le calcul des survivants à chaque anniversaire.

Pour éviter les aléas des tables annuelles et pour disposer d'une table détaillée par âge aussi précise que possible, on calcule une table de mortalité couvrant une période de plusieurs années.

Le calcul de cette table est identique à celui décrit précédemment pour la table annuelle, le quotient t(x) étant la moyenne arithmétique des quotients à l'âge x relatifs à chacune des années de la période.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » de l'Insee.

Organismes :

– Insee ;
– Ministère de la Justice.

Sites Internet :

– www.insee.fr
– www.justice.gouv.fr
– www.ined.fr

Publications :

Insee

Bulletin Mensuel de Statistique :

– « Bilan démographique 2004 », n° 2, février 2005.

Insee-Résultats, série Société :

– « La situation démographique en 2003 - mouvement de la population », n° 41, septembre 2005.

Insee-Première :

– « Enquêtes annuelles de recensement : résultats de la collecte 2004 », n° 1028, juillet 2005 ;
– « Les différences sociales de mortalité : en augmentation chez les hommes, stables chez les femmes », n° 1025, juin 2005 ;
– « Bilan démographique 2004 - Nette diminution des décès », n° 1004, février 2005 ;
– « Enquêtes annuelles de recensement : premiers résultats de la collecte 2004 », n° 1000, janvier 2005 ;
– « La fécondité dans les régions à la fin des années quatre-vingt-dix », n° 963, avril 2004.

Insee-Références :

– « Données Sociales », Édition 2006, à paraître ;
– « France Portrait Social », Édition 2005-2006 - Vue d'ensemble, Démographie - Espérance de vie : près de onze mois de gain en un an, aussi bien pour les hommes que pour les femmes.

Ined

– *Population et sociétés* (mensuel) ;

– *Population* (bimestriel).

Autres

– « Rééquilibrer les structures d'âge en France : natalité, fécondité, quelle politique de long terme? », avis et rapports du *Conseil économique et social*, n° 7, mars 2004.

– *Population et Avenir* (bimestriel).

– *Statistiques démographiques* .... (annuel), Organisation des Nations Unies.

– *Statistiques démographiques* .... (annuel), Eurostat.

– Omistat (Annuaire des migrations), Office des migrations internationales, annuel.

TABLEAU B.02-1

Mouvement de la population : aperçu d'ensemble - France entière (1)

Sources : Insee
Ministère de la Justice

Unités : France métropolitaine : Millier
Départements d'outre-mer : Nombre

Année	**Population au 1er janvier (millier)**	Mariages	Divorces prononcés (2)	Naissances		Décès		Enfants sans vie (3)	Excédent naturel	Solde migratoire	Variation totale (4)
				Total	*dont* légitimes	**Total**	*dont* moins d'un an				
France métropolitaine											
1990	**56 577,0**	287,1	105,8	**762,4**	533,3	**526,2**	5,6	4,5	236,2	80,0	263,7
1995	**57 752,5**	254,7	119,2	**729,6**	455,4	**531,6**	3,5	3,9	198,0	40,0	183,4
1999 *r*	**58 496,6**	286,2	116,8	**744,8**	433,9	**537,7**	3,2	3,4	207,1	60,0	299,9
2000 *r*	**58 796,5**	297,9	114,0	**774,8**	444,7	**530,9**	3,4	3,6	243,9	70,0	346,6
2001 *r*	**59 143,1**	288,3	112,6	**770,9**	433,9	**531,1**	3,4	3,7	239,9	85,0	357,6
2002 *r*	**59 500,7**	279,1	115,9	**761,6**	424,5	**535,1**	3,1	6,3	226,5	95,0	355,1
2003 *r*	**59 855,8**	276,0	125,2	**761,5**	417,2	**550,0**	3,1	6,8	211,5	100,0	344,2
2004 *p*	**60 200,0**	259,4	...	**764,7**	...	**508,5**	3,1	...	256,2	105,0	361,2
Guadeloupe											
1990	**384,8**	2 021	548	**7 569**	...	**2 334**	76	110	5 235	...	...
1995	**402,4**	1 865	626	**7 089**	2 714	**2 474**	54	96	4 615	– 251	4 364
1998	**416,3**	1 959	653	**6 439**	2 485	**2 560**	65	29	3 879	1 209	5 088
1999 *r*	**421,5**	1 892	869	**7 352**	2 526	**2 633**	54	101	4 719	– 534	4 185
2000 *r*	**425,7**	1 935	703	**7 601**	2 636	**2 634**	57	90	4 967	– 412	4 532
2001 *r*	**430,2**	1 929	912	**7 658**	2 439	**2 608**	51	77	5 050	– 363	4 518
2002 *r*	**434,7**	1 809	767	**7 032**	2 287	**2 765**	45	118	4 267	– 909	4 108
2003 *p*	**438,8**	1 733	709	**7 047**	2 221	**2 636**	56	151	4 411	– 231	4 180
Guyane											
1990	**113,4**	461	99	**3 606**	...	**597**	64	72	3 009	...	...
1995	**135,0**	656	92	**4 264**	816	**548**	76	48	3 716	1 209	4 925
1998	**150,2**	510	146	**4 691**	863	**617**	51	54	4 074	1 429	5 503
1999 *r*	**155,8**	548	143	**4 907**	867	**648**	51	61	4 259	1 109	5 368
2000 *r*	**161,1**	518	148	**5 149**	885	**635**	64	61	4 514	1 187	5 701
2001 *r*	**166,8**	547	121	**5 140**	803	**660**	75	51	4 480	1 195	5 675
2002 *r*	**172,5**	522	179	**5 276**	825	**669**	52	72	4 607	1 236	5 843
2003 *p*	**178,3**	508	138	**5 553**	781	**692**	58	69	4 861	1 792	6 653
Martinique											
1990	**358,4**	1 572	327	**6 437**	...	**2 228**	48	54	4 209	...	...
1995	**368,0**	1 507	604	**5 645**	1 933	**2 317**	33	56	3 328	– 584	2 744
1998	**377,2**	1 501	355	**5 816**	1 875	**2 548**	52	61	3 268	373	3 641
1999 *r*	**380,9**	1 591	679	**5 766**	1 833	**2 551**	39	42	3 215	– 761	2 454
2000 *r*	**383,3**	1 591	556	**5 890**	1 902	**2 639**	40	62	3 251	– 656	2 595
2001 *r*	**385,9**	1 572	463	**5 774**	1 891	**2 701**	43	60	3 073	– 627	2 446
2002 *r*	**388,4**	1 524	525	**5 391**	1 572	**2 649**	33	89	2 742	– 548	2 194
2003 *p*	**390,6**	1 440	750	**5 430**	1 667	**2 725**	33	118	2 705	– 257	2 448
Réunion											
1990	**595,8**	3 716	798	**13 912**	...	**3 183**	96	150	10 729	...	...
1995	**657,5**	3 313	1 435	**13 087**	5 746	**3 477**	101	95	9 610	2 094	11 704
1998	**692,4**	3 348	1 215	**13 555**	5 522	**3 795**	116	99	9 760	1 694	11 454
1999 *r*	**703,9**	3 495	1 045	**13 741**	5 481	**3 795**	84	100	9 946	3 226	13 172
2000 *r*	**717,1**	3 419	1 311	**14 842**	5 963	**3 703**	84	128	11 139	1 550	12 689
2001 *r*	**729,8**	3 579	1 261	**14 541**	5 486	**3 695**	108	62	10 846	349	11 195
2002 *r*	**741,0**	3 378	1 354	**14 261**	5 345	**4 001**	88	144	10 260	1 081	11 341
2003 *p*	**752,3**	3 283	1 194	**14 427**	5 291	**4 022**	107	161	10 405	496	10 901

(1) Les événements sont ceux enregistrés au cours de l'année.
(2) Divorces directs prononcés et divorces prononcés par conversion de séparation de corps.
(3) La forte évolution du nombre d'enfants sans vie est liée à un changement législatif . Selon une circulaire de novembre 2001, un acte d'enfant sans vie correspond désormais au terme de vingt-deux semaines d'aménorrhée ou à un poids de 500 grammes. Ces critères se substituent au délai de 180 jours de gestation prévu dans l'état civil.
(4) La colonne variation totale intègre parfois un ajustement pour tenir compte des omissions nettes entre les deux recensements successifs. Il est de -53 500 pour les années 1990 à 1998 et de +32 700 pour les années de 1999 à 2003.

TABLEAU B.02-2

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité - France entière (1)

Source : Insee

Année	Population (2) moyenne (millier)	Taux pour 1000 habitants				(3) Mortalité infantile		
		Nuptialité	Natalité	Mortalité	Excédent naturel	**Total**	Mortalité (4) néonatale	Mortalité post- (5) néonatale
France métropolitaine								
1990	**56 708,8**	5,1	13,4	9,3	4,2	**7,3**	3,6	3,8
1995	**57 844,2**	4,4	12,6	9,2	3,4	**4,9**	2,9	2,0
1999 *r*	**58 646,6**	4,9	12,7	9,2	3,5	**4,3**	2,7	1,6
2000 *r*	**58 969,8**	5,1	13,1	9,0	4,1	**4,4**	2,8	1,6
2001 *r*	**59 321,9**	4,9	13,0	9,0	4,0	**4,5**	2,9	1,6
2002 *r*	**59 678,3**	4,7	12,8	9,0	3,8	**4,1**	2,7	1,4
2003 *r*	**60 027,9**	4,6	12,7	9,2	3,5	**4,0**	2,7	1,4
2004 *p*	**60 380,6**	4,3	12,7	8,4	4,2	**3,9**	...	...
Guadeloupe								
1990	**386,3**	5,2	19,6	6,0	13,6	**10,0**	...	...
1995	**404,6**	4,6	17,5	6,1	11,4	**7,6**	3,2	4,4
1998	**418,9**	4,7	15,4	6,1	9,3	**10,1**	7,8	2,3
1999 *r*	**423,6**	4,5	17,4	6,2	11,1	**7,3**	4,6	2,7
2000 *r*	**427,9**	4,5	17,8	6,2	11,6	**7,5**	5,1	2,4
2001 *r*	**432,4**	4,5	17,7	6,0	11,7	**6,8**	4,4	2,4
2002 *r*	**436,8**	4,1	16,1	6,3	9,8	**7,0**	4,6	2,3
2003 *p*	**440,9**	3,9	16,0	6,0	10,0	**7,9**	5,7	2,2
Guyane								
1990	**115,3**	4,0	31,3	5,2	26,1	**17,0**	...	...
1995	**137,4**	4,8	31,0	4,0	27,0	**17,8**	13,1	4,7
1998	**153,0**	3,3	30,7	4,0	26,6	**10,9**	9,0	1,9
1999 *r*	**158,4**	3,5	31,0	4,1	26,9	**10,4**	6,1	4,3
2000 *r*	**164,0**	3,2	31,4	3,9	27,5	**12,5**	7,4	5,1
2001 *r*	**169,7**	3,2	30,3	3,9	26,4	**14,7**	9,0	5,7
2002 *r*	**175,4**	3,0	30,1	3,8	26,3	**10,2**	6,1	4,2
2003 *p*	**181,7**	2,8	30,6	3,8	26,8	**10,4**	7,4	3,0
Martinique								
1990	**359,1**	4,4	17,9	6,2	11,7	**7,1**	...	...
1995	**369,4**	4,1	15,3	6,3	9,0	**5,8**	3,7	2,1
1998	**379,0**	4,0	15,3	6,7	8,6	**9,0**	8,3	,7
1999 *r*	**382,1**	4,2	15,1	6,7	8,4	**6,7**	4,8	1,9
2000 *r*	**384,6**	4,1	15,3	6,9	8,5	**6,6**	5,1	1,5
2001 *r*	**387,1**	4,1	14,9	7,0	7,9	**7,3**	4,6	2,7
2002 *r*	**389,5**	3,9	13,8	6,8	7,0	**6,3**	4,1	2,0
2003 *p*	**391,8**	3,7	13,9	7,0	6,9	**6,1**	4,4	1,7
Réunion								
1990	**601,8**	6,2	23,1	5,3	17,8	**6,9**	...	...
1995	**663,4**	5,0	19,7	5,2	14,5	**7,7**	4,9	2,8
1998	**698,2**	4,8	19,4	5,4	14,0	**8,6**	7,6	1,0
1999 *r*	**710,4**	4,9	19,3	5,3	14,0	**6,1**	4,9	1,2
2000 *r*	**723,4**	4,7	20,5	5,1	15,4	**5,7**	4,0	1,7
2001 *r*	**735,3**	4,9	19,8	5,0	14,8	**7,4**	5,4	2,0
2002 *r*	**746,6**	4,5	19,1	5,4	13,7	**6,3**	4,7	1,6
2003 *p*	**757,8**	4,3	19,0	5,3	13,7	**7,4**	5,4	2,0

(1) Les événements sont ceux enregistrés au cours de l'année.
(2) Population estimée en milieu d'année, d'après les résultats de l'enquête de recensement 2004.
(3) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil.
(4) De 0 à 28 jours.
(5) De 29 à 365 jours.

TABLEAU B.02-3

Indicateurs synthétiques de la situation démographique

Source : Insee

Année	Indice synthétique de primo-nuptialité		Indice synthétique		Taux de reproduction		Espérance de vie à la naissance	
	(1) Masculine	(1) Féminine	(2) Divortialité	(3) Fécondité	(4) Brut	(5) Net	(6) Hommes	(6) Femmes
1975	82,2	85,8	15,7	192,7	94,0	91,7	69,0	76,9
1980	68,9	70,6	22,3	194,5	94,8	92,9	70,2	78,4
1985	52,9	53,7	30,5	181,4	88,4	86,9	71,3	79,4
1990	55,2	56,4	32,1	177,8	86,6	85,3	72,8	81,0
1995	48,5	49,7	38,2	171,3	83,6	82,5	73,9	81,9
1998	52,3	54,2	38,5	176,4	86,0	85,0	74,8	82,4
1999 *r*	55,7	58,0	38,9	179,2	87,3	86,3	75,0	82,5
2000 *r*	58,0	60,5	38,2	187,6	91,4	90,4	75,3	82,8
2001 *r*	57,2	59,6	38,0	188,0	91,8	90,8	75,5	82,9
2002 *r*	55,3	57,5	39,2	186,9	91,2	90,2	75,8	83,0
2003 *r*	54,5	56,6	42,6	187,9	91,8	90,9	75,9	82,9
2004 *p*	...	53,4	...	189,6	92,5	91,6	76,7	83,8

(1) Somme des premiers mariages réduits, pour 100 (hommes ou femmes).
(2) Somme des divorces réduits, pour 100 mariages.
(3) Somme des naissances réduites, pour 100 femmes.
(4) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, en l'absence de mortalité.
(5) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, compte tenu de la mortalité.
(6) En années et dixièmes d'année.

TABLEAU B.02-4

Enfants nés vivants et enfants sans vie par sexe et qualité juridique (1)

Source : Insee

Année	Nés vivants				Enfants sans vie			
	Ensemble	Garçons	Filles	*dont* hors mariage	**Ensemble**	Garçons	Filles	*dont* hors mariage
1975	**745 065**	381 804	363 261	63 429	**8 225**	4 406	3 819	1 008
1980	**800 376**	410 547	389 829	91 115	**6 942**	3 645	3 297	1 036
1985	**768 431**	394 112	374 319	150 492	**5 658**	2 945	2 713	1 386
1990	**762 407**	391 312	371 095	229 107	**4 488**	2 332	2 156	1 588
1995	**729 609**	373 409	356 200	274 210	**3 859**	2 059	1 800	1 586
1998	**738 080**	378 075	360 005	300 546	**3 685**	1 909	1 776	1 661
1999	**744 791**	382 132	362 659	310 886	**3 442**	1 799	1 643	1 566
2000	**774 782**	397 352	377 430	330 115	**3 559**	...	...	1 659
2001	**770 945**	394 297	376 648	337 007	**3 741**	...	...	1 732
2002	**761 630**	389 981	371 649	337 122	**6 259**	...	...	3 062
2003	**761 464**	389 349	372 115	344 218	**6 862**	3 595	3 267	3 412

(1) La répartition des enfants sans vie par sexe n'est pas disponible de 2000 à 2002. La forte évolution du nombre d'enfants sans vie à partir de 2002 est liée à un changement législatif : selon une circulaire de novembre 2001, un acte d'enfant sans vie correspond désormais au terme de vingt-deux semaines d'aménorrhée ou à un poids de 500 grammes. Ces critères se substituent au délai de 180 jours de gestation prévu dans l'état civil.

TABLEAU B.02-5

Enfants nés vivants par âge de la mère et qualité juridique

Source : Insee

(1) Âge de la mère	2000		2001		2002		2003	
	Total	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage
Moins de 20 ans	**15 706**	13 667	**16 090**	13 941	**15 261**	13 083	**14 913**	12 830
20 à 24 ans	**103 571**	67 837	**108 133**	72 311	**106 917**	71 591	**106 970**	72 140
25 à 29 ans	**273 523**	112 995	**260 317**	111 012	**249 785**	107 915	**241 801**	107 662
30 à 34 ans	**247 714**	85 915	**248 683**	88 020	**250 567**	90 834	**256 316**	95 818
35 à 39 ans	**109 881**	40 062	**112 413**	41 433	**113 302**	42 931	**114 325**	44 219
40 à 44 ans	**23 337**	9 241	**24 126**	9 862	**24 603**	10 310	**25 793**	11 007
45 ans ou plus	**1 050**	398	**1 183**	428	**1 195**	458	**1 346**	542
Total	**774 782**	**330 115**	**770 945**	**337 007**	**761 630**	**337 122**	**761 464**	**344 218**

(1) Il s'agit de l'âge atteint dans l'année (différence entre le millésime de l'année observée et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-6

Enfants nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : Insee

Année	Total	Rang de la naissance	
		1	2 ou plus
1975	**681 636**	328 838	352 798
1980	**709 261**	313 401	395 860
1985	**617 939**	260 490	357 449
1990	**533 300**	228 868	304 432
1995	**455 399**	200 243	255 156
1999	**433 905**	195 938	237 967
2000	**444 667**	203 399	241 268
2001	**433 938**	208 867	225 071
2002	**424 508**	211 575	212 933
2003	**417 246**	213 075	204 171

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.

TABLEAU B.02-7

Enfants nés vivants légitimes suivant la nationalité des parents et nés vivants hors mariage de mère étrangère

Source : Insee

Année	Enfants légitimes nés vivants					Pour 100 enfants légitimes			Enfants nés hors mariage de mère étrangère
	Total	Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers	Deux parents français	Couples mixtes	Deux parents étrangers	
1975	**681 636**	599 485	3 058	14 187	64 906	87,9	2,5	9,5	4 043
1980	**709 261**	618 945	4 852	15 248	70 216	87,3	2,8	9,9	6 223
1985	**617 939**	530 442	6 294	14 166	67 037	85,8	3,3	10,8	9 470
1990	**533 300**	451 521	9 026	13 801	58 952	84,7	4,3	11,1	13 386
1995	**455 399**	380 660	12 155	15 467	47 117	83,6	6,1	10,3	14 303
1999	**433 905**	358 093	16 297	17 879	41 636	82,5	7,9	9,6	17 175
2000	**444 667**	365 497	17 471	19 789	41 910	82,2	8,4	9,4	18 679
2001	**433 938**	352 124	18 243	20 860	42 711	81,2	9,0	9,8	20 625
2002	**424 508**	338 584	20 230	22 373	43 321	79,8	10,0	10,2	22 099
2003	**417 246**	328 017	21 839	24 342	43 048	78,6	11,1	10,3	22 788

TABLEAU B.02-8

Indicateur de fécondité (pour 100 femmes) et âge moyen des mères à la maternité (1)

Évaluation provisoire basée sur les résultats de l'enquête de recensement 2004

Source : Insee

Année		*dont* : part des femmes						Âge moyen des mères à la maternité
	Total	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 ans et plus	
1975	**192,72**	12,67	63,78	63,57	33,48	14,71	4,51	26,7
1980	**194,50**	8,94	60,79	72,05	37,04	12,71	2,97	26,8
1985	**181,44**	5,70	48,43	70,80	39,45	13,92	3,14	27,5
1990	**177,84**	4,38	37,30	69,06	45,40	17,87	3,83	28,3
1995	**171,30**	3,54	27,93	65,83	49,88	19,84	4,28	29,0
1999 *r*	**179,21**	3,71	26,83	64,44	55,56	23,47	5,20	29,3
2000 *r*	**187,64**	4,01	28,02	66,58	58,45	24,96	5,62	29,4
2001 *r*	**187,98**	4,18	28,57	65,50	58,38	25,53	5,82	29,4
2002 *r*	**186,86**	4,06	27,81	64,82	58,33	25,91	5,93	29,5
2003 *r*	**187,88**	3,91	27,44	64,43	59,55	26,38	6,17	29,5
2004 *p*	**189,65**	3,93	27,54	64,19	60,48	27,08	6,43	29,6

(1) La somme des naissances réduites, indicateur conjoncturel de fécondité, est la somme des taux de fécondité des femmes âgées de 15 à 50 ans, une année donnée. C'est le nombre moyen d'enfants d'une génération de femmes qui auraient au cours de leur vie la fécondité par âge observée dans l'année considérée. L'âge moyen (non pondéré) des mères à la maternité est celui à la naissance de leurs enfants.

TABLEAU B.02-9

Mariages par âge et état matrimonial antérieur en 2003

Source : Insee

(1) Âge	Époux				Épouses			
	Total	Célibataires	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	**461**	456	–	5	**4 303**	4 293	1	9
20-24 ans	**21 076**	21 019	8	49	**48 687**	48 271	30	386
25-29 ans	**84 253**	83 397	33	823	**90 850**	88 550	117	2 183
30-34 ans	**71 136**	66 958	116	4 062	**55 781**	49 212	293	6 276
35-39 ans	**36 436**	28 979	185	7 272	**29 848**	20 736	454	8 658
40-44 ans	**22 848**	13 657	285	8 906	**18 707**	9 329	540	8 838
45-49 ans	**14 752**	5 613	366	8 773	**12 086**	3 910	636	7 540
50-54 ans	**10 986**	2 546	568	7 872	**8 242**	1 718	627	5 897
55-59 ans	**6 928**	1 086	627	5 215	**4 206**	737	402	3 067
60 ans et plus	**7 087**	996	1 887	4 204	**3 253**	657	763	1 833
Total	**275 963**	**224 707**	**4 075**	**47 181**	**275 963**	**227 413**	**3 863**	**44 687**

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-10

Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage

Source : Insee

Année de mariage	**Total des mariages**	État matrimonial antérieur des époux				Nationalité des époux				(1) Âge moyen au premier mariage	
		Époux célibataire	Époux veuf ou divorcé	Épouse célibataire	Épouse veuve ou divorcée	Deux époux français	Deux époux étrangers	Couples mixtes Époux français	Couples mixtes Époux étrangers	Hommes	Femmes
1975	**387 379**	350 094	37 285	353 410	33 969	359 612	7 157	7 918	12 692	24,6	22,5
1980	**334 377**	292 523	41 854	296 140	38 237	308 066	5 696	8 323	12 292	25,2	23,0
1985	**269 419**	227 133	42 286	229 787	39 632	241 497	6 505	8 773	12 644	26,4	24,3
1990	**287 099**	238 910	48 189	241 521	45 578	247 853	8 703	12 606	17 937	27,8	25,7
1995	**254 651**	208 571	46 080	211 179	43 472	225 612	5 214	10 545	13 280	29,2	27,2
1999	**286 191**	234 410	51 781	237 617	48 574	250 252	5 897	13 638	16 404	30,4	28,3
2000	**297 922**	242 560	55 362	245 525	52 397	256 787	6 550	15 387	19 198	30,7	28,6
2001	**288 255**	237 289	50 966	240 163	48 092	241 129	7 281	17 397	22 448	30,8	28,6
2002	**279 087**	228 273	50 814	230 839	48 248	226 758	7 892	18 822	25 615	31,0	28,8
2003	**275 963**	224 707	51 256	227 413	48 550	220 598	8 565	19 539	27 261	31,3	29,1

(1) Âge moyen pondéré.

TABLEAU B.02-11

Indicateurs de primo-nuptialité (nuptialité féminine pour 100 femmes)

Source : Insee

Année	**Total**	*dont* : part des femmes						
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 50 ans
1975	**85,84**	19,08	48,50	12,57	3,28	1,27	0,65	0,49
1980	**70,69**	12,36	40,33	12,55	3,37	1,21	0,52	0,35
1985	**53,72**	4,67	29,48	13,72	3,80	1,23	0,50	0,32
1990	**56,35**	2,19	25,40	19,82	5,90	1,91	0,73	0,40
1995	**49,71**	1,01	15,91	21,43	7,32	2,57	1,00	0,47
1999 *r.*	**57,97**	0,88	14,56	25,88	10,36	4,03	1,57	0,69
2000 *r.*	**60,45**	0,99	14,68	26,19	11,30	4,61	1,85	0,83
2001 *r.*	**59,59**	1,07	14,14	26,11	11,09	4,45	1,90	0,83
2002 *r.*	**57,49**	1,08	13,08	24,72	11,22	4,54	1,94	0,91
2003 *r.*	**56,59**	1,12	12,39	23,71	11,44	4,77	2,12	1,04
2004 *p*	**53,40**	...	...	...	...	...	...	...

TABLEAU B.02-12

Décédés par sexe, groupe d'âges en années révolues et état matrimonial en 2003 (1)

Source : Insee

Année de naissance	Âge atteint dans l'année du décès	Ensemble	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
2003	moins d'1 an	**2 667**	**1 518**	1 518	–	–	–	**1 149**	1 149	–	–	–
2002 - 1999 ...	1 à 4 ans	**1 079**	**618**	618	–	–	–	**461**	461	–	–	–
1998 - 1994 ...	5 à 9 ans	**420**	**238**	238	–	–	–	**182**	182	–	–	–
1993 - 1989 ...	10 à 14 ans	**487**	**309**	309	–	–	–	**178**	178	–	–	–
1988 - 1984 ...	15 à 19 ans	**1 420**	**1 024**	1 017	7	–	–	**396**	367	13	13	3
1983 - 1979 ...	20 à 24 ans	**2 450**	**1 869**	1 825	40	2	2	**581**	537	38	4	2
1978 - 1974 ...	25 à 29 ans	**2 381**	**1 744**	1 523	207	4	10	**637**	475	137	12	13
1973 - 1969 ...	30 à 34 ans	**3 537**	**2 536**	1 863	573	19	81	**1 001**	589	341	15	56
1968 - 1964 ...	35 à 39 ans	**5 259**	**3 589**	2 095	1 156	25	313	**1 670**	758	687	30	195
1963 - 1959 ...	40 à 44 ans	**8 298**	**5 482**	2 494	2 086	44	858	**2 816**	899	1 382	82	453
1958 - 1954 ...	45 à 49 ans	**13 311**	**9 074**	2 899	4 100	143	1 932	**4 237**	910	2 281	217	829
1953 - 1949 ...	50 à 54 ans	**19 521**	**13 499**	2 994	7 073	335	3 097	**6 022**	934	3 418	475	1 195
1948 - 1944 ...	55 à 59 ans	**23 279**	**16 366**	2 700	9 766	624	3 276	**6 913**	924	3 969	822	1 198
1943 - 1939 ...	60 à 64 ans	**23 304**	**16 228**	2 388	10 535	839	2 466	**7 076**	752	4 050	1 320	954
1938 - 1934 ...	65 à 69 ans	**33 933**	**22 815**	3 234	15 516	1 785	2 280	**11 118**	1 058	5 881	3 126	1 053
1933 - 1929 ...	70 à 74 ans	**51 690**	**32 787**	4 234	22 680	3 688	2 185	**18 903**	1 772	8 349	7 449	1 333
1928 - 1924 ...	75 à 79 ans	**72 958**	**41 961**	4 542	28 788	6 836	1 795	**30 997**	2 870	10 357	16 083	1 687
1923 - 1919 ...	80 à 84 ans	**93 628**	**46 407**	3 863	30 364	10 707	1 473	**47 221**	3 978	10 593	30 501	2 149
1918 - 1914 ...	85 à 89 ans	**69 269**	**27 048**	1 850	15 401	9 143	654	**42 221**	3 269	4 688	32 547	1 717
1913 - 1909 ...	90 à 94 ans	**81 668**	**24 724**	1 515	10 726	11 998	485	**56 944**	4 518	3 015	47 362	2 049
1908 - 1904 ...	95 à 99 ans	**32 860**	**7 143**	398	1 976	4 655	114	**25 717**	2 287	578	22 012	840
1903 ou av	100 ans ou +	**6 568**	**887**	49	141	689	8	**5 681**	579	45	4 909	148
Total		**549 987**	**277 866**	**44 166**	**161 135**	**51 536**	**21 029**	**272 121**	**29 446**	**59 822**	**166 979**	**15 874**

(1) Données provisoires.

TABLEAU B.02-13

Mortalité infantile et ses diverses composantes

Source : Insee

Année	Taux de mortalité						Taux de morti-natalité (2) (3)
	Néo-natale précoce (1)	Néo-natale (1)	Post néo-natale (1)	Infantile (1)	Péri-natale (2) (3)	Foeto-infantile (2) (3)	
1975	7,3	9,1	4,6	13,8	18,1	24,6	10,9
1980	4,4	5,8	4,3	10,0	12,9	18,5	8,6
1985	3,4	4,6	3,7	8,3	10,7	15,6	7,3
1990	2,5	3,6	3,8	7,3	8,3	13,2	5,9
1995	2,2	2,9	2,0	4,9	7,4	10,1	5,3
1998	2,1	2,9	1,7	4,6	7,0	9,6	5,0
1999	2,0	2,7	1,6	4,3	6,5	8,9	4,6
2000	2,0	2,8	1,6	4,4	6,6	9,0	4,6
2001	2,1	2,9	1,6	4,5	6,9	9,3	4,8
2002 *r*	1,8	2,7	1,4	4,1	10,0	12,2	8,2
2003 *p*	1,8	2,7	1,4	4,0	10,8	12,9	8,9

(1) Pour 1 000 nés vivants.
(2) Pour 1 000 enfants nés vivants ou enfants sans vie (mort-nés).
(3) La forte évolution de ces taux en 2002 est liée à la forte augmentation du nombre d'enfants sans vie, due à un changement législatif : selon une circulaire de novembre 2001, un acte d'enfant sans vie correspond désormais au terme de vingt-deux semaines d'aménorrhée ou à un poids de 500 grammes. Ces critères se substituent au délai de 180 jours de gestation prévu dans l'état civil.

TABLEAU B.02-14

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges (1)

Source : Insee

Année	Tous âges	Moins d'un an (2)	de 1 à 4 ans	de 5 à 9 ans	de 10 à 14 ans	de 15 à 19 ans	de 20 à 24 ans	de 25 à 29 ans	de 30 à 34 ans
Ensemble									
1975	10,6	11,9	1,05	0,37	0,31	0,85	1,16	1,04	1,24
1980	10,2	8,5	0,96	0,33	0,29	0,84	1,23	1,08	1,19
1985	10,0	6,9	0,78	0,25	0,24	0,64	1,05	1,06	1,20
1990	9,3	5,9	0,70	0,19	0,19	0,56	0,98	1,08	1,25
1995	9,2	4,1	0,46	0,16	0,18	0,48	0,85	1,02	1,32
2000	9,0	3,8	0,39	0,13	0,15	0,44	0,69	0,73	0,90
2001 *r*	9,0	3,9	0,40	0,13	0,14	0,46	0,70	0,73	0,87
2002 *r*	9,0	3,5	0,37	0,13	0,14	0,41	0,67	0,72	0,84
2003 *p*	9,2	3,5	0,40	0,10	0,10	0,40	0,60	0,60	0,80
Hommes									
1975	11,3	13,4	0,83	0,44	0,39	1,18	1,70	1,43	1,62
1980	10,8	9,8	0,65	0,35	0,34	1,18	1,85	1,56	1,61
1985	10,6	7,9	0,56	0,25	0,30	0,89	1,56	1,56	1,67
1990	9,9	6,8	0,51	0,18	0,22	0,79	1,51	1,63	1,85
1995	9,8	4,6	0,30	0,16	0,20	0,66	1,25	1,52	1,91
2000 *r*	9,5	4,3	0,27	0,15	0,17	0,60	1,03	1,10	1,27
2001 *r*	9,4	4,3	0,28	0,15	0,17	0,64	1,05	1,09	1,20
2002 *r*	9,4	3,9	0,26	0,14	0,15	0,57	1,00	1,07	1,21
2003 *p*	9,5	3,9	0,30	0,10	0,20	0,50	0,90	0,90	1,20
Femmes									
1975	10,0	10,3	0,62	0,29	0,23	0,50	0,60	0,63	0,83
1980	9,5	7,1	0,52	0,26	0,22	0,48	0,59	0,59	0,76
1985	9,4	5,8	0,43	0,19	0,18	0,39	0,53	0,57	0,73
1990	8,7	5,0	0,38	0,15	0,16	0,33	0,43	0,54	0,66
1995	8,6	3,6	0,27	0,12	0,15	0,29	0,44	0,52	0,73
2000 *r*	8,5	3,3	0,22	0,11	0,13	0,28	0,34	0,35	0,53
2001	8,5	3,4	0,23	0,09	0,11	0,29	0,35	0,38	0,50
2002 *r*	8,5	3,1	0,21	0,12	0,12	0,25	0,34	0,37	0,46
2003 *p*	8,8	3,1	0,20	0,10	0,10	0,20	0,30	0,30	0,50

(1) Nombre de décédés pour 1 000 personnes de chaque groupe d'âges.
(2) Nombre de décédés de moins d'un an nés dans l'année pour 1 000 nés vivants.

TABLEAU B.02-14 (suite et fin)

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges (1)

Source : Insee

Année	de 35 à 39 ans	de 40 à 44 ans	de 45 à 49 ans	de 50 à 54 ans	de 55 à 59 ans	de 60 à 64 ans	de 65 à 69 ans	de 70 à 79 ans	de 80 à 89 ans	90 ans et plus
Ensemble										
1975	1,86	3,07	4,84	7,15	10,1	15,3	23,8	47,3	120	271
1980	1,69	2,71	4,44	6,78	9,5	13,4	20,4	42,1	109	262
1985	1,64	2,41	3,89	6,20	9,1	12,8	18,2	38,9	105	255
1990	1,69	2,32	3,49	5,24	7,9	11,5	16,1	33,3	92	233
1995	1,68	2,40	3,42	4,84	6,9	10,5	15,6	28,0	85	216
2000	1,29	2,09	3,27	4,61	6,4	9,2	13,9	27,6	81	212
2001 *r*	1,31	2,05	3,32	4,58	6,4	9,1	13,6	26,9	77	210
2002 *r*	1,23	2,02	3,22	4,64	6,4	8,9	13,3	26,5	74	211
2003 *p*	1,20	1,90	3,20	4,70	6,4	8,9	13,0	26,7	73	221
Hommes										
1975	2,51	4,22	6,75	10,11	14,3	22,5	34,7	64,8	150	306
1980	2,24	3,69	6,26	9,76	13,8	19,7	30,4	59,2	136	297
1985	2,21	3,35	5,52	8,95	13,6	19,2	27,0	54,9	134	297
1990	2,40	3,28	4,87	7,47	11,5	17,2	24,2	46,9	117	270
1995	2,41	3,37	4,80	6,84	10,0	15,5	23,3	40,2	110	253
2000 *r*	1,77	2,89	4,53	6,49	9,1	13,3	20,6	39,4	103	246
2001 *r*	1,79	2,80	4,60	6,46	8,9	13,1	19,9	38,4	99	241
2002 *r*	1,70	2,72	4,45	6,51	9,0	12,8	19,3	37,6	94	241
2003 *p*	1,70	2,60	4,40	6,50	9,0	12,6	18,7	37,6	94	249
Femmes										
1975	1,18	1,89	2,92	4,32	6,1	9,1	15,0	35,7	108	261
1980	1,10	1,70	2,59	3,87	5,4	7,7	12,4	30,7	97	252
1985	1,04	1,44	2,24	3,49	4,9	7,2	11,0	28,1	92	244
1990	0,98	1,35	2,07	3,03	4,4	6,4	9,5	23,9	79	224
1995	0,97	1,44	2,03	2,83	4,0	5,9	9,2	19,1	73	205
2000 *r*	0,83	1,32	2,03	2,74	3,8	5,3	8,2	18,9	69	201
2001	0,83	1,32	2,03	2,71	3,8	5,4	8,1	18,6	65	200
2002 *r*	0,78	1,34	2,02	2,80	3,8	5,2	8,1	18,4	63	201
2003 *p*	0,80	1,30	2,00	2,90	3,8	5,3	8,0	18,6	62	212

(1) Nombre de décédés pour 1 000 personnes de chaque groupe d'âges.

TABLEAU B.02-15

Tables de mortalité abrégées (1)

Source : Insee

Année	0	1	2	3	4	5	10	15	20	25	30	35
Survivants aux âges indiqués pour 100 000 nés vivants												
Hommes												
1985	100 000	99 041	98 966	98 915	98 876	98 843	98 705	98 553	98 071	97 302	96 551	95 735
1995	100 000	99 451	99 405	99 374	99 348	99 326	99 236	99 129	98 769	98 135	97 381	96 433
2000 *r*	100 000	99 493	99 454	99 427	99 406	99 389	99 317	99 224	98 897	98 385	97 841	97 209
2002 *r*	100 000	99 544	99 509	99 483	99 461	99 446	99 378	99 298	98 986	98 488	97 957	97 354
2003 *p*	100 000	99 542	99 506	99 480	99 460	99 444	99 381	99 298	99 010	98 550	98 083	97 493
Femmes												
1985	100 000	99 282	99 217	99 178	99 149	99 124	99 017	98 923	98 719	98 455	98 170	97 805
1995	100 000	99 556	99 513	99 485	99 467	99 450	99 384	99 307	99 149	98 930	98 663	98 297
2000 *r*	100 000	99 614	99 580	99 558	99 543	99 530	99 476	99 411	99 266	99 098	98 926	98 651
2002 *r*	100 000	99 634	99 602	99 582	99 569	99 555	99 499	99 439	99 306	99 139	98 957	98 717
2003 *p*	100 000	99 640	99 609	99 589	99 574	99 562	99 512	99 463	99 349	99 203	99 030	98 788
Espérance de vie aux âges indiqués (2)												
Hommes												
1985	71,3	70,9	70,0	69,0	68,1	67,1	62,2	57,3	52,5	47,9	43,3	38,6
1995	73,9	73,3	72,3	71,3	70,4	69,4	64,4	59,5	54,7	50,0	45,4	40,8
2000	75,3	74,7	73,7	72,7	71,7	70,8	65,8	60,9	56,1	51,3	46,6	41,9
2002 *r*	75,8	75,1	74,1	73,1	72,2	71,2	66,2	61,3	56,5	51,7	47,0	42,3
2003 *p*	75,9	75,2	74,3	73,3	72,3	71,3	66,4	61,4	56,6	51,8	47,1	42,3
Femmes												
1985	79,4	79,0	78,1	77,1	76,1	75,1	70,2	65,3	60,4	55,6	50,7	45,9
1995	81,9	81,3	80,3	79,3	78,3	77,3	72,4	67,5	62,6	57,7	52,8	48,0
2000	82,8	82,1	81,1	80,2	79,2	78,2	73,2	68,3	63,4	58,5	53,6	48,7
2002 *r*	83,0	82,3	81,3	80,4	79,4	78,4	73,4	68,5	63,6	58,7	53,8	48,9
2003 *p*	82,9	82,2	81,3	80,3	79,3	78,3	73,3	68,4	63,5	58,5	53,6	48,8

N.B. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-15 (suite et fin)

Tables de mortalité abrégées (1)

Source : Insee

Année	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85	90	95	100
Survivants aux âges indiqués pour 100 000 nés vivants													
Hommes													
1985	94 637	92 982	90 330	86 202	80 326	72 703	62 815	50 183	34 547	18 667	6 823	1 392	165
1995	95 250	93 604	91 286	88 124	83 625	77 099	68 297	57 109	42 827	26 545	11 713	3 209	426
2000 *r*	96 326	94 867	92 663	89 589	85 459	79 729	71 580	60 628	46 667	29 780	13 954	3 907	771
2002 *r*	96 499	95 129	92 938	89 859	85 705	80 212	72 502	61 894	48 093	31 321	14 902	4 261	799
2003 *p*	96 655	95 351	93 186	90 094	85 925	80 462	72 980	62 472	48 434	31 497	14 770	4 110	680
Femmes													
1985	97 282	96 548	95 426	93 728	91 346	87 960	82 858	74 652	61 036	41 342	20 043	5 784	824
1995	97 799	97 079	96 055	94 665	92 753	89 952	85 704	79 122	68 264	51 304	29 201	10 838	2 096
2000 *r*	98 222	97 551	96 526	95 172	93 338	90 802	86 970	80 861	70 853	54 387	32 164	12 132	2 706
2002 *r*	98 318	97 629	96 612	95 234	93 368	90 878	87 128	81 229	71 382	55 133	33 083	12 623	2 748
2003 *p*	98 391	97 737	96 730	95 328	93 475	90 956	87 221	81 241	71 305	54 916	32 346	11 779	2 290
Espérance de vie aux âges indiqués (2)													
Hommes													
1985	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,3	8,5	6,2	4,4	–	–	–
1995	36,3	31,9	27,6	23,5	19,7	16,1	12,8	9,8	7,3	5,2	3,7	2,6	2,4
2000	37,3	32,8	28,5	24,4	20,4	16,7	13,3	10,3	7,6	5,4	3,8	2,9	2,0
2002 *r*	37,6	33,1	28,8	24,7	20,8	17,1	13,6	10,5	7,7	5,5	3,9	3,0	2,6
2003 *p*	37,7	33,2	28,9	24,8	20,8	17,1	13,6	10,4	7,7	5,4	3,8	2,8	2,5
Femmes													
1985	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,5	–	–	–
1995	43,3	38,6	33,9	29,4	25,0	20,6	16,5	12,7	9,3	6,5	4,4	3,0	2,1
2000	43,9	39,2	34,6	30,0	25,6	21,2	17,0	13,1	9,6	6,7	4,6	3,2	2,2
2002 *r*	44,1	39,4	34,8	30,2	25,8	21,4	17,2	13,3	9,7	6,8	4,6	3,2	2,4
2003 *p*	43,9	39,2	34,6	30,1	25,6	21,3	17,1	13,1	9,6	6,6	4,4	3,1	2,4

(1) Âges en années.
(2) Nombre moyen d'années restant à vivre aux personnes qui atteignent l'âge indiqué.

TABLEAU B.02-16

Table de mortalité : années 2001-2003

Source : Insee (Évaluation provisoire basée sur les résultats de l'enquête de recensement de 2004)

Âge	Hommes			Femmes			**Ensemble**		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivantes (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
0	100 000	471	75,70	100 000	374	82,95	**100 000**	**424**	**79,24**
1	99 529	37	75,06	99 626	32	82,26	**99 576**	**34**	**78,58**
2	99 492	27	74,09	99 594	21	81,29	**99 542**	**24**	**77,60**
3	99 465	22	73,11	99 574	15	80,31	**99 518**	**19**	**76,62**
4	99 443	17	72,12	99 558	15	79,32	**99 499**	**16**	**75,64**
5	99 426	16	71,14	99 543	12	78,33	**99 483**	**14**	**74,65**
6	99 411	14	70,15	99 531	11	77,34	**99 470**	**13**	**73,66**
7	99 397	13	69,16	99 520	9	76,35	**99 457**	**11**	**72,67**
8	99 384	12	68,17	99 511	10	75,35	**99 446**	**11**	**71,68**
9	99 372	12	67,17	99 501	9	74,36	**99 435**	**11**	**70,68**
10	99 360	13	66,18	99 492	10	73,37	**99 424**	**12**	**69,69**
11	99 347	13	65,19	99 482	10	72,38	**99 413**	**12**	**68,70**
12	99 334	15	64,20	99 472	11	71,38	**99 401**	**13**	**67,71**
13	99 319	19	63,21	99 460	11	70,39	**99 388**	**15**	**66,72**
14	99 300	26	62,22	99 449	13	69,40	**99 373**	**20**	**65,73**
15	99 274	34	61,24	99 436	19	68,41	**99 353**	**27**	**64,74**
16	99 240	45	60,26	99 417	22	67,42	**99 327**	**34**	**63,76**
17	99 196	60	59,28	99 395	26	66,44	**99 293**	**43**	**62,78**
18	99 136	84	58,32	99 370	33	65,45	**99 250**	**59**	**61,80**
19	99 053	96	57,37	99 337	34	64,48	**99 191**	**66**	**60,84**
20	98 957	97	56,42	99 303	33	63,50	**99 126**	**66**	**59,88**
21	98 861	101	55,48	99 271	33	62,52	**99 061**	**68**	**58,92**
22	98 761	103	54,53	99 238	32	61,54	**98 994**	**68**	**57,96**
23	98 659	100	53,59	99 206	31	60,56	**98 926**	**66**	**57,00**
24	98 561	96	52,64	99 175	34	59,58	**98 861**	**66**	**56,04**
25	98 466	97	51,69	99 142	32	58,60	**98 795**	**66**	**55,07**
26	98 370	103	50,74	99 109	35	57,62	**98 731**	**70**	**54,11**
27	98 268	106	49,79	99 074	38	56,64	**98 662**	**72**	**53,15**
28	98 165	106	48,85	99 037	37	55,66	**98 590**	**72**	**52,18**
29	98 061	108	47,90	99 000	39	54,68	**98 519**	**74**	**51,22**
30	97 955	114	46,95	98 961	41	53,70	**98 446**	**78**	**50,26**
31	97 843	118	46,00	98 920	43	52,72	**98 369**	**81**	**49,30**
32	97 728	120	45,06	98 878	49	51,74	**98 289**	**85**	**48,34**
33	97 610	128	44,11	98 829	56	50,77	**98 205**	**93**	**47,38**
34	97 485	139	43,16	98 774	60	49,80	**98 114**	**100**	**46,42**
35	97 350	149	42,22	98 714	70	48,83	**98 016**	**110**	**45,47**
36	97 204	162	41,29	98 646	71	47,86	**97 908**	**117**	**44,52**
37	97 047	176	40,35	98 575	78	46,89	**97 793**	**128**	**43,57**
38	96 876	196	39,42	98 498	91	45,93	**97 668**	**144**	**42,63**
39	96 686	207	38,50	98 408	103	44,97	**97 527**	**156**	**41,69**
40	96 486	230	37,58	98 307	114	44,02	**97 375**	**173**	**40,75**
41	96 264	255	36,66	98 195	124	43,07	**97 206**	**190**	**39,82**
42	96 019	281	35,76	98 073	130	42,12	**97 021**	**207**	**38,89**
43	95 749	312	34,86	97 945	152	41,17	**96 821**	**233**	**37,97**
44	95 450	344	33,96	97 796	165	40,24	**96 595**	**256**	**37,06**
45	95 121	387	33,08	97 635	178	39,30	**96 348**	**284**	**36,16**
46	94 754	430	32,20	97 461	194	38,37	**96 075**	**313**	**35,26**
47	94 346	474	31,34	97 272	207	37,44	**95 774**	**342**	**34,37**
48	93 899	509	30,49	97 070	221	36,52	**95 447**	**366**	**33,48**
49	93 421	535	29,64	96 856	245	35,60	**95 097**	**391**	**32,60**

N.B. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-16 (suite et fin)

Table de mortalité : années 2001-2003

Source : Insee (Évaluation provisoire basée sur les résultats de l'enquête de recensement de 2004)

Âge	Hommes			Femmes			**Ensemble**		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivantes (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
50	92 921	586	28,80	96 619	249	34,69	**94 725**	**418**	**31,73**
51	92 376	628	27,97	96 378	263	33,77	**94 329**	**446**	**30,86**
52	91 796	666	27,14	96 124	291	32,86	**93 908**	**479**	**30,00**
53	91 185	713	26,32	95 844	303	31,95	**93 458**	**508**	**29,14**
54	90 534	758	25,50	95 554	320	31,05	**92 984**	**538**	**28,29**
55	89 848	816	24,69	95 248	342	30,15	**92 483**	**578**	**27,44**
56	89 115	881	23,89	94 922	372	29,25	**91 949**	**625**	**26,59**
57	88 329	936	23,10	94 569	393	28,36	**91 374**	**662**	**25,76**
58	87 503	989	22,32	94 197	419	27,47	**90 770**	**701**	**24,92**
59	86 637	1 073	21,53	93 802	440	26,58	**90 134**	**751**	**24,10**
60	85 707	1 144	20,76	93 390	464	25,70	**89 456**	**798**	**23,28**
61	84 727	1 215	20,00	92 956	498	24,81	**88 743**	**848**	**22,46**
62	83 698	1 305	19,24	92 493	545	23,94	**87 990**	**915**	**21,65**
63	82 605	1 414	18,48	91 989	587	23,06	**87 185**	**988**	**20,84**
64	81 437	1 533	17,74	91 449	639	22,20	**86 323**	**1 071**	**20,04**
65	80 188	1 666	17,01	90 865	690	21,34	**85 399**	**1 159**	**19,26**
66	78 852	1 811	16,29	90 238	762	20,48	**84 408**	**1 264**	**18,48**
67	77 424	1 969	15,58	89 551	829	19,63	**83 342**	**1 371**	**17,71**
68	75 899	2 173	14,88	88 808	910	18,79	**82 199**	**1 507**	**16,95**
69	74 250	2 353	14,20	88 000	1 003	17,96	**80 960**	**1 637**	**16,20**
70	72 503	2 587	13,53	87 118	1 118	17,14	**79 635**	**1 803**	**15,46**
71	70 627	2 835	12,88	86 144	1 242	16,33	**78 199**	**1 978**	**14,73**
72	68 625	3 120	12,24	85 075	1 400	15,53	**76 652**	**2 188**	**14,02**
73	66 484	3 378	11,62	83 884	1 550	14,74	**74 975**	**2 380**	**13,32**
74	64 238	3 672	11,01	82 583	1 746	13,96	**73 190**	**2 611**	**12,64**
75	61 879	4 089	10,41	81 142	1 963	13,20	**71 279**	**2 908**	**11,96**
76	59 349	4 475	9,83	79 549	2 208	12,46	**69 206**	**3 203**	**11,30**
77	56 693	4 902	9,27	77 792	2 523	11,73	**66 989**	**3 554**	**10,66**
78	53 914	5 426	8,72	75 830	2 871	11,02	**64 609**	**3 963**	**10,04**
79	50 989	5 883	8,19	73 653	3 243	10,33	**62 049**	**4 354**	**9,43**
80	47 989	6 613	7,67	71 264	3 753	9,66	**59 347**	**4 937**	**8,84**
81	44 816	7 330	7,18	68 589	4 277	9,02	**56 417**	**5 518**	**8,27**
82	41 531	8 172	6,71	65 656	4 948	8,40	**53 304**	**6 234**	**7,72**
83	38 137	9 195	6,26	62 408	5 702	7,81	**49 981**	**7 067**	**7,20**
84	34 630	10 151	5,84	58 849	6 533	7,25	**46 449**	**7 914**	**6,71**
85	31 115	11 255	5,45	55 004	7 434	6,72	**42 773**	**8 857**	**6,25**
86	27 612	12 492	5,07	50 916	8 507	6,22	**38 984**	**9 952**	**5,80**
87	24 163	13 761	4,73	46 584	9 675	5,75	**35 105**	**11 115**	**5,39**
88	20 838	15 238	4,40	42 077	10 909	5,31	**31 203**	**12 390**	**5,00**
89	17 663	16 762	4,10	37 487	12 456	4,90	**27 337**	**13 881**	**4,64**
90	14 702	18 522	3,83	32 817	13 994	4,53	**23 542**	**15 442**	**4,31**
91	11 979	20 362	3,59	28 225	15 804	4,19	**19 907**	**17 209**	**4,00**
92	9 540	22 240	3,38	23 764	17 790	3,88	**16 481**	**19 109**	**3,73**
93	7 418	24 021	3,20	19 536	19 755	3,61	**13 332**	**20 970**	**3,49**
94	5 636	25 808	3,05	15 677	21 314	3,38	**10 536**	**22 544**	**3,29**
95	4 182	27 128	2,94	12 336	23 489	3,15	**8 161**	**24 443**	**3,10**
96	3 047	28 754	2,85	9 438	25 336	2,97	**6 166**	**26 201**	**2,94**
97	2 171	29 889	2,80	7 047	26 962	2,81	**4 550**	**27 677**	**2,81**
98	1 522	29 227	2,77	5 147	28 431	2,66	**3 291**	**28 619**	**2,69**
99	1 077	29 852	2,71	3 684	29 373	2,52	**2 349**	**29 485**	**2,56**
100	756	27 665	2,66	2 602	30 630	2,36	**1 657**	**29 937**	**2,43**
101	547	26 396	2,48	1 805	32 080	2,18	**1 161**	**30 709**	**2,25**
102	402	36 293	2,19	1 226	35 931	1,97	**804**	**36 024**	**2,03**
103	256	46 035	2,16	785	40 956	1,80	**514**	**42 251**	**1,89**
104	138	46 030	2,57	464	45 465	1,69	**297**	**45 599**	**1,90**

(1) À l'âge indiqué.
(2) Pour 100 000 survivants.

TABLEAU B.02-17

Mouvement naturel de la population - Collectivités d'outre-mer

Sources : Insee, Itsee (Institut territorial de la Statistique et des Études Économiques)
Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon

Année	Population moyenne (milliers) (1)	Nombre						Taux pour 1 000				
		Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants	Décés	Mortalité infantile	Excédent naturel	Nuptialité (2)	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
Nouvelle Calédonie												
1975	133,0	...	...	4 115	923	142	3 192	...	30,9	6,9	24,0	34,5
1980	140,0	781	127	3 668	1 008	99	2 660	5,6	26,2	7,2	19,0	27,0
1985	154,5	794	207	3 619	891	53	2 728	5,1	23,4	5,8	17,7	14,6
1990	170,9	887	157	4 378	928	47	3 450	5,2	25,6	5,4	20,2	10,7
1995	193,8	875	181	4 242	1 020	33	3 222	4,5	21,9	5,3	16,6	7,8
1998	204,3	1 005	196	4 352	982	30	3 370	4,9	21,3	4,8	16,5	6,9
1999	207,6	943	161	4 316	1 095	27	3 221	4,5	20,8	5,3	15,5	6,3
2000	211,0	995	159	4 566	1 077	21	3 489	4,7	21,6	5,1	16,5	4,6
2001	214,3	925	230	4 326	1 131	24	3 195	4,3	20,2	5,3	14,9	4,9
2002	217,4	905	219	4 194	1 121	29	3 073	4,2	19,3	5,2	14,1	6,9
2003	221,5	873	246	4 102	1 121	24	2 981	4,0	18,6	5,1	13,0	5,9
Polynésie française												
1975	131,8	...	...	4 404	953	187	3 451	...	33,4	7,2	26,2	42,5
1980	150,9	...	...	4 544	1 005	185	3 539	...	30,1	6,7	23,5	40,7
1985	174,5	1 280	...	5 415	993	125	4 422	7,3	31,0	5,7	25,3	23,1
1990 *r*	195,7	1 211	...	5 568	982	64	4 586	6,2	28,3	5,0	23,4	11,5
1995	216,0	1 220	...	4 905	1 113	50	3 792	5,6	22,7	5,2	17,6	10,2
1998	226,9	1 047	...	4 569	1 113	32	3 456	4,6	20,1	4,9	15,2	7,0
1999 *r*	231,0	1 107	271	4 794	1 023	31	3 771	4,8	20,8	4,4	16,3	6,5
2000 *r*	235,2	1 091	228	4 920	1 037	33	3 883	4,6	20,9	4,4	16,5	6,7
2001 *r*	239,4	964	...	4 874	1 170	36	3 704	4,0	20,4	4,9	15,5	7,4
2002 *r*	243,4	1 042	...	4 762	1 124	32	3 638	4,3	19,6	4,6	14,9	6,7
2003	247,3	1 047	...	4 503	1 122	31	3 381	4,2	18,2	4,5	13,7	6,9
Saint-Pierre-et-Miquelon (4)												
1975	5,9	50	...	99	32	///	67	8,5	16,9	5,4	11,5	///
1980	6,0	32	6	90	39	///	51	5,3	15,0	6,5	8,5	///
1985	6,3	32	5	95	50	///	45	5,1	15,2	8,0	7,2	///
1990	6,4	34	7	74	38	///	36	5,3	11,5	5,9	5,6	///
1995	6,6	17	9	75	50	///	25	2,6	11,4	7,6	3,8	///
1998	6,7	27	7	74	50	///	24	4,0	11,1	7,5	3,6	///
1999	6,5	26	5	75	45	///	30	4,0	11,2	6,7	4,5	///
2000	6,5	26	7	51	35	///	16	4,0	7,8	5,3	2,4	///
2001	6,6	28	8	71	46	///	25	4,3	10,8	7,0	3,8	///
2002	6,6	16	10	53	41	///	12	2,4	8,0	6,2	1,8	///
2003	6,6	20	4	72	54	///	18	3,0	10,9	8,2	2,7	///

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1976, 1983, 1989 et 1996 pour la Nouvelle Calédonie ; 1975, 1982, 1988, 1996 pour la Polynésie française et 1999 pour Saint-Pierre-et-Miquelon.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1 000 naissances vivantes.
(4) À Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.

TABLEAU B.02-18

Principaux indicateurs démographiques de divers pays en 2003

Source : Eurostat

Pays	Taux pour 1 000 habitants					(1) Taux de reproduction	Mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	Espérance de vie à la naissance	
	Variation (2) totale	Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divortialité	Net		Hommes	Femmes
Allemagne	– 0,1	8,6	10,4	4,6	...	...	4,2	75,5	81,3
Autriche	4,7	9,5	9,5	4,6	2,3	0,68	4,5	76,0	81,8
Belgique	3,9	10,8	10,3	4,0	3,0	...	4,3	75,9	81,7
Danemark	2,6	12,0	10,7	6,5	2,9	0,83	4,4	74,9	79,5
Espagne	18,9	10,5	9,2	5,0	...	...	3,6	77,2	83,7
Finlande	2,6	10,9	9,4	5,0	2,6	0,83	3,1	75,1	81,8
France	**5,2**	**12,7**	**9,2**	**4,6**	**2,1**	**0,90**	**4,0**	**75,9**	**82,9**
Grèce	3,1	9,5	9,6	5,5	1,0	...	4,0	75,4	80,7
Irlande	16,0	15,4	7,2	5,1	...	0,95	5,1	75,1	80,3
Italie	9,8	9,4	10,0	4,5	0,7	0,61	4,6	76,9	82,9
Luxembourg	7,5	11,8	9,0	4,4	2,3	0,78	4,9	...	...
Pays-Bas	4,0	12,3	8,7	4,9	2,0	0,83	4,8	76,1	80,8
Portugal	6,5	10,8	10,4	5,1	2,1	0,71	4,1	74,0	80,5
Royaume-Uni	5,8	11,7	10,3	...	...	0,79	5,3	76,2	80,7
Suède	3,9	11,1	10,4	4,4	2,4	0,80	3,1	77,9	82,4
Europe des Quinze *(p)*	**6,3**	**10,6**	**9,8**	**...**	**...**	**0,72**	**4,3**	**...**	**...**
Chypre	21,2	11,2	7,2	...	...	...	4,1	...	...
Estonie	– 3,7	9,8	13,4	4,2	...	0,66	6,8	...	...
Hongrie	– 2,5	9,3	13,4	4,5	2,5	0,63	7,3	68,4	76,7
Lettonie	– 5,3	9,0	13,9	4,3	2,1	0,59	9,4	65,5	76,8
Lituanie	– 4,8	8,9	11,9	4,9	3,1	0,59	6,7	66,3	77,7
Malte	6,5	9,8	7,8	5,9	...	...	5,9	...	...
Pologne	– 0,7	9,2	9,6	5,1	1,3	0,59	7,0	70,5	78,9
République tchèque	0,8	9,2	10,9	4,8	3,2	0,56	3,9	72,0	78,5
Slovaquie	0,2	9,6	9,7	4,8	2,0	0,57	7,9	...	...
Slovénie	0,7	8,7	9,8	3,4	1,1	0,59	4,0	...	...
Europe des Vingt-cinq *(p)*	**5,0**	**10,4**	**9,9**	**4,8**	**...**	**0,71**	**4,6**	**...**	**...**
États-Unis	...	...	...	...	...	...	...	74,4	80,0
Japon	...	...	...	...	...	...	3,0	77,6	84,3

(1) Chiffres de l'année 2002.
(2) La variation totale tient compte du solde migratoire.

Chapitre B.03

Étrangers et Immigrés

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements.

2 Structure par âge et sexe de la population étrangère en 1999.

3 Population totale et étrangère par sexe et type d'activité en 1999 - Départements d'outre-mer.

4 Étrangers de 15 ans ou plus, étrangers actifs et taux d'activité selon le sexe et l'âge regroupé.

5 Étrangers de 15 ans ou plus, étrangers actifs et taux d'activité selon le sexe et la nationalité regroupée.

6 Étrangers actifs selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe.

7 Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (NES16) et le sexe.

8 Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence en 1999.

9 Immigrés selon le sexe et quelques pays de naissance en 1999.

10 Structure par âge et sexe de la population immigrée en 1999 selon le pays de naissance.

11 Acquisitions de la nationalité française.

12 Acquisitions de la nationalité française, par décret, selon la nationalité antérieure.

13 Acquisitions de nationalité dans les pays d'Europe.

14 Immigrants selon le type de procédure en 2003.

15 Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'Omi, par âge, sexe et état matrimonial en 2003.

16 Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'Omi, par activité économique, profession et nationalité en 2003.

1

○ Présentation

La notion d'étranger est fondée sur le critère de la nationalité : est étrangère toute personne qui n'a pas la nationalité française. La nationalité peut changer : certaines personnes acquièrent la nationalité française au cours de leur vie. On les appelle alors français par acquisition, par opposition aux français de naissance.

La notion d'immigré est, pour sa part, liée à deux caractéristiques invariables : le lieu de naissance et la nationalité. L'immigré est une personne née étrangère, dans un pays étranger, mais qui vit en France. Après son entrée en France, il peut soit devenir français, soit rester étranger, suivant les possibilités offertes par le code de la nationalité française. Tout étranger n'est pas nécessairement un immigré, et tout immigré n'est pas forcément un étranger.

En mars 1999, 3 258 539 étrangers sont recensés en France métropolitaine. Leur part dans la population totale atteint 5,6 % contre 6,3 % en 1990 et 6,8 % en 1982. La diminution du nombre d'étrangers originaires de l'Union européenne, observée lors des recensements précédents, se confirme en 1999. Cette baisse concerne tout particulièrement les nationalités les plus nombreuses en 1990 (Espagnols, Italiens, Portugais). Les étrangers originaires du Maghreb sont également moins nombreux en 1999 qu'en 1990 quelle que soit leur nationalité.

La population étrangère résidant en France est relativement jeune. La proportion de personnes âgées de 20 à 40 ans dans la population étrangère est de 34,5 % ; elle est de 29,6 % dans la population totale. En revanche, 16,4 % des étrangers ont 60 ans ou plus contre 21,3 % pour la population totale.

En 2004, on compte plus d'un million de salariés étrangers en France, dont 678 612 hommes et 443 641 femmes. Ils sont particulièrement présents dans le secteur de l'agriculture, sylviculture et pêche (14,3 % de l'ensemble).

Les immigrés sont au nombre de 4 308 527 en 1999, 2 753 588 sont étrangers, les 1 554 939 autres étant français par acquisition.

La structure par âge de la population immigrée diffère de celle de l'ensemble de la population. Les jeunes sont peu nombreux, puisque, par définition, les immigrés ne naissent pas en France. Les moins de 20 ans représentent le quart de l'ensemble de la population et 8 % seulement de la population immigrée. La moitié des immigrés ont entre 30 et 55 ans, contre un tiers de l'ensemble des résidents. Un quart de la population immigrée a plus de 60 ans. Cette proportion n'est que d'un cinquième dans l'ensemble de la population.

En 1990, les femmes immigrées étaient plus nombreuses que les hommes seulement aux âges les plus avancés de la vie. Mais en 1999, leur nombre dépasse aussi celui des hommes pour tous les âges allant de 19 à 45 ans.

En 1999, une fraction des immigrés, 190 000, résident dans une collectivité (foyers de travailleurs, maisons de retraite, centres d'hébergement...). Sur les 4,1 millions vivant dans un logement, 3,4 millions vivent en famille, 510 000 sont seuls et 228 000 habitent avec d'autres personnes sans avoir de lien familial direct avec elles.

En 1999, la France métropolitaine compte 16 millions de familles d'immigrés : 14 millions sont des couples, mariés ou non, avec ou sans enfants, et 2 millions des familles monoparentales. Parmi les couples, 860 000 sont formés de deux immigrés (soit 6,1 % des couples) et 960 000 sont des couples mixtes (soit 6,8 %). Quatre couples de deux immigrés sur dix viennent d'Europe, communautaire ou non, et un tiers du Maghreb. Par ailleurs, une famille monoparentale sur dix a un parent immigré à sa tête. Qu'elles soient immigrées ou non, les familles monoparentales sont massivement constituées d'une mère et de ses enfants (84 % et 85 %). Les familles monoparentales sont plus fréquentes au sein des familles immigrées que non immigrées (19,5 % contre 12,6 %), particulièrement pour celles originaires d'Algérie ou d'Afrique subsaharienne (29 % et 26 %). À l'inverse, seules 8 % des familles immigrées de Turquie sont des familles monoparentales.

Malgré un âge au premier enfant relativement proche, les immigrés ont eu, en fin de vie féconde, davantage d'enfants. Ces écarts de descendance finale ne tiennent pas seulement à des différences de composition sociale.

2

○ Méthodologie

Pour la partie recensement de ce chapitre, voir la méthodologie au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

La législation sur la nationalité a fait l'objet de modifications importantes depuis une vingtaine d'années.

La loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié le Code de la nationalité française tel qu'il résultait de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité et la loi n° 84-341 du 7 mai 1984 modifiant l'article 37-1 du code prévoyant l'acquisition à raison du mariage, réglaient jusqu'en 1993 les questions d'acquisition et de perte de la nationalité française.

La réforme du droit de la nationalité, issue de la loi n° 93-933 du 22 juillet 1993, intégrée dans le code civil, modifie les règles d'attribution et d'acquisition de la nationalité française mais aussi la répartition des compétences à partir de 1994.

Avant cette réforme, le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration devenu ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire avait compétence pour l'ensemble des acquisitions de la nationalité française, quelle que soit la procédure (l'acquisition de la nationalité française à 18 ans par les jeunes étrangers nés et résidant en France ne nécessitait aucune formalité).

Après la réforme, les compétences étaient réparties entre le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration devenu ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire et celui de la Justice, et depuis juin 1997, elles le sont entre le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale devenu ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement et celui de la Justice ; le premier reste seul compétent en matière d'acquisition par décret (naturalisation et réintégration) et les déclarations d'acquisition à raison du mariage, les autres acquisitions par déclaration sont de la compétence du second. La manifestation de volonté qui concernait les jeunes étrangers nés en France relevait du juge d'instance. Chaque ministère présente les statistiques des acquisitions qui relèvent de sa compétence.

Depuis le 1er septembre 1998, la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité a supprimé la procédure d'acquisition de nationalité par manifestation de volonté.

3

○ Définitions

Acquisition de la nationalité française

a) Pour les jeunes :

Les jeunes étrangers nés en France deviennent Français de plein droit à 18 ans, s'ils y résident et y ont résidé de manière continue ou discontinue pendant cinq années depuis l'âge de 11 ans. Dès l'âge de 16 ans, ces jeunes nés et résidant en France peuvent anticiper l'acquisition de la nationalité française. De même, les parents d'un jeune étranger né en France peuvent demander pour lui et avec son accord, la nationalité française, dès qu'il a 13 ans s'il a résidé cinq ans en France pendant une période continue ou discontinue depuis l'âge de 8 ans.

b) Pour les majeurs :

• *Par décret*

Les naturalisations accordées par décret concernent des étrangers qui en font la demande et sous certaines conditions (sauf exceptions prévues, justification d'une résidence habituelle en France pendant les cinq années qui précèdent le dépôt de la demande) (art. 21.17 du Code Civil).

Un enfant mineur devient Français de plein droit dans le cas où l'un de ses parents acquiert la nationalité française, si son nom

est mentionné dans le décret de naturalisation et s'il a la même résidence habituelle que ce parent (art. 22.1 du Code Civil).
Une réintégration peut également résulter d'un décret.

• *Par déclaration de nationalité*

Elles sont souscrites par des étrangers sous certaines conditions. On distingue :
– les déclarations de nationalité à raison du mariage (art. 21-2 du Code Civil) ;
– les déclarations de nationalité des enfants adoptés par un Français ou recueillis en France (art. 21-12 du Code Civil) ;
– les déclarations de nationalité à raison de la possession d'état de français (jouissance de la nationalité française, pendant les dix années précédant la déclaration) (art. 21-13 du Code Civil) ;
– les déclarations de nationalité souscrites par des personnes qui se sont vu opposer les dispositions des articles 23-6 ou 30-3 du Code Civil ;
– les déclarations de nationalité souscrites en vue de la réintégration dans la nationalité française (art. 24 ; 24-2 du Code Civil).

• *Par manifestation de volonté (à raison de la naissance et de la résidence en France)*

La procédure d'acquisition de la nationalité française par manifestation de volonté, créée le 1er janvier 1994, s'appliquait aux jeunes étrangers, dès l'âge de 16 ans et jusqu'à l'âge de 21 ans, nés en France et y résidant de façon habituelle depuis au moins cinq ans (art. 21.7 du Code civil).
Depuis le 1er septembre 1998, la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité supprime la procédure d'acquisition de nationalité par manifestation de volonté. Toutefois, les manifestations de volonté souscrites mais non enregistrées avant le 1er septembre 1998 demeurent régies par les dispositions en vigueur à la date de leur souscription, c'est-à-dire par la loi du 22 juillet 1993. Cette disposition transitoire est importante pour les jeunes ayant manifesté leur volonté de devenir français entre 18 et 21 ans. En effet, ayant passé l'âge de 18 ans, ils ne peuvent plus bénéficier de l'acquisition de plein droit rétablie par la loi du 16 mars 1998.

Nationalité au RP 1999

La population est répartie en trois grands groupes :
– Français de naissance (y compris par réintégration) ;
– Français par acquisition (personnes devenues françaises par naturalisation, mariage, déclaration ou à leur majorité) ;
– Étrangers, qui sont classés suivant leur nationalité.
Parmi les étrangers se trouvant en France au moment du recensement, seuls ont été recensés ceux qui ont leur résidence permanente en France et ceux qui y travaillent ou y étudient (travailleurs permanents, stagiaires, étudiants, ainsi que leur famille le cas échéant), à l'exception des travailleurs saisonniers et des travailleurs frontaliers. En outre, n'ont pas été recensés les étrangers membres du corps diplomatique, mais le personnel étranger (administratif, technique ou de service) des ambassades résidant de façon permanente en France l'a été. Ne sont recensés ni les touristes ni toute personne faisant en France un séjour de courte durée.
Les étrangers sont regroupés par nationalité selon plusieurs nomenclatures.
Les résultats du recensement de 1999 contiennent des données par nationalité détaillée.
Les pays de l'Union européenne en mars 1999 sont : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, l'Autriche, la Finlande et la Suède. Le champ de l'Union européenne à 15 a été reconstitué pour 1975, 1982 et 1990.

Naturalisation

Naturaliser français un étranger, c'est lui accorder la condition de citoyen français à part entière.

Perte de la nationalité française

Les pertes de la nationalité française contrôlées se divisent en deux catégories :
– les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions ; conjoint français d'un étranger), décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française) ;
– les pertes de la nationalité française décidées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances.
Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la cellule Statistiques et études sur l'immigration de l'Insee, de la direction de la Population et des Migrations du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, et du ministère de la Justice.

Organismes :

— Insee ;
— Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, Direction de la Population et des Migrations ;
— Ministère de la Justice.

Sites Internet :

— www.insee.fr
— www.travail.gouv.fr
— www.justice.gouv.fr

Publications :

Insee

Recensement de la population de 1999 - Tableaux thématiques : exploitation complémentaire : population immigrée – population étrangère – France métropolitaine, 2001.
Insee-Première :
– « Les immigrés en France : une situation qui évolue », n° 1042, septembre 2005 ;
– « La fécondité des étrangères en France », n° 898, mai 2003 ;
– « Recensement de la population 1999, de plus en plus de femmes immigrées sur le marché du travail », n° 791, juillet 2001 ;
– « Recensement de la population 1999, la proportion d'immigrés est stable depuis 25 ans », n° 748, novembre 2000.
Insee-Références :
– « Données sociales », Édition 2006 - Trajectoire professionnelle des immigrés ;
– « France - Portrait social », Édition 2005-2006 - Dossiers - L'acquisition de la nationalité française : quels effets sur l'accès à l'emploi des immigrés ?, Denis Fougère et Mirna Safi ;
– « Les immigrés en France », Édition 2005.
Insee-Synthèses :
– « Regards sur l'immigration depuis 1945 », n° 30, octobre 1999.

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, direction de la Population et des Migrations et Ministère de la Justice

– « Les difficultés des étrangers sur le marché du travail : effet nationalité, effet quartier ? », ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, *Premières Informations et Premières Synthèses,* n° 17.3, avril 2005 ;
– « La sous-direction des naturalisations en 2003 : données chiffrées et commentaires », ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, direction de la Population et des Migrations, 2004 ;
– « Les acquisitions de la nationalité française en 2002 », S. Lumbroso, M. Tonnerre, A. Lebon..., *Études et statistiques Justice*, 2004.

Ined

Population et sociétés :
– « La fécondité des immigrées : nouvelles données, nouvelle approche », n° 400, avril 2004 ;
– « Cinq idées reçues sur l'immigration », n° 397, janvier 2004.

Autres

– « L'insertion des jeunes issus de l'immigration : de l'école au métier », Laine Frédéric et Okba Mahrez, *Net-Doc*, n° 15, Cereq ;

– « Les jeunes issus de l'immigration. De l'enseignement supérieur au marché du travail », *Bref,* n° 205, février 2004, Cereq ;

– « Omistat (Annuaire des migrations 2004) », Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations, annuel ;

– « Rapport annuel, Édition 2004 », Tendances des migrations internationales, Organisation de coopération et de développement économiques, Systèmes d'observation permanente des migrations (Sopemi) ;

– « Rapport 2002-2003 », Observatoire des statistiques de l'immigration et de l'intégration.

TABLEAU B.03-1

Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements

Source : Insee (Recensements de la population - exploitation complémentaire)

Nationalité	1975		1982		1990		1999	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Population totale	**52 599 430**	///	**54 295 612**	///	**56 651 955**	///	**58 513 700**	///
Total étrangers	**3 442 415**	**100,0**	**3 714 200**	**100,0**	**3 596 602**	**100,0**	**3 258 539**	**100,0**
Total nationalités d'Europe	**2 090 235**	**60,7**	**1 768 176**	**47,6**	**1 459 113**	**40,6**	**1 333 310**	**40,9**
dont : UE à 15 (1)	1 876 990	54,5	1 602 208	43,1	1 321 529	36,7	1 194 135	36,6
Allemands (ex - RFA)	42 955	1,3	44 000	1,2	52 723	1,5	76 882	2,4
Belges	55 945	1,6	52 636	1,4	56 129	1,6	66 927	2,1
Espagnols	497 480	14,5	327 156	8,8	216 047	6,0	160 194	4,9
Italiens	462 940	13,4	340 308	9,2	252 759	7,0	200 632	6,2
Polonais	93 655	2,7	64 804	1,7	47 127	1,3	33 925	1,0
Portugais	758 925	22,0	767 304	20,7	649 714	18,1	555 383	17,0
Ex-Yougoslaves	70 280	2,1	62 472	1,7	52 453	1,5	50 396	1,5
Autres nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	108 055	3,1	109 496	2,9	132 161	3,7	188 971	5,8
Ex-URSS	**12 450**	**0,4**	**7 452**	**0,2**	**4 661**	**0,1**	**17 784**	**0,5**
Total nationalités d'Afrique	**1 192 300**	**34,6**	**1 594 772**	**43,0**	**1 633 142**	**45,4**	**1 417 831**	**43,5**
Algériens	710 690	20,6	805 116	21,7	614 207	17,1	475 216	14,6
Marocains	260 025	7,6	441 308	11,9	572 652	15,9	506 305	15,5
Tunisiens	139 735	4,1	190 800	5,2	206 336	5,7	153 574	4,7
Autres nationalités d'Afrique	81 850	2,3	157 548	4,2	239 947	6,7	282 736	8,7
Total nationalités d'Amérique	**41 560**	**1,2**	**52 840**	**1,4**	**72 758**	**2,0**	**80 732**	**2,5**
Total nationalités d'Asie	**104 465**	**3,0**	**289 560**	**7,8**	**424 668**	**11,8**	**405 845**	**12,5**
Turcs	50 860	1,5	122 260	3,3	197 712	5,5	205 589	6,3
Autres nationalités	53 605	1,5	167 300	4,5	226 956	6,3	200 256	6,1
Nationalités d'Océanie, nationalités non précisées	**1 405**	**0,1**	**1 400**	**n.s.**	**2 260**	**0,1**	**3 037**	**0,1**

(1) Le champ de l'Union européenne a été reconstitué pour 1975, 1982 et 1990.

TABLEAU B.03-2

Structure par âge et sexe de la population étrangère en 1999

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

Âge atteint en 1999	**Total**	*dont* : UE à 15	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	(1) Afrique	(2) Asie	Turcs	Autres
Ensemble	**3 258 539**	**1 194 135**	**160 194**	**200 632**	**555 383**	**475 216**	**506 305**	**153 574**	**211 096**	**62 964**	**205 589**	**449 660**
0 à 14 ans	**443 616**	103 749	6 126	7 435	60 247	36 319	105 392	31 202	34 046	11 062	52 620	69 226
15 à 24 ans	**358 634**	83 722	6 852	6 455	42 948	35 771	87 551	16 391	33 296	9 311	35 487	57 105
25 à 34 ans	**556 936**	180 673	14 663	14 957	104 955	67 702	75 704	20 930	52 744	10 717	49 244	99 222
35 à 44 ans	**599 533**	217 556	22 861	25 663	113 429	84 862	78 344	30 845	51 494	11 848	28 679	95 905
45 à 54 ans	**541 960**	211 794	21 859	28 587	117 645	91 814	90 307	31 041	26 455	8 018	25 940	56 591
55 à 64 ans	**398 360**	182 659	29 884	38 198	80 235	95 216	49 974	16 323	10 286	4 671	10 248	28 983
65 ans ou plus	**359 500**	213 982	57 949	79 337	35 924	63 532	19 033	6 842	2 775	7 337	3 371	42 628
Hommes	**1 729 807**	**621 978**	**80 271**	**113 602**	**295 350**	**271 812**	**275 772**	**90 359**	**113 097**	**31 414**	**108 552**	**216 823**
0 à 14 ans	**227 074**	52 963	3 176	3 769	30 839	18 483	53 842	16 150	16 812	5 691	27 418	35 715
15 à 24 ans	**175 903**	40 633	3 061	3 082	23 056	17 916	45 719	8 454	15 119	4 705	17 187	26 170
25 à 34 ans	**277 474**	93 778	7 190	8 544	59 325	33 953	40 503	11 510	22 514	6 101	26 024	43 091
35 à 44 ans	**298 903**	113 679	12 976	16 701	59 320	41 068	29 795	16 426	27 680	6 399	15 628	48 228
45 à 54 ans	**303 985**	112 630	11 443	18 143	61 797	47 200	55 756	20 651	20 457	3 951	14 014	29 326
55 à 64 ans	**250 888**	100 499	15 236	23 578	43 253	67 805	36 903	12 481	8 785	2 042	6 591	15 782
65 ans ou plus	**195 580**	107 796	27 189	39 785	17 760	45 387	13 254	4 687	1 730	2 525	1 690	18 511
Femmes	**1 528 732**	**572 157**	**79 923**	**87 030**	**260 033**	**203 404**	**230 533**	**63 215**	**97 999**	**31 550**	**97 037**	**232 837**
0 à 14 ans	**216 542**	50 786	2 950	3 666	29 408	17 836	51 550	15 052	17 234	5 371	25 202	33 511
15 à 24 ans	**182 731**	43 089	3 791	3 373	19 892	17 855	41 832	7 937	18 177	4 606	18 300	30 935
25 à 34 ans	**279 462**	86 895	7 473	6 413	45 630	33 749	35 201	9 420	30 230	4 616	23 220	56 131
35 à 44 ans	**300 630**	103 877	9 885	8 962	54 109	43 794	48 549	14 419	23 814	5 449	13 051	47 677
45 à 54 ans	**237 975**	99 164	10 416	10 444	55 848	44 614	34 551	10 390	5 998	4 067	11 926	27 265
55 à 64 ans	**147 472**	82 160	14 648	14 620	36 982	27 411	13 071	3 842	1 501	2 629	3 657	13 201
65 ans ou plus	**163 920**	106 186	30 760	39 552	18 164	18 145	5 779	2 155	1 045	4 812	1 681	24 117

(1) Nationalités de l'Afrique anciennement sous administration française.
(2) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-3

Population totale et étrangère par sexe et type d'activité en 1999 - Départements d'outre-mer

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristiques individuelles	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Ensemble	***dont* étrangers**	Ensemble	*dont* étrangers	Ensemble	*dont* étrangères
GUADELOUPE						
Population totale	**422 222**	**21 103**	**203 146**	**9 740**	**219 076**	**11 363**
Activité						
Actifs ayant un emploi	**125 245**	**6 547**	66 857	3 819	58 388	2 728
Salariés	**102 629**	**5 021**	49 494	2 740	53 135	2 281
Non-salariés	**22 616**	**1 526**	17 363	1 079	5 253	447
Chômeurs	**65 518**	**4 881**	29 901	1 874	35 617	3 007
GUYANE						
Population totale	**156 790**	**46 576**	**78 963**	**23 149**	**77 827**	**23 427**
Activité						
Actifs ayant un emploi	**43 443**	**9 050**	25 703	6 422	17 740	2 628
Salariés	**36 819**	**6 431**	21 080	4 702	15 739	1 729
Non-salariés	**6 624**	**2 619**	4 623	1 720	2 001	899
Chômeurs	**18 783**	**8 885**	9 083	4 206	9 700	4 679
MARTINIQUE						
Population totale	**381 325**	**3 589**	**180 910**	**1 613**	**200 415**	**1 976**
Activité						
Actifs ayant un emploi	**116 067**	**1 066**	60 245	653	55 822	413
Salariés	**99 546**	**708**	47 823	390	51 723	318
Non-salariés	**16 521**	**358**	12 422	263	4 099	95
Chômeurs	**56 973**	**1 020**	25 304	382	31 669	638
RÉUNION						
Population totale	**706 180**	**3 614**	**347 076**	**1 486**	**359 104**	**2 128**
Activité						
Actifs ayant un emploi	**173 677**	**899**	100 634	555	73 043	344
Salariés	**150 103**	**695**	82 344	412	67 759	283
Non-salariés	**23 574**	**204**	18 290	143	5 284	61
Chômeurs	**124 203**	**955**	63 519	372	60 684	583

TABLEAU B.03-4

Étrangers de 15 ans ou plus, étrangers actifs et taux d'activité selon le sexe et l'âge regroupé

Source : Insee (Enquête sur l'emploi de 2004) (1) *Unités :* Nombre et %

Âge regroupé	Hommes			Femmes			**Ensemble**		
	Total	Actifs	(2) Taux	**Total**	Actives	(2) Taux	**Total**	**Actifs**	**(2) Taux**
De 15 à 29 ans	**233 441**	154 317	66,1	**256 839**	90 099	35,1	**490 280**	**244 416**	**49,9**
De 30 à 39 ans	**322 090**	291 414	90,5	**300 999**	173 910	57,8	**623 089**	**465 324**	**74,7**
De 40 à 49 ans	**263 783**	235 602	89,3	**291 669**	194 782	66,8	**555 452**	**430 384**	**77,5**
De 50 à 59 ans	**276 320**	218 762	79,2	**235 046**	126 593	53,9	**511 366**	**345 355**	**67,5**
60 ans et plus	**317 524**	38 530	12,1	**237 954**	16 273	6,8	**555 478**	**54 803**	**9,9**
Total	**1 413 158**	**938 625**	**66,4**	**1 322 507**	**601 657**	**45,5**	**2 735 665**	**1 540 282**	**56,3**

(1) Il s'agit de résultats en moyenne annuelle.
(2) Proportion d'actifs (actifs occupés + chômeurs BIT) dans l'effectif total.

TABLEAU B.03-5

Étrangers de 15 ans ou plus, étrangers actifs et taux d'activité selon le sexe et la nationalité regroupée

Source : Insee (Enquête sur l'emploi de 2004) (1) — *Unités :* Nombre et %

Nationalité regroupée	Hommes			Femmes			**Ensemble**		
	Total	Actifs	(2) Taux	**Total**	Actives	(2) Taux	**Total**	**Actifs**	**(2) Taux**
Italiens	**75 475**	28 663	38,0	**65 589**	16 317	24,9	**141 064**	**44 980**	**31,9**
Espagnols	**54 491**	24 568	45,1	**60 263**	19 947	33,1	**114 754**	**44 515**	**38,8**
Portugais	**233 944**	183 856	78,6	**216 722**	150 315	69,4	**450 666**	**334 171**	**74,2**
Autres ressortissants de la CEE	**111 378**	73 196	65,7	**118 072**	57 125	48,4	**229 450**	**130 321**	**56,8**
Total CEE	**475 288**	**310 283**	**65,3**	**460 646**	**243 704**	**52,9**	**935 934**	**553 987**	**59,2**
Algériens	**216 380**	125 505	58,0	**184 182**	64 095	34,8	**400 562**	**189 600**	**47,3**
Tunisiens	**68 345**	51 096	74,8	**46 714**	17 497	37,5	**115 059**	**68 593**	**59,6**
Marocains	**193 688**	128 531	66,4	**161 398**	62 606	38,8	**355 086**	**191 137**	**53,8**
Ressortissants des pays d'Afrique noire	**142 529**	111 711	78,4	**133 580**	73 808	55,3	**276 109**	**185 519**	**67,2**
Polonais	**15 903**	11 854	74,5	**21 182**	10 741	50,7	**37 085**	**22 595**	**60,9**
Yougoslaves	**13 644**	10 866	79,6	**13 664**	7 939	58,1	**27 308**	**18 805**	**68,9**
Turcs	**71 999**	57 526	79,9	**61 784**	14 673	23,7	**133 783**	**72 199**	**54,0**
Autres étrangers hors CEE	**215 382**	131 253	60,9	**239 357**	106 594	44,5	**454 739**	**237 847**	**52,3**
Total étrangers hors CEE	**937 870**	**628 342**	**67,0**	**861 861**	**357 953**	**41,5**	**1 799 731**	**986 295**	**54,8**
Ensemble	**1 413 158**	**938 625**	**66,4**	**1 322 507**	**601 657**	**45,5**	**2 735 665**	**1 540 282**	**56,3**

(1) Il s'agit de résultats en moyenne annuelle.
(2) Proportion d'actifs (actifs occupés + chômeurs BIT) dans l'effectif total.

TABLEAU B.03-6

Étrangers actifs selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe

Source : Insee (Enquête sur l'emploi de 2004) (1) — *Unités :* Nombre et %

Catégorie socioprofessionnelle	Hommes		Femmes		**Ensemble**	
	Effectifs	(2) %	Effectifs	(2) %	**Effectifs**	**(2) %**
Agriculteurs exploitants	5 543	1,2	2 856	1,3	**8 399**	**1,2**
Artisans	55 071	10,2	3 781	2,2	**58 852**	**8,2**
Commerçants et assimilés	25 897	6,4	13 592	5,3	**39 489**	**6,0**
Chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus	7 825	5,7	402	2,0	**8 227**	**5,2**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**88 793**	**8,2**	**17 775**	**3,9**	**106 568**	**6,9**
Professions libérales	9 642	4,4	2 962	2,4	**12 604**	**3,7**
Cadres de la fonction publique	27 065	3,9	13 036	2,1	**40 101**	**3,0**
Cadres d'entreprise	58 938	4,0	25 657	4,4	**84 595**	**4,1**
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**95 645**	**4,0**	**41 655**	**3,1**	**137 300**	**3,7**
Professions intermédiaires de l'enseignement	14 310	1,8	30 971	1,8	**45 281**	**1,8**
Professions intermédiaires administratives	29 985	3,3	29 128	2,9	**59 113**	**3,0**
Techniciens	26 416	2,8	2 479	1,6	**28 895**	**2,7**
Contremaîtres, agents de maîtrise	25 503	4,6	2 200	3,7	**27 703**	**4,5**
Professions intermédiaires	**96 214**	**3,0**	**64 778**	**2,2**	**160 992**	**2,6**
Employés de la fonction publique	34 715	3,4	45 712	2,5	**80 427**	**2,8**
Employés administratifs d'entreprises	8 370	2,6	50 329	3,1	**58 699**	**3,0**
Employés de commerce	23 065	7,9	28 087	3,0	**51 152**	**4,1**
Personnels des services directs aux particuliers	44 509	19,1	182 068	11,0	**226 577**	**12,0**
Employés	**110 659**	**6,0**	**306 196**	**5,0**	**416 855**	**5,3**
Ouvriers qualifiés	286 165	7,5	27 837	5,3	**314 002**	**7,2**
Ouvriers non qualifiés	191 077	12,6	87 316	11,1	**278 393**	**12,1**
Ouvriers agricoles	43 635	19,3	15 623	14,7	**59 258**	**17,8**
Ouvriers	**520 877**	**9,3**	**130 776**	**9,2**	**651 653**	**9,3**
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	19 416	9,2	36 887	15,8	**56 303**	**12,7**
Militaires du contingent	–	–	–	–	**–**	**–**
Catégorie socio-professionnelle indéterminée	1 478	17,7	734	17,6	**2 212**	**17,6**
Total	**938 625**	**6,3**	**601 657**	**4,7**	**1 540 282**	**5,6**

(1) Il s'agit de résultats en moyenne annuelle.
(2) Pourcentage calculé par rapport à l'effectif total (français + étrangers) de la catégorie.

TABLEAU B.03-7

Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (NES 16) et le sexe

Source : Insee (Enquête sur l'emploi de 2004) (1) — *Unités :* Nombre et %

Activité économique regroupée	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Effectif	**(2) %**	Effectif	(2) %	Effectif	(2) %
Agriculture, sylviculture et pêche	**45 180**	**14,3**	33 943	15,3	11 237	11,8
Industries agricoles et alimentaires	**20 201**	**3,4**	14 760	3,9	5 441	2,4
Industrie des biens de consommation	**26 163**	**4,1**	14 668	4,5	11 495	3,6
Industrie automobile	**14 956**	**4,6**	12 494	4,6	2 462	4,9
Industrie des biens d'équipement	**30 781**	**3,9**	27 963	4,5	2 818	1,8
Industrie des biens intermédiaires	**65 223**	**4,7**	51 000	4,9	14 223	4,1
Énergie	**3 885**	**1,6**	3 050	1,5	835	2,0
Construction	**166 536**	**13,2**	162 172	14,1	4 364	3,8
Commerce	**112 268**	**4,0**	70 994	4,9	41 274	3,0
Transports	**43 578**	**4,2**	33 384	4,2	10 194	4,4
Activités financières	**7 019**	**1,1**	3 041	1,1	3 978	1,1
Activités immobilières	**27 795**	**9,8**	8 300	7,2	19 495	11,6
Services aux entreprises	**189 604**	**6,5**	120 395	7,2	69 209	5,6
Services aux particuliers	**203 337**	**11,3**	71 863	10,8	131 474	11,6
Éducation, santé, action sociale	**115 395**	**2,7**	29 613	2,7	85 782	2,6
Administrations	**45 230**	**1,7**	19 127	1,5	26 103	2,0
Activité indéterminée	**5 102**	**7,0**	1 845	5,0	3 257	9,0
Total	**1 122 253**	**5,1**	**678 612**	**5,8**	**443 641**	**4,3**

(1) Il s'agit de résultats en moyenne annuelle.
(2) Pourcentage calculé par rapport à l'effectif salarié (français + étrangers) de l'activité.

TABLEAU B.03-8

Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence en 1999

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

Famille	**Total**	Total étrangers	*dont* : Union européenne				Algériens	Marocains	Tunisiens	Autres Afrique	(1) Asie	Turcs
			Ensemble	*dont*								
				Espagnols	Italiens	Portugais						
Nombre total de familles	**16 096 782**	**1 056 756**	**460 266**	**62 078**	**90 509**	**222 477**	**170 011**	**132 446**	**46 533**	**71 848**	**16 759**	**59 732**
Familles comprenant des enfants de 0 à 16 ans :												
0 enfant	**9 328 536**	485 021	278 523	45 063	67 444	113 829	70 446	35 971	13 674	14 852	6 727	16 455
1 enfant	**3 178 661**	224 377	87 211	8 236	11 388	52 828	36 497	30 644	10 387	18 791	3 461	14 072
2 enfants	**2 505 916**	186 197	69 540	6 486	8 443	42 108	30 232	27 035	9 528	15 820	2 862	13 571
3 enfants	**842 662**	100 354	20 586	1 791	2 682	11 522	20 370	20 675	7 814	10 610	2 322	10 818
4 enfants ou plus	**241 007**	60 807	4 406	502	552	2 190	12 466	18 121	5 130	11 775	1 387	4 816
Nombre total d'enfants de 0 à 16 ans	**11 774 239**	**1 175 512**	**306 747**	**28 765**	**38 674**	**180 864**	**213 141**	**228 233**	**75 307**	**142 894**	**22 717**	**94 521**

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-9

Immigrés selon le sexe et quelques pays de naissance en 1999

Source : Insee (Recensement de la population)

Pays d'origine	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Total	Français par acquisition	**Total**	Français par acquisition	**Total**	Françaises par acquisition
Population totale (1)	**58 520 688**	**2 355 290**	**28 419 419**	**1 088 369**	**30 101 269**	**1 266 921**
Total immigrés	**4 308 527**	**1 554 939**	**2 167 936**	**706 952**	**2 140 591**	**847 987**
Total pays d'Europe	**1 909 275**	**760 324**	**893 616**	**307 409**	**1 015 659**	**452 915**
dont : UE à 15	1 631 329	612 767	774 146	249 904	857 183	362 863
Allemagne	125 227	50 170	48 127	13 475	77 100	36 695
Belgique	93 395	33 664	39 070	10 083	54 325	23 581
Espagne	316 544	172 505	143 275	72 593	173 269	99 912
Italie	380 798	210 529	186 863	91 076	193 935	119 453
Pologne	98 566	68 441	34 342	23 055	64 224	45 386
Portugal	570 243	115 755	292 867	53 224	277 376	62 531
Ex-Yougoslavie	75 144	29 282	38 092	14 609	37 052	14 673
Autres pays d'Europe (sauf ex-URSS)	249 358	79 978	110 980	29 294	138 378	50 684
Ex-URSS	**32 323**	**15 441**	**12 120**	**5 081**	**20 203**	**10 360**
Total pays d'Afrique	**1 692 110**	**510 738**	**929 173**	**263 027**	**762 937**	**247 711**
Algérie	575 740	156 856	323 092	81 341	252 648	75 515
Maroc	521 059	133 405	283 940	68 633	237 119	64 772
Tunisie	201 700	80 987	116 232	43 075	85 468	37 912
Autres pays d'Afrique	393 611	139 490	205 909	69 978	187 702	69 512
Total pays d'Amérique	**127 343**	**50 150**	**55 745**	**21 419**	**71 598**	**28 731**
Total pays d'Asie	**543 326**	**217 270**	**275 421**	**109 608**	**267 905**	**107 662**
Turquie	175 987	26 759	93 383	14 280	82 604	12 479
Cambodge, Laos, Viêt-Nam	159 552	109 234	78 476	53 696	81 076	55 538
Autres pays d'Asie	207 787	81 277	103 562	41 632	104 225	39 645
Océanie	**4 150**	**1 016**	**1 861**	**408**	**2 289**	**608**

(1) Il existe une différence minime entre les chiffres de la population totale figurant dans ce tableau, issus d'une exploitation statistique, et les chiffres du dénombrement authentifiés par décret.

TABLEAU B.03-10

Structure par âge et sexe de la population immigrée en 1999 selon le pays de naissance

Source : Insee (Recensement de la population)

Âge atteint en 1999	**Total**	*dont* UE à 15	Espagne	Italie	Portugal	Algérie	Maroc	Tunisie	Autres Afrique	(1) Asie du Sud-Est	Turquie	Autres
Ensemble	**4 308 527**	**1 631 329**	**316 544**	**380 798**	**570 243**	**575 740**	**521 059**	**201 700**	**393 611**	**159 552**	**175 987**	**1 013 293**
0 à 14 ans	**186 695**	39 494	2 527	2 713	12 742	22 404	21 518	5 318	27 609	7 407	9 283	75 174
15 à 24 ans	**364 974**	59 119	5 007	4 222	21 265	40 558	75 760	11 622	58 235	13 803	31 198	103 304
25 à 34 ans	**697 457**	186 010	15 137	13 112	107 523	89 560	98 011	25 458	95 383	35 426	53 231	164 616
35 à 44 ans	**875 179**	295 973	50 632	35 295	148 454	108 201	112 988	45 930	112 287	39 733	32 347	189 312
45 à 54 ans	**828 535**	322 712	53 903	64 804	143 691	118 124	116 210	49 925	63 649	30 395	28 898	158 936
55 à 64 ans	**588 487**	274 612	58 198	72 113	92 353	113 491	63 000	30 692	23 999	14 524	11 445	108 672
65 ans ou plus	**767 200**	453 409	131 140	188 539	44 215	83 402	33 572	32 755	12 449	18 264	9 585	213 279
Hommes	**2 167 936**	**774 146**	**143 275**	**186 863**	**292 867**	**323 092**	**283 940**	**116 232**	**205 909**	**78 476**	**93 383**	**443 899**
0 à 14 ans	**94 895**	20 136	1 292	1 385	6 565	11 431	11 466	2 738	13 529	3 221	4 838	38 430
15 à 24 ans	**175 763**	26 729	2 161	2 045	10 627	20 119	39 320	6 120	26 795	6 929	14 924	46 723
25 à 34 ans	**333 137**	89 217	6 551	6 774	55 210	43 576	49 500	13 598	41 590	18 136	28 193	70 009
35 à 44 ans	**424 678**	144 304	24 956	19 098	74 070	51 305	48 384	24 699	58 660	20 080	17 861	85 565
45 à 54 ans	**445 837**	161 195	25 482	34 865	75 544	61 789	71 107	31 862	41 893	15 707	16 042	71 546
55 à 64 ans	**339 422**	135 826	25 904	38 827	49 267	78 876	44 147	20 539	17 127	7 367	7 239	50 129
65 ans ou plus	**354 204**	196 739	56 929	83 869	21 584	55 996	20 016	16 676	6 315	7 036	4 286	81 497
Femmes	**2 140 591**	**857 183**	**173 269**	**193 935**	**277 376**	**252 648**	**237 119**	**85 468**	**187 702**	**81 076**	**82 604**	**569 394**
0 à 14 ans	**91 800**	19 358	1 235	1 328	6 177	10 973	10 052	2 580	14 080	4 186	4 445	36 744
15 à 24 ans	**189 211**	32 390	2 846	2 177	10 638	20 439	36 440	5 502	31 440	6 874	16 274	56 581
25 à 34 ans	**364 320**	96 793	8 586	6 338	52 313	45 984	48 511	11 860	53 793	17 290	25 038	94 607
35 à 44 ans	**450 501**	151 669	25 676	16 197	74 384	56 896	64 604	21 231	53 627	19 653	14 486	103 747
45 à 54 ans	**382 698**	161 517	28 421	29 939	68 147	56 335	45 103	18 063	21 756	14 688	12 856	87 390
55 à 64 ans	**249 065**	138 786	32 294	33 286	43 086	34 615	18 853	10 153	6 872	7 157	4 206	58 543
65 ans ou plus	**412 996**	256 670	74 211	104 670	22 631	27 406	13 556	16 079	6 134	11 228	5 299	131 782

(1) Cambodge, Laos et Viêt-Nam.

TABLEAU B.03-11

Acquisitions de la nationalité française

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Justice

	1995		2000		2001		2002		2003	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Acquisitions par décret	40 867	44,2	77 478	73,4	64 595	71,3	64 081	69,2	77 102	69,8
dont : Enfants mineurs	12 041	13,0	24 653	23,4	19 436	21,5	19 929	21,5	25 701	23,3
Acquisitions par déclaration (1)	21 017	22,7	28 094	26,6	25 965	28,7	28 471	30,8	33 409	30,2
Total acquisitions	**61 884**	**67,0**	**105 572 (2)**	**100,0**	**90 560 (2)**	**100,0**	**92 552 (2)**	**100,0**	**110 511 (2)**	**100,0**
Par manifestation de volonté	30 526	33,0	///	///	///	///	///	///	///	///
Total	**92 410**	**100,0**	///	///	///	///	///	///	///	///

(1) Déclarations réellement acquisitives, non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française.
(2) Ce total ne comprend pas les acquisitions sans formalité et les acquisitions par anticipation rétablies par la loi du 16 mars 1998, et estimées respectivement à : 4 000 et 12 300 pour l'année 1998 ; 11 087 et 42 433 pour l'année 1999 ; 8 570 et 35 883 pour l'année 2000 ; 5 917 et 31 071 pour l'année 2001 ; 5 258 et 30 282 pour l'année 2002 ; 4 710 et 29 419 pour l'année 2003. En effet, la loi du 16 mars 1998 a supprimé la procédure de manifestation de volonté à compter du 1er septembre 1998 (cf. Méthodologie) ; par ailleurs, elle rétablit l'acquisition de plein droit de la nationalité française à la majorité pour les jeunes étrangers nés en France de parents étrangers. Cette loi a également rétabli la possibilité pour l'enfant de devenir français par anticipation durant sa minorité, à partir de 13 ans (cf. Définitions).

TABLEAU B.03-12

Acquisitions de la nationalité française, par décret, selon la nationalité antérieure

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Justice

Nationalités antérieures	2000	2000 avec enfants mineurs	2001	2001 avec enfants mineurs	2002	2002 avec enfants mineurs	2003	2003 avec enfants mineurs
Nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	**5 966**	**7 994**	**4 283**	**5 578**	**3 952**	**5 233**	**4 676**	**6 219**
UE (à 15)	**2 948**	**3 873**	**2 234**	**2 842**	**1 903**	**2 502**	**2 126**	**2 757**
dont : Belges	133	161	138	176	136	195	141	187
Britanniques	76	98	73	89	64	85	62	80
Espagnols	272	358	179	205	134	159	163	207
Italiens	369	435	279	326	229	275	242	268
Portugais	1 998	2 691	1 460	1 915	1 255	1 679	1 427	1 913
Hors UE (à 15)	**3 018**	**4 121**	**2 049**	**2 736**	**2 049**	**2 731**	**2 550**	**3 462**
dont : Polonais	525	721	347	466	304	396	371	495
Roumains	546	701	295	379	263	331	360	442
Ex-Yougoslaves	1 519	2 121	1 127	1 537	1 171	1 610	1 435	1 998
Nationalités d'Afrique	**33 307**	**48 107**	**30 166**	**42 654**	**30 040**	**43 116**	**35 514**	**53 131**
dont : Algériens	10 963	12 542	9 527	11 116	8 887	10 506	11 029	13 543
Marocains	12 666	20 020	12 833	19 243	12 120	18 178	13 187	20 923
Mauriciens	473	686	317	472	344	504	441	673
Togolais	260	397	224	322	249	374	379	551
Tunisiens	3 613	6 079	2 964	4 691	2 997	4 857	3 720	6 175
Nationalités d'Amérique	**1 553**	**2 472**	**1 302**	**2 050**	**1 381**	**2 232**	**1 884**	**3 159**
dont : Chiliens	127	168	72	87	62	75	64	89
Haïtiens	714	1 338	617	1 106	731	1 342	1 001	1 920
Nationalités d'Asie / Océanie	**11 552**	**18 248**	**9 101**	**13 899**	**8 468**	**13 103**	**8 898**	**14 007**
dont : Cambodgiens	1 304	2 026	933	1 348	860	1 215	758	1 080
Chinois	432	615	348	469	324	434	425	603
Iraniens	771	970	432	552	424	513	425	535
Laotiens	907	1 400	597	972	501	842	390	569
Libanais	921	1 227	518	684	528	740	657	928
Syriens	228	369	156	217	169	268	162	245
Turcs	3 926	6 791	3 797	6 162	3 387	5 603	3 281	5 857
Vietnamiens	1 208	1 644	826	1 111	767	1 024	796	1 060
Ex-Soviétiques	**390**	**509**	**307**	**414**	**311**	**397**	**429**	**586**
Diverses ou non précisées	**57**	**148**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total	**52 825**	**77 478**	**45 159**	**64 595**	**44 152**	**64 081**	**51 401**	**77 102**

TABLEAU B.03-13

Acquisitions de nationalité dans les pays d'Europe (1)

Source : Eurostat

Pays	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allemagne	20 078	45 016	61 625	71 981 *r*	86 356	83 027	106 790	143 120	186 688	180 349	154 547	...
Autriche	8 980	14 131	15 275	15 627	15 627	15 792	17 786	...	24 320	31 731	...	...
Belgique	8 658	16 379	25 808	26 149	...	...	...	24 196	...	62 160	...	...
Danemark	3 028	5 037	5 736	5 260	7 283	5 482	10 262	12 416	18 811	11 902	17 300	6 583
Espagne	7 033	8 348	7 802	6 756	8 433	9 801	12 550	16 384	16 743	16 743	21 805	26 517
Finlande	899	839	651	668	981	1 439	4 017	4 730	2 977	2 720	3 049	...
France	**54 381**	**60 013**	**77 515**	**92 410**	**63 055**	**83 676**	**81 449**	**94 002**	**...**	**...**	**...**	**139 938**
Grèce	1 090	1 803	383	1 258	716	930	807	...	...	...	...	...
Irlande	179	133	175	355	...	...	1 474	1 433	1 143	2 817	...	...
Italie	555	6 469	5 993	7 442	...	...	...	...	...	...	...	13 406
Luxembourg	893	800	293	270	305	761	631	549	684	496	754	...
Pays-Bas	12 794	43 069	49 448	71 445	82 690	59 831	59 173	62 090	49 968	46 667	45 321	28 799
Portugal	97	2	144	80	1 154	1 364	519	584	1 143	1 419	255	...
Royaume-Uni	57 271	45 793	44 033	40 516	43 069	37 010	53 934	54 902	82 210	89 785	...	124 295
Suède	16 770	42 659	35 065	...	25 549	28 875	46 520	37 777	43 474	36 399	37 792	...
Chypre	...	...	...	...	...	...	...	97	296	...	126	...
Estonie	...	...	...	...	...	...	9 969	4 534	3 425	3 090	4 091	...
Hongrie	...	...	...	...	12 126	...	6 203	6 066	5 393	8 590 *r*	...	...
Lettonie	...	...	...	...	...	...	...	12 914	13 482	9 947	9 421	...
Lituanie	...	...	...	...	825	...	562	567	490	507	...	471
Pologne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 070	1 182	...
République tchèque	...	...	...	...	...	...	...	7 309	...	...	3 261	2 199
Slovaquie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2 886	3 484	...
Slovénie	...	...	1 451	1 973	981	...	3 321	2 337	2 102	1 346	2 808	...
Islande	105	177	205	229	308	289	352	288	328	423	434	...
Norvège	4 757	5 538	8 778	11 778	12 237	12 037	9 244	7 988	9 474	10 838	...	...
Suisse	8 658	12 880	13 739	16 790	19 159	19 169	21 277	20 363	28 700	27 583	36 515	35 427

(1) Malte n'a pas fourni d'informations.

TABLEAU B.03-14

Immigrants selon le type de procédure en 2003

Sources : Office des migrations internationales (Omi)
Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (Ofpra)

Nationalité	Travailleurs permanents	Regroupement familial	Conjoints de français	Parents d'enfants français	Réfugiés (Ofpra) (1)	Familles de réfugiés et apatrides	Actifs non salariés	Réexamens (2)	Vie privée vie familiale	Autres (3)	**Total 2003**
Européens	...	**3 800**	**732**	**99**	**3 954**	**380**	**72**	–	**8 381**	**1 499**	...
dont : UE et pays non membres parties à l'EEE (4)	...	–	–	–	–	–	–	–	–	–	...
Autres Européens et Ex-URSS	1 144	1 032	433	75	3 097	147	67	–	4 499	1 293	**11 787**
Turcs	339	2 768	299	24	857	233	5	–	3 882	206	**8 613**
Asiatiques	**1 674**	**2 004**	**868**	**101**	**1 103**	**465**	**97**	–	**4 897**	**2 370**	**13 579**
dont : Libanais	364	157	41	9	5	2	3	–	246	177	**1 004**
Sri Lankais	4	86	38	2	645	229	–	–	299	72	**1 375**
Vietnamiens	84	58	61	5	16	38	2	–	582	63	**909**
Africains	**2 097**	**19 014**	**10 818**	**917**	**4 314**	**296**	**179**	–	**43 938**	**8 489**	**90 062**
dont : Maghreb	1 298	16 210	9 164	204	242	45	132	–	28 938	4 085	**60 318**
Algériens	397	5 367	3 686	–	226	22	82	–	15 884	2 890	**28 554**
Marocains	707	7 775	2 045	112	–	8	39	–	10 789	864	**22 339**
Tunisiens	194	3 068	3 433	92	16	15	11	–	2 265	331	**9 425**
Afrique hors Maghreb	799	2 804	1 654	713	4 072	251	47	–	15 000	4 404	**29 744**
Américains	**1 167**	**1 880**	**639**	**158**	**366**	**63**	**56**	–	**4 836**	**1 732**	**10 897**
Autres	**79**	**70**	**33**	**11**	**53**	**1**	**2**	–	**119**	**89**	**457**
Ensemble	...	**26 768**	**13 090**	**1 286**	**9 790**	**1 205**	**406**	–	**62 171**	**14 179**	...

(1) Les données par nationalité détaillée sur les réfugiés ne sont pas disponibles.
(2) Circulaire du 24 juin 1997.
(3) Cette rubrique « autres » comprend les enfants de français, les ascendants de français, les titulaires d'une rente d'accident du travail, les visiteurs, les bénéficiaires de l'asile territorial et les étrangers malades.
(4) L'Espace économique européen (EEE) est composé des pays de l'Union européenne, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège.

TABLEAU B.03-15

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'Omi, par âge, sexe et état matrimonial en 2003

Source : Office des migrations internationales (Omi)

Âge	**Total des travailleurs**	Hommes		Femmes	
		Total	*dont* mariés	Total	*dont* mariées
Moins de 20 ans	**38**	27	2	11	3
20 à 24 ans	**832**	556	62	276	41
25 à 29 ans	**2 139**	1 426	175	713	75
30 à 34 ans	**1 455**	1 080	293	375	82
35 à 39 ans	**916**	719	316	197	63
40 à 44 ans	**578**	474	275	104	45
45 ans ou plus	**542**	440	268	102	47
Total	**6 500**	**4 722**	**1 391**	**1 778**	**356**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.

TABLEAU B.03-16

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'Omi, par activité économique, profession et nationalité en 2003

Source : Office des migrations internationales (Omi)

	Algériens	Marocains	Tunisiens	Turcs	Autres	**Total**
Activité économique (2)						
Pêche, agriculture, sylviculture	4	87	3	11	201	**306**
Industries agricoles et alimentaires	6	15	3	9	94	**127**
Industries textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure	1	1	2	1	23	**28**
Industrie chimique, caoutchouc et plastiques	8	4	4	4	148	**168**
Fabrication équipements électriques, électroniques	6	16	5	6	190	**223**
Construction	31	83	21	207	273	**615**
Commerce de gros, de détail et réparation	32	54	14	15	480	**595**
Hôtels, restaurants	36	58	11	63	608	**776**
Transports et communications	20	17	3	2	187	**229**
Activités financières	8	18	5	3	151	**185**
Immobilier, location, services aux entreprises	109	229	77	10	1 225	**1 650**
Éducation	18	10	13	1	155	**197**
Santé et action sociale	75	50	13	–	245	**383**
Services collectifs, sociaux, personnels	8	12	3	5	294	**322**
Services domestiques	10	22	1	–	82	**115**
Administration publique, activités extra-territoriales	8	4	2	–	49	**63**
Autres (3)	17	27	14	2	458	**518**
Total	**397**	**707**	**194**	**339**	**4 863**	**6 500**
Profession						
Ouvriers et employés non qualifiés	68	97	21	41	621	**848**
Ouvriers et employés qualifiés	124	266	42	264	1 523	**2 219**
Techniciens et agents de maîtrise	44	67	20	6	376	**513**
Cadres et ingénieurs	161	277	111	28	2 343	**2 920**
Total	**397**	**707**	**194**	**339**	**4 863**	**6 500**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.
(2) D'après la nomenclature utilisée par l'Omi, à partir de la Naf (Nomenclature d'activités française).
(3) Extraction de produits énergétiques et non énergétiques, travail du bois, fabrication d'articles en bois, industries du papier, édition, imprimerie, cokéfaction, raffinage, industrie nucléaire, métallurgie et travail des métaux, fabrication de machines et équipements, fabrication de matériel de transport, autres industries manufacturières, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.

Chapitre B.04

○ Ménages

1 Présentation.

2 Méthodologie.

3 Définitions.

4 Sources de documentation.

❍ Liste des tableaux

1 Ménages selon le type de ménage et l'âge de la personne de référence.

2 Ménages selon le nombre de personnes en 1982, 1990 et 1999 - France entière.

3 Catégories de population par sexe en 1982, 1990 et 1999.

4 Ménages, population et nombre de personnes selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 1999 - France entière.

5 Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans en 1999.

1
○ Présentation

Depuis 1962, la taille des ménages baisse de manière continue.
Entre les recensements de 1990 et 1999, le phénomène marquant est la forte augmentation du nombre de ménages d'une seule personne. En 1999, un ménage sur trois se compose d'une seule personne contre un peu plus d'un sur quatre en 1990.
Les couples sans enfant sont eux aussi plus nombreux depuis 1990 (+ 16 %) alors que la population n'augmente dans le même temps que de 3,3 %.
En 1999, 9,8 millions de familles avec enfants habitent en métropole : 20 % sont des familles monoparentales et 80 % des couples.
La proportion des couples formés de deux personnes mariées continue de baisser depuis 1962, celle des couples de deux célibataires a quadruplé. Les couples composés de personnes séparées ou divorcées progressent également. Ceci contribue aux recompositions familiales.

2
○ Méthodologie

La méthodologie du recensement de la population de 1999 est expliquée au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

3
○ Définitions

Composition des familles

Chaque personne d'un ménage ne peut appartenir, tout au plus, qu'à une seule famille.
Une famille comprend :
– soit un couple (marié ou non) et, le cas échéant, ses enfants ;
– soit une personne sans conjoint et ses enfants (famille monoparentale).
L'enfant de la famille est compté comme tel, quel que soit son âge, s'il n'a pas de conjoint ou d'enfant vivant dans le ménage avec lequel il constituerait alors une famille en tant qu'adulte. Ce peut être l'enfant des deux parents, de l'un ou de l'autre, enfant adopté, enfant en tutelle de l'un ou l'autre parent. Aucune limite d'âge n'est fixée pour être enfant de la famille. Un petit-fils ou une petite-fille n'est pas considéré comme « enfant de la famille ».

Personne de référence du ménage et de la famille

– La personne de référence du ménage est déterminée à partir de la structure familiale du ménage et des caractéristiques des individus qui la composent.
Il s'agit le plus souvent de la personne de référence de la famille quand il y en a une, ou de l'homme le plus âgé, en donnant priorité à l'actif le plus âgé.
– La personne de référence de la famille est l'homme du couple ou le parent de la famille monoparentale.
Remarque :
La personne de référence du ménage est la personne de référence de la famille lorsqu'il n'y en a qu'une ou choisie parmi les personnes de référence des familles ou parmi les membres des ménages de personnes isolées en privilégiant l'activité puis l'âge.

Ménages complexes

Les ménages complexes sont ceux qui comptent plus d'une famille ou d'une personne isolée. Ils comportent notamment les ménages au sein desquels cohabitent trois générations.

Ménages, familles

– Un ménage, au sens statistique, est défini comme l'ensemble des occupants d'une résidence principale, qu'ils aient ou non des liens de parenté. Un ménage peut ne comprendre qu'une seule personne.
Remarque :
Ne font pas partie des ménages les personnes vivant dans des habitations mobiles (y compris les mariniers et les sans-abri) et la population des communautés (foyers de travailleurs, maisons de retraite, résidences universitaires, maisons de détention...).
– Une famille est la partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée, soit d'un couple marié ou non, avec ou sans enfants, soit d'un adulte avec un ou plusieurs enfants. Dans une famille, l'enfant doit être célibataire (lui-même sans enfant).
Remarque :
La notion de « famille » a été introduite à partir du recensement de 1968 et est venue remplacer les notions de « noyau familial principal » et de « noyau familial secondaire » utilisées depuis 1954.

Population réintégrée du recensement de 1999

Ce sont les élèves internes des établissements d'enseignement et les militaires du contingent qui sont « réintégrés » dans la population des ménages de la commune où ils ont leur résidence personnelle.

Type de famille

On distingue :
– les familles monoparentales, composées d'un père ou d'une mère de famille sans conjoint avec un ou plusieurs enfants ;
– les familles comprenant un couple, marié ou non.

4
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division Emploi de l'Insee.

Organisme :

– Insee.

Site Internet :

– www.insee.fr

Publications :

Insee

Insee-Première :
– « Enquête sur l'emploi 2004 - Le chômage augmente légèrement malgré la reprise de l'emploi », n° 1009, mars 2005 ;
– « 1975 - 2002 : la part des ménages sans emploi a doublé », n° 998, janvier 2005 ;
– « Patrimoine des ménages début 2004 - Le déploiement de l'épargne salariale », n° 985, septembre 2004 ;
– « Les ménages à bas revenus et le logement social », n° 962, avril 2004 ;
– « Enquête sur l'emploi 2003 », n° 958, avril 2004 ;
– « Les conditions de logement des ménages à bas revenus », n° 950, février 2004 ;
– « Recensement de la population 1999. Des ménages de plus en plus petits », n° 789, juillet 2001 ;
– « Recensement de la population 1999. 7,4 millions de personnes vivent seules en 1999 », n° 788, juillet 2001.
Insee-Références :
– « Données sociales », Édition 2006, à paraître ;
Insee Résultats série Société :
– « L'enquête « Étude de l'histoire familiale » de 1999 », n° 33, août 2004.
Économie et statistique :
– « Les services informels entre ménages : une dimension méconnue du bénévolat », n° 368, avril 2004 ;
– « Le panel européen : une source statistique longitudinale sur les revenus et les conditions de vie des ménages », nos 349-350, octobre 2001.
Fascicule thématique du recensement de la population 1999, série « verte » :
Ménages, familles et population totale.

TABLEAU B.04-1

Ménages selon le type de ménage et l'âge de la personne de référence (1)

Source : Insee (Enquête sur l'emploi de 2004) (2) — *Unité : %*

Type de ménage	15 à 39 ans	40 à 64 ans	65 ans ou plus	**Total**	Répartition des ménages 2004
Seul et marié	12,7	58,0	29,3	**100,0**	1,0
Seul et veuf	–	11,8	88,2	**100,0**	10,8
Seul et divorcé	7,1	65,9	27,0	**100,0**	5,2
Seul et célibataire	60,3	28,0	11,7	**100,0**	13,2
Personnes seules	**28,1**	**29,8**	**42,1**	**100,0**	**30,2**
Familles monoparentales	28,0	55,7	16,3	**100,0**	7,4
Personnes seules + familles monoparentales	**28,1**	**34,9**	**37,0**	**100,0**	**37,6**
Couple sans enfant	20,2	37,6	42,2	**100,0**	27,8
Couple avec enfant(s)	38,0	58,4	3,6	**100,0**	31,7
Ménages complexes	36,8	42,6	20,6	**100,0**	2,9
Total	**27,9**	**43,5**	**28,6**	100,0	**100,0**

(1) Lecture : 60,3 % des célibataires vivant seuls ont entre 15 et 39 ans ; les personnes célibataires représentent 13,2 % des ménages en 2004.
(2) Il s'agit de résultats en moyenne annuelle.

TABLEAU B.04-2

Ménages selon le nombre de personnes en 1982, 1990 et 1999 - France entière

Source : Insee (Recensements de population)

Caractéristique du ménage	1982	1990	1999
France métropolitaine			
Ensemble des ménages	**19 588 924**	**21 542 152**	**23 810 161**
Nombre de personnes :			
1	4 811 476	5 845 140	7 380 512
2	5 591 208	6 368 948	7 414 525
3	3 679 188	3 821 700	3 850 077
4	3 172 216	3 371 484	3 277 099
5	1 440 324	1 439 144	1 321 235
6 ou plus	894 512	695 736	566 713
Nombre total de personnes	52 987 260	55 396 580	57 226 208
Nombre moyen de personnes par ménage	2,70	2,57	2,40
Départements d'outre-mer			
Guadeloupe			
Ensemble des ménages	**85 629**	**112 478**	**144 818**
Nombre total de personnes	323 400	383 627	419 050
Nombre moyen de personnes par ménage	3,7	3,4	2,9
Guyane			
Ensemble des ménages	**21 063**	**33 285**	**46 173**
Nombre total de personnes	70 241	112 953	154 290
Nombre moyen de personnes par ménage	3,3	3,4	3,3
Martinique			
Ensemble des ménages	**82 265**	**106 536**	**130 844**
Nombre total de personnes	321 811	355 498	377 317
Nombre moyen de personnes par ménage	3,7	3,3	2,9
Réunion			
Ensemble des ménages	**120 861**	**157 853**	**215 044**
Nombre total de personnes	509 232	593 684	701 030
Nombre moyen de personnes par ménage	4,2	3,8	3,3

TABLEAU B.04-3

Catégories de population par sexe en 1982, 1990 et 1999 (1)

Source : Insee (Recensements de la population - exploitation complémentaire)

	1982			1990			1999		
	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes
Population totale	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**	**58 513 700**	**28 416 917**	**30 096 783**
Population des ménages	52 987 260	25 794 600	27 192 660	55 396 580	26 924 992	28 471 588	57 220 124	27 785 532	29 434 592
Population non réintégrée	52 208 428	25 225 036	26 983 392	54 624 828	26 344 412	28 280 416	56 669 709	27 398 974	29 270 735
Population réintégrée	778 832	569 564	209 268	771 752	580 580	191 172	550 415	386 558	163 857
dont : Élèves internes	512 864	314 992	197 872	523 592	335 624	187 968	427 844	268 916	158 928
Militaires	241 792	240 104	1 688	248 160	244 956	3 204	122 571	117 642	4 929
Population des collectivités	1 045 428	516 024	529 404	1 005 092	469 120	535 972	1 060 985	471 326	589 659
Foyers de travailleurs	203 932	180 292	23 640	176 232	151 772	24 460	150 988	130 164	20 824
Foyers d'étudiants, cités universitaires	129 764	69 904	59 860	137 664	69 872	67 792	153 184	75 687	77 497
Maisons de retraite, hospices	329 152	102 600	226 552	357 268	99 212	258 056	424 850	110 777	314 073
Hospitalisation longue durée	192 772	89 780	102 992	140 784	60 952	79 832	116 456	46 644	69 812
Communautés religieuses	87 324	17 204	70 120	70 280	14 956	55 324	54 629	12 502	42 127
Autres collectivités	102 484	56 244	46 240	122 864	72 356	50 508	160 878	95 552	65 326
Population des habitations mobiles (y c. mariniers)	135 792	73 500	62 292	151 377	82 417	68 960	140 252	76 800	63 452
Population non réintégrée des établissements	127 132	103 532	23 600	98 906	88 527	10 379	92 339	83 259	9 080

(1) Les personnes en traitement dans les sanatoriums, préventoriums, aériums, de même que les personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques ont été intégrées à la population en hospitalisation de longue durée pour le recensement de 1982 afin d'assurer la comparaison avec ceux de 1990 et 1999.

TABLEAU B.04-4

Ménages, population et nombre de personnes selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 1999 - France entière

Source : Insee(Recensement de la population - exploitation complémentaire)

	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
France métropolitaine									
Ensemble des ménages	377 654	1 189 966	2 283 985	3 349 275	2 732 961	4 627 333	7 143 836	2 103 062	**23 808 072**
%	1,6	5,0	9,6	14,1	11,5	19,4	30,0	8,8	**100,0**
Population des ménages	1 234 575	3 560 921	6 327 940	8 889 358	6 459 938	14 338 289	12 777 480	3 631 623	**57 220 124**
Nombre de personnes par ménage	3,27	2,99	2,77	2,65	2,36	3,10	1,79	1,73	**2,40**
Ménages composés de :									
1 personne	43 482	169 158	525 829	848 204	943 983	785 257	2 761 181	1 303 015	**7 380 109**
2 personnes	76 229	306 300	553 392	819 094	704 349	1 004 063	3 519 720	431 033	**7 414 180**
3 personnes	84 526	281 391	455 464	699 414	510 588	1 018 075	622 878	176 250	**3 848 586**
4 personnes	105 881	287 992	495 227	692 326	378 740	1 057 675	157 565	101 209	**3 276 615**
5 personnes	50 408	106 947	196 869	230 396	141 170	497 677	47 922	50 635	**1 322 024**
6 personnes ou plus	17 128	38 178	57 204	59 841	54 131	264 586	34 570	40 920	**566 558**
Départements d'outre-mer									
Guadeloupe									
Ensemble des ménages	3 545	12 797	6 893	15 931	29 220	26 533	31 123	18 776	**144 818**
Guyane									
Ensemble des ménages	1 165	3 332	3 362	6 139	9 572	9 997	4 050	8 556	**46 173**
Martinique									
Ensemble des ménages	1 991	9 604	6 883	14 838	25 348	24 591	32 820	14 769	**130 844**
Réunion									
Ensemble des ménages	5 877	11 318	11 345	23 352	39 292	55 456	30 259	38 145	**215 044**

TABLEAU B.04-5

Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans en 1999

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristique de la famille	Ensemble	Familles ayant ... enfant(s) de 0 à 24 ans					Nombre total d'enfants de				
		0	1	2	3	4 ou plus	0 à 3 ans	4 à 6 ans	7 à 11 ans	12 à 16 ans	17 à 24 ans
Ensemble des familles	**16 096 782**	**7 492 332**	**3 615 859**	**3 255 259**	**1 267 979**	**465 353**	**2 239 196**	**2 081 225**	**3 708 167**	**3 745 651**	**4 260 588**
Type de famille :											
Familles monoparentales	**1 984 599**	**490 938**	**859 273**	**433 499**	**143 943**	**56 946**	**217 701**	**252 921**	**535 569**	**608 104**	**798 482**
Homme actif occupé	**186 673**	18 262	104 367	45 888	13 878	4 278	14 556	18 686	45 391	68 306	110 034
Homme autre	**106 025**	58 693	32 621	9 414	3 273	2 024	4 339	4 895	11 247	16 306	33 959
Femme active occupée	**928 037**	81 176	499 239	259 611	70 433	17 578	78 667	125 144	299 730	354 249	447 467
Femme autre	**763 864**	332 807	223 046	118 586	56 359	33 066	120 139	104 196	179 201	169 243	207 022
Familles comprenant un couple	**14 112 183**	**7 001 394**	**2 756 586**	**2 821 760**	**1 124 036**	**408 407**	**2 021 495**	**1 828 304**	**3 172 598**	**3 137 547**	**3 462 106**
Homme et femme actifs occupés	**6 207 302**	1 911 611	1 754 773	1 856 785	569 551	114 582	1 074 368	1 007 330	1 808 405	1 843 383	1 935 506
Homme actif et femme autre	**2 801 075**	803 818	617 879	737 205	437 348	204 825	744 207	642 090	1 044 945	943 723	962 275
Homme autre et femme active occupée	**941 628**	577 933	187 951	114 714	43 240	17 790	70 741	65 120	123 125	141 806	226 200
Homme et femme autres	**4 162 178**	3 708 032	195 983	113 056	73 897	71 210	132 179	113 764	196 123	208 635	338 125
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :											
1. Agriculteurs exploitants	**327 187**	91 962	83 003	99 557	42 218	10 447	53 332	53 221	104 851	112 869	129 776
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 005 285**	321 310	280 707	277 492	97 277	28 499	138 284	148 764	292 320	310 704	362 942
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	**1 723 436**	525 246	467 997	493 803	187 990	48 400	320 233	304 463	531 999	519 807	551 602
4. Professions intermédiaires	**2 451 449**	717 329	746 518	714 494	224 563	48 545	437 268	401 588	719 205	729 366	772 439
5. Employés	**1 734 002**	402 208	638 260	473 104	168 072	52 358	316 273	302 854	547 796	550 389	603 167
6. Ouvriers	**3 789 692**	1 006 094	1 052 477	1 043 236	471 000	216 885	842 844	766 482	1 316 180	1 276 999	1 346 011
7. Retraités	**4 318 497**	4 061 801	176 503	46 674	17 756	15 763	7 348	11 366	38 277	78 734	264 588
8. Autres sans activité professionnelle	**747 234**	366 382	170 394	106 899	59 103	44 456	123 614	92 487	157 539	166 783	230 063

Chapitre C.01

Population active et Emploi

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent.
2 Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT par sexe et groupe d'âge quinquennal.
3 Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé.
4 Taux de chômage standardisés dans les pays de l'Union européenne (à 25) et d'autres pays de l'OCDE.
5 Population résidente occupée au 31 décembre.
6 Effectifs salariés du régime Unedic par taille d'établissement, au 31 décembre.
7 Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée (NES 16), le statut et le type d'horaire de travail (temps complet, temps partiel).
8 Actifs occupés à temps partiel selon le sexe et le statut.
9 Intérim et contrats à durée déterminée.
10 Établissements de travail temporaire et effectifs salariés, au 31 décembre.
11 Indicateurs du marché du travail.
12 Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat et de « La Poste » par statut, au 31 décembre 2003.
13 Effectifs des agents de l'État par ministère, grand service et statut au 31 décembre.
14 Effectifs des agents de l'État par catégorie statutaire A, B, C et sexe.
15 Taux de chômage selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.
16 Dépense pour l'emploi.
17 Effectifs de la fonction publique territoriale - France entière.
18 Population totale et population active en 1999 - Départements d'outre-mer.

1

○ Présentation

En 2004, selon l'enquête Emploi, le nombre de chômeurs au sens du BIT s'élève à 2 727 000 personnes en moyenne sur l'année, soit 71 000 de plus qu'en 2003. Le taux de chômage s'établit à 9,9 % de population active, en progression de 0,2 point par rapport à 2003. Cette hausse du chômage est plus modérée qu'entre 2002 et 2003 (+ 0,9 point). Sur la période la plus récente, entre le 4e trimestre 2003 et le 4e trimestre 2004, le taux de chômage est stable et s'établit à 10,2 % en données non corrigées des variations saisonnières.

Entre 2003 et 2004, le chômage augmente essentiellement chez les jeunes : le taux de chômage des 15 – 29 ans progresse de près d'un point en un an, passant de 16,5 % en moyenne en 2003 à 17,4 % en 2004. Il reste stable pour les autres tranches d'âge. Même si le taux de chômage augmente un peu plus vite chez les hommes que chez les femmes, ces dernières restent encore les plus exposées : en moyenne en 2004, une femme active sur neuf est au chômage, contre un homme actif sur onze. Le chômage augmente à peu près au même rythme que l'on soit employé, cadre, ouvrier ou technicien, laissant intactes les inégalités entre les qualifications. Le risque de chômage des cadres reste ainsi deux fois et demi plus faible que celui des ouvriers, en 2004 comme en 2003.

Le taux de chômage est stable, voire en légère baisse, pour tous les diplômés de niveau strictement supérieur au baccalauréat. Depuis quelques années, ce sont les diplômés du supérieur court qui enregistrent les taux de chômage les plus faibles et non plus les diplômés des niveaux les plus élevés.

En moyenne en 2004, 1 136 000 personnes sont au chômage depuis plus d'un an. Parmi elles, environ 550 000 sont au chômage depuis plus de deux ans, soit un chômeur sur cinq. Rester plus d'un an au chômage est caractéristique des actifs les plus âgés, qu'ils soient hommes ou femmes.

Entre 2003 et 2004, le nombre d'emplois augmenterait de près de 90 000, après avoir connu une légère baisse entre 2002 et 2003. Les nouveaux emplois sont des emplois salariés du secteur privé. L'emploi non salarié, qui s'est maintenu au début des années deux mille, repart à la baisse. Les emplois supplémentaires sont majoritairement des emplois à temps partiel (+ 55 000). L'emploi masculin perd quelques postes après avoir chuté entre 2002 et 2003. L'emploi féminin quant à lui poursuit sa hausse, avec plus de 100 000 créations nettes en un an.

En baisse régulière depuis 1998, le sous-emploi repart à la hausse entre 2003 et 2004 : près de 1 260 000 personnes ayant un emploi travaillent moins qu'elles ne le souhaiteraient, soit environ 60 000 de plus qu'en 2003.

Comme en 2003, ce sont pour plus des trois quarts des femmes qui sont à temps partiel et souhaitent travailler plus. Ce sont aussi plus souvent des ouvriers et des employés que des cadres. La hausse de l'emploi salarié privé est particulièrement sensible pour certaines catégories socioprofessionnelles : les personnels des services directs aux particuliers (+ 91 000), les employés de commerce (+ 63 000), les professions intermédiaires de santé et du travail social (+ 67 000), les cadres. La baisse de l'emploi masculin observée depuis 2002 est à relier à la restructuration sectorielle en cours dans l'économie française.

La hausse de l'activité féminine amorcée dans les années soixante se poursuit. Pour autant, seulement 63,8 % des femmes de 15 à 64 ans sont actives, soit 11 points de moins que parmi les hommes.

Fin 2003, la Fonction publique de l'État au sens strict compte 2,61 millions d'agents. Elle regroupe les ministères civils, le ministère de la Défense et les établissements publics administratifs nationaux ou d'enseignement. Si on inclut les caisses nationales de sécurité sociale, la Poste, les établissements publics industriels et commerciaux, les groupements nationaux d'intérêt public et l'enseignement privé sous contrat, la Fonction publique d'État au sens large emploie 3,13 millions de personnes. Pour la première fois depuis 1987, le nombre d'agents diminue de 0,4 % entre 2002 et 2003 quel que soit le champ retenu, principalement du fait des sorties des dispositifs emplois-jeunes et contrats emploi-solidarité. Hors emplois aidés, il augmente de 0,6 % entre 2002 et 2003 pour l'État au sens strict. En raison des transferts budgétaires, l'emploi se développe dans les établissements publics administratifs (+ 8,9 %), alors qu'il recule dans les ministères (- 0,3 %). En fait, les évolutions sont contrastées selon les ministères : en 2003, le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie compte 2 600 agents de moins (- 1,3 %). Au ministère de l'Intérieur (y compris outre-mer), les effectifs diminuent de 0,8 %, après avoir fortement progressé en 2002. De son côté, le ministère de l'outre-mer compte 300 agents de moins qu'en 2002. En revanche, au ministère de la Justice, le nombre d'agents augmente de 2,2 %.

Au 31 décembre 2003, 1,75 million de personnes sont employées par les collectivités territoriales et leurs établissements publics, en France métropolitaine et dans les Dom. Après une année 2002 marquée par une croissance soutenue, l'année 2003 renoue, comme 2001, avec une croissance modérée (+ 1,6 %). Ce ralentissement masque des situations contrastées. Le dynamisme des communautés de communes et surtout d'agglomération reflète le développement accéléré de la coopération intercommunale (+ 11,9 %). En contrepartie, pour la première fois, l'emploi baisse dans les communes alors qu'il se développe de façon significative dans les régions et départements.

La baisse du nombre d'emplois aidés, amorcée en 2001, s'accentue (- 34 000). En effet, le nombre d'emplois-jeunes diminue en raison des premières sorties du dispositif. À l'exception de la filière médico-technique, toutes les filières bénéficient de la croissance. Comme en 2002, c'est dans la filière animation que la progression est la plus nette.

2

○ Méthodologie

Population active occupée

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population active occupée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissement).

Les séries publiées sont obtenues grâce à des indices d'évolution annuelle issus principalement des statistiques de l'Unedic (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce). Ces indices sont appliqués à la dernière donnée annuelle disponible, la base étant constituée à partir des résultats du recensement de la population.

L'Unedic établit au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs salariés relevant du régime des Assedic (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste mais ne couvre pas cependant l'ensemble des salariés. Aussi, les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

– statistiques annuelles de l'Unedic permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année sur le champ couvert ;

– statistiques trimestrielles de l'Unedic portant sur les établissements de 10 salariés et plus et données fournies par le ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre (Acemo) ; elles permettent à l'Insee d'évaluer l'emploi en fin de trimestre sur le secteur « concurrentiel », c'est-à-dire l'ensemble des activités économiques hors agriculture, administration, santé, action sociale et éducation ;

– données complémentaires fournies par les régimes de sécurité sociale agricole ou des non-salariés ou par les grandes entreprises nationales et statistiques de source Insee provenant principalement des enquêtes Emploi en continu, de l'exploitation des fichiers de paie de l'État et d'enquêtes auprès des collectivités locales, pour couvrir le champ non couvert par l'Unedic (secteur public, agriculture, services domestiques) ainsi que les non-salariés.

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le Rapport sur les comptes de la Nation, un cadre légèrement différent : celui des branches, alors que le secteur d'établissement regroupe les établissements ayant la même activité principale. La branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services. De plus, c'est l'emploi intérieur et non la population résidente occupée qui est ventilé par branche : le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidents ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la Comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.

La nomenclature par secteur d'établissement constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches. La répartition de la population active occupée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprise ; les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population active occupée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le code d'activité économique principale de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

Niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la population disponible à la recherche d'un emploi, ensemble des individus qui déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un.

Depuis 1975, l'enquête sur l'emploi permet de retenir la définition du chômage, recommandée par le Bureau international du travail (BIT). Pour être classé comme chômeur, trois conditions sont requises :

– être dépourvu d'emploi ;
– être disponible pour travailler ;
– rechercher activement un travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères.

Depuis juillet 2001, l'Insee a mis en place une nouvelle enquête Emploi qui se substitue à l'enquête annuelle à partir du 1er janvier 2003. Alors que l'enquête Emploi annuelle se déroulait sur un mois, en général en mars, la nouvelle enquête Emploi s'effectue en continu, tout au long de l'année. L'échantillon est renouvelé pour 1/6ème chaque trimestre. L'enquête est réalisée dans les logements dits « ordinaires » c'est-à-dire dans tous les logements hors les communautés : toutes les personnes vivant ne serait-ce qu'une partie du temps dans un tel logement sont interrogées. L'enquête est cependant représentative de l'ensemble de la population résidant en France métropolitaine, communautés comprises : l'hypothèse étant que les personnes vivant exclusivement en communauté ne diffèrent pas, à sexe et à âge donnés, des personnes vivant tout ou partie de leur temps dans un logement ordinaire. Par rapport à l'ancienne enquête, trois autres modifications majeures ont été introduites :

. Le questionnaire a été profondément remanié afin de le rendre plus comparable à celui des enquêtes équivalentes réalisées dans les autres pays européens (enquête sur les forces de travail) ; il a aussi été enrichi, notamment sur les transitions professionnelles infra-annuelles, sur l'exercice de plusieurs activités, sur l'accès à la formation continue et sur les horaires de travail.

. Les techniques de collecte ont été modifiées : une partie des enquêtes sont désormais réalisées par téléphone pour limiter les coûts de collecte.

. Les méthodes de codification des diplômes et des professions ont été améliorées.

Ces trois changements majeurs expliquent que la continuité des séries entre ancienne et nouvelle enquêtes Emploi ne soit pas toujours parfaitement assurée. C'est le cas en particulier sur les variables concernant le sous-emploi, l'ancienneté du chômage, ou encore les catégories socioprofessionnelles détaillées. Comme auparavant l'enquête Emploi annuelle, l'enquête Emploi en continu constitue la seule source qui permet de mettre en œuvre la définition du chômage préconisée par le Bureau International du Travail (BIT). Elle permet en outre de faire le lien entre le chômage au sens du BIT et le chômage défini par le recensement des demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE).

Agents de l'État

Depuis 1976, le recensement des agents de l'État, des établissements publics nationaux et des établissements privés sous contrat est établi à partir d'un système d'information statistique utilisant les fichiers automatisés de paie. La collecte des données est annuelle depuis 1983. Les recensements sont exhaustifs, en métropole, dans les Dom-Com et à l'étranger et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Les données sont individuelles.

Les personnes ou les rémunérations (indemnités, avantages en nature) manquantes dans les fichiers sont recensées au moyen d'une enquête complémentaire par questionnaire. Toutefois, le volet « Rémunérations » de l'enquête complémentaire n'est présent que les années paires. Le ministère de la Défense est inclus dans le champ des recensements, mais selon des modalités particulières qui se répercutent au niveau de la diffusion des résultats. Outre les informations sur les rémunérations (indices hiérarchiques, traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales variables exploitées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la catégorie statutaire (A, B, C, D), le corps et le grade, la catégorie socioprofessionnelle et la profession.

Les années impaires, l'exploitation des résultats est simplifiée et la diffusion est limitée aux caractéristiques fondamentales. Le champ des recensements individuels est prolongé par des enquêtes récapitulatives sur les personnels des organismes consulaires et des entreprises publiques à statut d'établissement public.

Intérim et contrats de travail à durée déterminée

Les relevés de contrats que les agences d'intérim établissent chaque mois sont collectés par l'Unedic et par le ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement. Depuis le 1er janvier 1995, ils sont centralisés par un centre serveur de l'Unedic. L'exploitation statistique est réalisée par le ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement. Ce nouveau système d'exploitation permet de prolonger les séries homogènes débutant en 1992. Par ailleurs, il fournit des informations qui n'étaient plus disponibles depuis cette date : répartition du nombre de contrats et du volume de travail correspondant par secteur d'activité et par catégorie socio-professionnelle.

Deux enquêtes fournissent des informations à la fois sur les contrats d'intérim et sur les contrats à durée déterminée :

– l'enquête sur l'Emploi de l'Insee permet de connaître le nombre d'intérimaires et de salariés sous contrat à durée déterminée ainsi que leur répartition par secteur d'activité, âge, sexe... Depuis juillet 2001, l'Insee a mis en place une nouvelle enquête Emploi (cf. paragraphe niveau de chômage) ;

– les enquêtes sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (enquêtes Acemo) du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement fournissent chaque trimestre le taux d'intérim et le taux de salariés sous contrats à durée déterminée dans les établissements de 10 salariés et plus.

La législation en vigueur depuis le 12 juillet 1990 vise à limiter les abus dans le recours aux contrats à durée déterminée et à l'intérim et à rapprocher les deux formes d'emploi. Ses grands principes sont :

• *Le retour à une liste limitative des cas de recours. Trois grands cas sont prévus :*

– le remplacement d'un salarié ;

– les variations temporaires ou exceptionnelles d'activité ;

– les variations inhérentes à la nature des activités de l'entreprise (emplois saisonniers et emplois pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir aux contrats à durée indéterminée, CDI).

• *Limitation (sauf cas particulier) à 18 mois (contre 24 dans le régime précédent) de la durée maximale des contrats à terme précis.*
• *Limitation à un seul renouvellement.*

Marché du travail

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'Unedic, les autres données ayant servi à établir ces tableaux sont recueillies auprès des directions départementales du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement ou de l'ANPE ; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère précité.
Les autres indicateurs du marché du travail donnent des informations concernant le chômage partiel. Ces renseignements sont établis à l'aide d'états dressés par les directions départementales de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de chômage partiel.

Dépenses pour l'emploi

Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi mises en oeuvre par le ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, mais également celles gérées par les autres administrations (de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Économie, des Finances et de l'Industrie). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'Unedic, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle continue. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

3 ○ Définitions

Chômeur au sens du BIT

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :
– être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
– être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
– chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.
Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à l'ANPE (et inversement).

Contrat de travail à durée déterminée

Un contrat de travail à durée déterminée (CDD) est un contrat de travail établi pour une durée précise, qui ne peut excéder, en principe, dix-huit mois et pour exécuter une tâche précise et temporaire (remplacement d'un salarié absent, accroissement temporaire de l'activité de l'entreprise, emploi saisonnier, emploi aidé dans le cadre des mesures en faveur de l'emploi).

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)

Elles concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois. Plus précisément, il s'agit des personnes inscrites à l'ANPE, sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche soit d'un emploi à durée indéterminée, à temps plein (DEFM de catégorie 1) soit d'un emploi à temps partiel (catégorie 2), soit d'un emploi saisonnier ou temporaire (catégorie 3).
En juin 1995, trois nouvelles catégories de DEFM sont créées par éclatement des anciennes catégories 1, 2 et 3. Dans les nouvelles catégories 6, 7 et 8 sont comptabilisées les personnes ayant travaillé plus de 78 heures au cours du mois et précédemment dénombrées dans les catégories 1, 2 et 3.
Des statistiques de flux sont également établies notamment sur les demandes d'emploi enregistrées ou satisfaites (par placement ou annulation) chaque mois ou chaque trimestre.

Dépenses pour l'emploi

Elles sont présentées sous forme d'un bilan du coût des politiques d'emploi.
Sept rubriques composent la typologie des « Comptes de l'emploi » :
– l'indemnisation du chômage total comprend les prestations de chômage ;
– l'incitation au retrait d'activité englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité, le plan social de la sidérurgie, les aides au départ d'agriculteurs âgés et l'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers ;
– la formation professionnelle reprend les opérations de formation professionnelle et d'insertion professionnelle des jeunes réalisées au profit, soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les régions, les entreprises et leurs organismes de mutualisation, ainsi que l'Unedic ;
– la promotion de l'emploi et la création d'emploi comprend les aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les travaux d'utilité collective, les contrats emploi-solidarité ;
– l'incitation à l'activité regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés ;
– le maintien de l'emploi recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) et diverses mesures d'accompagnement des restructurations ;
– le perfectionnement du fonctionnement du marché du travail comptabilise principalement le fonctionnement de l'Agence nationale pour l'emploi.

Fonction publique

La Fonction publique comprend la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères et leurs établissements publics sous tutelle), la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics et des maisons ou retraite publiques).
– *Effectifs budgétaires* : Lors de son vote annuel du budget, le Parlement pour les agents de l'État ou les instances territoriales (conseil généraux, municipaux...), conseils d'administration des hôpitaux pour les autres fonctions publiques « autorisent » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction en raison de l'existence d'emplois vacants et du temps partiel.
– *Titulaires* : Les personnels titulaires appartiennent à ces corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement :
  – catégorie A, assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction ;
  – catégorie B, chargée des fonctions d'application ;
  – catégorie C assure les tâches d'exécution (la catégorie D est en extinction depuis 1992).
– *Non-titulaires* : Ce sont les ouvriers d'État, contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), auxiliaires, vacataires, collaborateurs extérieurs, ou encore « emplois aidés » tels « les contrats emploi-solidarité ».

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail intérimaire. Elle se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié, et implique la

conclusion de deux contrats, un contrat de mise à disposition (entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise cliente) et un contrat de mission (entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié).

Offres d'emploi enregistrées au cours de l'année

Les offres d'emploi enregistrées au cours de l'année sont les offres d'emplois durables (type A), temporaires (type B) ou occasionnels (type C) déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi au cours de l'année.

Les offres d'emploi en fin de mois sont également décomptées : il s'agit des offres qui au dernier jour du mois ne sont pas satisfaites.

Jusqu'en mars 1995, les offres d'emplois étaient classées par catégorie : offres à temps plein et à durée indéterminée (catégorie 1), offres à temps partiel (catégorie 2), offres à durée déterminée (catégorie 3), offres d'emploi de très courte durée (catégorie 4). Le passage des catégories aux types d'offres en avril 1995 a entraîné une rupture de toutes les séries à l'exception de celle des offres enregistrées totales. Les offres enregistrées de type A + B + C correspondent à celles des catégories 1 + 2 + 3 + 4.

Population active au sens du BIT

Elle regroupe la population active occupée et les chômeurs (ces deux concepts étant entendus selon les définitions BIT).

Population active occupée au sens du BIT

Elle comprend les personnes (âgées de 15 ans ou plus) ayant travaillé (ne serait-ce qu'une heure) au cours d'une semaine de référence, qu'elles soient salariées, à leur compte, employeurs ou aides dans l'entreprise ou l'exploitation familiale. Elle comprend aussi les personnes pourvues d'un emploi mais qui en sont temporairement absentes pour un motif tel qu'une maladie (moins d'un an), des congés payés, un congé de maternité, un conflit du travail, une formation, une intempérie, etc. Les militaires du contingent, les apprentis et les stagiaires rémunérés effectuant un travail font partie de la population active occupée.

Taux d'activité

Rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et la population totale correspondante.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement et du département de l'« Emploi et des Revenus d'activité » de l'Insee.

Organismes :

- Insee.
- Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
- Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.

Sites Internet :

- www.insee.fr
- www.travail.gouv.fr
- www.fonction.publique.gouv.fr
- www.dgcl.interieur.gouv.fr

Publications :

Insee

Économie et statistique

- Dossier « emploi public, carrières et mobilité professionnelle », n[os] 369-370, 2004 ;
- Dossier « les travailleurs âgés face à l'emploi », n° 368, 2004 ;
- Dossier spécial « enquête Emploi », n° 362, 2003.

Insee-Résultats, série Société

- « Les mouvements de main-d'œuvre dans les établissements de 50 salariés ou plus en 2004 », à paraître ;
- « L'emploi départemental et sectoriel de 1989 à 2003 – chômage départemental 1981 – 2004 », n° 42, 2005 ;
- « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 2000, 2001 et 2002 », n° 39, mars 2005 ;
- « Enquête emploi en continu », n° 35, 2004 ;
- « Les effectifs des agents de l'État au 31 décembre 2000 », n° 21, novembre 2003.

Insee-Première

- « Transitions Emploi - chômage », à paraître ;
- « Transitions activité-retraite des plus de 50 ans - comparaisons européennes », à paraître ;
- « Comment devient-on cadre », à paraître ;
- « Le sous-emploi concerne 1,2 million de personnes », n° 1046, octobre 2005 ;
- « Les agents de l'État au 31 décembre 2003 », n° 1034, juillet 2005 ;
- « L'emploi dans les collectivités locales au 31 décembre 2003 », n° 1032, juillet 2005 ;
- « Enquête sur l'emploi 2004 », n° 1009, mars 2005.

Insee-Références

- « France, Portrait social », Édition 2005-2006 ;
- « Données sociales », Édition 2006.

Recensement général de la population de 1999

- « Tableaux Références et Analyses - Exploitation complémentaire », fascicules régionaux, France et cédérom ;
- « Tableaux Thématiques – Exploitation complémentaire », Population active, fascicule vert et cédérom ;
- « Bases de données locales – Communes...Profils – cédérom France par thème », thème 2 : Activité, thème 3 : Emplois.

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, Dares

Cahier Travail et emploi ;
Revue Travail et emploi ;
Premières informations, Premières synthèses ;
Dossiers statistiques du travail et de l'emploi (8 à 10 numéros par an) ;
Tableau de bord de la politique de l'emploi (mensuel) ;
Bulletin mensuel de statistiques du travail, et ses suppléments ;
Revue française des affaires sociales, publication trimestrielle.

Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, Direction générale des Collectivités Locales (DGCL)

- « Statistiques et finances locales » ;
- « Bulletin d'informations statistiques (Bis) ».

Cereq

Formation emploi.

La Documentation française

- « L'Observatoire de l'emploi public », Rapport 2003, juin 2004 ;
- « Rapport annuel Fonction publique, Faits et chiffres 2004 », ministère de la Fonction publique.

Autres

Bulletin de liaison de l'Unedic.
Quatre pages du Centre d'Études de l'Emploi.

TABLEAU C.01-1

Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent (moyennes annuelles) (1)

Source : Insee (Section synthèse et conjoncture de l'emploi)

Unité : Millier

	1990	1995	1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004
Salariés :									
Hommes	10 985,4	10 821,1	11 150,9	11 401,1	11 749,5	11 990,7	12 000,4	11 871,2	11 826,3
Femmes	8 481,1	9 062,4	9 549,0	9 780,2	10 092,8	10 325,9	10 506,5	10 620,1	10 657,0
Ensemble	**19 466,5**	**19 883,5**	**20 700,0**	**21 181,3**	**21 842,4**	**22 316,6**	**22 506,9**	**22 491,3**	**22 483,2**
Non salariés :									
Hommes	1 872,8	1 560,4	1 471,1	1 465,2	1 459,5	1 447,3	1 442,7	1 432,7	1 434,8
Femmes	1 034,8	810,8	734,7	725,6	719,8	708,2	703,4	710,6	705,8
Ensemble	**2 907,7**	**2 371,1**	**2 205,9**	**2 190,8**	**2 179,3**	**2 155,5**	**2 146,1**	**2 143,4**	**2 140,6**
Chômeurs :									
Hommes	945,1	1 342,1	1 403,9	1 329,2	1 140,7	1 050,0	1 169,4	1 283,3	1 326,5
Femmes	1 253,5	1 544,8	1 589,5	1 515,1	1 375,9	1 274,8	1 271,8	1 372,5	1 400,8
Ensemble	**2 198,6**	**2 886,9**	**2 993,4**	**2 844,3**	**2 516,6**	**2 324,8**	**2 441,3**	**2 655,8**	**2 727,2**
Militaires du contingent	251,5	206,1	127,8	83,5	51,6	13,2	–	–	–
Population active totale :									
Hommes	14 054,9	13 929,6	14 153,7	14 279,0	14 401,0	14 501,2	14 612,6	14 587,3	14 587,5
Femmes	10 769,4	11 418,0	11 873,3	12 020,9	12 188,5	12 308,9	12 481,7	12 703,3	12 763,5
Ensemble	**24 824,2**	**25 347,6**	**26 027,0**	**26 299,9**	**26 589,5**	**26 810,1**	**27 094,3**	**27 290,6**	**27 351,0**

(1) À compter de 2002, il n'y a plus de contingent.

TABLEAU C.01-2

Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT par sexe et groupe d'âge quinquennal

Source : Insee (Section synthèse et conjoncture de l'emploi)

Âge (1)	Recensements						Enquêtes sur l'emploi							
	1982		1990		1999		2000		2002		■ (2) 2003		2004	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
De 15 à 19 ans	23,8	16,7	14,4	9,0	10,9	5,5	11,4	5,9	11,6	5,6	13,9	8,1	14,5	8,6
De 20 à 24 ans	79,1	67,1	67,4	59,8	56,9	48,3	55,5	46,9	56,1	47,0	61,0	51,7	61,2	51,7
De 25 à 29 ans	93,3	71,1	93,5	80,2	91,4	82,3	91,7	79,3	91,2	79,5	90,3	78,9 *r*	90,7	77,9
De 30 à 34 ans	96,4	67,1	96,8	76,3	96,2	81,8	95,6	77,9	95,6	77,9	95,7	78,7 *r*	95,3	79,4
De 35 à 39 ans	96,8	65,4	97,2	75,6	96,7	81,6	96,3	79,2	96,1	79,2	95,8	80,4	95,5	81,3
De 40 à 44 ans	96,2	62,4	97,1	75,5	96,1	81,7	95,5	80,6	95,6	81,8	95,4	84,2	95,2	83,8
De 45 à 49 ans	94,9	58,7	95,9	71,5	95,0	80,2	94,9	79,3	94,6	80,8	94,0	81,3	94,2	81,9
De 50 à 54 ans	90,8	54,0	91,0	62,7	91,9	74,6	90,8	73,8	90,1	74,6	90,9	75,5	90,8	77,0
De 55 à 59 ans	76,8	44,9	69,7	46,3	70,7	53,2	65,8	52,0	69,3	53,3	69,2	55,4	67,7	56,2
De 60 à 64 ans	39,1	22,5	21,4	16,7	15,5	14,2	15,5	13,5	17,3	15,1	18,6	15,7	19,0	16,2
De 65 à 69 ans	9,5	5,0	5,2	3,3	1,5	0,9	3,7	2,5	3,3	2,5	4,3	2,5	4,1	2,5
De 70 à 74 ans	4,6	2,1	1,6	0,7	(3)	(3)	1,7	0,5	1,7	0,6	1,2	0,6	1,4	0,7
De 75 ans et plus	2,3	1,0	(4)	(4)	(3)	(3)	0,6	0,3	0,9	0,4	0,7	0,3	0,4	0,2
Ensemble	**68,5**	**43,1**	**64,5**	**46,4**	**62,3**	**48,7**	**61,9**	**48,2**	**61,9**	**48,5**	**62,3**	**49,0 *r***	**62,0**	**49,2**

(1) Âge atteint au cours de l'année.
(2) L'enquête emploi est annuelle jusqu'en 2002. Sa collecte avait lieu en mars, sauf en 1999 où elle a eu lieu en janvier. Depuis le 1er janvier 2003, l'enquête emploi annuelle est remplacée par une enquête emploi trimestrielle. Les données reportées sont en moyenne annuelle. La collecte a lieu en continu sur toutes les semaines de chaque trimestre. Outre le changement de période de référence, le champ de l'enquête emploi trimestrielle inclut les personnes résidant en collectivité, contrairement à l'enquête emploi annuelle. Le questionnaire a aussi été largement remanié. Ces trois changements impliquent que les résultats à partir de 2003 ne soient pas toujours directement comparables à ceux des années précédentes.
(3) Valeur comprise dans les 65 à 69 ans.
(4) Valeur comprise dans les 70 à 74 ans.

TABLEAU C.01-3

Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé (moyennes annuelles)

Source : Insee (Section synthèse et conjoncture de l'emploi)

Unités : Chômeurs : Millier
Taux de chômage : %

	1995		2000		*r* 2001		*r* 2002		*r* 2003		*p* 2004	
	Chômeurs	Taux de chômage	Chômeurs	Taux de chômage	Chômeurs	Taux de chômage	Chômeurs	Taux de chômage	Chômeurs	Taux de chômage	Chômeurs	Taux de chômage
Hommes :												
15 à 24 ans	272	18,9	232	16,2	231	15,7	272	18,0	300	19,8	326	21,4
25 à 49 ans	885	8,7	715	7,1	648	6,5	691	7,0	752	7,7	770	7,9
50 ans et plus	184	7,8	194	6,6	171	5,6	207	6,3	231	7,0	231	6,8
Total	**1 341**	**9,6**	**1 141**	**7,9**	**1 050**	**7,2**	**1 169**	**8,0**	**1 283**	**8,8**	**1 326**	**9,1**
Femmes :												
15 à 24 ans	339	29,3	241	21,8	236	21,1	243	20,5	262	22,0	284	23,8
25 à 49 ans	1 054	12,5	940	10,9	857	9,9	830	9,7	886	10,3	890	10,4
50 ans et plus	151	8,1	195	8,0	182	7,1	198	7,1	224	7,8	227	7,6
Total	**1 544**	**13,5**	**1 376**	**11,3**	**1 275**	**10,4**	**1 272**	**10,2**	**1 372**	**10,8**	**1 401**	**11,0**
Ensemble :												
15 à 24 ans	612	23,5	473	18,6	467	18,0	515	19,1	562	20,8	609	22,5
25 à 49 ans	1 939	10,5	1 655	8,9	1 505	8,1	1 521	8,3	1 638	8,9	1 661	9,1
50 ans et plus	336	8,0	389	7,3	353	6,3	405	6,7	455	7,4	457	7,2
Total	**2 887**	**11,4**	**2 517**	**9,5**	**2 325**	**8,7**	**2 441**	**9,0**	**2 656**	**9,7**	**2 727**	**10,0**

TABLEAU C.01-4

Taux de chômage standardisés dans les Pays de l'Union européenne (à 25) et d'autres pays de l'OCDE

Sources : Eurostat et OCDE (Perspectives économiques, juin 2005)

Unité : % de la population active civile

	r 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	2004
Pays de l'Union européenne :													
Allemagne	6,4	7,7	8,3	8,0	8,5	9,2	8,8	7,9	7,2	7,4	8,2	9,1	9,6
Autriche	...	4,0	3,8	3,9	4,4	4,4	4,5	4,0	3,7	3,6	4,2	4,3	4,5
Belgique	7,1	8,6	9,8	9,7	9,5	9,2	9,3	8,6	6,9	6,7	7,3	7,9	7,8
Danemark	8,6	9,6	7,7	6,8	6,3	5,2	4,9	4,8	4,4	4,3	4,6	5,6	5,4
Espagne	14,9	18,6	19,8	18,8	18,2	17,0	15,3	12,9	11,5	10,8	11,4	11,5	10,9
Finlande	11,6	16,4	16,8	15,4	14,6	12,7	11,4	10,2	9,7	9,1	9,1	9,0	8,9
France	**9,9**	**11,1**	**11,7**	**11,1**	**11,6**	**11,5**	**11,1**	**10,5**	**9,1**	**8,4**	**8,9**	**9,5**	**9,7**
Grèce	7,8	8,6	8,9	9,1	9,7	9,6	11,1	12,0	11,3	10,8	10,3	9,7	10,5
Irlande	15,4	15,6	14,3	12,3	11,7	9,9	7,5	5,6	4,3	3,9	4,3	4,6	4,5
Italie	8,8	9,8	10,6	11,2	11,2	11,2	11,3	11,0	10,1	9,1	8,6	8,4	8,0
Luxembourg	2,1	2,6	3,2	2,9	2,9	2,7	2,7	2,4	2,3	2,1	2,8	3,7	4,2
Pays-Bas	5,3	6,2	6,8	6,6	6,0	4,9	3,8	3,2	2,8	2,2	2,8	3,7	4,6
Portugal	4,3	5,6	6,9	7,3	7,3	6,8	5,2	4,5	4,1	4,0	5,0	6,2	6,7
Royaume-Uni	9,8	10,0	9,2	8,5	8,0	6,9	6,2	5,9	5,4	5,0	5,1	5,0	4,6
Suède	5,6	9,0	9,4	8,8	9,6	9,9	8,2	6,7	5,6	4,9	4,9	5,6	6,4
Union européenne à 15	**8,4**	**10,0**	**10,4**	**10,0**	**10,1**	**9,8**	**9,3**	**8,5**	**7,6**	**7,2**	**7,6**	**8,0**	**8,1**
Chypre	...	...	...	...	...	...	...	...	5,2	4,4	3,9	4,5	5,0
Estonie	...	...	...	...	...	9,6	9,2	11,3	12,5	11,8	9,5	10,2	9,2
Hongrie	9,9	12,1	11,0	10,4	9,6	9,0	8,4	6,9	6,3	5,6	5,6	5,7	5,9
Lettonie	...	...	...	...	...	...	14,3	14,0	13,7	12,9	12,6	10,4	9,8
Lituanie	...	...	...	...	...	...	13,2	13,7	16,4	16,4	13,5	12,7	10,8
Malte	...	...	...	...	...	...	...	...	6,8	7,7	7,7	8,0	7,3
Pologne	...	14,0	14,4	13,3	12,3	10,9	10,2	13,4	16,4	18,5	19,8	19,2	18,8
République Tchèque	...	4,4	4,3	4,1	3,9	4,8	6,4	8,6	8,7	8,0	7,3	7,8	8,3
Slovaquie	...	...	13,7	13,1	11,3	11,9	12,6	16,8	18,7	19,4	18,7	17,5	18,0
Slovénie	...	...	...	...	6,9	6,9	7,4	7,2	6,6	5,8	6,1	6,5	6,0
Union européenne à 25	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**9,5**	**9,1**	**8,6**	**8,4**	**8,7**	**9,0**	**9,0**
Autres pays de l'OCDE :													
Canada	11,2	11,4	10,4	9,6	9,7	9,2	8,4	7,6	6,8	7,2	7,7	7,6	7,2
États-Unis	7,5	6,9	6.1	5,6	5,4	4,9	4,5	4,2	4,0	4,7	5,8	6,0	5,5
Japon	2,2	2,5	2,9	3,1	3,4	3,4	4,1	4,7	4,7	5,0	5,4	5,3	4,7

TABLEAU C.01-5

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : Insee (Section synthèse et conjoncture de l'emploi) — *Unité* : Millier

Intitulé du secteur	NES 16	2000			*r* 2002			*p* 2003		
		Emploi total	Emploi salarié		Emploi total	Emploi salarié		Emploi total	Emploi salarié	
			Total	*dont* femmes		Total	*dont* femmes		Total	*dont* femmes
Agriculture, sylviculture et pêche	EA	912,5	354,3	86,7	878,1	339,6	82,9	870,8	348,3	81,7
Industries agricoles et alimentaires	EB	644,0	574,2	228,5	652,3	582,5	236,3	649,7	579,6	236,3
Industries des biens de consommation	EC	758,0	712,4	340,2	724,7	679,2	323,8	695,8	650,1	309,6
Industrie automobile	ED	294,5	293,3	46,1	294,0	292,8	47,7	291,4	290,2	49,3
Industries des biens d'équipement	EE	855,6	834,7	160,5	833,9	813,0	157,6	810,4	789,5	152,2
Industries des biens intermédiaires	EF	1 522,5	1 491,4	373,9	1 476,3	1 445,2	358,8	1 431,2	1 400,1	346,2
Énergie	EG	248,0	247,0	50,0	242,6	241,7	50,3	236,1	235,2	50,0
Construction	EH	1 436,9	1 231,0	110,4	1 476,7	1 261,1	118,1	1 496,9	1 274,2	120,5
Commerce	EJ	3 238,8	2 881,7	1 344,2	3 348,1	2 991,0	1 418,5	3 367,9	3 008,2	1 436,1
Transports	EK	1 093,0	1 038,2	221,4	1 123,9	1 069,8	235,7	1 123,6	1 069,4	236,1
Activités financières	EL	703,7	673,1	377,9	741,8	711,6	401,2	737,4	707,1	401,1
Activités immobilières	EM	288,2	260,6	155,6	293,6	266,3	157,6	297,7	270,3	159,7
Services aux entreprises	EN	3 274,3	3 091,9	1 320,2	3 362,2	3 182,0	1 395,4	3 358,4	3 177,9	1 389,6
Services aux particuliers	EP	2 062,0	1 780,4	1 169,3	2 138,3	1 860,1	1 221,7	2 172,4	1 893,6	1 230,2
Éducation, santé, action sociale	EQ	4 182,7	3 896,2	2 814,7	4 251,7	3 968,7	2 852,0	4 263,0	3 979,4	2 867,6
Administration	ER	2 712,3	2 702,7	1 388,5	2 801,3	2 791,7	1 436,2	2 809,4	2 799,9	1 441,5
Total	**TT**	**24 227,1**	**22 063,0**	**10 188,0**	**24 639,5**	**22 496,3**	**10 493,6**	**24 612,1**	**22 473,0**	**10 507,7**

TABLEAU C.01-6

Effectifs salariés du régime Unedic par taille d'établissement au 31 décembre

Source : Unedic — %

Taille de l'établissement	*r* 1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	2002	*r* 2003	*p* 2004
Ensemble								
1 à 9 salariés	26,0	25,9	25,5	24,6	24,4	24,4	24,5	24,5
10 à 49 salariés	28,9	28,7	28,4	28,2	28,5	28,5	28,7	28,7
50 à 199 salariés	22,6	22,2	22,3	22,8	23,1	23,3	23,5	23,6
200 à 499 salariés	11,6	12,0	12,4	12,7	12,8	12,8	12,5	12,5
500 salariés et plus	11,0	11,2	11,5	11,6	11,1	11,0	10,9	10,8
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (milliers)	**13 746,1**	**14 361,1**	**14 882,8**	**15 476,3**	**15 755,0**	**15 862,6**	**15 821,3**	**15 870,1**
***dont* :**								
Industrie								
1 à 9 salariés	11,6	11,8	11,7	11,3	11,3	11,4	11,4	11,6
10 à 49 salariés	23,3	23,4	23,1	22,8	22,7	22,7	22,8	22,8
50 à 199 salariés	25,1	24,9	24,9	25,1	24,9	25,0	25,0	24,8
200 à 499 salariés	17,7	17,7	17,7	17,8	18,1	18,2	18,3	18,4
500 salariés et plus	22,3	22,2	22,6	23,0	23,1	22,7	22,5	22,4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (milliers)	**3 868,5**	**3 791,2**	**3 797,3**	**3 868,3**	**3 863,8**	**3 767,6**	**3 660,0**	**3 569,8**
Construction								
1 à 9 salariés	34,3	37,0	37,2	36,8	36,6	36,5	36,5	36,7
10 à 49 salariés	37,1	38,1	38,4	38,6	38,6	38,9	39,2	39,2
50 à 199 salariés	19,0	17,4	17,5	18,0	18,1	18,2	18,2	18,0
200 à 499 salariés	6,0	5,0	4,9	4,7	4,5	4,5	3,9	4,0
500 salariés et plus	3,7	2,5	2,1	1,9	2,1	1,8	2,1	2,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (milliers)	**1 173,4**	**1 127,0**	**1 166,5**	**1 219,8**	**1 247,5**	**1 253,4**	**1 266,3**	**1 289,9**
Tertiaire								
1 à 9 salariés	31,2	30,2	29,3	28,1	27,8	27,4	27,4	27,3
10 à 49 salariés	30,3	29,7	29,2	29,0	29,4	29,3	29,4	29,4
50 à 199 salariés	22,0	21,7	21,8	22,6	23,1	23,3	23,6	23,8
200 à 499 salariés	9,6	10,6	11,3	11,7	11,9	11,9	11,6	11,5
500 salariés et plus	6,9	7,8	8,4	8,6	7,9	8,0	8,0	8,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (milliers)	**8 693,7**	**9 433,1**	**9 909,3**	**10 378,1**	**10 633,1**	**10 831,4**	**10 885,0**	**11 000,3**

TABLEAU C.01-7

Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée (NES 16), le statut et le type d'horaire de travail (temps complet, temps partiel)

Source : Insee (Enquête sur l'emploi) (1)

Unité : Millier

	Non salariés						Salariés					
	r 2003			2004			*r* 2003			2004		
	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%
Hommes												
Agriculture, sylviculture et pêche	515	35	6,7	451	33	7,2	222	18	7,9	222	19	8,5
Industries agricoles et alimentaires	44	1	1,8	51	1	2,4	359	8	2,1	375	10	2,6
Industries des biens de consommation	37	3	7,7	40	4	8,7	345	9	2,5	323	11	3,4
Industrie automobile	3	–	–	1	–	–	268	4	1,3	274	5	1,7
Industries des biens d'équipement	38	–	1,1	32	–	–	645	8	1,3	625	9	1,4
Industries des biens intermédiaires	41	1	1,7	41	1	1,4	1 103	28	2,5	1 042	18	1,7
Énergie	–	–	–	–	–	–	200	6	3,2	207	9	4,3
Construction	306	6	1,8	298	5	1,5	1 129	18	1,6	1 148	20	1,7
Commerce	309	13	4,1	305	11	3,7	1 427	70	4,9	1 458	78	5,3
Transports	49	1	2,0	51	2	4,1	765	27	3,5	797	25	3,1
Activités financières	11	–	–	12	–	1,3	313	13	4,1	284	6	2,0
Activités immobilières	27	1	2,0	23	1	2,7	104	9	8,9	116	8	7,2
Services aux entreprises	176	9	5,1	184	8	4,4	1 656	84	5,1	1 671	89	5,3
Services aux particuliers	166	11	6,7	175	11	6,4	664	113	17,1	665	116	17,4
Éducation, santé, action sociale	161	8	5,2	136	13	9,9	1 057	124	11,7	1 101	121	11,0
Administration	–	–	52,9	1	1	79,4	1 260	75	6,0	1 299	74	5,7
Activité indéterminée	3	2	49,5	3	1	20,1	60	22	37,7	37	6	17,4
Total	**1 884**	**89**	**4,7**	**1 805**	**91**	**5,0**	**11 577**	**635**	**5,5**	**11 643**	**623**	**5,3**
Femmes												
Agriculture, sylviculture et pêche	239	51	21,5	222	56	25,1	87	26	29,8	95	29	30,2
Industries agricoles et alimentaires	28	2	5,5	28	1	3,1	210	39	18,7	222	47	21,0
Industries des biens de consommation	17	2	8,7	14	–	3,4	308	42	13,5	323	46	14,3
Industrie automobile	–	–	–	–	–	–	55	4	7,6	50	5	10,8
Industries des biens d'équipement	4	2	50,2	4	2	68,1	159	21	13,0	156	26	16,5
Industries des biens intermédiaires	11	2	20,7	8	2	19,6	349	42	12,0	349	48	13,7
Énergie	–	–	–	–	–	–	52	16	31,0	41	11	25,6
Construction	39	20	51,9	24	14	59,2	112	38	34,0	116	39	33,9
Commerce	179	26	14,6	185	30	16,0	1 339	449	33,5	1 358	442	32,5
Transports	10	2	21,6	10	2	19,4	233	48	20,6	234	51	21,8
Activités financières	2	–	–	1	–	21,1	384	76	19,7	374	84	22,6
Activités immobilières	10	3	28,3	5	2	38,9	148	41	27,6	168	45	26,9
Services aux entreprises	58	13	21,6	51	11	22,0	1 228	332	27,0	1 228	336	27,4
Services aux particuliers	154	26	17,2	162	24	14,7	1 087	556	51,1	1 135	614	54,1
Éducation, santé, action sociale	149	34	22,8	142	37	26,2	3 132	963	30,7	3 236	966	29,9
Administration	3	1	19,3	4	1	30,9	1 332	424	31,8	1 293	409	31,6
Activité indéterminée	2	1	72,7	1	1	100,0	54	31	57,4	36	14	37,9
Total	**903**	**184**	**20,4**	**863**	**184**	**21,3**	**10 267**	**3 146**	**30,6**	**10 415**	**3 212**	**30,8**
Ensemble												
Agriculture, sylviculture et pêche	753	86	11,4	674	88	13,1	309	43	14,0	317	48	15,0
Industries agricoles et alimentaires	72	2	3,2	80	2	2,7	569	47	8,2	597	56	9,5
Industries des biens de consommation	53	4	8,0	55	4	7,3	653	50	7,7	645	57	8,9
Industrie automobile	3	–	–	1	–	–	323	8	2,4	325	10	3,1
Industries des biens d'équipement	42	3	6,0	35	2	7,0	804	29	3,6	781	34	4,4
Industries des biens intermédiaires	52	3	5,7	49	2	4,3	1 452	70	4,8	1 392	66	4,7
Énergie	–	–	–	–	–	–	252	23	8,9	248	19	7,8
Construction	345	26	7,4	322	19	5,9	1 241	56	4,5	1 263	59	4,7
Commerce	488	39	7,9	490	41	8,3	2 766	519	18,8	2 816	520	18,5
Transports	60	3	5,3	61	4	6,7	998	75	7,5	1 031	76	7,3
Activités financières	13	–	–	13	–	3,4	697	89	12,7	658	90	13,7
Activités immobilières	36	3	9,0	28	3	9,6	252	50	19,8	284	54	18,9
Services aux entreprises	233	22	9,2	236	19	8,2	2 884	416	14,4	2 899	425	14,6
Services aux particuliers	320	38	11,7	337	35	10,4	1 751	669	38,2	1 801	730	40,5
Éducation, santé, action sociale	309	42	13,7	278	51	18,2	4 189	1 086	25,9	4 337	1 087	25,1
Administration	3	1	23,8	4	2	40,0	2 593	500	19,3	2 592	483	18,6
Activité indéterminée	5	3	58,2	4	1	34,4	113	53	47,0	73	20	27,5
Total	**2 787**	**273**	**9,8**	**2 669**	**274**	**10,3**	**21 844**	**3 781**	**17,3**	**22 059**	**3 834**	**17,4**

(1) Les résultats sont en moyenne annuelle.

TABLEAU C.01-8

Actifs occupés à temps partiel selon le sexe et le statut

Source : Insee (Enquête sur l'emploi) (1) — *Unité* : Millier

	Hommes				Femmes				Ensemble			
	r 2003		2004		2003		2004		2003		2004	
	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	56	3,1	62	3,6	109	15,9	105	15,8	165	6,6	168	7,0
Aides familiaux	33	44,6	28	41,2	75	34,4	78	39,4	109	37,3	107	40,2
Salariés des services domestiques	27	20,3	26	21,3	351	69,4	378	72,7	378	59,2	404	62,9
Autres salariés du secteur privé	473	5,0	451	4,8	2 003	29,2	2 075	29,4	2 477	15,2	2 526	15,3
Salariés de l'État	50	6,5	57	7,1	366	27,2	353	26,8	416	19,6	410	19,3
Salariés des collectivités locales	48	4,4	50	4,4	348	25,1	332	24,3	396	16,0	382	15,3
Stagiaires et contrats aidés	36	28,3	38	29,7	78	48,1	75	48,1	113	39,1	113	39,8
Total	**724**	**5,4**	**713**	**5,3**	**3 330**	**29,8**	**3 396**	**30,1**	**4 054**	**16,5**	**4 109**	**16,6**

(1) Les résultats sont en moyenne annuelle.

TABLEAU C.01-9

Intérim et contrats à durée déterminée

Source : Insee (Enquête sur l'emploi) (1) — *Unité* : Millier

	r 2003			2004		
	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés
Par sexe et âge						
Hommes : Moins de 25 ans	112	210	1 164	117	219	1 161
25 à 39 ans	143	288	4 815	154	322	4 781
40 ans et plus	66	142	5 598	72	157	5 700
Total	**320**	**639**	**11 577**	**343**	**699**	**11 643**
Femmes : Moins de 25 ans	45	250	889	39	239	871
25 à 39 ans	68	407	4 107	69	429	4 084
40 ans et plus	40	308	5 271	40	317	5 460
Total	**153**	**964**	**10 267**	**148**	**985**	**10 415**
Ensemble : Moins de 25 ans	158	460	2 052	156	459	2 033
25 à 39 ans	211	694	8 922	223	751	8 865
40 ans et plus	105	450	10 870	112	474	11 161
Total	**473**	**1 604**	**21 844**	**491**	**1 683**	**22 059**
Par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée						
Hommes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	26	237	4 948	37	247	4 988
Employés	13	144	1 637	15	159	1 682
Ouvriers	281	257	4 970	291	293	4 965
Catégorie sociale indéterminée	–	1	21	–	–	7
Total	**320**	**639**	**11 577**	**343**	**699**	**11 643**
Femmes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	19	288	3 682	27	311	3 818
Employés	55	561	5 424	45	555	5 432
Ouvriers	79	114	1 141	76	119	1 162
Catégorie sociale indéterminée	–	1	20	–	–	4
Total	**153**	**964**	**10 267**	**148**	**985**	**10 415**
Ensemble : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	45	525	8 630	64	557	8 806
Employés	68	705	7 061	60	715	7 114
Ouvriers	360	371	6 111	367	412	6 128
Catégorie sociale indéterminée	–	2	42	–	–	11
Total	**473**	**1 604**	**21 844**	**491**	**1 683**	**22 059**

(1) Les résultats sont en moyenne annuelle.

TABLEAU C.01-10

Établissements de travail temporaire et effectifs salariés, au 31 décembre

Source : Unedic

	1990	1995	1999	2000	2001	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004
Nombre d'établissements	4 723	4 859	5 875	6 539	7 490	7 978	7 936	8 152
Effectifs salariés (milliers) (1) :								
Hommes	207,3	207,4	393,8	445,3	390,3	432,3	419,2	425,6
Femmes	84,2	81,8	179,1	222,0	220,1	224,5	209,0	207,9
Ensemble	**291,5**	**289,2**	**572,9**	**667,4**	**610,4**	**656,9**	**628,3**	**633,5**

(1) Comprend le personnel intèrimaire et celui des agences de travail temporaire.

TABLEAU C.01-11

Indicateurs du marché du travail (moyennes annuelles ou cumuls annuels)

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement (Dares)
Insee (Section synthèse et conjoncture de l'emploi) et Unedic

Unité : Millier

	r 1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004
Chômage BIT :						
Hommes	1 342,1	1 140,7	1 050,0	1 169,4	1 283,3	1 326,5
Femmes	1 544,8	1 375,9	1 274,8	1 271,8	1 372,5	1 400,8
Total	**2 886,9**	**2 516,6**	**2 324,8**	**2 441,3**	**2 655,8**	**2 727,2**
Demandes d'emploi en fin de mois (1) :						
Hommes	1 456,7	1 130,6	1 034,0	1 148,7	1 243,2	1 251,7
Femmes	1 517,9	1 209,2	1 076,4	1 095,3	1 138,8	1 153,6
Total	**2 974,6**	**2 339,8**	**2 110,5**	**2 243,9**	**2 382,0**	**2 405,3**
Bénéficiaires des aides :						
Allocation de retour à l'emploi (2)	1 759,6	1 672,1	1 698,8	1 944,7	2 155,5	2 182,3
Allocation d'insertion	19,1	30,1	34,0	40,2	44,9	48,3
Allocation de solidarité spécifique	470,2	448,8	406,4	382,1	353,9	347,6
Total des demandeurs d'emploi indemnisés	**2 248,9**	**2 151,0**	**2 139,2**	**2 367,0**	**2 554,3**	**2 578,3**
Bénéficiaires des aides :						
Garanties de ressources	6,2	–	–	–	–	–
Allocation spéciale du FNE	165,2	66,3	52,8	40,8	34,0	28,0
Allocation spécifique de conversion	54,6	33,7	25,7	3,2	–	–
Ancienneté moyenne du chômage (en mois) (3)	14,6	15,9	14,5	12,8	15,6	14,3
Pourcentage de chômeurs de plus d'un an (3)	39,5	40,1	35,3	31,7	42,9	41,6
Chômage partiel indemnisé :						
Journées indemnisables	800,2	123,7	207,6	230,5	213,1	155,1
Offres d'emploi de types A + B + C enregistrées au cours de l'année	2 012,6	3 156,6	3 028,9	2 946,3	2 900,5	3 069,3
Demandes d'emploi enregistrées au cours de l'année	4 250,3	3 906,5	4 104,1	4 365,3	4 548,2	4 529,0
dont : Demandes enregistrées à la suite d'un licenciement économique	329,2	196,7	204,0	253,0	203,2	178,9
Demandes d'emploi sorties au cours de l'année (4)	...	4 177,6	3 903,9	4 086,6	4 205,4	4 260,6
dont : Reprises d'emploi	...	1 233,5	1 048,4	1 032,0	997,8	1 031,8
Autres motifs de sortie	...	2 170,9	2 175,5	2 306,0	2 438,4	2 463,2

(1) Il s'agit des demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) de l'ancienne catégorie 1 (nouvelles catégories 1 et 6 depuis juin 1995).
(2) L'allocation de retour à l'emploi (ARE) a remplacé l'allocation unique dégressive (AUD). Cette dernière a remplacé depuis janvier 1993 l'allocation de base, l'allocation de base exceptionnelle, l'allocation de fin de droits et l'allocation de base dégressive. Les bénéficiaires résiduels de ces anciennes allocations sont comptés sur cette ligne avec les bénéficiaires de l'ARE et de l'AUD à compter de 1993.
(3) D'après l'enquête sur l'emploi de l'Insee. À partir de l'année 2003, les chiffres sont issus de l'enquête emploi en continu tandis que les chiffres des années antérieures sont issus de l'enquête emploi annuelle.
(4) Suite aux grèves postales de décembre 1995, les flux de sorties ne sont pas disponibles pour les mois de novembre et décembre 1995.

TABLEAU C.01-12

Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat et de « La Poste », par statut, au 31 décembre 2003 (résultats définitifs)

Source : Insee (Recensement des agents de l'État)

Organismes et zones de fonction	Titulaires civils et militaires		Autres personnels (1)		Ensemble		
	Total	*dont* militaires	**Total**	*dont* ouvriers d'État	**Total**	mi-temps ou plus	moins de mi-temps
1. État :							
11. Ministères civils :							
Métropole	**1 629 922**	626	**180 573**	11 344	**1 810 495**	241 369	16 604
Métropole, Dom-Com, étranger	**1 705 255**	1 714	**200 002**	11 676	**1 905 257**	246 880	17 605
12. Ministère de la Défense :							
Métropole, Dom-Com, étranger (2)	**368 911**	324 442	**52 239**	43 187	**421 150**	9 866	602
Tous ministères :							
Métropole	**1 982 905**	309 715	**231 122**	54 047	**2 214 027**	251 164	17 182
Métropole, Dom-Com, étranger	**2 074 166**	326 156	**252 241**	54 863	**2 326 407**	256 746	18 207
2. Établissements publics nationaux (3) :							
Métropole	**86 934**	43	**257 169**	1 122	**344 103**	100 024	46 172
Métropole, Dom-Com, étranger	**96 021**	44	**271 668**	1 123	**367 689**	103 827	48 008
3. Enseignement privé sous contrat (personnels payés par l'État) :							
Métropole	**1 210**	–	**147 548**	–	**148 758**	27 334	4 372
Métropole, Dom-Com, étranger	**1 556**	–	**152 274**	–	**153 830**	27 637	4 439
4. La Poste (4) :							
Métropole	**202 675**	–	**77 620**	–	**280 295**	48 458	4 874
Métropole, Dom-Com, étranger	**206 900**	–	**79 240**	–	**286 140**	49 035	4 930
Ensemble :							
Métropole	**2 273 724**	309 758	**713 459**	55 169	**2 987 183**	426 980	72 600
Dom-Com	**82 182**	9 460	**26 798**	817	**108 980**	8 702	2 153
Étranger	**22 737**	6 982	**15 166**	–	**37 903**	1 563	831
Total	**2 378 643**	**326 200**	**755 423**	**55 986**	**3 134 066**	**437 245**	**75 584**

(1) Y compris contrats emploi-solidarité et emplois jeunes (aides éducateurs, adjoints de sécurité, agents de justice).
(2) En 2000 la Défense a absorbé les Anciens Combattants.
(3) Non compris les établissements suivants (entreprises publiques) : SNCF, EDF-GDF, Charbonnages de France et Houillères de Bassin, RATP, Aéroports de Paris et de Mulhouse, ports autonomes, Ina et huit établissements divers.
(4) La Poste est le seul « exploitant public » depuis qu'en 1996 France Télécom est devenue une société anonyme.

TABLEAU C.01-13

Effectifs des agents de l'État par ministère, grand service et statut, au 31 décembre

Métropole, Dom-Com et étranger
Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : Insee (Recensement des agents de l'État)

Ministères	Titulaires et militaires de carrière				Ensemble			
	r 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003
Éducation nationale : enseignement scolaire	952 065	961 533	972 952	977 454	1 047 428	1 061 540	1 071 793	1 064 727
Éducation nationale : enseignement supérieur	119 887	120 489	120 017	122 884	145 557	148 121	147 854	151 717
Jeunesse et Sports (1)	6 484	6 437	6 470	5 758	7 973	7 750	7 531	6 653
Total Education nationale, Recherche, Jeunesse, Sports (2)	**1 078 436**	**1 088 459**	**1 099 439**	**1 106 096**	**1 200 958**	**1 217 411**	**1 227 178**	**1 223 097**
dont : Enseignements 1er degré (3)	325 525	328 239	328 316	327 160	326 165	329 348	329 403	329 476
Enseignements 2ème degré (3)	553 243	556 309	563 597	568 568	639 868	647 232	654 591	646 900
Enseignements supérieurs (3)	114 452	115 029	115 374	116 893	130 707	132 153	132 603	134 474
Économie, Finances et Industrie	186 798	187 330	186 686	185 244	195 557	195 839	194 757	192 351
dont : Services extérieurs du Trésor	58 914	59 057	59 063	57 922	60 537	60 821	60 593	59 685
Services extérieurs des Impôts	82 786	83 171	82 318	81 480	85 111	85 369	84 327	83 148
Services extérieurs des Douanes	19 835	19 727	19 758	19 540	20 630	20 290	20 247	19 980
Insee	6 950	6 972	6 972	7 007	7 508	7 521	7 661	7 635
Industrie, commerce	3 837	3 937	4 127	4 158	4 291	4 437	4 599	4 593
Intérieur et Dom-Com.	161 043	162 903	167 817	169 039	181 058	183 677	188 277	186 355
dont : Services des préfectures	28 333	29 132	29 478	29 418	30 460	31 150	33 331	31 273
Police nationale	126 238	126 076	130 700	132 083	142 829	143 538	145 904	146 138
Services divers intérieur.	2 710	2 662	2 644	2 771	3 367	3 319	3 289	3 414
Dom-Com	1 783	2 510	2 493	2 211	2 207	2 935	2 992	2 715
Équipement, Transports, Tourisme	96 210	96 433	98 080	98 640	113 639	113 476	114 597	114 755
dont : Équipement et Logement.	86 090	86 027	87 727	88 033	101 606	101 205	102 428	102 336
Transports, Mer	10 120	10 406	10 353	10 607	12 033	12 271	12 169	12 419
Justice	61 952	63 084	64 496	66 192	65 908	67 387	69 089	70 386
dont : Services judiciaires	26 181	26 591	26 840	27 632	28 055	28 568	28 981	29 440
Services pénitentiaires.	25 342	25 552	26 381	26 817	26 147	26 502	27 348	27 710
Protection judiciaire de la jeunesse.	6 402	6 831	7 062	7 276	7 111	7 626	7 948	8 182
Agriculture	29 566	30 126	31 638	32 279	36 579	37 269	37 057	36 457
dont : Services déconcentrés	12 887	13 381	14 184	14 557	16 609	16 959	16 460	16 104
Enseignement agricole	14 889	14 933	15 543	15 815	17 891	18 195	18 390	18 164
Santé, Affaires sociales, Travail-Emploi	23 092	23 315	23 961	23 916	26 911	27 032	27 730	27 801
dont : Services déconcentrés, Santé, Action sociale.	11 839	11 722	12 058	11 985	13 242	13 066	13 539	13 515
Services déconcentrés Travail-Emploi	8 566	8 701	8 909	8 852	10 045	10 045	10 185	10 131
Affaires étrangères, coopération	9 556	9 826	9 989	10 262	18 129	18 162	18 821	19 225
Culture	12 518	12 608	12 829	12 051	14 627	14 618	14 748	13 909
Anciens combattants (4).	///	///	///	///	///	///	///	///
Services du Premier ministre	1 297	1 347	1 442	1 536	2 875	3 043	3 250	3 316
Total ministères civils (5)	**1 660 468**	**1 675 431**	**1 696 377**	**1 705 255**	**1 856 241**	**1 877 914**	**1 895 504**	**1 887 652**
Défense (6)	360 256	362 576	365 662	368 911	414 473	414 786	416 998	420 548
Tous ministères	**2 020 724**	**2 038 007**	**2 062 039**	**2 074 166**	**2 270 714**	**2 292 700**	**2 312 502**	**2 074 166**

(1) Hors sport scolaire et universitaire.
(2) La recherche a été rattachée au ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
(3) Hors formation des personnels du ministère, formation permanente, formation des adultes et bibliothèques universitaires.
(4) Les Anciens combattants ont été rattachés au ministère de la Défense en 2000.
(5) Le total de la colonne ensemble ne peut être comparé strictement avec celui du tableau C01-11, le champ étant différent, les titulaires n'ayant pas le droit statutairement de travailler à moins de mi-temps.
(6) Résultats provisoires.

TABLEAU C.01-14

Effectifs des agents de l'État par catégorie statutaire A, B, C et sexe (1)

Métropole, Dom-Com et étranger
Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps

Source : Insee (Recensement des agents de l'État)

	Ensemble			Hommes			Femmes		
	2001	2002	*r* 2003	2001	2002	*r* 2003	2001	2002	*r* 2003
Tous agents	**2 292 962**	**2 312 502**	**2 308 200**	**1 161 069**	**1 163 431**	**1 156 726**	**1 131 893**	**1 149 071**	**1 151 476**
A	986 186	1 018 990	1 042 968	451 461	457 164	461 723	534 725	561 826	581 245
B	582 988	562 169	540 672	314 964	307 101	300 935	268 024	255 068	239 737
C et D	700 083	708 455	704 290	382 542	388 285	384 066	317 541	320 170	320 224
***dont* : Personnels enseignants (2)**	**1 003 764**	**1 012 890**	**1 004 679**	**382 054**	**382 903**	**377 072**	**621 710**	**629 987**	**627 607**
A	804 376	835 465	856 548	327 933	334 195	337 610	476 443	501 270	518 938
B	199 372	177 424	148 130	54 111	48 708	39 462	145 261	128 716	108 668
C et D	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
***dont* : Personnels non enseignants**	**1 289 198**	**1 299 612**	**1 303 521**	**779 015**	**780 528**	**779 652**	**510 183**	**519 084**	**523 869**
A	181 810	183 525	186 420	123 528	122 969	124 113	58 282	60 556	62 307
B	383 616	384 745	392 542	260 853	258 393	261 473	122 763	126 352	131 069
C et D	700 082	708 454	704 289	382 542	388 285	384 066	317 540	320 169	320 223
***dont* : Titulaires civils**	**1 715 550**	**1 738 470**	**1 748 010**	**733 466**	**740 825**	**742 113**	**982 084**	**997 645**	**1 005 897**
A	871 269	905 256	931 655	373 694	380 766	386 253	497 575	524 490	545 402
B	320 048	302 766	285 610	110 473	106 644	102 456	209 575	196 122	183 154
C et D	524 195	530 332	530 639	249 285	253 343	253 350	274 910	276 989	277 289
***dont* : Militaires**	**322 719**	**323 569**	**326 156**	**290 560**	**288 303**	**288 080**	**32 159**	**35 266**	**38 076**
Officiers	40 932	40 550	41 205	38 147	37 396	37 628	2 785	3 154	3 577
Sous-officiers	191 237	188 114	192 127	173 108	169 028	171 176	18 129	19 086	20 951
Hommes du rang	90 550	94 905	92 824	79 305	81 879	79 276	11 245	13 026	13 548

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique concernent en droit les titulaires civils. Ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, soit parfois inférieure aux effectifs totaux.
(2) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...).

TABLEAU C.01-15

Taux de chômage selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle (1)

Source : Insee (Enquête sur l'emploi) %

	2000			2002			■ (2) 2003			2004			Structure de la population active (2) 2004		
	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**
Agriculteurs exploitants	0,3	0,5	**0,4**	0,1	3,0	**2,0**	0,3	0,3	**0,3**	0,6	1,0	**0,7**	2,8	1,6	**2,3**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	4,0	4,6	**4,2**	2,8	4,7	**3,4**	3,2	5,1	**3,8**	4,1	5,5	**4,5**	7,3	3,6	**5,6**
Cadres (3) et professions intermédiaires	4,6	5,1	**4,8**	4,5	5,1	**4,7**	4,4	5,0	**4,7**	5,2	5,8	**5,5**	38,2	33,8	**36,1**
Cadres (3)	3,5	4,1	**3,7**	4,0	3,5	**3,8**	3,7	4,8	**4,1**	4,5	5,3	**4,8**	16,5	10,6	**13,7**
Professions intermédiaires	5,4	5,6	**5,5**	4,9	5,9	**5,4**	4,9	5,1	**5,0**	5,8	6,0	**5,9**	21,7	23,2	**22,4**
Employés	10,8	12,9	**12,4**	9,8	10,7	**10,5**	8,7	9,2	**9,1**	9,4	10,5	**10,2**	12,6	48,0	**29,3**
Employés administratifs y.c. fonction publique	8,8	10,6	**10,1**	9,1	9,1	**9,1**	6,9	8,3	**7,9**	6,9	9,3	**8,6**	9,0	27,4	**17,7**
Employés du commerce et des services	16,4	16,7	**16,6**	12,0	13,2	**13,0**	13,6	10,7	**11,2**	15,6	12,1	**12,7**	3,6	20,6	**11,6**
Ouvriers (4)	10,8	18,5	**12,4**	10,2	16,0	**11,4**	9,4	16,5	**10,8**	10,8	18,0	**12,3**	37,6	11,0	**25,0**
Ouvriers qualifiés	7,4	16,5	**8,5**	7,0	13,2	**7,7**	6,6	13,4	**7,4**	7,8	13,6	**8,5**	25,7	4,1	**15,5**
Ouvriers non qualifiés	19,0	19,2	**19,1**	18,4	17,0	**17,9**	16,8	18,0	**17,3**	18,7	19,6	**19,0**	10,4	6,2	**8,4**
Total (5)	**8,5**	**11,9**	**10,0**	**7,9**	**10,1**	**8,9**	**8,7**	**10,9**	**9,7**	**9,0**	**11,1**	**9,9**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Proportion de chômeurs par rapport à l'ensemble des actifs de la catégorie.
(2) L'enquête emploi est annuelle jusqu'en 2002. Sa collecte avait lieu en mars. Depuis le 1er janvier 2003, l'enquête emploi annuelle est remplacée par une enquête emploi trimestrielle. Les résultats sont en moyenne annuelle. La collecte a lieu en continu sur toutes les semaines de chaque trimestre. Outre le changement de période de référence, le champ de l'enquête emploi trimestrielle inclut les personnes résidant en collectivité, contrairement à l'enquête emploi annuelle. Le questionnaire a aussi été largement remanié. Ces trois changements impliquent que les résultats à partir de 2003 ne soient pas toujours directement comparables à ceux des années précédentes.
(3) La catégorie « cadres » comprend ici les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les professions intellectuelles et artistiques, les cadres d'entreprises.
(4) Les ouvriers agricoles sont inclus dans l'ensemble des ouvriers mais ne sont pas répartis entre ouvriers qualifiés et non qualifiés.
(5) Outre les catégories présentées dans ce tableau, la ligne total inclut les chômeurs n'ayant jamais travaillé.

TABLEAU C.01-16

Dépense pour l'emploi

Source : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement (Dares), comptes de l'emploi — *Unité* : Million d'euros

	1995	1999	*r* (1) 2000	■ *r* 2001	*r* 2002	2003
Dépenses passives :						
Indemnisation du chômage	17 159,5	20 853,4	20 659,7	21 837,7	26 093,7	29 212,4
Incitation au retrait d'activité	4 320,5	4 075,7	3 859,8	3 510,5	2 702,5	2 151,3
Dépenses actives :						
Formation professionnelle	12 422,0	12 891,4	12 697,5	13 083,0	12 740,8	12 860,7
Promotion de l'emploi et création d'emploi	6 226,1	9 209,1	9 471,2	9 917,2	10 151,8	9 159,1
Exonérations non compensées	1 599,8	1 802,8	1 707,5	1 553,4	1 401,0	1 092,6
Maintien de l'emploi	723,5	497,5	497,8	552,6	608,5	597,2
Incitation à l'activité	835,2	968,0	991,7	1 034,0	1 111,1	1 189,8
Fonctionnement du marché du travail	836,1	1 033,4	1 161,1	1 222,2	1 720,5	1 740,6
Total de la dépense pour l'emploi	**44 122,7**	**51 331,4**	**51 046,3**	**52 710,7**	**56 529,9**	**58 003,7**
En % du PIB	**3,73**	**3,79**	**3,54**	**3,52**	**3,65**	**3,66**
Réductions dégressives bas salaires (entreprises à 39 h.)	3 150,1	5 989,8	5 274,7	5 116,1	4 333,3	2 086,5
ARTT (2) (Loi Robien, 11 juin 1996)	///	638,0	554,1	505,6	538,7	565,0
Loi Aubry 1 (13 juin 1998, 35 h.)	///	291,0	2 073,3	2 423,2	2 362,1	1 948,7
Loi Aubry 2 (19 janvier 2000, ristourne 35 h.)	///	///	3 674,0	6 371,0	8 190,7	4 260,0
Dispositif d'appui et de conseil à la réduction du temps de travail (3)	///	75,1	78,4	62,2	32,0	2,2
Allègements Fillon (loi du 17 janvier 2003)	///	///	///	///	///	7 230,2
Total de la dépense pour l'emploi + allégements généraux	**47 272,8**	**58 325,3**	**62 700,9**	**67 188,8**	**71 986,6**	**74 096,3**
En % du PIB	**4,00**	**4,30**	**4,34**	**4,48**	**4,65**	**4,67**

(1) Rupture de série pour les allègements généraux de cotisations sociales : les dépenses sont présentées en "encaissements/décaissements" (dépenses au cours de l'année) jusqu'en 2000 ; en "droits constatés" (dépenses au titre de l'année) à partir de 2001, source Forec.
(2) Aménagement de la réduction du temps de travail.
(3) La ligne "Dispositif d'appui et de conseil à la réduction du temps de travail" est sortie de la ligne Aubry I, afin de distinguer les exonérations à proprement parler. Le total des "Allègements généraux de cotisations sociales" n'est pas modifié.

TABLEAU C.01-17

Effectifs de la fonction publique territoriale - France entière

Source : Insee (Enquête sur les effectifs des collectivités territoriales)

	1995	1999	2000	2001	*r* 2002	2003
1. Organismes départementaux et régionaux (1)	215 260	245 762	262 580	276 011	287 824	297 439
Régions	8 134	10 492	10 955	11 596	12 514	13 310
Départements	159 344	172 487	176 871	181 436	187 199	191 634
Établissements publics	47 782	62 783	74 754	82 979	88 111	92 495
2. Organismes communaux et intercommunaux (2)	1 210 061	1 273 410	1 313 055	1 326 125	1 363 664	1 379 100
Communes	1 002 476	1 045 214	1 074 591	1 077 772	1 092 833	1 085 791
Organismes communaux	98 920	100 829	103 583	105 663	110 000	113 404
Organismes intercommunaux	108 665	127 367	134 881	142 690	160 831	179 905
3. Organismes privés d'action locale (à financement public prédominant) (3)	106 242	110 050	...	...	...	...
4. Établissements publics administratifs divers (4)	29 795	27 694	28 094	26 558	26 397	27 047
dont : Office d'HLM	23 678	21 850	22 258	21 090	21 162	21 125
5. Établissements publics, industriels et commerciaux (5)	32 244	36 629	37 730	39 665	41 362	43 309
dont : Offices publics d'aménagement et de construction	19 740	22 091	22 614	23 879	24 752	25 477
Total : collectivités locales (1 à 5)	**1 593 602**	**1 583 495**	**1 641 459**	**1 668 359**	**1 719 247**	**1 746 895**
***dont* : Métropole**	**1 528 174**	**1 517 649**	**1 572 825**	**1 599 437**	**1 649 177**	**1 677 279**
Emplois principaux	**1 494 643**	**1 511 701**	**1 566 783**	**1 594 955**	**1 650 197**	**1 678 151**
Titulaires	**945 629**	**1 031 983**	**1 067 798**	**1 101 430**	**1 143 669**	**1 189 967**
Non titulaires	**440 432**	**349 318**	**353 999**	**357 010**	**369 967**	**385 399**
Assistantes maternelles à domicile	**60 175**	**57 618**	**57 318**	**56 641**	**55 851**	**55 517**
Contrats « emploi solidarité » (CES)	**147 366**	**112 172**	**107 526**	**95 162**	**90 372**	**76 734**
Contrats « emplois jeunes »	**///**	**32 404**	**50 685**	**53 609**	**54 305**	**33 842**
Apprentis (6)	**///**	**///**	**4 133**	**4 507**	**5 083**	**5 436**
Effectifs totaux convertis en équivalent temps complet	**1 294 162**	**1 326 418**	**1 375 489**	**1 409 514**	**1 463 396**	**1 492 899**
Administrations publiques locales : 1 à 3 (7)	**1 531 563**	**1 519 172**	**1 575 635**	**1 602 136**	**1 651 488**	**1 676 539**
Fonction publique territoriale : 1, 2, 4 (8)	**1 455 116**	**1 546 866**	**1 603 729**	**1 628 694**	**1 677 885**	**1 703 586**

(1) Non compris les établissements publics nationaux classés en administrations publiques locales qui sont inclus dans la fonction publique d'État : agences de l'eau, centres de la propriété forestière, etc.
(2) Y compris les syndicats mixtes entre des communes et d'autres collectivités publiques.
(3) Y compris les sociétés d'économie mixte non marchandes (Safer...).
(4) Offices publics d'HLM, caisses de crédit municipal, associations syndicales autorisées (ASA).
(5) Y compris régies dotées de la personnalité morale et à partir de 2000, non compris les organismes privés d'action locale.
(6) Les apprentis sont comptés à part depuis 2000 (auparavant comptabilisés avec les non-titulaires).
(7) Non compris les organismes consulaires et les ASA et à partir de 2000, non compris les organismes privés d'action locale.
(8) Y compris personnels non fonctionnaires des organismes considérés.

TABLEAU C.01-18

Population totale et population active (1) en 1999 - Départements d'outre-mer

Source : Insee (Recensement de la population)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
GUADELOUPE								
Ensemble :								
Population totale	**422 222**	99 641	34 055	60 744	71 773	56 855	40 060	59 094
dont : Actifs	**191 362**	///	2 085	44 741	63 198	48 062	27 978	5 298
Taux d'activité	**59,3**	///	1,1	23,4	33,0	25,1	14,6	2,8
Taux de chômage	**34,2**	///	76,3	51,5	35,4	25,4	20,6	10,4
Hommes :								
Population totale	**203 146**	50 679	17 130	29 863	33 772	26 817	19 036	25 849
dont : Actifs	**97 329**	///	1 317	22 511	31 300	24 250	14 872	3 079
Taux d'activité	**63,8**	///	1,4	23,1	32,2	24,9	15,3	3,2
Taux de chômage	**30,7**	///	75,9	48,4	29,7	22,2	20,1	10,5
Femmes :								
Population totale	**219 076**	48 962	16 925	30 881	38 001	30 038	21 024	33 245
dont : Actifs	**94 033**	///	768	22 230	31 898	23 812	13 106	2 219
Taux d'activité	**55,3**	///	0,8	23,6	33,9	25,3	13,9	2,4
Taux de chômage	**37,9**	///	77,1	54,7	40,9	28,6	21,2	10,1
GUYANE								
Ensemble :								
Population totale	**156 790**	53 273	14 587	23 329	25 839	19 465	10 901	9 396
dont : Actifs	**62 634**	///	1 328	15 423	20 677	15 844	7 931	1 431
Taux d'activité	**60,5**	///	2,1	24,6	33,0	25,3	12,7	2,3
Taux de chômage	**30,0**	///	71,6	40,7	28,3	24,7	20,5	12,0
Hommes :								
Population totale	**78 963**	27 122	7 315	11 421	12 664	10 016	5 863	4 562
dont : Actifs	**35 186**	///	695	8 310	11 328	9 064	4 877	912
Taux d'activité	**67,9**	///	2,0	23,6	32,2	25,8	13,9	2,6
Taux de chômage	**25,8**	///	67,5	34,8	23,6	22,0	19,4	12,4
Femmes :								
Population totale	**77 827**	26 151	7 272	11 908	13 175	9 449	5 038	4 834
dont : Actifs	**27 448**	///	633	7 113	9 349	6 780	3 054	519
Taux d'activité	**53,1**	///	2,3	25,9	34,1	24,7	11,1	1,9
Taux de chômage	**35,3**	///	76,1	47,6	33,9	28,4	22,3	11,4
MARTINIQUE								
Ensemble :								
Population totale	**381 325**	83 901	28 769	51 499	64 923	52 131	36 813	63 289
dont : Actifs	**173 950**	///	1 205	36 783	58 285	45 551	26 822	5 304
Taux d'activité	**58,5**	///	0,7	21,1	33,5	26,2	15,4	3,0
Taux de chômage	**32,8**	///	73,4	50,2	35,9	24,8	18,5	9,0
Hommes :								
Population totale	**180 910**	42 278	14 644	24 906	30 244	24 295	17 153	27 390
dont : Actifs	**86 428**	///	779	18 562	28 107	22 318	13 669	2 993
Taux d'activité	**62,3**	///	0,9	21,5	32,5	25,8	15,8	3,5
Taux de chômage	**29,3**	///	71,9	46,5	29,8	22,2	18,5	8,1
Femmes :								
Population totale	**200 415**	41 623	14 125	26 593	34 679	27 836	19 660	35 899
dont : Actifs	**87 522**	///	426	18 221	30 178	23 233	13 153	2 311
Taux d'activité	**55,1**	///	0,5	20,8	34,5	26,5	15,0	2,6
Taux de chômage	**36,2**	///	76,1	53,8	41,5	27,3	18,4	10,2
RÉUNION								
Ensemble :								
Population totale	**706 180**	190 831	64 668	110 071	123 502	89 954	56 463	70 691
dont : Actifs	**298 847**	///	6 435	81 980	101 881	70 282	33 506	4 763
Taux d'activité	**58,0**	///	2,2	27,4	34,1	23,5	11,2	1,6
Taux de chômage	**41,6**	///	79,9	54,0	41,2	32,6	27,4	14,8
Hommes :								
Population totale	**347 076**	96 978	32 719	54 008	60 393	44 455	28 090	30 433
dont : Actifs	**165 098**	///	3 857	43 136	56 059	39 375	19 863	2 808
Taux d'activité	**66,0**	///	2,3	26,1	34,0	23,8	12,0	1,7
Taux de chômage	**38,5**	///	76,6	51,0	37,3	30,6	26,3	14,4
Femmes :								
Population totale	**359 104**	93 853	31 949	56 063	63 109	45 499	28 373	40 258
dont : Actifs	**133 749**	///	2 578	38 844	45 822	30 907	13 643	1 955
Taux d'activité	**50,4**	///	1,9	29,0	34,3	23,1	10,2	1,5
Taux de chômage	**45,4**	///	84,8	57,4	45,9	35,2	29,1	15,4

(1) La population active, au sens du recensement, comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et les militaires du contingent.

Chapitre C.02

Conditions de travail

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Durée annuelle du travail des salariés à temps complet et pratique des heures supplémentaires, selon le secteur d'activité, en 2003.

2 Travail le samedi et le dimanche, type d'horaires des salariés selon leur catégorie socioprofessionnelle.

3 Expositions professionnelles en 2002 – 2003.

4 Proportion de salariés utilisateurs de technologies (informatique ou machines).

5 Maladies professionnelles reconnues.

6 Accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de décès.

7 Accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général en 2003.

8 Conflits du travail.

9 Établissements et salariés couverts par un comité d'entreprise (CE), des délégués syndicaux (DS), un CHSCT ou ayant élu des délégués du personnel (DP), selon la taille des établissements, en 1999.

10 Taux de présence des représentants du personnel dans les établissements et parmi les salariés en 1999.

11 Résultats des élections aux comités d'entreprise.

1

○ Présentation

Selon l'enquête Acemo annuelle, la durée annuelle du travail s'établit à 1 609 heures en moyenne fin 2003 pour les salariés à temps complet, hors forfait en jours, dans les entreprises de 10 personnes ou plus du secteur marchand non agricole. Le processus de réduction du temps de travail impulsé par les lois Aubry de juin 1998 et janvier 2000 s'atténue sensiblement. La baisse de la durée annuelle collective de travail se ralentit en effet après plusieurs années de réduction importante. De 1 742 heures à la fin de l'année 1998, elle avait diminué de près de 100 heures en deux ans pour atteindre 1 651 heures fin 2000. Un nombre important de salariés appartenant plutôt à des grandes entreprises étaient alors passés à 35 heures. En 2001 et 2002, la tendance s'était poursuivie, mais de façon déjà plus modérée, du fait du passage à 35 heures d'un nombre certes très important d'entreprises, mais plutôt de petite taille, représentant un nombre de salariés plus restreint.

En 2003, 49 % des salariés à temps complet sont concernés par la pratique d'heures supplémentaires dans les entreprises qui en déclarent. Ce sont les entreprises du secteur de la construction qui y recourent le plus intensément : la part des salariés à temps complet qui font des heures supplémentaires, ainsi que le volume annuel moyen par salarié à temps complet, sont les plus élevés. À l'autre extrême, c'est l'industrie qui utilise le moins les heures supplémentaires. Si la part de salariés reste dans la moyenne, le volume moyen par salarié est le plus faible.

Le secteur tertiaire se trouve dans une position hybride. La part de salariés effectuant des heures supplémentaires est légèrement inférieur à la moyenne mais le volume moyen est plus élevé.

Selon l'enquête « Conditions de travail » en 1998, les salariés ne sont guère plus nombreux qu'en 1991 à considérer qu'ils sont exposés à des efforts physiques et à des risques au cours de leur travail. En revanche, il arrive beaucoup plus souvent qu'ils cumulent plusieurs de ces pénibilités.

L'utilisation de l'ordinateur à des fins professionnelles progresse fortement au cours des dix dernières années et concerne en 1998 la moitié des personnes qui travaillent contre moins d'un tiers en 1991.

Le nombre des maladies indemnisées par le régime général des salariés (CNAMTS) est en forte augmentation depuis les années 1990. Ce chiffre global reflète le niveau de reconnaissance des maladies dues au travail. Il est lié à la réglementation et à son application.

Après avoir baissé régulièrement au début des années 90, le nombre d'accidents du travail avec arrêt se stabilise autour de 43 pour 1 000 salariés.

En 2001, les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux délégations uniques du personnel indiquent une progression de l'audience syndicale, principalement pour la CGT dont les suffrages obtenus progressent de + 1,1 point par rapport à 1999, mais également, dans une moindre mesure, pour la CGT-FO et les « autres syndicats ». La CFDT, CFE-CGC et la CFTC maintiennent leur niveau. Les listes de « non syndiqués » perdent 2,2 points. Une présence syndicale accrue, favorisée par la négociation des 35 heures, a sans doute encouragé la constitution de listes syndicales dans les établissements qui en étaient dépourvus et par là même, l'audience électorale des syndicats.

Les résultats portent sur les élections qui ont eu lieu entre le 1er janvier et le 31 décembre 2001. Depuis 1994, ils incluent ceux des élections de la « délégation unique du personnel » instaurée par la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle du 20 décembre 1993. Pour apprécier l'évolution des scores des syndicats et des listes sans étiquette, il est donc nécessaire de cumuler les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux délégations uniques.

En 1999, 36 % des établissements d'au moins 10 salariés et 80 % de ceux d'au moins 50 salariés disposent de délégués du personnel (DP). La présence des délégués du personnel est moins souvent signalée que celle d'un CE[1]. Globalement, 72 % des salariés des établissements de 10 salariés ou plus et 95 % de ceux qui travaillent dans des établissements de 50 salariés ou plus sont couverts par des comités d'entreprise.

Les délégués syndicaux sont présents dans deux tiers des établissements de 50 salariés ou plus, et ils le sont presque toujours au dessus de 500 salariés. Mais ils sont peu implantés dans les établissements de moins de 50 salariés, dont ils ne couvrent que 10 % (là encore, surtout des établissements appartenant à de plus grandes entreprises).

2

○ Méthodologie

Accidents du travail

Les chiffres présentés dans les deux tableaux comptabilisent les victimes d'accidents du travail dont le caractère professionnel a été reconnu. L'année correspond d'ailleurs à la date de reconnaissance. Elle diffère, pour une proportion non négligeable de ces accidents, de l'année de survenance.

Les accidents avec arrêt sont ceux ayant entraîné un arrêt d'au moins 24 heures en plus du jour de l'accident.

Des accidents du travail sont exclus de ce décompte :

– les accidents de trajet, entre le domicile et le lieu de travail ;
– les accidents de salariés des Dom-Com ;
– les accidents couverts par des régimes spéciaux ;
– les accidents de titulaires de l'État ;
– les accidents de titulaires des administrations ou collectivités régionales, départementales ou locales.

À partir de 2000, les résultats sont publiés dans la nouvelle nomenclature des comités techniques nationaux arrêtée le 22 décembre 2000, qui a réduit leur nombre de 15 à 9.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT)

Ces données statistiques ont été établies sur la base d'informations fournies par les inspecteurs du travail pour la première fois au début de l'année 1988, sur les CHSCT existant au 31 décembre 1987. Elle concerne les établissements de 50 salariés et plus assujettis et relevant de l'inspection du travail des ministères de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement ; des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer et celui de l'Agriculture et de la Pêche.

Pour des raisons techniques, deux grandes entreprises publiques - EDF et la SNCF - ont dû être exclues du champ, de même que les établissements publics (en particulier, les hôpitaux).

Conflits du travail

Ces statistiques portent sur les conflits collectifs du travail donnant lieu à une cessation totale du travail, c'est-à-dire les grèves au sens du code du travail. D'autres formes d'actions, comme les manifestations, les grèves perlées et les grèves du zèle, ne sont pas comptabilisées. Trois séries distinctes sont présentées ici.

– La première est établie par la Dares à partir des informations issues des sections d'inspection du travail et collectées par les directions départementales et régionales du travail. Compte tenu des difficultés inhérentes à ce système de remontée, les données sont redressées. Cette série concerne la France métropolitaine. Le champ couvert est l'ensemble des activités économiques du secteur privé à l'exclusion de l'agriculture et des transports. Sont également exclus EDF, GDF, la Poste et France Télécom.

– La deuxième série est relative aux entreprises de transports. Le champ couvert est celui des transports aérien, maritime, fluvial et terrestre au sens large, ce qui inclut aussi bien la SNCF

---

[1] On a regroupé dans l'analyse les délégations uniques avec à la fois les DP et les CE. On a considéré qu'un établissement était couvert par un DP si un DP y était effectivement présent, ou si l'établissement ressortissait d'une DU (implantée dans l'établissement ou dans un autre établissement de l'entreprise).

et la RATP que les entreprises de transport routier, de transport d'ordures ménagères, les autoroutes, etc. Ces données sont collectées par l'Inspection générale du travail des transports. Elles concernent l'ensemble des conflits, qu'ils soient localisés ou généralisés.

– Les données relatives aux grèves dans la fonction publique d'État (hors fonctions publiques hospitalière et territoriale) sont publiées par la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP). Cette statistique porte sur l'ensemble des conflits, localisés et généralisés.

Durée annuelle dans l'enquête Acemo

Les chiffres présentés proviennent de l'enquête Acemo (Activités et Conditions d'emploi de la main d'œuvre) annuelle de la Dares. Menée depuis 1998, cette enquête comprend un ensemble de questions sur la durée du travail, auquel s'ajoutent un volet de questions sur les effectifs et un autre sur les rémunérations.

Le volet « durée » cherche à estimer une durée annuelle offerte (ou durée collective) pour les salariés à temps complet, à partir de l'organisation du temps de travail telle qu'elle s'applique au 31 décembre, en distinguant trois grandes catégories de salariés à temps complet en fonction de leur organisation du travail :

– les salariés dont la durée de travail est organisée sur la semaine ;

– les salariés dont la durée de travail est annualisée ;

– les salariés au forfait en jours.

Une autre question cerne le volume d'heures supplémentaires de l'année avec les effectifs concernés.

Élections aux comités d'entreprise ou aux délégations uniques du personnel

Le système de collecte et de traitement informatique des résultats des élections aux comités d'entreprise, mis en place en 1974, prend en compte des données relatives aux entreprises ou établissements relevant du contrôle de l'inspection de travail ainsi que celles relevant du contrôle des inspections du travail spécifiques au ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer ainsi qu'au ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Ce système repose sur l'envoi, par les établissements concernés à la section d'inspection du travail dont ils dépendent, des procès-verbaux des élections intervenues.

La mise en place progressive d'une nouvelle chaîne informatique entre 1996 et 1998 a provoqué un changement dans le traitement de l'information. Les sections ont été chargées d'enregistrer les élections qui leurs sont parvenues. Le remplissage des fiches de codification à partir des procès-verbaux et la saisie des résultats sont désormais confiées à une entreprise de service. La modification des procédures de remontée de l'information en modifie le contenu. L'effet qui en résulte est difficile à isoler des autres facteurs intervenant sur le champ de la statistique

La loi du 20 décembre 1993 ouvre aux entreprises de moins de 200 salariés la possibilité de mettre en place une délégation unique du personnel. La fonction publique et certains établissements publics ne sont pas soumis à la législation sur les comités d'entreprise. Dans les entreprises de moins de 50 salariés, des comités d'entreprise peuvent être créés par convention ou accord conclu entre l'employeur et les organisations syndicales. Les entreprises qui ont des établissements distincts sont tenues d'instituer des comités d'établissement ainsi qu'un comité central d'entreprise. Jusqu'à présent, les membres des comités d'établissement, comme ceux des comités d'entreprise étaient directement élus par le personnel pour une durée de deux ans. Suite à la loi en faveur des PME du 2 août 2005, les élections aux CE intervenant à compter du 4 août 2005 s'organiseront en principe tous les quatre ans.

Enquête Acemo sur les modes de représentation du personnel

– L'enquête Acemo sur les modes de représentation du personnel a été réalisée en 1999 auprès d'un échantillon de 11 000 établissements et 900 entreprises de 10 salariés ou plus appartenant au champ de l'enquête Acemo (activités et conditions d'emploi de la main d'œuvre). L'échantillon est représentatif de l'ensemble des activités économiques à l'exclusion principalement de l'agriculture, des administrations et d'une grande partie des services du secteur sanitaire et social. Tous les établissements ou entreprises de plus de 100 salariés sont interrogés, ceux compris entre 50 et 99 salariés le sont par sondage au ½ et ceux entre 10 et 49 salariés par sondage au 1/8^{ième}. Les entreprises pour lesquelles un seul envoi de questionnaires est effectué au siège, ont pour consigne de retourner autant de questionnaires qu'il y a de comités d'établissement dans l'entreprise.

– Le questionnaire s'intéresse à la présence des institutions représentatives dans les établissements. L'unité de réponse choisie est le comité d'entreprise et la délégation unique du personnel, ceci afin de cadrer l'enquête avec les résultats statistiques issus de l'exploitation des procès-verbaux d'élection. La Délégation unique du personnel, qui peut être mise en place dans les entreprises de moins de 200 salariés, reçoit les attributions des délégués du personnel et des représentants du personnel au comité d'entreprise. Aussi, elle sera prise en compte dans les résultats ici présentés aussi bien au titre des CE qu'à celui des DP.

– La période concernée par l'enquête s'étend de mars 1997 à mars 1999 afin de couvrir tous les comités d'entreprise. Les représentants aux CE et les DP sont en effet élus pour deux ans.

– Les résultats rassemblés dans ce document se présentent comme des taux de couverture des établissements par l'une et l'autre de ces institutions. Nous avons fait l'hypothèse que tous les établissements d'une entreprise étaient couverts par un CE chaque fois qu'un établissement de cette entreprise était couvert par un CE. Nous avons fait la même hypothèse pour les DS et les CHSCT. En revanche, nous n'avons pas appliqué cette hypothèse forte pour les DP. Leurs attributions s'exercent en effet au niveau local et leur présence dans un établissement n'implique pas qu'ils soient compétents pour un autre établissement de la même entreprise.

– Le redressement de l'échantillon a été effectué à l'aide de la méthode du calage sur les marges des variables taille (en 5 tranches) et activité (en 36 secteurs). La taille retenue est celle de l'établissement telle qu'elle est renseignée dans la base de sondage, et non la taille du comité d'entreprise qui était demandée à l'enquête. Les résultats publiés dans ce document ne dénombrent pas des institutions de représentation du personnel mais des établissements couverts par l'une ou (et) l'autre de ces institutions.

Enquête sur les conditions de travail et enquête sur les techniques et l'organisation du travail

L'enquête de 1998 est la quatrième depuis 1978 ; elle est menée auprès d'échantillons représentatifs de l'ensemble des salariés. Elle est organisée et exploitée par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement. Cette enquête est réalisée en complément de l'enquête sur l'Emploi de l'Insee.

Le questionnaire est soumis à tous les actifs ayant un emploi parmi le tiers sortant de l'échantillon, soit environ 22 000 personnes. Le champ de cette enquête est celui de l'enquête sur l'Emploi.

Enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise

Cette enquête a été menée de décembre 1998 à mai 1999 auprès de 3 000 établissements de 20 salariés ou plus, dans les secteurs privé et semi-public (hors administration et agriculture), tirés aléatoirement selon des critères de taille et de secteur pour constituer un échantillon représentatif au niveau national, et volontaires pour recevoir un enquêteur en face-à-face. Dans l'échantillon figurent également 570 établissements déjà interrogés en 1993 afin de constituer un panel.

Dans la nouvelle enquête, un volet supplémentaire a été introduit. Des salariés (10, 20, ou 30, selon la taille de l'établissement) ont été enquêtés par voie postale, avec des questionnaires auto-administrés. Les salariés ont été tirés au sort par l'enquêteur, avec l'accord préalable du représentant

« Employeur », qui a toujours reçu, à titre d'information, un exemplaire du questionnaire destiné aux salariés.

Au total 2 978 « Employeurs », 1 673 « Représentants du personnel » (dont 55 % délégués syndicaux, 26 % secrétaires du comité d'entreprise, 15 % délégués du personnel et 4 % pour délégation unique, CHSCT ou salariés mandatés), ainsi que 10 303 salariés enquêtés, entrent dans le champ étudié.

Enquête Surveillance Médicale des Risques (Sumer)

En 2002 – 2003, le ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement a réalisé une deuxième enquête Sumer auprès de 50 000 salariés. Ce sont des enquêtes transversales organisées conjointement par la Dares et la DRT, coordonnées sur le terrain par les médecins inspecteurs régionaux du travail et de la main d'œuvre (MIRTMO) et réalisées par des médecins du travail volontaires auprès des salariés dont ils assurent la surveillance médicale.

Le champ est celui de tous les salariés relevant de l'Unedic y compris ceux de la MSA (visites systématiques). Ces enquêtes portent sur les différentes nuisances et contraintes professionnelles auxquelles sont exposés les salariés ; contraintes organisationnelles, pénibilités et ambiances physiques, expositions aux agents biologiques et aux agents chimiques.

En 2002 – 2003, le champ a été étendu aux salariés des hôpitaux publics, d'EDF - GDF, de la Poste, de la SNCF et d'Air France. Pour la première fois, un auto questionnaire portant sur une appréciation subjective des conditions de travail est joint au questionnaire principal qui reste stable.

Maladies professionnelles reconnues

Ces statistiques comptabilisent les maladies, dont le caractère professionnel est dûment constaté par le système traditionnel ou complémentaire et entraînant des prestations financières (indemnité journalière ou rente d'incapacité) et/ou des prestations en nature (soins, etc.).

Les sources sont d'une part (ligne « a ») le régime général des salariés (CNAMTS), d'autre part (ligne « b ») le régime des salariés agricoles (MSA). Les autres organismes d'assurance particuliers à certains secteurs (EDF - GDF, RATP, les mines, administrations nationales et locales) ne sont pas inclus dans cet ensemble.

Pour les statistiques de la CNAMTS, l'année de prise en compte est celle de la date de la première constatation de la maladie. Pour celle de la MSA c'est celle de la date du premier versement d'indemnisation.

3 ○ Définitions

Comités d'entreprise

Par comité d'entreprise, on entend aussi bien le comité d'entreprise que le comité d'établissement, et par élection, soit une élection pour la création du comité, soit une élection pour son renouvellement.

La mise en place d'un comité d'entreprise est obligatoire dans les entreprises de 50 salariés ou plus lorsqu'elles emploient du personnel dans des conditions de droit privé[1]. Dans les entreprises employant moins de 50 salariés, des comités d'entreprise peuvent être créés par convention ou accord conclu entre l'employeur et les organisations syndicales. Les entreprises de 50 salariés ou plus qui ont des établissements distincts sont tenues d'instituer des comités d'établissement ainsi qu'un comité central d'entreprise. Les membres des comités d'établissement, comme ceux des comités d'entreprise, sont directement élus par le personnel pour une durée de quatre ans. Leur nombre augmente avec la taille de l'établissement. En revanche, les membres des comités centraux sont désignés par les comités d'établissement.

Les élections ont lieu par collèges catégoriels. Les collèges légaux sont au nombre de deux : ouvriers et employés d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part. Le nombre et la composition des collèges peuvent être modifiés après accord entre les organisations syndicales et l'entreprise. Dans un certain nombre de petites et moyennes entreprises, l'ensemble du personnel est regroupé dans un collège unique.

Le comité d'entreprise est chargé de l'animation des activités culturelles et sociales. Il est de plus consulté pour toutes questions de portée collective intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT)

La constitution d'un CHSCT est obligatoire pour tous les établissements occupant au moins 50 salariés. La loi du 31 décembre 1991, entrée en vigueur le 1er janvier 1993, supprime la dérogation qui touchait les petites entreprises du bâtiment. Les entreprises du secteur dont l'effectif n'atteint pas 300 salariés sont donc tenues de mettre en place des CHSCT dans ceux de leurs établissements occupant au moins 50 salariés.

Le CHSCT est composé du chef d'établissement et d'une délégation du personnel dont les membres sont désignés pour deux ans par un collège constitué des membres élus du comité d'entreprise ou d'établissement et des délégués du personnel.

Conflits localisés et conflits généralisés

La distinction entre conflits localisés et conflits généralisés est fonction de l'origine du mot d'ordre de grève. Si ce mot d'ordre est propre à l'entreprise, il s'agit d'un conflit localisé ; si ce mot d'ordre est extérieur à l'entreprise et commun à plusieurs d'entre elles, il s'agit d'un conflit généralisé (journée d'action nationale plurisectorielle ou non). Dans le secteur privé (hors transports et agriculture), aucun conflit généralisé n'a été recensé depuis 2001. Afin d'harmoniser la série, les conflits généralisés ont donc été exclus. En revanche, dans le secteur des transports et dans la fonction publique d'État, les chiffres concernent à la fois des conflits généralisés et des conflits localisés.

Délégations uniques du personnel

La loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle adoptée le 20 décembre 1993 a donné aux entreprises de moins de 200 salariés la faculté de mettre en place une « délégation unique du personnel » qui reçoit tout à la fois les attributions des délégués du personnel et celles des représentants du personnel au comité d'entreprise ou d'établissement.

Délégués du personnel

Tout établissement d'au moins 11 salariés doit élire un ou plusieurs délégués du personnel, à l'exception des organismes relevant du droit public. Depuis la loi en faveur des PME du 2 août 2005, le mandat des délégués du personnel et des autres représentants élus du personnel a été porté de deux à quatre ans. Les règles d'élections des délégués du personnel sont les mêmes que celles des élections des représentants aux comités d'entreprise.

Les délégués du personnel sont l'institution représentative du personnel dont le champ d'application est le plus étendu. Porte-parole des salariés auprès du chef d'entreprise et de l'inspecteur du travail, leur rôle principal est de veiller à l'application de la réglementation du travail. Ils sont consultés sur les conditions de travail et d'emploi dans l'entreprise et peuvent émettre des avis et faire des propositions à l'employeur comme aux autres institutions représentatives qui existent dans l'entreprise.

Délégués syndicaux

Chaque organisation syndicale représentative qui, dans une entreprise d'au moins 50 salariés, constitue une section syndicale peut désigner un ou plusieurs délégués syndicaux, leur nombre augmentant avec la taille de l'entreprise. Les délégués syndicaux sont les interlocuteurs nécessaires et obligatoires de l'employeur dans les négociations de la convention ou des accords d'entreprise.

---

[1] La Fonction publique et certains établissements publics ne sont pas soumis à la législation sur les comités d'entreprise.

Nuisances professionnelles

Être exposé à une nuisance professionnelle ne signifie pas être en présence d'un risque. Il y a risque seulement si la nature, la durée ou l'intensité de l'exposition sont suffisantes pour provoquer une atteinte éventuelle à la santé du salarié. Les résultats publiés ici concernent uniquement les expositions.

Représentants du personnel

Sont englobées sous le terme « représentants du personnel » les diverses catégories de salariés protégés par la loi : délégués du personnel, membres des comités d'entreprise, des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, délégués syndicaux, représentants syndicaux auprès des comités d'entreprise, représentants des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance des entreprises soumises à la loi de démocratisation du secteur public. D'autres catégories de salariés, qu'elles disposent ou non d'un mandat électif, bénéficient également d'un statut protecteur : les représentants des salariés des entreprises en redressement judiciaire, les conseillers prud'homaux et les médecins du travail. S'y ajoutent, depuis 1991, les conseillers du salarié, depuis 1994, les délégués à la délégation unique du personnel, et enfin, depuis 1998, les salariés mandatés. La loi protège aussi, sous certaines conditions, les salariés qui demandent l'organisation d'élections professionnelles dans l'entreprise, qu'ils soient ou non candidats par la suite. Enfin, les candidats aux élections et les anciens représentants dès la fin de leur mandat sont également protégés.

Les représentants du personnel bénéficient de dispositions légales protectrices. Parmi elles, figure l'obligation, pour tout employeur souhaitant licencier ou transférer dans un autre établissement un représentant du personnel, d'en demander l'autorisation préalable à l'inspecteur du travail. Saisi d'une demande de licenciement de salarié protégé, l'inspecteur du travail peut l'autoriser ou la refuser. Le cas échéant, l'une ou l'autre partie (employeur ou représentant du personnel en cause) peut contester la décision de l'inspecteur du travail en formant un recours hiérarchique auprès du ministre chargé du Travail.

Le cas particulier des transferts : lorsque tout ou partie de l'activité de l'entreprise se poursuit sous la direction d'un nouvel employeur, les contrats de travail sont transférés à celui-ci. Le transfert du contrat d'un représentant du personnel est soumis à autorisation de l'inspecteur du travail. Ce dernier est tenu d'en vérifier l'absence de caractère discriminatoire.

La Dares ne comptabilise plus les transferts avec les licenciements de salariés protégés dans la mesure où ils n'en sont pas.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement (Dares) et de la division « Emploi » de l'Insee.

Organismes :

– Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement (Dares) ;
– Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ;
– Mutualité sociale agricole (MSA) ;
– Insee.

Sites Internet :

– www.travail.gouv.fr
– www.ameli.fr
– www.msa.fr
– www.insee.fr

Publications :

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement

Bulletin mensuel des statistiques du travail ;
Revue Travail et Emploi ;
Cahier Travail et emploi ;
Premières informations et premières synthèses, Dares :

– « Les conflits du travail en 2004 : les salaires, premier thème de revendication », n° 45.1, novembre 2005 ;
– « Travail de nuit et du soir depuis dix ans : une progression plus rapide pour les femmes que pour les hommes », n° 40.2, octobre 2005 ;
– « Les licenciements de salariés protégés de 2001 à 2003 », n° 38.3, septembre 2005.
– « Les élections aux comités d'entreprise en 2003 », n° 37.1, septembre 2005 ;
– « Les expositions aux produits mutagènes et reprotoxiques », n° 32.1, août 2005 ;
– « Les expositions aux produits cancérogènes », n° 28.1, juillet 2005 ;
– « Le bruit au travail : une nuisance qui touche trois salariés sur dix », n° 25.3, juin 2005 ;
– « Les expositions aux risques et aux pénibilités du travail de 1994 à 2003, premiers résultats de l'enquête Sumer 2003 », n° 52.1, décembre 2004 ;
– « Mythes et réalités de la syndicalisation en France », n° 44.2, octobre 2004 ;
– « Les femmes dans les comités d'entreprise et délégations uniques du personnel : une parité encore lointaine », n° 44.1, octobre 2004 ;
– « Les réticences aux 35 heures : ce qu'en disent les entreprises de plus de 20 salariés », n° 39.1, septembre 2004 ;
– « Les conditions de travail des seniors », n° 19.2, mai 2004.

Documents d'études :

– « Les réticences à entrer dans le cadre légal des 35 heures », n° 102, juillet 2005 ;
– « RTT et organisation du travail : l'incidence des lois Aubry II », n° 100, mai 2005 ;
– « L'impact des conditions de travail sur la santé : une expérience méthodologique », n° 97 et n° 97 bis, février 2005 ;
– « Modalités de passage à 35 heures des TPE », n° 94, février 2005 ;
– « Les expositions aux risques professionnels par secteur d'activités », n° 89, décembre 2004.

Insee

Insee-Première :

– « Enquête sur l'emploi 2004 – le chômage augmente légèrement malgré la reprise de l'emploi », n° 1009, mars 2005 ;
– « Les rythmes de travail entre 1995 et 2001 : faible progression de l'irrégularité », n° 994, décembre 2004 ;
– « Les entreprises du spectacle de 1995 à 2001 – Emploi, salaire et gestion de la main - d'œuvre », n° 978, juillet 2004 ;

Insee-Références

– « Données sociales », Édition 2006 ;
– « France, Portrait social », Édition 2005-2006.

Économie et statistique

– Dossier « Conditions de travail », nos 376-377, 2005.

Document de travail :

– « Travailleurs âgés, nouvelles technologies et changements organisationnels : un réexamen à partir de l'enquête « Réponse », Sévane Ananian et Patrick Aubert, décembre 2004.

Autres

« Les nouvelles formes d'organisation du travail en Europe », Antoine Valeyre, Edward Lorenz : *Connaissance de l'emploi*, n° 13, mars 2005.

« Les conditions de travail des professionnels des établissements de santé », Romuald Le Lan : *études et résultats* (Drees), n° 373, février 2005.

« Les conditions de travail : quelle protection pour les salariés âgés en France ? Ariane Pailhé : *Population Ined*, nos 1-2, janvier – avril 2005.

« Départs en retraite et « travaux pénibles » : l'usage des connaissances scientifiques sur le travail et ses risques à long terme pour la santé », Gérard Lasfargues.

TABLEAU C.02-1

Durée annuelle du travail des salariés à temps complet et pratique des heures supplémentaires, selon le secteur d'activité, en 2003

Source : Enquête Acemo annuelle (Dares) — *Unité* : Heure

Secteur	Code NES 16 et 36	Durée annuelle du travail des salariés à temps complet	% des salariés ayant fait des heures supplémentaires dans les entreprises en déclarant	Volume annuel moyen d'heures supplémentaires par salarié en ayant effectué
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	EB-B0	1 597	52	53
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	EC	1 587	41	44
Habillement, cuir	C1	1 594	52	55
Édition, imprimerie, reproduction	C2	1 575	48	38
Pharmacie, parfumerie, et entretien	C3	1 579	25	52
Industries des équipements du foyer	C4	1 603	43	35
INDUSTRIE AUTOMOBILE	ED-D0	1 577	50	38
INDUSTRIES DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	EE	1 601	44	58
Construction navale, aéronautique er ferroviaire	E1	1 586	38	43
Industries des équipements mécaniques	E2	1 606	51	64
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	1 601	36	56
INDUSTRIES DES BIENS INTERMÉDIAIRES	EF	1 602	48	45
Industries des produits minéraux	F1	1 612	50	55
Industrie textile	F2	1 615	51	51
Industries du bois et du papier	F3	1 599	53	47
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	1 584	42	41
Métallurgie et transformation des métaux	F5	1 621	55	52
Industrie des composants électriques et électroniques	F6	1 585	35	31
ÉNERGIE	EG	1 578	46	40
Production de combustibles et de carburants	G1	1 552	36	27
Eau, gaz, électricité	G2	1 582	48	41
CONSTRUCTION	EH-H0	1 636	67	76
COMMERCE	EJ	1 617	52	50
Commerce et réparation automobile	J1	1 612	51	70
Commerce de gros	J2	1 610	39	54
Commerce de détail et réparation	J3	1 624	61	42
TRANSPORTS	EK-K0	1 657	60	90
ACTIVITÉS FINANCIÈRES	EL-L0	1 587	23	25
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	EM-M0	1 574	21	45
SERVICES AUX ENTREPRISES	EN	1 596	49	59
Postes et télécommunications	N1	1 576	59	76
Conseils et assistance	N2	1 614	36	56
Services opérationnels	N3	1 590	59	51
Recherche et développement	N4	1 570	8	47
SERVICES AUX PARTICULIERS	EP	1 657	46	53
Hôtels et restaurants	P1	1 684	45	44
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	1 603	44	75
Services personnels et domestiques	P3	1 587	68	46
ÉDUCATION, SANTÉ, ACTION SOCIALE	EQ	1 577	46	40
Éducation	Q1	1 567	35	34
Santé, action sociale	Q2	1 580	49	41
ACTIVITÉS ASSOCIATIVES ET EXTRA-TERRITORIALES	ER-R2	1 576	42	48
TOUS SECTEURS		**1 609**	**49**	**54**

TABLEAU C.02-2

Travail le samedi et le dimanche, type d'horaires des salariés selon leur catégorie socioprofessionnelle

Source : Insee (Enquête sur l'emploi) (1) %

Catégorie socioprofessionnelle	Mêmes horaires toutes les semaines	Horaires alternants	Horaires variables d'une semaine à l'autre	Travail habituel le samedi	Travail occasionnel le samedi	Travail habituel le dimanche	Travail occasionnel le dimanche	Travail habituel de nuit	Travail occasionnel de nuit
Cadres									
2004	75,1	0,7	24,0	16,0	31,6	6,5	23,3	2,4	10,6
2003	75,5	0,8	23,6	16,4	32,2	6,4	23,3	2,3	10,4
Professions intermédiaires									
2004	72,0	6,6	21,3	25,6	24,5	11,2	17,7	6,5	9,5
2003	71,7	6,9	21,4	25,0	25,0	9,9	18,0	6,1	9,3
Employés									
2004	70,4	6,3	23,0	39,3	15,2	16,9	14,1	6,8	6,0
2003	71,0	6,4	22,4	38,0	16,0	15,9	14,1	6,3	6,3
Ouvriers									
2004	68,3	17,6	13,7	19,1	24,0	7,9	10,1	12,1	8,1
2003	66,8	18,8	14,2	18,5	23,6	7,7	10,0	11,8	8,5
Ensemble des salariés									
2004	**70,9**	**8,7**	**20,1**	**26,8**	**22,4**	**11,4**	**15,2**	**7,5**	**8,1**
2003	**70,6**	**9,2**	**20,0**	**26,2**	**22,7**	**10,7**	**15,3**	**7,2**	**8,3**

(1) Les résultats sont en moyenne annuelle.

TABLEAU C.02-3

Expositions professionnelles en 2002-2003

Source : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, Dares, enquête Sumer 2003 %

Contrainte ou pénibilité	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Ensemble
Contraintes horaires					
Durée hebdomadaire supérieure à 40 heures	51	21	10	13	20
Ne pas disposer de 48 heures consécutives de repos	8	12	25	12	15
Effectuer des astreintes	16	14	7	9	11
Ne pas connaître ses horaires pour la semaine prochaine	20	12	8	14	13
Avoir un rythme de travail imposé par :					
Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce ou cadence automatique d'une machine	1	3	2	19	8
Une dépendance immédiate vis à vis des collègues	28	30	25	34	30
Des normes ou délais de production en une journée au plus	33	42	32	59	44
Une demande extérieure obligeant à une réponse immédiate	65	64	67	36	55
Les contrôles ou surveillances permanents de la hiérarchie	12	22	26	35	26
Un contrôle ou un suivi informatisé	26	33	25	25	27
Contraintes organisationnelles					
Être toujours ou souvent obligé de se dépêcher	50	42	41	35	40
Devoir fréquemment interrompre un tâche pour une autre	75	68	60	43	58
Ne pas pouvoir changer l'ordre des tâches	2	5	15	26	15
Être en contact avec le public	76	81	90	44	70
Dont : Vivre régulièrement ou en permanence des situations de tension avec le public (note)	18	17	15	8	15
Nuisances physiques					
Être exposé à un bruit supérieur à 85 dBa	5	12	2	39	18
Être exposé à des bruits comportant des chocs ou impulsions	2	7	2	24	11
Travailler à l'extérieur, exposé aux intempéries	3	9	5	25	13
Travailler au froid (<15°) imposé par le processus de production	1	4	4	10	6
Travailler au chaud (>24°) imposé par le processus de production	2	5	3	9	5
Travailler en milieu humide du fait du processus de production	1	2	1	4	2
Être exposé à des radiations ionisantes	4	5	2	5	4
Travailler dans des locaux climatisés	29	19	15	8	15
Travailler sur écran plus de 20 heures par semaine	44	29	27	3	21
Faire de la manutention manuelle de charges plus de 10 heures par semaine	1	5	12	24	13
Rester debout ou piétiner plus de 20 heures par semaine	3	17	26	44	27
Postures pénibles (à genou, bras en l'air, accroupi, en torsion etc.)	6	20	29	53	32
Répéter un même geste plus de 10 heures par semaine	1	3	8	19	10
Travailler avec des machines ou outils vibrants	1	6	2	29	12
Conduite de machines ou engins mobiles sur le lieu de travail	2	7	2	24	11
Conduite sur la voie publique pendant son travail	37	31	12	28	25
Exposition à des agents biologiques					
Être exposé à des agents biologiques	5	18	21	12	15
Être exposé à un réservoir humain (milieu médical, médico-social, funéraire)	3	15	18	1	9
Être exposé à un réservoir animal (élevage, abattoirs)	1	2	2	4	2
Autres expositions : assainissement, maintenance, industrie	2	3	3	8	5
Expositions à des produits chimiques					
Être exposé à au moins un produit chimique	8	30	27	63	37
Être exposé à au moins trois produits chimiques	4	15	9	28	16

TABLEAU C.02-4

Proportion de salariés utilisateurs de technologies (informatique ou machines)

Source : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, Dares (Enquêtes sur les conditions de travail) %

Type d'équipement	Cadres		Professions intermédiaires		Employés		Ouvriers qualifiés		Ouvriers non qualifiés		Ensemble	
	1991	1998	1991	1998	1991	1998	1991	1998	1991	1998	1991	1998
Terminal relié à un ordinateur gros système	35	31	28	25	24	7	7	9	3	4	20	18
Micro-ordinateur non relié	52	83	37	68	26	47	6	20	3	9	37	47
Micro-ordinateur relié à un réseau	—	65	–	48	—	36	—	16	—	9	—	36
Micro-ordinateur portable	–	25	–	10	–	4	–	2	–	n.s	–	7
Ensemble des matériels informatiques	60	85	47	71	36	51	10	24	5	18	32	51
Internet	–	29	–	8	–	3	—	1	—	n.s	—	7
Robot ou manipulateur automatique	1	1	1	2	–	–	3	4	2	3	1	2
Machine à commande numérique	1	1	1	3	–	1	4	11	2	9	1	4

TABLEAU C.02-5

Maladies professionnelles reconnues

Sources : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et Mutualité sociale agricole (MSA) *Unité* : Nombre

	1999		(1) 2000	2001	*r* 2002	*p* 2003
	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	Tout système	Tout système	Tout système
Affections provoquées par le bruit	635	619	607	573	642	907
Affections périarticulaires	16 753	16 418	19 862	22 975	28 531	30 847
Silicoses	278	223	223	295	330	312
Ciment	241	241	269	245	259	218
Amiante	2 653	2 335	3 187	4 253	5 141	5 286
Hépatites virales	53	50	53	40	27	43
Lésions eczématiformes de mécanisme allergique	506	501	540	542	530	562
Bois	116	114	142	133	123	115
Affections respiratoires de mécanisme allergique	375	360	450	426	458	462
Vibrations et chocs d'outils	197	192	208	184	203	211
Brucelloses	13	13	2	1	–	2
Dermatoses dues aux lubrifiants	141	141	148	141	136	140
Isocyanates organiques	123	122	133	104	128	94
Amines aromatiques	12	12	12	16	8	7
Acides chromiques, chromates	27	27	43	42	53	37
Dérivés halogénés de l'éthylène	24	24	43	22	31	23
Benzolisme	26	24	25	41	51	53
Aldéhyde formique et polymères	30	30	38	37	36	37
Sidérose (oxyde de fer)	33	27	24	31	26	39
Résines époxydiques	87	85	97	89	89	69
Amines aliphatiques et alicycliques	33	32	35	29	34	11
Maladies infectieuses en milieu hospitalier	67	66	50	56	75	113
Kératoconjonctivites virales	1	1	6	12	3	2
Affections consécutives aux vibrations	485	463	433	467	454	451
Affections consécutives à la manipulation de charges lourdes	1 727	1 581	2 175	2 198	2 443	2 477
Total des maladies listées	**24 636**	**23 701**	**28 805**	**32 952**	**39 811**	**42 516**
Total des maladies	**25 784**	**24 768**	**30 199**	**34 356**	**41 581**	**44 303**

(1) Depuis 2000, la MSA ne fournit plus d'informations.

TABLEAU C.02-6

Accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de décès (1)

Sources : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et Mutualité sociale agricole (MSA)

	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Nombre d'arrêts pour 1 000 salariés :								
CNAMTS	53	46	45	44 ■	44	43	43	45
Régime agricole	39	33	32	31	...	...	...	...
Nombre de décès :								
CNAMTS	1 213	712	683	717 ■	730	730	692	661
Régime agricole	72	93	81	60	...	...	...	...
Total	**1 285**	**805**	**764**	**777**	**730**	**730**	**692**	**661**

(1) Champ : total des 15 Comités techniques nationaux jusqu'en 1999. À partir de 2000, c'est le total des 9 Comités techniques nationaux.

TABLEAU C.02-7

Accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général en 2003

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Année de reconnaissance de l'accident (1)	Taux de (2) Fréquence	Taux de (2) Gravité
Bâtiment, travaux publics (3)	56	3,24
Bois, ameublement, papier-carton, textiles, vêtement, cuirs et peaux, pierres et terres à feu	36	1,70
Alimentation	36	1,63
Transports, eau, gaz, électricité, livre, communication	31	1,73
Métallurgie	28	1,17
Activités services et travail temporaire	31	1,64
Chimie, caoutchouc, plasturgie	23	1,05
Ensemble du régime général	**27**	**1,35**

(1) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(2) Taux de fréquence = (Nombre d'accidents avec arrêt / Nombre d'heures travaillées) x 1 000 000 ; Taux de gravité = (nombre de journées perdues / nombre d'heures travaillées) x 1 000.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-8

Conflits du travail (1)

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement (Dares)
Ministère de la Fonction publique (DGAFP), Inspection générale du travail des transports

	Unité	2000	2001	2002	2003	2004
Entreprises privées (conflits localisés)						
Conflits observés	Nombre	1 427	1 105	745	785	699
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	210,70	118,65	66,66	62,54	60,36
Journées individuelles non travaillées	Millier	581,36	462,62	248,11	223,79	193,42
Entreprises de transports						
Conflits observés	Nombre	–	1 164	1 179	1 066	1 125
Journées individuelles non travaillées	Millier	218,40	287,66	137,35	505,02	157,31
Fonction publique d'État (2)						
Journées individuelles non travaillées	Millier	1 459,20	925,60	605,36	3 659,61	373,90

(1) Il s'agit de conflits localisés pour les entreprises privées hors transports et de conflits localisés et généralisés pour les transports et la fonction publique d'État.
(2) Hors fonctions publiques hospitalière et territoriale, France Télécom et la Poste.

TABLEAU C.02-9

Établissements et salariés couverts par un comité d'entreprise (CE), des délégués syndicaux (DS), un CHSCT (1) ou ayant élu des délégués du personnel (DP), selon la taille des établissements (2), en 1999

Source : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, Dares (Enquête Acemo - IRP) — *Unité* : %

Type de l'institution	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 à 250 salariés	250 à 499 salariés	500 salariés et plus	Toutes tailles	10 à 49 salariés	50 salariés et plus
Etablissements									
Couverture CE - DU (3)	7,8	24,5	82,7	92,6	96,2	98,1	27,1	14,5	88,1
Présence DP - DU	14,7	48,3	73,8	83,4	91,6	94,8	36,4	27,9	79,8
Couverture DS	5,6	18,0	55,1	74,0	89,1	95,5	20,2	10,5	67,0
Couverture CHSCT	6,2	16,9	71,8	88,8	95,2	96,4	22,6	10,5	81,1
Aucune institution	81,2	44,1	10,2	3,3	1,7	0,5	56,2	66,4	6,6
Salariés									
Couverture CE - DU	25,3	33,4	87,5	93,4	97,0	98,7	71,9	30,1	95,0
Présence DP - DU	20,6	53,4	76,1	84,4	91,8	96,8	70,4	39,7	88,6
Couverture DS	23,5	23,1	60,9	76,4	90,2	97,8	62,5	23,3	84,2
Couverture CHSCT	23,2	22,8	77,7	90,5	96,1	97,8	67,3	23,0	91,8
Aucune institution	63,5	37,5	7,2	2,6	1,6	0,1	18,7	48,2	2,3

(1) CHSCT : comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.
(2) Établissements de 10 salariés et plus.
(3) DU : délégation unique.

TABLEAU C.02-10

Taux de présence des représentants du personnel dans les établissements et parmi les salariés en 1999 (1) (2)

Source : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement , Dares (Enquête Acemo - IRP) — *Unité* : %

	CFDT	CGC	CFTC	CGT	CGT-FO	Autres syndicats	Non syndiqués	Au moins un syndicat	Pas (3) d'IRP
Établissements									
Élus aux CE	12,5	7,0	6,1	12,9	9,8	2,7	14,8	18,9	72,9
Moins de 50 salariés	6,7	3,4	3,3	6,8	5,2	1,2	7,8	10,0	85,5
Plus de 50 salariés	40,5	24,3	19,2	42,1	32,0	10,2	48,3	61,8	11,9
Élus DP	7,4	2,8	2,2	6,6	4,6	1,4	24,6	15,9	63,6
Moins de 50 salariés	3,8	0,7	1,0	2,7	1,8	0,6	21,2	8,5	72,1
Plus de 50 salariés	25,4	13,4	8,0	26,3	18,8	5,5	41,6	30,6	20,2
DS	13,7	7,8	7,9	14,0	11,6	3,3	–	20,2	79,8
Moins de 50 salariés	7,1	3,7	4,1	7,2	5,7	1,4	–	10,5	89,5
Plus de 50 salariés	45,6	27,2	26,4	46,7	39,7	12,2	–	66,9	33,0
Salariés									
Élus aux CE	46,2	34,3	22,6	42,4	35,1	14,9	27,9	59,3	28,1
Moins de 50 salariés	17,6	10,3	6,4	11,4	9,2	1,4	18,2	22,1	69,9
Plus de 50 salariés	61,9	47,5	31,6	59,5	49,4	22,4	33,3	79,9	5,0
Élus DP	35,0	22,9	13,0	31,9	24,7	10,5	29,5	52,7	29,6
Moins de 50 salariés	9,0	2,4	2,7	5,6	4,3	0,8	27,7	15,5	60,3
Plus de 50 salariés	50,5	35,1	19,2	47,6	36,9	16,3	30,6	74,8	11,4
DS	49,3	35,3	29,6	45,5	41,8	16,3	–	61,4	37,5
Moins de 50 salariés	18,2	7,0	5,9	12,4	10,3	2,9	–	23,3	76,7
Plus de 50 salariés	66,5	50,9	42,7	63,8	59,2	23,6	–	82,4	15,8

(1) Établissements de 10 salariés et plus.
(2) L'écart des résultats entre les taux d'établissements couverts par les DP et les taux des établissements couverts par l'une des deux autres IRP s'explique par les hypothèses retenues.
(3) Institution représentative du personnel.

TABLEAU C.02-11

Résultats des élections aux comités d'entreprise (1)

Source : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement — *Unité* : % des suffrages exprimés

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	*r* 2002	2003
Ensemble des salariés :									
CFDT	20,5	21,5	20,8	21,7	22,9	22,9	22,8	22,2	22,6
CFE-CGC	6,4	5,8	6,4	5,8	6,3	5,7	6,1	5,7	6,6
CFTC	5,1	4,5	5,1	4,9	5,8	5,3	6,0	5,5	6,7
CGT	19,7	23,6	20,4	24,3	21,5	24,4	22,6	24,4	22,1
CGT-FO	12,3	12,1	12,1	12,1	12,2	12,4	13,1	12,4	12,7
Syndicats non confédérés	6,2	7,3	5,9	7,0	5,6	7,4	6,5	8,1	6,1
Non syndiqués	29,9	25,1	29,3	24,1	25,8	21,9	23,0	21,7	23,2
Ouvriers et employés (premiers collèges) :									
CFDT	20,8	22,0	21,3	21,8	23,2	22,9	23,3	22,2	23,0
CFE-CGC	1,0	0,7	1,1	0,9	1,3	0,6	0,8	1,0	1,5
CFTC	5,3	4,4	5,5	4,8	6,1	5,2	6,4	5,6	7,1
CGT	25,5	30,2	26,0	30,7	27,3	31,0	28,3	30,3	27,3
CGT-FO	13,7	13,4	13,4	13,5	13,7	13,7	14,7	13,7	14,1
Syndicats non confédérés	5,4	6,3	5,0	6,1	4,7	6,8	5,6	7,3	5,9
Non syndiqués	28,3	23,1	27,7	22,2	23,7	19,9	21,1	19,8	21,1
Maîtrise, techniciens et cadres [deuxièmes et troisièmes collèges (2)] :									
CFDT	20,0	21,0	19,5	21,5	21,7	22,4	21,6	21,2	21,8
CFE-CGC	17,6	16,4	17,5	16,3	17,1	16,4	17,3	15,9	17,8
CFTC	5,0	4,6	4,8	5,2	5,4	5,7	5,5	5,7	6,2
CGT	10,4	12,8	11,1	13,2	11,6	13,1	12,7	13,7	12,6
CGT-FO	10,3	10,2	10,2	9,9	9,8	10,4	10,6	10,4	10,5
Syndicats non confédérés	7,8	9,7	7,7	9,1	7,3	9,0	8,3	10,2	6,3
Non syndiqués	28,9	25,4	29,2	24,7	27,1	23,0	24,0	23,0	25,0
Collèges uniques									
CFDT	20,8	20,1	22,1	22,6	26,0	26,2	24,7	27,8	23,0
CFE-CGC	1,4	2,7	2,0	3,3	2,0	1,6	1,4	1,9	1,2
CFTC	3,4	4,0	3,8	3,7	4,0	4,2	4,7	4,1	4,9
CGT	12,4	13,3	13,3	13,5	13,8	16,0	16,6	15,8	17,0
CGT-FO	9,6	8,9	9,1	9,0	9,0	10,0	10,1	9,5	10,5
Syndicats non confédérés	5,5	6,1	5,4	4,3	5,3	5,2	6,3	5,6	7,4
Non syndiqués	46,9	45,0	44,2	43,5	40,0	36,8	36,2	35,3	36,0

(1) Depuis 1992, les élections SNCF ont lieu les années paires. Ces résultats prennent en compte les élections de la délégation unique du personnel.
(2) Troisième collège à partir du moment où il est constitué.

Chapitre D.01

Revenus et Salaires

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Revenus annuels moyens et effectifs des ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence, en 2003.

2 Effectifs et masse des salaires bruts en 2003 – France entière.

3 Salaires bruts annuels moyens en 2003 – France entière.

4 Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux.

5 Prélèvements sociaux sur les salaires.

6 Salaire minimum interprofessionnel de croissance Smic (moyennes annuelles).

7 Proportion de salariés payés au Smic selon l'activité économique au 1er juillet.

8 Gains bruts mensuels moyens selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2003.

9 Gains bruts moyens et leur décomposition selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2003.

10 Salaire annuel net monétaire moyen des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2004.

11 Taux des rémunérations annexes des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2004.

12 Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État.

13 Indice des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État (moyennes annuelles).

14 Structure des coûts de la main-d'œuvre.

15 Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie dans les pays de l'Union européenne (à 15) en 2000.

16 Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 23 pays de l'Union européenne et 2 pays candidats en 2000.

1
○ Présentation

En 2003, dans les entreprises du secteur privé et semi-public, le salaire mensuel moyen pour un travail à temps complet s'élève à 2 377 euros en brut et à 1 811 euros nets de tous prélèvements à la source. Compte tenu de la hausse des prix à la consommation de 2,1 % en moyenne en 2003, le salaire net moyen, en euros constants, diminue de 0,3 % entre 2002 et 2003, après une hausse de 0,6 % entre 2001 et 2002. Comme les années précédentes, le Smic mensuel net augmente davantage que le salaire moyen, avec une progression en euros constants de 1,3 % par rapport à 2002.

De même l'éventail des salaires reste inchangé : en 2003, un cadre à temps complet perçoit un salaire mensuel net moyen de 3 577 euros, et un ouvrier un salaire de 1 325 euros, proche de celui d'un employé. Ainsi, en 2003, un cadre gagne en moyenne 2,7 fois plus qu'un ouvrier et 2,8 fois plus qu'un employé. Ce rapport est stable depuis plusieurs années.

Du fait de la légère réduction de la durée moyenne du travail en 2003, le salaire horaire net moyen ne diminue pas en euros constants, contrairement au salaire mensuel moyen : il progresse de 0,1 % pour les salariés à temps complet.

Les secteurs des activités financières et, dans une moindre mesure, des services aux entreprises sont particulièrement touchés par la dégradation de la conjoncture. En revanche, les salaires dans l'industrie résistent relativement mieux.

En 2003, un agent de la fonction publique d'État perçoit en moyenne un salaire brut de 2 460 euros par mois, dont 14,6 % sous forme de primes et rémunérations annexes. Déduction faite des prélèvements sociaux, le salaire net moyen est de 2 072 euros par mois, ce qui représente une augmentation entre 2002 et 2003 de 1,6 % en euros courants.

Cette croissance se répartit entre les revalorisations salariales (+ 1,2 %) et l'évolution de la qualification moyenne des agents (+ 0,3 %). Compte tenu d'une hausse des prix moyenne de 2,1 % en 2003, le salaire net moyen diminue de 0,5 % en euros constants pour l'ensemble des agents. La rémunération moyenne des personnes présentes en 2002 et 2003 quant à elle, progresse de 3,7 % en euros courants, soit + 1,5 % en euros constants.

En 2003, le salaire net médian des agents titulaires s'établit à 1 965 euros par mois. Les écarts de salaires entre catégories socioprofessionnelles se resserrent.

En France métropolitaine, la moitié de la population a un niveau de vie inférieur à 15 480 euros en 2003. Pour 10 % de la population, ce niveau de vie est inférieur à 8 818 euros et a contrario, 10 % dispose d'un niveau de vie supérieur à 27 975 euros en 2003. Le rapport entre les niveaux de vie les plus élevés et les plus faibles est ainsi de 3,17. Sur 100 euros de revenu déclaré par un ménage, 66 sont d'origine salariale, 23 proviennent de retraites, pensions et rentes, 7 de revenus de professions indépendantes et 4 d'autres revenus (patrimoine).

2
○ Méthodologie

Revenu des ménages

Les comptes de revenus des ménages par catégorie socioprofessionnelle reposent largement sur l'exploitation des données fiscales collectées par la Direction générale des Impôts en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu.

Les revenus monétaires déclarés aux enquêtes sont issus de l'enquête annuelle sur les revenus fiscaux (ERF), réalisée tous les ans de 1996 à 2003. Cette enquête s'appuie sur les déclarations fiscales d'un échantillon de 36 000 ménages depuis l'enquête de 2002. Les résultats sont donc basés sur les revenus déclarés au fisc qui, notamment, ne comprennent pas les revenus du patrimoine exonérés d'impôts. De nos jours, la quasi-totalité de la population remplit une déclaration fiscale et se trouve donc couverte par cette source.

Salaires et les gains

Les tableaux donnant les salaires annuels moyens (secteurs privé et semi-public) résultent de l'exploitation des DADS (déclarations annuelles de données sociales) adressées par les employeurs aux administrations fiscale, sociale et à l'Insee. Le champ de l'exploitation des DADS couvre l'ensemble des employeurs et de leurs salariés, sauf les agents des organismes de l'État titulaires ou non, les services domestiques et les activités extra-territoriales. Symétriquement les salariés des établissements publics ainsi que ceux des industries ou services agricoles sont inclus dans l'exploitation, même s'ils relèvent du régime social agricole. Le champ des déclarations annuelles de données sociales recouvre donc l'essentiel des secteurs privé et semi-public. Ces exclusions peuvent expliquer certaines différences entre les statistiques fournies par l'Unedic et les résultats issus des DADS, notamment pour les secteurs E2, les arsenaux faisant partie des Administrations publiques et P2, Q1, Q2 et R1, une partie de ces secteurs étant exclue du champ. La collecte imparfaite des DADS dans certains secteurs d'activité (A0, par exemple) est aussi une cause de différence entre les deux sources statistiques. Les résultats présentés ici excluent en outre les chefs d'entreprises salariés, les agents des collectivités territoriales, les apprentis, les stagiaires et les titulaires d'emplois aidés. À partir de 2002, dans les tableaux présentés ci-après tirés des DADS, il est fait référence au salaire brut. Celui-ci concerne l'intégralité des sommes perçues par le salarié au titre de son contrat de travail, avant toute déduction de cotisations obligatoires. Il intègre donc, en particulier l'intéressement et la participation.

L'enquête annuelle Acemo permet de connaître la décomposition de la masse salariale brute versée par établissement par grande catégorie professionnelle et par sexe : salaire de base, heures supplémentaires, primes - hors intéressement et participation. Elle fournit en outre des informations sur la part des différents types de primes et indemnités (hors intéressement et participation), en distinguant périodicité fixe et occasionnelle : primes d'ancienneté, primes fixes mensuelles, primes fixes non mensuelles liées au salaire de base, primes de montants variables liées à la performance ou bien primes exceptionnelles.

L'enquête Acemo dans les « petites entreprises » est réalisée par voie postale auprès d'un échantillon d'entreprises de moins de 10 salariés, au mois de juin de chaque année. Le taux de sondage est d'un vingtième et l'échantillon est renouvelé d'un quart chaque année. Les résultats de cette enquête annuelle sont issus de l'exploitation d'environ 40 000 questionnaires. Le concept de rémunération utilisé correspond à l'ensemble de la rémunération brute relative au mois de juin, toutes primes versées au salarié incluses (hors intéressement et participation), quel qu'en soit le rythme.

Le calcul des niveaux de gains mensuels moyens dans les établissements de 10 salariés ou plus a été élaboré à partir des informations issues des déclarations annuelles de données sociales (DADS) que les entreprises adressent à l'administration. Les résultats sont issus de l'exploitation du sondage au 12ème pour les déclarations de 2002 et 2003. Les données pour cette dernière année sont semi-définitives.

Afin de se rapprocher des concepts de la comptabilité nationale, le mode de calcul des gains bruts a été modifié depuis les résultats portant sur l'année 2002. Le gain brut correspond à l'intégralité des traitements, salaires et gratifications perçus par le salarié, avant toute déduction des cotisations obligatoires à la charge du salarié. Il intègre dorénavant les sommes versées au titre de la participation ou de l'intéressement, ainsi que l'abondement éventuel de l'employeur à des plans d'épargne.

Pour les salariés à temps complet, les effectifs sont convertis en années-travail au prorata de leur durée de présence. Les salaires sont rapportés à cette durée. Par exemple, un salarié ayant travaillé durant six mois et ayant perçu 10 000 euros compte pour 0,5 année-travail rémunérée à 20 000 euros par an pour le calcul des salaires moyens. Les évolutions de rémunérations issues des DADS étudiées ici portent ainsi sur l'ensemble des salariés à temps complet des entreprises de 10 salariés et plus ayant reçu une rémunération au cours de 2002 ou de 2003.

Salaires de la Fonction publique de l'État

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État et sur le niveau de leurs primes et indemnités. Celles-ci s'ajoutent au traitement de base, obtenu en multipliant l'indice majoré de chaque agent par la valeur du point d'indice. La grille indiciaire de la fonction publique va d'un minimum (263) à un maximum (820), au-delà duquel se situe « l'échelle-lettre », elle-même subdivisée en groupes (de A à G) et chevrons (de 1 à 3). L'équivalent indiciaire du groupe E, 2e chevron est de 1 319 (les lettres F et G étant réservées aux ministres ou secrétaires d'État, et à quelques emplois, tels les préfets de région, les hauts magistrats et les chefs d'État-major...). Au traitement brut il faut ajouter éventuellement, une indemnité de résidence (1 ou 3 % du traitement) et un supplément familial pour enfants à charge pour obtenir le salaire brut. À celui-ci, on déduit la retenue pour pension, la cotisation maladie de sécurité sociale et, le cas échéant (indices dépassant un certain seuil : 286) la contribution de solidarité pour les travailleurs sans emploi (qui remplace la cotisation aux Assedic), la contribution sociale généralisée (CSG) et, depuis 1996, la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) pour arriver au salaire net.

De plus, un indice des traitements de la Fonction publique d'État est élaboré. Cet indice vise à représenter ce qu'aurait été l'évolution du salaire moyen dans la Fonction publique d'État dans l'hypothèse où il n'y aurait eu aucun recrutement et aucun départ et où chacun des salariés aurait gardé, en l'absence de tout avancement ou de toute promotion, la même situation professionnelle. Cet indice prend en compte l'incidence moyenne, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Il est calculé sur des salaires qui ne tiennent pas compte de la plupart des mesures concernant les primes et indemnités.

Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.

Dans ce chapitre, les résultats relatifs aux salaires annuels nets de prélèvements ne sont pas directement comparables, les champs étant différents.

Coût de la main-d'œuvre

Les enquêtes sur les coûts de la main-d'œuvre sont des enquêtes obligatoires, quadriennales et coordonnées au niveau européen. Elles existent depuis 1966 et, depuis 1999, elles s'inscrivent dans un cadre réglementaire européen. Ces enquêtes sont réalisées en alternance avec les enquêtes de la structure des salaires.

Le règlement européen du 9 mars 1999 stipule qu'il convient d'actualiser régulièrement les statistiques sur les salaires et les coûts pour tenir compte des changements intervenant dans la structure de la main-d'œuvre, la répartition des salaires et la composition des dépenses des entreprises au titre des salaires et des cotisations patronales. La dernière enquête réalisée se rapporte à 2000.

Pour chaque enquête, un règlement de la Commission européenne fournit la liste des variables à envoyer à Eurostat, le champ de l'enquête détaillé selon chaque variable, ainsi que les modalités d'envoi. Par contre, chaque pays est libre d'organiser comme il l'entend la collecte des informations, du moment que les réponses respectent certaines normes de qualité. En France, la collecte de l'information demandée s'est faite pour partie grâce à une enquête adressée à un échantillon d'établissements et pour partie grâce à l'information recueillie dans les DADS. Les établissements interrogés dans les enquêtes sont un échantillon d'établissements des entreprises de plus de 10 salariés, implantées en France métropolitaine, des secteurs de l'industrie (y compris l'énergie), de la construction, du commerce et des services du secteur privé. En 2000, le nombre d'établissements constituant l'échantillon s'élève à 25 000. Le tirage de l'échantillon d'établissement respecte un principe d'interrogation alternée avec les autres enquêtes pour les établissements ayant moins de 200 salariés. En revanche, tous les établissements de 200 salariés ou plus sont interrogés.

3 ○ Définitions

Coût de la main-d'œuvre

Le coût de la main-d'œuvre est constitué de l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes mensuelles et autres, congés payés, etc.), charges sociales légales (déductions faites des subventions reçues et des allègements), conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, oeuvres sociales, impôts et taxes.

Gains

Voir dans la méthodologie « Les salaires et les gains ».

Niveau de vie des individus

Revenu disponible du ménage par unité de consommation (le niveau de vie d'un individu est celui de son ménage).

Rémunération de la Fonction publique

La Fonction publique comprend la Fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères), la Fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la Fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics).

Le minimum mensuel de rémunération existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du Smic dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans ; il est défini par un indice majoré variable dans le temps. Une indemnité de résidence variable selon le lieu de travail, s'ajoute en fonction également de l'indice de rémunération.

Les échelles indiciaires ont été modifiées à différentes reprises par l'octroi à tous les fonctionnaires de points uniformes d'indice. Ces mesures ont contribué à un léger resserrement de l'éventail hiérarchique.

L'indemnité de résidence, qui s'ajoute au traitement proprement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Les communes sont classées dans différentes zones dont le nombre est passé de 10 en 1950, date d'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 depuis novembre 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidence a diminué, celle-ci étant intégrée dans le traitement proprement dit, ce qui a contribué à majorer les pensions de retraite des fonctionnaires. Depuis novembre 1983, cette intégration est totale pour les communes classées en zone 3, l'indemnité de résidence ne subsistant plus qu'à Paris (au taux de 3 %), en Corse et dans quelques grandes villes (au taux de 1 %).

Les traitements augmentent sous l'effet de mesures générales (proportionnelles ou uniformes) ou catégorielles ; celles-ci peuvent concerner un seul corps de fonctionnaires (instituteurs, professeurs de collège, agents et adjoints administratifs des administrations centrales et des services déconcentrés), un ensemble de corps ou un ministère, ou même toute une catégorie statutaire comprenant plus de 500 000 personnes.

Revenu initial d'un ménage

Revenu déclaré au fisc, dans lequel on a réintégré la CSG déductible prélevée sur les revenus d'activité et de remplacement. Il s'agit donc du revenu avant prestations et impôts. Les revenus déclarés comprennent les revenus d'activité indépendante ou salariée, les indemnités de chômage (y c. l'ASS), les pensions (retraites, invalidité et alimentaires) et les revenus du patrimoine mentionnés sur la déclaration fiscale (en particulier les revenus soumis à prélèvement libératoire).

Revenu avant impôts

Revenu initial augmenté des prestations sociales (prestations familiales, allocations logement et minima sociaux). Les prestations familiales comprennent les allocations familiales et d'autres prestations généralement soumises à conditions de ressources (APJE, complément familial, AES, APE , ASF, ARS). Les minima sociaux incluent ici le minimum-vieillesse, le RMI, l'API, l'AAH et son complément.

Revenu disponible

Le revenu disponible est égal au revenu avant impôts diminué des impôts directs. Les impôts pris en compte dans les tableaux sont l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation et les contributions sociales (CSG, CRDS et prélèvement social sur les revenus du patrimoine). Il n'est tenu compte ni des taxes foncières ni de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

Smic

L'évolution du salaire minimum de croissance (Smic) [loi n° 70-7 du 2 janvier 1970] est fonction de la hausse des prix à la consommation des ménages. De plus, le Smic peut être relevé eu égard à l'évolution des conditions économiques générales[1].
Cette même loi détermine l'entrée en vigueur depuis janvier 1970 d'un minimum garanti, indexé sur les prix uniquement, qui sert au calcul de diverses allocations indemnités, primes, plafonds de ressources ou exemptions fiscales.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques du Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement et des divisions « Salaires et revenus d'activité », « Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Revenus et Patrimoine des ménages » de l'Insee.

Organismes :

- Direction générale des Impôts ;
- Insee ;
- Eurostat ;
- Journal officiel ;
- Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement.

Sites Internet :

- www.travail.gouv.fr
- www.insee.fr
- epp.eurostat.cec.eu.int/

Publications :

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement

– ***Direction des Relations du Travail***

– « Le salaire », Collection *Transparences*, mai 2003.

– ***Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques***

Premières informations, Premières synthèses.

Insee

Insee-Références :
– France, Portrait social, Édition 2005-2006 ;
– Les revenus des indépendants, Édition 2005 ;
– Patrimoine des ménages, Édition 2005 ;
– Les salaires en France, Édition 2005.

Insee-Première :
– « Les premiers effets de la prime pour l'emploi sur les niveaux de vie », à paraître ;
– « Disparités de revenus dans l'agriculture – Outre la spécialisation, avantages à la taille et à l'intensification », n° 1049, novembre 2005 ;
– « Les salaires des agents de l'État en 2003 », n° 1041, septembre 2005 ;
– « Primes, participation et intéressement dans le secteur privé », n° 1022, juin 2005 ;
– « Les revenus d'activité des commerçants – La taille de l'entreprise fait la différence », n° 1020, mai 2005 ;
– « Les comptes de la Nation – Une reprise tirée par la demande », n° 1017, mai 2005 ;
– « Les salaires dans les entreprises en 2003 – Une année difficile », n° 1007, mars 2005 ;
– « Le coût de la main-d'œuvre en France et en Allemagne », n° 970, juin 2004 ;
– « Évolution des niveaux de vie de 1996 à 2001 », n° 947, février 2004.

Insee-Résultats, Série Société :
– « Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 2003 »,n° 44, à paraître ;
– « Les mouvements de main d'œuvre dans les établissements de 50 salariés ou plus en 2004 », n° 43, novembre 2005 ;
– « Le coût de la main d'œuvre en 2000 », n° 36, octobre 2004.

Économie et Statistique :
– « Les carrières salariales par cohorte de 1967 à 2000 », Malik Koubi, n°s 369-370, juillet 2004.

Eurostat

Statistiques en bref, Thème 3 :
– « Enquête sur les coûts de la main-d'œuvre 2000 – États membre et Pays candidats », n° 18, 2003.

---

[1] Le Smic s'applique également aux salariés agricoles ; la rémunération minimale en agriculture peut, toutefois, être réduite contractuellement dans la limite de 10 % pour les salariés n'ayant aucune capacité professionnelle réduite. Il est révisé de droit selon deux modalités :

— Chaque hausse d'au moins 2 % de l'indice des prix à la consommation est automatiquement suivie d'un relèvement du Smic dans les mêmes proportions ;

— Une réévaluation a lieu chaque année au mois de juillet de façon à ce que l'accroissement du pouvoir d'achat du Smic ne soit pas inférieur à la moitié du gain de pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier ;

— Enfin, clause non obligatoire, le gouvernement peut décider de porter en cours d'année le Smic à un niveau supérieur à celui qui résulterait de la seule évolution des prix (c'est ce que l'on nomme « coup de pouce »).

TABLEAU D.01-1

Revenus annuels moyens et effectifs des ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence, en 2003 (1)

Source : Insee (Enquête revenus fiscaux) — *Unité* : Euro

Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence	Répartition des ménages (%)	Revenu déclaré par le ménage	Revenu disponible monétaire du ménage	Niveau de vie des individus du ménage
Agriculteurs sur petite exploitation	0,7	29 740	28 660	14 570
Agriculteurs sur moyenne exploitation	0,3	23 590	23 940	12 550
Agriculteurs sur grande exploitation	0,5	27 740	27 110	13 510
Artisans	2,1	38 620	35 240	18 340
Commerçants et assimilés	1,7	39 070	35 060	19 550
Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	0,6	101 400	80 940	41 390
Professions libérales	1,0	103 530	78 570	41 980
Cadres de la fonction publique	1,0	54 960	48 090	27 210
Professeurs, professeurs scientifiques	1,8	51 560	45 490	26 740
Professions de l'information, des arts et des spectacles	0,7	38 560	35 390	21 440
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprises	3,0	58 100	50 000	27 990
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprises	3,5	54 310	48 270	26 450
Instituteurs et assimilés	1,5	33 020	30 700	19 670
Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social	1,7	33 180	30 560	19 430
Clergé, religieux	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	1,2	34 570	32 550	18 770
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	4,4	34 920	32 520	19 530
Techniciens	3,5	34 710	33 000	18 260
Contremaîtres, agents de maîtrise	2,3	35 680	34 080	17 780
Employés civils et agents de service de la fonction publique	3,5	23 350	23 570	14 650
Policiers et militaires	1,7	29 210	28 710	16 170
Employés administratifs d'entreprises	2,3	23 620	23 330	15 910
Employés de commerce	1,4	19 370	20 830	13 390
Personnels des services directs aux particuliers	1,8	14 670	17 020	11 410
Ouvriers qualifiés de type industriel	4,7	28 360	28 690	14 870
Ouvriers qualifiés de type artisanal	4,9	25 460	26 230	14 010
Chauffeurs	2,3	26 170	26 890	14 240
Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	1,7	27 870	28 220	14 810
Ouvriers non qualifiés de type industriel	2,7	21 050	22 730	12 890
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	1,5	18 460	21 370	11 760
Ouvriers agricoles	0,7	21 810	23 750	12 500
Anciens agriculteurs exploitants	2,8	16 790	16 280	12 160
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	3,3	25 440	23 280	17 280
Anciens cadres	4,2	42 720	37 140	25 810
Anciennes professions intermédiaires	6,1	28 570	26 390	18 780
Anciens employés	7,6	18 070	18 150	14 700
Anciens ouvriers	11,1	18 520	19 100	13 140
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	0,9	13 800	16 720	11 210
Personnes sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités)	1,3	21 240	24 230	14 370
Personnes sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités)	2,0	16 740	16 650	14 550
Ensemble	**100,0**	**29 960**	**28 410**	**17 650**

(1) Champ revenus : revenu fiscal positif ou nul. Champ ménages : ménages ordinaires hors ménages dont la personne de référence est étudiante. Note : L'enquête revenus fiscaux 2003 constitue, avec la version rétropolée de l'ERF 2002, les deux premières enquêtes sur les revenus fiscaux utilisant les données du recensement annuel de la population. Le revenu des ménages tient compte désormais des revenus soumis à prélèvement libératoire.

TABLEAU D.01-2

Effectifs et masse des salaires bruts en 2003 (1) - France entière

Source : Insee (exploitation des DADS)

Activité économique	NES 36	Nombre de postes rémunérés dans l'année	Masse des salaires bruts (millions d'euros)
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	303 524	3 909
Industries agricoles et alimentaires	B0	700 965	12 228
Habillement, cuir	C1	117 200	2 035
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	230 072	5 677
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	162 408	5 335
Industries des équipements du foyer	C4	203 655	4 124
Industrie automobile	D0	303 334	8 313
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	133 442	4 391
Industries des équipements mécaniques	E2	468 963	11 100
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	246 672	7 439
Industries des produits minéraux	F1	180 221	4 118
Industrie textile	F2	112 660	2 133
Industrie du bois et du papier	F3	191 645	4 145
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	385 522	9 780
Métallurgie et transformation des métaux	F5	474 609	10 508
Industries des composants électriques et électroniques	F6	201 075	5 257
Production de combustibles et de carburants	G1	40 571	1 556
Eau, gaz, électricité	G2	236 317	6 726
Construction	H0	1 445 809	26 393
Commerce et réparation automobile	J1	483 451	8 725
Commerce de gros	J2	1 190 338	27 688
Commerce de détail, réparation	J3	2 038 109	26 349
Transports	K0	1 292 935	26 425
Activités financières	L0	818 365	25 491
Activités immobilières	M0	372 687	6 584
Postes et télécommunications	N1	614 710	14 188
Conseils et assistance	N2	1 551 386	43 716
Services opérationnels	N3	2 734 932	26 358
Recherche et développement	N4	146 292	4 651
Hôtels et restaurants	P1	1 252 810	12 675
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	467 716	7 412
Services personnels et domestiques	P3	188 057	2 201
Éducation	Q1	331 580	5 198
Santé, action sociale	Q2	2 599 397	47 505
Administration publique	R1	364 325	8 693
Activités associatives et extra-territoriales	R2	340 723	5 439
Total		**22 926 477**	**434 538**

(1) Champ : entreprises privées, publiques et hôpitaux, hors fonction publique d'État et fonction publique territoriale ; y compris Dom.

TABLEAU D.01-3

Salaires bruts annuels moyens en 2003 (1) - France entière

Source : Insee (exploitation des DADS)

Unités : Salaires : Euro
Effectifs : Millier d'années-travail

Activité économique	NES 36	Effectifs toutes catégories	Par sexe			Par catégorie socioprofessionnelle				
			Ensemble	Hommes	Femmes	Cadres supérieurs et chefs d'entreprise	Profes-sions intermé-diaires	Employés	Ouvriers qualifiés	Ouvriers non qualifiés
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	171,4	20 522	21 015	18 523	49 780	30 303	20 394	19 693	18 037
Industries agricoles et alimentaires	B0	455,8	24 114	25 968	20 547	54 857	30 482	18 617	21 471	18 367
Habillement, cuir	C1	84,2	22 237	28 385	19 718	57 323	29 784	20 647	17 752	16 081
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	157,2	32 487	34 610	29 029	51 480	31 630	23 115	25 227	19 745
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	122,2	39 562	44 308	35 138	66 620	36 818	27 082	26 499	21 113
Industries des équipements du foyer	C4	155,2	24 564	26 085	21 417	52 546	29 441	20 988	20 388	18 004
Industrie automobile	D0	251,4	31 221	31 934	27 224	59 222	33 459	26 712	24 847	23 251
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	112,7	37 094	37 892	32 066	60 235	35 837	28 876	27 298	22 233
Industries des équipements mécaniques	E2	363,3	28 225	28 642	25 232	53 481	30 480	22 571	22 512	19 491
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	191,1	35 930	38 846	27 833	56 209	29 454	24 552	22 112	18 916
Industries des produits minéraux	F1	145,6	26 934	27 597	23 368	58 091	32 205	22 941	23 131	19 402
Industrie textile	F2	87,4	23 045	26 036	19 240	54 985	28 881	20 419	19 189	17 093
Industrie du bois et du papier	F3	152,2	25 745	26 499	22 469	57 797	32 303	22 353	22 447	19 078
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	307,1	29 632	31 218	24 534	60 382	32 736	24 275	23 216	19 521
Métallurgie et transformation des métaux	F5	371,7	26 131	26 779	22 486	54 045	31 157	22 810	22 947	19 035
Industries des composants électriques et électroniques	F6	154,2	30 762	34 495	23 578	54 744	30 162	23 478	22 006	19 023
Production de combustibles et de carburants	G1	32,3	44 151	44 753	40 158	80 448	41 441	33 627	31 832	26 505
Eau, gaz, électricité	G2	161,5	35 257	35 985	31 684	59 282	31 697	25 822	25 492	24 404
Construction	H0	1 051,5	23 949	23 909	24 538	53 752	31 041	21 655	20 884	17 739
Commerce et réparation automobile	J1	341,5	23 975	24 471	21 421	51 969	29 497	18 607	19 866	18 006
Commerce de gros	J2	844,7	30 687	32 486	26 465	58 776	30 505	20 806	20 646	17 985
Commerce de détail, réparation	J3	945,7	21 614	23 749	19 694	44 055	25 031	17 758	19 461	17 692
Transports	K0	931,7	25 972	26 351	24 219	50 869	28 919	21 995	22 565	19 299
Activités financières	L0	564,6	40 566	49 920	32 104	65 601	31 148	25 481	26 593	21 440
Activités immobilières	M0	202,4	28 107	32 007	24 406	56 283	28 761	20 463	20 908	17 660
Postes et télécommunications	N1	478,0	27 722	30 306	24 365	46 176	26 776	20 539	21 750	19 639
Conseils et assistance	N2	1 020,9	39 034	44 643	30 677	56 085	28 307	21 597	21 649	18 252
Services opérationnels	N3	981,7	21 536	21 983	20 628	51 897	27 458	18 531	19 893	16 878
Recherche et développement	N4	112,1	38 777	42 828	33 058	47 518	28 443	24 438	25 044	19 491
Hôtels et restaurants	P1	492,3	20 557	21 815	18 726	44 792	25 290	17 613	19 007	17 348
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	176,4	32 069	35 158	27 427	51 727	31 355	19 465	21 421	17 872
Services personnels et domestiques	P3	93,2	18 566	22 680	17 094	44 434	24 825	16 773	18 095	15 704
Éducation	Q1	138,2	27 739	31 743	24 377	47 039	26 302	18 679	20 185	16 513
Santé, action sociale	Q2	1 467,4	25 497	28 468	24 325	52 010	28 597	20 211	20 881	10 234
Administration publique	R1	257,1	29 588	32 924	27 833	44 751	28 012	23 544	23 520	20 167
Activités associatives et extra-territoriales	R2	154,3	27 479	31 252	24 897	46 630	25 866	20 015	20 463	15 215
Ensemble		**13 730,2**	**27 787**	**29 613**	**24 629**	**54 632**	**29 280**	**20 108**	**21 667**	**17 845**

(1) Champ : salariés à temps complet hors apprentis et stagiaires ; entreprises privées, publiques et hôpitaux ; hors fonction publique d'État et fonction publique territoriale ; y compris Dom.

TABLEAU D.01-4

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements (1), dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux (2)

Salariés à temps complet hors stagiaires et apprentis

Source : Insee, DADS — *Unité* : Euro

Déciles	2001			2002			2003		
	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes	**Ensemble**
D 1	11 540	10 530	**11 110**	11 974	10 907	**11 527**	12 208	11 108	**11 736**
D 2	13 060	11 760	**12 530**	13 451	12 098	**12 894**	13 720	12 327	**13 140**
D 3	14 450	12 850	**13 830**	14 804	13 131	**14 173**	15 099	13 390	**14 440**
D 4	15 920	14 020	**15 230**	16 249	14 288	**15 555**	16 568	14 551	**15 846**
D 5	17 610	15 440	**16 830**	17 932	15 695	**17 142**	18 290	15 981	**17 463**
D 6	19 690	17 140	**18 760**	20 054	17 410	**19 098**	20 434	17 731	**19 462**
D 7	22 580	19 250	**21 300**	22 980	19 572	**21 687**	23 454	19 942	**22 108**
D 8	27 250	22 210	**25 340**	27 759	22 560	**25 818**	28 325	23 005	**26 346**
D 9	37 040	27 880	**33 700**	37 448	28 275	**34 206**	38 245	28 895	**34 913**
D 9/D 1	3,21	2,65	**3,03**	3,12	2,59	**2,97**	3,13	2,60	**2,97**

(1) Cotisations sociales, contribution sociale généralisée (CSG instituée en 1991) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS depuis le 1er janvier 1996).
(2) Les résultats de ce tableau sont définitifs et exhaustifs.

TABLEAU D.01-5

Prélèvements sociaux sur les salaires

Source : Insee — % du salaire brut

	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Cotisations des salariés, CSG et CRDS (1) :								
Taux de cotisation sur la partie du salaire								
inférieure au plafond de la sécurité sociale (non cadres)	18,0	20,9	21,0	21,0	20,9	20,9	21,2	21,2
comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	12,5	18,1	19,7	19,7	19,4	19,1	19,4	19,4
comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)	9,5	14,2	16,0	16,1	16,1	16,1	16,1	16,1
Plafond sécurité sociale (mensuel brut en euro)	1 664,7	1 981,1	2 205,9	2 241,0	2 279,1	2 352,0	2 432,0	2 476,0
Cotisations patronales (2) :								
Taux de cotisation pour un salaire égal au SMIC	37,9	29,8	22,6	22,6	22,2	22,4	21,5	19,3
Taux de cotisation sur la partie du salaire								
inférieure au plafond de la sécurité sociale (3) (non cadres)	37,9	39,6	40,8	40,8	40,4	40,6	41,0	41,4
comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	35,1	38,5	40,8	40,8	40,5	40,6	41,1	41,5
comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)	22,3	32,7	35,3	35,3	35,4	35,4	35,4	35,7

(1) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale, celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic, à la CSG et à la CRDS.
(2) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale hors accidents de travail (taux variable), celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic, au fonds de garantie des salaires, à la construction, à l'allocation logement, à la taxe d'apprentissage et à la formation professionnelle.
(3) Hors mesures d'allégements de charges patronales sur les bas salaires, mises en place à partir de juillet 1993.

TABLEAU D.01-6

Salaire minimum interprofessionnel de croissance Smic (moyennes annuelles)

Source : Journal officiel — *Unité* : Euro par heure

	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Métropole :								
Smic brut (1)	5,53	6,07	6,17	6,31	6,54	6,75	7,01	7,40
Minimum garanti brut	2,68	2,79	2,81	2,83	2,88	2,93	2,98	3,03
Départements d'outre-mer :								
Antilles, Guyane, Réunion (Smic brut) (1)	5,11	6,07	6,17	6,31	6,54	6,75	7,01	7,40
Métropole :								
Smic net (2)	4,40	4,81	4,85	4,98	5,17	5,34	5,52	5,84

(1) Au 1er juillet 2005, le montant horaire brut est de 8,03 euros.
(2) Au 1er juillet 2005, le montant horaire net (CSG et CRDS déduites) est de 6,31 euros.

TABLEAU D.01-7

Proportion de salariés payés au Smic selon l'activité économique au 1er juillet (1)

Source : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement (Dares)
(Enquête trimestrielle Acemo sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) %

Activité économique	NES 16	NES 36	1999	2000	2001	(2) 2002	(2) 2003	2004
Industries agro-alimentaires	**EB**	**B0**	**20,7**	**21,2**	**23,1**	**18,9**	**17,4**	**20,2**
Industries des biens de consommation	**EC**		**10,7**	**12,7**	**13,8**	**13,0**	**13,8**	**13,7**
Habillement , cuir		C1	24,9	32,2	34,0	...	...	35,5
Édition, imprimerie, reproduction		C2	5,4	6,6	9,2	...	...	10,3
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	2,3	2,2	1,1	...	...	1,7
Industries des équipements du foyer		C4	10,8	12,2	13,6	...	...	15,3
Industrie automobile	**ED**	**D0**	**1,2**	**1,5**	**1,7**	**0,5**	**0,8**	**1,9**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**4,2**	**4,3**	**4,1**	**4,8**	**5,1**	**5,3**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	2,6	3,0	1,8	...	...	1,5
Industries des équipements mécaniques		E2	4,4	4,3	4,7	...	...	6,6
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	4,9	4,8	4,2	...	...	5,1
Industries des biens intermédiaires	**EF**		**7,1**	**8,5**	**8,7**	**11,0**	**10,9**	**12,1**
Industries des produits minéraux		F1	6,6	8,5	8,3	...	...	10,4
Industrie textile		F2	16,3	17,9	20,6	...	...	22,1
Industries du bois et du papier		F3	10,3	11,9	13,7	...	...	17,5
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	5,0	6,7	6,2	...	...	8,7
Métallurgie et transformation des métaux		F5	5,7	6,9	7,3	...	...	11,6
Industries des composants électriques et électroniques		F6	5,6	6,3	5,0	...	...	10,7
Énergie	**EG**		**0,2**	**0,3**	**0,2**	**1,4**	**0,3**	**0,4**
Production de combustibles et de carburants		G1	0,1	0,3	–	...	...	0,2
Eau, gaz, électricité		G2	0,2	0,3	0,2	...	...	0,5
Construction	**EH**	**H0**	**11,7**	**12,3**	**11,5**	**15,4**	**13,6**	**14,1**
Commerce	**EJ**		**15,7**	**19,0**	**18,9**	**19,4**	**18,2**	**22,9**
Commerce et réparation automobile		J1	15,3	14,9	15,2	...	...	14,9
Commerce de gros		J2	8,9	9,1	9,2	...	...	11,6
Commerce de détail		J3	20,5	26,8	26,6	...	...	32,2
Transports	**EK**	**K0**	**5,9**	**5,6**	**5,5**	**8,2**	**7,3**	**10,7**
Activités financières	**EL**	**L0**	**2,0**	**2,2**	**2,3**	**2,6**	**2,8**	**2,2**
Activités immobilières	**EM**	**M0**	**15,5**	**16,0**	**14,6**	**13,2**	**11,5**	**16,5**
Services aux entreprises	**EN**		**12,2**	**10,1**	**9,9**	**9,7**	**9,7**	**10,4**
Postes et télécommunications		N1	0,8	0,5	7,7	...	...	0,9
Conseil et assistance		N2	6,5	5,9	5,4	...	...	6,6
Services opérationnels		N3	30,3	22,9	17,5	...	...	23,9
Recherche et développement		N4	1,3	1,7	1,3	...	...	0,8
Services aux particuliers	**EP**		**32,7**	**33,9**	**35,9**	**32,5**	**33,7**	**38,8**
Hôtels et restaurants		P1	38,9	40,7	43,3	...	...	50,3
Activités récréatives, culturelles et sportives		P2	17,4	18,8	18,6	...	...	15,2
Services personnels et domestiques		P3	34,6	33,1	36,9	...	...	34,3
Education, santé, action sociale	**EQ**		**14,2**	**15,4**	**14,8**	**15,5**	**10,1**	**12,0**
Éducation		Q1	10,2	9,2	8,2	...	...	7,4
Santé, action sociale		Q2	14,9	17,2	16,7	...	...	13,7
Administration (activités associatives)		R2	24,7	18,4	22,9	16,4	16,4	15,9
Ensemble des secteurs	**EB à ER**		**12,8**	**13,6**	**13,9**	**14,0**	**13,4**	**15,6**
Regroupements spéciaux								
Industries de transformation, non compris la construction	EB à EG	RS1	8,2	9,2	9,8	9,9	9,8	10,7
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH	RS5	9,0	9,9	10,2	11,2	10,7	11,5
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à ER	RS6	14,9	15,6	16,0	15,6	14,8	17,6

(1) Champ Acemo : ensemble des secteurs non agricoles, hors administration, personnel domestique et travail temporaire, hors apprentis.
(2) À cause de l'apparition de différents niveaux de garantie mensuelle de rémunération (G.M.R.), une enquête Smic spéciale, effectuée sur un nombre restreint d'entreprises, a été nécessaire en juillet 2002 et en juillet 2003 : les données ne sont pas fiables au niveau des secteurs d'activité NES 36.

TABLEAU D.01-8

Gains bruts mensuels moyens selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2003 (1)

Sources : Insee (DADS), Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement-Dares (Enquête annuelle Acemo) — *Unité* : Euro

Activité économique et catégorie socioprofessionnelle	NES 16	Établissements de moins de 10 salariés juin 2003			Établissements de 10 salariés et plus moyenne 2003		
		Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Gains mensuels des ouvriers		**1 650**	**1 570**	**1 650**	**1 830**	**1 480**	**1 770**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 720	1 570	1 700	1 930	1 550	1 850
Construction	EH	1 610	1 520	1 610	1 770	1 500	1 770
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 650	1 560	1 640	1 890	1 550	1 830
Commerce	EJ	1 630	1 570	1 630	1 700	1 480	1 670
Transports	EK	1 710	1 450	1 700	1 880	1 650	1 870
Services	EL à ER	1 700	1 580	1 680	1 530	1 220	1 440
Gains mensuels des employés		**1 710**	**1 600**	**1 630**	**1 830**	**1 680**	**1 770**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 810	1 510	1 580	2 220	1 890	1 970
Construction	EH	1 810	1 540	1 590	2 020	1 830	1 860
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 810	1 520	1 580	2 200	1 880	1 950
Commerce	EJ	1 750	1 570	1 630	1 640	1 530	1 570
Transports	EK	1 970	1 710	1 790	1 960	1 750	1 840
Services	EL à ER	1 620	1 600	1 610	1 730	1 690	1 710
Gains mensuels des professions intermédiaires		**2 210**	**2 030**	**2 130**	**2 590**	**2 280**	**2 470**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 350	2 050	2 280	2 740	2 430	2 660
Construction	EH	2 180	1 870	2 150	2 600	2 310	2 570
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 270	2 010	2 230	2 720	2 420	2 650
Commerce	EJ	2 160	1 940	2 050	2 500	2 180	2 390
Transports	EK	2 190	2 090	2 160	2 470	2 250	2 410
Services	EL à ER	2 170	2 070	2 130	2 500	2 270	2 380
Gains mensuels des cadres		**3 050**	**2 680**	**2 960**	**5 140**	**3 990**	**4 850**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	3 070	2 540	2 970	5 170	4 150	4 970
Construction	EH	2 510	2 170	2 490	4 980	3 880	4 870
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 780	2 470	2 740	5 140	4 130	4 950
Commerce	EJ	3 030	2 640	2 920	5 230	4 050	4 960
Transports	EK	2 630	2 610	2 630	4 630	3 540	4 440
Services	EL à ER	3 240	2 720	3 070	5 170	3 960	4 800
Gains mensuels de l'ensemble des salariés		**2 010**	**1 850**	**1 960**	**2 670**	**2 140**	**2 490**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 030	1 730	1 960	2 670	2 120	2 530
Construction	EH	1 740	1 670	1 740	2 200	2 200	2 200
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 850	1 720	1 830	2 560	2 130	2 470
Commerce	EJ	2 040	1 830	1 960	2 520	1 920	2 300
Transports	EK	1 840	1 880	1 850	2 250	2 050	2 220
Services	EL à ER	2 230	1 860	2 050	3 060	2 210	2 650

(1) Les chiffres de salaires bruts, issus des DADS, ne sont pas directement comparables à ceux qui apparaissent dans les publications antérieures. Afin de se raprocher des concepts de la comptabilité nationale, le mode de calcul du salaire brut a été modifié (cf. partie "méthodologie" du chapitre D.01).

TABLEAU D.01-9

Gains bruts moyens et leur décomposition selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2003 (1)

Établissements de 10 salariés et plus

Sources : Insee (DADS), Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement-Dares (Enquête annuelle Acemo)

Activité économique et catégorie socioprofessionnelle	NES 16	Gain moyen en 2003 (euros)	Décomposition de la masse salariale (%)			
			Salaire de base	Heures supplémentaires	Primes	**Total**
Gains mensuels des ouvriers		**1 770**	**85,8**	**1,4**	**12,8**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 850	81,8	1,3	16,9	**100,0**
Construction	EH	1 770	89,8	2,7	7,5	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 830	83,2	1,5	15,3	**100,0**
Commerce	EJ	1 670	88,5	1,5	10,0	**100,0**
Transports	EK	1 870	81,2	3,3	15,5	**100,0**
Services	EL à ER	1 440	88,8	0,7	10,5	**100,0**
Gains mensuels des employés		**1 770**	**87,7**	**0,8**	**11,5**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 970	84,5	0,7	14,8	**100,0**
Construction	EH	1 860	91,7	1,7	6,6	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 950	85,8	0,8	13,4	**100,0**
Commerce	EJ	1 570	89,0	1,2	9,8	**100,0**
Transports	EK	1 840	85,9	0,9	13,2	**100,0**
Services	EL à ER	1 710	89,5	0,5	10,0	**100,0**
Gains mensuels des professions intermédiaires		**2 470**	**86,0**	**0,8**	**13,2**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 660	83,0	0,9	16,1	**100,0**
Construction	EH	2 570	89,4	1,3	9,3	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 650	84,1	1,0	14,9	**100,0**
Commerce	EJ	2 390	85,5	0,7	13,8	**100,0**
Transports	EK	2 410	84,7	1,2	14,1	**100,0**
Services	EL à ER	2 380	88,5	0,5	11,0	**100,0**
Gains mensuels des cadres		**4 850**	**87,4**	**0,3**	**12,3**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	4 970	87,7	0,1	12,2	**100,0**
Construction	EH	4 870	88,0	0,6	11,4	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	4 950	87,8	0,2	12,0	**100,0**
Commerce	EJ	4 960	86,0	0,3	13,7	**100,0**
Transports	EK	4 440	86,8	1,0	12,2	**100,0**
Services	EL à ER	4 800	87,8	0,2	12,0	**100,0**
Gains mensuels de l'ensemble des salariés		**2 490**	**86,4**	**1,0**	**12,6**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 530	83,6	0,9	15,5	**100,0**
Construction	EH	2 200	89,1	2,1	8,8	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 470	84,5	1,1	14,4	**100,0**
Commerce	EJ	2 300	87,3	1,0	11,7	**100,0**
Transports	EK	2 220	83,9	2,8	13,3	**100,0**
Services	EL à ER	2 650	88,4	0,5	11,1	**100,0**

(1) Les chiffres de salaires bruts, issus des DADS, ne sont pas directement comparables à ceux qui apparaissent dans les publications antérieures. Afin de se raprocher des concepts de la comptabilité nationale, le mode de calcul du salaire brut a été modifié (cf. partie "méthodologie" du chapitre D.01).

TABLEAU D.01-10

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2004 (résultats provisoires)

Y compris Défense

Source : Insee (Recensement des agents de l'État) — *Unité* : Millier d'euros

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Non titulaires		
		Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	921 330	31,53	35,77	27,89	31,62	35,94	27,98	29,00	32,04	24,68
Cadres	168 591	43,22	45,27	38,07	43,65	45,63	38,59	38,23	40,86	32,98
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	752 739	28,91	32,01	26,80	29,08	32,28	26,93	22,32	24,00	20,44
Professions intermédiaires	510 877	23,72	24,96	22,18	24,51	25,26	23,08	20,46	22,86	16,16
Employés et ouvriers	588 388	18,72	19,56	17,44	19,10	20,00	17,82	16,10	17,00	14,70
Toutes catégories	**2 020 595**	**25,89**	**27,43**	**24,03**	**26,43**	**28,01**	**24,57**	**20,13**	**21,93**	**17,21**

(1) Salaire net de prélèvements (CSG et CRDS déduites), non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et collectivités d'outre-mer et à l'étranger.

TABLEAU D.01-11

Taux des rémunérations annexes (1) des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2004 (résultats provisoires)

Y compris Défense

Source : Insee (Recensement des agents de l'État)

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (années-travail)	Salaire net annuel (euros)	Taux de rémunérations annexes				
			Total	Titulaires	Non-titulaires	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	874 324	30 632	**17,5**	17,7	11,6	23,4	11,8
Cadres	158 584	41 819	**45,9**	48,9	12,5	49,1	37,8
Professeurs, professions scientifiques, culturelles	715 740	28 154	**10,6**	10,6	10,6	13,0	8,7
Professions intermédiaires	486 012	23 471	**28,3**	30,0	16,0	33,3	19,0
Employés et ouvriers	560 022	18 294	**26,1**	27,5	15,9	31,2	18,6
Ensemble	**1 920 358**	**25 222**	**21,7**	**22,2**	**14,9**	**27,8**	**14,3**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes brutes (hors indemnité de résidence et supplément familial de traitement) au traitement brut.
(2) Agents à temps complet en métropole.

TABLEAU D.01-12

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État

Champ : ensemble des agents des services civils de l'État

Source : Insee (Fichier de paie des agents de l'État) — *Unité* : Euro

Déciles (1)	*r* 2001			*r* 2002			2003		
	Homme	Femme	**Ensemble**	Homme	Femme	**Ensemble**	Homme	Femme	**Ensemble**
D1	14 715,0	13 844,0	**14 172,0**	15 069,0	14 149,0	**14 494,0**	15 397,0	14 444,0	**14 815,2**
D2	17 336,8	16 402,0	**16 750,0**	17 796,0	16 772,0	**17 154,0**	18 121,0	17 036,0	**17 403,6**
D3	19 353,0	18 057,0	**18 546,0**	19 966,0	18 478,0	**19 043,4**	20 341,0	18 778,1	**19 335,0**
D4	21 469,0	19 517,0	**20 149,0**	22 101,0	19 910,0	**20 611,0**	22 475,0	20 237,0	**20 962,4**
D5	23 409,1	20 953,0	**21 921,0**	24 246,0	21 350,0	**22 387,0**	24 706,4	21 711,7	**22 767,0**
D6	25 652,0	22 586,0	**23 792,0**	26 446,0	23 058,0	**24 492,0**	26 896,0	23 436,0	**24 854,0**
D7	28 533,0	24 578,0	**26 092,0**	29 217,0	25 106,0	**26 728,0**	29 623,0	25 546,0	**27 150,0**
D8	32 687,0	27 207,0	**29 382,0**	33 401,5	27 741,0	**29 989,8**	33 768,0	28 172,9	**30 394,0**
D9	39 697,0	31 740,0	**35 388,0**	40 693,0	32 472,0	**36 233,0**	41 045,2	32 956,3	**36 691,0**
D9/D1	2,70	2,29	**2,50**	2,70	2,30	**2,50**	2,67	2,28	**2,48**
Salaire net moyen	**25 899,0**	**22 301,0**	**23 838,0**	**26 678,0**	**22 866,0**	**24 486,0**	**27 078,0**	**23 245,0**	**24 866,0**

(1) En 2003, 10 % des salariés de la fonction publique d'État ont un salaire annuel net de prélèvements inférieur à 14 815,2 euros, 20 % inférieur à 17 403,6 euros, etc.

TABLEAU D.01-13

Indice des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État (moyennes annuelles)

Source : Insee — Indice base 100 : Décembre 1991

	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Indices bruts par catégorie :								
Catégorie A	108,2	111,6	113,0	114,2	115,2	116,8	117,6	118,2
Catégorie B	109,1	112,6	114,1	115,5	116,6	118,2	119,0	119,6
Catégories C + D	110,6	114,7	116,8	118,6	120,1	122,0	122,9	123,5
Indice brut d'ensemble	**109,0**	**112,6**	**114,1**	**115,5**	**116,7**	**118,3**	**119,2**	**119,8**
Indices nets par catégorie (1) :								
Catégorie A	106,5	110,6	111,9	113,1	114,1	115,6	116,5	117,1
Catégorie B	107,3	111,4	112,9	114,2	115,3	116,9	117,7	118,3
Catégories C + D	108,8	113,2	115,3	117,0	118,5	120,3	121,2	121,8
Indice net d'ensemble (1)	**107,3**	**111,4**	**112,9**	**114,3**	**115,5**	**117,0**	**117,9**	**118,5**

(1) Les traitements sont nets à la fois de cotisations sociales et de prélèvements fiscaux (CSG et CRDS).

TABLEAU D.01-14

Structure des coûts de la main-d'œuvre

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus en 2000
établissements des entreprises de 10 salariés et plus en 1996
établissements de 10 salariés et plus en 1992
établissements de 10 salariés et plus dans l'industrie et le bâtiment en 1988
entreprises de 10 salariés et plus dans le commerce, les banques et les assurances en 1988

Sources : Insee-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre) %

Éléments du coût de la main-d'œuvre	Industrie et bâtiment				(1) Services			
	1988	1992	1996	2000	1988	1992	1996	2000
Salaire, primes et épargne salariale	57,6	58,4	59,7	60,2	57,8	59,9	59,5	61,2
Congés payés et jours fériés chômés payés	9,4	9,0	8,0	7,4	8,6	7,6	6,6	6,4
Sécurité sociale	19,1	18,7	17,6	16,8	18,0	18,6	18,2	16,5
dont : Assurance maladie, maternité, invalidité, décès, vieillesse	12,3	13,2	13,1	12,2	12,3	13,4	14,2	12,2
Allocations familiales	4,7	4,2	3,0	3,2	4,5	4,2	3,0	3,3
Autres charges (y compris accidents du travail)	2,1	1,3	1,5	1,4	1,3	1,0	1,0	1,0
Autres modes de protection sociale	8,9	9,2	9,0	8,9	9,1	9,0	8,7	9,4
dont : Assedic	3,0	3,1	3,5	3,4	3,0	3,1	3,3	3,4
Retraite complémentaire	4,9	4,9	4,4	4,2	4,8	5,0	4,3	4,5
Autres charges conventionnelles	1,0	1,3	1,1	1,3	1,3	0,9	1,1	1,5
Autres charges sociales diverses	5,0	4,6	5,7	6,7	6,5	4,9	7,0	6,5
Coût total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Coût total mensuel moyen par salarié équivalent temps complet (en euros)	2 294	2 686	2 975	3 105	2 406	2 791	3 176	3 427

(1) Commerce, banques, assurances jusqu'en 1992 ; en 1996, section G à K de la NACE révisée 1, non compris transports, poste-télécommunications, auxiliaires financiers d'assurance et recherche-développement.

TABLEAU D.01-15

Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie (1) dans les pays de l'Union européenne (à 15) en 2000

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus

Sources : Insee-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre) *Unité* : % du coût total

	Coût (2) direct	Rémunération (3) directe	Coût indirect	Charges (4) sociales
Allemagne	75,4	63,8	24,6	23,1
Autriche	71,7	62,7	28,3	24,4
Belgique	–	–	–	–
Danemark	88,6	73,0	11,4	7,9
Espagne	73,9	63,9	26,1	25,1
Finlande	77,8	67,0	22,2	20,7
France	**67,7**	**57,9**	**32,3**	**28,1**
Grèce	77,6	71,4	22,4	22,3
Irlande	84,8	74,9	15,2	13,4
Italie	67,2	61,5	32,8	30,6
Luxembourg	83,9	72,9	16,1	15,3
Pays-Bas	77,1	66,8	22,9	21,1
Portugal	79,8	71,2	20,3	19,3
Royaume-Uni	79,8	67,4	20,2	16,8
Suède	66,8	57,9	33,2	29,5
EUROPE DES 15	**73,8**	**63,5**	**26,2**	**23,8**

(1) Y.c. énergie et construction (NACE C à F).
(2) Rémunération directe et primes (journées travaillées et journées de congés), avantages en nature et épargne salariale.
(3) Pour les journées travaillées. Primes incluses.
(4) Cotisations patronales légales de sécurité sociale, protection sociale complémentaire, et prestations sociales directes.

TABLEAU D.01-16

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 23 pays de l'Union européenne et 2 pays candidats (1) en 2000

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus

Sources : Insee-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre)

Unités : Coût horaire : Euro
Heures travaillées : Nombre

Secteurs (NACE révision 1)		DK	(2) DE	GR	ES	**FR**	IE	IT	LU	NL	AT	PT	FI	SE	UK
COÛT HORAIRE															
Industries extractives	C	32,99	31,57	11,96	18,58	**25,31**	18,46	20,91	19,73	37,79	27,66	7,77	21,71	30,38	31,97
Industrie manufacturière	D	25,94	28,48	9,56	15,12	**24,69**	17,34	18,28	22,10	24,11	24,32	6,94	22,03	28,30	23,50
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	E	31,98	35,94	16,37	25,58	**28,53**	29,75	27,20	37,12	33,59	37,65	13,25	25,51	31,86	32,33
Construction	F	26,00	21,19	7,76	12,06	**20,51**	16,60	16,26	16,07	23,19	22,71	6,94	20,84	25,67	23,05
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	G	25,22	21,33	7,62	12,00	**22,12**	13,77	16,88	16,66	19,48	20,91	8,10	21,66	26,19	19,68
Hôtels et restaurants	H	20,45	13,94	10,71	9,97	**18,43**	10,62	12,81	12,95	14,22	14,05	5,72	14,53	18,85	14,06
Transports et communications	I	28,21	///	13,27	17,14	**23,64**	18,10	20,31	25,08	22,11	21,93	11,30	22,97	29,24	22,50
Activités financières	J	34,90	34,70	16,34	26,72	**32,84**	24,58	32,16	41,91	32,79	34,42	19,01	28,34	42,92	40,11
Immobilier, location et services aux entreprises	K	29,68	///	11,33	11,85	**29,92**	21,49	17,91	21,56	23,06	24,81	8,09	22,91	30,78	27,11
Ensemble de l'industrie et des services	**C à K**	**27,10**	**26,34**	**10,40**	**14,22**	**25,13**	**17,31**	**18,99**	**24,23**	**22,99**	**23,60**	**8,13**	**22,13**	**28,56**	**23,85**
NOMBRE MOYEN D'HEURES TRAVAILLÉES PAR MOIS															
Industries extractives	C	145	140	153	133	**130**	176	146	152	141	142	145	141	134	171
Industrie manufacturière	D	138	132	150	143	**128**	157	145	141	135	145	143	136	142	156
Production et distribution d'eau, gaz et électricité	E	138	134	154	137	**119**	145	135	139	133	143	140	135	145	147
Construction	F	141	139	144	143	**135**	179	145	145	136	142	149	137	142	170
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	G	141	138	152	145	**133**	162	153	144	138	148	150	141	146	156
Hôtels et restaurants	H	136	142	146	144	**137**	170	150	145	141	152	150	176	143	155
Transports et communications	I	140	///	155	143	**129**	166	144	144	148	149	153	132	137	164
Activités financières	J	133	137	152	134	**125**	146	138	141	133	144	127	132	135	137
Immobilier, location et services aux entreprises	K	137	///	151	145	**129**	152	150	145	136	146	157	147	142	150
Ensemble de l'industrie et des services	**C à K**	**139**	**135**	**151**	**143**	**130**	**160**	**146**	**143**	**137**	**146**	**146**	**138**	**142**	**155**

(1) DK = Danemark, DE = Allemagne, EL = Grèce, ES = Espagne, FR = France, IE = Irlande, IT = Italie, LU = Luxembourg, NL = Pays-Bas, AT = Autriche, PT = Portugal, FI = Finlande, SE = Suède, UK = Royaume-Uni.
(2) La collecte de données relatives à l'année 2000 était facultative pour les sections I et K en Allemagne.

TABLEAU D.01-16 (suite et fin)

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 23 pays de l'Union européenne et 2 pays candidats (1) en 2000

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus

Sources : Insee-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre)

Unités : Coût horaire : Euro
Heures travaillées : Nombre

Secteurs (NACE révision 1)		BG	CY	CZ	EE	HU	LT	LV	PL	RO	SI	SK
COÛT HORAIRE												
Industries extractives	C	2,26	12,08	4,91	4,01	4,93	3,24	2,23	7,36	2,49	11,65	3,85
Industrie manufacturière	D	1,22	9,02	3,58	2,81	3,68	2,57	2,18	3,95	1,28	8,19	3,05
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	E	2,51	18,98	4,78	3,51	5,34	3,40	3,60	5,73	2,32	11,10	2,75
Construction	F	1,09	9,92	3,60	2,73	2,86	2,41	2,00	4,01	1,11	7,58	2,95
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	G	0,96	9,82	3,89	2,68	3,09	2,28	1,78	4,03	1,10	8,73	2,64
Hôtels et restaurants	H	0,89	8,63	2,94	1,82	2,32	1,74	1,54	3,00	1,01	7,41	2,39
Transports et communications	I	1,64	12,27	4,08	3,54	4,33	3,06	3,14	4,98	2,09	10,18	3,35
Activités financières	J	2,44	15,84	6,89	6,66	7,61	4,93	4,89	6,66	3,99	14,34	4,45
Immobilier, location et services aux entreprises	K	1,12	10,51	4,18	2,99	4,07	3,00	2,63	4,83	1,31	11,21	3,26
Ensemble de l'industrie et des services	**C à K**	**1,35**	**10,74**	**3,90**	**3,03**	**3,83**	**2,71**	**2,42**	**4,48**	**1,51**	**8,98**	**3,06**
NOMBRE MOYEN D'HEURES TRAVAILLÉES PAR MOIS												
Industries extractives	C	138	171	142	131	145	152	155	139	147	132	139
Industrie manufacturière	D	142	155	149	148	146	147	151	152	149	143	140
Production et distribution d'eau, gaz et électricité	E	137	137	149	151	143	149	151	146	146	140	147
Construction	F	147	147	151	148	152	138	153	151	164	149	147
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	G	155	157	155	152	154	154	159	154	159	145	151
Hôtels et restaurants	H	150	149	158	154	152	152	157	153	166	145	152
Transports et communications	I	145	162	155	152	144	152	154	145	148	143	147
Activités financières	J	150	141	155	152	152	152	158	147	156	138	149
Immobilier, location et services aux entreprises	K	149	151	158	156	153	153	156	150	168	146	152
Ensemble de l'industrie et des services	**C à K**	**145**	**153**	**151**	**150**	**148**	**149**	**154**	**150**	**152**	**144**	**145**

(1) BG = Bulgarie, CY = Chypre, CZ = République tchèque, EE = Estonie, HU = Hongrie, LT = Lituanie, LV = Lettonie, PL = Pologne, RO = Roumanie, SI = Slovénie, SK = Slovaquie.

Chapitre D.02

Transferts sociaux

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Compte de la protection sociale - France entière.

2 Contributions publiques reçues par les différents régimes et prestations de protection sociale par risque - France entière.

3 Prestations de protection sociale par fonction et dépenses courantes en pourcentage du PIB, dans les pays de l'Union européenne, en 2002.

4 Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne en 2002.

5 Aide sociale relevant de la compétence du département : dépenses et bénéficiaires au 31 décembre.

6 Familles et enfants bénéficiaires, montant global des prestations familiales.

7 Prestations de protection sociale : Montants versés tous régimes et régime général ; bénéficiaires du régime général.

8 Retraites : données de cadrage par régime au 31 décembre 2003.

9 Montants mensuels moyens bruts des différents avantages vieillesse composant la retraite globale des retraités de droit direct (échantillon interrégimes de retraités 2001).

10 Bénéficiaires et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI, selon l'organisme verseur, au 31 décembre 2004 - France entière.

11 Minimum vieillesse - France entière.

12 Bénéficiaires de minima sociaux au 31 décembre.

13 Bénéficiaires du RMI au 31 décembre 2004 - France entière.

1

❍ Présentation

La part des prestations de protection sociale dans le produit intérieur brut (PIB), appelée taux de redistribution sociale, s'établit à 29,1 % en 2004. Ce taux connaît une hausse constante depuis le début de la présente décennie dans un contexte économique défavorable. Par ailleurs, depuis 2001, le dynamisme des prestations de protection sociale versées conduit à une croissance des emplois plus forte que celle des ressources.

Les prestations de protection sociale (prestations sociales et prestations de services sociaux) s'accroissent en 2004 de 4,3 % en euros courants après 4,9 % en 2003. En termes réels, elles augmentent de 2,5 %.

Les prestations du risque santé-invalidité progressent de 4,1 % en valeur en 2004, ce qui marque un net ralentissement par rapport aux années précédentes. Elles se montent à 167 milliards d'euros, soit un tiers de l'ensemble des prestations de protection sociale. La plus grande partie de ces prestations est constituée des soins de santé (129 milliards).

Les prestations liées à la vieillesse et la survie atteignent 209 milliards d'euros, soit 43,5 % des prestations de protection sociale. En 2004, les pensions de droit direct versées par les régimes de retraite de base augmentent de 5,0 % en valeur, et les retraites complémentaires de 5,3 %. L'année a été marquée par une très forte augmentation des liquidations de nouvelles pensions : selon les données provisoires de la Cnav, les liquidations sont passées de 470 000 en 2003 à 675 300 en 2004. Cette augmentation s'explique par l'institution d'une retraite anticipée pour carrière longue (125 000 personnes concernées), mais aussi par des choix de départ en retraite plus précoce dans le contexte de la mise en œuvre de la réforme des retraites. Les dépenses au titre du minimum vieillesse augmentent de 2,9 % en 2004 ; le nombre de bénéficiaires continue de diminuer à la faveur de la maturation des régimes de retraite.

Les prestations versées au titre de la maternité et de la famille progressent de 2,6 % en valeur. Les allocations familiales progressent de 2,2 %, en raison de l'augmentation du nombre de bénéficiaires (0,6 % en glissement annuel pour atteindre 4,8 millions de bénéficiaires) et de la revalorisation de 1,7 % de la base mensuelle des allocations familiales (BMAF) qui sert de référence pour une grande partie des prestations du risque famille. Le complément familial progresse de 1,2 % avec des effectifs en léger recul (- 0,6 % en glissement annuel). Les montants versés au titre de l'Allocation de rentrée scolaire (ARS) progressent (+ 2,4 %) avec des effectifs stables en 2004 (3,1 millions de bénéficiaires). Les sommes versées au titre de l'allocation de parent isolé (API), minimum social sous condition de ressources destiné aux familles monoparentales, progressent de 8,0 % en valeur ; le nombre de bénéficiaires continue à progresser, comme c'est le cas depuis 1998.

En 2004 est créée la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje), qui vise à unifier et étendre le système d'aides liées à l'accueil des jeunes enfants et à se substituer progressivement aux prestations de l'ancien système en faveur des familles avec des enfants âgés de moins de trois ou six ans : allocation pour jeune enfant (APJE), aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (Afeama), allocation de garde d'enfant à domicile (Aged), allocation parentale d'éducation (Ape) et allocation d'adoption. La nouvelle prestation se compose tout d'abord d'une allocation en espèces sous condition de ressources constituée d'une prime à la naissance et d'une allocation de base versée jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant ; s'y ajoute un complément de libre choix du mode de garde lorsque les parents recourent à une assistante maternelle ou à un employé à domicile pour faire garder leur enfant jusqu'à l'âge de six ans, ou un complément de libre choix d'activité lorsque l'un des parents cesse ou réduit temporairement son activité pour se consacrer à l'éducation de son enfant. La condition de ressources pour l'accès à la prime à la naissance et à l'allocation de base est assouplie par rapport à l'APJE, en sorte que 90 % des familles puissent en bénéficier.

Les prestations liées à l'emploi ralentissent fortement en 2004 (+ 3,7 % après + 8,9 % en 2003 et + 12,4 % en 2002). Principal poste de dépenses, les indemnités de chômage sont très sensibles à la conjoncture, qui est restée difficile avec un chômage stable à 10,0 % tout au long de l'année. Ces indemnités sont versées par deux régimes : le régime d'assurance et le régime de solidarité. Pour le premier, les indemnités progressent seulement de + 3,5 % pour atteindre 24,6 milliards d'euros. La proportion de chômeurs indemnisés par ce régime diminue en effet de 2 points en glissement annuel : d'une part l'ancienneté moyenne des demandeurs d'emploi augmente suite à la persistance d'une situation dégradée sur le marché de l'emploi, et d'autre part, les durées d'indemnisation sont réduites suite à la réforme des filières d'indemnisation du chômage issue de la nouvelle convention signée par certains partenaires sociaux en décembre 2002 et entrée en vigueur au 1er janvier 2004. À l'inverse, pour le régime de solidarité, les indemnités accélèrent sensiblement (+ 7,1 % après + 2,1 % en 2003) et se montent à 2,7 milliards d'euros. Le nombre de bénéficiaires progresse de 0,3 % en glissement annuel, avec une stabilité de l'allocation d'insertion (AI), une nette progression de l'allocation équivalent retraite (AER), remplaçant depuis 2002 l'allocation spécifique d'attente (ASA), et à l'inverse une légère diminution de l'allocation spécifique de solidarité (ASS).

Les préretraites enregistrent encore une diminution en 2004 du fait notamment de la baisse sensible de l'allocation de remplacement pour l'emploi (Arpe) qui a vu son accès fermé depuis le 1er janvier 2003. Les montants versés au titre de l'insertion et la réinsertion professionnelle augmentent quant à eux de 5,6 % en 2004, sous l'effet notamment de la montée en charge de l'ARE-formation versée par l'Unedic.

Le montant des prestations logement augmente nettement en 2004 (+ 3,8 %) ; à l'inverse, le nombre de bénéficiaires diminue légèrement, en partie à cause du relèvement du seuil de non versement des allocations, passé de 16 à 25 euros.

Enfin les prestations afférentes au risque pauvreté-exclusion sont en forte accélération (+ 5,4 % après + 1,9 % en 2003). Les montants versés au titre du RMI augmentent encore vivement (+ 6,2 %) malgré un ralentissement par rapport à 2003 (+ 9,7 %) ; en données brutes, les effectifs croissent de 8,2 % en glissement annuel pour atteindre 1 238 000 bénéficiaires fin 2004.

Concernant le financement de la protection sociale, les cotisations continuent à représenter les deux tiers des ressources, le reste étant constitué de ressources fiscales (notamment la CSG) et de contributions publiques. Parmi les différents régimes, les régimes d'assurance sociale (Sécurité sociale et régimes d'indemnisation du chômage) versent 82 % des prestations de protection sociale.

2

❍ Méthodologie

Généralités

Les comptes de la protection sociale décrivent l'intervention des régimes de protection sociale selon les types de prestations et les risques couverts. Ils permettent également d'appréhender l'origine de leurs ressources. En 2004, ces comptes sont élaborés pour la première fois dans la nouvelle base de la comptabilité nationale, dite « base 2000 ».

Les prestations de protection sociale sont réparties en six risques :

– **« santé »** recouvre la maladie, l'invalidité et les accidents du travail (y compris les maladies professionnelles) ;

– **« vieillesse et survie »** correspond aux pensions de droit direct, au minimum vieillesse et à d'autres prestations non contributives, ainsi qu'à l'assurance veuvage et aux pensions de réversion ;

– **« maternité et famille »** compense une partie des charges liées à la naissance et à l'éducation des enfants, et comprend aussi certaines dépenses d'action sociale ;

– **« emploi »** : ce risque se décompose en « insertion et réinsertion professionnelle » et « chômage ». Le premier point

correspond à la recherche et à l'adaptation à un nouvel emploi et aux versements compensant la perte de salaire due à l'absence de travail pour cause de formation professionnelle.
– **« logement »**
– **« pauvreté et exclusion sociale »** comprend le revenu minimum d'insertion (RMI) et des secours accordés par le secteur associatif.

Régimes de protection sociale

Ils se décomposent en cinq grands sous-ensembles :
– **Régimes d'assurance sociale** : en vertu de la législation, l'affiliation à ces régimes est obligatoire. Ces régimes regroupent la Sécurité sociale, à travers ses multiples régimes et caisses, et les régimes d'indemnisation du chômage.
– **Régimes d'employeurs** : ils sont organisés par les employeurs sans que la législation en impose l'existence (suppléments familiaux de traitement, indemnités de licenciement...).
– **Régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance** : l'affiliation à ces régimes est facultative, l'assuré acquittant seul sa cotisation. Les mutuelles interviennent essentiellement dans le domaine de la santé.
– **Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics**
Ces régimes, financés principalement par l'impôt, développent des actions de solidarité nationale en faveur de populations ciblées (familles, personnes âgées, handicapés, victimes de guerre...) et aussi sur certains domaines, comme le logement ou la formation.
– **Régimes d'intervention sociale des Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)**
Les organisations caritatives classées en régimes d'intervention sociale des ISBLSM sont essentiellement financées par des dons.

Échantillon interrégimes de retraités

C'est l'outil du rapprochement, individu par individu, d'informations provenant des différents régimes de retraite. En collaboration avec l'Insee, la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (Drees) interroge tous les quatre ans la quasi totalité des organismes de retraite obligatoire, de base et complémentaire. La première enquête a eu lieu en 1988, la seconde en 1993, les suivantes en 1997 et 2001. L'Échantillon interrégimes de retraités a été conçu à l'origine comme un panel, c'est-à-dire que les générations appartenant à l'échantillon lors d'une vague sont ré-interrogées lors de la vague suivante. Au cours des vagues successives, la couverture de l'échantillon s'est élargie. En 1988 et 1993, respectivement quatre et cinq générations seulement avaient été sélectionnées, pour représenter les retraités âgés de 65 ans et plus. En 1997, le champ s'est étendu aux retraités âgés de 54 ans et plus, et douze générations étaient représentées. En 2001, en sus des deux jeunes générations entrantes, cinq nouvelles générations âgées ont été introduites, afin d'améliorer la représentativité de l'échantillon aux âges élevés. De plus les personnes nées dans les Dom sont prises en compte. La manière de définir l'âge a été revue. Il s'agit maintenant de l'âge exact.

Statistiques européennes

Le système européen de statistiques intégrées de protection sociale (SESPROS) réalisé par Eurostat établit, sur une base homogène, des données statistiques comprenant le poids et la structure des dépenses et recettes relatives à la protection sociale dans les différents États membres.

3 ○ Définitions

Aide sociale

« L'aide sociale est l'aide apportée par les collectivités publiques aux personnes dont les ressources sont insuffisantes : elle relève directement d'une idée d'assistance et ne fait aucune place aux mécanismes de l'assurance. Elle exprime un devoir de solidarité à l'égard des plus déshérités de ses membres (Droit de la Sécurité sociale, Dalloz, 1989) ». Elle dépend de l'appréciation d'une « commission d'admission » ; l'aide sociale, est un droit « octroyé » qui nécessite une procédure d'admission et des instances administratives. Elle est « obligatoire » ou « légale » à la différence de l'action sociale.
On distingue les prestations relevant de la compétence du département et celles relevant de la compétence de l'État. Les départements gèrent la très grande majorité des allocations d'aide sociale et des services sociaux. Les conditions d'attribution, ainsi que le montant minimum des prestations, restent toutefois fixés au niveau national.

Contributions publiques

Les contributions publiques sont des versements de l'État aux régimes de la protection sociale. Elles sont prélevées sur l'ensemble des recettes fiscales et ne constituent pas des recettes affectées.
Elles peuvent être décomposées en deux grandes rubriques :
– la contrepartie des dépenses des régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics non couverte par d'autres ressources ;
– les autres contributions, catégorie hétérogène regroupant essentiellement des concours ou des subventions publiques aux régimes d'assurances sociales.

Cotisations sociales

Les comptes de la protection sociale distinguent deux grandes catégories de cotisations sociales :
– **Les cotisations sociales effectives** comprennent tous les versements que les personnes assurées ou leurs employeurs font à des institutions octroyant des prestations sociales afin d'acquérir et de maintenir le droit à ces prestations. Elles sont partagées entre cotisations à la charge des employeurs, cotisations à la charge des salariés, cotisations à la charge des travailleurs indépendants et cotisations sur prestations.
– **Les cotisations fictives** mesurent la contribution des employeurs au financement du régime d'assurance sociale qu'ils organisent eux-mêmes pour leurs propres salariés ou ayants droits. Elles sont donc la contrepartie des prestations sociales versées par l'employeur (comme par exemple les retraites des fonctionnaires). Elles équivalent aux cotisations que paierait l'employeur s'il passait par un régime d'assurances sociales.

Diverses catégories d'assurance

- Les assurances maladie et maternité ont pour objectifs :

– de prendre en charge, sous forme de prestations en nature, en totalité (maladies longues et maternité) ou partiellement, les dépenses médicales engagées par les assurés sociaux et leurs ayants droit ;
– de compenser partiellement, par des indemnités journalières (prestations en espèces), les pertes de revenus subies par les assurés et leurs ayants droit en cas de maladie ou de maternité.

- L'assurance invalidité accorde à l'assuré une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de sa capacité de travail.
- L'assurance décès garantit aux ayants droit des assurés le paiement d'un capital.
- L'assurance accident du travail et maladies professionnelles intervient en cas d'accidents ou de maladies subis par les salariés, en remboursant des dépenses médicales et en versant des prestations en espèces (indemnités journalières et rentes) pour incapacité temporaire ou permanente.

Ces catégories d'assurance sont gérées par une multiplicité de régimes :
– le régime général est le plus important ; il bénéficie à la majorité des salariés du secteur privé ;
– les régimes agricoles : exploitants et salariés (MSA) ;
– le régime des artisans et professions libérales (Canam) ;
– les régimes spéciaux (mines, SNCF, militaires, marins, RATP, Banque de France, clercs de notaires...).

Assurance vieillesse (les régimes de retraite de base)

Le système d'assurance du risque vieillesse est très complexe. On dénombre en effet plus de 120 régimes de base, environ 180 caisses de retraite complémentaire obligatoire dont une soixantaine regroupées au sein de l'Agirc (Association générale des institutions de retraites des cadres) et plus de 100 au sein de l'Arrco (Association des régimes de retraites complémentaires),

sans compter une centaine de caisses de retraite complémentaire dite facultative qui correspondent à des dispositifs conventionnels d'entreprise.
Les régimes de retraite de base peuvent se répartir en trois catégories :

- le régime général des salariés de l'industrie et du commerce (Cnav) et le régime des salariés agricoles (géré par la mutualité sociale agricole) ;
- les régimes de non-salariés :

– la Caisse autonome d'assurance vieillesse des artisans (Cancava),
– la Caisse autonome nationale d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants (Organic),
– la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL),
– la Mutualité sociale agricole pour le régime des exploitants agricoles (MSA),
– la Caisse nationale des barreaux français (CNBF),
– la Caisse d'assurance vieillesse des cultes (Cavimac).

- les régimes spéciaux de salariés.

Ces régimes, au nombre de quinze, ont été créés avant 1930. Les pensions des régimes spéciaux constituent à la fois la pension de base et la pension complémentaire. La population concernée est généralement composée de salariés du secteur public ou des entreprises publiques (fonctionnaires, agents des collectivités locales, SNCF, EDF...) mais certains salariés du secteur privé (marins, clercs de notaire) bénéficient aussi de régimes spéciaux.

Minimum vieillesse et allocation supplémentaire du Fonds de Solidarité Vieillesse

Créé le 1er janvier 1994, le Fonds de solidarité Vieillesse (FSV) accorde, sous certaines conditions d'âge, de nationalité et de résidence, une allocation supplémentaire aux personnes titulaires de pensions de vieillesse ou d'invalidité dans la limite d'un plafond à ne pas dépasser. Il leur assure ainsi le minimum vieillesse. Une personne sur vingt âgée de plus de 65 ans perçoit encore cette allocation.
Le minimum vieillesse garanti par les pouvoirs publics aux personnes âgées de plus de 65 ans (ou de 60 ans en cas d'inaptitude) résulte de l'addition de deux étages de prestations :
– premier étage : le montant est aligné sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), il peut être constitué de pensions normales ou d'allocations non contributives diverses (allocation spéciale servie par le fonds spécial, majoration de pension destinée à porter le montant de l'avantage contributif au niveau de l'AVTS...) ;
– second étage : l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité vieillesse.
Même si la personne ne peut prétendre à aucune retraite, il existe un dispositif spécifique pour atteindre le minimum vieillesse, le service de l'allocation spéciale vieillesse (SASV). Elle doit, dans un premier temps, solliciter l'allocation spéciale vieillesse. Le montant maximal de cette allocation est celui de l'AVTS.

Prestations chômage et préretraite

Depuis avril 1984, le système l'indemnisation du chômage comprend deux régimes distincts :
– le régime d'assurance chômage, financé et géré par les partenaires sociaux (Unedic et Assedic), qui verse, pendant une durée limitée, des prestations destinées aux chômeurs ayant travaillé suffisamment ;
– le régime de solidarité, relevant de l'État, qui assure un revenu de remplacement aux personnes qui ne sont pas ou plus couvertes par le régime d'assurance ; ce régime s'efface au moment de l'accès aux avantages vieillesse. Il verse l'allocation spécifique de solidarité (ASS), l'allocation équivalent retraite (AER) et l'allocation d'insertion (AI).
Les préretraites-État comprennent :
– l'allocation spéciale du FNE (AS-FNE) destinée aux salariés de 56 ans minimum, licenciés par une entreprise ayant signé une convention avec l'État ;
– la préretraite progressive qui permet aux salariés de 55 ans minimum, le passage à un emploi à mi-temps dans les seules entreprises industrielles qui s'engagent à maintenir leur effectif à plein-temps constant ;
– l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) : en contrepartie du départ des salariés d'au moins 58 ans et ayant eu une carrière longue, l'entreprise s'engage à procéder à des embauches, notamment de jeunes de moins de 26 ans. L'accès à cette allocation est fermé depuis le 1er janvier 2003.

Prestations familiales

- Allocations familiales (AF)

Cette prestation est versée dès que la famille a deux enfants ou plus à charge. Sa valeur est majorée selon l'âge des enfants. Transitoirement mise sous condition de ressources de mars à décembre 1998, elle est de nouveau sans condition de ressources depuis janvier 1999.

- Complément familial (CF)

Cette prestation est versée sous condition de ressources aux familles de trois enfants et plus. L'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans en janvier 2000.

- Allocation de rentrée scolaire (ARS)

Cette allocation est soumise à condition de ressources et à la présence d'enfants scolarisés. Elle est versée une fois par an.

- Allocation de parent isolé (API)

Ce minimum social est versé aux personnes seules qui assument la charge d'un ou plusieurs enfants. Elle est servie pendant une période d'un an maximum mais peut être prolongée jusqu'au troisième anniversaire du dernier enfant.

- Allocation de soutien familial (ASF)

Elle est versée aux personnes isolées ayant la garde d'un enfant et aux familles ayant à leur charge un enfant orphelin de père et (ou) de mère.

- Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje)

Instituée par la loi de financement de la Sécurité sociale de 2004, cette prestation se substitue progressivement aux prestations de l'ancien système en faveur des familles avec des enfants âgés de moins de 3 ou 6 ans. Elle est versée aux familles pour les enfants nés ou adoptés à compter du 1er janvier 2004. Les familles bénéficiant des anciennes prestations continuent à les percevoir jusqu'à leur terme. La Paje se compose :
– d'une prime à la naissance : elle se substitue à l'allocation d'adoption et à la partie de l'allocation pour jeune enfant (APJE) « courte » qui était versée entre le cinquième mois de grossesse et la naissance ;
– d'une allocation de base (Paje AB), qui remplace l'ancienne APJE « longue » et la partie de l'APJE « courte » qui était versée après la naissance ;
– d'un complément de libre choix d'activité (CLCA), qui remplace l'ancienne allocation parentale d'éducation (APE) et qui est versé lorsqu'un parent cesse ou réduit temporairement son activité professionnelle pour se consacrer à l'éducation de son enfant ;
– d'un complément mode de garde assistante maternelle (CMG-AM) qui se substitue à l'ancienne aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (AFEAMA) et prend en charge les cotisations sociales et une partie du coût de la garde ;
– d'un complément mode de garde à domicile (CMG à domicile), qui remplace l'ancienne allocation de garde d'enfant à domicile (Aged).
Dans les comptes de la protection sociale, le risque maternité-famille comporte, outre les prestations ci-dessus, les soins de santé liés à la grossesse et à l'accouchement, les indemnités journalières, les montants attribués au titre du « congé paternité », les bourses d'étude, les montants consacrés à l'action sociale et diverses prestations en nature.

Prestations logement

Les prestations logement regroupent les trois allocations logement, qui sont attribuées sont condition de ressources, et, pour un faible montant, des prestations extra-légales.

- Allocation de logement « familiale » (ALF)

Elle est destinée aux jeunes couples mariés et aux familles avec des personnes à charge (enfants, ascendant ou infirme).

- Allocation de logement « sociale » (ALS)

Depuis 1993, elle est étendue à toute personne disposant de ressources ne dépassant pas un certain plafond. Sont concernés

en particulier les étudiants, les jeunes travailleurs de plus de 25 ans, les personnes âgées et les chômeurs. Elle permet ainsi de couvrir toutes les personnes non éligibles à l'ALS ou à l'APL.

- Aide personnalisée au logement (APL)

Elle s'adresse à toute personne locataire d'un logement neuf ou ancien qui a fait l'objet d'une convention entre le propriétaire et l'État, ou aux personnes accédant à la propriété (ou déjà propriétaires et ayant amélioré leur logement) et ayant contracté un prêt aidé par l'État.

Prestations de l'assurance maladie

Les prestations afférentes à ce risque comprennent l'ensemble des dispositifs qui visent à compenser les diminutions des revenus ou les augmentations de charges pour les ménages, consécutives à une détérioration de l'état de santé.

Les principales de ces prestations sont : la prise en charge de soins de santé, les indemnités journalières, les congés maladie de longue durée.

Prestations liées à la vieillesse et à la survie

Le risque vieillesse distingue les pensions de droit direct, versées aux anciens actifs en contrepartie de leurs cotisations passées, et les prestations non-contributives, qui regroupent des prestations sous condition de ressources (minimum vieillesse) mais aussi des prestations versées au titre de la prise en charge de certaines dépenses, comme par exemple celles destinées à compenser la perte d'autonomie des personnes âgées (allocation personnalisée autonomie).

Le risque survie comprend essentiellement les pensions de réversion versées au conjoint après le décès de l'assuré.

Protection sociale

Les risques retenus au titre de la protection sociale sont au nombre de six : santé, vieillesse-survie, maternité-famille, emploi, logement, pauvreté et exclusion sociale.

La protection sociale recouvre deux types de prestations :

- Prestations sociales

Elles prennent la forme de prestations en espèces (retraites prestations familiales, indemnités de chômage, indemnités journalières...), de prestations en nature [remboursement d'une dépense par un tiers payant (soins de santé par exemple), ou d'une prise en charge d'une dépense liée à un risque social (comme l'aide ménagère)].

- Prestations de services sociaux

Elles retracent l'avantage constitué par l'accès à des services gratuits ou quasi gratuits, fournis en relation avec un risque de la protection sociale (services de santé, d'action sociale, de placement). La principale composante est la dotation globale hospitalière.

En revanche, les prestations fiscales (exonérations ou réductions d'impôts accordées au titre d'un des risques de la protection sociale) ne rentrent pas dans le champ retenu.

Revenu minimum d'insertion

La loi sur le RMI (votée le 1er décembre 1988 et renouvelée le 23 juillet 1992) garantit un revenu minimum à toute personne âgée de plus de 25 ans, ou à toute personne âgée de moins de 25 ans ayant au moins un enfant né ou à naître. Une durée minimum de résidence en France est nécessaire pour les étrangers.

Le RMI est une allocation différentielle, versée par l'État ; il assure un certain nombre de droits connexes (droit à l'assurance maladie avec gratuité totale des soins, aides au logement spécifiques, mesures particulières pour l'emploi...).

Au 1er janvier 2005, le montant est de 425,40 euros pour une personne seule en métropole, majoré de 50 % pour la seconde personne au foyer, 30 % pour chacune des personnes suivantes et 40 % à partir du 3ème enfant.

Au 31 décembre 2004 on comptait 1 238 000 bénéficiaires du RMI en données brutes (tous régimes) dont 155 000 dans les Dom.

En contrepartie du versement de la prestation, le droit au RMI implique l'établissement d'un contrat d'insertion, signé entre le bénéficiaire et le représentant de l'État dans le département, dans le but de faciliter la réinsertion sociale du bénéficiaire. Le dispositif d'insertion est géré conjointement dans le département par le représentant de l'État et le Conseil général.

La loi d'orientation pour l'outre-mer du 13 décembre 2000 prévoyait un alignement progressif pour 2003 du RMI en vigueur dans les Dom sur celui de la métropole. Cet alignement a été réalisé dès 2002.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, ministère de la Santé et des Solidarités, direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (Drees) et la Cnaf.

Organismes :

- Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, ministère de la Santé et des Solidarités (Drees).
- Eurostat.
- Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.
- Caisse nationale des allocations familiales.
- Caisse nationale d'assurance vieillesse.
- Caisse des dépôts et consignations.
- Caisse centrale de mutualité sociale agricole.
- Association générale des institutions de retraites des cadres (Agirc).
- Association des régimes de retraites complémentaires (Arrco).
- Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Unedic).

Sites Internet :

- www.sante.gouv.fr
- www.cnaf.fr
- www.ameli.fr (assurance maladie en ligne)
- www.cnav.fr

Publications :

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, ministère de la Santé et des Solidarités, Drees (Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques)

Chiffres et indicateurs départementaux (CID).

Documents de travail, Série Statistiques :

- « Les Comptes de la protection sociale en 2004 » , n° 70, novembre 2005 ;
- « Dépenses d'aide sociale des départements de 1996 à 2000 », n° 36, mai 2002.

Études et résultats :

- « Les allocataires de minima sociaux en 2004 », n° 447, décembre 2005 ;
- « Les comptes de la protection sociale en 2004 », n° 435, octobre 2005 ;
- « Les prestations de protection sociale en 2004 », n° 426, septembre 2005 ;
- « Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2004 », n° 428, septembre 2005 ;
- « Les comptes nationaux de la santé en 2004 », n° 413, juillet 2005 ;
- « L'incidence du système de prélèvements et de transferts sociaux sur le niveau des familles en 2004 : une approche par microsimulation », n° 408, juin 2005 ;
- « L'évolution entre 2000 et 2004 des opinions des Français en matière de santé et de protection sociale », n° 395, avril 2005 ;
- « Les transferts sociaux en faveur des familles : une évaluation macro-économique », n° 376, février 2005 ;
- « Vingt ans de Comptes de la protection sociale en France : une rétropolation de 1981 à 2002 », n° 278, décembre 2003.

Cnaf, Direction des Statistiques, des Études et de la Recherche

- « Prestations légales. Aides au logement. Revenu minimum d'insertion au 31 décembre 2004 », 2005 ;
- « Brochure prestations familiales 2004 », C. Boissières, 2005 ;
- « Adaptation des politiques familiales aux évolutions des structures familiales », *Dossier d'Études*, n° 71, 2005.

L'essentiel, publication électronique :
– « La Paje après 18 mois de montée en charge », n° 42, octobre 2005 ;
– « Près de 10,5 millions d'allocataires bénéficient des prestations versées par les Caf », n° 36, avril 2005 ;
– « Le nombre d'allocataires du RMI au 31 décembre 2004 », n° 35, mars 2005 .
Bulletin électronique mensuel, Horizon 2015, n° 11, mai 2005 :
– « Les transferts sociaux locaux : le logement et les enfants d'abord » ;
– « Une demande de l'opinion : une politique familiale plus redistributive ».

Insee

Recueil d'études sociales, Statistique publique.
Insee-Références :
– « Léger ralentissement des dépenses de protection sociale », France, Portrait social, Édition 2005-2006.
– Données sociales, Édition 2006, à paraître.

Autres

Rapport annuel d'activité, Assedic.
Bulletin de liaison (mensuel), Unedic.
Bulletin d'information (trimestriel), Arrco.
Rapport d'activité (annuel), Arrco.
Bulletin d'information (trimestriel), Agirc.
La Mutualité sociale agricole, statistiques (annuel), Caisses centrales de mutualité sociale agricole.
– « L'action sociale des caisses de retraite : un dispositif complémentaire de la protection sociale des personnes âgées », *Revue française des affaires sociales*, n° 3, juillet-septembre 2005.
– « L'assurance maladie sociale : les facteurs clés qui affectent le passage à la protection universelle », *Revue internationale de sécurité sociale*, n° 1, janvier-mars 2005.
Bulletin d'information de la santé, Institut de recherche et documentation en économie de la santé, n° 94, mai 2005.

TABLEAU D.02-1

Compte de la protection sociale (1) - France entière

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)

Unité : Million d'euros

	2000	2001	2002	2003	2004
EMPLOIS					
Prestations sociales	349 392	363 915	385 143	404 047	421 044
Prestations de services sociaux	47 856	50 107	54 139	56 587	59 398
Frais de gestion	18 062	18 654	19 073	20 325	21 062
Transferts entre régimes	73 302	76 322	81 049	87 576	86 755
Frais financiers	1 220	1 369	1 376	1 378	1 461
Autres dépenses	6 271	6 985	8 297	7 856	8 913
Total des emplois	**496 102**	**517 353**	**549 078**	**577 770**	**598 633**
RESSOURCES					
Cotisations	284 470	299 013	312 002	324 107	334 358
Impôts et taxes affectés	82 796	89 924	92 477	94 505	83 331
Transferts entre régimes	73 301	76 322	81 049	87 576	86 754
Contributions publiques	45 724	44 569	46 916	49 088	65 710
Produits financiers	2 213	2 376	2 439	2 229	1 908
Autres recettes	13 845	14 289	14 315	13 387	15 287
Total des ressources	**502 350**	**526 493**	**549 198**	**570 892**	**587 348**
Solde opérations courantes	**6 247**	**9 140**	**120**	**– 6 878**	**– 11 285**

(1) Compte de la protection sociale, base 2000.

TABLEAU D.02-2

Contributions publiques reçues par les différents régimes et prestations de protection sociale par risque (1) - France entière

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)

Unité : Million d'euros

	2000	2001	2002	2003	2004
Contributions publiques :					
Régimes					
Régime général de la sécurité sociale	1 063	566	889	935	3 051
Régimes d'indemnisation du chômage	257	145	72	41	74
Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics	37 121	36 822	39 078	40 743	55 296
Autres régimes de sécurité sociale	7 283	7 036	6 877	7 369	7 289
Total	**45 724**	**44 569**	**46 916**	**49 088**	**65 710**
Prestations par risque :					
Santé	**131 142**	**140 331**	**150 527**	**160 274**	**166 892**
Maladie	109 307	117 499	125 933	134 439	140 227
Invalidité, infirmité	15 356	16 312	17 389	17 746	18 385
Accidents du travail, maladies professionnelles	6 478	6 520	7 206	8 089	8 280
Vieillesse-survie	**177 558**	**182 911**	**191 774**	**199 404**	**209 169**
Vieillesse	153 808	158 321	161 859	168 151	176 970
Survie	23 750	24 591	29 915	31 253	32 199
Maternité-famille	**40 606**	**41 678**	**43 115**	**44 034**	**45 200**
Maternité	5 067	5 220	5 515	5 685	5 714
Famille	35 539	36 458	37 599	38 349	39 487
Emploi	**28 819**	**29 657**	**33 335**	**36 306**	**37 667**
Insertion et réinsertion professionnelle	2 873	2 770	2 434	2 117	2 234
Chômage	25 946	26 887	30 900	34 190	35 433
Logement	**12 608**	**12 820**	**13 448**	**13 399**	**13 908**
Pauvreté, exclusion sociale	**6 515**	**6 625**	**7 084**	**7 216**	**7 606**
Total	**397 248**	**414 022**	**439 282**	**460 634**	**480 442**

(1) Compte de la protection sociale, base 2000.

TABLEAU D.02-3

Prestations de protection sociale par fonction et dépenses courantes en pourcentage du PIB, dans les pays de l'Union européenne en 2002 (1)

Source : Eurostat

Unité : % du total des prestations

	Prestations de protection sociale par fonction								Dépenses courantes en % du PIB
	Maladie	Invalidité	Vieillesse	Survie	Famille, enfants	Chômage	Logement	Exclusion sociale	
Allemagne (incluant l'ex-RDA) *p*	28,3	7,7	40,9	1,6	10,7	8,5	0,7	1,7	30,5
Autriche	25,2	7,5	40,7	8,9	10,5	5,4	0,3	1,4	29,1
Belgique *e*	24,2	9,2	33,7	10,1	8,5	12,4	–	1,9	27,8
Danemark	20,9	12,9	37,6	–	13,4	9,2	2,3	3,6	30,0
Espagne *p*	30,0	7,5	41,8	3,0	2,6	13,6	0,8	0,8	20,2
Finlande *p*	24,8	13,4	33,0	3,9	11,7	9,8	1,2	2,1	26,4
France *p*	**29,7**	**5,8**	**36,5**	**6,7**	**9,3**	**7,6**	**3,1**	**1,4**	**30,6**
Grèce	26,2	5,2	47,2	3,4	7,0	6,3	2,4	2,3	26,6
Irlande *p*	41,6	5,1	18,1	5,3	15,9	8,6	3,2	2,3	16,0
Italie *p*	26,1	6,1	51,5	10,4	3,9	1,7	0,1	0,2	26,1
Luxembourg *p*	24,9	14,2	26,4	11,0	16,7	3,6	0,9	2,3	22,7
Pays-Bas *p*	31,1	11,2	35,6	5,5	4,5	5,3	1,5	5,2	28,5
Portugal *p*	30,9	11,5	37,4	6,9	4,8	3,9	–	4,6	25,4
Royaume-Uni *p*	27,6	9,3	42,6	3,8	6,7	3,5	5,7	0,9	27,6
Suède *p*	27,4	13,9	37,4	2,1	9,7	5,5	1,9	2,2	32,5
Union européenne à 15 *e*	**28,0**	**8,0**	**40,9**	**4,9**	**8,0**	**6,6**	**2,1**	**1,5**	**28,0**
Hongrie	27,8	10,4	41,5	1,5	12,5	3,0	2,3	1,0	20,9
Lettonie	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Lituanie	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Malte	25,4	6,4	41,9	10,9	6,3	6,6	1,3	1,2	17,7
République tchèque *p*	35,5	8,3	40,9	0,7	8,0	3,3	0,6	2,7	19,9
Slovaquie	34,2	8,8	37,4	1,0	8,1	4,1	0,4	6,0	19,2
Slovènie	31,3	8,5	44,7	1,8	8,5	3,2	...	1,9	25,4
Union européenne à 25	...	...	...	...	...	...	...	...	...

(1) Les prestations sociales sont des transferts, en espèces ou en nature, versés par les régimes de prestation sociale aux ménages et aux individus pour alléger la charge financière entraînée par un certain nombre de besoins ou de situations à risque.

TABLEAU D.02-4

Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne en 2002 (1)

Source : Eurostat

Unité : % du total des recettes

	Cotisations sociales		Contributions publiques courantes	Autres recettes courantes
	Employeurs	Personnes protégées (2)		
Allemagne (incluant l'ex-RDA) *p*	37,0	27,3	33,9	1,8
Autriche	37,9	26,3	34,1	1,7
Belgique *e*	50,1	22,1	25,3	2,5
Danemark	9,7	21,9	62,4	6,0
Espagne *p*	53,9	16,7	27,1	2,3
Finlande *p*	39,4	11,0	43,4	6,1
France *p*	**45,9**	**21,0**	**30,4**	**2,7**
Grèce	39,4	23,1	27,2	10,3
Irlande *p*	23,1	13,5	61,8	1,6
Italie *p*	42,3	14,9	41,4	1,4
Luxembourg *p*	27,4	25,0	43,3	4,3
Pays-Bas *p*	33,2	33,4	18,5	14,9
Portugal *p*	36,0	17,2	39,1	7,8
Royaume-Uni *p*	31,2	18,8	48,4	1,6
Suède *p*	41,7	9,2	46,8	2,3
Union européenne à 15 *e*	**38,9**	**21,4**	**36,8**	**3,0**
Estonie	...	...	...	...
Hongrie	42,8	13,0	36,3	7,8
Lettonie	...	...	...	...
Lituanie	...	...	...	...
Malte	47,1	21,1	28,7	3,0
République tchèque *p*	51,4	24,9	22,9	0,9
Slovaquie *p*	46,2	18,5	33,4	1,8
Slovènie *p*	26,7	39,9	31,8	1,6
Union européenne à 25 *e*	...	...	...	...

(1) Non compris les transactions entre régimes.
(2) Les cotisations des personnes protégées comprennent les cotisations à charge des employés, des indépendants, des pensionnés et autres personnes protégées.

TABLEAU D.02-5

Aide sociale relevant de la compétence du département : Dépenses et bénéficiaires au 31 décembre

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement,
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees) (Enquête Aide sociale)

Unité : Million d'euros

	1995	1998	1999	2000	2001	2002	*r* 2003	*p* 2004
DÉPENSES NETTES								
Aide sociale à l'enfance	3 650,8	4 079,7 *e*	4 198,4 *e*	4 267,9 *r*	4 366,8	4 633,5 *r*	4 943,6	4 989,7
Aide sociale aux personnes handicapées (1)	2 888,0	2 849,6 *e*	2 370,1 *r*	2 472,6 *r*	2 556,9 *r*	2 852,3 *r*	3 038,6	3 337,6
Aide sociale aux personnes âgées (1)	1 070,8	1 285,8 *e*	1 819,8 *r*	1 729,3 *r*	1 695,0 *r*	3 170,6 *r*	4 301,4	4 638,0
Aide médicale	947,6	1 216,4	1 280,7	196,7	10,8	3,3	5,3	...
Sous-total prestations versées	**8 557,3**	**9 431,4 *e***	**9 669,1 *e***	**8 666,5 *r***	**8 629,5 *r***	**10 659,7 *r***	**12 288,9**	**12 965,3**
Charges d'insertion bénéficiaires du RMI	463,7	602,8	655,7	639,9	644,3	698,6	748,2	5 418,8
Service départemental d'action sociale (2)	580,7	1 140,9	1 209,1	1 175,9	1 149,0	1 104,0	1 161,4	339,2
Frais communs	295,6	379,3	403,2	352,7	404,5	466,2	496,4	1 227,3
Total	**9 897,3**	**11 554,4 *e***	**11 937,1 *e***	**10 835,0 *r***	**10 827,3 *r***	**12 928,5 *r***	**14 694,9**	**19 950,6**
BÉNÉFICIAIRES								
Aide sociale à l'enfance :								
Mesures administratives	31 310	28 860	28 930	28 685	28 655	27 935	28 585	29 825
Mesures judiciaires	76 140	81 790	82 465	82 250	82 175	83 230	83 815	85 520
Total des enfants confiés à l'ASE	107 450	110 650	111 395	110 935	110 830	111 165	112 405	115 345
Placements directs	27 225	26 150	25 540	25 080	23 660	23 235	22 455	21 740
Total des enfants accueillis à l'ASE	134 675	136 800	136 935	136 015	134 490	134 400	134 860	137 085
Aide sociale aux personnes handicapées :								
Aide ménagère et auxiliaires de vie	8 085	11 595	11 865	12 980	13 125	13 509	14 590	15 095
ACTP (3) des moins de 60 ans (4)	84 245	89 930	88 205	91 805	96 330	99 820	102 795	108 820
Accueil :								
Hébergement en établissement	73 980	78 660	77 980	77 945	79 015	81 340	84 155	88 550
Accueil de jour	5 545	7 500	7 880	8 520	9 565	10 575	11 670	12 960
Accueil en milieu familial	2 590	3 005	3 095	3 305	3 440	3 455	3 690	3 910
Aide sociale aux personnes âgées :								
ACTP des 60 ans ou plus (4)	200 040	104 685	62 700	43 190	27 330	21 405	20 545	18 765
Aide à domicile :								
Aide ménagère ARSM (4) (5)	86 860	71 380	65 445	59 815	57 235	46 020	36 545	32 955
APA à domicile (6)	...	...	...	...	...	296 135	414 455	483 815
PSD (7) à domicile	...	46 440	54 665	63 290	74 145	26 085	6 195	130
Accueil :								
Hébergement en établissement	133 310	125 195	120 910	117 260	116 775	112 855	112 365	112 610
Accueil en milieu familial	685	830	920	940	1 010	975	1 060	1 050
APA en établissement (6)	...	...	...	...	...	304 175	350 535	370 665
PSD en établissement	...	39 560	52 295	63 055	72 545	11 010	3 395	30
Aide médicale :								
Cotisations d'assurance personnelle	264 675	283 940	280 410	...	...	...	...	...
Prise en charge des soins (8)	...	2 839 895	2 925 600	...	...	...	...	...

(1) À partir de 1999, les dépenses d'ACTP pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes âgées.
(2) En 1997, le champ de l'action sociale a été élargi du chapitre 954-2 aux chapitres 954-2,954-9, 957 et 951 de la nomenclature M51.
(3) ACTP : allocation compensatrice pour tierce personne.
(4) Sont compris ici les personnes ayant des droits ouverts au 31 décembre.
(5) ARSM : allocation représentative des services ménagers.
(6) APA : allocation personnalisée d'autonomie instaurée par les lois du 20 juillet 2001 et du 1er avril 2003.
(7) PSD : prestation spécifique dépendance instaurée par la loi du 24 janvier 1997.
(8) Sont comptés ici les titulaires et ayants droit.

TABLEAU D.02-6

Familles et enfants bénéficiaires, montant global des prestations familiales (1)

Source : Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) — *Unités* : Millier de bénéficiaires et Million d'euros

	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002	*r* 2003	2004
Familles bénéficiaires :									
Tous régimes	5 848	5 914	5 567	6 085	6 131	6 164	6 186	6 229	6 247
dont : régime général	4 863	5 091	4 924	5 412	5 467	5 518	5 555	5 587	5 663
Enfants bénéficiaires :									
Tous régimes	12 406	12 271	11 203	12 472	12 476	12 520	12 528	12 578	12 640
dont : régime général	10 253	10 459	9 797	11 005	11 040	11 120	11 164	11 222	11 393
Montant global des prestations :									
Tous régimes hors AAH (2)	18 329,9	22 641,1	24 282,6	24 796,0	25 069,5	25 793,8	26 487,8	26 954,4	28 041,3
Régime général hors AAH (2)	15 535,9	20 002,5	21 862,3	22 430,7	22 710,1	23 448,5	24 176,8	24 657,7	25 841,9

(1) Prestations versées au titre du Fonds national des Prestations familiales (FNPF).
(2) AAH : allocation d'adulte handicapé.

TABLEAU D.02-7

Prestations de protection sociale : Montants versés tous régimes et régime général ; bénéficiaires du régime général

Source : Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) — *Unités* : Millier de bénéficiaires et million d'euros

	2002			2003			2004		
	Tous régimes	Régime général		Tous régimes	Régime général		Tous régimes	Régime général	
	Montants versés	Montants versés	Nombre de bénéficiaires	Montants versés	Montants versés	Nombre de bénéficiaires	Montants versés	Montants versés	Nombre de bénéficiaires
Prestations complément de revenu :									
Allocations familiales	10 769,9	9 490,3	3 965	10 948,3	9 680,3	4 003	11 188,8	9 963,7	4 062
Complément familial	1 520,9	1 359,9	796	1 521,9	1 366,3	790	1 537,9	1 390,4	792
Allocation de parent isolé	751,3	745,9	163	777,4	771,9	169	828,3	822,5	174
Prestations liées à la maternité :									
Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) (1)	///	///	///	///	///	///	1 751,2	1 689,2	726
Allocation pour jeune enfant	2 673,6	2 477,9	1 227	2 669,2	2 475,6	1 198	1 679,6	1 560,9	619
Allocation parentale d'éducation	2 956,1	2 693,0	505	2 992,4	2 733,9	506	2 673,9	2 445,7	368
Allocation de garde d'enfant à domicile	115,3	113,4	53	113,1	111,3	51	115,1	113,5	45
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle	2 058,2	1 981,0	589	2 160,4	2 078,0	604	2 215,3	2 129,5	546
Allocation d'adoption	3,4	2,7	1,2	4,1	3,3	1,5	3,1	2,6	0,6
Prestations spécifiques :									
Allocation de soutien familial	826,5	779,2	536	856,7	809,0	552	887,8	841,4	566
Allocation d'éducation spéciale	372,6	334,1	105	450,2	403,4	110	473,8	427,7	116
Allocation de présence parentale (APP)	17,7	16,3	2,3	28,3	26,3	3,1	34,4	32,0	3,4
Allocation de rentrée scolaire	1 282,1	1 170,5	2 729	1 266,8	1 160,6	2 684	1 295,0	1 195,6	2 708
Logement :									
Allocation de logement à caractère familial	2 930,6	2 813,5	1 089	2 947,4	2 830,1	1 071	3 125,7	3 009,1	1 079
Prime de déménagement	3,3	3,2	9,0	3,2	3,1	9,0	3,2	3,2	9,3
Dépenses diverses :									
Prestations versées à l'étranger et accords CEE.	17,4	13,7	15	16,3	12,1	13	14,4	10,6	11
Allocation différentielle	19,9	19,9	12	21,5	21,5	11	22,5	22,5	11
Frais de tutelle	173,5	166,5	247	182,4	175,9	260	194,5	186,4	274
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	− 4,2	− 4,2	...	− 4,7	− 4,7	...	− 4,1	− 4,1	...
Prestations familiales (2) *r*	**26 487,8**	**24 176,8**	///	**26 954,4**	**24 657,7**	///	**28 041,3**	**25 841,9**	///
Prestations versées au titre du Fonds national d'aide au logement [FNAL] :									
Allocation de logement à caractère social	3 850,3	3 628,3	2 036	3 848,6	3 647,0	2 035	4 051,7	3 843,7	2 047
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitat (FNH) :									
Aide personnalisée au logement	6 125,7	5 888,8	2 602	6 032,4	5 800,1	2 534	6 221,3	5 994,6	2 484
Prime de déménagement	3,0	3,0	...	2,8	2,7	...	2,6	2,6	...

(1) La Paje remplace progressivement les prestations liées à la naissance du jeune enfant (APJE, APE, AGED, AFEAMA, AAD). Basculement total vers la Paje au 1er janvier 2007.
(2) Prestations versées au titre du Fonds national des prestations familiales, hors AAH (allocation d'adulte handicapé).

TABLEAU D.02-8

Retraites : données de cadrage par régime au 31 décembre 2003

Sources : Caisses de retraite citées

Caisses de retraite	Bénéficiaires d'un droit direct			Liquidants d'un droit direct au cours de l'année			Cotisants
	Effectifs	Montant moyen brut mensuel (euros)		Effectifs	Montant moyen brut mensuel (euros)		Effectifs
		Avantage principal de droit direct	Retraite totale (1)		Avantage principal de droit direct	Retraite totale (1)	
Cnav métropole	9 467 863	466	537	466 578	509	544	...
Arrco (2)	8 371 251	233	256	477 722	262	276	17 740 000 (3)
Agirc	1 447 094	712	749 (4)	87 346	609	635 (4)	3 538 971 (3)
MSA salariés	1 799 010	157	180	85 552	170	184	...
Fonction publique	1 476 834	1 568	1 673	86 221	1 743	1 803	...
CNRACL	518 710	1 072	1 125	47 912	1 170	1 215	1 792 600
Ircantec	1 242 388	75	77	68 933	76	76	2 475 000
MSA exploitants	1 813 976	298	365	42 126	294	321	...
Organic	739 325	254	262	52 349	266	273	679 271
Cancava (5)	515 495	218	290	27 683	...	...	530 146
IEG pensions (6)	103 540	1 973	2 055	4 957	2 021	2 080	142 812
SNCF	192 846	1 490	1 522	6 558	1 640	1 666	174 774
RATP	30 475	1 716	...	1 188	2 107	...	43 387

(1) Retraite totale : avantage principal + avantage accessoire + reversion (droit dérivé) + allocation supplémentaire FSV.
(2) Rupture de série en 2003.
(3) Résultat provisoire.
(4) Hors réversion éventuelle.
(5) Pas de distinction en 2003 entre les régimes de base et complémentaire de la Cancava.
(6) Les chiffres IEG pensions sont donnés au 1er janvier 2004, hormis le nombre effectif des cotisants.

TABLEAU D.02-9

Montants mensuels moyens bruts des différents avantages vieillesse composant la retraite globale des retraités de droit direct (échantillon interrégimes de retraités 2001) (1)

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees) — *Unité* : Euro

		60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 74 ans	75 à 79 ans	80 à 84 ans	85 ans et plus	Ensemble
Retraités de droit direct quelle que soit la durée de carrière (2)								
Ensemble								
Avantages principaux de droit direct		1 188	1 012	960	917	877	686	982
Avantages de réversion		29	55	86	124	163	211	89
Avantages accessoires (3)		45	46	47	48	47	35	46
Allocations du minimum vieillesse		6	6	7	9	12	23	9
Retraite totale		**1 268**	**1 119**	**1 101**	**1 098**	**1 099**	**954**	**1 126**
Hommes								
Avantages principaux de droit direct	(1A)	1 417	1 393	1 374	1 373	1 392	1 187	1 383
Avantages de réversion		4	4	7	9	15	19	7
Avantages accessoires (3)		54	63	68	73	71	63	64
Allocations du minimum vieillesse		5	6	7	8	9	18	7
Retraite totale	**(1B)**	**1 480**	**1 466**	**1 456**	**1 464**	**1 488**	**1 287**	**1 461**
Femmes								
Avantages principaux de droit direct	(2A)	892	666	619	587	566	506	650
Avantages de réversion		61	101	151	206	252	280	158
Avantages accessoires (3)		34	31	30	30	33	25	31
Allocations du minimum vieillesse		7	7	8	10	13	24	10
Retraite totale	**(2B)**	**994**	**805**	**808**	**833**	**864**	**835**	**848**
Rapport des montants féminins / masculins								
Avantages principaux de droit direct	(2A)/(1A)	0,63	0,48	0,45	0,43	0,41	0,43	0,47
Retraite totale	**(2B)/(1B)**	**0,67**	**0,55**	**0,56**	**0,57**	**0,58**	**0,65**	**0,58**
***dont* retraités de droit direct ayant effecfué une carrière complète (2) (4)**								
Ensemble								
Avantages principaux de droit direct		1 368	1 326	1 279	1 245	1 258	1 035	1 291
Retraite totale		**1 432**	**1 407**	**1 376**	**1 362**	**1 390**	**1 199**	**1 386**
Hommes								
Avantages principaux de droit direct	(1A)	1 488	1 478	1 445	1 449	1 475	1 307	1 461
Retraite totale	**(1B)**	**1 547**	**1 548**	**1 524**	**1 536**	**1 567**	**1 402**	**1 536**
Femmes								
Avantages principaux de droit direct	(2A)	1 124	1 026	967	906	924	790	986
Retraite totale	**(2B)**	**1 200**	**1 128**	**1 099**	**1 071**	**1 117**	**1 016**	**1 117**
Rapport des montants féminins / masculins								
Avantages principaux de droit direct	(2A)/(1A)	0,76	0,69	0,67	0,63	0,63	0,60	0,67
Retraite totale	**(2B)/(1B)**	**0,78**	**0,73**	**0,72**	**0,70**	**0,71**	**0,72**	**0,73**

(1) L'âge est ici l'âge exact des retraités à la date de collecte (1er trimestre 2001), et non l'âge atteint en cours d'année comme dans le précédent échantillon interrégimes de retraités de 1997. Selon la tranche d'âge, les données de 1997 et de 2001 ne sont pas toujours comparables.
(2) Champ : retraités de droit direct de 60 ans et plus.
(3) Bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, majoration pour aide constante d'une tierce personne.
(4) Carrière complète : retraités de 60 ans ou plus ayant cotisé 150 trimestres ou plus (tous régimes), sauf pour les jeunes générations nées en 1934 et après, ayant cotisé au régime général ou un régime aligné sur le régime général et concernées par la réforme Balladur : le nombre minimum de trimestres d'assurance tous régimes augmente de 1 par génération.

TABLEAU D.02-10

Bénéficiaires et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI, selon l'organisme verseur, au 31 décembre 2004 - France entière

Sources : Enquête Drees
Fonds de Solidarité Vieillesse, Caisse des Dépôts et Consignations, Cnamts

Unité : Montants : Million d'euros

	Fonds de solidarité vieillesse		Fonds spécial invalidité	
	Effectifs	Montants	Effectifs	Montants
Régime général (métropole)	350 591	880,1	99 457	232,7
Exploitants agricoles (metropole)	68 597	65,2	4 334	13,5 (1)
SASV	66 038	255,9	///	///
Salariés agricoles	26 746	71,0	5 417	16,5
Organic (commerçants)	11 971	33,1	496	0,9
Cancava (artisans)	9 785	23,7	1 004	3,5
Cavimac (cultes)	8 845	24,5	19	–
CAMR (2)	62	0,1	///	///
Professions libérales	236	0,6	22	0,1
Régimes spéciaux	4 646	7,5	763	2,1
SNCF	852	0,9	152	0,3
Mines	760	1,5	60	0,2
Marins	1 329	3,2	40	0,1
Ouvriers de l'État	198	0,2	41	0,1
Collectivités locales	376	0,4	440	1,3
Autres régimes spéciaux (3)	107	0,2	30	0,1
Fonctionnaires	1 024	1,0	///	///
Total métropole	**547 517**	**1 361,7**	**111 512**	**269,3 (1)**
Dom	**74 131 (4)**	**223,3**	///	///

(1) Il n'est pas possible de distinguer les montants versés aux Dom de ceux versés en métropole. Le montant est donc un montant France entière.
(2) La CAMR était la caisse de retraite des agents des chemins de fer secondaires et des tramways. Elle a été intégrée à la Cnav début 1992.
(3) RATP, EDF-GDF, Seita, CRPCEN, CCIP ...
(4) Hors champ de l'enquête Drees. Les effectifs sont, ici, les effectifs gérés par les caisses des Dom.

TABLEAU D.02-11

Minimum vieillesse - France entière

Montant annuel des allocations constituant le minimum vieillesse au 1er juillet

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)

Unité : Euro

	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)	1 980,3	2 285,2	2 532,2	2 688,1	2 747,3	2 807,7	2 849,9	2 898,3	2 956,3
Allocation supplémentaire au Fonds de Solidarité Vieillesse (FSV)	2 664,8	3 076,4	3 545,8	3 853,5	3 938,2	4 024,9	4 085,2	4 154,7	4 237,8
Minimum vieillesse :									
Personne seule	4 645,1	5 361,6	6 078,1	6 541,6	6 685,5	6 832,6	6 935,1	7 053,0	7 194,0
Couple	8 418,2	9 621,1	10 903,9	11 735,1	11 993,2	12 257,0	12 441,0	12 652,4	12 905,4

TABLEAU D.02-12

Bénéficiaires de minima sociaux au 31 décembre

Sources : Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees), Cnaf, MSA, Unedic, Cnav

Unité : Millier

	1990	1995	2000	2001	2002	*r* 2003	2004
Revenu Minimum d'Insertion (RMI)	422,1	840,8	965,2	938,5	950,7	998,6	1 083,9
Allocation de Parents Isolés (API)	131,0	148,0	156,8	160,7	164,1	170,0	175,6
Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)	519,0	593,5	689,0	710,8	726,6 *r*	741,2	760,1
Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI)	131,7	103,4	104,4	105,0	105,4	111,2	111,5
Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)	336,1	485,8	425,3	391,6	372,0	349,2	344,1
Allocation d'Insertion (AI)	123,6	18,4	31,9	36,7	43,5	47,2	47,2
Allocation Équivalent-retraite Remplacement (AER)	–	–	–	–	2,8	27,1	32,7
Allocation Supplémentaire de Vieillesse (ASV)	1 182,9	908,8	686,0	644,7	590,6	557,6	547,5
Allocation Veuvage (AV)	16,0	16,2	14,6	13,6	13,0	12,2	11,3
Total	**2 862,4**	**3 115,0**	**3 073,2**	**3 001,6**	**2 968,7 *r***	**3 014,3**	**3 113,9**

TABLEAU D.02-13

Bénéficiaires du RMI au 31 décembre 2004 - France entière

Source : Cnaf (Caisse nationale des allocations familiales) - Fichier Fileas

	Métropole		Dom		Ensemble Évolution 12.04/12.03
	Effectif	%	Effectif	%	%
Situation familiale (1) :					
Personne sans conjoint :					
Sans enfant	622 072	58,6	68 294	44,2	**9,0**
Avec un enfant	133 358	12,6	24 601	15,9	**6,4**
Avec deux enfants	73 740	7,0	16 852	10,9	**7,4**
Avec trois enfants et plus	48 884	4,6	14 050	9,1	**7,3**
Couple :					
Sans enfant	39 943	3,8	4 373	2,8	**11,3**
Avec un enfant	45 124	4,3	7 060	4,6	**10,5**
Avec deux enfants	42 577	4,0	8 816	5,7	**8,3**
Avec trois enfants et plus	55 307	5,2	10 534	6,8	**7,4**
Allocataires selon l'âge (2) :					
Moins de 25 ans	33 593	3,2	7 842	5,1	**11,2**
De 25 à 29 ans	205 166	19,3	23 743	15,4	**10,5**
De 30 à 39 ans	332 123	31,3	53 054	34,3	**7,1**
De 40 à 49 ans	262 932	24,8	44 148	28,6	**8,5**
De 50 à 59 ans	191 633	18,1	21 116	13,7	**8,6**
60 ans et plus	35 558	3,4	4 677	3,0	**6,7**
Ouverture de droits :					
Moins de 6 mois	155 171	14,6	14 414	9,3	**1,0**
De 6 mois à 1 an	146 845	13,8	16 867	10,9	**30,0**
De 1 à 2 ans	183 266	17,3	22 023	14,2	**14,3**
De 2 à 3 ans	113 716	10,7	17 711	11,5	**9,2**
De 3 à 5 ans	141 466	13,3	27 957	18,1	**0,4**
Plus de 5 ans	320 541	30,2	55 608	36,0	**5,0**
Total	**1 061 005**	**100,0**	**154 580**	**100,0**	8,5
Montant moyen RMI en euro	**369**	///	**371**	///	///

(1) Nombre d'enfants à charge au sens du RMI.
(2) Il s'agit du nombre d'allocataires payés par les caisses d'allocations familiales.

Chapitre E.01

○ Consommation et modes de vie des ménages

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

❍ Liste des tableaux

1A Montant de la consommation effective des ménages par fonction (en valeur) – France entière.

1B Consommation effective des ménages par fonction (en volume) – France entière.

2 Montant et évolution de la consommation effective des ménages par durabilité – France entière.

3 Consommation des ménages en biens et services sportifs – France entière.

4 Principales quantités consommées par les ménages à partir de 1990 – France entière.

5 Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage en 2004.

6 Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage en 2004.

7 Équipement des ménages en biens durables selon leur taille en 2004.

8 Taux d'équipement des ménages européens en biens durables en 2001.

9 Poids des repas et consommation à l'extérieur dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence.

10 Budget des ménages.

11 Emplois du temps des adultes citadins en 1986 et 1999.

12 Participation électorale en 2004 selon le niveau de diplôme à « âge contrôlé ».

13 Participation électorale en 2004 selon l'âge.

1
○ Présentation

La dépense de consommation des ménages, qui ralentissait depuis l'année 2000, accélère en 2004 avec une croissance en volume de + 2,0 % après + 1,4 % en 2003. Cette croissance, légèrement au-dessus de la moyenne des quinze dernières années (+ 1,8 %), a été favorisée par une légère reprise du pouvoir d'achat des ménages (+ 1,4 %). Mais c'est en réduisant leur épargne, pour la seconde année consécutive, que les ménages ont financé une partie de leur consommation. Ainsi leur taux d'épargne est de 15,4 % contre 16,0 % en 2003.

Les dépenses liées aux transports reprennent fortement : + 1,7 %, après - 1,2 % en 2003, et expliquent une grande partie du surcroît de croissance entre 2003 et 2004. Ceci est particulièrement marqué pour les achats d'automobiles qui reprennent leur progression (+ 2,7 %) après deux années de repli. Ce sont les marques étrangères qui profitent le plus de l'embellie. Les achats de diesel augmentent. Le marché des deux roues est également en progression, notamment celui des bicyclettes.

Les français repartent en voyage : le rebond est généré notamment par le transport aérien qui se redresse fortement (+ 6,0 %), après trois années d'atonie liée à un contexte géopolitique défavorable (épidémie de SRAS, conflit en Irak, risques terroristes). La montée en puissance des compagnies à bas coûts a permis une baisse des prix (- 2,1 %), la première depuis 1996, favorisant la reprise du marché.

Pour le trafic ferroviaire aussi, l'année 2004 est bien orientée (+ 2,9 %), après les conflits sociaux et la canicule qui ont marqué 2003.

Comme l'hôtellerie, les cafés et restaurants subissent une nouvelle année de repli (- 2,1 %). Les prix des hôtels, cafés, restaurants continuent à croître à un rythme soutenu (+ 2,7 %).

Les biens et services des technologies de l'information et de la communication (TIC) sont comme les années précédentes des moteurs de la demande. La croissance s'accélère (+ 12,2 % contre + 9,9 % en volume en 2003) sans retrouver toutefois les évolutions observées entre 1998 et 2002. Grâce aux évènements sportifs comme l'Euro 2004 et les jeux olympiques, les achats de téléviseurs progressent nettement (+ 27,7 %), au profit de la nouvelle génération (LCD et plasma). Les lecteurs-enregistreurs de DVD sont en pleine expansion ; les ventes d'appareils photos numériques s'accroissent de 72,2 % en 2004. Enfin les ventes de baladeurs MP3 sont multipliées par 8 en quantité.

En 2004, 31 % des ménages ont accès à l'internet, soit cinq fois plus qu'en 1999. Les téléchargements payants montent en charge mais sont toutefois loin de compenser la baisse des achats d'enregistrements sonores.

Après une diminution de 7,7 % en deux ans, les dépenses de cinéma reprennent fortement en 2004 : + 11,6 %. Avec 194,8 millions d'entrées, les salles de cinéma connaissent leur meilleure affluence depuis 20 ans.

Les dépenses liées au logement et à son aménagement représentent 30,4 % de la dépense de consommation des ménages et contribuent pour 0,7 point à la croissance de celle-ci en 2004.

Depuis 2002, les ménages renforcent leurs dépenses en assurance : + 6,4 % en 2004. Le dynamisme des assurances-vie (+ 0,1 %) est favorisé par l'attrait des ménages pour l'épargne retraite et par une conjoncture boursière plus favorable.

Les dépenses en médicaments à la charge des ménages restent à un niveau élevé, mais leur croissance ralentit.

L'accalmie sur les prix de l'alimentation n'a pas été synonyme d'une forte relance des achats. La consommation alimentaire ainsi que celles de l'habillement et des chaussures progressent peu.

2
○ Méthodologie

Les informations relatives à la consommation des ménages et à son évolution sont ici de trois types :

– dépenses globales de consommation au sens des comptes nationaux ;
– estimation des quantités consommées de certains produits alimentaires et de quelques autres biens et services, parcs de biens durables (disponibles pour la métropole uniquement) ;
– données issues de diverses enquêtes auprès des ménages, apportant un éclairage sur leurs modes de vie et leurs comportements.

Consommation des ménages en comptabilité nationale

Les comptes nationaux sont désormais publiés dans les nouvelles références dites de la base 2000, succédant à la base 1995. Ce changement de base, qui a mobilisé des sources nouvelles, conduit à une évaluation plus élevée de la consommation en particulier de celle de biens et services des technologies de l'information et de la communication (TIC).

En outre, la consommation des ménages intègre dorénavant des dépenses en services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM).

Les évaluations de la consommation sont obtenues à partir de trois sources principales :

- **les enquêtes directes (générales ou spécialisées) auprès des ménages**

Elles sont réalisées par sondage auprès d'échantillons aléatoires de 5 000 à 15 000 ménages. Elles ne sont pas parfaitement adaptées aux évaluations des comptes nationaux car elles ont un champ et une périodicité différents, mais elles constituent le seul moyen de saisir les disparités entre les catégories socioprofessionnelles et permettent la description d'autres aspects des modes de vie (niveau d'équipement, déplacements, etc.). Les principales enquêtes utilisées sont les suivantes :

– l'enquête permanente sur les conditions de vie (EPCV). Elle est effectuée trois fois par an auprès de 8 000 ménages. L'enquête de mai fournit des informations sur l'équipement des ménages en biens durables.

L'enquête ERCV (Enquête sur les ressources et les conditions de vie) se substitue à l'enquête EPCV, supprimée à partir de 2004, pour produire la plupart des « indicateurs sociaux » dans ce domaine.

Cette nouvelle enquête fait partie du dispositif SRCV (Statistiques sur les ressources et les conditions de vie), partie française du système communautaire EU-SILC (European Community-Statistics on Income and Living Conditions).

– L'effectif de ménages répondant pour certaines catégories socioprofessionnelles est parfois petit et, par conséquent, les résultats sont à utiliser avec précaution.

– l'enquête sur le budget des familles.

Les données sur les dépenses des ménages (tableau E01-10) sont issues de l'enquête sur le budget des familles réalisée en 2000 - 2001 ; de périodicité quinquennale, elle fait suite aux précédentes enquêtes effectuées en 1979, 1984 - 1985 ,1989 et 1995.

– L'enquête « Emploi du temps », a lieu environ tous les dix ans (la prochaine aura lieu en 2008). L'enquête de 1998-1999 fait suite aux enquêtes précédentes sur le même thème, effectuées en 1964 -1965, 1974 -1975 et 1985 -1986. Ce sont des enquêtes « à vagues » étalées sur un an (comme budget de famille) pour éviter les effets de saisonnalité (on n'a pas les mêmes occupations en hiver et en été). La dernière enquête, réalisée entre février 1998 et février 1999, a interrogé tous les individus de 15 ans et plus d'un échantillon de 8 000 ménages sur la nature et la durée de leurs activités pendant 24 heures. Le tableau E01-11, concerne 16 000 individus environ.

– l'enquête logement qui a lieu tous les quatre ans.

– les enquêtes transports.

- **les statistiques de production et du commerce extérieur**

Elles permettent de calculer, pour un produit donné, les ressources sur le territoire. Elles sont établies soit en valeur, soit en quantités physiques.

Les statistiques de production en valeur résultent le plus souvent de l'exploitation des déclarations fiscales des chiffres d'affaires des différents secteurs d'activité (principalement déclarations de bénéfices industriels et commerciaux) et des enquêtes annuelles d'entreprise.

Les statistiques de production en quantités physiques sont, elles aussi, largement utilisées. Souvent d'origine professionnelle (enquêtes de branche), elles sont centralisées par les services statistiques des différents ministères (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, ministère de l'Agriculture et de la Pêche).
Les statistiques du commerce extérieur en valeur et en quantités résultent de l'exploitation de la base de données douanières. Les importations et exportations par produits détaillés sont ainsi obtenues.
Pour la consommation des ménages, les indices de prix à qualité constante résultent de très nombreuses observations effectuées mensuellement par l'Insee pour l'établissement de l'indice des prix à la consommation.

- **les statistiques de distribution**

Différentes sources sont utilisées : les statistiques fiscales des chiffres d'affaires des entreprises commerciales, l'enquête annuelle d'entreprise du commerce, les enquêtes directes auprès de détaillants (notamment l'enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant effectuée par l'Insee), les statistiques professionnelles établies pour certains circuits de distribution (grands magasins, magasins populaires, coopératives de consommation).
Les statistiques de distribution ne permettent pas d'estimer la consommation dans une nomenclature aussi fine que les équilibres « Ressources-Emplois ».
L'imperfection des sources disponibles (statistiques de production et du commerce extérieur, enquêtes auprès des ménages ou des détaillants), dont aucune ne peut être utilisée comme base exclusive, impose de faire une synthèse qui consiste en l'établissement de bilans des ressources et des emplois pour chaque bien ou service.
Les ressources sont constituées par la production intérieure hors TVA et les importations, augmentées des marges commerciales et de transport ainsi que l'ensemble des impôts sur les produits (dont la TVA et les droits de douanes), et diminuées des subventions sur les produits. Les emplois se répartissent entre la consommation intermédiaire, la consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et enfin les variations de stocks + acquisitions nettes de cession d'objet de valeur.
L'intérêt des statistiques de distribution réside dans le fait que les chiffres d'affaires du commerce sont très proches de la consommation des ménages. Par contre, les équilibres « Ressources-Emplois » nécessitent de faire une estimation des marges et des variations de stocks, variations qui sont mal connues.
Si chaque élément est connu à partir de sources indépendantes et ayant leur propre marge d'incertitude, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer notablement les chiffres les plus incertains, ou même de déduire des éléments non saisis directement. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des divergences appréciables, qui peuvent exister en certaines occasions, entre les statistiques brutes, tels par exemple les résultats globaux des enquêtes, et les évaluations retenues dans les comptes nationaux puisque celles-ci résultent de l'examen critique de l'ensemble des sources disponibles.
La détermination des niveaux est effectuée lors de l'élaboration des comptes de l'année de base. Ces évaluations résultent de la confrontation et de l'harmonisation des quatre sources déjà citées, dans le cadre des équilibres « Ressources-Emplois ».
La détermination des évolutions annuelles s'effectue chaque année en calculant les indices de valeur, de prix et de volume, sans remettre en question les niveaux de la base en cours.

Nomenclatures

- **Nomenclature de fonction**

Elle classe les biens et les services selon les besoins humains auxquels ils répondent : alimentation, boissons alcoolisées et tabac, articles d'habillement et chaussures, logement chauffage et éclairage, équipement du logement, santé, transport, communications, loisirs-culture, éducation, hôtels, cafés et restaurants, autres biens et services, constituent les douze grandes fonctions. La fonction 13 représente les dépenses de consommation des Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et la 14ème regroupe les dépenses de consommation finale individualisable des Administrations publiques (APU). Cette nomenclature regroupe, aux prix de quelques conventions, les produits complémentaires c'est-à-dire simultanément nécessaires à la satisfaction d'un même besoin, ou substituables c'est-à-dire alternatifs pour satisfaire un même besoin. Les biens et services destinés à satisfaire un même besoin sont ainsi regroupés dans cette nomenclature. Par exemple, la fonction « transport » regroupe les achats de véhicules, leurs frais d'entretien et de réparation, la consommation de carburants, les dépenses de transports ferroviaires, routiers et enfin les transports aériens.

- **Nomenclature de durabilité**

Elle oppose les biens durables aux biens fongibles et distingue les biens des services. Elle classe les biens en trois groupes : biens durables importants (véhicules, meubles, équipement ménager ou de loisir), biens semi-durables (textile, habillement) et biens non durables (alimentation, énergie).

Quantités consommées

Les évaluations relatives aux quantités (tableau E.01-4) ne sont pas toujours homogènes aux estimations, aux prix de l'année précédente, de la comptabilité nationale. Des notes précisent le contenu exact de chaque ligne.
Les quantités de produits alimentaires ont été retenues après comparaison des statistiques de production et de celles du commerce extérieur. Dans certains cas, on a pu tenir compte de statistiques de distribution ; ainsi s'expliquent les divergences entre les quantités retenues et certaines statistiques de production. Les quantités sont données par habitant.
Pour les produits non alimentaires et les services, ce sont les quantités totales qui figurent dans les tableaux ; dans la plupart des cas, en effet, la notion de quantité par habitant n'a pas de sens.

Panel communautaire des ménages

Le panel communautaire des ménages, enquête multidimensionnelle européenne, coordonnée par Eurostat, a pour objectif principal de suivre les dynamiques individuelles d'emploi et de revenus. La première vague a eu lieu en 1994 dans les douze États membres formant l'Union européenne à l'époque. L'échantillon total comprenait environ 60 500 ménages sélectionnés de façon aléatoire. L'enquête « panel communautaire des ménages » fournit des statistiques comparables entre pays (cf. tableau E01-8). Cette enquête a été remplacée par un nouvel instrument : EU – SILC (statistiques sur le revenu et les conditions de vie) en 2003 dans 7 pays de l'Union européenne et couvrira l'ensemble des 25 pays à partir de 2005. Pendant cette période de transition, ces indicateurs ne seront pas disponibles.

Participation électorale

L'opération participation électorale, réalisée en 2004 par les agents de l'Insee dans les préfectures, a permis de collecter les données individuelles sur la participation aux scrutins d'un échantillon de près de 42 000 électeurs, représentatif des électeurs de nationalité française, inscrits dans une commune de métropole. Elle a permis de repérer la participation effective, c'est à dire le fait d'aller voter, quel que soit le contenu du vote, la seule information recueillie étant l'émargement.
Des opérations similaires avaient auparavant été réalisées en 1988 - 1989, en 1995 - 1998 et en 2002.
Les prochains résultats concerneront les échéances de 2007.

3 ○ Définitions

Consommation finale des ménages

Ensemble de la consommation des ménages. C'est la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations.

La dépense de consommation des ménages se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. On y inclut aussi les loyers imputés, que les ménages propriétaires de leur résidence principale se versent implicitement à eux-mêmes.
Les consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations sont celles dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. C'est le cas en particulier des dépenses pour l'éducation et pour la santé.
La consommation des ménages qui doit être évaluée est une consommation finale nationale, c'est-à-dire la consommation des ménages résidents qu'elle ait lieu dans ou hors le territoire économique national. Le territoire économique français inclut les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), mais exclut Monaco.
Pour des raisons statistiques, on ne peut évaluer dans un premier temps, par produits, qu'une consommation territoriale, représentant l'ensemble des achats effectués sur le territoire par des ménages résidents ou non. La consommation nationale est obtenue en retranchant la consommation des non-résidents sur le territoire, reclassée en exportations, et en ajoutant la consommation des résidents hors le territoire. Les données nécessaires pour effectuer cette correction sont obtenues par un traitement particulier de la balance des paiements.
La consommation finale des ménages peut être subdivisée en trois grandes composantes : les achats de biens et de services, l'autoconsommation de biens et de services et les avantages en nature.

– Les biens et services marchands constituent l'essentiel du poste. Ils correspondent aux achats de biens neufs (sauf les logements mais y compris les achats en crédit bail pour les automobiles) ; aux acquisitions de biens d'occasion par exemple les automobiles (occasions passant par les garages, voitures de démonstration, voitures de société), motocycles, caravanes, téléviseurs et aux achats de services marchands.

– L'autoconsommation de biens et de services est la contrepartie de la production des ménages qui est destinée à leur consommation finale propre.

– Les avantages en nature : est évaluée comme avantage en nature la contrepartie de la rémunération en nature. Elle se compose des biens et des services fournis gratuitement ou à un prix inférieur à leur prix d'acquisition, par les employeurs au titre de la rémunération des salariés.

Consommation effective finale des ménages

Pour passer de la dépense de consommation des ménages à la consommation finale effective, il faut ajouter au premier de ces agrégats les transferts sociaux en nature versés par les Administrations publiques (APU) et les Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
La dépense de consommation finale des Administrations publiques se subdivise en dépense de consommation finale individualisable (celles dont le consommateur effectif est identifiable) et dépense de consommation collective, correspondant aux fonctions régaliennes des Administrations.
Les transferts sociaux en nature des Administrations publiques aux ménages correspondent aux dépenses de consommation finale individualisable de ces Administrations.
La consommation effective des Administrations publiques ne comprend plus alors que les biens et services inclus dans les dépenses de consommation finale collective.

– exemples de dépenses individualisables : dépenses d'éducation, de santé, de culture...

– exemples de dépenses collectives : dépenses liées à la défense, la justice, la police, l'administration générale...

Pour ce qui concerne les Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), c'est, par convention, l'ensemble de leur dépense de consommation finale qui est considéré comme individualisable et qui constitue une consommation effective des ménages. Il n'y a donc pas de consommation finale effective pour les ISBLSM.

	Ménages	Administrations publiques	ISBLSM
Dépense de consommation finale	Dépenses de consommation finale des ménages	Dépenses de consommation finale collective et individuelle des Administrations publiques	Dépenses de consommation finale des ISBLSM
Consommation finale effective	Dépenses de consommation finale des ménages + Dépenses de consommation individuelle des APU + Dépenses de consommation finale des ISBLSM	Dépenses de consommation finale collective des Administrations publiques	

Coefficient budgétaire

Rapport de la dépense consacrée à un bien ou service particulier (ou à une catégorie de biens ou services) à la dépense totale.

4 Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du département « Prix à la consommation, ressources et conditions de vie des ménages » et la division « Synthèses des biens et services » de l'Insee.

Organismes :

– Insee.
– Eurostat.

Site Internet :

– www.insee.fr

Publications :

Insee

Économie et Statistique :
– « Les services informels entre ménages : une dimension méconnue du bénévolat », n° 368, avril 2004 ;

Insee-Première :
– « Le commerce électronique : une demande en expansion, une offre qui s'adapte », n° 1040, septembre 2005 ;
– « Le budget transports des ménages depuis 40 ans – La domination de l'automobile s'est accrue », n° 1039, septembre 2005 ;
– « Le marché des télécommunications en 2003 : boom des SMS, essor prometteur de l'internet haut débit », n° 1037, août 2005 ;
– « La consommation des ménages en 2004. Une croissance soutenue par les TIC, le logement et les transports », n° 1033, juillet 2005 ;

– « Un ménage sur deux possède un micro-ordinateur, un sur trois a accès à internet », n° 1011, mars 2005 ;
– « La participation électorale au printemps 2004 : un électeur inscrit sur quatre s'est abstenu à tous les scrutins », n° 997, décembre 2004 ;
– « 40 ans de services culturels et récréatifs, la télévision détrône le stade et le cinéma », n° 983, août 2004 ;
– « La consommation des ménages en 2003 », n° 973, juin 2004 ;
– « Le marché des Télécommunications en 2002 », n° 968, mai 2004 ;
– « Boissons alcoolisées : 40 ans de baisse de consommation », n° 966, mai 2004 ;
– « La vie associative en 2002 : 12 millions de bénévoles », n° 946, février 2004 ;
– « Une personne sur deux est membre d'une association en 2002 », n° 920, septembre 2003.

Insee-Références :
– « Données sociales », Édition 2006 , à paraître ;
– « France, Portrait social », Édition 2005-2006 ;
– « L'Économie française – comptes et dossiers », juillet 2005.

Insee-Résultats, Consommation – modes de vie :
– « Enquête emploi du temps 1998-1999 », n[os] 101-102, janvier 2000.

Insee-Résultats, Série Société :
– « La consommation des ménages en 2003 », n° 32, juillet 2004 ;
– « Le budget des familles en 2001 », n° 29, avril 2004 ;
– « Indicateurs de niveau de vie, Indicateurs sociaux annuels de 1996 à 2001 », n° 2, janvier 2002.

TABLEAU E.01-1A

Montant de la consommation effective des ménages par fonction (en valeur) - France entière

Source : Insee (Comptabilité nationale, base 2000) — *Unités* : Million d'euros courants et %

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires %	
		1995	2000	2001	2002	2003	*p* 2004	2000	*p* 2004
Prod. alimentaires et boissons non alcoolisées	01	99 625	112 679	119 301	123 769	128 155	129 839	11,16	11,00
Boissons alcoolisées et tabac	02	22 180	27 103	28 354	29 478	29 490	29 863	2,68	2,53
Articles d'habillement et chaussures	03	38 755	42 345	42 559	44 195	44 519	45 159	4,19	3,83
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	04	153 129	183 170	190 773	197 782	209 116	220 350	18,14	18,68
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	05	41 034	48 418	49 610	51 525	51 446	52 745	4,80	4,47
Santé	06	22 245	25 257	26 643	27 927	29 400	30 227	2,50	2,56
Transport	07	97 909	120 484	123 849	126 038	127 437	134 229	11,93	11,38
Communications	08	12 514	18 652	20 628	22 706	23 621	24 559	1,85	2,08
Loisirs et culture	09	57 796	72 866	75 942	80 075	82 158	85 011	7,22	7,21
Éducation	10	4 119	4 983	5 158	5 382	5 720	6 222	0,49	0,53
Hôtels, cafés et restaurants	11	39 403	49 559	51 561	53 945	54 928	55 951	4,91	4,74
Autres biens et services	12	79 974	92 443	96 650	95 149	93 676	97 371	9,16	8,25
Solde territorial	15	– 7 216	– 14 073	– 13 623	– 13 610	– 11 634	– 10 312	– 1,39	– 0,87
Dépense de consommation des ménages	**01..12**	**661 469**	**783 885**	**817 403**	**844 360**	**868 031**	**901 213**	**77,64**	**76,38**
Consommation individualisable des ISBLSM	13	14 817	19 407	20 824	21 773	21 985	23 089	1,92	1,96
Consommation individualisable des APU	14	172 712	206 302	215 711	232 084	245 593	255 539	20,43	21,66
Consommation effective des ménages		**848 998**	**1 009 594**	**1 053 938**	**1 098 217**	**1 135 609**	**1 179 841**	**100,00**	**100,00**

TABLEAU E.01-1B

Consommation effective des ménages par fonction (en volume) - France entière

Source : Insee (Comptabilité nationale, base 2000) — *Unités* : Indice et %

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente					Taux de variation annuel moyen (%)
		1995	2000	2001	2002	*p* 2004	de 1994 à 2004
Prod. alimentaires et boissons non alcoolisées	01	101,4	102,0	100,4	101,1	100,9	1,0
Boissons alcoolisées et tabac	02	99,7	101,3	101,3	99,2	90,0	– 1,5
Articles d'habillement et chaussures	03	97,9	103,6	99,9	103,0	101,3	1,1
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	04	102,2	102,3	103,1	101,6	102,7	2,4
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	05	100,9	104,1	100,4	102,4	101,5	1,5
Santé	06	100,8	103,0	106,4	104,2	102,3	2,7
Transport	07	99,6	101,4	102,6	100,7	101,7	1,5
Communications	08	104,2	125,5	114,9	113,6	105,5	12,1
Loisirs et culture	09	103,2	108,6	105,0	106,3	104,8	5,3
Éducation	10	101,0	99,8	101,6	102,9	103,0	2,6
Hôtels, cafés et restaurants	11	100,2	105,9	101,6	100,7	99,2	1,5
Autres biens et services	12	104,0	104,2	100,5	101,4	102,8	2,5
Solde territorial	15	89,9	114,7	94,6	98,9	87,1	1,4
Dépense de consommation des ménages	**01..12**	**101,6**	**103,6**	**102,5**	**102,2**	**102,0**	**2,3**
Consommation individualisable des ISBLSM	13	106,1	103,0	103,9	105,1	101,9	3,1
Consommation individualisable des APU	14	101,7	102,6	103,3	104,3	102,2	2,4
Consommation effective des ménages		**101,7**	**103,4**	**102,7**	**102,7**	**102,0**	**2,3**

TABLEAU E.01-2

Montant et évolution de la consommation effective des ménages par durabilité - France entière

Source : Insee (Comptabilité nationale, base 2000) — *Unités* : Million d'euros, % et Indice

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants		Coefficients budgétaires %		Indices de volume base 100 de l'année précédente		Taux de variation annuel moyen (%)
		2003	*p* 2004	2000	*p* 2004	2003	*p* 2004	de 1994 à 2004
Biens durables importants	**1**	**70 928**	**74 199**	**6,83**	**6,29**	**100,5**	**107,1**	**5,1**
Automobiles	11	32 436	33 882	3,15	2,87	94,5	102,7	2,6
Automobiles neuves	111	22 099	23 256	2,33	1,97	92,2	103,5	1,4
Automobiles autres	112	10 337	10 626	0,82	0,90	100,0	101,2	5,6
Téléviseurs	12	2 207	2 515	0,21	0,21	110,5	127,7	8,7
Réfrigérateurs, congélateurs	13	1 504	1 471	0,13	0,12	111,6	99,6	4,5
Machines à laver	14	1 412	1 415	0,14	0,12	102,6	105,5	3,5
Meubles	15	11 425	11 820	1,11	1,00	94,6	102,0	0,2
Autres biens durables importants	16	21 945	23 096	2,09	1,96	111,2	114,6	12,6
Biens semi-durables	**2**	**111 335**	**113 946**	**10,05**	**9,66**	**101,8**	**101,4**	**1,9**
Textiles et cuirs	21	46 474	47 162	4,39	4,00	101,1	101,4	0,7
Autres biens semi-durables	22	64 861	66 784	5,66	5,66	102,4	101,4	2,9
Biens non durables	**3**	**290 834**	**298 750**	**25,85**	**25,32**	**100,8**	**100,4**	**1,2**
Biens non durables et non alimentaires	31	146 354	152 409	13,19	12,92	100,8	100,0	1,3
Énergie, y c. sylviculture	311	63 380	67 396	6,05	5,71	102,0	101,7	0,7
Autres biens non durables et non alimentaires	312	82 974	85 013	7,14	7,21	99,9	98,7	1,9
Alimentation, y c. animale	32	144 479	146 341	12,66	12,40	100,8	100,7	1,0
Services	**4**	**662 513**	**692 946**	**57,27**	**58,73**	**102,2**	**102,3**	**2,5**
Logement, y c. entretien	41	174 870	184 308	15,10	15,62	102,5	102,5	2,3
Services de santé, y c. vétérinaires	42	101 499	105 774	8,41	8,97	102,8	101,5	2,0
Transports en commun, postes et télécommunications	43	47 113	49 529	3,92	4,20	101,7	104,1	6,1
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, loyers	44	55 398	56 442	4,96	4,78	99,4	99,2	1,5
Autres services	45	283 634	296 893	24,88	25,16	102,4	102,8	2,3
Action sociale, y c. services domestiques	451	52 055	55 160	4,36	4,68	101,5	101,0	2,6
Autres services divers	452	231 579	241 734	20,52	20,49	102,6	103,2	2,3
Consommation effective des ménages		**1 135 609**	**1 179 841**	**100,00**	**100,00**	**101,7**	**102,0**	**2,3**

TABLEAU E.01-3

Consommation des ménages en biens et services sportifs - France entière

Sources : Insee (Comptabilité nationale, base 2000)
Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative

Unité : Milliard d'euros à prix courants

Intitulé du poste	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Vêtements et chaussures de sport	**2,91**	**2,93**	**3,00**	**3,05**	**3,11**	**3,20**	**3,27**	**3,46**	**3,70**
dont : Vêtements de sports	1,37	1,37	1,41	1,45	1,50	1,55	1,58	1,63	1,76
Chaussures de sports	1,54	1,56	1,58	1,60	1,61	1,65	1,69	1,83	1,94
Biens durables	**1,79**	**1,66**	**1,53**	**1,72**	**1,87**	**2,01**	**2,02**	**2,02**	**2,02**
dont : Bateaux	0,69	0,67	0,58	0,81	0,91	1,01	0,98	0,99	0,90
Bicyclettes	1,05	0,95	0,90	0,87	0,91	0,96	0,99	0,99	1,08
Avions	0,04	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05	0,05	0,04	0,04
Autres biens	**1,85**	**1,90**	**1,99**	**2,13**	**2,14**	**2,22**	**2,33**	**2,45**	**2,66**
dont : Articles de sports	1,68	1,74	1,82	1,96	1,96	1,94	2,05	2,16	2,37
Armes	0,12	0,11	0,11	0,11	0,10	0,10	0,11	0,11	0,11
Périodiques sportifs	0,17	0,17	0,19	0,17	0,18	0,18	0,17	0,18	0,18
Achats de services	**3,80**	**3,98**	**4,14**	**4,37**	**4,70**	**4,82**	**5,17**	**5,50**	**5,82**
Total	**10,47**	**10,58**	**10,77**	**11,38**	**11,92**	**12,25**	**12,79**	**13,44**	**14,20**

TABLEAU E.01-4

Principales quantités consommées en France par les ménages à partir de 1990 - France entière

Source : Insee (Comptabilité nationale, base 2000)

Nature des produits, biens et services	Unités	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE (par habitant)								
Population intérieure moyenne (1)	Million	58,25	59,42	60,32	60,67	61,04	61,43	61,80
Semoule de blé dur	kg	1,05	1,23	0,94	0,95	0,95	0,94	0,87
Farine de froment	"	4,96	4,30	4,07	4,00	3,98	4,01	4,00
Riz	"	3,62	3,64	3,52	3,74	3,86	4,19	4,93
Biscottes (y compris pain azyme)	"	1,89	1,85	1,75	1,85	1,90	2,03	1,86
Biscuits salés (y compris extrudés)	"	0,68	0,40	0,45	0,76	0,90	0,90	0,87
Biscuits sucrés (hors barres céréalières)	"	6,35	6,41	6,44	6,42	6,66	6,72	6,55
Pâtisseries de conservation	"	2,53	2,70	3,03	3,18	2,90	2,81	2,52
Farines adaptées à l'enfant	"	0,15	0,13	0,13	0,13	0,13	0,13	0,12
Pâtes alimentaires	"	6,58	7,11	7,45	7,46	7,63	7,80	7,44
Pain, préemballé non compris	"	61,69	58,31	55,80	57,64	58,24	53,80	54,11
Pommes de terre (2)	"	60,77	67,08	66,02	66,08	65,65	69,22	69,01
Légumes frais y c légumes fruits et d'assaisonnement (persil...) (1)	"	86,00	88,91	89,58	90,20	89,16	87,29	86,32
Légumes surgelés	"	5,04	6,33	6,74	6,89	6,84	6,84	6,90
Légumes secs (haricots secs, lentilles, pois chiches) (1)	"	1,52	1,40	1,36	1,37	1,40	1,44	1,47
Conserves de légumes	"	22,61	24,16	25,72	26,29	26,08	26,10	26,31
Agrumes (2)	"	16,01	13,45	12,34	12,25	11,31	13,34	12,57
Autres fruits frais (2)	"	44,72	43,77	43,20	44,35	45,18	46,61	43,68
Fruits surgelés	"	0,10	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05	0,05
Fruits secs (2)	"	1,13	1,33	1,32	1,36	1,37	1,42	1,33
Fruits au sirop	"	3,03	1,98	1,56	1,68	1,53	1,59	1,51
Confitures et gelées	"	2,47	2,56	2,34	2,41	2,57	2,63	2,74
Compote de fruits	"	1,59	1,84	2,15	2,28	2,69	2,62	2,93
Porc	"	9,69	9,80	10,59	10,39	10,37	10,37	10,41
Jambon	"	5,44	5,37	5,45	5,47	5,58	5,34	5,35
Autres charcuteries et conserves de viande	"	13,87	15,26	16,50	16,74	16,51	16,45	17,04
Triperie	"	4,37	3,89	3,70	3,23	3,30	3,34	3,31
Bœuf	"	17,11	16,25	15,15	14,98	14,43	14,97	14,66
Veau	"	4,37	4,02	3,78	3,88	3,81	3,97	3,85
Mouton, agneau	"	3,54	3,48	3,34	3,45	2,84	3,04	2,92
Cheval	"	0,63	0,36	0,33	0,34	0,38	0,33	0,28
Volailles (2)	"	21,66	22,10	23,00	23,19	22,87	22,18	21,44
Lapin, gibier (2)	"	4,47	3,87	4,03	4,06	4,00	3,88	3,75
Œufs (2)	"	13,98	15,09	14,74	14,64	14,43	14,26	14,27
Poissons, crustacés, coquillages (poids après la pêche, vendu aux ménages) (2)	"	14,36	14,04	14,58	14,18	13,84	13,15	13,00
Poissons et crustacés surgelés	"	4,09	4,11	4,32	4,44	4,51	4,67	4,76
Conserves de poisson	"	5,66	4,71	4,04	4,17	5,59	6,08	5,80
Laits liquides (2)	litre	66,36	67,68	65,41	66,03	64,12	62,87	60,23
Crème fraîche	kg	2,70	4,76	4,79	4,98	4,75	4,97	4,97
Yaourts	"	15,87	17,80	19,92	19,89	20,14	20,48	21,36
Desserts lactés frais	"	5,74	7,09	8,16	8,56	8,73	8,76	9,04
Fromages frais (2)	"	6,53	6,78	7,30	7,79	8,12	8,38	8,61
Fromages (2)	"	16,65	17,64	18,75	18,69	18,48	18,41	17,77
Beurre (2)	"	8,20	7,84	7,33	7,45	7,18	7,14	6,76
Huile	"	11,07	9,96	9,72	9,93	10,09	9,73	9,75
Margarine	"	2,28	2,06	2,08	2,00	1,96	1,93	1,66
Sucre	"	9,76	8,68	7,38	6,87	6,68	6,69	6,86
Miel (2)	"	0,40	0,43	0,44	0,44	0,44	0,47	0,49
Cacao en poudre sucré	"	0,94	0,98	0,97	0,94	0,98	1,04	1,04
Tablettes de chocolat (hors barres et chocolat blanc)	"	1,54	1,65	1,78	1,81	1,77	1,71	1,63
Tablettes de chocolat blanc	"	0,06	0,03	0,10	0,10	0,08	0,07	0,11
Confiserie de chocolat (y.c barres)	"	2,44	2,83	3,04	3,16	3,09	3,17	2,96
Confiserie de sucre (hors chewing-gums et fruits confits)	"	2,03	2,65	2,65	2,83	2,76	2,86	2,83
Chewings-gums	"	0,46	0,73	0,70	0,83	0,78	0,73	0,56
Fruits confits	"	0,15	0,16	0,11	0,13	0,13	0,14	0,10

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU E.01-4 (suite et fin)

Principales quantités consommées par les ménages à partir de 1990 - France entière

Source : Insee (Comptabilité nationale, base 2000)

Nature des produits, biens et services	Unités	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003
Crèmes glacées	litre	6,33	6,74	5,79	6,37	5,41	5,88	6,91
Vins courants (2)	"	44,74	36,64	31,56	29,17	29,72	30,34	29,15
Vins AOC et VDQS (depuis 1983) (2)	"	22,87	24,22	25,60	26,11	25,69	24,10	22,94
Vins doux naturels et autres vins de liqueur (2)	"	1,51	1,33	1,32	0,89	0,90	0,90	0,78
Champagne (2)	"	1,90	1,99	2,37	1,85	2,02	2,14	2,11
Total vin	"	71,02	64,19	60,85	58,02	58,32	57,49	54,98
Spiritueux et produits intermédiaires	"	6,82	6,84	6,67	6,93	7,20	7,10	6,64
Bière	"	40,09	38,60	37,93	33,83	33,39	33,66	34,29
Cidre (2)	"	6,30	5,30	4,21	4,12	3,99	3,99	3,94
Eaux minérales et de source	"	89,97	116,65	141,95	148,76	152,44	150,54	160,53
Boissons gazeuses	"	34,87	36,71	39,43	41,15	43,15	43,91	47,53
Jus de fruits, y compris nectars	"	6,66	10,49	11,55	12,18	12,54	12,80	13,80
Café (torréfié : en grains, moulu, soluble) (3)	kg	4,29	4,27	4,38	4,33	4,39	4,47	4,26
Thé et maté (3)	"	0,19	0,20	0,20	0,22	0,23	0,22	0,23
Infusions	g	63,96	64,88	66,96	66,38	66,89	67,74	67,20
B. CONSOMMATION DE BIENS NON ALIMENTAIRES (ENSEMBLE DE LA POPULATION)								
Biens durables :								
Réfrigérateurs (n. c. congélateurs)	10^3 unité	2 129	2 107	2 255	2 400	2 353	2 388	2 801
Machines à laver	"	2 042	2 117	2 247	2 346	2 328	2 331	2 497
Lave-vaisselle	"	669	727	856	946	980	1 001	1 152
Récepteurs de télévision couleur	"	3 310	3 368	4 508	4 668	4 345	4 430	4 410
Automobiles (4)	"	2 309	1 931	2 148	2 134	2 255	2 145	2 009
Chauffage et éclairage :								
Électricité	10^9 kWh	96,90	109,08	126,93	128,72	133,89	133,00	140,80
Gaz de ville	10^9 kWh	124,00	146,53	165,73	165,76	177,87	162,55	180,87
Butane, propane	10^6 tonnes	1,51	1,58	1,59	1,51	1,50	1,46	1,52
Charbon (y c. houille, coke et agglomérés)	10^6 tonnes	2,43	1,41	1,25	0,98	0,97	0,85	0,65
Fioul domestique (5)	10^6 m^3	20,18	19,53	20,07	18,44	20,42	18,46	18,96
Transports :								
Carburants	10^3 m^3							
Supercarburants autos (6)	"	19 889	17 682	16 332	15 570	15 331	14 799	13 865
Gazole (7)	"	5 400	9 627	11 708	12 133	13 236	13 816	14 460
Chemins de fer (8) :								
Grandes lignes	10^9 voyag.-km	54,97	47,08	57,00	60,20	61,65	63,43	62,21
Banlieue de Paris	"	8,99	8,48	9,62	9,68	9,85	10,11	10,05
Régie autonome des transports parisiens :								
Réseau ferré :								
Métropolitain et funiculaire de Montmartre	10^6 voyag-km	1 222	1 029	1 190	1 247	1 262	1 283	1 248
Réseau express régional	"	362	323	384	404	415	410	400
Réseau autobus	"	841	781	902	939	941	954	947
Tramway	"	///	23	43	47	48	52	52
Autres biens et services :								
Savon de ménage	10^3 tonnes	18,3	10,9	8,4	8,6	8,3	7,7	7,3
Savons de toilette, etc	"	28,3	24,0	14,3	14,3	15,7	16,0	16,2
Poudres à laver le linge ménagères	"	483,9	538,6	439,6	395,7	407,4	415,0	415,3
Cinéma	10^6 spectateurs	121,9	130,2	155,5	166,6	187,1	184,5	174,2
Cigarettes (9)	10^6 tonnes	95 809	88 336	83 675	82 514	83 464	80 529	69 648
Cigares et cigarillos (9)	"	1 474	1 460	1 672	1 712	1 729	1 707	1 730
Scaferlatis (9)	"	4 933	6 444	7 386	7 170	7 087	6 957	6 995

(1) La population comprend désormais les Dom. Certaines séries ont été révisées à l'occasion du passage en base 2000.
(2) Produits faisant l'objet d'une autoconsommation.
(3) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages.
(4) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales neuves, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT).
(5) En acquitté total des factures des distributeurs.
(6) Consommation de super plombé et sans plomb par les voitures particulières, commerciales et taxis.
(7) Consommation de gazole par les voitures particulières, commerciales et taxis. Source : estimation du Comité Professionnel du Pétrole et du service économie, statistiques et prospective du ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer.
(8) Y compris les déplacements professionnels.
(9) Quantités vendues en France.

TABLEAU E.01-5

Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage en 2004 (1)

Source : Insee (Enquête Permanente Conditions de vie)

%

Nature de l'équipement	Agriculteurs exploitants	Artisans commerçants, chefs d'entreprise	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Autres inactifs	Ensemble des ménages
Réfrigérateur (avec ou sans congélateur)	100	100	100	99	98	99	89	99
Congélateur (avec ou sans réfrigérateur)	89	82	83	83	77	80	31	80
Micro-ondes	56	72	79	78	72	74	62	74
Lave-linge	95	94	96	94	91	93	33	92
Télévision couleur	98	96	94	93	95	97	80	95
Multi-équipement en télévision couleur	36	40	41	41	35	43	7	39
Magnétoscope	51	68	79	75	67	72	38	71
Minitel	15	18	26	17	7	4	–	12
Téléphone portable	37	66	82	79	65	64	86	70
Téléphone fixe	97	93	96	90	84	81	38	86
Micro-ordinateur	25	41	72	56	36	31	52	45
Connexion à internet	19	27	58	40	22	16	27	30
Automobile	78	86	90	89	69	80	41	81
Multi-équipement en automobile	37	41	46	41	22	33	1	35
Nombre de ménages (millions)	**1 072**	**1 950**	**3 984**	**5 120**	**5 024**	**6 981**	**568**	**24 699**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**285**	**504**	**1 028**	**1 326**	**1 285**	**1 793**	**130**	**6 351**

(1) Champ : ensemble des ménages. Les retraités sont classés dans leur ancienne catégorie socioprofessionnelle.

TABLEAU E.01-6

Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage en 2004 (1)

Source : Insee (Enquête Permanente Conditions de vie)

%

Nature de l'équipement	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans et plus	Ensemble des ménages
Réfrigérateur (avec ou sans congélateur)	94	99	99	100	100	100	100	99
Congélateur (avec ou sans réfrigérateur)	57	81	85	87	86	81	66	80
Micro-ondes	80	84	85	78	73	54	43	74
Lave-linge	70	94	96	96	97	94	87	92
Télévision couleur	91	92	94	95	97	98	99	95
Multi-équipement en télévision couleur	20	37	46	48	46	36	25	39
Magnétoscope	61	80	82	80	75	54	27	71
Minitel	1	7	16	20	17	12	7	12
Téléphone fixe	52	82	87	93	95	96	95	86
Téléphone portable	93	86	85	77	59	33	17	70
Micro-ordinateur	55	60	65	54	28	10	5	45
Connexion à internet	32	42	44	40	17	6	3	30
Automobile	72	89	89	89	86	67	40	81
Multi-équipement en automobile	21	42	49	49	31	14	4	35
Nombre de ménages (millions)	**1 072**	**1 950**	**3 984**	**5 120**	**5 024**	**6 981**	**568**	**24 699**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**285**	**504**	**1 028**	**1 326**	**1 285**	**1 793**	**130**	**6 351**

(1) Champ : ensemble des ménages.

TABLEAU E.01-7

Équipement des ménages en biens durables selon leur taille en 2004 (1)

Source : Insee (Enquête Permanente Conditions de vie) %

Nature de l'équipement	Nombre de personnes du ménage						
	1	2	3	4	5	6 et plus	Ensemble des ménages
Réfrigérateur (avec ou sans congélateur)	97	99	100	100	100	100	99
Congélateur (avec ou sans réfrigérateur)	64	84	88	92	90	90	80
Micro-ondes	57	75	88	90	89	90	74
Lave-linge	79	96	99	100	99	100	92
Télévision couleur	91	97	95	98	96	98	95
Multi-équipement en télévision couleur	17	43	51	55	58	59	39
Magnétoscope	48	74	84	89	87	84	71
Minitel	7	15	13	14	17	14	12
Téléphone fixe	78	90	89	92	90	86	86
Téléphone portable	50	67	88	89	88	89	70
Micro-ordinateur	25	36	62	73	76	64	45
Connexion à internet	16	25	43	53	49	34	30
Automobile	55	89	93	96	93	90	81
Multi-équipement en automobile	2	36	58	62	64	53	35
Nombre de ménages (millions)	**7 396**	**8 490**	**3 553**	**3 439**	**1 425**	**395**	**24 699**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**1 846**	**2 200**	**969**	**877**	**343**	**116**	**6 351**

(1) Champ : ensemble des ménages.

TABLEAU E.01-8

Taux d'équipement des ménages européens en biens durables en 2001

Source : Eurostat (Panel communautaire sur l'équipement des ménages) %

	Voiture	TV couleur	Magnéto-scope	Lave-vaisselle	Four à micro-ondes	Téléphone
Allemagne	84,5	98,4	...	...	...	98,6
Autriche	86,6	98,8	80,5	69,3	72,7	97,2
Belgique	89,7	98,2	83,3	51,6	79,2	94,6
Danemark	82,2	99,4	88,9	64,2	60,3	99,9
Espagne	82,8	99,5	83,4	34,5	68,3	97,8
Finlande	83,2	95,6	79,8	66,5	88,7	99,5
France	**91,2**	**97,8**	**84,0**	**54,9**	**75,6**	**97,8**
Grèce	74,3	98,3	58,6	31,4	18,6	98,0
Irlande	84,1	99,4	91,5	46,4	86,0	97,3
Italie	90,0	98,7	78,8	35,9	28,0	97,5
Luxembourg	100,0	99,0	81,8	72,4	60,1	99,3
Pays-Bas	79,1	93,9	86,1	49,1	84,0	99,7
Portugal	76,3	98,3	69,2	31,4	45,0	94,5
Royaume-Uni	...	98,8	92,9	35,0	88,4	98,3
Suède	82,3	98,5	84,3	57,2	80,9	...
Total Union européenne à 15	**88,1**	**98,3**	**83,7**	**43,7**	**66,7**	**95,1**

TABLEAU E.01-9

Poids des repas et consommation à l'extérieur dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence (1)

Source : Insee (Enquête Budget de Famille 2000 - 2001)

Unité : Euro

Catégorie de commune	Dépense alimentaire annuelle moyenne par ménage	Dépense en repas pris à l'extérieur par an	Part en % des repas pris à l'extérieur dans le budget
Communes rurales	5 388,5	1 001,1	18,6
Unités urbaines de moins de 20 000 habitants	5 416,7	1 033,1	19,1
Unités urbaines de 20 000 à 100 000 habitants	4 970,8	970,9	19,5
Unités urbaines de 100 000 habitants et plus sauf UU Paris	5 291,2	1 272,7	24,1
Agglomération parisienne hors Paris	6 805,0	2 023,3	29,7
Ville de Paris	6 152,3	2 551,2	41,5
Ensemble	**5 512,7**	**1 263,7**	**22,9**

(1) Le champ des rubriques 2000 n'étant pas strictement identique à celui de 1995, la comparaison 1995 - 2000 n'est pas réalisable.

TABLEAU E.01-10

Budget des ménages

Source : Insee (Enquête budget de famille 2000 - 2001)

%

	Alimentation	Boissons alcoolisées et tabac	Habillement chaussures	Logement combustibles	Ameublement et équipement ménager	Santé
Âge de la personne de référence :						
Moins de 25 ans	9,9	3,6	6,8	27,3	4,8	1,8
25 à 34 ans	12,7	3,0	7,4	18,9	5,8	3,2
35 à 44 ans	16,2	2,9	7,6	15,1	6,1	4,4
45 à 54 ans	17,1	3,0	7,3	13,7	6,0	4,1
55 à 64 ans	18,1	3,3	5,9	15,9	6,8	4,4
65 à 74 ans	21,0	2,8	4,7	17,6	6,8	6,0
75 ans et plus	22,0	2,5	3,6	20,4	9,1	7,9
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :						
Exploitants agricoles	18,8	2,7	6,6	13,3	6,4	6,6
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	16,6	2,8	8,5	14,9	7,3	3,6
Cadres et professions libérales	12,9	2,3	8,0	14,2	6,8	4,1
Professions intermédiaires	14,9	2,7	7,5	14,8	6,1	4,0
Employés	15,9	3,0	6,9	18,8	5,2	3,6
Ouvriers	17,7	3,9	6,8	16,2	5,4	3,9
Retraités	20,7	2,9	4,5	17,7	7,5	6,2
Autres inactifs	18,1	3,3	6,0	24,6	6,1	4,0
Type de ménage :						
Personne seule de moins de 65 ans	12,3	3,4	5,7	24,3	5,1	3,3
Personne seule de 65 ans et plus	20,2	2,2	3,9	24,8	8,4	6,7
Couples sans enfant, personne de référence âgée de :						
Moins de 35 ans	10,4	3,3	7,4	19,2	6,0	2,4
35 à 64 ans	17,5	3,5	5,8	14,4	7,3	4,6
65 ans et plus	22,0	2,9	4,1	16,1	8,0	6,9
Familles monoparentales	16,7	2,9	7,4	21,8	5,2	3,7
Couples avec :						
1 enfant	15,1	2,8	8,1	14,0	6,2	4,1
2 enfants	16,6	2,7	7,9	13,3	5,9	4,5
3 enfants ou plus	18,4	2,7	8,2	13,6	5,8	4,2
Autres ménages de :						
2 personnes	18,4	3,5	4,7	17,9	5,5	5,5
3 personnes	19,6	3,3	6,3	13,9	7,3	5,0
Plus de 3 personnes	20,6	3,5	6,7	13,6	5,3	3,4
Type d'habitat de résidence :						
Communes rurales	18,3	3,1	6,0	14,3	6,8	4,7
Communes urbaines de moins de 20 000 habitants	18,1	3,0	6,2	15,6	6,4	4,4
Communes urbaines de 20 000 à 100 000 habitants	17,0	3,2	6,9	16,6	6,2	4,2
Communes urbaines de plus de 100 000 habitants	16,8	2,9	6,6	17,8	6,2	4,3
Unité urbaine de Paris	14,2	2,8	7,6	17,7	6,3	4,8
Revenu moyen par unité de consommation en euros :						
Moins de 7 528 (décile 1)	19,8	3,7	6,2	23,4	5,4	3,7
De 7 528 à 9 441 (décile2)	20,6	3,5	6,6	21,1	5,1	4,7
De 9 442 à 11 065 (décile 3)	18,9	3,2	6,1	20,1	5,4	4,8
De 11 066 à 12 665 (décile 4)	19,0	3,1	6,2	19,5	5,2	5,0
De 12 666 à 14 264 (décile 5)	18,6	3,0	6,2	17,4	5,9	4,4
De 14 265 à 16 279 (décile 6)	17,7	3,2	6,4	16,7	5,8	4,7
De 16 280 à 18 779 (décile 7)	16,5	2,9	6,3	14,7	6,2	4,4
De 18 780 à 22 608 (décile 8)	16,4	2,6	6,8	14,2	6,4	4,6
De 22 609 à 29 338 (décile 9)	14,7	2,7	6,9	13,6	6,9	4,8
De 29 339 et plus (décile 10)	13,2	2,8	7,7	13,6	8,7	4,0
Diplôme le plus élevé de la personne de référence :						
Aucun diplôme	16,9	3,0	6,6	16,5	6,4	4,5
Niveau CEP	20,4	3,5	5,6	18,7	5,8	4,6
Niveau CAP, BEP	20,8	3,1	4,9	18,0	6,3	6,0
BEPC	18,0	3,5	6,7	14,9	6,3	4,3
Bac technique	16,1	3,0	6,9	15,5	5,8	4,6
Bac général	15,9	2,9	7,1	14,3	7,0	3,8
Bac + 2	15,7	2,7	7,1	16,7	6,9	4,7
Bac + 3	14,0	2,3	7,2	15,9	6,8	4,0
Non déclaré	12,9	2,5	7,8	15,6	7,3	4,1
Ensemble	**16,9**	**3,0**	**6,6**	**16,5**	**6,4**	**4,5**

N.B. - Voir note en fin de tableau.

TABLEAU E.01-10 (suite et fin)

Budget des ménages

Source : Insee (Enquête budget de famille 2000 - 2001)

%

	Transports	Communications	Loisirs et culture	Enseignement	Restauration et hébergement	Autres biens et services (1)	**Total**
Âge de la personne de référence :							
Moins de 25 ans	16,8	3,7	8,0	0,9	7,7	8,7	**100,0**
25 à 34 ans	18,0	2,8	8,3	0,2	7,5	12,0	**100,0**
35 à 44 ans	16,8	2,6	9,1	0,6	7,9	10,7	**100,0**
45 à 54 ans	17,6	2,8	8,9	0,8	7,6	10,9	**100,0**
55 à 64 ans	15,8	2,8	8,9	0,3	5,3	12,5	**100,0**
65 à 74 ans	13,7	2,7	7,8	0,1	3,8	13,0	**100,0**
75 ans et plus	7,6	2,8	6,3	–	3,9	13,7	**100,0**
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :							
Exploitants agricoles	15,3	2,4	6,7	0,8	5,6	14,9	**100,0**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	14,8	2,8	7,7	0,8	7,7	12,4	**100,0**
Cadres et professions libérales	16,9	2,7	9,9	0,9	9,9	11,4	**100,0**
Professions intermédiaires	18,4	2,6	9,4	0,5	8,1	11,1	**100,0**
Employés	17,1	3,1	8,4	0,4	6,6	11,1	**100,0**
Ouvriers	18,1	2,8	7,8	0,3	6,0	10,9	**100,0**
Retraités	12,7	2,7	7,8	0,1	4,1	13,1	**100,0**
Autres inactifs	11,1	3,8	7,9	0,8	4,5	9,8	**100,0**
Type de ménage :							
Personne seule de moins de 65 ans	15,2	3,6	8,8	0,2	7,8	10,4	**100,0**
Personne seule de 65 ans et plus	6,6	3,5	6,6	–	4,4	12,7	**100,0**
Couples sans enfant, personne de référence âgée de :							
Moins de 35 ans	19,8	3,0	8,5	0,2	9,2	10,4	**100,0**
35 à 64 ans	17,4	2,5	9,0	–	5,7	12,2	**100,0**
65 ans et plus	13,2	2,4	7,2	–	3,6	13,8	**100,0**
Familles monoparentales	12,4	3,7	8,3	0,8	6,7	10,4	**100,0**
Couples avec :							
1 enfant	19,1	2,4	8,3	0,6	6,9	12,4	**100,0**
2 enfants	17,8	2,4	8,8	0,8	8,1	11,3	**100,0**
3 enfants ou plus	15,6	2,7	10,0	1,2	7,5	10,2	**100,0**
Autres ménages de :							
2 personnes	15,1	3,2	8,5	0,5	6,0	11,3	**100,0**
3 personnes	15,2	2,9	8,5	0,1	5,7	12,2	**100,0**
Plus de 3 personnes	17,2	3,0	8,0	0,6	6,6	11,6	**100,0**
Type d'habitat de résidence :							
Communes rurales	17,8	2,4	8,2	0,3	5,6	12,5	**100,0**
Communes urbaines de moins de 20 000 habitants	17,9	2,6	8,4	0,4	5,6	11,6	**100,0**
Communes urbaines de 20 000 à 100 000 habitants	17,2	2,7	8,3	0,3	5,7	11,5	**100,0**
Communes urbaines de plus de 100 000 habitants	14,7	2,9	8,6	0,4	6,9	11,6	**100,0**
Unité urbaine de Paris	13,7	3,1	9,0	0,7	9,2	10,8	**100,0**
Revenu moyen par unité de consommation en euros :							
Moins de 7 528 (décile 1)	11,0	3,9	6,8	0,6	4,7	10,9	**100,0**
De 7 528 à 9 441 (décile2)	12,3	3,3	6,8	0,5	4,3	11,3	**100,0**
De 9 442 à 11 065 (décile 3)	14,8	3,1	7,6	0,4	4,8	10,9	**100,0**
De 11 066 à 12 665 (décile 4)	14,2	2,8	8,1	0,4	5,2	11,4	**100,0**
De 12 666 à 14 264 (décile 5)	16,6	2,8	8,0	0,4	5,5	11,3	**100,0**
De 14 265 à 16 279 (décile 6)	16,6	2,7	8,0	0,4	6,2	11,7	**100,0**
De 16 280 à 18 779 (décile 7)	19,2	2,6	8,3	0,4	6,8	11,7	**100,0**
De 18 780 à 22 608 (décile 8)	18,5	2,6	8,4	0,4	7,1	12,1	**100,0**
De 22 609 à 29 338 (décile 9)	17,6	2,6	10,1	0,3	7,9	11,9	**100,0**
De 29 339 et plus (décile 10)	15,1	2,5	9,9	0,6	9,5	12,3	**100,0**
Diplôme le plus élevé de la personne de référence :							
Aucun diplôme	16,1	2,8	8,5	0,5	6,7	11,7	**100,0**
Niveau CEP	14,9	2,8	7,1	0,3	4,8	11,4	**100,0**
Niveau CAP, BEP	13,6	2,9	7,7	0,2	4,0	12,5	**100,0**
BEPC	17,8	2,6	7,9	0,4	6,0	11,7	**100,0**
Bac technique	17,4	2,7	9,0	0,4	7,0	11,4	**100,0**
Bac général	18,2	2,6	8,9	0,3	7,1	12,0	**100,0**
Bac + 2	15,7	2,8	8,6	0,4	7,0	11,7	**100,0**
Bac + 3	16,0	2,8	9,7	0,5	9,4	11,5	**100,0**
Non déclaré	15,6	2,8	9,9	0,8	8,9	11,8	**100,0**
Ensemble	**16,1**	**2,8**	**8,5**	**0,5**	**6,7**	**11,7**	100,0

(1) Dans l'enquête Budget des familles 2001 (BDF), les dépenses du poste « autres biens et services » ont été davantage ventilées que dans l'enquête BDF 1995.

TABLEAU E.01-11

Emplois du temps des adultes citadins en 1986 et 1999 (1)

Source : Insee (Enquête emploi du temps)

Unité : Temps exprimés en heures et minutes par jour

	Homme				Femme				Total			
	Actif occcupé		Inactif		Active occupée		Inactive		Actifs occupés		Ensemble	
	1986	1999	1986	1999	1986	1999	1986	1999	1986	1999	1986	1999
Temps physiologique	**11h22**	**11h22**	**12h51**	**12h39**	**11h32**	**11h35**	**12h42**	**12h37**	**11h26**	**11h28**	**12h06**	**12h04**
dont : Sommeil	8h31	8h23	9h53	9h34	8h46	8h37	9h47	9h32	8h37	8h29	9h13	9h03
Toilette, soins	0h46	0h42	0h48	0h46	0h53	0h49	0h56	0h53	0h49	0h45	0h51	0h48
Repas (2)	2h05	2h16	2h09	2h18	1h54	2h09	1h59	2h12	2h	2h13	2h02	2h14
dont : Repas avec parents, amis	0h25	0h43	0h20	0h34	0h24	0h38	0h22	0h33	0h25	0h41	0h23	0h37
Temps professionnel et de formation (3)	**6h33**	**6h22**	**1h54**	**1h32**	**5h15**	**5h01**	**0h59**	**0h59**	**6h**	**5h46**	**3h39**	**3h23**
dont : Travail professionnel	5h53	5h42	0h23	0h13	4h43	4h28	0h10	0h05	5h23	5h09	2h48	2h32
dont : Travail à domicile	0h11	0h19	0h01	0h02	0h09	0h15	—	0h01	0h10	0h17	0h05	0h09
Trajets domicile travail	0h35	0h37	0h11	0h09	0h28	0h30	0h06	0h05	0h32	0h34	0h20	0h20
Études	0h01	0h01	1h16	1h07	0h01	—	0h42	0h47	0h01	0h01	0h28	0h29
Temps domestique	**1h51**	**1h59**	**2h45**	**2h55**	**3h49**	**3h48**	**5h16**	**4h47**	**2h41**	**2h48**	**3h30**	**3h26**
dont : Ménage, cuisine, linge, courses, etc.	1h00	1h04	1h33	1h35	3h13	3h06	4h26	3h59	1h56	1h58	2h38	2h30
Soins aux enfants et adultes	0h09	0h11	0h05	0h06	0h24	0h27	0h32	0h26	0h16	0h18	0h19	0h18
Bricolage	0h25	0h30	0h30	0h36	0h03	0h04	0h02	0h05	0h16	0h18	0h14	0h18
Jardinage, soins aux animaux	0h18	0h14	0h38	0h38	0h09	0h11	0h17	0h18	0h14	0h13	0h19	0h20
Temps de loisirs	**2h46**	**2h57**	**4h38**	**5h06**	**2h**	**2h19**	**3h15**	**3h57**	**2h27**	**2h40**	**3h07**	**3h35**
dont : Télévision	1h35	1h47	2h22	2h44	1h09	1h24	1h59	2h28	1h24	1h37	1h46	2h07
Lecture	0h21	0h16	0h42	0h36	0h19	0h17	0h29	0h30	0h20	0h17	0h27	0h25
Promenade	0h11	0h15	0h36	0h32	0h10	0h14	0h16	0h22	0h10	0h14	0h15	0h20
Jeux	0h10	0h12	0h18	0h30	0h07	0h06	0h10	0h15	0h08	0h09	0h10	0h16
Sport	0h10	0h10	0h16	0h15	0h05	0h05	0h04	0h05	0h07	0h08	0h08	0h09
Temps de sociabilité (hors repas)	**0h51**	**0h47**	**1h04**	**1h10**	**0h48**	**0h43**	**1h09**	**1h04**	**0h49**	**0h45**	**0h58**	**0h56**
dont : Conversations, téléphone, courrier	0h26	0h13	0h34	0h20	0h26	0h16	0h33	0h22	0h26	0h15	0h31	0h18
Visites, Réceptions	0h16	0h26	0h21	0h36	0h17	0h22	0h27	0h33	0h16	0h24	0h20	0h29
Total libre : loisirs et sociabilité	**3h36**	**3h44**	**5h38**	**6h15**	**2h48**	**3h02**	**4h24**	**5h01**	**3h16**	**3h25**	**4h05**	**4h31**
Trajets (hors domicile travail)	**0h39**	**0h33**	**0h49**	**0h38**	**0h36**	**0h34**	**0h38**	**0h35**	**0h40**	**0h34**	**0h39**	**0h35**

(1) La prochaine enquête emploi du temps sera réalisée en 2008.
(2) Les repas de réception avec des amis, des voisins, ou des parents sont comptés dans la partie besoin physiologique : ils pourraient aussi être considérés comme des repas de « sociabilité ».
(3) La prise en compte des samedis et dimanches pour le calcul de ces moyennes rend surprenant les temps quotidiens de travail ou d'études ; multipliés par 7, ils sont plus conformes au sens commun.

TABLEAU E.01-12

Participation électorale en 2004 selon le niveau de diplôme à "âge contrôlé" (1)

Source : Insee (Enquête sur la participation électorale) — *Unité* : %

Niveau de diplôme	Régionales 1er tour	Régionales 2ème tour	Européennes
Aucun diplôme	55	59	36
Certificat d'études primaires	59	62	36
BEPC, Brevet élémentaire, Brevet des collèges	63	68	45
CAP	61	65	40
BEP	62	65	43
Baccalauréat général	66	68	50
Baccalauréat technique ou professionnel, brevet professionnel ou de technicien	66	68	47
1er cycle universitaire, BTS, DUT, profession sociale ou de la santé	68	74	55
2ème ou 3ème cycle universitaire, grande école	69	74	60
Ensemble	**62**	**66**	**43**

(1) Champ : Ensemble des électeurs de nationalité française inscrits dans une commune de France métropolitaine. Les résultats à "âge contrôlé" donnent les taux de participation que l'on observerait dans chaque catégorie de population définie par son niveau d'éducation si chacune de ces catégories avait une structure par âge identique à celle de la moyenne des inscrits.

TABLEAU E.01-13

Participation électorale en 2004 selon l'âge (1)

Source : Insee (Enquête sur la participation électorale) — *Unité* : %

Âge au 1er janvier 2004	Taux moyen de participation (2)
18 à 19 ans	52
20 à 29 ans	39
30 à 39 ans	50
40 à 49 ans	60
50 à 59 ans	65
60 à 69 ans	69
70 à 79 ans	67
80 à 89 ans	55
90 ans ou plus	30
Ensemble	**57**

(1) Champ : Ensemble des électeurs de nationalité française inscrits dans une commune de France métropolitaine.
(2) Le taux de participation moyen rapporte le nombre de scrutins auxquels un électeur a effectivement voté (0 à 3) au nombre maximum de scrutins auxquels il pouvait participer (3 dans le cas des scrutins de 2004).

Chapitre E.02

Logement

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Logements selon la catégorie de commune.
2 Résidences principales selon le statut d'occupation et l'âge de la personne de référence.
3 Résidences principales selon le confort et la catégorie socio-professionnelle de la personne de référence.
4 Résidences principales selon le type d'immeuble et nombre moyen de pièces par époque d'achèvement.
5 Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage.
6 Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence.
7 Charges financières et taux d'effort des ménages selon le secteur du logement.
8 Taux d'effort des ménages selon le secteur de logement et la catégorie socioprofessionnelle.
9 Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation.
10 Indices trimestriels des prix des logements anciens.

1

○ Présentation

Selon l'enquête Logement 2002, parmi les 29,5 millions de logements de France métropolitaine, 83 % sont des résidences principales, 10 % des résidences secondaires ou des logements occasionnels et 7 % des logements vacants (taux le plus bas depuis la fin des années soixante). On compte 24,5 millions de résidences principales, soit une augmentation de 250 000 logements par an depuis fin 1996 (la croissance était de 290 000 par an sur la période 1992-1996). L'habitat individuel poursuit sa progression : il représente 56,7 % de l'ensemble des logements contre 56,2 % en 1996.

Les ménages dont la personne de référence a plus de 65 ans représentent plus du quart de l'ensemble (26 %) ; soit une augmentation de plus de 40 % depuis 1984. Le nombre de ménages dont la personne de référence a plus de 74 ans a augmenté de près de 20 % en cinq ans.

Le taux de ménages propriétaires de leur résidence principale est de 56 % début 2002 (contre 54,3 % en 1996) : cela représente, du fait de l'augmentation du nombre des ménages, près de 220 000 propriétaires supplémentaires par an sur la période 1997-2001 (contre 185 000 sur la période 1993-1996). 63 % des propriétaires n'ont pas d'emprunt en cours contre 59 % cinq ans auparavant. 70 % des ménages de plus de 65 ans sont propriétaires.

La surface moyenne des résidences principales continue de s'accroître : 90 m² contre 88 m² en 1996. Ce sont surtout les maisons individuelles qui continuent de s'agrandir avec 108 m² en moyenne en 2002 contre 105 m² en 1996. Chaque membre d'un ménage dispose en moyenne de 1,7 pièce et d'une surface de 37 m². La surface moyenne s'est ainsi accrue de près de 20 % en moins de vingt ans. Un logement comprend en moyenne aujourd'hui 2,4 personnes contre 2,5 en 1996.

Le confort des résidences principales continue de s'améliorer. En 2002, seuls 2,5 % des logements ne disposent ni de WC intérieur ni de douche ou de baignoire, contre 15 % en 1984 et 4 % en 1996. Par rapport à l'enquête de 1996, le questionnement sur le mode de chauffage a été modifié. La définition du chauffage individuel électrique a été élargie et on entend par chauffage « central » les chauffages mixte, urbain, individuel électrique ou par chaudière (individuelle ou collective). En conséquence la proportion des logements « tout confort » c'est-à-dire possédant WC intérieur, douche ou baignoire et chauffage « central » atteint plus de 90 %.

La part des revenus que consacrent les ménages à leur logement, en hausse depuis le début des années 80 jusqu'en 1996, subit une légère inflexion en 2002 : le taux d'effort net de l'ensemble des ménages passe de 10,6 % à 10,3 %. Mais si les accédants à la propriété voient leur taux d'effort net diminuer de 0,2 point en 2002, en revanche les locataires connaissent une hausse de 0,4 point. En 2002, 14 % des ménages accédants reçoivent une aide au logement ce qui permet de diminuer leur taux d'effort de 0,6 point. Pour les locataires la prise en compte des aides fait baisser le taux d'effort de 3,8 points en moyenne.

2

○ Méthodologie

2.1 Enquête Logement

L'enquête Logement est l'une des principales enquêtes de l'Insee par son ancienneté (1955), la taille de son échantillon (47 500 logements en 2002) et sa fréquence (elle est réalisée environ tous les 4 ans, mais une période de 5 ans sépare les 2 dernières enquêtes). La prochaine enquête aura lieu en 2006.

Au niveau national, c'est la source statistique majeure pour décrire le parc de logements et les conditions d'occupation par les ménages de leur résidence principale. Sur ces thèmes, les enquêtes Logement sont en particulier beaucoup plus complètes et précises que les recensements.

Les principaux thèmes abordés sont les suivants :
– les caractéristiques physiques du parc de logements (taille, confort sanitaire, chauffage, dépendances),
– une approche multicritères de la « qualité de l'habitat » : état du logement et de l'immeuble, fonctionnement de leurs équipements, bruit, exposition, localisation, environnement, voisinage, sécurité... ,
– les modalités juridiques d'occupation du logement (forme et origine de la propriété, législation sur les loyers, aides de l'État),
– les difficultés d'accès au logement, la solvabilité des ménages, le fonctionnement des rapports locatifs,
– les dépenses associées au logement (loyers, charges locatives ou de copropriété, prix et financement des logements achetés récemment, remboursements d'emprunt des accédants, travaux) et les aides dont bénéficient les occupants,
– les ressources perçues par les différents membres du ménage, sous différentes formes : revenus d'activité, prestations sociales, revenus de placements... ,
– le patrimoine en logements des ménages, l'utilisation de logements autres que la résidence principale,
– la mobilité résidentielle des ménages,
– l'opinion des ménages à l'égard de leur logement et leur désir éventuel d'en changer,
– les situations inhabituelles d'hébergement d'individus au sein des ménages,
– les enfants de la personne de référence et/ou de son conjoint, qui vivent hors du domicile parental.

L'échantillon initial de l'enquête Logement 2002 comprend 45 000 fiches adresses. L'échantillon est censé être représentatif du parc de logements de la métropole fin 2001. Il est complété dans la région Nord-Pas-de-Calais par une extension régionale d'environ 2 500 logements. Contrairement à l'enquête de 1996, l'extension régionale a été incluse dans le fichier des résultats nationaux.

Le tirage de l'échantillon est effectué dans deux bases de sondage : l'échantillon maître (EM 99) issu du recensement de la population de 1999 (RP 99) et représentatif de la construction achevée jusqu'à la date du RP 99, soit mars 1999, pour 44 768 logements, et la base de sondage des logements neufs achevés depuis le RP 99 (BSLN 99), alimentée par le système Sitadel (suivi des permis de construire par le ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer), pour les logements les plus récents, à hauteur de 2 879 logements.

2.2 Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation (base 100 : 4ème trimestre 1953)

Cet indice est calculé chaque trimestre par l'Insee en collaboration avec le ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer. Il mesure l'évolution du prix global de la construction d'immeubles à usage d'habitation (depuis les fondations jusqu'à la finition). Il fait appel à l'observation des prix effectivement payés pour des immeubles réellement construits. Cette observation tient compte du genre de la construction (individuelle ou collective), du mode de financement (HLM-location, HLM-accession, avec prime, assortie ou non de prêt, construction non aidée) et de l'importance des chantiers.

Cet indice reflète non seulement les variations du coût des facteurs physiques (main-d'œuvre et matériaux) mais aussi celles des frais financiers engagés éventuellement par les promoteurs et qui sont susceptibles de les affecter (taxe professionnelle et autres impôts, loyer de l'argent etc.), de même que les variations des taxes diverses (dont TVA) et des marges bénéficiaires des différents corps de métiers. L'indice s'applique à l'ensemble du territoire national. C'est la référence explicite du prix des loyers dans le secteur libre.

Il ne prend pas en considération le prix des terrains et les frais d'aménagement de ces derniers (frais de voirie, raccordements, etc.). Il ne tient pas compte non plus des frais d'études (honoraires d'architecte). Enfin, il ne s'applique qu'à la construction des locaux à usage d'habitation et non à celle des bâtiments industriels, scolaires, hospitaliers etc. Il ne peut être utilisé non plus pour mesurer le coût des réparations d'immeubles ou de leur entretien.

Pour mesurer les seules variations du coût des facteurs physiques (main-d'œuvre et matériaux), divers organismes, publics ou privés, calculent des indices particuliers. Tels sont les indices pondérés départementaux calculés par le ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer. Tels sont également l'indice de l'Académie d'architecture (AA) [anciennement Société centrale des architectes] ou l'indice de la Fédération nationale du bâtiment (FNB) qui, d'une part, ne font pas appel à l'observation des prix réellement payés pour des constructions effectivement réalisées et qui, d'autre part, ne sont applicables que dans la région parisienne. L'indice AA est utilisé pour la révision du prix des réparations d'immeubles. L'indice FNB, établi à la demande des compagnies d'assurances, est utilisé pour le règlement des primes ou des indemnités à la suite de sinistres.

2.3 Indices des prix des logements anciens

Ces indices trimestriels , base 100 au quatrième trimestre 2000, portent uniquement sur les maisons et les appartements anciens au sens fiscal, c'est-à-dire de plus de 5 ans ou connaissant une deuxième mutation. De plus, on ne retient que les biens :
– libres d'occupation au moment de la vente (ou occupés par le vendeur) ;
– acquis en pleine propriété par une vente de gré à gré ;
– destinés à un usage strict d'habitation.
Afin d'éviter les transactions atypiques, on exclut les biens non standard tels que les chambres, lofts, ateliers ou châteaux et les acquisitions effectuées par des professionnels de l'immobilier.
Les indices sont calculés à partir des transactions réalisées au cours du trimestre. Le prix retenu est le prix net vendeur, hors droits de mutation, frais de notaire et commission d'agence. La méthodologie repose sur des modèles expliquant le prix d'un logement en fonction de ses caractéristiques. À l'aide de ces modèles, on estime la valeur d'un parc de logements de référence aux prix de la période courante. Un indice est défini comme le rapport entre la valeur courante de ce parc et sa valeur à la période de base. Au début de chaque trimestre, sont ainsi publiés les indices définitifs du trimestre T-3 et les indices provisoires du trimestre T-2. La méthodologie des indices est décrite de manière détaillée dans les « Les indices de prix des logements anciens », Insee Méthodes n° 98 paru en septembre 2002.
Une convention a été signée entre le Conseil Supérieur du Notariat et l'Insee pour définir la méthodologie de calcul des indices à partir des données notariales. La chambre interdépartementale des notaires de Paris calcule chaque trimestre les indices franciliens. Ceux de la province sont calculés par la société Perval. L'Insee valide ces indices avant leur publication et calcule l'indice au niveau national.

3
○ Définitions

Catégorie de logement

Les enquêtes Logement, en tant qu'enquêtes auprès des ménages, étudient de façon détaillée leurs résidences principales. Elles répertorient néanmoins les autres catégories de logements sans toutefois collecter d'information fine à leur sujet. Quatre catégories de logements sont ainsi repérées :
– les résidences principales : logements ou pièces indépendantes où le ménage vit habituellement ;
– les logements ou pièces indépendantes utilisés occasionnellement pour des raisons professionnelles (par exemple, un pied-à-terre professionnel d'une personne qui ne rentre qu'en fin de semaine auprès de sa famille) ;
– les résidences secondaires : logements utilisés pour les week-ends, les loisirs ou les vacances et qui ne sont pas des logements occasionnels ;
– les logements vacants, sans occupant à la date d'enquête, qu'ils soient disponibles ou non pour la vente ou la location.

Nombre de pièces

On comptabilise le nombre de pièces principales à usage d'habitation.
Sont exclues :
– les pièces à usage exclusivement professionnel (réservées complètement et en permanence à l'activité professionnelle d'un membre du ménage) ;
– les entrées, couloirs, salles de bains, penderies, alcôves, W-C, offices, vérandas.... ;
On inclut :
– les pièces principales « classiques » (salon, salle à manger, chambres...) ;
– les pièces annexes utilisées par le titulaire du logement ;
– la cuisine lorsqu'elle mesure plus de 12 m².

Indice de peuplement - norme Insee

– L'indice de peuplement dit « norme Insee » est basé sur la comparaison du nombre effectif de pièces composant le logement et d'un nombre normatif de pièces considérées comme « nécessaires » au ménage. Cette norme de « pièces nécessaires » au ménage est calculée en fonction de sa taille, mais aussi de l'âge et de la situation familiale de ses membres.
Schématiquement, on compte :
– une pièce de séjour pour le ménage,
– une pièce pour chaque personne de référence d'une famille,
– une pièce pour les personnes hors famille non célibataires ou les célibataires de 19 ans et plus,
– et, pour les célibataires de moins de 19 ans, une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou s'ils ont moins de 7 ans,
– sinon une pièce par enfant.
Si le nombre de pièces nécessaires au ménage ainsi déterminé est :
– inférieur d'une unité, deux ou plus au nombre de pièces du logement occupé, on parle respectivement de sous-peuplement modéré, prononcé, ou très accentué ;
– égal au nombre de pièces occupé, il s'agit d'un peuplement normal ;
– supérieur d'une unité, deux ou plus au nombre de pièces du logement occupé, on parle respectivement de surpeuplement modéré ou accentué.
Selon cette norme, une personne seule doit pouvoir disposer de deux pièces. En conséquence, tous les studios sont surpeuplés par construction : le surpeuplement est modéré lorsque le ménage est constitué par une personne seule ou un couple, accentué sinon.

Statut d'occupation

Un découpage agrégé en quatre statuts correspond aux principales situations juridiques d'occupation de leur résidence principale par les ménages :
– Propriétaires : il s'agit des propriétaires et des copropriétaires, ainsi que des ménages qui accèdent à la propriété. Contrairement aux enquêtes Logement précédentes où ils étaient classés parmi les ménages logés gratuitement, les usufruitiers (sauf ceux ayant vendu en viager) sont considérés comme propriétaires. Sont dits accédants les propriétaires qui, quelle que soit la date d'entrée en possession de leur résidence, ont effectué au cours des 12 derniers mois au moins un versement au titre de prêts contractés pour acquitter le prix du logement ou ont au moins un prêt de cette nature en cours.
– Locataires, sous-locataires : il s'agit des ménages acquittant un loyer. Ils peuvent occuper un logement ordinaire (vide ou meublé) ou tout autre type de logement (logement-foyer, pièce indépendante, chambre meublée dans un hôtel, pension de famille, etc.).
Un sous-locataire est locataire d'un locataire.
Les ménages occupant leur logement en location-accession sont considérés comme locataires avant d'avoir opté pour l'acquisition de ce dernier.
– Logés gratuitement : ce sont les ménages qui ne sont pas propriétaires de leur logement et ne paient pas de loyer. Ils peuvent néanmoins payer des charges. Cette catégorie inclut aussi les ménages ayant vendu le logement qu'ils occupent en viager.
– Fermiers-métayers : sont classés dans cette catégorie les agriculteurs dont le logement fait partie du bail à ferme ou du contrat de métayage.

Charge financière brute

C'est le coût annuel supporté par le ménage relatif au droit d'occupation de la résidence principale seule. Pour les accédants, il s'agit du montant total brut, assurances comprises, des remboursements effectués au cours des 12 derniers mois au titre des prêts contractés pour l'achat du terrain ou du logement. Pour les locataires, il s'agit du loyer annuel acquitté au titre de l'occupation de la résidence principale seule.

Charge financière nette

La charge financière nette est obtenue en soustrayant le montant annuel d'aide au logement éventuellement perçue par le ménage à la charge financière brute. Lorsque le montant de l'aide est supérieur à la charge financière brute, on considère que la charge financière nette est nulle.

Taux d'effort brut, net

Le taux d'effort brut (respectivement net) est le rapport entre la charge financière brute (respectivement nette) et le revenu annuel total du ménage. Ces indicateurs permettent de mesurer le poids de la dépense liée à l'occupation du logement sur le budget des ménages et le pouvoir solvabilisateur des aides.

4

❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Logement » de l'Insee.

Organisme :

– Insee.

Site Internet :

– www.insee.fr

Publications :

Insee

Enquête Logement de 2002 **:**

Insee-Première :

– « La consommation des ménages en 2004. Une croissance soutenue par les TIC, le logement et les transports », n° 1033, juillet 2005 ;

– « Logements anciens – Des prix toujours en forte hausse en 2004 », n° 1029, juillet 2005 ;

– « La construction en 2004 : une année exceptionnelle pour le logement », n° 1021, juin 2005 ;

– « Portrait de locataires », n° 1010, mars 2005 ;

– « Enquêtes annuelles de recensement : premiers résultats de la collecte 2004 – Principales caractéristiques de la population et des logements », n° 1001, janvier 2005 ;

– « La hausse des prix des logements anciens depuis 1998 », n° 991, décembre 2004 ;

– « Le patrimoine immobilier des retraités », n° 984, septembre 2004 ;

– « La qualité des logements : l'humidité est le défaut le plus fréquent », n° 971, juin 2004 ;

– « Les ménages à bas revenus et le logement social », n° 962, avril 2004 ;

– « Le parc locatif récent : davantage de maisons et de petits immeubles », n° 957, avril 2004 ;

– « Les conditions de logement des ménages à bas revenus », n° 950, février 2004 ;

– « La reprise de l'accession à la propriété », n° 913, juillet 2003 ;

– « De plus en plus de maisons individuelles », n° 885, février 2003 ;

« La proportion de logements vacants la plus faible depuis 30 ans », n° 880, janvier 2003.

Insee-Résultats - Société :

– « Les conditions de logement des ménages en 2002 », n° 20, octobre 2003.

Enquête Logement de 1996 **:**

Insee-Première :

– « Le logement des immigrés en 1996 », n° 730, août 2000 ;

– « Confort de l'habitat et cycle de vie », n° 727, juillet 2000 ;

– « Accession à la propriété : le régime de croisière? », n° 718, juin 2000 ;

– « Les étrangers et leurs logements », n° 689, décembre 1999 ;

– « Les conditions de logement des allocataires du RMI », n° 685, décembre 1999 ;

– « De l'histoire individuelle à la structure des ménages », n° 649, mai 1999 ;

– « Les déménagements forment la jeunesse », n° 647, mai 1999 ;

– « Les dépenses de logement de 1984 à 1996 », n° 611, octobre 1998 ;

– « Le logement des ménages pauvres en 1996 », n° 588, juin 1998 ;

– « Les loyers et les locataires en 1997 », n° 576, avril 1998 ;

– « Les conditions de logement fin 1996 », n° 563, janvier 1998 ;

– « Les ménages et leurs logements », n° 562, décembre 1997.

Insee Résultats :

« Les conditions de logement des ménages. Exploitation de l'enquête logement 1996-1997 », nos 97-98, novembre 1998.

Document rectangle (Insee-DSDS) :

– « Aux marges du logement : résidences multiples, résidence partielle, co-habitation et hébergement d'après l'enquête logement de 1996-1997 », n° F 0204, octobre 2002 ;

– « Redressement du module « Revenu » de l'enquête logement 1996 », n° F 9807, juillet 1998.

Économie et Statistique :

– « Les effets de l'existence du parc HLM sur le profil de consommation des ménages », n° 328 en 1999.

Données Sociales 1999 :

– « Le logement des ménages pauvres entre 1984 et 1996 ».

Données Sociales 2002-2003 :

– « La copropriété en forte progression ».

Enquête Logement de 1992-93 (ainsi que 1984 et 1988 rétropolées) **:**

Insee-Première :

– « De 1988 à 1992, les conditions de logement s'améliorent encore », n° 343, septembre 1994 ;

– « Tassement de la propriété et redressement du locatif privé », n° 313, mai 1994.

Document rectangle (Insee-DSDS) :

– « Pondérations de l'enquête logement 1992/93 et résultats des pondérations des enquêtes logement 1984 et 1988 », n° F 9408, juillet 1994.

Insee-Résultats :

– « Dépenses de logement et comportements résidentiels en 1988 et 1992 », nos 77-78, décembre 1995 ;

– « Habitat et occupation du parc de logement en 1988 et 1992 », nos 392 - 393, mai 1995.

Économie et Statistique :

– « Les ménages et leurs logements au début des années 1990 », numéro spécial nos 288-289, août - septembre 1995.

Autres

Insee-Méthodes :

– « Indices de prix des logements anciens », à paraître.

Insee-Synthèses :

– « Les comptes du logement, Édition 2004 », n° 79, août 2004.

Économie et Statistique :

– « Logement : Aspects économiques et sociaux », nos 381-382, octobre 2005.

Insee-Références :

– « Données sociales » , Édition 2006, à paraître.

TABLEAU E.02-1

Logements selon la catégorie de commune

Source : Insee (Enquêtes Logement) — *Unité* : Millier

	1988 découpage 82	1992 découpage 90	1996 découpage 90	2002 découpage 90	2002 découpage 99
Résidences principales					
Communes rurales	5 447,3	5 339,2	5 615,6	6 186,8	5 670,4
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	6 149,7	6 493,2	6 867,9	6 997,2	7 326,9
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	5 952,7	6 422,2	6 790,1	7 165,0	7 297,5
Agglomération parisienne	3 706,3	3 876,1	4 012,0	4 176,1	4 230,4
Total	**21 256,0**	**22 130,7**	**23 285,6**	**24 525,1**	**24 525,2**
Logements vacants					
Communes rurales	726,3	654,8	724,0	568,3	525,4
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	670,2	584,9	636,5	622,7	656,8
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	517,3	487,9	555,7	540,1	541,0
Agglomération parisienne	241,9	269,3	314,9	277,2	285,1
Total	**2 155,7**	**1 996,9**	**2 231,1**	**2 008,3**	**2 008,3**
Résidences secondaires					
Communes rurales	1 353,0	1 511,3	1 447,5	1 660,4	1 497,8
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	634,0	882,0	839,2	881,0	1 026,3
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	243,5	320,7	299,4	321,2	338,4
Agglomération parisienne	66,3	134,4	118,0	98,7	98,7
Total	**2 296,8**	**2 848,4**	**2 704,1**	**2 961,3**	**2 961,2**
Tous logements					
Communes rurales	7 526,5	7 505,3	7 787,1	8 415,6	7 693,7
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	7 454,0	7 960,2	8 343,5	8 500,8	9 010,0
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	6 713,5	7 230,9	7 645,3	8 026,3	8 176,9
Agglomération parisienne	4 014,6	4 279,8	4 444,9	4 552,1	4 614,3
Total	**25 708,6**	**26 976,2**	**28 220,8**	**29 494,8**	**29 494,9**

TABLEAU E.02-2

Résidences principales selon le statut d'occupation et l'âge de la personne de référence

Source : Insee (Enquête Logement 2002) — *Unité* : Millier

	15 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus	**Total**
Propriétaire	350,0	1 941,1	2 909,7	2 849,5	3 634,7	2 038,8	**13 723,8**
Locataire HLM	570,1	973,9	787,5	583,1	574,5	343,1	**3 832,2**
Locataire non HLM	1 599,8	1 375,6	926,4	613,5	514,6	444,1	**5 474,0**
Locataire d'un meublé ou sous-locataire	248,3	67,4	33,2	26,9	16,7	3,9	**396,4**
Fermiers métayers	3,0	4,7	14,1	20,1	21,2	9,3	**72,2**
Logé gratuitement	180,7	204,0	162,3	132,4	138,8	208,4	**1 026,5**
Ensemble	**2 951,9**	**4 566,8**	**4 833,1**	**4 225,4**	**4 900,4**	**3 047,5**	**24 525,2**

TABLEAU E.02-3

Résidences principales selon le confort et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence

Source : Insee (Enquête Logement 2002) — *Unité* : Millier

	Agri-culteurs	Artisans commer-çants,chefs d'entreprise	Cadres	Profes-sions intermé-diaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité profes-sionnelle	**Total**
Logement sans eau ou eau seule	6,2	1,5	1,6	5,1	14,0	26,6	108,7	35,8	**199,5**
Logement avec eau, WC sans installation sanitaire	–	1,4	1,9	4,1	5,7	12,4	142,1	29,8	**197,5**
Logement avec eau, installation sanitaire sans WC	3,1	5,2	8,7	13,8	27,5	51,3	74,7	30,7	**215,0**
Installation sanitaire, sans chauffage central	75,9	72,8	58,0	129,3	141,1	470,6	588,8	161,1	**1 697,5**
Installation sanitaire, avec chauffage central	327,2	1 017,2	2 761,9	3 265,0	2 642,8	3 950,4	6 543,4	1 707,8	**22 215,7**
Ensemble	**412,4**	**1 098,0**	**2 832,2**	**3 417,4**	**2 831,1**	**4 511,3**	**7 457,7**	**1 965,2**	**24 525,2**

TABLEAU E.02-4

Résidences principales selon le type d'immeuble et nombre moyen de pièces par époque d'achèvement

Source : Insee (Enquête Logement 2002)

Unité : Millier

	Avant 1915	de 1915 à 1948	de 1949 à 1967	de 1968 à 1974	de 1975 à 1981	de 1982 à 1989	de 1990 à 1999	1999 ou après	**Ensemble**
Type d'immeuble :									
Individuel	3 225,60	2 061,00	1 827,90	1 404,90	1 809,00	1 776,80	1 294,50	504,80	**13 904,60**
Collectif	1 665,80	1 192,90	2 577,20	1 990,30	1 177,50	774,20	940,10	302,50	**10 620,60**
Total	**4 891,40**	**3 253,90**	**4 405,10**	**3 395,20**	**2 986,50**	**2 551,00**	**2 234,60**	**807,30**	**24 525,20**
Nombre moyen de pièces	4,10	3,89	3,80	3,85	4,19	4,25	3,85	4,06	**3,98**

TABLEAU E.02-5

Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage

Source : Insee (Enquête Logement 2002)

Unité : Millier

Indice de peuplement	Nombre de personnes du ménage						
	1	2	3	4	5	6 et plus	**Total**
Sous-peuplement très accentué	1 119,8	2 629,6	645,4	574,5	175,4	50,7	**5 195,4**
Sous-peuplement prononcé	1 198,4	1 991,3	825,0	710,6	215,1	61,9	**5 002,2**
Sous-peuplement modéré	1 889,6	1 837,4	1 061,4	1 052,7	368,1	82,9	**6 292,1**
Peuplement normal	1 949,1	1 225,2	952,7	895,3	393,4	127,1	**5 542,6**
Surpeuplement modéré	1 290,8	297,0	212,9	206,1	173,3	94,4	**2 274,6**
Surpeuplement accentué	–	28,6	39,5	40,9	33,8	75,4	**218,2**
Ensemble	**7 447,7**	**8 009,1**	**3 736,8**	**3 480,1**	**1 359,1**	**492,4**	**24 525,2**

TABLEAU E.02-6

Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence

Source : Insee (Enquête Logement 2002)

	15 à moins de 30 ans	30 à moins de 40 ans	40 à moins de 50 ans	50 à moins de 60 ans	60 à moins de 75 ans	75 ans ou plus	**Ensemble**
Nombre de résidences principales	2 951,9	4 566,8	4 833,1	4 225,4	4 900,4	3 047,5	**24 525,2**
Nombre de personnes par logement	1,87	3,05	3,20	2,45	1,82	1,46	**2,39**
Nombre de personnes par pièce	0,74	0,79	0,72	0,55	0,43	0,38	**0,60**

TABLEAU E.02-7

Charges financières et taux d'effort des ménages selon le secteur du logement

Source : Insee (Enquêtes Logement de 1996 et 2002)

Secteur	Résidences principales	Charge financière brute par logement (€ / an)	Charge financière brute au me (€ / an)	Taux d'effort brut (%)	Taux d'effort net (%)
Année 2002					
Propriétaires non-accédants	8 579,0	–	–	–	–
Propriétaires accédants	5 144,8	6 884,0	63,6	18,2	17,6
Accédants PAP ou PAJ, PC, PAS ou PTZ (1)	1 886,8	6 593,0	59,8	19,7	18,4
Autres accédants	3 258,0	7 052,0	65,8	17,5	17,1
Locataires d'un local loué vide	9 306,2	4 418,0	65,0	20,2	16,4
HLM conventionné ou non	3 832,2	3 472,0	49,3	17,7	12,6
Secteur social non HLM	398,6	4 688,0	66,1	18,3	16,2
Loi de 1948	245,8	3 293,0	49,3	15,2	13,0
Autres locataires avant 1949	2 079,3	4 873,0	74,7	22,3	18,9
Autres locataires après 1948	2 750,4	5 453,0	82,3	22,1	19,4
Locataires en meublés, sous-locataires	396,4	4 268,0	119,9	33,1	25,6
Fermiers ou métayers	72,2	–	–	–	–
Logés gratuitement	1 026,5	–	–	–	–
Total	**24 525,2**	**3 189,0**	**35,6**	**11,7**	**10,3**
Année 1996					
Propriétaires non-accédants	7 450,6	–	–	–	–
Propriétaires accédants	5 194,2	6 118,9	56,5	18,8	17,8
Accédants PAP ou PAJ (1)	1 137,5	6 294,9	58,1	22,5	19,9
Accédants prêts conventionnés PC ou PAS (1)	1 158,3	6 661,6	57,9	20,6	19,5
Autres accédants	2 898,4	5 832,9	55,2	17,0	16,6
Locataires d'un local loué vide	8 877,2	3 843,9	55,9	19,6	16,0
HLM conventionné ou non	3 656,6	3 083,6	43,5	17,3	12,2
Secteur social non HLM	443,8	3 359,3	47,0	15,9	13,2
Loi de 1948	337,3	2 795,5	43,2	15,6	13,1
Autres locataires avant 1949	1 998,8	4 197,2	62,5	22,0	18,4
Autres locataires après 1948	2 440,7	4 926,8	73,7	21,9	19,4
Locataires en meublés, sous-locataires	369,7	3 598,8	96,5	32,0	24,2
Fermiers ou métayers	43,6	–	–	–	–
Logés gratuitement	1 350,4	–	–	–	–
Total	**23 285,6**	**2 887,5**	**32,8**	**12,1**	**10,6**

(1) P.A.P : prêt aidé à l'accession à la propriété à taux fixe ; P.A.J : prêt aidé à l'accession à la propriété à taux ajustable ; P.C : prêt conventionné ; P.A.S : prêt à l'accession sociale ; P.T.Z : prêt à taux zéro.

TABLEAU E.02-8

Taux d'effort des ménages selon le secteur de logement et la catégorie socioprofessionnelle

Source : Insee (Enquête Logement 2002) %

	Accédants		Location secteur social		Location secteur privé		Location secteur meublé	
	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net
Agriculteurs exploitants	16,8	15,7	19,8	16,4	15,6	13,7	27,8	19,1
Artisans, commerçants	19,4	18,8	17,6	14,2	20,0	18,2	27,0	25,2
Chefs d'entreprise, professions libérales	17,0	17,0	18,2	16,6	16,6	16,2	38,8	38,8
Cadres	16,7	16,7	13,1	12,6	17,9	17,5	19,8	18,5
Professions intermédiaires	18,2	17,7	15,2	13,3	20,6	19,1	24,5	21,0
Employés	19,7	18,7	19,1	13,2	25,6	20,3	29,7	22,4
Ouvriers	19,6	17,9	16,4	11,0	21,1	17,1	24,4	18,3
Retraités	17,8	17,5	20,0	16,2	22,8	20,4	28,9	22,2
Autres personnes sans activité professionnelle	23,6	20,2	28,2	12,1	42,5	26,7	59,9	40,4
Ensemble	**18,2**	**17,6**	**17,8**	**13,0**	**21,8**	**18,9**	**33,1**	**25,6**

TABLEAU E.02-9

Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation (1)

Source : Insee *Unité* : Base 100 au quatrième trimestre 1953

Année	Premier trimestre		Deuxième trimestre		Troisième trimestre		Quatrième trimestre	
	Indice	Moyenne (2) associée	Indice	Moyenne (2) associée	Indice	Moyenne (2) associée	Indice	Moyenne (2) associée
1995	1 011	1 017,00	1 023	1 018,25	1 024	1 019,25	1 013	1 017,75
1996	1 038	1 024,50	1 029	1 026,00	1 030	1 027,50	1 046	1 035,75
1997	1 047	1 038,00	1 060	1 045,75	1 067	1 055,00	1 068	1 060,50
1998	1 058	1 063,25	1 058	1 062,75	1 057	1 060,25	1 074	1 061,75
1999	1 071	1 065,00	1 074	1 069,00	1 080	1 074,75	1 065	1 072,50
2000	1 083	1 075,50	1 089	1 079,25	1 093	1 082,50	1 127	1 098,00
2001	1 125	1 108,50	1 139	1 121,00	1 145	1 134,00	1 140	1 137,25
2002	1 159	1 145,75	1 163	1 151,75	1 170	1 158,00	1 172	1 166,00
2003	1 183	1 172,00	1 202	1 181,75	1 203	1 190,00	1 214	1 200,50
2004	1 225	1 211,00	1 267	1 227,25	1 272	1 244,50	1 269	1 258,25

(1) Des évolutions annuelles des prix de la construction selon la situation géographique et le type d'habitat sont publiées dans le bulletin mensuel de statistique n° 8 d'août 2005.
(2) Moyenne de l'ICC de la date de référence et des indices des trois trimestres précédents. À partir du 1er janvier 1995, l'indicateur de révision des loyers n'est plus l'ICC lui même, mais sa moyenne associée.

TABLEAU E.02-10

Indices trimestriels des prix des logements anciens (1)

Sources : Chambre des notaires de Paris (pour l'Ile-de-France)
Société Perval - Marché Immobilier des Notaires (pour la Province)
Insee

Unité : Base 100 au 4ème trimestre 2000

	1994	1995	2000	2001	2002	2003	2004
FRANCE MÉTROPOLITAINE							
Ensemble							
1er trimestre	///	///	93,8	101,1	108,4	120,1	137,8
2ème trimestre	///	///	96,7	104,7	111,6	125,3	144,0
3ème trimestre	///	///	100,8	108,3	118,2	131,5	151,9
4ème trimestre	///	///	100,0	108,0	118,9	133,7	155,1
ILE-DE-FRANCE							
Paris - Appartements							
1er trimestre	95,1	91,4	92,6	102,9	109,7	123,8	139,2
2ème trimestre	96,0	89,6	96,1	104,1	112,7	128,2	145,4
3ème trimestre	96,2	88,9	99,1	108,5	118,3	132,7	150,4
4ème trimestre	93,6	86,1	100,0	108,8	120,7	134,9	154,8
Petite Couronne - Appartements							
1er trimestre	104,5	100,9	93,5	101,3	109,2	122,7	141,5
2ème trimestre	105,6	99,8	95,9	103,2	113,1	127,2	146,6
3ème trimestre	106,7	98,5	100,3	107,2	117,5	132,4	154,8
4ème trimestre	102,8	96,0	100,0	107,1	118,8	136,2	158,1
Grande Couronne - Appartements							
1er trimestre	///	///	95,6	101,4	108,0	119,7	137,6
2ème trimestre	///	///	97,1	104,5	111,4	123,7	142,1
3ème trimestre	///	///	100,6	107,0	115,5	129,5	151,4
4ème trimestre	///	///	100,0	108,1	116,6	132,4	156,2
PROVINCE							
Ensemble							
1er trimestre	///	75,8	93,7	100,8	108,5	120,3	139,1
2ème trimestre	///	76,6	96,7	104,7	111,3	126,0	145,6
3ème trimestre	///	79,6	100,9	108,3	119,0	132,9	153,9
4ème trimestre	76,7	78,1	100,0	108,4	119,7	135,0	157,2
Maisons							
1er trimestre	///	68,5	93,4	100,6	108,0	118,5	135,4
2ème trimestre	///	69,7	96,4	104,8	110,0	123,6	141,6
3ème trimestre	///	73,7	101,4	109,1	119,1	131,1	149,5
4ème trimestre	69,3	72,3	100,0	108,3	118,7	132,4	151,8
Appartements							
Ensemble							
1er trimestre	///	88,1	94,4	101,0	109,2	123,3	145,4
2ème trimestre	///	88,3	97,2	104,6	113,6	129,9	152,2
3ème trimestre	///	89,7	100,1	106,9	119,0	135,9	161,2
4ème trimestre	89,1	87,8	100,0	108,5	121,4	139,3	166,3
Appartements - Agglomérations de + de 10 000 habitants							
Ensemble							
1er trimestre	///	88,2	94,4	101,2	109,4	123,7	146,1
2ème trimestre	///	88,3	97,2	104,6	113,8	130,2	153,0
3ème trimestre	///	89,8	100,1	107,1	119,3	136,5	161,9
4ème trimestre	89,2	87,8	100,0	108,6	121,6	139,8	166,5
Villes centres							
1er trimestre	///	88,1	94,9	101,0	109,1	122,7	144,8
2ème trimestre	///	88,2	97,5	104,4	112,8	129,0	151,8
3ème trimestre	///	90,8	100,6	106,8	118,7	135,3	160,6
4ème trimestre	89,4	88,0	100,0	108,0	120,6	138,9	164,5
Banlieues							
1er trimestre	///	88,3	93,5	101,6	110,1	125,6	148,5
2ème trimestre	///	88,5	96,6	104,9	115,5	132,6	155,3
3ème trimestre	///	87,9	99,2	107,5	120,6	138,8	164,4
4ème trimestre	88,9	87,4	100,0	109,9	123,6	141,5	170,2
Appartements - Agglomérations de - de 10 000 habitants et rural							
Ensemble							
1er trimestre	///	87,1	94,2	99,7	106,7	119,0	138,2
2ème trimestre	///	87,9	97,6	104,6	112,0	127,0	144,1
3ème trimestre	///	87,9	100,2	105,2	115,1	129,6	154,3
4ème trimestre	88,2	87,6	100,0	106,9	118,9	134,3	165,0

(1) Les chiffres France métropolitaine ont été révisés.

Chapitre E.03

Activités artistiques et culturelles

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Protection des monuments historiques.
2 Entrées dans les monuments et musées nationaux.
3 Opérations de fouilles terrestres autorisées.
4 Bibliothèques municipales.
5 Activités de spectacles.
6 Loisirs culturels selon l'âge en 2003.
7 Public du cinéma selon l'âge en 2004.
8 Professions culturelles d'après l'enquête emploi.

1

○ Présentation

En 2004, les entrées dans les monuments et musées nationaux progressent respectivement de 3,6 et 19,3 % bénéficiant d'une meilleure conjoncture touristique.

La fréquentation cinématographique est en hausse après deux années consécutives de baisse : 59,6 % des individus de plus de 6 ans sont allés au moins une fois au cinéma au cours de l'année 2004, ils étaient 59 % en 2003. Le public du cinéma compte 33 millions d'individus soit 0,6 million de plus que l'année précédente. Cette population est caractérisée par sa jeunesse, les moins de 25 ans représentent 36,1 % des spectateurs et réalisent 38,9 % des entrées en salle, pourcentages en légère diminution par rapport à 2003. Elle est également urbaine, le poids des entrées dans les grandes agglomérations demeure prépondérant même s'il tend à se stabiliser. Ce phénomène s'explique par le ralentissement des ouvertures de nouveaux multiplexes. Chaque spectateur est allé, en moyenne, près de 6 fois au cinéma en 2004, ce taux demeure l'un des plus élevé d'Europe.

Les professions culturelles, c'est à dire les professions spécifiques du domaine des arts, des spectacles et de l'information sont exercées par 447 700 personnes en 2004 d'après l'enquête Emploi de l'Insee, soit près de 2 % de la population active occupée. Les professions de l'audiovisuel et du spectacle ainsi que celles des arts plastiques et métiers d'art concentrent respectivement 30 et 34 % des actifs exerçant une profession culturelle. Les professions littéraires regroupent près de 55 000 actifs, soit 12 % du total des professions culturelles, celles de cadres et techniciens de la documentation et de la conservation, de professeurs d'art et d'architectes, entre 7 et 8 % des actifs chacune.

2

○ Méthodologie

Bibliothèques municipales

Les statistiques sur les bibliothèques municipales proviennent de l'enquête annuelle réalisée par la Direction du livre et de la lecture du ministère de la Culture et de la Communication. Si toutes les bibliothèques recensées sont interrogées (environ 4 000), seules sont retenues celles qui répondent à des critères minima de personnel, d'accessibilité et de renouvellement des collections. Toutes les communes de plus de 50 000 habitants sont dotées d'une bibliothèque municipale ou assimilée. Sur les 802 communes de 10 000 à 50 000 habitants, seules 67 n'ont pas de bibliothèque municipale. Pour les plus petites communes, il est aléatoire de compter les communes non desservies car nombre de ces communes sans bibliothèque propre sont rattachées à des bibliothèques intercommunales.

Monuments historiques

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des monuments historiques.

Le Centre des monuments nationaux, établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, perçoit le droit d'entrée d'une centaine de monuments appartenant à l'État ou lui appartenant.

Musées

L'appellation « Musées de France » est attribuée en application de l'article 18 de la loi du 4 janvier 2002. Ceux-ci comprennent les musées nationaux, les musées de l'État dont le statut est fixé par décret et les musées précédemment contrôlés par le ministre chargé de la Culture ou le ministre chargé de la Recherche, sous réserve des dispositions prévues par la loi. En octobre 2003, 1 171 musées relèvent de cette appellation dont les 33 musées nationaux dont la fréquentation est connue sur le long terme.

Par ailleurs d'autres établissements peuvent porter le nom de musée mais leur nombre n'est pas connu précisément.

Pratiques culturelles

Des questions sur les pratiques culturelles sont posées chaque année dans la partie fixe du dispositif d'Enquêtes permanentes sur les conditions de vie (EPCV) de l'Insee, « indicateurs sociaux », d'octobre. Elles ne concernent que les personnes de plus de 15 ans.

Les données sur le public du cinéma sont issues de l'enquête « 75 000 Cinéma » réalisée par Médiamétrie. Le taux de pénétration, pour une classe d'individus, est égal au nombre d'individus de cette classe ayant été au moins une fois au cinéma au cours de l'année de référence sur le nombre d'individus de cette classe.

Théâtre et spectacles

De nombreuses troupes théâtrales existent ; elles peuvent donner des représentations dans une salle qui leur est propre, dans d'autres salles de spectacle ou dans des lieux non spécifiques de l'activité théâtrale.

L'Inventaire communal 1998 (Insee) recense 3 625 communes équipées d'une salle de spectacle[1].

Seule la fréquentation de certains types d'établissement est connue de manière continue : il s'agit des cinq théâtres nationaux, établissements publics placés sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, des centres dramatiques nationaux (CDN), compagnies dramatiques liées au ministère de la Culture et de la Communication par un contrat de décentralisation et des scènes nationales (historiquement appelées, maison de la culture, centre d'action culturelle ou centre de développement culturel). En 2004, il existe 39 centres dramatiques nationaux et régionaux et 69 scènes nationales.

Par ailleurs, la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) fournit la fréquentation des théâtres de Paris pour les représentations théâtrales, lyriques et chorégraphiques donnant lieu à perception de droits d'auteur (répertoire protégé).

3

○ Définitions

Archéologie

Pour les fouilles terrestres, le ministère de la Culture et de la Communication délivre les autorisations de fouilles. On distingue l'archéologie programmée qui s'inscrit dans le cadre de la recherche scientifique et l'archéologie préventive qui est déclenchée à l'occasion de chantiers extérieurs à l'archéologie (travaux d'aménagement et d'urbanisation).

Patrimoine protégé

Les dispositions régissant la protection des monuments historiques classés, c'est-à-dire des « immeubles dont la conservation présente du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public » ont été définies par une loi du 31 décembre 1913.

Dès 1913, est également prévu un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles qui « sans demander de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour rendre désirable la préservation ».

L'ensemble des monuments protégés est recensé dans la base documentaire « Mérimée » du ministère de la Culture et de la Communication.

Par la suite, le champ de la protection a été étendu aux meubles ou objets mobiliers ainsi qu'aux abords de monuments.

[1] Ce résultat concerne la France entière à l'exception de la Lorraine où la question n'a pas été posée.

4

Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques.

Organismes :

- Centre des monuments nationaux ;
- Centre national de la cinématographie ;
- Ministère de la Culture et de la Communication.

Sites Internet :

- www.culture.gouv.fr/dep
- www.datar.gouv.fr
- www.cnc.fr
- www.insee.fr

Publications :

Ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques

– « Chiffres clés 2005, statistiques de la Culture », Janine Cardona et Chantal Lacroix, *La Documentation française*, 2005 ;
– « Les établissements d'enseignement supérieur artistique et culturel dépendant du ministère de la Culture et de la Communication, effectifs et diplômes 2003-2004 », *Notes statistiques*, n° 11, décembre 2004 ;
– « Éléments pour la connaissance de l'emploi dans le spectacle », *Développement culturel*, n° 145, septembre 2004 ;
– « Les loisirs culturels des 6-14 ans », Sylvie Octobre, ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques, *La Documentation Française*, 2004.

Notes de l'Observatoire de l'emploi culturel :

– « L'emploi culturel dans l'Union européenne en 2002 », n° 39, juin 2005 ;
– « L'emploi dans le spectacle en région, données statistiques », n° 38, avril 2005 ;
– « L'emploi dans le spectacle en région, préconisations méthodologiques pour la réalisation d'études », n° 37, avril 2005.

Insee

– « Participation culturelle et sportive », tableaux issus de l'enquête PCV de mai 2003, Lara Muller, *document de travail,* mars 2005.

Insee-Première :

– « Pratiques sportives et activités culturelles vont souvent de pair », n° 1008, mars 2005 ;
– « 40 ans de services culturels et récréatifs – La télévision détrône le stade et le cinéma », n° 983, août 2004 ;
– « Les pratiques culturelles : le rôle des habitudes prises dans l'enfance », n° 883, février 2003.

Insee-Références :

– France Portrait social, édition 2005-2006.

Insee-Résultat, série Société :

– « Le budget des familles en 2001 », Nicole Cérani et Martine Camus, n° 29, avril 2004 ;
– « Loisirs culturels 1999-2002, indicateurs sociaux annuels », Sylvie Dumartin et Michèle Febvre, n° 26, février 2004.

Économie et statistique :

– « Les loisirs des actifs : un reflet de la stratégie sociale », P. Coulangeon, P.-M. Menger et I. Roharik, n^{os} 352-353, 2002.

Autres

– « Le renouveau des musées », *Problèmes économiques et sociaux : dossiers d'actualité mondiale*, n° 910, mars 2005.
– *CNC Info,* Centre national de la cinématographie.
– « La culture des individus : dissonance culturelle et distinction de soi », B. Lahire, *Paris : la Découverte*, 2004.
– Bibliothèques municipales, bibliothèques départementales de prêt, données 2002, ministère de la Culture et de la Communication, Direction du livre et de la lecture, décembre 2004.
– « Culture, État et marché », *Cahiers français*, n° 312, janvier-février 2003.

Voir aussi les publications du chapitre R.01.

TABLEAU E.03-1

Protection des monuments historiques

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — *Unité* : Nombre

	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Monuments protégés :							
Classés	13 660	13 982	14 041	14 079	14 130	14 180	14 234
Inscrits	25 192	26 451	26 756	27 094	27 396	27 640	27 827
Total	**38 852**	**40 433**	**40 797**	**41 173**	**41 526**	**41 820**	**42 061**
Arrêtés de protection pris au cours de l'année :							
Classements	209	73	77	59	67	56	73
Inscriptions	623	354	399	425	424	356	306
Total	**832**	**427**	**476**	**484**	**491**	**412**	**379**

TABLEAU E.03-2

Entrées dans les monuments et musées nationaux

Sources : Centre des monuments nationaux
Réunion des musées nationaux — *Unité* : Millier

	1990	1995	2000	2002	2003	2004
Monuments nationaux (1)	**8 418**	**7 957**	**8 903**	**8 728**	**7 807**	**8 086**
dont : Abbaye du Mont Saint-Michel	826	828	1 078	1 087	1 054	1 132
Arc de Triomphe de l'Étoile	775	870	1 335	1 259	1 033	1 047
Sainte-Chapelle	696	582	794	683	645	689
Château de Chambord	730	747	743	711	638	656
Château du Haut-Koenigsbourg	591	590	533	549	522	516
Panthéon	220	296	337	296	315	335
Cité de Carcassonne	272	262	334	362	301	341
Tours de Notre-Dame	452	184	274	349	298	296
Château d'Azay-le-Rideau	425	347	292	288	259	259
Conciergerie	251	185	294	310	250	298
Entrées payantes	7 545	6 415	6 905	6 787	6 008	6 196
Entrées gratuites (2)	873	1 542	1 998	1 941	1 799	1 890
Musées nationaux (3) (4)	**16 025**	**12 667**	**13 971**	**13 371**	**12 747**	**15 205**
dont : Musée du Louvre	5 338	4 696	6 095	5 717	5 685	6 775
Musée national des châteaux de Versailles et de Trianon	4 339	2 983	2 863	2 797	2 854	3 253
Musée d'Orsay	3 000	2 083	2 344	2 128	1 830	2 590
Musée Picasso	509	427	597	441	395	482
Musée national du Moyen Âge - Thermes de Cluny	194	244	298	300	259	328
Musée national du château de Fontainebleau	419	416	353	358	299	319
Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie/Aquarium tropical	297	243	313	315	203	267
Musée des arts asiatiques Guimet	129	129	11	340	312	260
Musée national Message biblique - Marc Chagall (Nice)	132	143	211	201	178	166
Musée national du château de Pau	135	121	112	99	83	94
Musée national du château de Compiègne	215	176	125	87	85	84
Musée national de la Préhistoire - Les Eyzies-de-Tayac	158	80	82	79	62	84
Musée d'archéologie nationale (Saint-Germain-en-Laye)	125	77	83	55	62	65
Musée national de l'Orangerie des Tuileries	332	430	8 (5)	– (5)	– (5)	– (5)
Entrées payantes (6)	10 096	8 748	9 898	9 516	8 607	10 443
Entrées gratuites	5 929	3 919	4 073	3 855	4 140	4 762

(1) Concernent les monuments nationaux dont le droit d'entrée est géré par le Centre des monuments nationaux.
(2) À partir d'octobre 1999, l'accès aux monuments est gratuit le premier dimanche du mois, hors saison touristique.
(3) Concernent les 31 musées nationaux.
(4) À partir du 1er janvier 2000, l'accès aux musées nationaux est gratuit le premier dimanche de chaque mois, cette mesure existait depuis 1996 pour le musée du Louvre.
(5) Fermé pour travaux.
(6) La répartition entre entrées payantes et gratuites n'est pas identique pour tous les musées (les entrées prépayées, en particulier les cartes multientrées, peuvent être comptabilisées en payantes ou gratuites).

TABLEAU E.03-3

Opérations de fouilles terrestres autorisées

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — *Unité* : Opération de fouilles

	1995	(1) 1999	(1) 2000	(1) 2001	(1) 2002	(1) 2003
Archéologie programmée						
Fouilles programmées	277	252	226	187	220	253
Prospections thématiques	97	85	72	85	98	102
Relevés d'art rupestre	15	32	12	10	13	11
Projets collectifs	74	80	59	44	73	74
Prospections inventaire	549	426	420	301	292	279
Archéologie préventive						
Diagnostics (2)	1 543	1 863	1 940	1 598	1 027	626
Fouilles préventives (sauvetages)	811	724	558	386	184	250

(1) Données incomplètes : absence de réponses de plusieurs régions métropolitaines et des Dom.
(2) Les diagnostics comprennent les sondages, les fouilles d'évaluation archéologique et les fouilles préventives d'urgence.

TABLEAU E.03-4

Bibliothèques municipales (1)

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1990	1995	2000	*r* 2001	*r* 2002	2003
Nombre de bibliothèques municipales	**1 614**	**2 315**	**2 886**	**3 000**	**3 012**	**3 067**
Prêtant des phonogrammes	576	1 039	1 503	1 476	1 594	1 696
Prêtant des vidéogrammes	104	512	876	938	981	...
Collections pour 100 habitants :						
Livres	228	270	291	260	270	262
Phonogrammes	16,0	21,8	24,4	25,5	25,9	25,4
Cassettes vidéo	...	2,2	4,6	4,9	5,4	5,7
Prêts :						
Nombre d'emprunteurs (milliers)	4 605	6 251	6 665	6 744	6 772	6 740
Soit en % de la population desservie	16	18	18	17	17	17
Prêts de livres pour 100 habitants	325	400	410	410	415	415
Prêts de phonogrammes pour 100 habitants	63	80	96	100	107	...
Prêts de cassettes vidéo pour 100 habitants	8	27	39	40	43	...

(1) Les données sont rapportées au nombre d'habitants desservis.

TABLEAU E.03-5

Activités de spectacles

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

Unités : Représentations : Nombre
Spectateurs : Millier

	1990-1991	1995-1996	2000-2001	*r* 2001-2002	*r* 2002-2003	2003-2004
Opéra de Paris (1)						
Représentations	322	289	443	419	438	441
Spectateurs	534	592	758	756	741	769
Théâtres nationaux (2)						
Comédie française :						
Représentations	382	568	729	687	647	607
Spectateurs	295	303	331	323	299	245
Théâtre national de l'Odéon :						
Représentations	323	313	234	194	141	181
Spectateurs	103	113	97	79	54	62
Théâtre national de Chaillot :						
Représentations	428	257	199	349	241	375
Spectateurs	210	147	26	133	90	126
Théâtre de la Colline :						
Représentations	332	343	298	298	293	256
Spectateurs	119	105	89	92	80	86
Théâtre national de Strasbourg :						
Représentations	152	137	172	155	148	146
Spectateurs	51	31	45	49	44	52
Centres dramatiques nationaux (3)						
Représentations	8 384	7 878	8 774	4 764	8 177	7 395
Spectateurs	2 288	1 838	1 727	1 466	1 573	1 449
Scènes nationales (3)						
Représentations	23 047	28 740	...	...	...	...
Spectateurs	2 379	2 867	...	...	...	...
Théâtres privés parisiens (4)						
Représentations	11 501	11 202	11 629	12 113	14 445	15 169
Spectateurs	3 093	2 337	2 914	3 130	3 020	2 845

(1) Spectateurs payants et gratuits du Palais Garnier et de l'Opéra Bastille, non compris les tournées.
(2) Non compris les tournées et les spectacles non théatraux. En 2001-2002, les spectacles non théâtraux comptent 124 représentations et 38 713 spectateurs.
(3) Tous spectacles, spectateurs payants. À partir de la saison 2000/01, les Centres dramatiques pour l'enfance et la jeunesse deviennent soit des CDN soit des "Établissements de production jeune public".
(4) Résultats de l'année civile de théâtres privés soumis à la taxe parafiscale au taux de 3,5 % pour les spectacles du répertoire protégé de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

TABLEAU E.03-6

Loisirs culturels selon l'âge en 2003 (1)

Source : Insee, enquête permanente sur les conditions de vie (EPCV) d'octobre, partie "Indicateurs sociaux" — *Unité* : %

Âge	Ensemble	Au cours des 12 derniers mois						
		Moins de 30 ans	30-39 ans	40-49 ans	50-59 ans	60-69 ans	70-79 ans	80 ans ou plus
Lecture de livres								
Aucun	**38**	31	37	38	39	42	46	54
Moins de 1 par mois	**33**	38	35	31	33	30	26	22
1 ou 2 par mois	**18**	22	18	18	17	16	16	13
Au moins 3 par mois	**11**	8	10	13	11	12	12	11
Lecture de quotidiens nationaux								
Jamais	**72**	73	70	68	69	73	80	83
Moins de 2 fois par semaine	**17**	19	19	20	18	14	10	8
Au moins 2 fois par semaine	**11**	8	11	12	13	13	10	9
Lecture de quotidiens régionaux								
Jamais	**37**	48	37	33	31	32	31	40
Moins de 2 fois par semaine	**26**	28	34	30	24	19	16	12
Au moins 2 fois par semaine	**37**	24	29	37	45	49	53	48
Fréquentation du théâtre ou des concerts								
Jamais	**67**	60	66	67	64	69	79	89
1 à 2 fois par an	**18**	20	20	17	19	17	10	6
3 à 11 fois par an	**12**	15	12	12	13	11	9	4
Au moins 1 fois par mois	**3**	5	2	4	4	3	2	1
Visites de musées, expositions ou monuments historiques								
Jamais	**53**	52	53	48	49	50	64	83
1 à 2 fois par an	**21**	24	22	23	19	19	16	9
3 à 11 fois par an	**21**	19	20	23	25	24	16	7
Au moins 1 fois par mois	**5**	5	5	6	7	7	4	1

(1) Champ : personnes de 15 ans ou plus.

TABLEAU E.03-7

Public du cinéma selon l'âge en 2004

Source : Centre National de la Cinématographie (C.N.C.) / Médiamétrie - enquête « 75 000 cinéma » — *Unité* : %

Âge	Poids dans la population	Pénétration (1)	Structure du public	Structure des entrées	Nombre moyen d'entrées
6 à 10 ans	6,6	78,9	8,7	5,1	3,4
11 à 14 ans	5,2	85,3	7,4	7,0	5,5
15 à 19 ans	7,0	88,0	10,3	13,2	7,5
20 à 24 ans	6,7	86,4	9,7	13,6	8,2
25 à 34 ans	14,1	66,4	15,7	14,7	5,5
35 à 49 ans	23,0	58,1	22,5	20,1	5,3
50 à 59 ans	14,7	45,5	11,2	13,4	7,0
60 ans et plus	22,7	38,0	14,5	12,9	5,3
Ensemble	**100,0**	**59,6**	**100,0**	**100,0**	**5,9**

(1) Le taux de pénétration, pour une classe d'individus, est égal au nombre d'individus de cette classe ayant été au moins une fois au cinéma au cours de l'année de référence sur le nombre d'individus de cette classe.

TABLEAU E.03-8

Professions culturelles d'après l'enquête emploi (1)

Source : Insee (Enquête emploi de 2004)

	Ensemble	Hommes	Femmes
Professions de l'audiovisuel et des spectacles	**134 111**	**90 841**	**43 270**
Artistes des spectacles			
Artistes de la musique et du chant	30 091	21 737	8 354
Artistes dramatiques	10 057	3 735	6 322
Artistes de la danse, du cirque et des spectacles divers	4 625	2 279	2 347
Cadres, techniciens et ouvriers des spectacles			
Directeurs, responsables de programmation et de production de l'audiovisuel et des spectacles	16 897	12 798	4 099
Cadres artistiques et technico-artistiques de la réalisation de l'audiovisuel et des spectacles	18 211	10 250	7 961
Assistants techniques de la réalisation des spectacles vivants et audiovisuels (salariés ou indépendants)	33 342	23 966	9 377
Ouvriers et techniciens des spectacles vivants et audiovisuels	11 383	9 075	2 308
Indépendants gestionnaires de spectacle ou de service récréatif	9 506	7 003	2 503
Professions des arts plastiques et des métiers d'art	**152 365**	**95 427**	**56 939**
Artistes plasticiens	22 321	13 422	8 898
Stylistes/décorateurs	84 078	52 574	31 504
Photographes	12 775	9 157	3 618
Métiers d'art			
Artisans d'art	12 330	6 594	5 736
Ouvriers d'art	20 862	13 680	7 183
Professions littéraires	**54 729**	**31 717**	**23 012**
Journalistes et cadres de l'édition			
Journalistes et rédacteurs en chef	38 798	20 501	18 297
Directeurs de journaux, administrateurs de presse, directeurs d'édition (littéraire, musicale, audiovisuelle et multimédia)	7 135	4 415	2 720
Auteurs littéraires, scénaristes, dialoguistes	8 797	6 802	1 995
Cadres et techniciens de la documentation et de la conservation	**32 783**	**8 642**	**24 142**
Bibliothécaires, archivistes, conservateurs de la fonction publique	21 864	4 292	17 573
Cadres de la documentation, de l'archivage (hors fonction publique)	3 833	397	3 436
Assistants techniques de la documentation et de l'archivage (hors fonction publique)	7 086	3 953	3 133
Professeurs d'art (hors établissements scolaires)	**37 545**	**16 794**	**20 752**
Architectes	**36 172**	**27 481**	**8 691**
Architectes libéraux	23 918	19 122	4 796
Architectes salariés	12 253	8 359	3 895
Ensemble des professions culturelles	**447 706**	**270 901**	**176 804**

(1) Les professions culturelles retenues sont celles qui font l'objet d'un poste de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles de l'Insee (PCS).

Chapitre E.04

Jeunesse et Sports

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Diplômes professionnels et non professionnels délivrés par le ministère des Sports - France entière.

2 Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil et nombre de séjours - France entière.

3 Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, Printemps et Toussaint), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil et nombre de séjours - France entière.

4 Sections sportives scolaires, « Pôles France » et « Pôles Espoirs » (Creps - écoles et instituts) - France entière.

5 Sections de clubs et licences sportives - France entière.

6 Sportifs reconnus par le ministère en charge des Sports - France entière.

1
❍ Présentation

Si l'on comptabilise les séjours organisés pour une durée égale ou supérieure à 5 nuits[1] et concernant au moins 12 mineurs, près de 33 000 séjours ont accueilli un peu plus de 1 150 000 enfants et adolescents âgés de 4 à 18 ans en 2004. Près de 3 enfants sur 4 bénéficient des séjours durant la période des congés d'été.

La pratique sportive

En 2003, plus de 34 millions de personnes de 15 ans ou plus font du sport, soit 71 % de la population concernée. Les hommes font toujours plus de sport que les femmes et cette tendance se retrouve chez les plus jeunes. En 2001, 77 % des garçons de 12 à 17 ans faisaient du sport contre 60 % des filles du même âge. C'est dans les milieux sociaux les moins favorisés que les jeunes font le moins de sport, le phénomène étant particulièrement marqué chez les filles. Le niveau de diplôme des parents apparaît comme le premier des facteurs familiaux qui favorisent les sports des jeunes.

Plus de 15,2 millions de licences sportives et autres types de participation ont été délivrés en 2004. On estime que près de la moitié des licences sont délivrées aux jeunes de 18 ans et moins.

Les fédérations de football, de tennis, de judo, de basket et d'équitation sont toujours des disciplines très pratiquées. Certaines comme le canoë-kayak ou le golf sont en nette progression.

Les femmes représentent plus du tiers des licenciés, en légère progression par rapport à l'année précédente. Quelques fédérations sont en majorité féminines, comme celles de gymnastique ou d'équitation. Le nombre de clubs est en régression en 2004 passant de 173,1 milliers en 2003 à 171,0.

Le poids économique du sport

Le sport est un enjeu économique important en France. La dépense sportive nationale, constituée par les dépenses effectuées par les différents agents (ménages, État et collectivités locales, entreprises) en faveur du sport, est estimée en 2003 à 27,5 milliards d'euros. Elle permet de mesurer le poids économique du sport : il est ainsi évalué à 1,8 % du PIB en 2003.

La moitié de cette dépense sportive est effectuée par les ménages, pour leur consommation en biens et services sportifs (achat de vêtements ou de matériel de sport, cotisation à des clubs...), et près d'un tiers provient des collectivités locales (en faveur des installations, manifestations sportives...).

Les diplômes sportifs

Le ministère des sports a délivré en 2003 plus de 14 000 diplômes sportifs, dont un peu plus de 360 BAPAAT option « activités de pleine nature » (niveau V), près de 9 100 BEES de premier degré (niveau IV) et près de 650 BEES de deuxième degré (niveau II).

Le nombre de diplômes sportifs est en progression de 12 % au cours des 5 dernières années, l'essentiel de cette augmentation s'est produite en 2001. Apparaissent en 2003, 105 BPJEPS diplôme de niveau IV nouvellement créé.

2
❍ Méthodologie

Les données sur les centres de vacances, les diplômes délivrés par le ministère, etc... sont issues d'une enquête annuelle du ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative à partir de données administratives collectées par les services déconcentrés.

Les données sur les clubs, les licences et autres types de participation sportifs proviennent d'un recensement mené annuellement par la mission statistique auprès des fédérations sportives.

La consommation des ménages en biens et services sportifs a été définie dans le cadre des travaux sur les comptes économiques du sport par un groupe de travail associant le ministère des Sports et l'Insee. Ces comptes s'appuient sur les concepts de la comptabilité nationale.

3
❍ Définitions

Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA)

Diplôme à vocation non professionnelle qui s'obtient à l'issue d'une formation de 28 jours répartis au plus sur 30 mois (les diplômes professionnels ont vocation à être inscrits sur le Répertoire national des certifications professionnelles).

Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD)

Diplôme à vocation non professionnelle qui s'obtient à l'issue d'une formation de 44 jours répartis au plus sur 4 ans.

Brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative (BASE)

Créé en 1970, il sanctionne les compétences et l'expérience dans la pratique d'activités socio-éducatives.

Brevet d'État d'éducateur sportif (BEES)

Diplôme existant depuis 1948. Il comprend 3 degrés : le premier au niveau IV, le deuxième au niveau II, le troisième degré sanctionne une compétence pour l'expertise et la recherche (4 ou 5 par an). Il est obligatoire pour enseigner la pratique sportive contre rémunération.

Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS)

Diplôme de niveau IV créé en 2001, transversal aux champs de l'animation et du sport et construit par spécialités. Il est amené à remplacer à terme l'ensemble des diplômes de niveau IV.

Brevet d'État technicien de l'éducation populaire (BEATEP)

Diplôme de niveau IV, créé en 1986.

Brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien de la jeunesse et des sports (BAPAAT)

Créé en 1993, homologué au niveau V de formation.

Diplôme d'État de directeur de projet d'animation et de développement (DEDPAD)

Ce diplôme, créé en 1995, est délivré à l'issue d'une formation de 1 500 heures réparties sur 3 ans au maximum.

Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur (DEFA)

Diplôme préparé selon un cycle continu ou discontinu sur une durée de 8 ans maximum.

Centres de vacances (CV)

Les centres de vacances sont des accueils collectifs avec hébergement pour les jeunes âgés de 4 à 18 ans lors de leurs congés scolaires, professionnels ou de leurs loisirs.

Le ministère chargé de la Jeunesse apporte une aide aux associations agréées, ainsi qu'aux collectivités locales qui proposent des activités de loisirs et de vacances notamment en direction des jeunes, telles que les séjours en centres de vacances.

Placement de vacances (PV)

Placement d'un ou plusieurs mineurs en famille ou établissement à l'étranger ou en France. Lorsque ce placement est effectué en pays non francophone, il s'agit habituellement d'un séjour linguistique.

Fédération sportive

Une fédération sportive est une union d'associations sportives régie par la loi de 1901, pratiquant le même sport ou plusieurs, ou encore regroupant des licenciés qui appartiennent à une même catégorie (ex sport scolaire).

---

[1] Jusqu'au 30 avril 2003 cette durée était « égale ou supérieure à 5 nuits » les séjours en dehors de ces seuils jusqu'à cette date pouvaient être déclarés et donc décomptés. Depuis le 1er mai 2003, ils ne le sont plus ce qui fait apparaître une réduction du nombre d'enfants.

Les fédérations peuvent être agréées par le ministère des Sports : la loi leur reconnaît une mission de service public. Parmi elles, certaines reçoivent une délégation pour organiser la pratique d'une discipline sportive. Elles passent avec l'État un contrat permanent autorisant l'organisation de championnats et compétitions. Les fédérations unisport délégataires sont classées en olympiques et non olympiques selon que la discipline sportive est incluse ou non au programme des jeux olympiques. Ce programme est international et est réactualisé par le Comité international olympique.

Trois fédérations multisports ont délégation du ministère, la fédération française handisport, la fédération des sourds de France et la fédération française de sport adapté pour les pratiques sportives destinées respectivement aux personnes concernées.

L'adhésion à une fédération par une licence annuelle permet la pratique sportive et la participation aux compétitions, et le cas échéant, selon les statuts de la fédération, la participation au fonctionnement et aux activités de la fédération. Les activités sportives peuvent également être pratiquées au sein d'une fédération par des non licenciés à qui on délivre des titres de participation.

Sur 15,2 millions d'adhésions en 2004, 14,3 millions sont des licences sportives et plus de 900 000 des autres titres de participation.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative.

Organismes :

– Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, mission statistique
– Commission nationale du Sport du haut niveau.

Sites Internet :

– www.jeunesse-sports.gouv.fr
– www.education.gouv.fr

Publications :

Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, mission statistique

– « La pratique des activités physiques et sportives en France », 2005 ;
– « Jeunesse, Sports et Vie Associative – Données et études statistiques », 2005 ;
– « Les adolescents et le sport », 2004 ;
– « Les chiffres clés du Sport », mission statistique, octobre 2004 ;
– « Résultats de l'enquête menée en 2003 par l'Insee, le ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative et le ministère de la Culture et de la Communication », éditions de l'Insep ;
– « Résultats de l'enquête menée en 2001 par le ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative et l'Institut National du Sport et de l'Éducation Physique », éditions de l'Insep.

STAT Info :

– « Les associations sportives et d'éducation populaire dans le secteur associatif français », n° 05-04, septembre 2005 ;
– « 100 000 diplômes professionnels sportifs ont été délivrés depuis 1995 », n° 05-03, mai 2005 ;
– « 580 000 diplômes de l'animation ont été délivrés depuis 1995 », n° 05-02, mai 2005 ;
– « Les jeunes dans la pratique sportive licenciée en 2003 », n° 05-01, février 2005 ;
– « Les femmes dans la pratique sportive licenciée en 2002 », n° 04-07, novembre 2004 ;
– « Un demi-siècle de licences sportives », n° 04-06, novembre 2004 ;
– « Le poids économique du sport en 2002 », n° 04-05, novembre 2004 ;
– « Sport et culture marchent de concert », n° 04-04, octobre 2004 ;
– « Les Franciliens sont aussi sportifs que les provinciaux et fréquentent davantage les équipements culturels », n° 04-03, juin 2004 ;
– « Les licences sportives et les clubs des fédérations françaises agréées en 2001 », n° 04-02, février 2004 ;
– « Les équipements sportifs possédés par les établissements publics d'enseignement supérieur en 2000 », n° 04-01, février 2004.

Insee

Insee-Première :

– « Pratique sportive et activités culturelles vont souvent de pair », n° 1008, mars 2005.

Documents de travail :

– « Participation culturelle et sportive en 2003, tableaux issus de l'enquête PCV de mai 2003 », n° F0501, Lara Muller, mars 2005.

TABLEAU E.04-1

Diplômes professionnels et non professionnels délivrés par le ministère des Sports - France entière (y compris Tom et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative — *Unité* : Nombre de diplômes

Nature du diplôme	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003
DIPLÔMES PROFESSIONNELS DÉLIVRÉS							
Diplômes sportifs (1) :	**7 102**	**8 388**	**8 689**	**8 833**	**9 463**	**9 724**	**9 837**
dont : B.E.E.S. 1er degré	6 520	7 844	8 106	8 200	8 935	9 097	9 089
B.E.E.S. 2ème degré	582	544	583	633	528	627	643
B.P.J.E.P.S. (2) (3)	///	///	///	///	///	///	105
Diplômes de l'animation :	**241**	**1 289**	**2 085**	**2 532**	**3 136**	**3 444**	**3 249**
dont : B.E.A.T.E.P. (3)	44	890	1 485	1 968	2 615	2 951	2 813
D.E.F.A. (3)	197	399	368	406	319	383	289
B.A.S.E. (3)	...	...	193	122	166	86	107
D.E.D.P.A.D. (3)	///	///	39	36	36	24	40
Diplôme socio-sportif :							
B.A.P.A.A.T. (3)	...	1 250	1 499	1 476	1 380	1 371	1 413
Total	**7 343**	**10 927**	**12 273**	**12 841**	**13 979**	**14 539**	**14 499**
DIPLÔMES NON PROFESSIONNELS DÉLIVRÉS							
B.A.F.D. (3)	2 117	6 602	2 527	2 346	2 173	2 113	1 958
B.A.F.A. (3)	38 567	48 512	54 830	56 651	54 132	51 446	52 797
Total	**40 684**	**55 114**	**57 357**	**58 997**	**56 305**	**53 559**	**54 755**

(1) Chaque année 4 à 5 diplômes B.E.E.S. (Brevet d'État d'éducateur sportif) du 3ème degré sont délivrés.
(2) Amené à remplacer à terme l'ensemble des diplômes de niveau IV.
(3) Cf. partie « 3. Définitions » dans le texte de ce chapitre.

TABLEAU E.04-2

Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil (1) et nombre de séjours - France entière (y compris Tom et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative — *Unité* : Millier

	1995	1998	1999	2000	2001	2002 ■	(2) 2003	(2) 2004
Centres de vacances								
Nombre d'enfants :								
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	28,4	22,7	21,2	19,5	18,0	16,5	13,4	14,4
Centres de vacances (6-12 ans)	444,2	396,5	390,7	365,5	365,9	344,7	333,8	335,0
Centres de vacances (12-18 ans)	227,8	212,6	218,0	200,4	214,8	207,8	446,1	468,1
Camps fixes (jusqu'à 18 ans)	265,9	241,5	233,4	204,1	192,4	177,8	...	...
Camps itinérants (jusqu'à 18 ans)	98,4	89,7	89,0	95,5	84,6	77,0	...	...
Total	**1 064,6**	**962,9**	**952,3**	**885,0**	**875,6**	**823,8**	**793,2**	**817,5**
Nombre de séjours correspondants	**29,6**	**28,7**	**27,7**	**26,0**	**25,6**	**24,2**	**22,0**	**23,0**
Placements de vacances et séjours linguistiques								
Nombre d'enfants :								
Placements de vacances	36,4	30,6	32,8	26,0	25,7	24,2	...	...
Séjours linguistiques	130,0	118,1	99,9	104,8	111,4	98,5	...	...
Total	**166,5**	**148,7**	**132,8**	**130,8**	**137,0**	**122,7**	**49,0**	**45,0**
Nombre de séjours correspondants	**3,6**	**3,7**	**3,7**	**3,6**	**3,6**	**3,3**	**1,2**	**1,3**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les lieux d'accueil (les placements familiaux et séjours linguistiques sont concernés, depuis 1994, au regard de la réglementation « protection des mineurs »).
(2) À partir d'avril 2003, changement de législation et de modalités de décompte.

TABLEAU E.04-3

Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, Printemps et Toussaint), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil (1) et nombre de séjours - France entière (y compris Tom et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative — *Unité* : Millier

	1995	1998	1999	2000	2001	2002 ■	(2) 2003	(2) 2004
Centres de vacances								
Nombre d'enfants :								
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	8,9	6,9	7,0	6,0	5,5	5,3	4,3	4,3
Centres de vacances (6-12 ans)	192,8	174,7	171,9	159,2	152,6	148,2	133,0	121,4
Centres de vacances (12-18 ans)	149,4	136,2	135,0	128,1	125,7	127,5	132,1	157,3
Camps fixes (jusqu'à 18 ans)	23,0	13,2	10,9	9,9	9,7	7,7	...	...
Camps itinérants (jusqu'à 18 ans)	7,3	7,1	8,1	7,8	7,6	6,5	...	...
Total	**381,5**	**338,1**	**332,9**	**311,0**	**301,1**	**295,2**	**269,4**	**282,9**
Nombre de séjours correspondants	**10,2**	**9,2**	**9,2**	**9,0**	**8,7**	**8,4**	**7,4**	**7,7**
Placements de vacances et séjours linguistiques								
Nombre d'enfants :								
Placements de vacances	12,6	10,6	11,3	11,6	10,7	11,5	...	...
Séjours linguistiques	29,7	20,2	18,8	20,0	16,7	19,2	...	...
	42,3	**30,8**	**30,1**	**31,6**	**27,4**	**30,7**	**11,0**	**10,0**
Nombre de séjours correspondants	**1,2**	**1,2**	**1,2**	**1,3**	**1,3**	**1,2**	**0,4**	**0,3**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les lieux d'accueil (les placements familiaux et séjours linguistiques sont concernés au regard de la réglementation « protection des mineurs »). Les enfants sont comptabilisés autant de fois qu'ils ont participé à un séjour, au cours de la même année.
(2) À partir d'avril 2003, changement de législation et de modalités de décompte.

TABLEAU E.04-4

Sections sportives scolaires, « Pôles France » et « Pôles Espoirs » (Creps - écoles et instituts) - France entière (y compris Tom et collectivités territoriales) - année scolaire

Source : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative — *Unité* : Nombre

Sections « jeunesse et sports » (et effectifs)	1997	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Sections sportives scolaires (1)	1 694	1 900 *e*	1 900 *e*	2 096	...	...	...
« Pôles France » (2), nombre de sections	144	135	136	130	130	132	126
« Pôles Espoirs » (2), nombre de sections	234	269	289	300	329	341	332
Nombre de spécialités sportives	48	50	50	50	51	51	56
Effectifs « Sections sportives scolaires »	...	40 000 *e*	40 000 *e*	44 000 *e*	...	...	...
Effectifs « Pôles France » + « Pôles Espoirs »	...	10 061	9 576	9 400	9 000	9 507	9 042
Effectif total (Pôles France + Espoirs + sections sportives scolaires)	**40 461**	**50 000 *e***	**50 000 *e***	**54 000 *e***	...	...	...

(1) Les sections sportives scolaires (ex-« sections sportives ») sont gérées par le ministère en charge de l'Éducation nationale.
(2) Les « Pôles France » et les « Pôles Espoirs » ont succédé aux centres permanents d'entraînement et de formation à compter de 1996.

TABLEAU E.04-5

Sections de clubs et licences sportives - France entière (y compris Tom et collectivités territoriales)

Sources : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative
Enquête menée auprès des fédérations sportives

	Sections de clubs			Licences et autres types de participation			*dont* : Licences femmes (%)
	2002	2003	*p* 2004	2002	2003	*p* 2004	2004
Fédérations olympiques agréées	**74 033**	**72 705**	**71 447**	**7 116 784**	**7 330 405**	**7 414 211**	**27,4**
dont : Fédération française de basketball	5 245	5 247	4 592	426 751	427 445	435 816	39,9
Fédération française de canoë-kayak	727	716	714	123 102	236 843 (1)	254 618	25,2
Fédération française d'équitation	5 391	5 652	5 924	452 585	468 591	490 660	76,1
Fédération française de football	19 776	18 453	18 194	2 066 339	2 141 239	2 146 752	2,1
Fédération française de gymnastique	1 647	1 651	1 623	226 882	231 002	233 850	78,6
Fédération française de handball	2 424	2 429	2 415	318 895	318 981	337 971	36,6
Fédération française de judo-jujitsu, kendo et disciplines associées	6 038	6 084	5 578	576 607	556 406	539 733	24,8
Fédération française de natation	1 326	1 264	1 253	214 053	216 424	227 936	56,0
Fédération française de ski	1 470	1 477	1 428	152 448	157 762	160 722	37,8
Fédération française de tennis	8 937	8 748	8 661	1 067 755	1 075 025	1 065 531	32,2
Fédération française de voile	1 087	1 058	1 003	276 644	280 196	279 651	18,1
Fédérations non olympiques agréées	**42 702**	**42 908**	**43 139**	**2 765 108**	**2 759 292**	**2 798 211**	**24,3**
dont : Fédération française de ball-trap et de tir à balle	597	593	593 (2)	42 810	40 404	40 952 *e*	3,9
Fédération française de sport automobile	423	422	422	67 449	66 029	63 392	9,7
Fédération française des sports de boules	2 756	2 449	2 426	165 760	162 916	160 500	7,8
Fédération française de cyclotourisme	3 114	3 133	3 137	113 993	115 416	118 013	16,7
Fédération française d'études et sports sous-marins	2 073	2 089	2 079	152 265	151 735	149 490	29,9
Fédération française de golf	1 396	1 437	1 442	325 229	345 022	359 141	29,4
Fédération française de karaté et arts martiaux affinitaires	3 785	3 786	3 917	209 948	201 296	205 126	27,6
Fédération française de pétanque et jeu provençal	6 905	6 846	6 736	419 936	409 437	395 160	14,7
Fédération française de la randonnée pédestre	2 594	2 737	2 890	151 940	161 820	169 968	61,7
Fédération française de rugby	1 710	1 719	1 725	252 807	222 808	240 795	2,8
Fédérations multisports :							
Affinitaires	**30 082**	**31 422**	**31 040**	**2 410 257**	**2 446 486** *r*	**2 437 288**	**59,1**
dont : Fédération française d'éducation physique et de gymnastique volontaire	7 547	7 642	7 631	521 672	546 021	562 416	94,1
Fédération sportive et culturelle de France	2 014	2 021	2 027	217 477	219 111	220 358	65,3
Fédération sportive et gymnique du travail	4 111	4 182	4 145	266 412	261 496	255 345	32,5
Union française des œuvres laïques d'éducation physique	9 906	9 997	9 849	402 968	400 339	389 848	41,1
Handicapés	**1 205**	**1 253**	**1 286**	**47 534**	**50 012**	**50 770**	**32,3**
dont : Fédération française handisport	572	594	634	14 519	15 442	16 270	29,5
Fédération française du sport adapté	554	578	571	29 578	31 059	30 865	35,0
Scolaires, universitaires	**24 851**	**24 832**	**24 105**	**2 560 501**	**2 535 739**	**2 523 192**	**43,8**
dont : Union nationale du sport scolaire	9 427	9 502	9 504	858 670	840 963	859 733	40,2
Union sportive de l'enseignement du premier degré	11 581	11 307	10 675	812 793	797 987	762 643	50,1
Toutes pratiques confondues	**172 873**	**173 120**	**171 017**	**14 900 184**	**15 121 934** *r*	**15 223 672**	**34,6**

(1) Augmentation importante du nombre de licences due à une politique attractive de prix de cotisation.
(2) Pas de réponse, reconduction année précédente.

TABLEAU E.04-6

Sportifs reconnus par le ministère en charge des Sports - France entière (y compris Tom et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative

Sportifs classés	1995	2000	2002	2003	*r* 2004	2005
Liste « Sportifs de haut niveau » (Élites, Séniors, Jeunes, Reconversions)	5 783	6 195	6 366	6 573	6 662	6 721
Liste « Espoirs »	10 171	11 063	9 748	9 039	9 084	8 724
Liste « Partenaires d'entraînement »	207	530	411	354	303	321

Chapitre E.05

Vacances et Loisirs divers

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Séjours et nuitées selon la durée, le motif et la destination en 2004.

2 Voyages personnels : séjours et nuitées selon le type d'espace.

3 Voyages personnels : séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement.

4 Voyages personnels : séjours et nuitées selon le mode d'hébergement.

5 Voyages personnels : séjours et nuitées à l'étranger.

6 Voyages personnels : séjours suivant le mode de transport principal.

7 Voyages personnels : nuitées et durée moyenne des séjours - France entière.

8 Voyages personnels : séjours selon l'activité pratiquée et le type d'espace.

9 Taux de départ en vacances selon l'âge.

10 Taux de départ en vacances selon la catégorie socioprofessionnelle.

11 Chasse et pêche fluviale.

1
○ Présentation

Les déplacements touristiques des Français connaissent, à nouveau en 2004, une dynamique propre qui traduit la spécificité du tourisme dans l'économie.
Le nombre de voyages effectués par les Français âgés de 15 ans et plus augmente de plus de 6 % entre 2003 et 2004, avec une hausse du nombre de séjours personnels de 5,7 % et une légère hausse du nombre de nuitées personnelles de 1,9 %. Comme les années précédentes, la tendance est au raccourcissement de la durée des séjours, puisque les courts séjours augmentent de 8,7 % et les longs séjours de seulement 2,4 %.
Parmi les modes de transport, la voiture particulière arrive largement en tête, elle est utilisée dans quatre séjours sur cinq (75,0 %). Le train (12,2 % des séjours) et l'avion (6,9 %) sont les autres moyens de transport les plus utilisés.
Ces déplacements se sont faits plutôt à la mer (39,5 % des nuitées) et à la campagne (31,8 % des nuitées) et majoritairement dans des hébergements non marchands (famille, amis, résidences secondaires) : 54,0 % en été et 66,5 % en hiver.

2
○ Méthodologie

Voyages personnels des Français

Les voyages personnels des Français sont saisis à partir d'une enquête mensuelle « Suivi des déplacements touristiques des Français » réalisée par la Direction du Tourisme et la TNS-Sofrès auprès d'un échantillon de 20 000 personnes représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.
Ces voyages se décomposent en « séjours » définis par le fait d'avoir passé au moins une nuit en lieu fixe. La durée des séjours est comptabilisée en nuitées.

Enquête EPCV

Le dispositif d'Enquêtes Permanentes sur les Conditions de Vie (EPCV) a été mis en place à partir de 1996 et donne lieu depuis cette date à trois enquêtes par an. Ce dispositif comporte trois parties : la partie « indicateurs sociaux », la partie dite « variable » et la partie commune.
Les tableaux donnant les taux de départ en vacances sont issus de la partie variable. L'enquête d'octobre 2004 a pour objectif l'étude de la fréquence et de l'organisation des vacances. Elle permet avant tout d'évaluer le taux de départ en vacances des résidents français sur la période référencée et de mettre en évidence les différences de comportement entre les ménages et les contraintes auxquelles ils peuvent être confrontés.

3
○ Définitions

Touriste

En mars 1993, la Commission de statistique des Nations Unies a adopté une série de recommandations sur les statistiques du tourisme préparées par l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) comme suite à la conférence internationale sur les statistiques des voyages et du tourisme, organisée conjointement par l'OMT et le Gouvernement du Canada et qui s'est tenue à Ottawa en juin 1991 ; les notions de tourisme, visiteur, touriste et excursionniste sont précisées.
Le tourisme comprend « les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans des lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs non liés à l'exercice d'une activité rémunérée dans le lieu visité ». Dans un pays donné, différentes formes de tourisme peuvent être distinguées : le tourisme interne qui comprend les résidents du pays donné qui voyagent uniquement à l'intérieur de ce pays, le tourisme récepteur qui comprend les non-résidents qui voyagent dans le pays donné et le tourisme émetteur comprenant les résidents du pays qui voyagent dans un autre pays.
Tous les voyageurs qui intéressent le tourisme sont désignés par le terme visiteur. Celui-ci est le concept de base de l'ensemble du système de statistique du tourisme. Il désigne toute personne qui se rend dans un lieu (ville, département, région ou pays) autre que celui où elle a sa résidence habituelle pour une période non supérieure à 12 mois, et dont le motif principal de visite est autre que celui d'exercer une activité rémunérée dans le lieu visité. Si ce lieu est un pays autre que celui de résidence habituelle du visiteur, ce dernier sera dit « international ». Les visiteurs se classent en deux catégories : les touristes et les excursionnistes. Le touriste est un visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé dans le lieu visité, les autres visiteurs (visiteurs de la journée) étant des excursionnistes.
Enfin, les travailleurs frontaliers, les immigrants temporaires et permanents, les nomades, les passagers en transit, les réfugiés, les membres des forces armées, les représentants consulaires, les diplomates ne sont pas inclus dans les statistiques du tourisme international.

Vacances

La notion de vacances utilisée dans l'enquête EPCV a évolué. Elle répond désormais à une normalisation internationale : on entend par « vacances » tout déplacement comportant au moins 4 nuitées consécutives en dehors du domicile, effectué pour des motifs autres que professionnel, d'étude ou de santé.
Cette définition, utilisée pour des enquêtes de même type, dans l'ensemble des pays de la Communauté européenne, exclut les week-ends du champ de l'enquête. Elle ne recouvre pas la notion courante de « tourisme ». Elle est à la fois plus large, en comprenant tous les séjours dans les familles ou les endroits non touristiques et plus étroite, puisque le tourisme d'affaires n'est pas étudié.
Elle diffère de la notion utilisée jusqu'en 1994, où l'on entendait par « vacances » les déplacements comportant au moins 4 jours consécutifs hors du domicile effectués pour des motifs autres que professionnel, d'étude ou de santé.

Voyages personnels

Les « voyages personnels » se décomposent de la façon suivante :
– d'agrément : salon, foire, exposition, croisière, manifestation sportive, stage sportif, manifestation culturelle, festival, visite, vacances, tourisme ;
– familiaux : visite à la famille, aux amis, réunion de famille (mariage, baptême) ;
– autres raisons personnelles : séjour linguistique, cure, thalassothérapie.

4
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, direction du Tourisme, bureau des études, des statistiques et des comptes économiques.

Organismes :

– Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, direction du Tourisme, département de la stratégie, de la prospective, de l'évaluation et des statistiques, bureau des études, des statistiques et des comptes économiques.
– Insee.

Sites Internet :

– www.tourisme.gouv.fr
– www.odit-france.fr

Publications :

Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Direction du Tourisme
– Les comptes du tourisme 2004 ;
– Chiffres clés du tourisme ;

– Mémento du tourisme ;
– La note de conjoncture (mensuelle) ;
– Tourisme infos rapides, note mensuelle disponible sur le site www.tourisme.gouv.fr , rubrique « Statistiques » ;
– « Les nouveaux enjeux du camping », décembre 2004 ;
– « Les investissements touristiques : mise en place d'un tableau de bord », juin 2004.

Odit-France

– L'observation touristique ;
– Les analyses et perspectives ;
– La lettre de l'Observation du Tourisme (bimestrielle).

Insee

Économie et Statistique :
– « Départs en vacances : la persistance des inégalités », n° 345, mai 2001.

Insee-Références
– France Portrait Social 2005-2006 : « Loisirs et mode de vie » ;
– « Le tourisme en France », novembre 2005.

Insee-Résultats :
– « Les vacances des Français », série « Société », n° 4, mai 2002.

Insee-Première :
– « Une médiocre saison d'été pour l'hôtellerie et le camping en 2004 », n° 1003, février 2005 ;
– « L'hôtellerie a souffert en 2003 », n° 976, juillet 2004 ;
– « L'hôtellerie de chaîne en 2000 », n° 820, janvier 2002 .

Autres

– « Les voyages à longue distance des français en 2004 – Une forte progression des voyages en avion », *SES Infos rapides Transports* n° 258, juillet 2005.
– *Compendium des statistiques du tourisme 2004*, mai 2004.

Cahiers d'espaces :
– « Tourisme et famille », n° 83, novembre 2004 ;
– « Sport de nature, offre et demande », n° 81 mai 2004.

Revue Espaces :
– « La notion de charme », n° 218, septembre 2004 ;
– « Ports de plaisance », n° 214, avril 2004.

Consommation et Modes de vie - Chroniques du CREDOC :
– « Les enquêtes « au bord des routes » dans les domaines des transports et du tourisme : quelles alternatives ? », *rapport Cnis*, 2004 ;
– « Vacances, week-ends, les incidences des 35 heures », n° 161, février 2003.

Voir aussi le chapitre R.02 « Tourisme ».

TABLEAU E.05-1

Séjours et nuitées selon la durée, le motif et la destination en 2004

Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	Court séjour		Long séjour		Total	
	Séjours	Nuitées	Séjours	Nuitées	Séjours	Nuitées
Professionnel						
France	7,0	11,0	1,6	12,9	8,7	23,9
Étranger et Dom-Tom	1,2	2,1	0,7	5,7	2,0	7,8
Total	**8,3**	**13,1**	**2,4**	**18,6**	**10,7**	**31,7**
Personnel						
France	91,4	163,4	67,2	638,2	158,6	801,5
Étranger et Dom-Tom	5,2	10,8	13,9	141,2	19,1	151,9
Total	**96,6**	**174,2**	**81,1**	**779,4**	**177,7**	**953,4**
Ensemble						
France	98,4	174,4	68,8	651,1	167,3	825,4
Étranger et Dom-Tom	6,4	12,9	14,6	146,9	21,1	159,7
Total	**104,9**	**187,3**	**83,5**	**798,0**	**188,4**	**985,1**

TABLEAU E.05-2

Voyages personnels : Séjours et nuitées selon le type d'espace (1)

Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la Demande Touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004
En % des séjours							
Mer	25,3	27,6	28,0	27,6	27,3	27,9	26,9
Montagne	15,0	15,1	15,1	14,4	14,5	14,3	14,8
Campagne	37,4	36,0	34,9	36,1	36,1	35,8	35,7
Lac	4,1	4,0	4,2	4,0	4,0	4,1	4,0
Ville	32,1	33,4	33,9	33,5	34,0	33,2	35,9
Autre	2,0	2,3	2,9	2,8	2,7	2,6	3,0
En % des nuitées							
Mer	37,4	38,9	40,0	39,6	39,2	39,7	39,5
Montagne	19,8	19,5	19,2	18,9	19,2	18,3	19,1
Campagne	32,4	32,8	31,5	32,1	32,0	32,2	31,8
Lac	5,7	5,1	5,7	5,4	5,7	5,3	5,4
Ville	26,2	27,1	27,2	27,3	27,9	26,0	29,6
Autre	1,8	2,3	2,9	2,7	2,7	2,5	3,4
Durée moyenne des séjours (en nuitées)							
Mer	8,5	8,2	8,2	8,1	8,0	7,9	7,9
Montagne	7,6	7,5	7,4	7,4	7,4	7,1	7,0
Campagne	5,0	5,3	5,2	5,0	5,0	5,0	4,8
Lac	8,0	7,3	7,8	7,5	7,9	7,3	7,3
Ville	4,7	4,7	4,6	4,6	4,6	4,4	4,5
Autre	5,2	5,8	5,9	5,4	5,7	5,4	6,0

(1) Le total est supérieur à 100 %, plusieurs espaces pouvant être fréquentés au cours d'un même séjour.

TABLEAU E.05-3

Voyages personnels : Séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement

Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la Demande Touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : %

	Séjours				Nuitées			
	1995	2000	2003	2004	1995	2000	2003	2004
ÉTÉ (période du 01/04 au 30/09)								
Hôtel et pension de famille	15,6	16,6	15,4	16,1	10,9	11,8	10,6	11,0
Camping	8,6	8,7	8,8	8,3	12,0	11,7	11,8	11,6
Location	4,8	5,6	5,5	5,0	9,2	10,0	9,7	9,2
Gîte, chambre d'hôte	3,0	3,3	4,0	3,9	3,4	3,5	3,9	3,8
Résidence de tourisme	0,7	1,2	1,6	1,7	1,1	1,7	2,2	2,4
Autre	5,6	7,0	6,5	6,6	7,2	8,5	7,7	8,0
Total hébergement marchand	**38,3**	**42,4**	**41,8**	**41,6**	**43,8**	**47,2**	**45,9**	**46,0**
Résidence secondaire	11,8	10,8	9,7	8,9	17,6	16,5	16,2	15,0
Famille/amis	49,9	46,7	48,5	49,4	38,6	36,3	38,0	39,0
Total hébergement non marchand	**61,7**	**57,6**	**58,2**	**58,3**	**56,2**	**52,8**	**54,1**	**54,0**

	Séjours				Nuitées			
HIVER (période du 01/10 au 31/03)	94-95	99-00	02-03	03-04	94-95	99-00	02-03	03-04
Hôtel et pension de famille	12,1	14,4	14,3	13,6	12,0	13,7	13,2	12,8
Camping	1,1	0,7	0,7	0,9	1,2	1,0	1,0	1,2
Location	4,1	4,2	4,1	4,0	7,0	7,7	7,2	7,5
Gîte, chambre d'hôte	1,7	1,9	2,2	2,2	1,8	2,0	2,1	2,1
Résidence de tourisme	–	1,1	1,7	1,8	–	1,8	2,5	2,7
Autre	4,9	5,8	5,1	5,6	7,0	7,7	6,7	7,1
Total hébergement marchand	**23,9**	**28,1**	**28,1**	**28,1**	**29,0**	**33,9**	**32,6**	**33,4**
Résidence secondaire	12,4	10,6	8,6	8,8	17,1	15,1	15,0	13,8
Famille/amis	63,7	61,3	63,3	63,1	53,9	51,0	52,4	52,7
Total hébergement non marchand	**76,1**	**71,9**	**71,9**	**71,9**	**71,0**	**66,1**	**67,4**	**66,5**

TABLEAU E.05-4

Voyages personnels : Séjours et nuitées selon le mode d'hébergement

Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	Séjours				Nuitées			
	1995	2000	2003	2004	1995	2000	2003	2004
Hôtel et pension de famille	25,3	24,6	24,9	27,4	113,0	113,0	105,4	112,5
Camping	10,2	8,9	9,8	10,0	90,9	78,7	81,1	81,0
Location	7,9	8,0	8,4	8,2	86,4	85,0	84,0	81,0
Gîte, chambre d'hôte	4,4	4,4	5,6	5,7	29,2	28,0	31,5	31,5
Résidence de tourisme	1,0	1,9	2,7	3,0	9,2	16,3	21,9	23,8
Autre	9,2	10,5	10,2	10,6	69,1	74,1	69,0	71,5
Total hébergement marchand	**58,1**	**58,3**	**61,6**	**64,9**	**397,9**	**394,2**	**392,9**	**401,4**
Résidence secondaire	20,5	16,5	15,9	15,6	171,1	143,8	148,6	140,1
Famille/amis	94,8	81,8	90,6	97,0	425,0	366,2	394,4	411,9
Total hébergement non marchand	**115,3**	**98,4**	**106,5**	**112,8**	**596,1**	**509,9**	**543,0**	**552,0**
Total hébergement	**173,4**	**156,7**	**168,1**	**177,7**	**994,0**	**904,1**	**935,9**	**953,4**

TABLEAU E.05-5

Voyages personnels : Séjours et nuitées à l'étranger

Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	Séjours				Nuitées			
	1995	2000	2003	2004	1995	2000	2003	2004
Total Europe	**11,9**	**10,3**	**11,7**	**12,7**	**86,0**	**74,1**	**80,3**	**84,2**
dont : Allemagne	1,0	0,8	0,7	0,9	5,4	4,4	4,0	4,3
Belgique, Luxembourg	0,9	0,7	1,1	1,1	3,2	3,0	3,5	4,1
Espagne	2,7	2,5	2,8	2,9	25,5	21,5	23,1	22,5
Grande Bretagne + Irlande	1,6	0,9	0,9	1,3	8,4	5,6	4,9	7,2
Italie	1,9	1,8	2,1	2,0	13,5	12,2	13,9	13,4
Afrique	1,4	2,8	2,5	3,1	13,1	24,7	22,9	27,9
Amérique	1,4	1,6	1,4	1,5	16,4	19,9	14,9	17,1
Asie, océanie	0,9	0,9	0,6	0,8	11,2	11,0	6,8	9,4
Total (Dom-Tom exclus)	**15,7**	**15,5**	**16,1**	**18,1**	**126,7**	**129,7**	**124,8**	**138,5**

TABLEAU E.05-6

Voyages personnels : Séjours suivant le mode de transport principal

Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	Nombre				Pourcentage			
	1995	2000	2003	2004	1995	2000	*r* 2003	2004
Voiture particulière	134,7	117,4	128,8	132,5	77,7	74,9	76,6	75,0
Voiture de location	0,9	1,1	1,1	1,2	0,5	0,7	0,6	0,7
Minibus, camping-car	1,7	1,7	2,1	2,2	1,0	1,1	1,3	1,3
Avion	9,4	11,4	10,4	12,2	5,4	7,3	6,2	6,9
Train	19,1	18,6	19,7	21,5	11,0	11,9	11,7	12,2
Autocar	5,2	4,2	3,5	3,7	3,0	2,7	2,1	2,1
Autre	2,4	2,4	2,3	4,4	1,4	1,5	1,4	1,8
Total	**173,4**	**156,7**	**168,1**	**177,7**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU E.05-7

Voyages personnels : Nuitées et durée moyenne des séjours - France entière

Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

	Nombre de nuitées (millions)				Durée moyenne des séjours (nuitées)			
	1995	2000	2003	2004	1995	2000	2003	2004
Alsace	11,8	10,5	11,2	12,3	5,3	4,6	4,5	4,3
Aquitaine	63,6	61,2	62,1	64,3	6,6	6,6	6,2	6,1
Auvergne	23,2	22,7	26,4	24,6	5,7	5,3	5,4	4,9
Basse-Normandie	28,5	25,0	24,4	24,4	4,8	5,0	4,7	4,3
Bourgogne	26,6	20,2	20,3	20,7	3,8	4,0	3,9	3,8
Bretagne	67,6	61,2	71,7	71,4	6,5	6,4	6,0	5,8
Centre	29,7	27,9	27,3	27,2	4,1	4,0	3,8	3,4
Champagne-Ardenne	9,6	8,6	9,2	10,4	3,4	3,2	3,3	3,1
Corse	12,6	11,9	12,6	10,6	11,8	10,2	11,0	11,1
Franche-Comté	14,6	12,5	13,9	13,7	4,8	4,7	4,4	1,3
Haute-Normandie	16,0	11,7	12,1	10,4	3,7	3,5	3,4	3,1
Île-de-France	44,3	35,7	36,5	40,0	3,5	3,4	3,4	3,3
Languedoc-Roussillon	78,5	71,8	76,2	73,4	7,9	7,7	7,3	6,8
Limousin	9,8	11,7	11,7	12,1	5,1	5,6	5,3	5,5
Lorraine	19,7	15,4	15,0	16,2	4,2	3,9	4,0	4,1
Midi-Pyrénées	47,9	41,6	44,7	43,7	5,7	5,6	5,4	5,1
Nord-Pas-de-Calais	21,8	18,9	18,6	20,9	4,1	4,0	4,1	4,1
Pays de la Loire	60,2	51,7	59,3	60,5	5,3	5,3	5,1	5,1
Picardie	16,6	14,7	13,6	13,4	3,8	4,3	3,8	3,6
Poitou-Charentes	39,9	37,1	38,8	36,3	5,4	5,6	5,8	5,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	106,3	102,9	97,3	98,6	7,6	7,5	7,2	6,7
Rhône-Alpes	105,1	88,0	94,8	95,5	5,6	5,4	5,5	5,3
France sans indication	2,6	0,7	1,7	0,8	6,8	13,9	6,3	5,2
Dom -Tom	11,4	11,2	9,5	12,6	14,0	11,3	12,8	14,6
Total	**867,8**	**774,6**	**808,8**	**814,1**	**5,5**	**5,5**	**5,3**	**5,1**

TABLEAU E.05-8

Voyages personnels : Séjours selon l'activité pratiquée et le type d'espace (1)

Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : %

	Mer	Montagne	Campagne	Ville	Lac
ÉTÉ (d'avril à septembre 2004)					
Natation, baignade, plage	46,2	12,7	8,4	25,7	9,4
Promenade, balade	46,3	44,9	32,9	45,0	24,8
Visite de ville	25,0	24,9	15,3	31,2	31,9
Visite de site naturel	15,4	25,4	11,7	24,6	11,3
Visite de monuments, de site historique	11,5	13,5	11,5	17,9	17,3
Visite de marché, foire, brocante	13,0	8,5	9,3	9,2	8,4
Visite de musées, expositions	6,1	7,9	5,5	9,6	11,2
Randonnée pédestre	4,5	24,6	4,0	10,9	2,6
Vélo, VTT	7,3	4,1	4,5	7,7	2,3
Pas d'activité particulière	7,7	7,6	24,6	6,5	21,1
HIVER (d'octobre 2004 à mars 2005)					
Sports d'hiver	0,1	67,3	1,8	11,9	1,2
Promenade, balade	45,9	33,3	26,7	39,9	18,3
Visite de ville	26,3	12,6	8,7	23,5	24,5
Visite de monuments, de site historique	13,2	5,4	5,0	13,8	12,0
Visite de marché, foire, brocante	10,7	5,0	6,9	9,1	7,9
Visite de site naturel	18,4	9,1	5,5	14,4	5,8
Visite de musées, expositions	6,9	2,8	2,5	7,2	9,8
Pas d'activité particulière	12,3	6,8	32,0	15,4	28,4

(1) Le total est supérieur à 100 %, plusieurs activités pouvant être pratiquées lors d'un même séjour.

TABLEAU E.05-9

Taux de départ en vacances selon l'âge

Source : Insee — *Unité* : %

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1999	2004
De 0 à 13 ans								
Été	65,4	65,0	65,9	64,1	65,4	68,1	67,1	69,5
Hiver	30,9	29,6	28,8	32,4	32,4	34,0	29,7	33,5
Année	68,2	67,9	67,7	67,4	68,9	70,6	70,1	73,0
De 14 à 19 ans								
Été	64,6	61,9	61,1	61,9	63,4	65,6	63,9	65,7
Hiver	26,7	28,2	27,9	34,0	28,3	34,1	30,9	34,0
Année	68,6	65,2	64,0	65,4	67,7	69,2	68,4	71,2
De 20 à 24 ans								
Été	53,4	50,2	54,0	51,0	51,0	51,5	51,9	52,8
Hiver	26,5	23,4	24,3	26,9	27,3	27,2	24,0	26,3
Année	57,9	55,3	58,4	57,7	56,4	58,1	58,3	59,2
De 25 à 29 ans								
Été	57,3	55,6	57,7	53,2	58,6	59,8	61,6	61,4
Hiver	30,2	30,9	27,7	30,2	31,6	34,2	30,1	35,1
Année	62,5	61,1	62,1	60,2	64,0	65,0	67,4	69,6
De 30 à 39 ans								
Été	62,0	59,6	61,4	61,3	62,2	63,4	58,7	62,8
Hiver	29,8	29,7	28,8	32,1	31,8	33,0	29,8	32,7
Année	66,4	63,2	65,0	66,3	67,5	67,9	63,3	67,9
De 40 à 49 ans								
Été	62,6	63,0	63,4	59,3	60,7	59,4	58,6	60,9
Hiver	31,6	31,3	29,0	30,0	29,5	30,9	28,9	34,2
Année	66,4	67,1	65,7	63,7	64,6	63,1	63,7	67,0
De 50 à 54 ans								
Été	58,3	51,0	58,4	54,4	55,4	58,5	60,6	60,5
Hiver	24,1	23,6	29,1	30,0	28,9	29,3	28,7	35,1
Année	61,3	56,2	62,6	61,0	60,5	61,9	63,6	65,5
De 55 à 59 ans								
Été	45,3	46,9	52,8	50,6	51,5	55,2	58,2	61,4
Hiver	25,2	23,6	24,2	22,1	22,8	25,9	32,7	39,6
Année	50,5	50,6	55,6	54,7	55,0	58,4	62,0	66,4
De 60 à 64 ans								
Été	46,7	49,1	45,0	50,8	48,6	51,7	53,2	59,8
Hiver	26,0	24,1	24,1	25,4	24,4	26,0	27,4	39,8
Année	52,5	53,9	51,0	55,7	52,2	55,7	58,2	65,4
De 65 à 69 ans								
Été	46,2	45,7	43,3	45,3	49,0	48,7	52,0	59,4
Hiver	24,7	20,0	22,5	25,9	23,5	24,9	29,0	37,4
Année	52,2	50,4	48,5	48,9	52,0	53,9	56,9	65,8
70 ans et plus								
Été	28,5	28,5	29,9	31,9	34,9	35,7	33,8	36,9
Hiver	13,6	15,9	15,0	19,2	17,9	16,7	14,6	20,0
Année	32,6	32,6	33,1	37,2	38,6	39,3	38,3	41,9
Total								
Été	56,4	55,0	56,4	55,3	56,7	58,1	57,0	59,3
Hiver	27,3	26,7	26,3	28,9	28,0	29,6	27,6	32,4
Année	60,7	59,1	59,8	60,0	60,9	62,0	62,0	64,6

TABLEAU E.05-10

Taux de départ en vacances selon la catégorie socioprofessionnelle

Source : Insee — *Unité* : %

	1992	1993	1994	1999	2004
Sans objet (enfant de moins de 15 ans)					
Été	64,6	65,7	68,0	67,4	69,7
Hiver	33,9	...	34,6	30,2	33,9
Année	68,1	69,1	70,6	71,0	73,2
Agriculteurs exploitants					
Été	18,4	18,9	21,4	28,7	29,6
Hiver	13,9	...	10,9	13,1	15,4
Année	24,5	20,8	24,4	33,0	38,4
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise					
Été	47,4	46,9	50,4	53,9	56,1
Hiver	25,3	...	24,0	25,7	36,5
Année	58,4	59,0	56,9	60,3	66,6
Cadres et professions intellectuelles supérieures					
Été	82,2	86,0	82,1	82,0	85,1
Hiver	61,6	...	59,0	55,6	64,8
Année	88,3	91,2	86,4	86,6	89,6
Professions intermédiaires					
Été	73,8	74,0	75,2	73,9	71,3
Hiver	40,2	...	40,5	43,1	44,2
Année	78,4	79,0	79,7	79,0	77,9
Employés					
Été	58,8	58,3	61,4	55,3	56,8
Hiver	28,3	...	29,3	24,8	27,3
Année	63,9	62,4	65,4	63,1	62,7
Ouvriers (y.c. ouvriers agricoles)					
Été	45,1	47,4	44,2	41,3	43,3
Hiver	13,1	...	13,7	11,6	15,4
Année	48,9	50,3	47,8	44,7	48,2
Retraités					
Été	40,7	42,7	43,7	44,2	48,0
Hiver	23,0	...	21,3	22,0	28,6
Année	45,9	46,3	47,8	48,9	53,3
Autres inactifs					
Été	50,4	52,2	55,6	57,1	60,1
Hiver	26,9	...	29,0	28,2	31,1
Année	54,9	57,1	60,2	62,2	65,5
Total					
Été	55,3	56,7	58,1	57,0	59,3
Hiver	28,9	28,0	29,6	27,6	32,4
Année	60,0	60,9	62,0	62,0	64,6

TABLEAU E.05-11

Chasse et pêche fluviale

Sources : Office national de la chasse et de la faune sauvage
Conseil supérieur de la pêche

	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004
CHASSE (1)								
Permis validés [en milliers] (2)	1 689,3	1 542,4	1 457,5	1 425,2	1 333,2	1 332,6	1 313,2	1 300,4
PÊCHE FLUVIALE								
Pêcheurs aux engins et aux filets sur le domaine public :								
Amateurs	11 609	8 056	7 291	6 855	6 807	7 361	6 753	6 563
Professionnels	962	728	689	691	668	634	626	593
Pêcheurs à la ligne :								
Associations agréées	4 000	4 073	4 190	4 229	4 251	...	...	...
Permis délivrés [en milliers] (3)	1 875,0	1 804,1	1 598,6	1 504,2	1 470,3	1 427,2	1 404,3	1 319,0

(1) Campagnes sur deux années.
(2) Validations départementales et nationales. À compter de 2002, le nombre de permis comprend aussi les validations temporaires départementales et nationales.
(3) Timbres piscicoles (taxe de base, complète, jeunes, vacances, plan d'eau).

Chapitre F.01

Santé

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Dépense courante et consommation médicale totale - France entière.

2 Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux - France entière.

3 Part de la dépense nationale de santé dans le PIB - Pays de l'OCDE.

4 Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie.

5 Effectifs des professions de santé au 1er janvier.

6 Sages-femmes, personnels médicaux et non-médicaux des établissements de santé au 31 décembre 2003.

7 Établissements de santé ayant des capacités d'hospitalisation au 1er janvier 2004.

8 Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée au 31 décembre - France entière.

9 Accueil des enfants de moins de six ans au 1er janvier 2004.

10 Principaux indicateurs de l'hospitalisation complète et partielle en 2003.

11 Établissements et capacité d'accueil pour handicapés au 1er janvier - France entière.

12 Nouveaux cas des affections de longue durée (ALD 30) - France entière.

13 Causes médicales de décès.

14 Interruptions volontaires de grossesse.

15 Cas de Sida par mode de contamination, année de diagnostic et sexe - France entière.

1
○ Présentation

La dépense nationale de santé est l'agrégat utilisé pour les comparaisons entre pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Elle représente en France 10,4 % du produit intérieur brut (PIB) en 2003 contre 10,0 % en 2002 et 9,7 % en 2001. Cette progression vient à la suite d'une période de stabilité les quatre années précédentes.

La France se situe au cinquième rang derrière les États-Unis (15,0 %), la Suisse (11,5 %), l'Allemagne (11,1 %) et l'Islande (10,5 %).

La dépense courante de santé totalise les versements effectués au cours d'une année par les financeurs de l'ensemble du système de santé. Elle atteint 183,5 milliards d'euros en 2004, soit 2 950 euros par habitant.

La consommation de soins et de biens médicaux (CSBM) est de 144,8 milliards d'euros, soit une augmentation par rapport à 2003 de 5,1 % en valeur, après 6,4 % en 2002 et 2003. Ce ralentissement s'explique entièrement par une croissance des prix nettement freinée (+1,6 % après 2,5 % en 2002 et 2,9 % en 2003). En volume, la croissance de la CSBM est de 3,4 %, comme en 2003.

Avec 64,3 milliards d'euros en 2004, le secteur hospitalier (établissements hospitaliers publics et privés) représente 44,4 % de la consommation de soins et de biens médicaux. La progression en valeur en 2004 (+ 4,8 %) est nettement inférieure à celle des années précédentes (6,0 % en 2002 et 5,7 % en 2003) en raison d'un ralentissement des prix. En effet, dans le secteur public, l'impact sur la masse salariale des embauches résultant de la réduction du temps de travail s'atténue ; dans le secteur privé, les revalorisations des tarifs des cliniques ont été moins élevées en 2004 (+ 3,8 %) qu'en 2003 (+ 4,8 %).

La consommation de soins ambulatoires atteint 39,6 milliards d'euros en 2004, soit 27,4 % de la consommation de soins et de biens médicaux. La consommation de soins de médecins s'est accrue en 2004 de + 3,0 % en valeur et de 1,9 % en volume. La hausse modérée du prix des soins de médecins (1,1 %) est liée à l'absence de revalorisations tarifaires en 2004.

Les médicaments représentent 20,9 % de la consommation de soins et de biens médicaux en 2004 pour une valeur de 30,3 milliards d'euros, en augmentation de + 5,7 % par rapport à 2003. L'augmentation en volume des dépenses de médicaments (+ 7,0 %) les place en 2004, au premier rang en terme de contribution à la croissance totale des soins et biens médicaux. La part des génériques dans l'ensemble du marché des médicaments remboursables progresse régulièrement : 6,9 % en 2004 après 5,4 % en 2003 et 4,1 % en 2002.

Les transports de malades et les autres biens médicaux ne représentent que 7,4 % de la CSBM, mais ils restent très dynamiques (+ 7,9 % en valeur en 2004). La croissance du poste « petits matériels et pansements » est particulièrement soutenue (+ 12 % en valeur en 2004), mais reste cependant très en retrait des évolutions passées (+ 31 % par an entre 1995 et 2000).

Trois principales tendances sont à l'œuvre dans la structure du financement de la CSBM :

– La part de la Sécurité sociale et de l'État est stable autour de 78 % de 2002 à 2004. Cette stabilité résulte de deux tendances inverses : d'une part, la déformation de la structure de la consommation en faveur des soins et biens médicaux moins bien remboursés (médicaments, optique et prothèses dentaires) et, d'autre part, la croissance du nombre de patients atteints d'une affection de longue durée (ALD) pris en charge à 100 %.

– La part des organismes complémentaires (mutuelles, assurances, institutions de prévoyance) croît faiblement au cours de cette même période (légèrement inférieure à 13 %) .

– Les dépenses restant à la charge directe des ménages poursuivent leur décroissance tendancielle : 9,4 % en 2002, 9,3 % en 2003 et 9,1 % en 2004.

2
○ Méthodologie

La nouvelle base des comptes de la Santé (base 2000)

Les comptes de la Santé pour l'année 2004 sont présentés pour la première fois en « base 2000 », nouvelle base de la comptabilité nationale. Cette nouvelle base introduit les changements principaux suivants :

– Des modifications conceptuelles

Les soins de longue durée des hôpitaux publics et ceux dispensés dans les maisons de retraite quittent le domaine sanitaire pour intégrer le secteur médico-social. Toutefois les comptes de la santé les maintiennent dans le calcul de la dépense courante de santé afin d'être à même d'évaluer, pour l'OCDE, la dépense nationale de santé.

– Des modifications de champ

L'hébergement des personnes fréquentant les établissements thermaux représentait, dans la base précédente, les deux tiers du poste « cures thermales ». Désormais, les dépenses d'hébergement ne sont plus considérées comme des soins de santé et ont été supprimées de la CSBM.

Les dépenses de prévention n'avaient pas été révisées depuis la base élaborée au milieu des années quatre-vingt. Le champ de la prévention s'étant élargi depuis vingt ans, de nouveaux opérateurs et de nouveaux types de dépenses (sécurité sanitaire de l'alimentation, par exemple) sont venus s'ajouter à la nomenclature.

Contrairement à la base précédente, les coûts de gestion de la santé incluent tant ceux des régimes de base de l'assurance maladie que ceux des institutions de prévoyance et des assurances. L'introduction de ces coûts fait passer, pour l'année 2003 commune aux deux bases, le poids des coûts de gestion dans la structure de la dépense courante de santé de 1,7 % à 7,1 %.

– Des révisions de certaines évaluations

Elles tiennent essentiellement à l'amélioration des sources statistiques existantes et à l'apparition de nouvelles.

– Les effets des modifications et révisions

Les modifications et révisions de la base 2000 induisent une baisse, à champ constant, de la consommation de soins et de biens médicaux de 5,8 % en 2003 par rapport à la base précédente.

À l'inverse, elles entraînent une hausse de la dépense courante de santé qui, en 2003, passe de 10,8 % à 11,1 % du PIB. Parallèlement, la dépense nationale de santé s'élève de 10,1 % à 10,4 % du PIB.

Les niveaux de remboursement de la Sécurité sociale étant peu modifiés, ces changements entraînent une modification significative de l'évolution du taux de couverture qui, pour 2003, passe de 75,8 % en base 1995 à 76,7 % en base 2000.

La dépense courante de santé

C'est la somme des dépenses engagées par les financeurs de l'ensemble du système de santé (Sécurité sociale, État, collectivités locales, organismes de protection complémentaire - Mutuelles, sociétés d'assurances, institutions de prévoyance - ménages). Elle couvre donc un champ plus large que celui de la consommation médicale totale puisqu'elle intègre également la prévention collective, les indemnités journalières, les subventions reçues par le système de santé, les dépenses de recherche, de formation et les coûts de gestion de la santé.

Profession de la santé

Médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens sont des professions réglementées (diplôme et exercice), par le Code de la santé publique. Cette réglementation entraîne l'inscription sur une liste préfectorale et la délivrance d'une carte professionnelle. Pour chacune de ces professions, il existe un ordre professionnel. En outre, elles bénéficient d'un monopole d'exercice.

Les auxiliaires médicaux ont également un monopole d'exercice et peuvent exercer sans prescription médicale en application du rôle propre qui leur est dévolu. Il s'agit des infirmiers, masseurs-

kinésithérapeutes, orthophonistes et orthoptistes. Ces professions sont réglementées de la même façon que les précédentes. Étant donnée l'absence d'ordre professionnel, c'est le préfet qui délivre la carte professionnelle.

Le ministère de la Santé et des Solidarités recense dans le fichier Adeli tous les médecins actifs, y compris les fonctionnaires et les praticiens adjoints contractuels ayant une autorisation d'exercice. Les répertoires Adeli sont gérés par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales qui, en vertu des dispositions du Code de la santé, sont tenues d'enregistrer les diplômes de tous les médecins qui commencent à exercer une activité professionnelle et de dresser annuellement la liste des médecins en activité dans leur département. Les directions régionales des Affaires sanitaires et sociales animent et coordonnent l'action des départements et participent au contrôle de la qualité des informations.

Seules les professions réglementées font l'objet d'une statistique annuelle. Pour les pharmaciens, l'exercice libéral correspond aux pharmaciens titulaires d'officine ; pour les autres professions, les libéraux incluent les libéraux exclusifs et partiels.

Le système hospitalier

Le système de santé français fait coexister deux secteurs : un secteur public et un secteur privé. L'hospitalisation est majoritairement publique : deux tiers des lits sont directement gérés par le public.

Depuis la loi de 1996, les établissements constituant l'un et l'autre secteur sont les suivants.

– Forment le « secteur hospitalier public », les établissements publics de santé, les établissements privés participant au service public hospitalier (PSPH), les anciens établissements à prix de journée préfectoral ayant opté pour le régime de la dotation globale hospitalière (DGH) le 1er janvier 1998 mais ne participant pas au service public hospitalier.

– Forment le « secteur hospitalier privé », les établissements privés non lucratifs, les établissements privés à but lucratif, les anciens établissements à prix de journée préfectoral ayant opté pour le régime conventionnel le 1er janvier 1997.

Les établissements de santé publics et privés, généraux ou spécialisés, de soins aigus (médecine, chirurgie, obstétrique – MCO), soins de suite et de réadaptation, soins de longue durée, psychiatrie, assurent principalement des soins avec hébergement complet. Les évolutions récentes des technologies et des pratiques médicales conduisent les établissements d'hospitalisation à s'ouvrir de plus en plus vers de nouvelles prises en charge du malade (hospitalisation de jour, de nuit, à temps partiel, à domicile...).

Le fondement de la planification hospitalière repose sur la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire (régional ou national pour certaines disciplines) qui ont pour objet de prévoir et de susciter les évolutions nécessaires de l'offre de soins en vue de satisfaire de manière optimale la demande de santé.

Enquête annuelle auprès des établissements de santé

La Drees exploite depuis 1994 une seule enquête auprès des établissements de santé (dite SAE). Elle couvre l'ensemble des établissements publics y compris les centres hospitaliers spécialisés en psychiatrie (CHS) et les établissements de santé privés, y compris les hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de publics (HPP). Mise en place en 1994, cette enquête fournit des données sur l'équipement et l'activité des établissements de santé (y compris le recensement du personnel).

Hospitalisation complète et hébergement complet

Les lits correspondent aux lits installés au 31 décembre de l'année. Ce nombre peut être différent de celui des lits autorisés.

Les entrées prises en compte sont les entrées totales. Dans une discipline d'équipement, elles représentent la somme des entrées directes et des entrées par mutation dans cette discipline.

La durée moyenne de séjour (DMS) se définit comme le rapport entre le nombre de journées réalisées ou facturées et le nombre d'entrées totales. Pour permettre une comparaison valable de l'activité entre les deux secteurs étudiés, les formules utilisées sont :

– pour le secteur public : journées réalisées / entrées totales ;

– pour le secteur privé : (journées facturées - sorties établissements conventionnés avec la Caisse régionale d'assurance maladie) / entrées.

Enquête sur le Sida

Le système de surveillance du Sida, mis en place en 1982, repose sur la déclaration obligatoire depuis 1986 (article L 3113-1 du Code de Santé Publique, décrets du 6 mai 1999 et du 16 mai 2001). La notification est basée sur la définition O.M.S / C.D.C. du Sida, établie en septembre 1982, et modifiée en juin 1985, en août 1987, puis sur la définition européenne de 1993.[1 2 3]

La surveillance est coordonnée au niveau du département par le Médecin inspecteur de santé publique (MISP) des Ddass, DSS en Corse, DSDS dans les Dom et au niveau national par l'InVS.

La situation nationale du Sida est publiée régulièrement dans le Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) de façon détaillée sous forme de tableaux.

Les situations régionales et départementales sont aussi disponibles directement auprès des MISP des Ddass, qui reçoivent chaque trimestre de l'InVS une extraction départementale de la base nationale.

Causes médicales de décès

Les données sur les causes médicales de décès résultent de l'exploitation des diagnostics portés sur les certificats médicaux de décès établis par les médecins ayant constaté le décès. Ce certificat, envoyé à la mairie, est ensuite joint au bulletin de décès de l'état civil et transmis de façon anonyme au médecin de la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales, puis à l'Inserm chargé de la codification et de l'analyse de la partie médicale.

Le code utilisé est la CIM 10e révision. Les données retenues ici sont issues de la statistique définitive ; elles portent sur la cause principale (initiale) du décès et sont présentées selon les 17 grands groupes de causes qui constituent les chapitres de la CIM.

Les affections de longue durée

L'article L. 322-3-3[0] du Code de la sécurité sociale prévoit qu'en cas d'affection de longue durée et d'interruption de travail ou de soins continus supérieurs à une durée déterminée, les caisses font procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil de la Sécurité sociale.

Sont comptabilisés, dans les statistiques, les nouveaux malades, assurés sociaux et ayants droit du régime général et des régimes qui y sont rattachés pour les soins de santé, vus à cette occasion par diagnostic. Les maladies sont classées selon la CIM 10e révision de l'Organisation mondiale de la Santé.

Depuis 1992, est également décompté l'ensemble des affections de longue durée, un malade pouvant être atteint de plusieurs des affections de la liste.

Cette représentation de la morbidité dans la population a l'intérêt de ne retenir que des pathologies d'une certaine gravité, appréciée par ses conséquences à la fois sur le niveau des soins et sur la capacité des individus à maintenir leur activité. Elle reste cependant soumise aux variations de la réglementation de l'exonération du ticket modérateur, notamment à la liste des maladies longues et coûteuses (décrets du 31 décembre 1986 et arrêté du 30 décembre 1986).

---

[1] Définition du Sida avéré (révision 1987). BEH 1987, 51 : 2001-3.

[2] Révision de la définition du Sida en France. BEH 1993, 11 : 47-8.

[3] Ancelle-Park R. Expanded European AIDS case definition. Lancet, 1993, 341 : 441.

3 ○ Définitions

Consommation médicale totale

La consommation médicale totale recouvre :

1) **La consommation de soins et de biens médicaux** :

– les soins hospitaliers, qui correspondent aux soins hospitaliers publics et privés, à l'exception des soins de longue durée et des soins délivrés en sections médicalisées des maisons de retraite ;

– les soins ambulatoires (médecins, auxiliaires médicaux, dentistes, analyses et cures thermales) ;

– le transport des malades ;

– les médicaments ;

– les autres biens médicaux : optique médicale, prothèses, orthèses, véhicules pour handicapés physiques (VHP), petits matériels (insuffisance respiratoire, diabète etc.) et pansements.

2) **Les services de prévention** qui comprennent la prévention individuelle primaire (vaccins) et secondaire (dépistages) et la prévention collective qui peut être soit en direction des comportements (lutte contre l'addiction) soit à visée environnementale (hygiène publique).

La dépense courante de santé

Elle comprend :

- **Les dépenses pour les malades** :

– Les dépenses de soins et biens médicaux recouvrant :

les soins aux particuliers (soins hospitaliers, soins ambulatoires, transports de malades) ;

les soins aux collectivités (armées, prisons) ;

les médicaments ;

les prothèses (lunetterie, orthopédie) ;

les soins de longue durée aux personnes âgées ;

– L'aide aux malades qui correspond aux indemnités journalières (maladie, maternité, accidents du travail) ;

– Les subventions au système de soins.

- Les dépenses de prévention :

qui comprennent la prévention individuelle primaire (vaccins) et secondaire (dépistages), la prévention collective qui peut être soit en direction des comportements (lutte contre l'addiction) soit à visée environnementale (hygiène publique).

- Les dépenses en faveur du système de soins qui, outre les dépenses de recherche médicale, prennent également en compte les dépenses de formation des médecins, des pharmaciens, des infirmiers et des auxiliaires médicaux.

- Les coûts de gestion du système de santé.

Établissements pour handicapés

Enfants et adolescents handicapés.

La création d'une commission départementale d'éducation spéciale (CDES) traduit la volonté du législateur d'attribuer à une même instance la responsabilité de l'ensemble des décisions relatives à l'enfant handicapé. La CDES apprécie pour chaque enfant l'importance du handicap et les mesures appropriées :

– attribution de l'allocation d'éducation spéciale avec ou sans complément ;

– attribution de la carte d'invalidité ;

– orientation vers un établissement ou service spécialisé.

La prise en charge physique de l'enfance et de la jeunesse handicapées s'organise autour de deux types de structure : les établissements et les services à domicile ou ambulatoires.

Les établissements d'éducation spéciale assurent une éducation et des soins adaptés à chaque catégorie de déficience.

Les services à domicile ou ambulatoires sont des services spécialisés dans le suivi des jeunes handicapés. Ils permettent de maintenir les enfants handicapés dans leur milieu familial, et leur apportent soins et aide pour leur vie quotidienne. Grâce à ces services, l'intégration scolaire et sociale des enfants en milieu ordinaire devient possible. La loi d'orientation en faveur des personnes handicapées a créé l'allocation d'éducation spéciale (AES). L'AES est une prestation familiale. C'est la seule allocation liée au handicap de l'enfant qui subsiste aujourd'hui.

Adultes handicapés.

Les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep) sont les commissions départementales de décision compétentes pour les adultes handicapés. Les Cotorep sont soumises à une double tutelle administrative : directions départementales du Travail et de l'Emploi (DDTE) d'une part, directions départementales des Affaires sanitaires et sociales (DDASS) d'autre part. L'organisation de la plupart des Cotorep reflète cette double tutelle. Elles sont divisées en deux sections spécialisées.

La première section est compétente pour tout l'aspect travail et emploi. La deuxième section apprécie le taux de handicap, attribue ou non les prestations, décide du placement dans une structure d'accueil.

Les établissements et services pour adultes regroupent trois types d'organismes :

– les structures de travail protégé ;

– les structures de réinsertion professionnelle ;

– les structures d'hébergement.

Une même personne peut être prise en charge dans deux types de structures : le cas le plus fréquent est celui de l'adulte handicapé hébergé dans un foyer d'hébergement et travaillant dans un centre d'aide par le travail (CAT).

Pour faciliter l'emploi des travailleurs handicapés, les établissements de 20 salariés et plus doivent employer 6 % de personnes handicapées.

Professions de santé

Mode d'exercice des médecins.

On distingue l'exercice libéral, hospitalier ou salarié et dans chacune de ces catégories, les généralistes, compétents, compétents exclusifs et les spécialistes ; les effectifs prennent en compte les médecins remplaçants depuis le 1er janvier 1995.

– Médecins libéraux : médecins exerçant en clientèle privée, en cabinet, en hôpital privé ou en laboratoire (à l'exception des hospitaliers plein temps ayant un secteur privé à l'hôpital qui sont classés en salariés) ;

– Médecins salariés : médecins hospitaliers exerçant en établissement public ou privé. Les non-hospitaliers pratiquent, dans un établissement public ou privé (centre de soins - dispensaires, médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile, Sécurité sociale...), la médecine de soins, de prévention, de contrôle, enseignent, font de la recherche, ou travaillent dans l'administration. C'est en fonction de l'activité à laquelle ils déclarent consacrer le plus de temps que les médecins sont classés comme libéraux, hospitaliers, ou salariés ;

– Médecins spécialistes, compétents exclusifs, compétents : médecins qualifiés par l'Ordre national des médecins dans les différentes disciplines de qualification reconnues par l'Ordre (cf. règlement relatif à la qualification des médecins). Les médecins hospitaliers et salariés possédant un certificat d'études spéciales ou titulaires d'un concours hospitalier sont considérés dans le répertoire Adeli comme des spécialistes ;

– Médecins généralistes : médecins n'ayant aucune qualification ordinale. Dans les tableaux présentés, la rubrique « spécialistes » inclut les médecins compétents exclusifs et la rubrique « généralistes », les médecins compétents ou à mode d'exercice particulier.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, du ministère de la Santé et des Solidarités, direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (Drees).

Organismes :

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement.

Ministère de la Santé et des Solidarités.

CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés).

Insee.

Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Sites Internet

– www.sante.gouv.fr
– www.ameli.fr
– www.inserm.fr
– www.invs.sante.fr

Publications :

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, Ministère de la Santé des Solidarités (Drees) :

– Données sur la situation sanitaire et sociale ;
– Revue française des affaires sociales ;
– Comptes nationaux de la Santé ;
– Rapport : « Indicateurs de suivi de l'atteinte des 100 objectifs du rapport annexé à la loi du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique ».

Dossier Solidarité et Santé :

– « Les dépenses de santé », n° 1, janvier-mars 2005 ;
– « Outils et méthodes statistiques pour les politiques de santé et de protection sociale », n° 1, janvier-mars 2004.

Série statistiques, document de travail :

– « Les comptes de la protection sociale en 2004 », n° 90, novembre 2005 ;
– « L'activité des Cotorep en 2004 », n° 89, octobre 2005 ;
– « Les médecins - Estimations au 1er janvier 2005 », n° 88, octobre 2005 ;
– « La formation aux professions de la santé en 2004 », n° 86, août 2005 ;
– « Comptes nationaux de la santé 2004 », n° 84, juillet 2005 .

Série études, document de travail :

– « Projections du nombre de pharmaciens en activité en France à l'horizon 2030 », n° 54, novembre 2005 ;
– « Les rémunérations dans les établissements de santé, évolutions et comparaisons sur l'ensemble du secteur hospitalier entre 1999 et 2002 », n° 45, mars 2005.

Études et résultats :

– « L'accueil collectif et en en crèches familiales des enfants de moins de 6 ans en 2004 », n° 446, décembre 2005 ;
– « Les motifs de recours à l'hospitalisation de court séjour en 2003 », n° 444, novembre 2005 ;
– « Les disparités départementales de prises en charge de la santé mentale en France », n° 443, novembre 2005 ;
– « Le congé de paternité », n° 442, novembre 2005 ;
– « La prescription des médecins généralistes et leurs déterminants », n° 440, novembre 2005 ;
– « Les adultes ayant des incapacités lourdes dans les actes essentiels de la vie quotidienne », n° 439, novembre 2005 ;

Insee

Insee-Première :

– « Aspiration à la retraite, santé et satisfaction au travail : une comparaison européenne », n° 1052, décembre 2005 ;
– « Tabagisme, abus d'alcool et excès de poids », n° 1048, novembre 2005.

Insee-Références :

– « Données sociales », Édition 2006, à paraître ;
– « France portrait social », Édition 2005-2006.

Insee-Document de travail :

– « Quelles évolutions des différentiels sociaux de mortalité pour les femmes et pour les hommes ? », juillet 2005.

Autres

– Causes médicales de décès, Inserm.
– Les politiques de prise en charge des médicaments en Allemagne, Angleterre et France, Institut de recherche et documentation en économie de la santé, 2005.

TABLEAU F.01-1

Dépense courante et consommation médicale totale - France entière

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)

Unité : Million d'euros

	1995	2000	2001	2002	2003	2004
Dépenses de soins et biens médicaux	98 032	115 121	121 730	129 548	137 801	144 822
Soins aux personnes âgées en établissements	2 270	2 931	3 096	3 417	3 732	4 118
Aide aux malades (Indemnités journalières)	6 651	8 162	8 763	9 617	10 311	10 360
Subventions au système de soins (aide indirecte aux malades)	1 465	1 613	1 648	1 719	1 871	1 873
Dépenses pour les malades	**108 418**	**127 828**	**135 237**	**144 300**	**153 715**	**161 173**
Dépenses de prévention	**3 456**	**4 095**	**4 226**	**4 744**	**5 047**	**4 969**
Dépenses de recherche médicale et pharmaceutique	4 092	5 422	5 761	6 275	6 436	6 667
Dépenses de formation	687	817	838	894	994	1 014
Dépenses en faveur du système de soins	**4 779**	**6 239**	**6 599**	**7 170**	**7 430**	**7 681**
Coût de gestion de la santé	**9 616**	**11 372**	**11 736**	**12 108**	**12 734**	**13 075**
Double compte : recherche pharmaceutique	**– 1 967**	**– 2 641**	**– 2 773**	**– 3 108**	**– 3 282**	**– 3 440**
Dépense courante de santé :						
Valeur	**124 301**	**146 893**	**155 025**	**165 214**	**175 644**	**183 458**
Taux d'évolution (%)	...	5,1	5,5	6,6	6,3	4,4
Consommation médicale totale :						
Valeur	**100 006**	**117 437**	**124 132**	**132 059**	**140 481**	**147 619**
Taux d'évolution (%)	...	4,8	5,7	6,4	6,4	5,1

TABLEAU F.01-2

Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux - France entière

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)
Comptes nationaux de la santé 2004

Unité : %

	r 2002	*r* 2003	2004
Sécurité sociale	76,5	76,7	76,7
État et collectivités locales	1,4	1,4	1,3
Mutuelles	7,3	7,2	7,3
Sociétés d'assurances	2,8	2,9	3,0
Institutions de prévoyance	2,6	2,6	2,6
Ménages	9,4	9,3	9,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU F.01-3

Part de la dépense nationale de santé dans le PIB - Pays de l'OCDE

Source : Éco-Santé OCDE 2005 — %

	r 1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003
Allemagne	10,6	10,6	10,8	10,9	11,1
Australie	8,2	9,0	9,1	9,3	...
Autriche	8,2	7,7	7,6	7,6	...
Belgique	8,7	8,8	9,0	9,1	9,6
Canada	9,2	8,9	9,4	9,6	9,9
Corée	4,4	5,1	5,9	5,3	5,6
Danemark	8,2	8,4	8,6	8,8	9,0
Espagne	7,6	7,5	7,5	7,6	7,7
États-Unis	13,3	13,1	13,9	14,6	15,0
Finlande	7,5	6,7	7,0	7,2	7,4
France (1)	**9,9**	**9,6**	**9,7**	**10,0**	**10,4**
Grèce	9,6	9,7	9,4	9,8	9,9
Hongrie	7,5	7,1	7,4	7,8	...
Irlande	6,8	6,4	6,9	7,3	...
Islande	8,4	9,2	9,2	10,0	10,5
Italie	7,4	8,1	8,3	8,4	8,4
Japon	6,8	7,6	7,8	7,9	...
Luxembourg	6,4	5,5	5,9	6,1	...
Mexique	5,6	5,6	6,0	6,0	6,2
Norvège	7,9	7,7	8,1	9,9	10,3
Nouvelle-Zélande	7,2	7,9	8,0	8,2	8,1
Pays-Bas	8,4	8,2	8,5	9,3	9,8
Pologne	5,6	5,7	6,0	6,0	...
Portugal	8,2	9,2	9,3	9,3	9,6
Royaume-Uni	7,0	7,3	7,5	7,7	...
République tchèque	7,3	7,1	7,3	7,2	7,5
Slovaquie	...	5,5	5,6	5,7	5,9
Suède	8,1	8,4	8,8	9,2	...
Suisse	9,7	10,4	10,9	11,1	11,5
Turquie	3,4	6,6	...	...	...

(1) Évaluation en nouvelle base 2000 des comptes nationaux.

TABLEAU F.01-4

Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie

Source : CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés) — *Unité* : Millier

	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004
Consultations	168 003	212 610	257 477	293 425	302 474	308 275	323 586	315 525
Visites	58 567	60 515	58 669	55 261	52 729	45 102	36 169	33 328
Total	**226 570**	**273 125**	**316 146**	**348 686**	**355 203**	**353 377**	**359 755**	**348 853**
Spécialités (K, KC, KE, forfaits) (1)	705 793	1 022 004	1 280 019	1 415 854	1 489 527	1 585 512	1 634 981	1 697 856
Radiologie (Z et ZN, etc.) (1)	624 031	807 498	833 163	1 013 649	1 055 330	1 097 125	1 094 938	1 242 293
Auxiliaires (AM, AIS SFI) (1)	718 683	1 089 399	1 373 891	1 581 039	1 725 467	1 808 362	1 876 530	1 973 653
Analyses (B, BP, etc.) (1)	4 469 339	6 611 548	6 901 708	8 133 399	8 943 050	9 838 771	10 580 376	11 182 814
Indemnités journalières	172 248	162 216	162 969	178 501	190 263	209 089	213 598	206 422
dont : Moins de 3 mois	106 998	101 912	95 721	108 501	116 505	122 786	121 655	115 680
Plus de 3 mois	58 678	53 684	60 563	64 248	68 197	80 787	86 484	85 409

(1) Coefficients.

TABLEAU F.01-5

Effectifs des professions de santé au 1er janvier

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Adeli - Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)

	France métropolitaine				Départements d'outre-mer			
	2002	2003	2004	2005	2002	2003	2004	2005
Professions médicales et pharmaceutiques								
Médecins	198 700	201 400	203 487	205 864	3 912	4 037	4 249	4 339
Chirurgiens-dentistes	40 481	40 648	40 904	41 083	701	727	749	774
Sages-femmes	15 122	15 684	16 134	16 550	566	596	631	665
Pharmaciens	62 054	63 909	65 150	67 484	1 019	1 066	1 116	1 172
Auxiliaires médicaux								
Infirmiers diplômés d'État et autorisés	410 859	423 431	437 525	452 466	7 712	8 134	8 575	9 037
Masseurs-kinésithérapeutes	55 348	56 924	58 642	60 364	1 092	1 185	1 253	1 341
Pédicures-podologues	9 470	9 859	10 240	10 550	87	89	104	111
Orthophonistes	14 323	14 836	15 357	15 909	312	323	350	379
Orthoptistes	2 309	2 405	2 507	2 588	46	47	50	48
Opticiens-lunetiers	11 910	12 776	13 679	15 141	166	192	213	222
Psychomotriciens	5 086	5 325	5 619	5 894	77	82	88	90
Manipulateurs E.R.M.	22 450	23 113	23 928	24 512	354	362	382	408
Ergothérapeutes	4 433	4 683	4 996	5 370	61	64	65	71
Ensemble des médecins libéraux	**119 136**	**120 084**	**120 584**	**121 049**	**2 276**	**2 333**	**2 369**	**2 421**
Généralistes	67 670	67 880	68 053	68 154	1 448	1 477	1 514	1 549
Spécialistes	51 466	52 204	52 531	52 895	828	856	855	872
Ensemble des médecins salariés	**79 564**	**81 316**	**82 903**	**84 815**	**1 636**	**1 704**	**1 880**	**1 918**
Généralistes	29 659	30 625	31 593	32 492	678	700	794	825
Spécialistes	49 904	50 691	51 310	52 323	959	1 004	1 086	1 093
Ensemble des médecins généralistes	**97 329**	**98 505**	**99 646**	**100 646**	**2 126**	**2 177**	**2 308**	**2 374**
Ensemble des médecins spécialistes	**101 370**	**102 895**	**103 841**	**105 218**	**1 787**	**1 860**	**1 941**	**1 965**

TABLEAU F.01-6

Sages-femmes, personnels médicaux et non médicaux des établissements de santé au 31 décembre 2003

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees), SAE 2003, données statistiques

	Établissements publics de santé	Établissements privés sous dotation globale	Établissements privés hors dotation globale	Ensemble établissements publics et privés
Sages-femmes et personnels non médicaux : effectifs en équivalent temps plein (ETP)				
Personnel administratif	80 369	14 437	18 869	113 675
Personnels soignants et éducatifs	497 609	65 097	92 545	655 251
dont : Sages-femmes	7 899	638	2 200	10 737
Personnel d'encadrement du personnel soignant	23 324	3 390	3 261	29 975
Infirmiers (1)	197 787	24 321	38 016	260 124
Aides soignants (2)	172 805	18 522	27 493	218 820
ASH et autres personnels des services médicaux	77 207	12 186	19 338	108 731
Autres	18 588	6 040	2 237	26 865
Personnels éducatifs	9 027	2 944	496	12 467
Personnels médico-techniques	34 955	4 448	2 554	41 957
Personnels techniques	86 595	12 403	10 027	109 025
Total	**708 555**	**99 329**	**124 491**	**932 375**
Personnels médicaux : effectifs en nombre de personnes (3)				
Médecins, biologistes, odontologistes et pharmaciens :				
Salariés	82 498	10 576	4 059	97 133
Libéraux	2 432	1 872	40 137	44 441
Internes, FFI, DIS (4)	17 681	1 226	–	18 907
Total (5)	**102 611**	**13 674**	**44 196**	**160 481**

(1) Y compris les infirmiers spécialisés et de secteur de psychiatrie.
(2) Non compris les élèves.
(3) Ces données comptabilisent plusieurs fois les praticiens qui exercent dans plusieurs établissements.
(4) FFI : faisant fonction d'interne. DIS : diplôme interuniversitaire de spécialités.
(5) Sauf médecins intervenant de façon exceptionnelle dans les établissements (occasionnels).

TABLEAU F.01-7

Établissements de santé ayant des capacités d'hospitalisation au 1er janvier 2004 (1)

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees), SAE 2003, données statistiques

Catégorie d'établissements	Établissements ou entités juridiques (2)	Lits en hospitalisation complète	Places hors hospitalisation à domicile (HAD)	**Total des lits et places (hors hébergement, hors HAD)**
Public				
Centre hospitalier régional	29	80 731	5 992	**86 723**
Centre hospitalier	518	163 461	9 965	**173 426**
Hôpital local	87	29 768	13 839	**43 607**
Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie	342	23 146	38	**23 184**
Autres établissements	21	1 996	144	**2 140**
Total public	**997**	**299 102**	**29 978**	**329 080**
Privé				
Établissement de soins de courte durée	847	82 662	9 523	**92 185**
Centre de Lutte Contre le Cancer (CLCC)	20	2 985	536	**3 521**
Hôpital psychiatrique privé	238	18 189	4 824	**23 013**
Établissement de soins de suite et de réadaptation	672	45 521	3 242	**48 763**
Établissement de soins de longue durée	128	7 542	–	**7 542**
Autres établissements privés	32	1 110	64	**1 174**
Total privé	**1 937**	**158 009**	**18 189**	**176 198**
Total public et privé	**2 934**	**457 111**	**48 167**	**505 278**

(1) Équipement par catégorie d'établissements.
(2) Entités juridiques pour le secteur public, établissements pour le secteur privé, à l'exception des hôpitaux psychiatriques privés. Sont dénombrés les établissements disposant au moins d'un lit ou d'une place (temps complet ou partiel). Sont exclus les établissements de santé qui dispensent des soins dans le cadre d'une autorisation, mais sans capacité d'accueil en hospitalisation à temps complet ou partiel ; il s'agit essentiellement des centres de dialyse (95 entités juridiques auxquelles sont rattachées 463 antennes) et de radiothérapie.

TABLEAU F.01-8

Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée au 31 décembre
France entière (pour les établissements)

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)

	1990	1992	1994	1996	2003
Établissements					
Hébergement pour personnes âgées					
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	855	854	859	845	1 080
Hospices et maisons de retraite publics	1 353	1 428	1 486	1 544	1 652
Hospices et maisons de retraite privés	2 568	3 036	3 328	3 472	3 644
Logements-foyers	2 587	2 721	2 853	2 932	2 975
Autres établissements autonomes	315	196	179	170	131
Établissements d'hospitalisation privés	10	8	12	22	n.s.
Hospitalisation en services de soins de longue durée					
Hôpitaux publics	736	786	820	853	913
Établissements d'hospitalisation privés	81	95	107	120	131
Hospices et maisons de retraite publics	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Capacité d'accueil (en lits ou logements)					
Hébergement pour personnes âgées					
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	107 432	103 774	100 079	97 655	100 800
Hospices et maisons de retraite publics (1)	102 725	108 063	112 848	115 979	120 500
Hospices et maisons de retraite privés (1)	139 797	162 196	179 600	190 916	215 000
Logements-foyers	142 150	148 422	153 050	155 365	152 900
Autres établissements autonomes	7 929	4 416	4 109	3 533	2 400
Établissements d'hospitalisation privés	709	416	691	1 801	n.s.
Total	**500 742**	**527 287**	**550 377**	**565 249**	**591 600**
Hospitalisation en services de soins de longue durée					
Hôpitaux publics	63 711	68 277	71 770	74 115	71 500
Établissements d'hospitalisation privés	4 820	5 495	6 051	6 585	7 800
Hospices et maisons de retraite publics	337	80	n.s.	n.s.	n.s.
Total	**68 868**	**73 852**	**77 821**	**80 700**	**79 300**
Total général (lits ou logements)	**569 610**	**601 139**	**628 198**	**645 949**	**670 900**

(1) Comprend uniquement les sections d'hébergement pour personnes âgées.

TABLEAU F.01-9

Accueil des enfants de moins de six ans au 1er janvier 2004

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)
Enquête annuelle PMI

	Places installées
Accueil collectif (1)	
Crèches collectives	143 300
dont : Crèches parentales	6 900
Haltes-garderies	68 400
dont : Haltes-garderies parentales	4 100
Garderies et jardins d'enfants	9 100
Accueil familial	
Crèches familiales (nombre d'enfants inscrits)	59 500

(1) Une rubrique accueil polyvalent existe depuis 2001. Ce sont, au sein des établissements multi-accueil, des places d'accueil collectif qui n'ont pas d'affectation déterminée à l'avance. Elles peuvent être utilisées différemment en places de crèches, halte-garderies en fonction des besoins. Au 31 décembre 2003, on en compte 20 000.

TABLEAU F.01-10

Principaux indicateurs de l'hospitalisation complète et partielle en 2003

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees), Enquêtes SAE et PMSI 2003, données statistiques

Discipline d'équipements	Établissements publics de santé		Établissements privés sous dotation globale		Établissements privés hors dotation globale		**Ensemble des établissements publics et privés**	
	Nombre de lits installés	Entrées ou venues	Nombre de lits installés	Entrées ou venues	Nombre de lits installés	Entrées ou venues	**Nombre de lits installés**	**Entrées ou venues**
Médecine, chirurgie, obstétrique	**157 093**	**8 277 779**	**18 656**	**918 033**	**70 256**	**5 898 242**	**302 032**	**15 094 054**
Hospitalisation > 24h (1)	149 290	5 889 732	17 278	641 885	61 860	3 443 886	**228 428**	**9 975 503**
Hospitalisation < 24h (2)	7 803	2 388 047	1 378	276 148	8 375	2 454 356	**17 556**	**5 118 551**
Lutte contre les maladies mentales	**60 974**	**4 234 856**	**12 360**	**990 595**	**10 936**	**187 558**	**84 270**	**5 413 009**
Hospitalisation complète	40 002	448 364	7 775	59 800	10 612	110 071	**58 389**	**618 235**
Hospitalisation partielle	20 972	3 786 492	4 585	930 795	324	77 487	**25 881**	**4 794 774**
Soins de suite et de réadaptation	**39 427**	**691 830**	**31 599**	**995 525**	**24 844**	**565 977**	**247 806**	**2 253 332**
Hospitalisation complète	38 224	338 339	29 015	237 653	23 765	253 328	**123 903**	**829 320**
Hospitalisation partielle	1 203	353 491	2 584	757 872	1 079	312 649	**123 903**	**1 424 012**
Soins de longue durée en hospitalisation complète	**71 586**	**44 950**	**6 694**	**3 860**	**1 010**	**704**	**10 736**	**49 514**
Total section hôpital	**329 080**	**13 249 415**	**69 309**	**2 908 013**	**107 025**	**6 652 481**	**505 414**	**22 809 909**
Hospitalisation complète	299 102	6 721 385	60 762	943 198	97 247	3 807 989	**457 111**	**11 472 572**
Hospitalisation partielle	29 978	6 528 030	8 547	1 964 815	9 778	2 844 492	**48 303**	**11 337 337**

(1) Hospitalisation complète : sont comptabilisées des entrées totales ou des résumés de sorties anonymisés (RSA).
(2) Hospitalisation partielle : sont comptabilisées les venues en hôpital de jour et de nuit et les venues en anesthésie et chirurgie ambulatoire.

TABLEAU F.01-11

Établissements et capacité d'accueil pour handicapés au 1er janvier - France entière

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees), Enquête ES

	Nombre d'établissements		Nombre de places	
	1998	2002	1998	2002
Établissements pour enfants déficients intellectuels et polyhandicapés	1 326	1 367	77 575	75 594
Instituts de rééducation	345	342	16 880	15 617
Établissements pour enfants déficients moteurs	125	123	7 767	7 363
Établissements pour enfants déficients sensoriels	138	149	11 777	9 661
Total des établissements d'éducation spéciale pour les enfants handicapés	**1 934**	**1 981**	**113 999**	**108 235**
Foyers d'hébergement pour handicapés adultes	1 236	1 294	39 497	40 607
Maisons d'accueil spécialisée	297	360	11 774	14 482
Foyers de vie pour adultes handicapés	892	1 083	30 022	34 791
Foyers à double tarification pour adultes handicapés lourds	191	278	6 427	9 200
Total des établissements d'hébergement pour adultes handicapés	**2 616**	**3 015**	**87 720**	**99 080**
Centres de rééducation, réadaptation et formation professionnelle	84	88	9 477	10 044

TABLEAU F.01-12

Nouveaux cas des affections de longue durée (ALD 30) - France entière

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) - Direction du service médical de l'Assurance Maladie
Mise à jour au 20 juillet 2005

Nature de l'affection	1990	1995	(1) 2000	2001	(2) 2002	2003	(3) 2004
1. Accident vasculaire cérébral invalidant	28 044	21 659	27 789	29 532	30 091	31 039	29 166
2. Insuffisances médullaires et autres cytopénies chroniques	1 170	1 210	967	986	1 066	1 296	1 879
3. Artériopathie chronique et évolutive (y.c coronarienne) avec manifestations cliniques ischémiques (4)	68 707	59 075	83 136	90 812	...	...	...
3. Artériopathie chronique avec manifestations ischémiques (4)	...	...	...	...	33 723	33 774	36 133
4. Bilharziose compliquée	81	28	21	12	17	28	14
5. Cardiopathie congénitale mal tolérée, insuffisance cardiaque grave et valvulopathie grave (5)	36 958	34 751	50 151	51 136	...	...	...
5. Insuffisance cardiaque grave, troubles du rythme graves, cardiopathies valvulaires graves ; cardiopathies congénitales graves (5)	...	...	...	...	54 716	60 306	61 935
6. Maladies chroniques actives du foie et cirrhoses	9 978	14 296	17 847	19 999	20 786	21 859	20 575
7. Déficit immunitaire primitif grave nécessitant un traitement prolongé et infection par le VIH	7 345	9 605	6 012	5 872	6 500	7 529	7 794
8. Diabète de type 1 et diabète de type 2 (6)	61 796	69 631	116 332	119 699	125 570	135 388	134 491
9. Forme grave d'une affection neuro-musculaire (dont myopathie) (7)	5 849	5 665	...	...	...	...	...
9. Forme grave des affections neurologiques et musculaires (dont myopathie), épilepsie grave (7)	...	...	14 070	15 607	16 670	19 563	19 029
10. Hémoglobinopathie homozygote (8)	570	570	618	631	...	...	...
10. Hémoglobinopathies, hémolyses, chroniques constitutionnelles et acquises sévères (8)	...	...	...	...	743	1 023	1 363
11. Hémophilie (9)	413	491	750	789	...	...	...
11. Hémophilies et affections constitutionnelles de l'hémostase graves (9)	...	...	...	...	974	1 441	2 472
12. Hypertension artérielle sévère	55 657	49 170	86 653	91 383	92 064	89 979	84 829
13. Infarctus du myocarde datant de moins de 6 mois (10)	13 673	12 680	15 799	14 140	...	...	...
13. Maladie coronaire (10)	...	...	...	...	69 459	71 585	68 180
14. Insuffisance respiratoire chronique grave	25 430	24 010	30 199	30 459	29 737	30 504	28 288
15. Lèpre (11)	107	56	55	27	25	45	...
15. Maladie d'Alzheimer et autres démences (11)	...	...	...	...	...	...	43 219
16. Maladie de Parkinson	6 709	6 312	10 173	9 937	9 745	10 181	9 331
17. Maladies métaboliques héréditaires nécessitant un traitement prolongé spécialisé	4 514	3 772	2 313	2 133	2 273	2 792	4 592
18. Mucoviscidose	263	223	229	249	283	384	337
19. Néphropathie chronique grave et syndrome néphrotique primitif	5 034	4 714	5 589	6 724	7 455	8 993	9 908
20. Paraplégie	4 307	3 633	2 018	2 130	2 092	2 236	1 982
21. Périartérite noueuse, lupus érithémateux aigu disséminé, sclérodermie généralisée évolutive	2 151	2 496	5 075	5 435	5 923	6 461	4 776
22. Polyarthrite rhumatoïde évolutive grave	8 623	8 320	10 274	10 842	11 267	12 599	12 617
23. Psychose, trouble grave de la personnalité, arriération mentale (12)	105 079	93 912	112 448	117 925	125 528	138 174	...
23. Affections psychiatriques de longue durée (12)	...	...	...	...	...	...	96 545
24. Rectocolite hémorragique et maladie de Crohn évolutives	4 614	6 486	7 680	7 921	8 444	9 244	9 046
25. Sclérose en plaques (13)	2 536	2 730	3 892	4 234	4 327	4 539	4 497
26. Scoliose structurale évolutive (dont l'angle est égal ou supérieur à 25 degrés) jusqu'à maturation rachidienne	3 008	2 305	2 321	2 381	2 573	2 759	3 053
27. Spondylarthrite ankylosante grave	2 447	2 610	3 687	4 095	4 195	4 566	4 954
28. Suites de transplantation d'organe (14)	255	157	149	201	227	371	356
29. Tuberculose active (15)	8 709	6 657	5 627	5 289	5 613	5 157	...
29. Tuberculose active, Lèpre (15)	...	...	...	...	...	...	5 249
30. Tumeur maligne, affection maligne du tissu lymphatique ou hématopoïétique	140 635	152 645	205 639	216 073	221 910	231 512	244 448
Affections non ventilées	...	1 689	3 205	2 012	2 306	2 444	–
Total	**614 662**	**601 558**	**830 718**	**868 665**	**896 302**	**947 771**	**951 058**
Bénéficiaires du régime général de l'assurance maladie (millions)	46,6	49,1	50,7	51,1	51,0	52,4	53,7

(1) L'instauration de la majoration du maintien à domicile pour les visites réalisées auprès des personnes âgées de 75 ans et plus (arrêté du 28 avril 2000) a entraîné une augmentation des demandes et des accords pour ALD 30 à partir de 2000 pour les personnes de 75 ans et plus.
(2) En avril 2002, modification de la liste des affections de longue durée (décret 2002 - 594 du 22 avril 2002).
(3) En octobre 2004, modification de la liste des affections de longue durée (décret 2004 - 1049 du 4 octobre 2004).
(4) En 2002, les insuffisances coronariennes et cardiopathies ischémiques ont été exclues des artériopathies chroniques pour être regroupées dans le libellé "maladie coronaire" (ALD 13).
(5) En 2002, les troubles du rythme graves ont été intégrés dans le libellé "Insuffisance cardiaque grave, troubles du rythme graves, cardiopathies valvulaires graves ; cardiopathies congénitales graves" (décret 2002 - 594 du 22 avril 2002).
(6) En 1999, le critère biologique pour le diagnostic du diabète a été modifié ("constatation à deux reprises d'une glycémie à jeun supérieure à 1,26 g/l" contre 1,40 g/l auparavant).
(7) À partir de décembre 1999, l'épilepsie grave a été intégrée dans le libellé "forme grave des affections neurologiques et musculaires (dont myopathie), épilepsie grave" (décret 1999 - 1035 du 6 décembre 1999).
(8) En 2002, les hémolyses ont été intégrées dans le libellé "Hémoglobinopathies, hémolyses, chroniques constitutionnelles et acquises sévères" (décret 2002 - 594 du 22 avril 2002).
(9) En 2002, les affections constitutionnelles de l'hémostase graves ont été intégrées dans le libellé "Hémophilies et affections constitutionnelles de l'hémostase graves" (décret 2002 - 594 du 22 avril 2002).
(10) En 2002, le libellé "infarctus du myocarde datant de moins de 6 mois" a été remplacé par le libellé "maladie coronaire" (décret 2002 - 594 du 22 avril 2002).
(11) En 2004, le mot "lèpre" est remplacé par les mots "maladie d'Alzheimer et autres démences" (décret 2004 - 1049 du 4 octobre 2004).
(12) Toutes les formes de démences entraient dans ce cadre, notamment la maladie d'Alzheimer jusqu'en 2004. En octobre 2004, la maladie d'Alzheimer et autres démences ont été regroupées dans l'ALD 15. À cette date, les mots "psychose, trouble grave de la personnalité, arriération mentale" sont remplacés par les mots "affections psychiatriques de longue durée" (décret 2004 - 1049 du 4 octobre 2004).
(13) En 1996, l'introduction du traitement par interféron-bêta (thérapeutique innovante et très coûteuse) dans la sclérose en plaques a entraîné des demandes plus précoces et plus nombreuses d'admissions en ALD 30.
(14) Les transplantations d'organe font, la plupart du temps, déjà l'objet d'une ALD pour une affection initiale (insuffisance rénale, insuffisance cardiaque, insuffisance respiratoire chronique grave...).
(15) En 2004, après les mots "tuberculose active" est ajouté le mot "lèpre" (décret 2004 - 1049 du 4 octobre 2004).

TABLEAU F.01-13

Causes médicales de décès

Source : Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) - SC8

Principales causes médicales de décès	1990			*r* 2001		
	Ensemble	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes
Maladies infectieuses et parasitaires	**9 674**	5 784	3 890	**10 125**	5 118	5 007
Tumeurs	**141 831**	86 166	55 665	**150 979**	90 436	60 543
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	**2 617**	1 211	1 406	**2 247**	980	1 267
Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques	**13 286**	5 024	8 262	**19 382**	8 084	11 298
Troubles mentaux et du comportement	**12 912**	5 485	7 427	**17 693**	7 250	10 443
Maladies du système nerveux et des organes des sens	**11 293**	5 419	5 874	**21 353**	9 307	12 046
Maladies de l'appareil circulatoire	**174 544**	79 357	95 187	**160 157**	73 966	86 191
Maladies de l'appareil respiratoire	**38 086**	19 800	18 286	**32 081**	16 969	15 112
Maladies de l'appareil digestif	**27 082**	14 486	12 596	**24 167**	12 967	11 200
Maladies de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané	**2 100**	638	1 462	**2 168**	614	1 554
Maladies du système ostéo-articulaire, muscles et tissu conjonctif	**2 551**	816	1 735	**3 873**	1 371	2 502
Maladies de l'appareil génito-urinaire	**7 178**	3 615	3 563	**7 517**	3 603	3 914
Complications de la grossesse et de l'accouchement	**79**	///	79	**56**	///	56
Certaines affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	**1 427**	829	598	**1 604**	924	680
Malformations congénitales	**1 819**	975	844	**1 630**	864	766
Symptômes et états morbides mal définis	**31 468**	14 020	17 448	**34 974**	15 466	19 508
Causes externes	**48 254**	29 039	19 215	**41 066**	24 352	16 714
Total	**526 201**	**272 664**	**253 537**	**531 072**	**272 271**	**258 801**

TABLEAU F.01-14

Interruptions volontaires de grossesse

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)
(SAE, PMSI), Bulletins d'interruption de grossesse et Insee

Unité : Nombre

	1990	1995	1997	(1) 1998	1999	2001	2002	2003
IVG	197 406	179 648	188 796	195 960	196 885	202 180	205 627	203 346
Femmes de 15 à 49 ans	14 118 963	14 617 322	14 602 929	14 560 131	14 493 094	14 385 029	14 356 663	14 403 661
IVG pour 1000 femmes de 15-49 ans (%)	14,0	12,3	12,9	13,5	13,6	14,1	14,3	14,1
NOMBRE d'IVG PAR ÂGE								
15-17 ans	8 766	8 346	9 552	10 012	10 205	10 245	10 672	11 029
18-19 ans	14 261	13 126	14 736	15 244	16 923	17 089	16 390	16 290
20-24 ans	46 214	44 068	44 523	46 030	45 118	49 514	52 174	51 810
25-29 ans	46 908	40 386	42 077	44 317	44 033	44 264	44 018	42 824
30-34 ans	40 332	35 929	37 714	37 866	38 094	38 748	39 633	39 100
35-39 ans	28 369	26 044	27 964	28 725	29 061	29 321	29 363	28 621
40-44 ans	11 633	10 702	11 104	11 656	12 339	11 739	12 168	12 076
45-49 ans	923	1 046	1 125	2 111	1 111	1 208	1 175	1 559
Part des IVG des mineures (15 - 17 ans) dans l'ensemble des IVG (%)	4,4	4,6	5,1	5,1	5,2	5,1	5,2	5,4
IVG POUR 1000 FEMMES (%)								
15-17 ans	7,0	7,5	8,2	8,5	8,9	9,1	9,4	9,6
18-19 ans	16,4	17,8	20,0	20,5	21,9	21,7	21,5	21,7
20-24 ans	21,8	20,9	22,6	24,2	24,4	26,6	27,4	26,7
25-29 ans	21,8	19,1	20,0	21,0	20,8	21,8	22,5	22,3
30-34 ans	18,8	16,4	17,2	17,4	17,7	18,3	18,7	18,2
35-39 ans	13,2	12,1	12,9	13,3	13,3	13,4	13,4	13,0
40-44 ans	5,7	5,0	5,2	5,5	5,8	5,5	5,6	5,6
45-49 ans	0,7	0,5	0,5	1,0	0,5	0,6	0,6	0,7

(1) La saisie des données effectuée par lecture optique en 1998 a provoqué des erreurs d'interprétation de chiffres, d'où des précautions à prendre dans l'utilisation de ces derniers.

TABLEAU F.01-15

Cas de Sida par mode de contamination, année de diagnostic et sexe - France entière

Sources : Ministère de la Santé et des Solidarités. Institut de veille sanitaire (INVS, Surveillance du Sida) — *Unité* : Nombre

Mode de contamination	Avant 1994	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	(1) 2003	(1) 2004	**Total**
Ensemble													
Homosexuel/Bisexuel	14 979	2 376	2 080	1 482	781	587	548	489	409	393	369	192	**24 685**
Usage de drogues injectables (UDI)	7 231	1 377	1 326	971	430	355	308	246	255	201	160	106	**12 966**
Homosexuel/Bisexuel et UDI	454	48	47	30	9	12	7	4	5	2	6	3	**627**
Hétérosexuel	4 739	1 307	1 291	1 138	801	735	731	767	785	814	696	483	**14 287**
Transfusé	1 475	130	99	57	35	18	20	11	8	10	7	5	**1 875**
Mère/Enfant	458	69	59	33	17	8	8	6	5	7	9	6	**685**
Autres, inconnu	1 696	466	407	323	214	225	210	203	193	187	147	99	**4 370**
Total	**31 032**	**5 773**	**5 309**	**4 034**	**2 287**	**1 940**	**1 832**	**1 726**	**1 660**	**1 614**	**1 394**	**894**	**59 495**
Hommes													
Homosexuel/Bisexuel	14 979	2 376	2 080	1 482	781	587	548	489	409	393	369	192	**24 685**
Usage de drogues injectables (UDI)	5 328	995	984	737	328	273	215	189	207	149	123	73	**9 601**
Homosexuel/Bisexuel et UDI	454	48	47	30	9	12	7	4	5	2	6	3	**627**
Hétérosexuel	2 668	715	701	633	463	432	423	397	442	431	368	246	**7 919**
Transfusé	791	61	44	32	14	8	12	4	6	6	4	2	**984**
Mère/Enfant	249	36	30	20	9	5	4	3	2	5	6	2	**371**
Autres, inconnu	1 430	377	331	272	187	187	181	168	152	151	117	78	**3 631**
Total	**25 899**	**4 608**	**4 217**	**3 206**	**1 791**	**1 504**	**1 390**	**1 254**	**1 223**	**1 137**	**993**	**596**	**47 818**
Femmes													
Usage de drogues injectables (UDI)	1 903	382	342	234	102	82	93	57	48	52	37	33	**3 365**
Hétérosexuel	2 071	592	590	505	338	303	308	370	343	383	328	237	**6 368**
Transfusé	684	69	55	25	21	10	8	7	2	4	3	3	**891**
Mère/Enfant	209	33	29	13	8	3	4	3	3	2	3	4	**314**
Autres, inconnu	266	89	76	51	27	38	29	35	41	36	30	21	**739**
Total	**5 133**	**1 165**	**1 092**	**828**	**496**	**436**	**442**	**472**	**437**	**477**	**401**	**298**	**11 677**

(1) Données provisoires non redressées au 31/12/2004.

Chapitre G.01

○ Enseignement et Formation

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

○ Liste des tableaux

Schéma du système éducatif.

1 Effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants (public et privé). Évolution 1980-2004 - France métropolitaine + Dom.

2 Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé) - Année 2003-2004.

3 Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1980-2004 - France métropolitaine + Dom.

4 Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré. Évolution 1980-2004 - France métropolitaine + Dom.

5 Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1990-2004 - France métropolitaine + Dom.

6 Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré. Évolution 2002-2004 - France métropolitaine + Dom.

7 Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1996-2004.

8 Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1995-2004 - France métropolitaine + Dom.

9 Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Évolution 1995-2004 - France métropolitaine + Dom.

10 Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé) - France métropolitaine + Dom.

11 Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cursus selon le sexe - Année 2004-2005 - France métropolitaine + Dom.

12 Étudiants français dans l'enseignement supérieur selon la discipline et l'origine socioprofessionnelle du chef de famille - Année 2004-2005 - France métropolitaine + Dom.

13 Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur à partir de 1990 - France métropolitaine + Dom.

14 Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1996-2003 - France métropolitaine + Dom.

15 Entrée des demandeurs d'emploi en formation.

16 Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole - France entière.

17 Élèves des principaux établissements d'enseignement artistique.

18 Écoles de la santé et écoles sociales : nombre, effectifs et diplômes - France entière.

19 Taux d'accès des salariés à la formation continue selon la taille des entreprises - France entière.

20 Sorties du système éducatif suivant le niveau de diplôme des élèves.

21 Situation sociale des jeunes sortis du système éducatif en fonction de leur diplôme le plus élevé.

22 Effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur au 31 janvier - France métropolitaine + Dom.

23 Enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés au 31 janvier 2005 - France métropolitaine + Dom.

24 Dépense intérieure d'éducation - France métropolitaine + Dom.

25 Dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 2004 - France métropolitaine + Dom.

26 Dépense nationale en faveur de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage - France entière.

27 Taux de participation financière des entreprises à la formation continue - France entière.

1

○ Présentation

Les élèves et les étudiants

En 2004-2005, la population des élèves, apprentis et étudiants de France métropolitaine et des Dom représente plus de 15 millions de personnes (France métropolitaine : 14,459 millions).

De 1980 à 2004, la population scolaire et universitaire s'accroît de près de 660 000 élèves, apprentis ou étudiants (Agriculture et Santé comprises). Sur cette période de vingt ans, la combinaison de l'évolution démographique, de la fréquentation scolaire accrue au-delà de l'âge de 16 ans, des taux de redoublements aux différents niveaux et des orientations des élèves aboutit à des variations de population scolaire contrastées selon le degré ou type d'enseignement ; si on compare les effectifs de 2004-2005 à ceux de 1980-1981, on observe, dans le périmètre de l'Éducation nationale :

– une forte diminution dans l'enseignement primaire (- 811 000 élèves) liée à une augmentation de 153 000 dans l'enseignement préélémentaire et une baisse de 885 000 dans l'enseignement élémentaire ;

– une baisse dans le premier cycle du primaire (- 64 000) et dans le second cycle professionnel (- 85 000) ;

– une augmentation dans le second cycle général et technologique (+ 391 000) et dans les formations d'apprentis (+ 139 000 apprentis) ;

– une très forte augmentation dans l'enseignement supérieur : + 1 087 000 étudiants.

Ces mouvements, sur 20 ans, ont lieu dans le contexte de :

– la stabilisation des taux de scolarisation dans le préscolaire ;

– la diminution des redoublements principalement dans l'élémentaire ;

– le renforcement de l'accès en classes terminales entraînant des poursuites plus fréquentes dans l'enseignement supérieur.

Ils ont abouti à une élévation considérable des niveaux de formation et de qualification des jeunes.

Les personnels de l'Éducation nationale

Les personnels enseignants (enseignement privé compris) et les personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de services forment environ 6 % de la population active totale.

Au 31 janvier 2005, 1 298 645 personnes (hors personnels de la Recherche) sont rémunérées par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. De 1995 à 2005, ces effectifs ont augmenté de près de 5 %.

Un peu plus des trois quarts de ces personnels sont des enseignants : 860 198 enseignants dans des établissements du secteur public et 144 940 enseignants dans des établissements du secteur privé. Leur effectif, par rapport à l'année précédente, est en baisse quel que soit le niveau et le secteur sauf pour les enseignants du premier degré privé et du supérieur. Les personnels enseignants se répartissent de la manière suivante : 52 % exercent dans le second degré, 36 % dans le premier degré, 8 % dans le supérieur et 4 % sont dans des établissements de formation (enseignants ou stagiaires).

Enfin 293 507 agents assument dans le secteur public des fonctions administratives, techniques, d'encadrement, d'orientation, d'éducation et de surveillance.

Le budget et le compte de l'éducation

En 2004, la dépense intérieure d'éducation (116,3 milliards d'euros) qui totalise la contribution des divers agents économiques (État, collectivités territoriales, autres Administrations publiques, entreprises et ménages) représente 7,1 % du PIB.

La dépense pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage

La dépense totale consacrée à la formation professionnelle et à l'apprentissage par l'État, les entreprises, les collectivités territoriales, l'Unedic et les ménages, atteint 22,9 milliards d'euros en 2003. L'effort national de la nation, calculé comme le ratio de la dépense par rapport au PIB, poursuit sa baisse. Il s'élève à 1,47 % en 2003. Entre 1999 et 2003, les dépenses des entreprises ont certes augmenté, mais leur taux de participation financière (ratio des dépenses par rapport à la masse salariale) décroît sensiblement, notamment dans les grandes entreprises. En ce qui concerne la fonction publique, la formation des collectivités territoriales et des établissements hospitaliers augmente. Dans la première, le recrutement de nouveaux agents y contribue en grande partie. Dans la seconde, l'effort en faveur des formations de promotion interne a été renforcé. La dépense de formation stagne en revanche dans la fonction publique d'État. Enfin, entre 1999 et 2003, les dépenses de formation en faveur des demandeurs d'emploi diminuent puis augmentent légèrement. Depuis la mise en place du PARE en 2001, l'effort global a en effet plutôt favorisé les politiques d'accompagnement.

La validation des acquis de l'expérience

En 2004, 17 600 personnes acquièrent un titre ou un diplôme par la voie de la validation de l'expérience. Elles étaient 12 700 en 2003. Près de 70 % des validations ont été délivrées par le ministère de l'Éducation nationale, de l' Enseignement supérieur et de la Recherche.

Les examens et les sorties du système éducatif

À la session 2004, le taux de succès global aux baccalauréats (admis/présentés) est de 79,7 % et 61,8 % d'une génération sont devenus bacheliers.

La part d'une génération accédant au niveau des classes terminales de lycées de l'Éducation nationale passe de 34 % en 1980-1981 à 69,9 % en 2004-2005, toutes voies de scolarisation confondues.

Le pourcentage de jeunes sortant du système éducatif sans diplôme diminue, se situant à 10 % de l'ensemble des sortants ; il a été divisé par trois depuis 1980. Dans le même temps, les jeunes obtiennent des diplômes professionnels et technologiques plus élevés : moins de sortants diplômés des CAP et BEP et davantage de diplômés des baccalauréats technologiques et professionnels ainsi que des BTS et DUT.

Parallèlement, les sortants diplômés de l'enseignement supérieur long sont en 2002 plus de trois fois plus nombreux (180 000), qu'en 1980 (57 000). Au total, les générations nées dans les années soixante-dix comptent 40 % de diplômés de l'enseignement supérieur.

L'insertion professionnelle des jeunes

En début de carrière, l'insertion professionnelle des jeunes dépend fortement de leur niveau de formation et du temps écoulé depuis leur sortie du système éducatif. Ainsi, en 2004, les jeunes sortis du système éducatif depuis 1 à 4 ans sans diplôme sont 43 % à occuper un emploi, 33 % à être chômeurs et 23 % à être inactifs ; pour les jeunes sortis avec un diplôme de troisième cycle universitaire, ces pourcentages sont respectivement de 79 %, 14 % et 7 %. Après une période de 5 à 10 ans, la répartition est 54 %, 23 % et 23 % pour les sans diplôme et 87 %, 6 % et 6 % pour les diplômés du troisième cycle universitaire.

Les différences d'insertion professionnelle en fonction de l'origine sociale apparaissent plus modérées à niveau de diplôme égal (pour les sortants du système éducatif depuis 2 à 9 ans qui possèdent ou recherchent un emploi).

Ainsi en 2004, parmi les titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur long, les enfants de cadre, d'enseignant ou de profession intermédiaire ont un avantage d'environ 5 points sur les enfants d'ouvriers, d'employés ou d'indépendants, dans l'accès à un poste de cadre, d'enseignant, de chef d'entreprise ou de profession intermédiaire.

Depuis 2002, les femmes présentes sur le marché du travail exercent un peu plus souvent une profession supérieure ou intermédiaire que les hommes, en début de carrière, tous niveaux de formation confondus. Cela tient avant tout à leurs diplômes plus élevés.

2 Méthodologie

Les élèves et les étudiants

Les données figurant dans les tableaux d'effectifs d'élèves, d'apprentis ou d'étudiants sont obtenues à partir de traitements statistiques de bases de données constituées pour la gestion de la scolarité (c'est le cas pour les établissements publics d'enseignement et une très grande partie des établissements privés (tous ceux du privé sous contrat)) ou par enquêtes statistiques exhaustives (pour les autres établissements). Ces recensements recueillent les effectifs dans les écoles, les collèges et les lycées quelques jours après la rentrée, dès que la situation s'est stabilisée ; pour les étudiants, l'observation est plus tardive car les inscriptions se déroulent en partie après la rentrée universitaire.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Les données figurant dans les tableaux sur les personnels résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paie.
Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 31 janvier 2005. Sont compris les enseignants des établissements privés mais ne sont pas inclus les personnels appartenant à certains établissements publics sous tutelle du ministère (Onisep, Cereq, INRP, Cned...).
Les rubriques budgétaires prises en compte ici sont celles présentes sur la nomenclature d'exécution de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur.
– Les enseignants : instituteurs, professeurs des écoles et autres enseignants du premier degré chargés de classe, directeurs d'écoles et psychologues déchargés de classe ; enseignants du second degré, non compris le personnel de direction et d'éducation (chefs d'établissement, conseillers d'éducation, maîtres d'internat, surveillants d'externat) ; enseignants du supérieur (hors IUFM) ; enseignants et élèves-enseignants des établissements de formation (y compris IUFM).
– Les non-enseignants : personnels exerçant des fonctions d'inspection, de direction, d'éducation, de surveillance, d'orientation, Atoss (personnels administratifs, techniques, ouvriers, de services et de santé).
– Les établissements : le personnel des établissements de formation du supérieur (Écoles normales supérieures, École nationale des chartes, École nationale des bibliothécaires, Instituts universitaires de formation des maîtres) est compté dans la rubrique « Établissements de formation ». La rubrique « Administration centrale et services extérieurs » comprend le personnel de l'administration centrale, des rectorats et des inspections d'académie, les inspecteurs généraux, les personnels d'inspection et conseillers d'administration scolaire et universitaire en stage à l'administration centrale et les personnels en fonction au ministère des Sports et rémunérés au titre de l'Éducation nationale.

Le compte de l'éducation

Le compte de l'éducation est le résultat de traitements d'un nombre important d'informations selon la méthodologie générale des « comptes satellites » de la comptabilité nationale. Les principales sources sont : les documents budgétaires, les comptes financiers des établissements et des collectivités territoriales, les résultats d'enquêtes exhaustives (sur la taxe d'apprentissage) ou par échantillon (dépenses des ménages).

La dépense pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage

La dépense totale pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage est estimée à partir des données comptables des financeurs finaux de formation professionnelle : Régions, ministères chargés de l'Emploi et l'Éducation nationale, Unedic, collectivités territoriales, etc. Elle se fonde également sur des enquêtes : enquête sur la formation des agents publics (DGAFP). Pour l'apprentissage, notamment, elle intègre également les comptes de l'éducation. Elle est ventilée par type de dépense, par public bénéficiaire et par financeur final.

Les examens et les sorties

Les données sur les examens du second degré (brevet de technicien également) sont issues des applications informatiques utilisées par les jurys d'examens ; pour les diplômes du supérieur l'information est recueillie auprès des universités et établissements habilités à les délivrer.
Pour les sorties du système éducatif, les estimations de flux de sortie publiées jusqu'à l'édition 1996 de l'annuaire, dénombraient des interruptions d'inscription à la fin de chaque année scolaire. Or, environ 160 000 jeunes reprennent une formation chaque année ; ceux-ci ont, par le passé, quitté une première fois le système éducatif et ils en sortiront une seconde fois à l'issue de cette reprise de formation. Pour pouvoir comparer les flux de sortie aux emplois existants, il importe de compter une seule fois chaque personne.
L'enquête sur l'Emploi de l'Insee permet de calculer des sorties sans double compte, et de les répartir par diplôme ou niveau de formation.
Ces calculs sont faits par niveau de formation suivant la nomenclature en six postes (cf. définitions).

L'enseignement dépendant du ministère de l'Agriculture et de la Pêche

L'enseignement technique agricole comprend des formations générales, technologiques et professionnelles, qui sont mises en place dans des lycées d'enseignement général et technologique agricoles (LEGTA) et dans des lycées professionnels agricoles (LPA) pour le secteur public. Des formations semblables existent dans des établissements d'enseignement agricole privés sous contrat.
La plupart des diplômes peuvent être préparés par :
– la formation scolaire ;
– l'apprentissage ;
– la formation professionnelle continue ;
– l'enseignement à distance.
Pour de nombreux diplômes et lorsque les textes réglementaires le permettent, la préparation au titre de la formation professionnelle continue ou de l'apprentissage peut se faire par unités capitalisables.

• *La voie professionnelle*

L'enseignement se prépare principalement dans des lycées professionnels agricoles publics et dans des établissements privés de même niveau.
Les classes de 4ème et 3ème préparatoires sont destinées à orienter les élèves vers un Capa ou un Bepa. Les classes de 4ème et 3ème technologiques sont destinées aux élèves qui souhaitent bénéficier d'un enseignement général et technologique ou professionnel permettant une poursuite d'études soit vers une seconde professionnelle conduisant au brevet d'études professionnelles agricoles (Bepa), soit vers un Capa, et dans certains cas, vers une seconde générale et technologique.
Les classes de Bepa ont deux finalités :
– l'une de qualification professionnelle et d'insertion professionnelle ;
– l'autre de poursuites d'études au niveau IV soit vers un Bac professionnel, un brevet de technicien agricole (BTA) ou un Bac technologique.
Le baccalauréat professionnel se prépare en deux ans pour les titulaires du Bepa et du Capa. Ce diplôme permet l'insertion professionnelle mais aussi une poursuite d'études vers le BTSA.

• *Les voies générale et technologique*

Préparées principalement dans les lycées d'enseignement général et technologique agricoles ainsi que dans les établissements privés d'enseignement agricole habilités, ces formations conduisent en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges ou en deux ans après un Bepa ou une seconde générale et technologique :
– soit vers le brevet de technicien agricole (BTA) ;
– soit vers le baccalauréat technologique de la série STAE (sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement) ou STPA (sciences et technologies du produit agroalimentaire).

La voie générale complète peut conduire en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges vers le baccalauréat général de la série scientifique.
Les lycées d'enseignement général et technologique agricoles et les établissements privés de même niveau permettent aussi l'accès aux formations du premier cycle d'enseignement supérieur.
Peuvent être admis en classe préparatoire au brevet de technicien supérieur agricole (deux ans d'études) :
– les titulaires du brevet de technicien agricole, du baccalauréat technologique et du baccalauréat professionnel de l'enseignement agricole ;
– les titulaires du baccalauréat général de la série scientifique de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole ;
– les titulaires du baccalauréat général de la série ES (économique et sociale) et des baccalauréats technologiques de l'éducation nationale pour entrer dans certaines options du BTS agricole.
Des arrêtés précisent la liste des baccalauréats et des brevets de technicien du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche donnant accès aux formations du brevet de technicien supérieur agricole (BTSA).
Les classes préparatoires aux écoles nationales supérieures agronomiques et agroalimentaires et aux écoles nationales d'ingénieurs des travaux agricoles (deux ans de préparation) sont accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.
Les classes préparatoires aux écoles nationales vétérinaires (deux ans de préparation à partir de 2003) sont de la même façon accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.
Peuvent être admis en classe préparatoire aux ENITA, ENSA, ENV (en un an), les titulaires d'un BTSA, de certains BTS ou de certains DUT dont biologie appliquée.

L'insertion professionnelle des jeunes

Les informations sur l'insertion professionnelle des jeunes (tableau G.01-21) sont tirées de l'enquête Emploi en continu de l'Insee.
La définition du chômage est celui du « Bureau international du travail ».
Les catégories utilisées pour répartir les jeunes actifs ayant un emploi selon leur situation sociale correspondent aux postes usuels de la nomenclature des Professions et Catégories Socioprofessionnelles (PCS) à l'exception des enseignants, employés qualifiés et employés non qualifiés :
– La catégorie des enseignants est constituée par le regroupement de codes PCS au niveau détaillé. En PCS 2003, il s'agit :
Professeurs agrégés et certifiés de l'enseignement secondaire (341a), Enseignants de l'enseignement supérieur (342a), Instituteurs (421a), Professeurs des écoles (421b), Professeurs d'enseignement général des collèges (422a), Professeurs de lycée professionnel (422b) et Maîtres auxiliaires et professeurs contractuels de l'enseignement secondaire (422c).
– -La distinction entre employés qualifiés et employés non qualifiés se réfère aux travaux d'Olivier Chardon (2001). La qualification des employés est définie par profession (niveau PCS détaillée) à partir de la spécialité de formation des personnes en emploi. Les professions exercées en grande proportion par des personnes possédant un diplôme de la même spécialité que leur profession sont considérées comme des professions qualifiées. Les autres sont des professions non qualifiées. En PCS 2003, les codes correspondant aux employés non qualifiés sont : 525a, 525b, 525c, 525d, 533c, 534a, 534b, 541d, 542b, 551a, 552a, 553a, 554a, 554j, 561a, 561d, 561e, 561f, 563a, 563b, 563c, 564a, 564b.

La formation professionnelle continue (FPC)

L'organisation de la formation professionnelle continue découle d'une série de lois, en particulier de celles du 16 juillet 1971 (texte fondateur), du 7 janvier 1983 (loi de décentralisation) et du 24 février 1984 (réforme du congé individuel et formation des jeunes en alternance) et les lois du 31 décembre 1991 et du 17 juillet 1992.

Le système comporte trois types d'intervenants principaux : les Régions, ayant depuis 1983 compétence de droit commun en matière de FPC, l'État conservant des attributions réduites aux priorités nationales et les entreprises consacrant l'essentiel de leurs moyens financiers à la formation de leurs salariés.

La formation professionnelle continue financée par l'État

L'État finance tout ou partie d'une série de formations, les financements correspondants étant inscrits pour la plus grande part au budget du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement (Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale, Fonds national de l'emploi pour partie) et de l'Éducation nationale, de l'Enseignement et de la Recherche. Ces crédits ne comprennent pas ceux inscrits aux budgets des différents ministères pour la formation de leur propre personnel.
Les principaux moyens budgétaires et organismes d'intervention de l'État sont les suivants :
– Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS) ;
– le Fonds national de l'emploi (FNE) ;
– l'Association pour la formation professionnelle des adultes (Afpa) ;
– le réseau des Greta ;
– le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) ;
– le Centre national d'enseignement à distance (Cned).

La formation professionnelle continue financée par les entreprises

Toutes les entreprises de dix salariés et plus sont assujetties à une obligation de dépenses de formation professionnelle continue. Fixée à 1,5 % depuis 1993, la loi du 4 mai 2004 l'a porté à 1,6 % des salaires versés. Les fractions consacrées au financement du congé individuel de formation et aux formations en alternance restent fixées respectivement à 0,2 % et à 0,5 %.
Les entreprises peuvent s'acquitter de cette participation en finançant directement des formations au bénéfice de leur personnel (dans le cadre du plan de formation, d'un engagement de développement de la formation professionnelle avec l'État, du congé individuel de formation) ou par des versements libératoires obligatoires ou facultatifs (cotisations versées par l'entreprise aux organismes collecteurs agréés au titre de l'alternance, au titre du congé individuel de formation, au titre du plan de formation ou à un fonds d'assurance formation non salariée).
Depuis la loi du 31 décembre 1991, l'obligation légale de financement de la formation professionnelle s'étend aux entreprises de moins de dix salariés. Elle s'élevait à 0,15 % de la masse salariale jusqu'au 1er janvier 2004, où elle est passée à 0,4 %, puis à 0,55 %, l'année suivante. À l'inverse des entreprises de plus de dix salariés, les TPE ont l'obligation de verser cette contribution à un organisme collecteur paritaire agréé (OPCA).
La loi du 4 mai 2004 a créé le Droit Individuel à la formation (DIF). Ce DIF accorde à chaque salarié en CDI ou en CDD de plus de 4 mois un crédit de 20 heures de formation par an, qu'il peut utiliser sur son initiative, et en accord avec son employeur. Les heures de DIF peuvent être capitalisées sur une période inférieure à six ans. La loi ouvre la possibilité pour les employeurs d'organiser les formations relevant de développement des compétences (dont en particulier le DIF) en dehors du temps de travail, moyennant une indemnité horaire égale à 50 % du salaire horaire net (allocation de formation). Enfin, la loi crée les périodes de professionnalisation…

La formation professionnelle continue financée par les conseils régionaux

La loi du 7 janvier 1983 portant transfert de compétences aux collectivités territoriales a prévu le transfert aux régions d'une compétence de droit commun en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. Ce transfert, réalisé depuis le 1er juin 1983, se traduit par des conventions de formation professionnelle (ouvrant droit ou non à rémunération des stagiaires).

Par la loi du 20 décembre 1993 (décentralisation de la formation professionnelle des jeunes), l'État transfère aux régions, durant la période quinquennale de la loi, les moyens qu'il consacre aux actions de formation professionnelle des jeunes sortis du système scolaire. En 1999, les Régions deviennent pilotes de l'élaboration du Plan Régional de Formation (PRDF) en faveur des publics jeunes comme adultes. Enfin, la loi du 13 août 2004 transfère aux Régions la responsabilité des formations sanitaires et sociales, ainsi que les crédits consacrés aux formations qualifiantes de l'Afpa et détenues par l'État.

La validation des acquis de l'expérience

La VAE a été introduite par la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002. Elle permet de valider l'ensemble des diplômes et des titres à finalité professionnelle, ainsi que les certificats de qualification professionnelle (CQP) des branches professionnelles, dès lors que ces certifications sont inscrites au répertoire national de certification professionnelle (RNCP) sur la base des compétences professionnelles acquises au travers d'activités salariées, non salariées et bénévoles, en rapport direct avec le contenu du titre ou du diplôme. La durée minimale de l'expérience considérée est de trois ans.

3 ○ Définitions

Apprentissage

Il a pour but de donner à des jeunes de 16 à 25 ans, ayant satisfait à la scolarité obligatoire, une formation générale théorique et pratique en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle. Celle-ci est sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou du supérieur, un titre d'ingénieur ou un titre homologué.

Association pour la formation professionnelle des adultes (Afpa)

Cette association, régie par la loi de 1901, subventionnée par l'État, organise principalement des formations longues (en général six mois à temps plein) pour des demandeurs d'emploi, au niveau CAP, mais aussi des stages en faveur de salariés, au titre du congé individuel de formation ou du plan de formation d'entreprise.

Centre national d'enseignement à distance (Cned)

Dépendant du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le Cned est un établissement principalement chargé d'assurer un enseignement par correspondance à tous les niveaux de l'enseignement scolaire et qui s'étend aux formations universitaires ainsi qu'à la présentation des concours administratifs.
Ces formations intéressent non seulement des personnes en situation de formation initiale mais également un grand nombre de personnes engagées dans la vie active.

Classe

Le terme « classe », dans le premier degré, correspond normalement à un groupe d'élèves scolarisés au même niveau pendant une année scolaire. Dans l'enseignement élémentaire, la classe s'identifie au cours (cours préparatoire, cours élémentaire, 1ère ou 2ème année, cours moyen 1ère ou 2ème année) ; ces classes peuvent être appelées « classes à un seul niveau ». Toutefois, dans certaines écoles, les effectifs sont tels que des élèves de niveaux différents sont regroupés dans une même classe, on a alors une « classe à plusieurs niveaux ». Certaines écoles ne comportent qu'une seule classe, regroupant aussi plusieurs niveaux ; on parle alors de « classe unique ».

Classe d'adaptation

Ces classes sont destinées à accueillir les enfants qui, pour des raisons diverses, rencontrent des difficultés au niveau de l'enseignement élémentaire.

Classe d'initiation

Ces classes ont été créées pour recevoir, à temps plein ou à temps partiel, des élèves de nationalité étrangère non francophones en vue d'un apprentissage plus rapide du français et d'une meilleure intégration dans la scolarité normale.

Classe d'intégration scolaire

Classes accueillant des élèves présentant un handicap mental, auditif, visuel ou moteur, mais pouvant tirer profit, en milieu scolaire ordinaire, d'une scolarité adaptée à leur âge, à leurs capacités, à la nature et à l'importance de leur handicap. Les classes de perfectionnement créées par la loi du 15 avril 1909, et les classes intégrées ouvertes dans les écoles ordinaires, dont le fonctionnement a été précisé dans les circulaires des 29 mars 1982 et 1983, constituent désormais les classes d'intégration scolaire (circulaire du 18 novembre 1991).

Classes supérieures de lycée

Sections de techniciens supérieurs, classes préparatoires aux grandes écoles.

Congé individuel de formation

Le congé individuel de formation a pour objet de permettre à tout salarié, au cours de sa vie professionnelle, de suivre, à son initiative et à titre individuel, des actions de formation indépendamment de sa participation aux stages compris dans le plan de formation de l'entreprise dans laquelle il exerce son activité.

Conservatoire national des arts et métiers de Paris (Cnam)

Il est financé par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ; ses enseignements comprennent des cours de promotion sociale, dispensés le soir et le samedi, généralement publics et gratuits, conduisant à la délivrance d'unités de valeur et de diplômes du Cnam, ou préparant à des examens et titres à caractère professionnel.

Contrats en alternance :

Contrats d'adaptation

Ils doivent faciliter l'embauche des jeunes de 16 à 25 ans susceptibles d'occuper rapidement un emploi. Les contrats sont, soit de durée déterminée de 6 mois au minimum, soit de durée indéterminée. La formation doit être de 200 heures et peut se dérouler dans l'entreprise.
Les contrats de qualification, d'adaptation et d'orientation ont fait place au contrat de professionnalisation.

Contrats de qualification

Créés en 1984 et abrogés par la loi du 4 mai 2004, ces contrats permettaient à un jeune d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme technique ou professionnel, par un titre ou une qualification de branche. Ils concernent les jeunes de 16 à 25 ans sans qualification ou ayant une qualification ne permettant pas directement l'accès à l'emploi. Leur durée est de 6 mois à 2 ans. La formation doit représenter 1/4 du temps et se dérouler en organisme de formation. Les employeurs de jeunes en contrat de qualification bénéficient d'une exonération des cotisations sociales patronales. Ce type de contrat existait aussi pour les adultes, mais ne bénéficient pas d'exonérations.

Contrat de professionnalisation

La loi du 4 mai 2004 a introduit le contrat de professionnalisation. La différence avec le contrat de qualification porte essentiellement sur deux points : ce sont désormais les branches professionnelles qui fixent les priorités de financement du contrat de professionnalisation, en accord avec leurs politiques de ressources humaines. Par ailleurs, la loi fixe la durée minimale de l'action de professionnalisation (évaluation, accompagnement et enseignements) à 15 % de la durée totale du contrat, sans pouvoir être inférieure à 150 heures.

Conventions de formation professionnelle comportant une aide de l'État (FFPPS)

Elles sont financées par le Fonds de formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS). Elles sont passées entre une

préfecture de région et un organisme public ou privé de formation.

Conversion (dispositifs)

Les conventions de conversion sont conçues pour prévenir le chômage de longue durée ; elles consistent en la prise en charge individualisée et immédiate des salariés licenciés pour motif économique et ce durant une période de six mois. Les entreprises, quelle que soit leur taille, doivent proposer aux salariés concernés la possibilité d'adhérer à une convention de conversion afin de les aider à se reclasser.

Dépense intérieure d'éducation

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

Dépense intérieure d'enseignement

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'enseignement.

Division ou classe

Le terme "division" est utilisé pour dénommer et dénombrer les structures pédagogiques dans lesquelles sont inscrits les élèves. Le chef d'établissement inscrit chacun des élèves dans une division et une seule.
Certaines formations peuvent être suivies en commun par des élèves apprenant des métiers différents. Par exemple, une même division accueillera 10 élèves préparant un CAP de cuisine et 11 élèves un CAP restaurant. Une telle division est appelée pluriformations par opposition aux divisions monoformation composées d'élèves d'une même spécialité.

Autres écoles

Elles constituent un groupe non homogène. On y trouve notamment les écoles vétérinaires, l'Institut d'études des relations internationales, l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, les Écoles nationales de la marine marchande, des écoles dépendant du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Écoles de commerce, gestion et de comptabilité

Ce sont des écoles privées d'enseignement supérieur.

Enseignement de type extra-scolaire

Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières, télévision scolaire.

Enseignement de type scolaire

Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.

Écoles d'ingénieurs

Écoles publiques ou privées assurant une formation d'ingénieur diplômé reconnue par la commission des titres (École polytechnique, etc., les ingénieurs universitaires sont compris).

Écoles juridiques et administratives

Écoles de notariat, Instituts régionaux d'administration (Ira), École nationale d'administration (Ena), etc.

Écoles paramédicales et sociales

Écoles recrutant principalement au niveau du baccalauréat. Les auxiliaires de puériculture, les moniteurs éducateurs et les aides médico-psychologiques n'y figurent pas.

Écoles supérieures d'art

On y trouve aussi les écoles à caractère littéraire : journalisme, attachés de presse, interprétariat, etc.

Enseignement artistique

L'enseignement de la musique et de la danse est dispensé dans de nombreuses écoles privées et publiques.
Les formations qui relèvent du ministère de la Culture et de la Communication sont assurées par :
— les conservatoires nationaux supérieurs de musique de Paris et de Lyon dont le fonctionnement est intégralement financé par l'État ;
— des établissements municipaux d'enseignement musical, contrôlés par l'État, répartis en trois catégories qui ont vocation à dispenser un enseignement musical aux futurs professionnels et aux amateurs. Il s'agit des 35 conservatoires nationaux de région (CNR), des 106 écoles nationales de musique (ENM) et de 250 écoles municipales de musique agréées (EMMA). Certaines de ces écoles proposent à leurs élèves des classes d'art dramatique.
Dans le domaine des arts plastiques, la formation est assurée par trois écoles nationales qui délivrent des diplômes spécifiques : l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA), l'École nationale supérieure des arts décoratifs (Ensad) et l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI).
53 écoles d'art de statut national ou municipal (7 écoles nationales et 46 écoles régionales et municipales) dispensent des formations sanctionnées par les différents diplômes nationaux (à l'exception de deux écoles qui délivrent des diplômes spécifiques). Un enseignement péri-scolaire et post-scolaire est également assuré par ces écoles.

Enseignement relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaire du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Il est assuré pour le premier degré dans les classes d'initiation (Clin), d'adaptation (Clad), d'intégration scolaire (Clis) et dans les établissements spécialisés (écoles de plein air, régionales de premier degré, autonomes de perfectionnement).
Au niveau du second degré, il est assuré par les établissements régionaux d'enseignement adapté (Erea) ou dans les sections d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa) annexées à un certain nombre de collèges.

Établissements régionaux d'enseignement adapté

Créés par le décret n° 54-46 du 4 janvier 1954, ils reçoivent les élèves qui ne peuvent fréquenter utilement les classes normales d'enseignement général ou professionnel. Le décret du 30 août 1985 relatif à l'organisation administrative et financière des établissements publics locaux d'enseignement (lycées, collèges et établissements d'éducation spécialisée) en fait des établissements du second degré. 72 Erea sur 80 accueillent des élèves de même profil que ceux des Segpa ; 5 Erea scolarisent de jeunes handicapés moteurs et 3 Erea des jeunes présentant des déficiences visuelles. L'enseignement dispensé en Erea couvre l'ensemble du second degré ; il consiste principalement en un enseignement professionnel, adapté ou non.

Financeur final

Dernier financeur. Par exemple, lorsqu'une collectivité locale est maître d'ouvrage d'une construction scolaire, elle peut recevoir une subvention de l'État. La totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur. Les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention.
Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur, État ou collectivités locales, et le financeur ménage. Elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.

Fonds national pour l'emploi (FNE)

Il sert notamment à financer les trois dispositifs suivants : les stages d'accès à l'entreprise (SAE), les stages cadres privés d'emploi, et les stages d'insertion et de formation à l'emploi (Sife). Ces stages ont été supprimés le 1er janvier 2005, mais le FNE continue bien entendu à fonctionner.

Grands Établissements

Regroupent les grands établissements délivrant des formations du supérieur : l'Institut d'études politiques de Paris, l'École nationale des chartes, l'École pratique des hautes études, l'École des hautes études en sciences sociales, l'Institut national des langues et civilisations orientales, l'Observatoire de Paris, l'Institut de physique du globe, l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques et Paris Dauphine.

INP

Les Instituts Nationaux Polytechniques de Grenoble, Nancy et Toulouse.

Mention complémentaire

Année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.

Niveau VI

Effectifs sortant du 1er cycle du second degré et des Erea (6ème à 4ème, CPA, Cipal et CPPN), des formations professionnelles en un an (CEP) et des quatre premières années de SES/Segpa.

Niveau V *bis*

Effectifs sortant de 3ème et des classes de second cycle court professionnel CAP ou BEP avant l'année terminale, des 5ème et 6ème années de SES/Segpa et de la formation professionnelle en Erea.

Niveau V

Effectifs sortant de l'année terminale des cycles courts professionnels (baccalauréat professionnel non compris) ou abandonnant les classes préparant aux baccalauréats avant la classe terminale.

Niveau IV

Effectifs sortant des classes terminales préparant aux baccalauréats et effectifs abandonnant des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III.

Niveau III

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme bac + 2 ans (DUT, BTS, Deug, écoles de santé...).

Niveaux II et I

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme de 2ème ou 3ème cycle ou des grandes écoles.

Organisme Collecteur Paritaire Agréé (OPCA)

Les OPCA sont chargés de collecter, mutualiser et redistribuer les obligations financières des entreprises en matière de formation professionnelle. Ils sont agréés et contrôlés par l'État. Ils appliquent les priorités des branches en matière de formation professionnelle.
Au delà de cette vocation première financière, certains OPCA exercent des activités d'appui et de conseil aux entreprises et aux salariés de la Branche : aide à l'émergence des besoins de compétences, construction de solutions emploi-formation globales, accompagnement et pilotage de leur mise en œuvre...

Personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Ces données résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paie.
Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 31 janvier 2005 (cf. 2. Méthodologie).

Population 2-22 ans

Population totale des enfants et des jeunes ayant de 2 à 22 ans compris. Les données postérieures à 1999 sont reprises des bilans démographiques publiés par l'Insee dans le *Bulletin mensuel de statistique* (BMS).

Population scolarisable

Population totale par âge évaluée à partir des recensements de population. Les données postérieures à 1999 sont reprises des bilans démographiques publiés dans le BMS.

Population scolarisée

Le champ est élargi au-delà de la tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Agriculture [niveau second degré] ainsi que l'enseignement supérieur non universitaire, Santé).

Premier degré

Élèves de l'enseignement préscolaire et élémentaire, y compris les élèves des classes ordinaires des établissements d'enseignement spécial.

Première d'adaptation

Elle accueille les élèves titulaires d'un BEP ou d'un CAP préparé en deux ans.

Premier cycle (niveau)

Sixième à troisième, CPPN, CPA.

Préparations intégrées

On y trouve, d'une part, les « prépas ESCA », d'autre part, les cycles préparatoires intégrés à certaines écoles d'ingénieurs indépendantes des universités.

Produit intérieur brut (PIB)

Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentée de la TVA sur les produits et des droits de douane.

Professions et catégories sociales (PCS)

La nomenclature est celle adoptée par l'Insee « Professions et catégories sociales » (PCS).

Second cycle général et technologique des lycées

Il regroupe les classes de secondes, premières et terminales permettant d'accéder à un baccalauréat général (sections L, ES ou S) ou technologique ainsi qu'à un brevet de technicien (BT).

Second cycle professionnel

Les formations du second cycle professionnel sont généralement dispensées dans les lycées professionnels, même si certains collèges et lycées accueillent également des sections professionnelles. Elles regroupent des enseignements sanctionnés par un CAP (Diplôme de niveau V se préparant en deux ans après la troisième ou en un an dans le cadre de la Loi quinquennale sur l'emploi, le travail et la formation professionnelle ; les formations exceptionnelles en trois ans sont en voie d'extinction) ou un BEP (Diplôme sanctionnant un cycle de un ou deux ans après la troisième - seconde professionnelle et terminale BEP). Les formations du second cycle professionnel regroupent également les « Mention complémentaire » (année supplémentaire de spécialisation qui peut être préparée à la suite de certains CAP ou BEP et qui est sanctionnée par un diplôme), les « Formations complémentaires » (compléments de formation initiale à finalité professionnelle, données pour au moins un tiers du temps en établissement, destinées à des diplômes de niveau IV ou V), ou encore les Brevets des métiers d'art (BMA).

Second degré

La population scolaire du second degré comprend
– le premier cycle : de la sixième à la troisième dans les collèges, les CPA dans les collèges et les lycées professionnels (LP), les unités pédagogiques d'intégration (UPI) regroupant des adolescents présentant un handicap compatible avec une scolarisation en collège, ainsi que les Clipa ;
– le second cycle professionnel, principalement dans les lycées professionnels, y compris les formations en un an, mises en place à partir de 1994-1995 dans le cadre de la Loi quinquennale sur l'emploi, le travail et la formation professionnelle ;
– le second cycle général et technologique : seconde, première et terminale, surtout en lycée ;
– les formations complémentaires aux CAP, BEP
– les Segpa annexées aux collèges, ou les classes - ateliers intégrés aux collèges ;
– les établissements régionaux d'enseignement adapté (Erea).

Seconde spéciale

Elle accueille les élèves titulaires d'un CAP préparé en trois ans pour faciliter leur intégration au second cycle technologique.

Sections d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa)

Les SES/Segpa (SES : sections d'enseignement spécialisé) et les groupes de classes-ateliers (GCA) ont été créés à la suite des circulaires ministérielles du 21 septembre 1965 et du 2 mars 1966. Ils sont intégrés généralement dans des collèges et scolarisent des enfants déficients légers. Depuis la circulaire du 20 juin 1996 relative à l'organisation de la formation au collège, et donc à celle des SES/Segpa et GCA, il n'existe plus que des Segpa rénovées ou non ; les élèves accueillis sont dans leur grande majorité en grande difficulté scolaire et/ou sociale. Les autres élèves relevant du handicap « déficience intellectuelle légère » font l'objet de la politique d'intégration scolaire.

L'organisation pédagogique des Segpa (cycles et leurs durées) ainsi que l'origine scolaire des élèves orientés en Segpa par des commissions spéciales sont régis par la circulaire du 20 juin 1996.

Sections de terminale

L : littéraire (A avant 1995) ;

ES : économiques et sociales (B avant 1995) ;

S : scientifique (C, D ou E avant 1995) ;

STI : sciences et technologies industrielles (F1 à F4, F9 et F10A avant 1995) ;

STL : sciences et technologies de laboratoire (F5 à F7 avant 1995) ;

STT : sciences et technologies tertiaires (G ou H avant 1995) ;

SMS : sciences médico-sociales (F8 avant 1995) ;

STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement ;

STPA : sciences et technologies du produit alimentaire ;

F11 et F12 : enseignements artistiques et arts appliqués ; hôtellerie ;

BT : brevet de technicien ;

BTA : brevet de technicien agricole.

Stage d'accès à l'entreprise (SAE)

Ce stage, mis en œuvre par l'ANPE en concertation avec les entreprises, reprend intégralement la formule du stage d'accès à l'emploi utilisé de 1991 à 1993. Il a pour objectif de satisfaire une offre d'emploi, en donnant aux demandeurs d'emploi un complément de formation permettant d'atteindre les compétences requises pour les offres concernées.

Dotés d'une dimension d'aide à la gestion de l'emploi et utilisable par les salariés en place dans l'entreprise, les SAE favorisent la mobilité interne des salariés. Il a été supprimé le 1er janvier 2005.

Stage d'insertion et de formation à l'emploi (Sife)

Ce stage, créé par la loi du 20 décembre 1993, regroupe les actions d'insertion et de formation (AIF), les stages de reclassement professionnel (SRP) et les stages « FNE-femmes isolées ». Les Sife, organisés en fonction des besoins du marché du travail, sont adaptés afin de prendre en compte les spécificités des demandeurs d'emploi et en particulier les cadres. Il a été supprimé le 1er janvier 2005.

Taux d'accès au niveau du baccalauréat (niveau IV de formation)

Il rapporte les entrées en classes de terminale générale, technologique ou professionnelle à l'effectif des générations concernées. Sont également pris en compte les entrants en année finale de formation de niveau baccalauréat, tel le brevet professionnel. L'accès au niveau du baccalauréat peut intervenir de 16 à 21 ans, selon les jeunes, si bien que l'on doit distinguer des taux élémentaires d'accès par âge : celui, par exemple, de la génération 1976 au moment de la rentrée 1994, à 18 ans. L'éventail est plus large encore en tenant compte des parcours plus longs ou moins linéaires de la filière professionnelle.

Les taux élémentaires sont susceptibles de deux types de sommation : - Taux d'accès d'une génération. Pour les enfants nés une année donnée, on somme les taux d'accès au niveau IV enregistrés au cours de rentrées scolaires successives (*analyse longitudinale*). - Taux d'accès annuel. Pour une rentrée scolaire donnée, on somme les taux d'accès propres à chacune des générations concernées, accédant cette année-là au niveau IV à des âges différents (*analyse transversale*).

Unités pédagogiques d'intégration

Les UPI ont été créées dans certains collèges par la circulaire n° 95-125 du 17 mai 1995, abrogée par la circulaire n° 2001-035 du 21 février 2001. Cette dernière a confirmé le principe de la création de dispositifs collectifs d'intégration scolaire et, d'une part, a étendu le principe de leur création au bénéfice d'élèves présentant des déficiences sensorielles ou motrices, d'autre part a encouragé leur création non seulement en collège mais également en lycée.

Universités et assimilés

Ensemble des unités de formation et recherche (UFR), écoles d'ingénieurs rattachées, instituts universitaires de technologie (IUT).

4

Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, direction de l'évaluation et de la prospective (DEP), du Ministère de l'Agriculture et de la pêche, et du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement.

Organismes :

– Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, direction de l'évaluation et de la prospective.
– Ministère de l'Agriculture et de la pêche, direction générale de l'enseignement et de la recherche.
– Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, service des statistiques, des études et des systèmes d'information (Sesi), direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares).
– Insee.

Sites Internet :

– www.education.gouv.fr
– www.travail.gouv.fr

Publications :

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, direction de l'évaluation et de la prospective

– Repères et références statistiques sur les enseignements et la formation, édition 2005 ;
– L'état de l'école, édition 2005 ;
– Géographie de l'École, édition 2005 ;
– Notes d'information ;
– Éducation et Formations ;
– Regards sur le système éducatif français.

Les publications sont consultables sur le site Internet du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Notes d'Information - DEP :

– « Le coût de l'éducation en 2004. Évaluation provisoire du compte », à paraître ;
– « Les étudiants en IUT et STS Année 2004-2005 », n° 05-33, novembre 2005 ;
– « Les effectifs d'étudiants dans le supérieur en 2004 », n° 05-31, novembre 2005 ;
– « Taille des structures pédagogiques dans les établissements du second degré public à la rentrée 2004 : divisions et groupes », n° 05-27, octobre 2005 ;
– « Les étudiants inscrits dans les 83 universités publiques françaises en 2004 », n° 05-24, septembre 2005 ;
– « Les étudiants en classes préparatoires aux grandes écoles année 2004-2005 », n° 05-22, septembre 2005 ;
– « Que deviennent les bacheliers, les deux années après leur bac ? », n° 05-19, juin 2005 ;
– « Les bacheliers S : motivations et choix d'orientation après le baccalauréat », n° 05-15, avril 2005 ;
– « Mobilité internationale des étudiants : les Français vont principalement dans les pays limitrophes », n° 05-01, janvier 2005 ;
– « Les élèves du second degré dans les établissements publics ou privés à la rentrée 2004 », n° 04-38, décembre 2004 ;
– « Les élèves du premier degré à la rentrée 2004 dans les écoles publiques et privées », n° 04-37, décembre 2004 ;
– « La base centrale des établissements (BCE) : outil et mémoire du système éducatif », n° 04-34, décembre 2004 ;
– « Les diplômes de l'enseignement technologique et professionnel Session 2003 », n° 04-31, décembre 2004 ;
– « Les enseignants du second degré dans les collèges et lycées publics en 2003 - 2004 », n° 04-26, novembre 2004 ;

– « Que deviennent les bacheliers après leur baccalauréat ? Évolutions 1996-2002 », n° 04-14, juin 2004 ;
– « La scolarisation des jeunes de 15 à 29 ans : regard sur la période de 1985-2001 », n° 04-12, avril 2004.
Éducation et Formations :
– « Estime de soi et réussite scolaire sept ans après l'entrée en sixième », n° 72, octobre 2005 ;
– « Le vécu des phases d'orientation en fin de troisième et de seconde », n° 72, octobre 2005 ;
– « Les projets professionnels des jeunes sept ans après leur entrée au collège », n° 72, octobre 2005 ;
– « Les premiers bacheliers du panel : aspirations, image de soi et choix d'orientation », n° 72, octobre 2005 ;
– « Influence des caractéristiques du groupe de pairs sur la scolarité élémentaire », n° 72, octobre 2005 ;
– « Que font les jeunes pendant les vacances d'été ? », n° 72, octobre 2005 ;
– « Les sorties précoces au collège dans l'académie de Bordeaux », n° 72, octobre 2005 ;
– « La sectorisation, l'affectation et l'évitement scolaire dans les classes de sixième à Paris en 2003 », n° 72, octobre 2005 ;
– « Typologie des lycées publics », n° 71, juin 2005 ;
– « Le choix des options en seconde générale et technologique : un choix anticipé de la série de première ? », n° 70, décembre 2004 ;
– « Les trajectoires scolaires des enfants pauvres », n° 70, décembre 2004 ;
– « Évolution de la concentration de la dépense publique d'éducation en France : 1900-2000 », n° 70, décembre 2004 ;
– « Dix-huit questions sur le système éducatif : synthèse de travaux de la DEP », n° 66, juillet-décembre 2003.
Les Dossiers – DEP :
– « L'insertion des jeunes dans la vie active et le pilotage de la formation professionnelle au niveau régional », n° 168, octobre 2005.

Insee

Insee-Résultats, série Société :
– « Enquête emploi en continu 2002 », n° 35, octobre 2004.
Insee-Première :
– « L'aide aux devoirs apportée par les parents années scolaires 1991 - 1992 et 2002 - 2003 », n° 996, décembre 2004 ;
– « Les difficultés des adultes face à l'écrit », n° 959, mars 2004.
Insee-Références
– « Données sociales », édition 2006, à paraître ;
– « France, portrait social », édition 2005-2006.

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, Dares

– « Les évolutions de la formation professionnelle : regards croisés » *Cahiers travail et emploi*, 2003 ;
– Le compte économique de la formation professionnelle ;
– Projet de loi de finances pour 2006, formation professionnelle.
Premières informations et premières synthèses :
– « La validation des acquis de l'expérience au sein du Ministère chargé de l'emploi en 2004 », n° 41.2, octobre 2005 ;
– « Légère baisse des dépenses de formation professionnelle en 2002 », n° 09.1, mars 2005 ;
– « Formation en alternance : le repli des entrées s'est amplifié en 2003 ». n° 07.4, février 2005 ;
– « Les stages de formation pour demandeurs d'emploi financés par l'État en 2003 », n° 04.2, janvier 2005 ;
– « L'apprentissage en 2003 : nouveau tassement des entrées » n° 53.3, décembre 2004 ;
– « Les chômeurs accèdent deux fois moins que les salariés à la formation continue, mais pour des durées quatre fois plus longues », n° 51-2, décembre 2004.

Cereq

Bref :
– « L'apprentissage : une idée simple, des réalités diverses », n° 223, octobre 2005 ;
– « D'une génération à l'autre : les effets de la formation initiale sur l'insertion », n° 222, septembre 2005 ;
– « 1995-2003, l'apprentissage aspiré par le haut », n° 217, mars 2005.

Autres

– « Faut-il maintenir une obligation uniforme de financement de la formation professionnelle continue ? », *Formation emploi* n° 81, 2003.

SCHÉMA DU SYSTÈME ÉDUCATIF

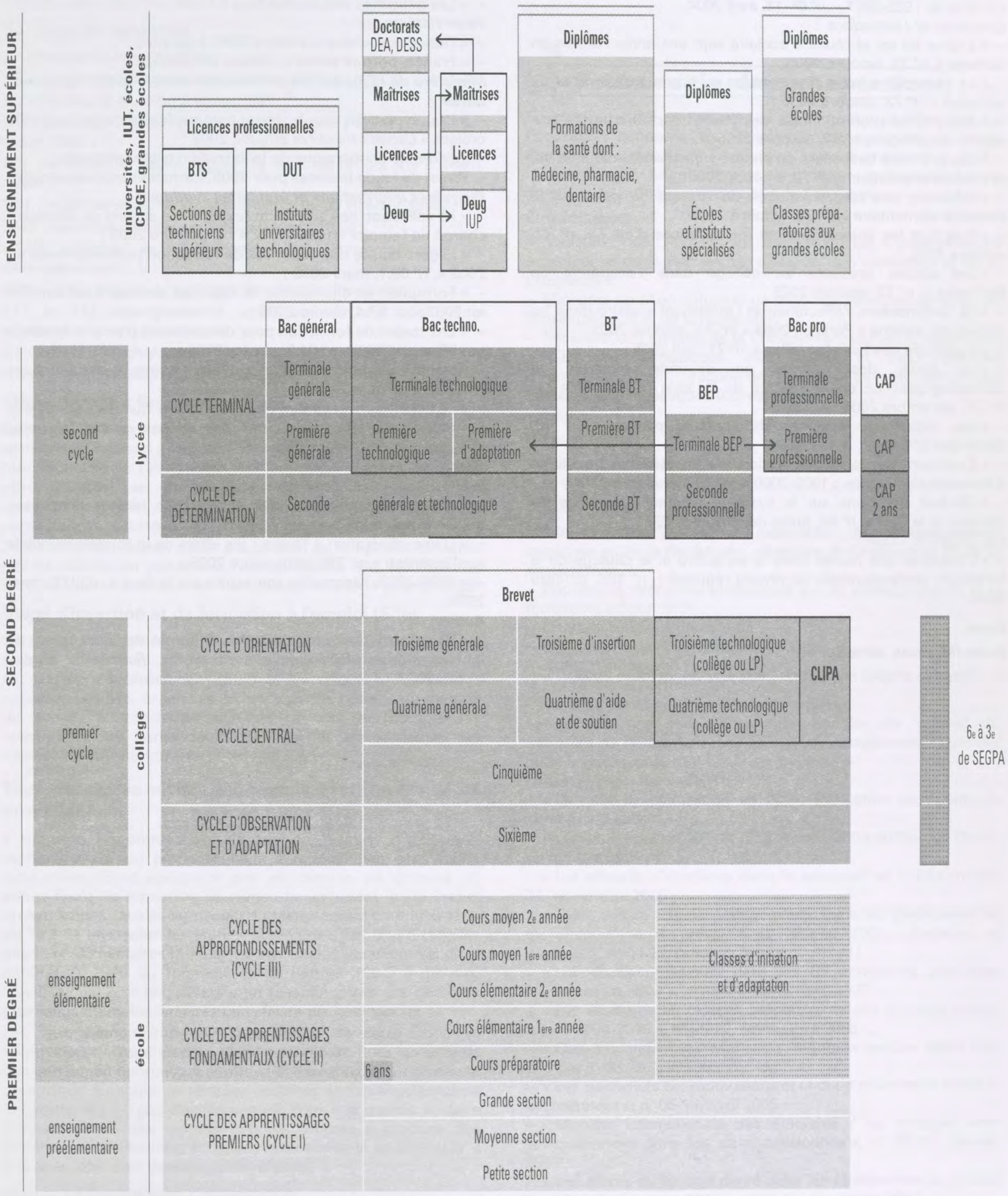


TABLEAU G.01-1

Effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants (public et privé) - Évolution 1980-2004
France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES) — *Unité* : Millier

	1980-1981	1990-1991	1997-1998	1998-1999	*r* 1999-2000	2000-2001	*r* 2001-2002	2002-2003	*r* 2003-2004	2004-2005
Total 1er degré (1)	7 396,3	6 953,3	6 649,9	6 606,8	6 571,8	6 552,0	6 535,0	6 529,2	6 552,0	6 585,5
Total 2e degré (2)	5 426,3	5 842,0	5 867,2	5 841,6	5 815,4	5 765,6	5 749,1	5 746,8	5 732,0	5 693,0
Apprentis (3)	244,1	226,7	347,6	362,8	369,9	376,1	373,2	373,5	371,2	383,0 *p*
Spécial santé	96,2	88,2	85,3	87,6	83,7	81,4	80,5	82,8	81,9	74,5
Total enseignement supérieur	1 181,1	1 717,1	2 144,0	2 126,8	2 136,9	2 161,1	2 164,6	2 208,5	2 256,3	2 268,4
Total général	**14 344,0**	**14 827,3**	**15 094,0**	**15 025,6**	**14 977,6**	**14 936,1**	**14 902,4**	**14 940,8**	**14 993,4**	**15 004,4**

(1) En raison d'une grève, les effectifs d'élèves des écoles publiques n'étant pas connus de façon exhaustive depuis l'année 2000, ils ont été estimés.
(2) Y compris Agriculture, préparations diverses et formations complémentaires.
(3) Y compris CFA sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de la Pêche depuis 1992-1993.

TABLEAU G.01-2

Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé) - Année 2003 - 2004

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

Année de naissance	Âge (1)	Population totale	1er degré y compris spécialisé	Enseignt Spécial hors MEN (2)	2ème degré y compris adapté	Autres formations du second degré	Apprentis	Enseignement supérieur	Population scolarisée (milliers) (3)	Taux de scolarisation
2002-2003	1 et -	1 518,0	–	–	–	–	–	–		–
2001	2	767,8	29,3	–	–	–	–	–	225,0	29,3
2000	3	773,7	100,0	–	–	–	–	–	773,7	100,0
1999	4	746,2	100,0	–	–	–	–	–	746,2	100,0
1998	5	728,7	100,0	–	–	–	–	–	728,7	100,0
1997	6	717,6	99,6	0,4	–	–	–	–	707,1	100,0
1996	7	729,2	99,6	0,4	–	–	–	–	729,2	100,0
1995	8	722,8	99,5	0,5	–	–	–	–	722,8	100,0
1994	9	709,7	99,3	0,6	0,1	–	–	–	709,7	100,0
1993	10	707,5	96,2	0,7	3,1	–	–	–	707,5	100,0
1992	11	741,9	20,7	0,8	78,5	–	–	–	741,9	100,0
1991	12	758,4	1,3	0,9	97,8	–	–	–	758,4	100,0
1990	13	767,0	0,2	1,0	98,7	0,2	–	–	767,0	100,0
1989	14	774,1	–	1,0	97,0	1,4	0,2	–	770,7	99,6
1988	15	777,7	–	1,0	92,9	3,6	0,9	–	766,6	98,6
1987	16	778,9	–	1,0	82,8	4,3	9,0	–	757,5	97,3
1986	17	789,9	–	0,8	74,7	4,1	9,9	2,4	726,4	92,0
1985	18	778,3	–	0,6	40,8	3,0	7,8	27,7	622,1	79,9
1984	19	772,1	–	0,4	18,5	1,8	5,8	39,5	510,0	66,1
1983	20	755,5	–	0,3	6,1	0,8	4,4	41,4	399,7	52,9
1982	21	799,2	–	–	1,6	0,5	3,2	36,1	330,8	41,4
1981	22	808,6	–	–	0,5	0,4	2,3	29,4	262,5	32,5
1980	23	808,3	–	–	0,2	0,1	1,5	22,1	193,0	23,9
1979	24	765,1	–	–	0,1	–	0,9	15,7	127,0	16,6
1978	25	743,5	–	–	0,1	–	0,8	11,2	89,1	12,0
1977	26	749,6	–	–	0,1	–	–	8,2	63,0	8,4
1976	27	727,0	–	–	–	–	–	6,1	44,1	6,1
1975	28	749,0	–	–	–	–	–	4,6	34,3	4,6
1974	29	800,3	–	–	–	–	–	3,5	28,1	3,5
1973 et avant	30 et +	37 434,2	–	–	–	–	–	0,5	189,2	0,5
Total (milliers)	///	**60 200,0**	**6 282,0**	**80,5**	**5 353,8**	**158,1**	**364,8**	**2 116,7**	**14 355,9**	///
% de la population totale	///	–	10,4	0,1	8,9	0,3	0,6	3,5	23,8	///

(1) Pour chaque catégorie d'enseignement, les premier et dernier chiffres de la colonne comprennent les élèves d'âge inférieur et les élèves d'âge supérieur.
(2) L'enseignement spécialisé hors MEN (Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) est un enseignement dispensé à des élèves en grande difficulté que l'on ne peut classer ni dans le premier, ni dans le second degré.
(3) Pour ne pas avoir des taux de scolarisation supérieur à 100 %, la taille de la population scolarisée est limitée à celle de la population des habitants du même âge. Le total qui correspond aux effectifs recensés dans les établissements scolaires a néanmoins été conservé, et diffère donc du total de la colonne.

TABLEAU G.01-3

Effectifs d'élèves du premier degré - Évolution 1980-2004 - France métropolitaine + Dom (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

	r 1980-1981	*r* 1990-1991	*r* 1994-1995	*r* 1997-1998	*r* 1998-1999	*r* 1999-2000	*r* 2000-2001	*r* 2001-2002	*r* 2002-2003	*r* 2003-2004	2004-2005
Enseignement préélémentaire public	2 137,2	2 322,9	2 307,2	2 192,4	2 180,8	2 200,3	2 225,2	2 238,2	2 248,4	2 273,4	2 285,1
Enseignement préélémentaire privé	319,2	321,3	320,6	307,3	308,3	312,7	315,1	316,2	317,6	325,3	324,4
Total	**2 456,5**	**2 644,2**	**2 627,8**	**2 499,7**	**2 489,1**	**2 513,0**	**2 540,3**	**2 554,4**	**2 566,0**	**2 598,7**	**2 609,5**
Enseignement élémentaire (CP-CM2) public	4 128,7	3 599,1	3 511,5	3 498,1	3 470,6	3 424,5	3 384,8	3 360,3	3 347,4	3 333,7	3 355,5
Enseignement élémentaire (CP-CM2) privé	681,3	618,9	594,7	588,1	583,8	574,3	568,2	563,8	561,5	566,2	569,1
Total	**4 810,0**	**4 218,0**	**4 106,2**	**4 086,1**	**4 054,4**	**3 998,8**	**3 953,0**	**3 924,1**	**3 908,9**	**3 899,9**	**3 924,6**
AIS public (2)	122,3	85,6	63,5	47,4	58,6	55,2	53,9	51,9	49,8	49,1	47,5
AIS privé (2)	7,6	5,6	4,9	2,6	4,7	4,8	4,8	4,6	4,5	4,3	3,9
Total	**129,9**	**91,2**	**68,4**	**50,0**	**63,3**	**60,0**	**58,7**	**56,5**	**54,3**	**53,4**	**51,4**
Premier degré sans AIS :											
Enseignement public	6 265,9	5 922,0	5 818,8	5 702,3	5 651,4	5 624,8	5 610,0	5 598,5	5 595,8	5 607,1	5 640,6
Enseignement privé	1 000,5	940,2	915,3	897,6	892,1	887,0	883,3	880,0	879,1	891,5	893,5
Total	**7 266,4**	**6 862,2**	**6 734,0**	**6 599,9**	**6 543,5**	**6 511,8**	**6 493,3**	**6 478,5**	**6 474,9**	**6 498,6**	**6 534,1**
Premier degré avec AIS :											
Enseignement public	6 388,2	6 007,6	5 882,2	5 749,7	5 710,0	5 680,0	5 663,9	5 650,4	5 645,6	5 656,2	5 688,1
Enseignement privé	1 008,1	945,8	920,2	900,2	896,8	891,8	888,1	884,6	883,6	895,8	897,4
Total	**7 396,3**	**6 953,4**	**6 802,4**	**6 649,9**	**6 606,8**	**6 571,8**	**6 552,0**	**6 535,0**	**6 529,2**	**6 552,0**	**6 585,5**

(1) En raison de grèves des directeurs d'écoles publiques, les chiffres des années suivantes sont estimés : 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005.
(2) AIS = enseignement relevant de l'initiation, l'adaptation et l'intégration scolaire.

TABLEAU G.01-4

Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré - Évolution 1980-2004 (1) France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

	Écoles				Classes			(2) Nombre moyen d'élèves par classe		
	1980-1981	1990-1991	2003-2004	2004-2005	1980-1981	1990-1991	1999-2000	1980-1981	1990-1991	1999-2000
Enseignement public :										
Écoles maternelles	15 996	18 829	17 948	17 703	59 758	70 538	71 087	30,1	27,9	25,5
Écoles élémentaires	45 664	39 009	33 716	33 452	194 113	179 177	172 906	23,6	22,5	22,3
dont : À classe unique	11 449	7 667	...	...	11 449	7 667	5 616	...	...	...
Écoles d'enseignement relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaires (3)	133	...	...	...	749	...	...	...	...	...
Total	**61 793**	**57 838**	**51 664**	**51 155**	**254 620**	**249 715**	**243 993**	///	///	///
dont : Écoles en ZEP (4)	...	...	5 651	5 571	...	...	...	...	...	...
Écoles en REP (4)	...	...	...	6 336	...	...	...	...	...	...
Enseignement privé :										
Écoles maternelles	363	419	199	184	1 081	1 380	973	29,9	27,1	25,9
Écoles élémentaires	6 663	5 966	5 324	5 289	37 141	37 037	36 202	26,2	24,5	23,9
dont : À classe unique	347	215	...	...	347	215	180	...	...	...
Écoles d'enseignement relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaires (3)	20	...	...	...	60	...	...	...	...	...
Total	**7 046**	**6 385**	**5 523**	**5 473**	**38 282**	**38 417**	**37 175**	///	///	///
Total enseignement public + privé	**68 839**	**64 223**	**57 187**	**56 628**	**292 902**	**288 132**	**281 168**	///	///	///

(1) En raison de la grève administrative des directeurs d'école aux rentrées 2003 et 2004, les données sur les effectifs d'élèves ont été évaluées pour l'enseignement public. Les données concernant les classes et le nombre moyen d'élèves par classe ne sont donc pas disponibles.
(2) France métropolitaine uniquement.
(3) À partir de 1989, les écoles d'enseignement relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaires sont comptabilisées avec les écoles élémentaires.
(4) ZEP : zone d'éducation prioritaire. REP : réseau d'éducation prioritaire.

TABLEAU G.01-5

Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé) - Évolution 1990 - 2004
France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES) — *Unité* : Millier

	1990-1991	1995-1996	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005
Premier cycle du second degré :									
Enseignement public	2 592,4	2 709,1	2 629,8	2 624,7	2 620,4	2 608,9	2 597,9	2 573,7	2 527,0
Enseignement privé	656,9	677,1	665,8	667,2	669,0	669,9	671,2	670,9	666,3
Total	**3 249,4**	**3 386,2**	**3 295,6**	**3 291,9**	**3 289,5**	**3 278,8**	**3 269,1**	**3 244,6**	**3 193,3**
6ème à 3ème	3 186,3	3 378,4	3 289,8	3 287,2	3 285,6	3 274,6	3 264,3	3 238,5	3 185,6
dont : 4ème et 3ème technologiques	166,0	158,3	90,6	54,3	45,0	44,8	42,5	42,2	42,4
CPPN, CPA, autres niveaux	63,0	7,8	5,9	4,7	3,9	4,2	4,8	6,1	7,7
Second cycle professionnel :									
Enseignement public	560,9	567,8	583,9	575,4	551,8	547,8	549,8	555,9	561,0
Enseignement privé	165,3	150,9	157,9	155,6	148,4	147,3	148,7	151,0	152,8
Total	**726,2**	**718,7**	**741,8**	**731,0**	**700,2**	**695,0**	**698,5**	**706,9**	**713,8**
dont : Préparation au bac professionnel	96,4	162,4	174,5	177,3	175,1	173,3	173,1	177,6	184,4
Second cycle général et technologique :									
Enseignement public	1 276,7	1 206,6	1 214,5	1 207,6	1 199,4	1 202,3	1 207,0	1 206,6	1 207,6
Enseignement privé	330,8	319,8	310,4	305,5	301,9	301,8	302,6	304,4	307,7
Total	**1 607,4**	**1 526,3**	**1 524,9**	**1 513,0**	**1 501,4**	**1 504,1**	**1 509,6**	**1 511,0**	**1 515,3**
Enseignement adapté du second degré :									
Enseignement public	124,3	121,6	120,5	120,2	118,4	117,1	115,1	113,2	112,2
Enseignement privé	2,5	3,2	3,6	3,6	3,7	3,8	3,9	3,9	4,0
Total	**126,7**	**124,8**	**124,1**	**123,8**	**122,2**	**120,9**	**119,0**	**117,1**	**116,2**
Total (sans enseignement adapté) :									
Enseignement public	4 430,0	4 483,5	4 428,2	4 407,6	4 371,7	4 358,9	4 354,7	4 336,2	4 295,6
Enseignement privé	1 153,0	1 147,8	1 134,2	1 128,3	1 119,4	1 119,0	1 122,5	1 126,3	1 126,8
Total public + privé	**5 583,0**	**5 631,3**	**5 562,4**	**5 535,9**	**5 491,1**	**5 477,9**	**5 477,1**	**5 462,5**	**5 422,4**
Total (avec enseignement adapté) :									
Enseignement public	4 554,3	4 605,0	4 548,7	4 527,8	4 490,1	4 476,0	4 469,8	4 449,3	4 407,9
Enseignement privé	1 155,4	1 151,0	1 137,7	1 131,9	1 123,1	1 122,8	1 126,4	1 130,2	1 130,8
Total public + privé	**5 709,7**	**5 756,0**	**5 686,5**	**5 659,7**	**5 613,2**	**5 598,8**	**5 596,2**	**5 579,5**	**5 538,7**

TABLEAU G.01-6

Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré - Évolution 2002-2004
France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

	Établissements			Classes et divisions			Nombre moyen d'élèves par classe		
	2002-03	2003-04	2004-05	2002-03	2003-04	2004-05	2002-03	2003-04	2004-05
Enseignement public :									
Collèges (1)	5 168	5 183	5 200	108 533	107 290	105 471	23,9	24,0	24,0
Lycées professionnels	1 083	1 072	1 061	27 778	27 899	27 861	19,8	19,9	20,1
Lycées d'enseignement général et technologique	1 531	1 538	1 545	42 391	42 312	41 998	28,5	28,5	28,8
Total	**7 782**	**7 793**	**7 806**	**178 712**	**177 501**	**175 330**	**/ / /**	**/ / /**	**/ / /**
dont : Établissements en ZEP (2)	...	1 013	1 012	...	...	...	...	...	...
Établissement en REP (2)	...	...	1 112	...	...	...	...	...	...
Enseignement privé :									
Collèges (1)	1 803	1 804	1 788	27 105	27 003	26 888	24,8	24,8	24,8
Lycées professionnels	647	644	641	7 993	7 983	8 084	18,6	18,9	18,9
Lycées d'enseignement général et technologique	1 077	1 082	1 069	12 328	12 370	12 414	24,5	24,6	24,8
Total	**3 527**	**3 530**	**3 498**	**47 426**	**47 356**	**47 386**	**/ / /**	**/ / /**	**/ / /**
Total public + privé	**11 309**	**11 323**	**11 304**	**226 138**	**224 857**	**222 716**	**/ / /**	**/ / /**	**/ / /**

(1) Y compris, classe préparatoire à l'apprentissage (CPA), classe d'initiation préprofessionnelle par alternance (CLIPA) et les unités pédagogiques d'intégration (UPI) depuis 1997-1998 et non compris l'enseignement adapté.
(2) ZEP : zone d'éducation prioritaire. REP : réseau d'éducation prioritaire.

TABLEAU G.01-7

Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat - Évolution 1996-2004 (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

Génération (effectifs à 16 ans)	Année scolaire 1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	**Total entrants**
1974 (808 500) :										
Entrants	–	–	–	–	–	–	–	–	–	**486 900 (2)**
%	–	–	–	–	–	–	–	–	–	**60,4**
1975 (755 000) :										
Entrants	17 000	–	–	–	–	–	–	–	–	**467 700 (2)**
%	2,3	–	–	–	–	–	–	–	–	**62,0**
1976 (731 500) :										
Entrants	35 400	14 800	–	–	–	–	–	–	–	**459 000 (2)**
%	4,9	2,0	–	–	–	–	–	–	–	**62,7**
1977 (753 500) :										
Entrants	78 700	35 700	13 800	–	–	–	–	–	–	**477 300 (2)**
%	10,5	4,8	1,9	–	–	–	–	–	–	**63,3**
1978 (747 900) :										
Entrants	132 400	77 000	32 800	11 600	–	–	–	–	–	**471 500 (2)**
%	17,7	10,3	4,4	1,6	–	–	–	–	–	**63,1**
1979 (768 100) :										
Entrants	206 400	135 500	79 400	31 100	10 800	–	–	–	–	**478 400 (2)**
%	26,8	17,6	10,3	4,1	1,4	–	–	–	–	**62,2**
1980 (810 600) :										
Entrants	15 500	215 600	144 100	81 600	30 600	10 100	–	–	–	**497 500**
%	1,9	26,6	17,7	10,1	3,8	1,3	–	–	–	**61,3**
1981 (809 600) :										
Entrants	–	15 300	217 500	146 100	78 500	29 100	9 100	–	–	**495 600**
%	–	1,9	26,8	18,0	9,7	3,6	1,1	–	–	**61,1**
1982 (797 900) :										
Entrants	–	–	15 800	220 100	141 900	76 100	26 300	8 700	–	**488 900**
%	–	–	2,0	27,5	17,7	9,5	3,3	1,1	–	**61,1**
1983 (752 600) :										
Entrants	–	–	–	16 000	215 700	130 900	69 900	23 900	7 600	**464 000**
%	–	–	–	2,1	28,6	17,3	9,3	3,2	1,0	**61,5**
1984 (765 700) :										
Entrants	–	–	–	–	16 700	221 300	135 000	69 500	23 500	**473 100 (3)**
%	–	–	–	–	2,2	28,8	17,5	9,0	3,1	**61,6**
1985 (771 600) :										
Entrants	–	–	–	–	–	17 700	227 700	138 900	69 800	**483 600 (3)**
%	–	–	–	–	–	2,3	29,4	17,9	9,0	**62,4**
1986 (785 200) :										
Entrants	–	–	–	–	–	–	17 700	233 800	140 500	///
%	–	–	–	–	–	–	2,3	29,7	17,8	///
1987 (777 000) :										
Entrants	–	–	–	–	–	–	–	16 900	239 200	///
%	–	–	–	–	–	–	–	2,2	30,7	///
1988 (777 300) :										
Entrants	–	–	–	–	–	–	–	–	16 800	///
%	–	–	–	–	–	–	–	–	2,2	///
Total entrants	**485 400**	**493 900**	**503 400**	**506 500**	**494 200**	**485 200**	**485 700**	**491 700**	**497 400**	///
Taux d'accès en % (MEN - scolaire)	**64,0**	**63,2**	**63,1**	**63,3**	**63,4**	**62,8**	**62,9**	**63,1**	**63,7**	///
Taux d'accès en % (toutes formations)	**68,9**	**68,7**	**69,4**	**69,7**	**69,9**	**69,2**	**69,3**	**69,5** *r*	**69,9 (4)**	///

(1) Sur l'ensemble des jeunes de la génération 1980 - ils étaient 810 600 à la rentrée 1996 - , 15 500 (soit 1,9 %) sont entrés en 1996-1997 dans une classe préparant au baccalauréat. Au total, de 1996 à 2001, c'est-à-dire de 16 à 21 ans, ce sont 497 500 jeunes de cette génération, soit 61,3 %, qui auront accédé au niveau du baccalauréat. Quant aux flux d'entrées enregistrées en 2002-2003 (485 700), ils concernent les générations 1981 à 1986, dans des proportions variables, dont la somme s'établit à 62,9 %.
(2) Total, compte tenu des « entrants » avant 1996-1997.
(3) Total estimé, compte tenu des élèves qui devraient accéder au niveau du bac lors des prochaines années.
(4) Chiffre basé sur une estimation provisoire concernant la formation en apprentissage.

TABLEAU G.01-8

Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré - Évolution 1995-2004 - France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES) — *Unité* : Diplôme

Diplômes (1)	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Diplômes du 2e cycle professionnel (2) :								
Certificats d'aptitude professionnelle	265 730 *r*	214 688	218 797	215 812 *r*	202 826 *r*	168 092 *r*	159 339 *r*	139 972
Brevets d'études professionnelles	188 531 *r*	208 479	210 333	208 559	193 626	186 966	189 652	191 055
Brevets de technicien et brevets des métiers d'art	2 963	2 767	2 255	2 027	1 724 *r*	2 022	1 848	2 080
Baccalauréat général	**287 046**	**275 113**	**266 285**	**271 155**	**258 785**	**258 192**	**268 335**	**261 137**
Série L	71 460	69 017	62 363	59 642	56 673	50 320	51 893	49 418
Série ES	76 555	74 794	75 756	75 299	75 459	78 967	81 068	81 494
Série S	139 031	131 302	128 166	136 214	126 653	128 905	135 374	130 225
Baccalauréat technologique	**138 267**	**144 830**	**149 103**	**152 778**	**147 944**	**141 983**	**142 799**	**143 277**
STI	35 217	34 597	36 196	36 940	35 737	33 906	35 271	36 427
STL	4 840	6 222	6 262	6 327	6 080	5 950	5 794	6 491
F10B	32	78	///	///	///	///	///	///
STT	78 894	76 986	79 441	82 221	78 369	75 837	76 098	74 312
SMS	13 337	18 019	18 974	18 469	19 164	18 042	17 836	18 254
Hôtellerie	2 284	2 530	2 749	2 623	2 666	2 509	2 417	2 305
STAE, STPA	2 247	4 752	5 127	5 828	5 529	5 388	5 146	5 238
Autres séries	1 416	1 646	354	370	399	351	237	250
Baccalauréat professionnel	**67 096**	**81 573**	**88 296**	**92 617**	**92 499**	**93 579**	**91 537**	**93 958**

(1) Pour le baccalauréat, les séries générales sont L (littéraire), ES (économique et sociale) et S (scientifique). Les séries technologiques sont STI (sciences et technologies industrielles : cette série inclut, à partir de 1999, F10B-Microtechniques option optique et F12-Arts appliqués), STL (sciences et technologies de laboratoire), STT (sciences et technologies tertiaires), SMS (sciences médico-sociales), STAE (sciences et techniques agricoles et environnementales), STPA (sciences et techniques du produit agro-alimentaire). La ligne "Autres séries" regroupe F11 (Musique option instrument), F11' (Musique option danse) et F12 jusqu'en 1998, et elle regroupe F11 et F11' seulement à partir de 1999.

(2) À ce niveau, l'addition pure et simple des CAP et BEP produit des doubles comptes qui ne permettent pas de considérer le total de ces diplômes comme une mesure exacte du nombre réel d'individus diplômés.

TABLEAU G.01-9

Candidats présentés et admis aux baccalauréats - Évolution 1995-2004 - France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

Séries (1)	1995			2000			2003			2004		
	Présentés	Admis	%	Présentés	Admis	%	Présentés	Admis	%	Présentés	Admis	%
Baccalauréat général :												
L	100 242	71 460	71,3	74 342	59 642	80,2	61 524	51 893	84,3	60 110	49 418	82,2
ES	104 857	76 555	73,0	96 324	75 299	78,2	99 512	81 068	81,5	99 695	81 494	81,7
S	177 211	139 031	78,5	168 714	136 214	80,7	159 673	135 374	84,8	156 814	130 225	83,0
Total	**382 310**	**287 046**	**75,1**	**339 380**	**271 155**	**79,9**	**320 709**	**268 335**	**83,7**	**316 619**	**261 137**	**82,5**
Baccalauréat technologique :												
STI	52 594	35 217	67,0	48 725	36 940	75,8	46 589	35 271	75,7	46 341	36 427	78,6
STL	6 486	4 840	74,6	7 738	6 327	81,8	7 159	5 794	80,9	7 681	6 491	84,5
F10B	43	32	74,4	///	///	///	///	///	///	///	///	///
STT	97 996	78 894	80,5	102 105	82 221	80,5	99 524	76 098	76,5	98 768	74 312	75,2
SMS	18 193	13 337	73,3	23 271	18 469	79,4	22 994	17 836	77,6	23 557	18 254	77,5
Autres séries	1 786	1 416	79,3	435	370	85,1	266	237	89,1	275	250	90,9
STAE, STPA	3 252	2 247	69,1	7 885	5 828	73,9	6 904	5 146	74,6	7 012	5 238	74,7
Hôtellerie	2 804	2 284	81,5	2 948	2 623	89,0	2 735	2 417	88,4	2 633	2 305	87,5
Total	**183 154**	**138 267**	**75,5**	**193 107**	**152 778**	**79,1**	**186 171**	**142 799**	**76,7**	**186 267**	**143 277**	**76,9**
Baccalauréat professionnel	**92 346**	**67 096**	**72,7**	**117 019**	**92 617**	**79,1**	**120 640**	**91 537**	**75,9**	**122 225**	**93 958**	**76,9**

(1) Les séries du baccalauréat général sont L (littéraire), ES (économique et sociale) et S (scientifique). Les séries technologiques sont STI (sciences et technologies industrielles : cette série inclut, à partir de 1999, F10B-Microtechniques option optique et F12-Arts appliqués), STL (sciences et technologies de laboratoire), STT (sciences et technologies tertiaires), SMS (sciences médico-sociales), STAE (sciences et techniques agricoles et environnementales), STPA (sciences et techniques du produit agro-alimentaire). La ligne "Autres séries" regroupe F11 (Musique option instrument), F11' (Musique option danse) et F12 jusqu'en 1998, et elle regroupe F11 et F11' seulement à partir de 1999.

TABLEAU G.01-10

Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé) - France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

Type d'établissement ou formation	1990-1991	1995-1996	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005
Universités	**1 159 937**	**1 458 715**	**1 396 760**	**1 374 364**	**1 392 531**	**1 425 665**	**1 424 536**
dont : Instituts universitaires de technologie (IUT)	74 328	103 092	119 244	118 043	115 465	113 722	112 395
Grands établissements	**15 536**	**16 825**	**16 282**	**15 856**	**16 872**	**18 655**	**25 603**
Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)	///	**86 068**	**80 184**	**84 009**	**89 062**	**85 808**	**83 622**
Écoles normales d'instituteurs (post-bac), CREPS	**16 500**	///	///	///	///	///	///
Écoles normales supérieures	**2 675**	**3 051**	**3 159**	**2 968**	**3 044**	**3 104**	**3 122**
Établissements universitaires privés (1)	**19 971**	**22 129**	**21 739**	**20 667**	**19 751**	**18 205** *r*	**19 973**
Instituts nationaux polytechniques (INP)	**8 250**	**9 988**	**11 077**	**11 295**	**12 392**	**12 794**	**12 723**
Universités de Technologie	**3 157**	**4 109**	**6 006**	**6 231**	**6 603**	**6 974**	**6 962**
Formations d'ingénieurs	**57 653**	**75 640**	**89 313**	**92 002**	**95 889**	**98 242**	**101 386**
dont : Publiques universitaires	10 545	15 474	19 887	20 421	22 476	22 122	23 858
dont : Publiques des INP	5 091	6 349	7 369	7 593	8 997	9 338	9 420
dont : Publiques des Universités de Technologie	1 689	2 363	3 539	3 685	4 075	4 321	4 742
dont : Autres publiques non universitaires	26 326	32 765	36 412	37 844	36 938	38 014	38 546
dont : Privées	14 002	18 689	22 106	22 459	23 403	24 447	24 820
Préparations intégrées	**3 965**	**2 209**	**3 571**	**3 459**	**3 323**	**3 271**	**3 309**
Formations d'ingénieurs en partenariat (ex nouvelles formations d'ingénieurs)	**...**	**4 140**	**5 895**	**6 194**	**6 518**	**6 765**	**6 064**
dont : Publiques universitaires	...	2 058	2 617	2 796	2 764	2 733	1 901
dont : Publiques des INP	...	...	187	234	255	262	266
dont : Autres publiques non universitaires	...	1 424	1 662	1 625	1 767	1 806	1 965
dont : Privées	...	658	1 429	1 539	1 732	1 964	1 932
Section de techniciens supérieurs (STS) et assimilés	**199 333**	**226 254**	**238 923**	**236 913**	**235 459**	**234 195**	**230 275**
dont : Publiques	117 605	159 952	166 435	165 464	164 641	163 904	162 170
dont : Privées	81 728	66 302	72 488	71 449	70 818	70 291	68 105
Classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE)	**64 427**	**70 288**	**70 263**	**70 703**	**72 015**	**72 053**	**73 147**
dont : Publiques	53 991	60 087	59 626	59 930	61 125	60 875	62 179
dont : Privées	10 436	10 201	10 637	10 773	10 890	11 178	10 968
Formations comptables non universitaires	**5 587**	**7 924**	**7 940**	**7 890**	**7 682**	**7 643**	**7 788**
dont : Publiques	3 951	4 568	4 594	4 616	4 680	4 875	4 909
dont : Privées	1 636	3 356	3 346	3 274	3 002	2 768	2 879
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	**46 128**	**50 668**	**63 905**	**70 363**	**74 680**	**80 619**	**83 176**
dont : Écoles reconnues à diplôme visé	19 472	28 342	42 030	45 237	48 040	55 894	60 624
Écoles d'architecture	**15 702**	**18 988**	**15 997**	**16 620**	**17 388**	**18 234**	**18 966**
Écoles supérieures artistiques et culturelles	**23 363**	**31 308** *e*	**32 872**	**34 899**	**38 487**	**38 312**	**39 045**
Écoles paramédicales hors université	**56 328**	**69 518**	**69 621**	**77 039** *e*	**83 699**	**89 045** *r*	**92 307** *p*
Écoles préparant aux fonctions sociales (1)	**18 107**	**21 140**	**23 765**	**25 822** *e*	**27 492**	**30 411** *r*	**30 411** *p*
Autres écoles et formations diverses	**17 766**	**26 716**	**37 400**	**41 998**	**44 208**	**45 078**	**46 195**
dont : Écoles juridiques et administratives	7 328	6 705	9 669	11 921	11 001	10 858	10 750
dont : Écoles de journalisme et écoles littéraires	2 719	2 112	3 213	4 338	4 491	4 898	4 853
dont : Écoles vétérinaires	2 073	1 985	2 634	2 569	2 594	2 474	2 263
Ensemble (2)	**1 717 060**	**2 179 434**	**2 161 073**	**2 164 563**	**2 208 528**	**2 256 297**	**2 268 423**

(1) Chiffre 2003 en 2004.
(2) Sans double compte des formations d'ingénieurs dépendantes des universités, des INP et des Universités de Technologies.

TABLEAU G.01-11

Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cursus selon le sexe - Année 2004-2005 France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

	Cursus Licence		Cursus Master		Cursus Doctorat		**Total**	% Filles
	Total	% Filles	**Total**	% Filles	**Total**	% Filles		
Droit, sciences politiques	**99 426**	66,2	**64 159**	65,3	**9 530**	47,1	**173 115**	64,8
Sciences économiques, gestion (hors AES)	**69 568**	50,2	**57 729**	51,8	**4 606**	40,8	**131 903**	50,6
Administration économique et sociale (AES)	**39 370**	59,8	**9 508**	59,8	**–**	–	**48 878**	59,8
Lettres, sciences du langage, arts	**83 010**	73,3	**27 223**	74,6	**6 926**	64,5	**117 159**	73,1
Langues	**92 347**	74,8	**22 899**	79,1	**2 774**	65,4	**118 020**	75,4
Sciences humaines et sociales	**160 683**	69,3	**69 901**	66,8	**15 462**	51,0	**246 046**	67,4
Pluri-lettres-langues-sciences humaines	**553**	84,6	**923**	75,0	**–**	–	**1 476**	78,6
Sciences fondamentales et applications	**91 961**	28,1	**67 504**	26,1	**15 295**	26,5	**174 760**	27,2
Sciences de la nature et de la vie	**43 043**	60,1	**20 912**	55,5	**9 836**	49,5	**73 791**	57,4
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	**36 570**	31,3	**7 945**	30,4	**538**	33,5	**45 053**	31,2
Pluri-sciences	**15 478**	39,2	**142**	52,8	**–**	–	**15 620**	39,3
Médecine - Odontologie	**43 398**	67,3	**93 740**	55,1	**1 394**	48,5	**138 532**	58,8
Pharmacie	**9 267**	66,6	**17 841**	67,9	**680**	54,3	**27 788**	67,1
Instituts universitaires de technologie	**112 395**	39,3	**–**	–	**–**	–	**112 395**	39,3
Total	**897 069**	**57,4**	**460 426**	**56,2**	**67 041**	**45,8**	**1 424 536**	**56,5**

TABLEAU G.01-12

Étudiants français dans l'enseignement supérieur selon la discipline et l'origine socioprofessionnelle du chef de famille - Année 2004-2005 - France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES) — *Unité* : Pourcentage

Profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de famille	Droit	Économie	Lettres	Sciences (1) STAPS	Santé	IUT	**Ensemble université**	(2) CPGE	(3) STS
Agriculteurs exploitants	1,6	2,1	1,7	2,3	1,6	2,9	**2,0**	2,0	4,5
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	7,9	7,9	6,2	6,4	5,5	8,1	**6,7**	7,6	8,3
Professions libérales et cadres supérieurs	37,1	28,5	27,5	34,0	44,8	26,7	**32,2**	51,9	14,3
Professions intermédiaires	12,1	12,7	15,9	17,1	15,2	19,1	**15,5**	14,4	16,1
Employés	13,1	13,4	13,9	12,9	7,5	16,0	**12,9**	8,5	16,6
Ouvriers	8,6	12,4	10,9	10,9	5,3	15,4	**10,5**	5,0	21,0
Retraités, inactifs	12,7	14,0	13,6	9,5	6,8	8,1	**11,4**	6,4	13,3
Indéterminé	6,9	9,1	10,2	6,9	13,3	3,7	**8,8**	4,1	5,8
Ensemble									
Pourcentage	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	**100,0**	100,0	100,0
Nombre	153 948	145 402	423 232	282 560	144 975	105 854	**1 255 971**	68 423	214 097

(1) Sciences et techniques des activités physiques et sportives.
(2) CPGE : Classes préparatoires aux grandes écoles y compris les formations agricoles.
(3) STS : Section de techniciens supérieurs y compris les formations agricoles.

TABLEAU G.01-13

Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur à partir de 1990 - France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

	1990	1995	1998	1999	2000	(1) 2001	2002	2003
Capacité en droit	1 216	1 184	1 001	780	736	682	601	571
Diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU)	///	495	3 819	4 490	4 488	4 470	4 668	4 561
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	27 835	37 380	44 256	46 701	47 478	47 997	48 877	48 142
Brevet de technicien supérieur (BTS) et assimilés, DNTS, DNA	53 113	77 929	85 204	88 421	95 530	99 273	103 629	103 497
Diplôme d'ingénieur	16 080	21 851	23 068	23 658	24 624	26 023	26 155	26 437
Diplôme (visé) des écoles de commerce	5 580	8 166	8 600	7 937	8 825	10 553	10 477	11 923
DIPLÔMES D'ÉTUDES UNIVERSITAIRES GÉNÉRALES (2) :								
Droit	12 355	18 159	18 424	17 318	16 606	16 354	15 768	15 057
Sciences économiques	7 747	10 107	10 420	10 660	10 720	11 191	11 403	11 500
Administration économique et sociale	6 080	7 893	7 188	6 864	6 601	6 580	6 674	6 453
Lettres	39 127	58 717	60 776	58 660	54 550	53 064	52 732	52 484
Sciences (3)	21 096	34 116	34 177	30 738	28 960	27 502	26 709	25 843
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 948	3 398	6 396	7 516	7 263	7 142	7 649	7 680
LICENCE (4) :								
Droit	11 424	16 336	17 917	17 660	18 213	17 136	17 300	17 213
Sciences économiques	5 400	9 204	10 485	10 918	11 381	12 477	14 226	17 180
Administration économique et sociale	4 502	7 542	6 699	6 574	6 393	6 608	6 790	7 328
Lettres	31 703	58 722	65 495	61 897	61 937	58 511	60 255	61 946
Sciences (3)	16 729	32 744	33 143	32 545	30 435	31 217	32 746	35 742
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 567	2 630	4 363	5 712	6 658	6 862	6 884	6 949
MAÎTRISE (Y COMPRIS DE SCIENCES ET TECHNIQUES) (4) :								
Droit	9 710	14 386	16 354	16 643	16 563	17 550	17 173	16 906
Sciences économiques	7 060	10 956	13 407	13 690	14 369	15 093	15 706	17 087
Administration économique et sociale	3 397	4 747	5 023	4 914	4 661	4 930	5 063	5 356
Lettres	16 308	25 975	30 265	30 395	29 423	30 444	31 333	31 889
Sciences (3)	14 325	23 991	26 208	26 753	26 433	25 426	24 354	23 791
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	369	778	829	1 339	1 855	2 309	2 405	2 149
DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES (5) :								
Droit	2 794	4 407	4 849	5 008	5 900	6 901	7 705	8 574
Sciences économiques	4 773	7 157	8 935	9 864	10 479	12 149	13 907	15 480
Administration économique et sociale	///	///	264	290	444	483	457	591
Lettres	2 562	4 881	6 871	7 059	7 742	8 907	9 915	10 748
Sciences	2 495	4 541	5 831	6 560	7 805	9 253	10 744	11 221
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	–	91	103	104	242	401	528	560
DIPLÔME D'ÉTUDES APPROFONDIES (5) :								
Droit	3 047	4 356	4 771	4 912	5 042	4 754	5 269	5 181
Sciences économiques	1 557	2 039	1 907	1 827	1 588	1 694	1 904	1 920
Lettres	5 843	7 711	7 247	7 498	7 459	7 999	8 553	8 858
Sciences	9 466	11 197	9 904	9 203	9 227	9 925	10 687	10 730
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	111	117	81	80	112	131	116	130
DOCTORAT :								
Droit	521	474	681	788	1 254	1 034	697	681
Sciences économiques	411	352	495	508	637	532	430	436
Lettres	1 513	2 191	2 186	2 361	2 449	2 201	2 101	2 121
Sciences	4 705	5 935	6 209	5 769	5 621	5 195	4 976	4 799
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	11	17	26	41	30	47	37	49
DIPLÔMES DE SANTÉ :								
Diplôme d'état de docteur en médecine	5 339	4 654	3 870	3 962	3 935	...	3 232	3 828
Diplôme d'état de docteur en pharmacie	2 272	2 162	2 072	2 160	2 124	...	1 860	985
Diplôme d'état de docteur en chirurgie dentaire	1 186	901	882	824	602	...	663	2 372

(1) Une évolution du mode de collecte de l'information sur les diplômes a eu lieu entre 2000 et 2001 entraînant des écarts sur certains diplômes dans certaines disciplines, en particulier, pour les doctorats où la rupture de série est marquante.
(2) Diplômes de premier cycle, y compris diplôme d'études universitaires en sciences et techniques (DEUST).
(3) Les mathématiques appliquées et sciences sociales sont agrégées dans la rubrique Sciences depuis l'édition 1999.
(4) Diplômes de second cycle.
(5) Diplômes de troisième cycle.

TABLEAU G.01-14

Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1996-2003 (1) - France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

Préparation	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	*dont* filles
Certificat d'aptitude professionnelle (CAP)	189 729	190 524	189 610	186 211	183 997	178 511	174 188	171 367	42 948
Brevet d'étude professionnelle (BEP)	42 634	47 100	51 282	53 170	52 974	51 244	50 395	47 490	11 888
Mention complémentaire	7 245	7 327	7 342	6 972	6 516	5 813	6 241	4 582	978
Autres diplômes et titres de niveau V	1 574	1 539	1 616	1 731	1 846	1 878	1 899	1 896	772
Total niveau V	**241 182**	**246 490**	**249 850**	**248 084**	**245 333**	**237 446**	**232 723**	**225 335**	**56 586**
Baccalauréat professionnel (bac pro)	19 358	24 014	28 002	30 831	33 404	34 317	35 047	35 900	8 613
Brevet professionnel (BP)	25 245	28 806	30 265	30 929	31 195	32 272	34 445	36 097	18 961
Autres diplômes et titres de niveau IV	3 835	3 759	4 355	4 709	4 756	5 239	4 753	5 365	1 817
Total niveau IV	**48 438**	**56 579**	**62 622**	**66 469**	**69 355**	**71 828**	**74 245**	**77 362**	**29 391**
Brevet de technicien supérieur (BTS)	16 770	20 580	23 415	25 497	27 800	28 982	29 639	30 245	12 258
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	1 917	2 889	3 357	3 702	4 285	4 490	4 397	4 325	1 846
Autres diplômes et titres de niveau III	2 271	3 234	2 809	3 308	3 468	3 762	3 715	3 647	1 807
Total niveau III	**20 958**	**26 703**	**29 581**	**32 507**	**35 553**	**37 234**	**37 751**	**38 217**	**15 911**
Licence	41	184	312	411	692	1 298	2 203	3 004	1 288
Maîtrise	590	1 033	1 334	1 572	1 837	2 031	2 034	2 068	1 009
Autres diplômes et titres de niveau II	2 279	3 451	5 497	5 797	6 919	6 239	7 006	7 602	3 998
Total niveau II	**2 910**	**4 668**	**7 143**	**7 780**	**9 448**	**9 568**	**11 243**	**12 674**	**6 295**
Diplôme d'ingénieur	2 044	2 777	3 539	4 171	4 644	1 461	5 514	6 218	831
DESS	275	438	603	941	1 162	5 086	1 614	1 772	968
Autres diplômes et titres de niveau I	122	35	294	285	379	305	386	388	105
Total niveau I	**2 441**	**3 250**	**4 436**	**5 397**	**6 185**	**6 852**	**7 514**	**8 378**	**1 904**
Total apprentis	**315 929**	**337 690**	**353 632**	**360 237**	**365 874**	**362 928**	**363 476**	**361 966**	**110 087**
Classe préparatoire à l'apprentissage et classe d'initiation préprofessionnelle en alternance	10 823	9 887	9 174	9 640	10 184	10 300	10 052	9 254	1 659
TOTAL	**326 752**	**347 577**	**362 806**	**369 877**	**376 058**	**373 228**	**373 528**	**371 220**	**111 746**

(1) Toutes formations confondues (Éducation nationale, Agricole, Santé...).

TABLEAU G.01-15

Entrée des demandeurs d'emploi en formation

Source : Ministère de l'Emploi, de la cohésion sociale et du Logement (Dares)

Financeur principal de la formation	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004
Régions	–	84 808	146 438	277 787	334 068	335 066	364 072	379 319	416 943
État	170 406	312 997	671 276	479 028	263 585	252 472	257 414	238 446	201 495
dont : Afpa	60 802	59 890	56 868	71 302	73 095	78 166	81 898	82 469	83 176
Assedic	–	–	–	–	–	–	24 452	37 421	48 258
Total	**170 406**	**397 805**	**817 714**	**756 815**	**597 653**	**587 538**	**645 938**	**655 186**	**666 696**

TABLEAU G.01-16
Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole - France entière

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Unités : Établissement
Élève

Nature des établissements	Nombre d'établissements				Effectifs				
	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	*dont* filles
ENSEIGNEMENT PUBLIC :									
Lycées d'enseignement général et technologique agricoles (LEGTA)	131	132	135	137	52 916	52 040	51 479	51 829	18 316
Lycées professionnels agricoles (LPA)	84	85	82	80	16 253	15 923	15 563	14 986	6 907
Centres de formation professionnelle agricole pour jeunes (CFPAJ)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Établissements d'enseignement supérieur ayant des BTSA (1)	1	1	1	1	52	35	38	45	23
Total	**216**	**218**	**218**	**218**	**69 221**	**67 998**	**67 080**	**66 860**	**25 246**
ENSEIGNEMENT PRIVÉ :									
Technique	642	641	635	630	103 770	104 124	105 700	107 048	56 122
Établissements fonctionnant selon l'un des deux rythmes suivants :									
Temps plein (2)	231	229	227	226	54 405	54 044	54 521	55 158	29 970
Rythme approprié (3)	411	412	408	404	49 365	50 080	51 179	51 890	26 152
Total	**642**	**641**	**635**	**630**	**103 770**	**104 124**	**105 700**	**107 048**	**56 122**
Total public et privé	**858**	**859**	**853**	**848**	**172 991**	**172 122**	**172 780**	**173 908**	**81 368**

(1) Il existe des classes préparant au BTSA dans quelques établissements d'enseignement supérieur en plus des formations d'ingénieurs non comptabilisées dans ce tableau.
(2) Établissements privés assurant une formation à temps plein, définis par l'article L 813-8 du code rural.
(3) Établissements privés qui offrent des formations à temps plein en conjuguant, selon un rythme approprié, les enseignements théoriques et pratiques dispensés d'une part dans l'établissement même et d'autre part dans le milieu agricole et rural. Le groupe d'établissements relève de l'article L 813-9 du code rural.

TABLEAU G.01-17
Élèves des principaux établissements d'enseignement artistique

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

Unité : Nombre

	1990-1991	1995-1996	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004
Musique et danse							
Conservatoire national supérieur de Paris	...	1 191	1 381	1 250	1 384	1 469	1 473
Conservatoire national supérieur de Lyon	382	502	504	507	507	487	520
Centre national de danse contemporaine	27	33	29	31	34	32	30
Conservatoires nationaux de région (CNR)	46 647	47 443	49 229	49 960	49 436	51 098	...
Écoles nationales de musique (ENM)	88 521	91 656	88 611	87 716	89 033	87 947	...
Art dramatique							
Conservatoire national supérieur d'art dramatique	73	90	94	99	95	90	90
École du théâtre national de Strasbourg	41	39	40	40	44	46 *r*	45
École supérieure des arts du cirque	38	32	35	41	41	48 *r*	49
École nationale supérieure des arts de la marionnette	13	14	16	20	16	16 *r*	16
École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre	...	156	144	136	134	132	143
Cours d'art dramatique des CNR et ENM	...	1 719	1 806	1 852	1 884	2 045	...
Audiovisuel							
École nationale supérieure des métiers de l'image et du son	108	116	143	141	146	150	158
École nationale supérieure Louis Lumière	...	163	154	151	150	157	163
Arts plastiques							
École nationale supérieure des beaux-arts	858	534	682	657	644	615	590
École nationale supérieure des arts décoratifs	761	616	600	615	652	651	609
École nationale supérieure de création industrielle (1)	167	187	202	196	196	194	180
Écoles nationales d'art	1 108	1 164	1 125	1 083	1 134	1 169	1 158
Écoles territoriales d'art	7 215	7 436	8 201	8 107	8 213	8 253	8 514
Patrimoine							
École du Louvre (2)	2 958	1 885	1 616	1 467	1 409	1 436 *r*	1 475
École nationale du patrimoine-formation des conservateurs	///	79	42	43	54	64	60
École nationale du patrimoine-formation des restaurateurs (IFROA)	39	47	66	68	65	63	70
École des Chartes	119	176	125	117	115	106	106
École supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques	85	156	106	81	154	221	267
Architecture							
Écoles d'architecture	...	18 801	17 485	16 023	16 832	17 590	18 594

(1) Non compris les stagiaires.
(2) Non compris les auditeurs et les élèves des cours du soir.

TABLEAU G.01-18

Écoles de la santé et écoles sociales : nombre, effectifs et diplômes - France entière

Source : Ministère de la Santé et des Solidarités, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees)

Formation	Année civile 2000			Année civile 2002			Année civile 2003		
	École	Effectif	Diplôme 2000	École	Effectif	Diplôme 2002	École	Effectif	Diplôme 2003
Écoles de la santé :									
NIVEAU V									
Aides-soignants	407	12 268	12 636	426	15 684	13 321	441	17 276	16 687
Auxiliaires de puériculture	76	2 377	2 294	85	2 588	2 246	83	2 589	2 440
NIVEAU III									
Formation en trois ans :									
Ergothérapeutes	8	999	330	8	947	283	8	1 007	269
Infirmiers diplômés d'État	328	55 639	13 815	325	68 876	15 262	329	74 461	17 243
Manipulateurs d'électroradiologie médicale	19	1 513	445	20	1 705	487	20	1 684	506
Masseurs-kinésithérapeutes	35	4 695	1 604	35	4 709	1 509	36	4 896	1 372
Pédicures-podologues	10	1 463	426	10	1 395	348	11	1 410	438
Psychomotriciens	6	946	294	6	991	231	6	947	312
Techniciens en analyses biomédicales	6	404	143	6	381	127	6	395	114
Formation en quatre ans :									
Sages-femmes	32	2 768	589	33	3 026	580	34	3 180	692
Formation complémentaire :									
Infirmiers-anesthésistes	25	962	458	25	1 099	500	26	1 134	571
Infirmiers de bloc opératoire	26	732	669	27	570	745	27	729	///
Puéricultrices	32	912	828	32	1 003	953	32	971	999
Cadres sages-femmes	1	21	19	1	26	25	1	29	25
Cadres de santé	36	1 348	1 195	37	1 693	1 406	38	1 780	1 694
Total écoles de la santé	**1 047**	**87 047**	**35 745**	**1 076**	**104 693**	**38 023**	**1 098**	**112 488**	**43 362**
Écoles sociales *r* :									
NIVEAU VI									
Aides à domicile (CAFAD)	83	2 415	2 083	///	///	///	///	///	///
NIVEAU V									
Aides à domicile (CAFAD)	56	6 236	2 396	///	///	///	///	///	///
Aides médico-psychologiques	///	///	///	60	7 827	3 248	65	9 583	3 755
Aides à domicile (CAFAD) + DEAVS (1)	///	///	///	116	3 282	2 074	128	5 642	1 838
NIVEAU IV									
Techniciens de l'intervention sociale familiale (TISF)	7	229	45	21	641	163	31	1 164	307
Moniteurs-éducateurs	50	4 439	1 766	56	5 725	2 295	55	5 804	2 598
NIVEAU III									
Formation en deux ans :									
Éducateurs de jeunes enfants	32	3 542	1 023	35	3 818	1 268	36	4 410	1 359
Formation en trois ans :									
Assistants de service social	51	6 315	1 726	60	7 430	1 864	60	8 164	2 104
Éducateurs spécialisés	54	8 545	2 383	60	10 292	2 743	62	11 566	3 117
Éducateurs techniques spécialisés	30	927	314	31	1 033	300	31	1 092	322
Formation complémentaire :									
Conseillers en économie-sociale familiale	45	1 087	746	45	1 079	823	48	1 209	931
Formation supérieure de travail social	20	663	95	19	620	149	21	638	90
Total écoles sociales	**428**	**34 398**	**125 777**	**232 (2)**	**41 747**	**14 927**	**266 (2)**	**49 272**	**16 421**

(1) À partir de 2003, le DEAVS vise à remplacer le CAFAD. Les écoles agréées pour le CAFAD avaient le droit, dès 2002, de donner des formations DEAVS.
(2) Le total "écoles sociales" ne correspond pas au total des écoles par formation puisqu'une même école peut dispenser plusieurs formations.

TABLEAU G.01-19

Taux d'accès des salariés à la formation continue selon la taille des entreprises - France entière

Source : Cereq (Bordereaux 2483)

Unité : %

Années	Entreprises					
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1 999 salariés	plus de 2 000 salariés	**Ensemble**
1980	3,0	5,4	12,8	21,0	30,0	**17,5**
1985	6,0	8,5	16,3	26,8	39,5	**23,0**
1990	7,3	10,7	23,5	38,6	52,8	**31,8**
1991	7,3	11,4	25,4	39,0	52,1	**32,3**
1992	7,1	11,2	25,4	41,6	53,5	**32,9**
1993	7,8	10,7	27,4	44,1	53,1	**33,2**
1994	7,1	11,0	27,8	45,7	55,1	**33,9**
1995	8,1	12,3	30,7	45,1	49,7	**34,3**
1996	8,7	12,9	29,9	47,3	52,8	**35,0**
1997	8,3	13,1	30,4	48,3	51,9	**35,5**
1998	8,6	14,8	32,1	49,4	55,0	**37,7**
1999	10,5	15,7	31,5	51,0	53,0	**37,4**
2000	9,7	15,2	31,3	47,0	50,6	**36,1**
2001	10,4	14,4	31,9	48,5	54,1	**37,4**
2002	6,8	11,6	29,5	44,2	49,0	**33,8**
2003	8,8	12,8	31,4	46,2	49,2	**35,2**

TABLEAU G.01-20

Sorties du système éducatif suivant le niveau de diplôme des élèves

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

Unités : Millier et %

		Année de sortie					
	(1) CITE	1990	1995	2000	2001	(2) *r* 2002	2003
Doctorat, DEA, Diplôme de grande école	5A/6	51	79	82	79	98	103
Maîtrise, licence, DEUG	5A	55	73	94	85	88	80
Supérieur général	5A/6	106	152	166	164	186	183
DUT/BTS, Paramédical et social	5B	78	117	107	119	124	125
Total diplômés du supérieur	**5..**	**184**	**268**	**274**	**283**	**310**	**308**
%		**29**	**37**	**36**	**37**	**41**	**43**
Bacheliers	3A-C	115	162	177	167	182	169
CAP/BEP	3C	144	132	148	160	133	126
Total diplômés du second cycle du secondaire	**3..**	**259**	**294**	**325**	**328**	**315**	**295**
%	**3A/C**	**40**	**41**	**43**	**43**	**42**	**41**
Brevet	2	61	52	67	58	45	45
Certificat de formation générale ou aucun diplôme	0-1	137	109	94	94	84	73
Brevet ou rien	**2-..**	**198**	**161**	**161**	**152**	**129**	**118**
%		**31**	**22**	**21**	**20**	**17**	**16**
Ensemble des sortants		**642**	**723**	**760**	**763**	**754**	**721**
Sortants estimés à partir des statistiques scolaires		663	729	784	775	714	708

(1) La classification internationale type des enseignements (CITE) est utilisée pour les comparaisons entre pays par l'Unesco, Eurostat, l'OCDE. Les personnes sont classées en fonction des diplômes qu'elles détiennent.

(2) L'enquête Emploi a été profondément modifiée en 2003. De façon générale, cette nouvelle série d'enquêtes sur l'emploi, paraît fournir une meilleure estimation du niveau de sortie des sortants. L'ancienne série tendait à sous-estimer les flux de diplômés de l'enseignement supérieur et à sur-estimer ceux des moins diplômés.

TABLEAU G.01-21

Situation sociale des jeunes sortis du système éducatif en fonction de leur diplôme le plus élevé (1)

Source : Insee (Enquête sur l'emploi 2004, moyenne des 4 trimestres) — *Unité* : %

	Écoles niveau licence (2) et au delà	Troisième cycle universi-taire	Licence et maîtrise	Bac + 2 (3)	Bacca-lauréat général	Bac tech-nologique et profes-sionnel	CAP BEP	Brevet	Sans diplôme
Depuis 1 à 4 ans (sortis de 2000 à 2003)									
Ensemble (nombre moyen de sortants)	**40 000**	**53 000**	**77 000**	**135 000**	**56 000**	**112 000**	**126 000**	**41 000**	**71 000**
Enseignants	–	6	26	–	1	–	–	–	–
Autres professions supérieures	58	48	10	4	3	1	–	–	–
Autres professions intermédiaires	16	14	23	47	17	16	4	6	4
Agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1	2	1	1	1	3	1	1	1
Professions supérieures, intermédiaires et indépendantes	**75**	**70**	**60**	**52**	**22**	**20**	**5**	**7**	**5**
Employés et ouvriers qualifiés (4)	7	8	12	24	27	35	34	20	14
Employés et ouvriers non qualifiés (4)	1	1	4	8	17	21	33	27	24
Ensemble des emplois	**83**	**79**	**76**	**84**	**66**	**76**	**72**	**54**	**43**
Chômeurs	12	14	11	9	18	16	19	29	33
Inactifs	5	7	13	7	17	9	9	17	23
Depuis 5 à 10 ans (sortis de 1994 à 1999)									
Ensemble (nombre moyen de sortants)	**38 000**	**42 000**	**79 000**	**142 000**	**58 000**	**109 000**	**136 000**	**38 000**	**84 000**
Enseignants	3	11	27	2	1	–	–	–	–
Autres professions supérieures	70	61	16	8	5	2	1	1	1
Autres professions intermédiaires	13	10	22	47	20	18	6	9	4
Agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1	1	2	4	4	5	3	1	2
Professions supérieures, intermédiaires et indépendantes	**87**	**83**	**67**	**61**	**30**	**25**	**10**	**11**	**7**
Employés et ouvriers qualifiés (4)	5	3	13	21	32	44	41	29	19
Employés et ouvriers non qualifiés (4)	1	1	4	5	11	16	24	25	28
Ensemble des emplois	**93**	**87**	**84**	**87**	**73**	**85**	**75**	**65**	**54**
Chômeurs	3	6	7	6	10	8	13	17	23
Inactifs	4	6	9	7	17	8	12	18	23

(1) Ce tableau n'est pas comparable avec celui relatif à l'année 2003 de l'édition 2005.
(2) Écoles délivrant des diplômes de niveau licence ou plus : écoles d'ingénieur, de commerce, d'architecture, de notariat, d'art, de journalisme, sciences-po, etc.
(3) Deug, DUT, BTS, paramédical et social... : Les DUT, BTS et équivalents représentent environ les trois quarts des sortants à ce niveau de diplôme.
(4) La répartition des employés entre qualifiés et non qualifiés correspond à la nomenclature proposée par O. Chardon (2001).

TABLEAU G.01-22

Effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur au 31 janvier
France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

	1995		2000		2003		2004		2005	
	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes
Enseignants dans le 1er degré public (1)	314 217	76,1	314 730	77,8	318 236	78,8	318 381	79,3	318 236	79,7
Enseignants dans le 2ème degré public (2)	395 824	56,3	420 240	56,7	431 769	56,7	430 263	56,7	424 385	57,0
Enseignants dans le supérieur	60 205	29,8	71 600	33,1	74 881	34,2	75 853	34,7	76 004	34,9
Enseignants dans les établissements de formation du personnel (3)	36 892	62,1	34 570	62,3	45 629	67,9	43 845	67,2	41 573	67,1
Non enseignants	297 750	64,8	303 320	64,9	311 425	65,4	303 747	65,9	293 507	66,1
Total (4)	**1 104 888**	**62,9**	**1 144 460**	**63,4**	**1 181 940**	**64,0**	**1 172 089**	**64,2**	**1 153 705**	**64,5**
Enseignants dans le 1er degré privé	43 668	91,3	44 162	91,2	45 640	91,1	45 999	91,0	46 079	90,9
Enseignants dans le 2ème degré privé	91 271	65,3	94 994	65,8	98 529	65,7	99 395	65,6	98 861	65,6

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplaçants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnel de direction.
(3) Enseignants formateurs et élèves enseignants y compris les enseignants et élèves des établissements de formation du supérieur (dont les instituts universitaires de formation des maîtres).
(4) Non compris les personnels de la Recherche et de Jeunesse et Sport.

TABLEAU G.01-23

Enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés au 31 janvier 2005 France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP - SDES)

	Effectifs	Âge moyen	% de femmes	% de temps partiel
Professeurs des écoles	253 715	39,8	79,7	6,6
Instituteurs	64 327	42,6	79,9	11,6
Autres titulaires	184	49,4	51,6	1,6
Total titulaires	**318 226**	**40,4**	**79,8**	**7,6**
Total non-titulaires	**10**	**36,2**	**80,0**	**–**
Total premier degré (1)	**318 236**	**40,3**	**79,7**	**7,6**
Agrégés et chaires supérieures	50 356	43,9	49,5	5,2
Certifiés et assimilés	260 773	42,1	61,2	8,9
Chargés d'enseignement et adjoints d'enseignement	3 811	51,4	48,9	7,3
Professeurs d'enseignement général des collèges (PEGC)	14 794	54,4	56,8	8,5
Professeurs de lycées professionnels	66 162	44,1	48,7	5,4
Professeurs des écoles	8 899	42,3	50,4	2,2
Instituteurs et instituteurs spécialisés	878	43,6	49,7	3,5
Total titulaires	**405 673**	**43,2**	**57,2**	**7,7**
Maîtres auxiliaires	3 700	43,6	58,1	11,8
Enseignants contractuels	14 014	35,4	50,1	28,2
Autres non-titulaires	998	40,6	76,6	36,0
Total non-titulaires	**18 712**	**37,3**	**53,1**	**25,4**
Total second degré (2)	**424 385**	**43,0**	**57,0**	**8,4**

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplaçants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnels de direction.

TABLEAU G.01-24

Dépense intérieure d'éducation (1) - France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES)

	1980	1990	1995	1999	2000	2001	*r* 2002	*p* 2003	*p* 2004
Dépense intérieure d'éducation (milliards d'euros courants)	**28,5**	**68,0**	**91,3**	**102,7**	**105,4**	**107,2**	**111,9**	**113,5**	**116,3**
Milliards d'euros, aux prix de 2004 *r*	62,9	83,1	102,5	111,8	113,1	113,1	115,5	115,3	116,3
Part du Produit Intérieur Brut (%) *r*	6,4	6,6	7,6	7,5	7,3	7,2	7,2	7,2	7,1
Dépense intérieure par habitant :									
Euros courants *r*	529	1 169	1 536	1 703	1 737	1 757	1 821	1 836	1 870
Euros aux prix de 2004 *r*	1 167	1 429	1 725	1 853	1 864	1 852	1 880	1 866	1 870
Dépense intérieure (2) par élève ou étudiant :									
Euros courants *r*	1 764	4 026	5 153 ■	6 048	6 235	6 369	6 588	6 682	6 814
Euros aux prix de 2004 *r*	3 889	4 920	5 787 ■	6 580	6 693	6 717	6 799	6 791	6 814
Structure du financement initial (%) :									
État	69,1	63,7	64,8	64,5	64,6	64,9	64,6	64,1	63,4
Collectivités territoriales	14,2	18,5	19,2	19,9	19,9	19,4	18,9	19,5	20,2
Autres administrations publiques et caisses d'allocations familiales	0,4	0,7	2,4	2,1	2,1	2,2	1,9	1,9	1,9
Entreprises	5,5	5,9	5,4	5,4	5,4	5,5	6,5	6,4	6,5
Ménages	10,8	11,2	8,2	8,1	8,0	8,0	8,0	8,1	8,0

(1) Le Compte de l'éducation a fait l'objet d'une rénovation en 1999. Les séries concernant la dépense intérieure d'éducation ont été rétropolées jusqu'en 1975. Les dépenses moyennes par élève n'ont été recalculées qu'à partir de 1999, il y a donc une rupture dans la série des dépenses moyennes. Le compte 2002 est définitif, ceux de 2003 à 2004 sont provisoires.
(2) Hors dépense pour l'enseignement extra-scolaire (enseignement à distance, formation professionnelle continue et autre extra-scolaire).

TABLEAU G.01-25

Dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 2004 - France métropolitaine + Dom

Dépenses totales (courantes plus capital) des financeurs finals (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la Recherche (DEP-SDES) — *Unité* : Million d'euros

	(2) Financeur final							
	État			Collectivités territoriales	Autres administrations	Entreprises	Ménages	**Total**
	Éducation nationale	Autres ministères	**Total**					
ENSEIGNEMENT								
Enseignement de type scolaire (3) :								
1er degré	14 279	–	**14 279**	8 845	–	–	435	**23 559**
2ème degré	29 651	1 549	**31 200**	7 472	494	1 099	1 081	**41 346**
Enseignement supérieur	10 681	1 524	**12 205**	1 003	156	1 266	2 129	**16 759**
Enseignement de type extra-scolaire (4)	482	3 047	**3 529**	1 684	202	5 125	1 214	**11 754**
Total des activités d'enseignement [dépense intérieure d'enseignement] (5)	**55 093**	**6 120**	**61 213**	**19 004**	**852**	**7 490**	**4 859**	**93 418**
ACTIVITÉS ANNEXES								
Administration générale	2 262	98	**2 360**	1 318	–	–	–	**3 678**
Cantine, internat	2 636	121	**2 757**	2 485	98	13	3 592	**8 945**
Autres	583	56	**639**	131	–	–	–	**770**
ACHATS DE BIENS ET SERVICES								
Transport scolaire	102	–	**102**	2 110	–	–	84	**2 296**
Fournitures, livres scolaires, cours particuliers	65	–	**65**	225	–	–	3 308	**3 598**
Habillement, loisirs scolaires	–	–	**–**	–	–	–	1 165	**1 165**
RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL D'ÉDUCATION EN FORMATION	2 407	–	**2 407**	–	–	–	–	**2 407**
Total [dépense intérieure d'éducation] (6)	**63 148**	**6 395**	**69 543**	**25 273**	**950**	**7 503**	**13 008**	**116 277**

(1) Compte économique de l'éducation : compte satellite des Comptes nationaux (chap. I.01) décrivant les flux financiers dans le domaine de l'éducation. Évaluations provisoires.
(2) Financeur final : dernier financeur. Exemple, une collectivité locale maître d'ouvrage d'une construction peut recevoir une subvention de l'État : la totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur et les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention. Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur État ou collectivités locales, et le financeur ménage ; elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.
(3) Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.
(4) Formation continue, Cnam, stages, cours du soir.
(5) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine et dans les Dom pour les activités d'enseignement.
(6) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine et dans les Dom pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

TABLEAU G.01-26

Dépense nationale en faveur de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage - France entière

Source : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement (Dares) — *Unité* : Million d'euros

	1999	2000	2001	2002	2003	Structure 2003 (%)	Évolution 2003/2002 (%)
État	5 039	4 931	5 071	4 607	4 673	20	1,4
Régions	2 017	1 951	1 962	1 931	2 030	9	5,1
Autres collectivités territoriales	27	27	27	27	29	–	7,4
Autres administrations publiques et Unedic	1 215	1 064	1 062	1 164	1 254	6	7,7
dont : Autres administrations publiques	819	674	548	122	56	1	– 54,1
Unedic	396	390	514	1 042	1 198	2	15,0
Entreprises	8 573	8 910	9 200	9 195	9 296	41	1,1
Ménages	556	549	616	641	656	3	2,3
Total (hors fonctions publiques pour leurs propres agents)	**17 427**	**17 432**	**17 937**	**17 564**	**17 938**	**78**	**2,1**
Total (y compris fonctions publiques pour leurs propres agents)	**21 834**	**21 945**	**22 685**	**22 502**	**22 898**	**100**	**1,8**
Effort global (ratio dépenses/PIB)	**1,61**	**1,55**	**1,54**	**1,47**	**1,47**	///	///

TABLEAU G.01-27

Taux de participation financière des entreprises à la formation continue - France entière (1)

Source : Cereq (Bordereaux 2483)

Unité : %

Années	Entreprises					
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1 999 salariés	plus de 2 000 salariés	**Ensemble**
1972	0,47	0,62	0,92	1,91	1,91	**1,35**
1973	0,51	0,70	1,01	1,35	2,42	**1,49**
1974	0,66	0,86	1,14	1,45	2,59	**1,63**
1975	0,70	0,89	1,17	1,49	2,53	**1,63**
1976	0,71	0,88	1,17	1,50	2,50	**1,62**
1977	0,82	0,97	1,28	1,61	2,73	**1,76**
1978	0,86	1,03	1,28	1,66	2,83	**1,82**
1979	0,95	1,06	1,30	1,64	2,86	**1,84**
1980	0,96	1,09	1,32	1,72	2,78	**1,83**
1981	0,98	1,09	1,32	1,74	2,91	**1,88**
1982	1,00	1,10	1,35	1,81	3,06	**1,97**
1983	1,10	1,17	1,47	1,94	3,36	**2,14**
1984	1,13	1,20	1,46	2,02	3,47	**2,17**
1985	1,14	1,20	1,51	2,12	3,62	**2,24**
1986	1,15	1,22	1,54	2,24	3,81	**2,33**
1987	1,30	1,36	1,72	2,44	4,05	**2,51**
1988	1,34	1,42	1,88	2,71	4,43	**2,74**
1989	1,31	1,43	2,02	2,92	4,67	**2,89**
1990	1,29	1,46	2,17	3,19	4,99	**3,10**
1991	1,26	1,53	2,28	3,33	5,12	**3,20**
1992	1,50	1,63	2,33	3,45	5,16	**3,26**
1993	1,61	1,80	2,50	3,57	5,14	**3,29**
1994	1,61	1,85	2,48	3,51	5,06	**3,27**
1995	1,68	1,81	2,54	3,50	4,90	**3,26**
1996	1,73	1,87	2,52	3,48	4,87	**3,25**
1997	1,69	1,90	2,52	3,47	4,73	**3,24**
1998	1,77	1,89	2,53	3,54	4,65	**3,23**
1999	1,84	2,01	2,61	3,55	4,42	**3,22**
2000	1,69	1,94	2,55	3,49	4,35	**3,16**
2001	1,62	1,95	2,56	3,46	4,29	**3,16**
2002	1,64	1,85	2,50	3,41	4,07	**3,02**
2003	1,69	1,79	2,42	3,28	3,77	**2,88**
2004	1,76	1,97	2,51	3,36	4,02	**2,99**

(1) Le taux de participation financière est défini comme le ratio des dépenses consacrées à la formation continue par rapport à la masse salariale.

Chapitre H.01

○ Police judiciaire et Justice

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

○ Liste des tableaux

1 Infractions constatées par les services de police et les unités de gendarmerie.

2 Moyens en personnel de la justice.

3 Activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés - France entière.

4 Activité des Parquets et des Officiers du Ministère public (Justice pénale) - France entière.

5 Juges d'instruction (Justice pénale) - France entière.

6 Tribunaux correctionnels et tribunaux de police (Justice pénale) - France entière.

7 Condamnations portées au Casier judiciaire national (Justice pénale) - France entière.

8 Activité des Parquets concernant les mineurs - France entière.

9 Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative - France entière.

10 Administration pénitentiaire.

1
○ Présentation

Avec 3 825 442 crimes et délits constatés en France métropolitaine par l'ensemble des services de police et les unités de gendarmerie, l'année 2004 enregistre une baisse de la criminalité et de la délinquance de 3,76 % par rapport à 2003. Les vols, qui constituent 59 % des infractions, diminuent de 5,8 %. À l'inverse, les crimes et délits contre les personnes augmentent de 4,4 %.

Le budget alloué par l'État à la justice progresse depuis 1995 (+ 4,9 % par rapport à 2003) et atteint 5,28 milliards d'euros (1,86 % du budget général de l'État). Les effectifs se renforcent (71 390 agents), sur les 2 175 nouveaux emplois budgétaires, 51 % sont consacrés à l'administration pénitentiaire, en particulier au personnel de surveillance (707) et 154 au personnel éducatif de la protection judiciaire de la jeunesse .

Sur les 5 008 724 affaires instruites par les parquets en 2003, 1 384 143 (27,6 %) sont classées comme « poursuivables » et parmi ces dernières, 72,1 % sont orientées sur une réponse pénale.

Sur les 525 053 peines prononcées en 2003, 1 243 sont des réclusions criminelles (dont 29 à perpétuité) et 171 859 des peines d'amende.

La justice pénale enregistre 1 687 viols, 45 250 coups et violences volontaires, 105 130 conduites en état alcoolique, 30 054 grands excès de vitesse et 26 796 infractions à la législation sur les stupéfiants pour l'année 2003. Parmi les condamnés du pénal, 90,8 % sont des hommes et 37,4 % ont entre 25 et 40 ans.

Sur les 1 711 965 affaires introduites en justice civile, les durées moyennes de règlement des cours d'appel, des tribunaux de grande instance et des conseils de prud'hommes des affaires sont respectivement de 16,1 mois, 9,5 mois et 11,8 mois.

La justice civile recense, en 2003, 127 966 divorces prononcés, 195 933 saisies sur rémunération et 95 287 certificats de « non-Pacs » délivrés. Ce dernier doit être fourni à l'appui de toute demande d'enregistrement d'un Pacs. Sa durée de validité étant d'un mois, une même personne peut être amenée à en demander plusieurs au cours d'une même procédure d'enregistrement.

Les parquets ont traité en 2003 163 162 affaires relatives à des mineurs soit 1 093 de plus qu'en 2002 (+ 0,67 %), caractérisées par une forte proportion d'affaires poursuivables (84,7 %). Parmi les affaires poursuivies, 54 734 (94,6 %) d'entre elles sont transmises au juge des enfants. Elles mettent en cause 79 000 mineurs délinquants, 951 de moins qu'en 2002. En matière civile, le nombre de mineurs en danger (105 425) dont sont saisis les juges des enfants poursuit sa tendance à la baisse depuis 1997.

L'administration pénitentiaire compte 59 197 détenus (39 063 condamnés et 20 134 prévenus), un chiffre stable par rapport à 2003. La population prise en charge est constituée à 96,2 % d'hommes et à 61,9 % de personnes âgées de 21 à 40 ans. 29,4 % des condamnés purgent une peine inférieure à 1 an.

Les principales causes d'incarcération sont le viol et attentats à la pudeur (22,2 %), viennent ensuite les coups et blessures volontaires, coups à enfants (17,4 %).

En 2004, 35 589 permissions de sortie ont été signées avec pour principal motif le maintien des liens familiaux.

Après une tendance à la baisse depuis l'année 2000, la population prise en charge par les services pénitentiaires d'insertion et de probation augmente légèrement (+ 1,6 %). Parmi les mesures, les sursis avec mise à l'épreuve représentent plus de 78 %.

2
○ Méthodologie

21. L'EXERCICE DE LA POLICE JUDICIAIRE

Les services de la police nationale (sécurité publique, police judiciaire, renseignements généraux, police aux frontières, surveillance du territoire) et les unités de la gendarmerie nationale constatent les faits bruts retenus en raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer (tentatives comprises).

Sont ainsi comptabilisés tous les faits (crimes et délits) consignés dans des procès-verbaux établis par les services de police et les unités de gendarmerie et transmis à l'autorité judiciaire.

Sont exclus de cette comptabilisation les délits routiers, les contraventions de toute nature, les infractions relevées par d'autres institutions (Douanes, Services fiscaux et Répression des fraudes, Inspection du travail...) ainsi que les procédures administratives.

Ces statistiques, établies par la Direction centrale de la police judiciaire, ne constatent que la criminalité apparente par rapport à l'ensemble des crimes et délits effectivement commis (cette différence, entre criminalité apparente et criminalité réelle, a sa source dans le comportement des victimes que de nombreuses raisons peuvent déterminer à ne pas dénoncer certains faits).

La répartition, par nature, des crimes et délits constatés, n'est pas toujours faite par stricte référence au Code pénal et peut utiliser des intitulés habituels aux services de police et de gendarmerie pour la description des faits délictueux et criminels (ex. cambriolages).

Il s'agit de faits constatés et non de faits jugés. Seuls les jugements énoncent la qualification définitive des infractions. Il serait donc formel et même inexact de chercher à ventiler systématiquement les infractions constatées par la police et la gendarmerie suivant la nomenclature utilisée dans la statistique des juridictions pénales.

À titre indicatif figure également une description des personnes mises en cause, c'est-à-dire celles contre lesquelles ont été réunis, au cours de l'enquête, des indices attestant qu'elles sont auteur, co-auteur ou complice d'un crime ou d'un délit.

22. L'EXERCICE DE LA JUSTICE

LA JUSTICE CIVILE

Depuis le début des années 1980, chaque juridiction civile doit tenir un répertoire général des affaires dont elle est saisie (art. 726 du nouveau Code de procédure civile). Le répertoire général civil (RGC) fournit les principales données statistiques permettant de décrire les contentieux dont sont saisies les juridictions, le mode de règlement des litiges ainsi que la durée de traitement des affaires. Les tribunaux des affaires de sécurité sociale et la Cour de cassation ne sont pas concernés par l'article 726 et tiennent leurs propres statistiques.

LA JUSTICE DES MINEURS

Les textes de base sont l'ordonnance du 2 février 1945 relative aux mineurs délinquants, les articles 375 et suivants du code civil pour les mineurs en danger (loi du 4 juin 1970 sur l'autorité parentale) et le décret du 18 février 1975 qui, après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans, étend un régime de protection aux jeunes majeurs jusqu'à 21 ans.

En matière pénale, le droit des mineurs accorde la prépondérance aux mesures éducatives sur les sanctions , les unes et les autres étant exclusivement prononcées par des juridictions spécialisées (juge des enfants, tribunal pour enfants et cour d'assises des mineurs) selon des procédures adaptées.

L'activité tant éducative que pénale des juges et tribunaux pour enfants peut s'appréhender à l'aide de plusieurs sources : les cadres du parquet, le répertoire de l'instruction et les tableaux de bord des juridictions de mineurs.

LA JUSTICE PÉNALE

Les données concernant l'activité des juridictions pénales sont extraites des imprimés décrivant les étapes du processus pénal. Les « Cadres du Parquet », remplis chaque année par les juridictions pénales, fournissent des flux : flux de procès verbaux dont a été saisi le Parquet au cours de l'année, flux d'affaires orientées par le Parquet et traitées au cours de l'année par la juridiction compétente.

- ***L'instruction***

Le répertoire de l'instruction permet de disposer, depuis 1989, de l'ensemble des renseignements collectés tout au long de la procédure sur les mises en examen, sur les mesures de sûreté

(contrôle judiciaire et détention provisoire), sur la qualification de l'infraction principale figurant dans le réquisitoire introductif et sur la nature des ordonnances de clôture. Il permet aussi de calculer la durée des procédures d'instruction ainsi que celle des éventuelles mesures de sûreté.

- ***Les condamnations inscrites au casier judiciaire national***

Les données relatives aux condamnations prononcées pour crimes, délits et contraventions de 5ème classe sont obtenues à partir de l'exploitation statistique des informations saisies au Casier judiciaire national.

LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

Les données relatives au secteur « public » de la protection judiciaire de la jeunesse sont issues du système de gestion GAME (Gestion automatisée des mesures éducatives).
La mesure de l'activité du secteur habilité est obtenue par compilation des données établies manuellement par les établissements et services. Elle est donc comptabilisée dans le département d'implantation de la structure habilitée.

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Les statistiques concernant le milieu fermé et le milieu ouvert, publiées ici, sont produites par la direction de l'Administration pénitentiaire.

3 ○ Définitions

- ***La cour de cassation***

Elle contrôle la légalité de la décision en vérifiant si les règles de droit ont été correctement appliquées. Le délai de pourvoi est de deux mois. Lorsque le pourvoi lui paraît fondé en droit, la Cour de cassation annule, en tout ou partie, la décision prononcée (cassation). Elle renvoie alors l'affaire à une autre juridiction de même ordre, de même degré et de même nature que celle qui a primitivement statué. Lorsqu'elle juge le pourvoi mal fondé, la Cour de cassation rend un arrêt de rejet.

LA JUSTICE CIVILE

- ***Les cours d'appel***

L'appel tend à faire réformer ou annuler, par une cour d'appel (chambre civile), un jugement rendu par une juridiction du premier degré. La cour d'appel tranche de nouveau le débat au fond c'est-à-dire statue sur l'objet même du procès.

- ***Les tribunaux de grande instance***

Ils sont chargés de juger les affaires civiles portant sur des sommes supérieures à 7 600 euros ou qui ne sont pas attribuées à d'autres juridictions. Ils sont également seuls compétents pour certaines affaires énumérées par la loi, quel que soit le montant : état civil, divorce, autorité parentale, adoption, succession...

- ***Les tribunaux d'instance***

Ils sont compétents pour toutes les affaires ou la demande porte sur une somme inférieure à 7 600 euros. Ils statuent alors selon le cas en premier ressort (possibilité d'appel) ou en dernier ressort si la demande n'excède pas 3 800 euros.
Les tribunaux d'instance ont par ailleurs une compétence exclusive pour certaines matières prévues par la loi comme par exemple les baux d'habitation, le contentieux électoral...

- ***Les tribunaux paritaires des baux ruraux***

Ils fonctionnent au siège de chaque tribunal d'instance. Leur compétence est exclusive et porte sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux relatives à l'application du code rural.

- ***Les conseils de prud'hommes***

Ils règlent les différends qui peuvent s'élever à l'occasion de tout contrat de travail entre les employeurs, ou leurs représentants, et les salariés. C'est une juridiction paritaire composée pour moitié de représentants des employeurs et pour moitié de représentants des salariés. Quand il y a désaccord entre les deux collèges (pas de majorité), l'affaire est renvoyée devant une nouvelle formation de jugement composée de conseillers prud'homaux et présidée par le juge d'instance ; on dit qu'il y a départition.

Les conseils de prud'hommes statuent selon le montant de la demande en premier ressort (possibilité d'appel) ou en premier et dernier ressort.

- ***Les tribunaux de commerce***

Ils connaissent des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers et aux actes de commerce entre toutes personnes. Ils sont également compétents pour connaître des procédures concernant le règlement judiciaire et la liquidation des biens, la faillite personnelle, ainsi que des procédures tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises si le débiteur est commerçant.
Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance est compétent.

- ***L'ordonnance de référé***

C'est une décision provisoire, rendue à la demande d'une partie, qui n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée.

- ***Le juge aux affaires familiales***

Instauré par la loi n° 93.22 du 8 janvier 1993, le juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales est seul compétent pour se prononcer sur le divorce et ses conséquences et est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs. Depuis le 1er février 1994, date d'entrée en application de la loi, des contentieux autrefois réglés par le juge d'instance (6 %) sont traités au tribunal de grande instance par le juge aux affaires familiales.

- ***Le juge de l'exécution***

L'article L.95 de la loi du 9 août 1991, réformant les procédures d'exécution, a transféré au juge de l'exécution la compétence auparavant détenue par le juge d'instance en matière de surendettement. La fonction de juge de l'exécution a été confiée au président du tribunal de grande instance qui peut la déléguer à un ou plusieurs juges.

LA JUSTICE PÉNALE

Le nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1er mars 1994, a créé des incriminations nouvelles, aggravé des incriminations classiques et modifié l'échelle des peines. La loi de décembre 1992 fixant des dispositions nouvelles pour l'inscription au casier judiciaire des condamnations de mineurs ainsi que l'amnistie présidentielle de 1995 ont des effets sur l'enregistrement des condamnations de 1994 et 1996.
Les résultats sur les condamnations en 2002 sont amputés par les conséquences de la loi d'amnistie d'août 2002.

- ***Le Parquet***

Le ministère public, auquel est confiée l'action publique, décide de l'opportunité des poursuites. S'il décide de poursuivre, il saisit une juridiction de jugement ou le juge d'instruction, selon la gravité et la complexité des faits, ou le juge des enfants pour les affaires mettant en cause des mineurs. Il peut aussi ordonner une procédure alternative à la poursuite (réparation du dommage, indemnisation de la victime, injonction thérapeutique pour les toxicomanes...). Il peut enfin procéder à un classement sans suite si l'auteur n'est pas connu ou si les poursuites paraissent inopportunes, en particulier quand le préjudice est de faible importance.
La comparution immédiate est une procédure rapide qui permet au procureur de traduire le prévenu, sur-le-champ, devant le tribunal correctionnel. Elle suppose, d'une part, que l'affaire soit en état d'être jugée et d'autre part que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à deux ans sans excéder sept ans ou, en cas de délit flagrant, au moins égal à six mois.
La convocation par procès-verbal, procédure rapide de convocation devant le tribunal, est notifiée au prévenu dès la fin de la garde à vue par l'officier de police judiciaire ou par le procureur. Enfin, la citation directe est délivrée par huissier.

La juridiction de proximité

Elle a été instituée dans le ressort de chaque cour d'appel par la loi du 9 septembre 2002. Elle est compétente pour juger des contraventions de police dont la liste est fixée par décret en conseil d'État. Elle statue alors selon la procédure applicable

devant le tribunal de police, conformément aux dispositions des art. 521 à 549.

L'ordonnance pénale

C'est une procédure simplifiée, écrite et sans audience de jugement, qui s'applique aux contraventions les moins importantes.

La loi du 9 septembre 2002 a étendu cette procédure aux délits prévus par le code de la route.

La procédure de jugement à délai rapproché

Elle a été instituée par la loi du 09 septembre 2002. Elle est applicable aux mineurs de 16 à 18 ans qui encourent une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à 3 ans en cas de flagrance ou supérieure ou égale à 5 ans dans les autres cas. Elle ne peut être engagée que si des investigations sur les faits ne sont pas nécessaires et si les investigations sur la personnalité ont déjà été accomplies. Il est notifié au mineur une date d'audience dans un délai compris entre 10 jours et 1 mois (art. 14-2 ord. du 02-02-45).

L'amende forfaitaire

Elle s'applique aux contraventions des quatre premières classes dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État (contraventions en matière d'environnement, au Code de la route, au Code des assurances...)

- ***L'instruction***

Le juge d'instruction, magistrat du tribunal de grande instance, est obligatoirement saisi pour les crimes et à l'initiative du parquet, pour les délits les plus complexes.

Il a le pouvoir de mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices laissant présumer qu'elle a participé, comme auteur ou complice, aux faits dont il est saisi (art. 80-1 du Code de procédure pénale). La mise en examen est génératrice de droits, en particulier celui d'être assisté par un avocat qui aura accès au dossier.

La chambre de l'instruction

Composée de trois magistrats de la cour d'appel, elle est la juridiction d'appel des décisions du juge d'instruction et de contrôle de la régularité de la procédure.

Le contrôle judiciaire

Il peut être prescrit contre toute personne, mise en examen pour crime ou délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. Cette personne est alors soumise à certaines obligations (présentation périodique auprès d'un service de police, non-fréquentation de certains lieux ou de certaines personnes, versement d'une caution...).

La détention provisoire

Elle peut être ordonnée contre toute personne mise en examen pour crime ou pour délit. Dans le cas d'un délit, la peine d'emprisonnement encourue doit être supérieure à trois ans. La loi du 15 juin 2000 renforce la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes et transfère, à compter du 1er janvier 2001 à un juge des libertés et de la détention, le pouvoir de placer sous mandat de dépôt.

- ***Les cours d'assises***

Juridiction départementale, la cour d'assises juge les crimes. Elle est composée de trois magistrats et de neuf jurés tirés au sort dans la population. En cas d'appel, l'affaire est jugée par une nouvelle cour d'assises composée de trois magistrats et de douze jurés.

- ***Les tribunaux correctionnels***

Le tribunal correctionnel est la formation pénale du tribunal de grande instance qui juge les délits. Les jugements du tribunal correctionnel peuvent être attaqués par voie d'appel.

- ***Les tribunaux de police***

Ils jugent les contraventions. Le volume très important des contraventions de 1re à 4ème classe a conduit à mettre en place des procédures dites simplifiées comme l'amende forfaitaire majorée et l'ordonnance pénale.

- ***Les condamnations inscrites au Casier judiciaire national***

L'approche statistique appréhende avec difficulté les condamnations dans leur ensemble, lorsqu'elles concernent des infractions ou des peines multiples. Si une condamnation comporte trois infractions et trois peines, on ne peut pas dissocier les peines pour en associer une à chaque infraction. Pour pallier cette difficulté, l'analyse statistique a créé les concepts d'infraction principale et de peine principale.

L'infraction principale est la première citée si toutes les qualifications correspondent à une même catégorie (crime, délit ou contravention) ; c'est la première citée dans la catégorie la plus grave, si les qualifications correspondent à des catégories différentes (crime et délit par exemple).

La peine principale est la peine la plus grave prononcée pour la ou les infractions de la catégorie la plus grave. À l'exception des dispenses de peines, toutes les peines criminelles arrivent donc avant les peines correctionnelles quelles qu'elles soient, qui elles-mêmes se placent devant les peines de police.

- ***Les infractions***

Atteintes à la personne

Ce sont les atteintes, volontaires ou non, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances (y compris la circulation routière). Elles comprennent également les atteintes aux mœurs ainsi que les atteintes à la vie privée.

Atteintes aux biens

Ce sont les vols et recels, destructions, dégradations et détournements de biens par attentat.

Atteintes à la sûreté publique

Ce sont le faux monnayage, la contrefaçon ou falsification d'effets ou de titres émis par le trésor public, les infractions à la police des étrangers, les infractions militaires, etc.

Atteintes à la santé

Elles comprennent les infractions sur les stupéfiants, les infractions à la réglementation des débits de boisson, l'exercice illégal d'une profession médicale, les infractions à la législation sur les substances vénéneuses, etc.

- ***Les peines privatives de liberté***

La réclusion criminelle est une peine perpétuelle ou à temps (art. 131-1 du Code pénal), éventuellement assortie d'une période de sûreté. Elle entraîne les peines accessoires de la dégradation civique et l'interdiction légale. Quand elle est prononcée pour une durée déterminée, celle-ci est comprise entre 10 et 30 ans.

L'emprisonnement correctionnel, dont la durée ne peut pas excéder dix ans (art. 131-4 du Code pénal), s'accompagne le cas échéant de peines complémentaires, tantôt facultatives tantôt obligatoires (interdiction de séjour, de certains droits civils, civiques et de famille, interdiction d'exercer une profession).

Le tribunal qui prononce une condamnation à l'emprisonnement peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine. Le sursis peut être simple ou assorti du placement du condamné sous le régime de mise à l'épreuve. Le sursis implique la suspension totale ou partielle de l'exécution de la peine. Le sursis est révocable, en cas de nouvelle condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis, pour crime ou délit de droit commun. La condamnation disparaît si la révocation n'a pas lieu dans un délai de cinq ans. Le sursis avec mise à l'épreuve soumet en outre le condamné à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières, sous le contrôle du juge de l'application des peines.

Les peines privatives ou restrictives de droit (peines de substitution) art. 131-6 du Code pénal : pour les délits, les tribunaux peuvent prononcer à titre principal des mesures se substituant à de courtes peines d'emprisonnement. Ce sont essentiellement des annulations ou suspensions du permis de conduire, des confiscations et des interdictions professionnelles.

L'amende : c'est une peine qui consiste dans l'obligation imposée au condamné de payer une somme d'argent. Elle est applicable comme peine complémentaire en matière criminelle (assez rare), et en matière correctionnelle, tantôt comme peine principale, tantôt comme peine complémentaire à l'emprisonnement. En matière de contravention, c'est la peine principale la plus fréquente ; son montant varie selon la classe de la contravention. En toutes matières, l'amende peut être assortie du sursis.

Le jour-amende : lorsqu'un délit est puni d'une peine d'emprisonnement, le tribunal peut prononcer une peine de jours-amende consistant pour le condamné au paiement d'une somme correspondant à une contribution quotidienne pendant un certain nombre de jours.

Le travail d'intérêt général consiste en l'accomplissement par le condamné qui l'accepte d'un travail non rémunéré d'une durée comprise entre 40 et 240 heures, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association habilitée.

La dispense de peine : le prévenu peut être dispensé de peine, en matière de délit ou de contravention, s'il apparaît que son reclassement est acquis et le dommage réparé. Si les conditions prévues sont seulement en voie de réalisation, il peut y avoir ajournement du prononcé de la peine, de façon à permettre l'application, le cas échéant, de la dispense de peine.

La mesure éducative (ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante) : les juridictions pour mineurs prononcent les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées. Les mesures éducatives susceptibles d'être ordonnées sont : la remise aux parents, tuteur, gardien ou à une personne digne de confiance, la liberté surveillée, le placement dans un établissement public ou privé habilité, médical, d'éducation ou de formation professionnelle ou dans un internat pour mineurs délinquants, la remise à l'aide sociale à l'enfance.

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

- ***Le milieu fermé***

La population carcérale comprend l'ensemble des individus, prévenus et condamnés, détenus dans les établissements pénitentiaires.

- ***La contrainte par corps***

Elle s'applique dans le cas d'un condamné de moins de 65 ans, solvable, et qui ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires envers le trésor public.

- ***Le milieu ouvert***

Le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP)

C'est un service déconcentré de l'administration pénitentiaire. Il en existe un par département. Ses principales missions à l'égard des personnes condamnées sont :

– de favoriser l'accès aux droits et aux dispositifs d'insertion des détenus et personnes qui lui sont confiées par les autorités judiciaires ;

– de s'assurer pour les personnes libérées de la continuité des actions d'insertion ;

– de mettre en œuvre les mesures de contrôle et de veiller au respect des obligations imposées aux condamnés à l'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve ou à un travail d'intérêt général et aux libérés conditionnels.

La mise à l'épreuve

Modalité du sursis, elle s'applique aux condamnations à l'emprisonnement prononcées pour crime ou délit de droit commun. Les principales obligations sont l'exercice d'une activité professionnelle, la soumission à des mesures de contrôle, de traitement ou de soins, la réparation des dommages causés par l'infraction ainsi que la contribution aux charges familiales et l'acquittement des pensions alimentaires. Le tribunal fixe le délai d'épreuve qui ne peut être inférieur à 18 mois ni supérieur à 3 ans.

Le travail d'intérêt général

Prononcé à titre principal ou comme modalité d'un sursis, le travail d'intérêt général est destiné, comme le sursis avec mise à l'épreuve, à favoriser la réinsertion du condamné en évitant les courtes peines d'emprisonnement. Le travail, d'une durée de 40 à 240 heures, est exécuté sous le contrôle du juge de l'application des peines.

La libération conditionnelle

Les condamnés manifestant des efforts sérieux de réadaptation sociale peuvent en bénéficier, sur décision du juge de l'application des peines lorsque la peine prononcée n'excède pas 10 ans (ou, quelle que soit la peine prononcée, lorsque la durée de détention restant à subir n'excède pas trois ans), et sur décision de la juridiction régionale de la libération conditionnelle dans les autres cas.

4

❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Justice et du ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire.

Sites Internet :

– www.justice.gouv.fr
– www.interieur.gouv.fr
– www.insee.fr

Publications :

Ministère de la Justice

– *Les chiffres clés de la Justice*, (annuel) ;
– *Annuaire statistique de la Justice*, La Documentation française ;
– *Chiffres-clés de l'Administration pénitentiaire* (annuel) ;
– *Rapport annuel d'activité de l'Administration pénitentiaire*, La Documentation française ;
– *Rapport annuel de la Cour de cassation*, La Documentation française ;
– *Rapport annuel d'activité, Service central de prévention de la corruption*, La Documentation française ;
– *Études et statistiques Justice* (périodicité variable) ;
– *Bulletin officiel du ministère de la Justice* (trimestriel) ;
– *Lettre de la PJJ* (Protection judiciaire de la jeunesse) (trimestrielle), La Documentation française ;
– *Infostat Justice* (4 n^{os}/an) ;
– « Le placement sous surveillance électronique mobile », Rapport d'information, Georges Fenech, 2005.

Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire

– Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France par les services de police et de gendarmerie, La Documentation française (annuel) ;
– *Cahiers de la sécurité intérieure* (4 n^{os}/an), Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI).

Insee

Insee-Références

– « France portrait social », édition 2005-2006.

Autres

– Rapport d'information sur la mise en application de la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant sur adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité, Jean-Luc Warsmann, Assemblée nationale, Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, 2005.
– « Les mesures d'investigation dans le service public de la Protection judiciaire de la jeunesse », Danièle Larger, Inspection générale des affaires sociales, 2005.
– « Santé des 14-20 ans de la protection judiciaire de la jeunesse (Secteur Public) sept ans après », Inserm, Ministère de la Justice (DPJJ), 2005.
– « L'avenir des juridictions spécialisées dans le domaine social », Conseil d'État, *Étude du Conseil d'État,* 2004.
– « Réformes de la justice pénale », *Regards sur l'actualité*, La Documentation française, 2004.
– *Questions pénales* : Bulletin d'information, Centre de recherche sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CRSDIP).

TABLEAU H.01-1

Infractions constatées par les services de police et les unités de gendarmerie (1)

Source : Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire (Direction centrale de la Police judiciaire) — *Unité* : Nombre

	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Vols (y compris recels)	**2 400 644**	**2 252 528**	**2 334 696**	**2 522 346**	**2 507 027**	**2 380 770**	**2 243 445**
Vols à main armée	9 147	7 515	8 613	9 363	9 155	7 384	6 521
Autres vols avec violences	65 430	87 432	101 223	124 918	123 982	117 902	113 120
Cambriolages	433 320	370 076	370 993	416 297	432 593	407 585	377 381
Vols avec entrée par ruse	17 004	13 885	14 670	15 492	13 656	12 904	11 587
Vols d'automobiles	351 509	299 036	302 626	314 635	284 765	231 614	196 851
Vols de véhicules motorisés à deux roues	102 016	96 911	98 431	104 348	97 383	97 064	88 829
Vols à la roulotte	554 626	485 580	476 852	503 773	481 524	433 739	387 397
Vols d'accessoires sur véhicules immatriculés	190 614	181 024	193 325	217 006	220 519	197 179	181 386
Autres vols simples	640 259	675 933	735 337	783 096	806 207	835 129	838 153
Recels	36 719	35 136	32 626	33 418	37 243	40 270	42 220
Infractions économiques et financières	**357 104**	**295 734**	**352 164**	**366 208**	**355 342**	**349 473**	**329 955**
Escroqueries, faux et contrefaçons	294 497	258 306	317 044	334 064	325 841	322 607	304 579
Délinquance économique et financière	43 887	21 952	18 501	16 851	16 045	15 735	15 699
Infractions à la législation sur les chèques (sauf falsifications et usages de chèques volés)	18 720	15 476	16 619	15 293	13 456	11 131	9 677
Crimes et délits contre les personnes	**191 180**	**233 194**	**254 514**	**279 610**	**303 552**	**325 697**	**339 882**
Homicides	2 563	1 997	2 166	2 289	2 415	2 173	2 097
Coups et blessures volontaires	71 095	95 235	106 484	116 568	125 371	135 003	137 864
Autres atteintes contre les personnes	51 708	64 022	70 026	79 885	90 027	96 786	103 530
Atteintes aux mœurs	29 123	32 490	33 538	35 451	37 813	40 577	43 836
Infractions contre la famille et l'enfant	36 691	39 450	42 300	45 417	47 926	51 158	52 555
Autres infractions (dont stupéfiants)	**716 392**	**786 408**	**830 475**	**893 628**	**947 961**	**918 754**	**912 160**
Infractions à la législation sur les stupéfiants	79 052	101 841	103 731	91 618	108 121	125 479	141 297
Délits à la police des étrangers	53 429	46 416	45 869	47 462	57 643	59 702	64 552
Destruction, dégradations contre biens publics et privés	440 591	499 473	518 439	574 994	589 278	541 338	507 709
Délits divers (2)	143 320	138 678	162 436	179 554	192 919	192 235	198 602
Total des crimes et délits (sauf circulation routière)	**3 665 320**	**3 567 864**	**3 771 849**	**4 061 792**	**4 113 882**	**3 974 694**	**3 825 442**
Nombre de français mis en cause	640 435	646 415	679 359	680 295	729 730	766 949	817 876
Nombre d'étrangers mis en cause	152 958	152 558	155 190	155 544	177 239	189 474	200 064
Nombre d'hommes majeurs	566 508	536 724	566 839	562 984	619 930	654 738	701 108
Nombre d'hommes mineurs	113 987	150 469	154 253	155 735	158 227	156 125	158 537
Nombre de femmes majeures	100 652	91 862	92 454	95 838	106 657	121 923	132 136
Nombre de femmes mineures	12 246	19 918	21 003	21 282	22 155	23 637	26 159

(1) Les statistiques de police judiciaire comptabilisent les faits pénaux bruts (commis et tentés) retenus à raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer et qui sont consignés dans une procédure transmise à l'autorité judiciaire. Sont exclus de cette comptabilisation les délits routiers, les contraventions de toute nature, les infractions constatées par d'autres institutions (douanes, services fiscaux et répression des fraudes, inspection du travail...), les procédures administratives. Parce qu'il s'agit de faits constatés et non de faits jugés (seul le jugement énonce la qualification définitive), ces statistiques de police judiciaire ne peuvent être strictement comparées à celle des juridictions pénales.

(2) Ce poste regroupe tous les délits non spécifiés précédemment et qui entrent dans la catégorie « autres infractions (dont stupéfiants) ».

TABLEAU H.01-2

Moyens en personnel de la justice

Source : Ministère de la Justice — *Unité* : Nombre

Effectifs budgétaires	1995	2000	2001	2002	2003	2004
Administration centrale et services extérieurs	1 800	1 780	1 802	1 863	2 028	2 100
Services judiciaires :						
Ensemble	24 668	26 290	26 803	27 601	28 227	28 889
Magistrats	6 029	6 539	6 846	7 144	7 294	7 434
Fonctionnaires	18 639	19 751	19 957	20 457	20 933	21 455
Administration pénitentiaire	23 899	25 868	26 233	27 755	28 590	29 700
Protection judiciaire de la jeunesse	5 978	6 768	7 144	7 439	7 753	7 956
Conseil d'État, cours administratives d'appel et tribunaux administratifs	1 961	2 267	2 357	2 441	2 541	2 632
Commission nationale de l'informatique et des libertés	55	58	70	74	76	80
Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques	///	///	///	///	///	33
Ensemble des effectifs budgétaires	**58 361**	**63 031**	**64 409**	**67 173**	**69 215**	**71 390**

TABLEAU H.01-3

Activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés - France entière

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de la Cour de cassation et Répertoire général civil) — *Unité* : Nombre

	1990	1995	2000	2001	2002	2003
La Cour de cassation						
Affaires nouvelles	19 395	19 969	21 331	22 700	22 324	21 638
Affaires terminées	18 613	21 499	21 394	20 613	23 482	23 474
dont : Cassation	3 602	5 300	4 024	4 247	5 089	5 375
Rejet de la demande	7 301	8 475	8 541	8 957	6 135	5 216
Ordonnance ou arrêt de désistement	3 441	3 373	3 981	3 763	4 101	3 758
Les cours d'appel						
Nombre de cours d'appel	33	33	33	33	33	33
Affaires nouvelles	167 803	220 066	194 392	186 930	189 916	191 579
Affaires terminées	169 010	198 754	221 492	206 294	198 035	202 304
Décisions statuant sur le fond de la demande	115 533	135 023	149 388	141 239	133 134	136 676
dont : Confirmation totale ou partielle de la décision attaquée	88 536	102 720	115 119	109 777	107 721	113 465
Infirmation de la décision attaquée	26 997	32 303	34 269	31 462	25 413	23 211
Autres décisions (radiation, désistement, jonction...)	53 477	63 731	72 104	65 055	64 901	65 628
Les tribunaux de grande instance (1)						
Nombre de tribunaux de grande instance	181	181	181	181	181	181
Affaires nouvelles	488 680	660 189	600 999	599 930	597 124	615 214
dont : Droit de la famille	271 958	374 866	388 932	394 855	396 880	414 913
Affaires terminées	463 075	645 319	593 462	578 832	581 798	587 858
dont : Divorces et séparations de corps prononcés	110 042	125 991	120 629	116 988	120 215 *r*	129 268
Référés	95 886	126 501	113 613	118 678	117 084	114 510
Les tribunaux d'instance (1)						
Nombre de tribunaux d'instance	473	473	473	473	473	473
Affaires nouvelles	532 790	483 909	491 527	491 664	494 926	495 088
Affaires terminées	501 578	491 021	479 523	470 210	478 731	486 199
Référés	87 910	83 962	66 987	68 137	67 484	70 611
Les tribunaux paritaires des baux ruraux						
Nombres de tribunaux paritaires des baux ruraux	413	413	413	413	413	413
Affaires nouvelles	4 859	3 614	3 731	3 546	3 424	3 424
Affaires terminées	4 576	3 807	3 528	3 536	3 318	3 367
Référés	325	209	219	173	223	201
Les conseils de prud'hommes						
Nombre de conseils de prud'hommes	281	270	270	270	270	270
Affaires nouvelles	152 955	157 542	164 039	171 293	176 075	167 079
Affaires terminées	145 935	166 593	160 747	162 131	167 840	165 421
Référés	40 822	51 384	47 488	47 616	49 912	47 795
Les tribunaux de commerce						
Nombre de tribunaux de commerce	229	227	191	191	191	191
Affaires nouvelles	275 651	...	...	207 431	213 843	217 943
dont : Droit des affaires	...	...	...	117 570	116 668	117 250
Droit des contrats	...	...	...	58 025	60 503	63 064
Affaires terminées	233 314	282 070	238 939	206 093	206 060	201 647
dont : Droit des affaires	88 907	134 920	141 462	111 265	107 198	102 451
Droit des contrats	113 609	110 541	63 824	60 936	62 709	64 442
Référés	49 831	54 158	35 411	35 519	34 868	33 916

(1) Dans les séries affaires nouvelles et affaires terminées, la comparabilité des années 1995 à 2003 avec l'année 1990 est perturbée par l'instauration du juge de l'exécution et du juge aux affaires familiales.

TABLEAU H.01-4

Activité des Parquets et des Officiers du Ministère public (Justice pénale) (1) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres du Parquet) — *Unité* : Nombre

	1990	1995	2000	2001	2002	2003
LES PARQUETS						
Nombre de Parquets	181	181	181	181	181	181
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**5 244 233**	**5 191 255**	**5 007 674**	**5 385 826**	**5 501 482**	**5 309 811**
dont : Auteur inconnu	2 200 801	3 016 633	3 141 273	3 498 178	3 583 852	3 303 363
Crimes	12 851	14 432	15 947	18 524	18 880	18 586
Délits	4 837 801	4 832 977	4 470 557	4 853 927	4 987 593	4 808 004
Contraventions de 5ème classe	393 581	343 846	469 023	464 760	447 417	440 120
Autres	...	...	52 147	48 615	47 592	43 101
Affaires traitées	...	...	**4 611 383**	**4 944 721**	**5 083 465**	**5 008 724**
Affaires non poursuivables	...	**3 016 633**	**3 318 575**	**3 616 873**	**3 733 384**	**3 624 581**
Affaires poursuivables	...	...	**1 292 808**	**1 327 848**	**1 350 081**	**1 384 143**
Affaires poursuivables/affaires traitées (en %)	...	...	28,0	26,9	26,6	27,6
Affaires poursuivies	**703 831**	**553 731**	**628 065**	**621 866**	**624 335**	**654 579**
Transmission au juge d'instruction	53 652	44 554	37 768	36 398	37 444	35 143
Transmission au juge des enfants	44 749	39 207	54 651	56 974	56 279	55 369
Poursuite devant le tribunal correctionnel	447 461	373 660	373 949	371 640	383 411	409 561
Poursuite devant le tribunal de police	157 969	96 310	161 697	156 854	147 201	149 736
Poursuite devant la juridiction de proximité	///	///	///	///	///	4 770
Procédures alternatives aux poursuites	...	**82 828**	**250 051**	**269 966**	**289 485**	**328 905**
Taux de réponse pénale (en %)	...	...	67,9	67,3	68,2	72,1
Classements sans suite (2)	...	**1 062 643**	**414 692**	**434 475**	**429 506**	**385 874**
Classements sans suite/affaires poursuivables (en %)	...	...	32,1	32,7	31,8	27,9
LES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC						
Nombre d'officiers du ministère public	473	473	473	473	473	473
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**13 280 927**	**14 592 269**	**13 149 260**	**12 071 874**	**13 299 387**	**12 628 789**
Procédure d'amende forfaitaire majorée	11 405 623	13 335 232	12 431 138	11 374 461	12 432 331	12 014 829
Autres procédures	1 875 304	1 257 037	718 122	697 413	867 056	613 960
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux classés sans suite	**1 556 044**	**2 407 811**	**1 792 469**	**2 411 787**	**2 423 586**	**1 132 955**
Affaires poursuivies	**11 121 637**	**11 111 877**	**10 758 821**	**9 306 987**	**10 767 585**	**11 416 946**
Amende forfaitaire majorée prononcée	9 452 733	10 306 201	10 153 903	8 776 102	10 192 692	10 805 636
Poursuite devant le tribunal de police	1 668 904	805 676	604 918	530 885	574 893	543 514
Poursuite devant la juridiction de proximité	///	///	///	///	///	67 796

(1) Nouvelle présentation de l'activité du Parquet prise en compte dans ce tableau à partir de 1998.
(2) Y compris les affaires où l'infraction n'est pas juridiquement constituée (entre 1990 et 1997).

TABLEAU H.01-5

Juges d'instruction (Justice pénale) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Répertoire de l'instruction) — *Unité* : Nombre

	1990	2000	2001	2002	2003
Nombre de juges d'instruction (postes budgétaires)	561	555	565	567	569
Ensemble des affaires terminées	**50 277**	**39 186**	**37 363**	**34 485**	**34 839**
dont : L'infraction principale est un crime	4 902	6 732	6 929	7 385	7 945
Affaires terminées sans mise en examen	9 751	10 339	11 524	10 695	11 740
Nombre de personnes mises en examen dans les affaires terminées	73 649	57 826 *e*	51 420	47 655	47 370
Décision de clôture :					
Ordonnance de non-lieu	8 186	7 698	6 483	5 282	3 902
Transmission à la cour d'assises pour majeurs	2 391	3 165	2 557	2 707	2 839
Transmission à la cour d'assises pour mineurs	156	205	199	322	412
Transmission au tribunal correctionnel	50 634	40 009	35 184	33 461	34 669
Dessaisissement, jonction	4 940	1 585	2 049	1 374	1 130
Mesures de contrôle judiciaire prises dans les affaires terminées durant l'année	19 435	24 733 *e*	21 487	21 572	22 631
Mesures de détention provisoire prises dans les affaires terminées durant l'année	29 317	21 966 *e*	16 772	17 619	19 088
Durée moyenne de l'instruction des affaires terminées en mois	**11,6**	**17,1**	**17,4**	**17,7**	**18,2**
dont : Crimes (1)	14,1	17,7	17,9	18,1	18,9

(1) Qualification de l'infraction principale au réquisitoire introductif.

TABLEAU H.01-6

Tribunaux correctionnels et tribunaux de police (Justice pénale) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres du Parquet et Casier judiciaire national) — *Unité* : Nombre

	1990	1995	2000	2001	2002	2003
Les cours d'assises						
Nombre de cours d'assises (1)	99	99	99	99	99	99
Cour d'assises de premier ressort :						
Acquittements	**142**	**136**	**78**	**137**	**140**	**159**
Cour d'assises pour majeurs	140	130	76	127	125	139
Cour d'assises pour mineurs	2	6	2	10	15	20
Condamnations	**2 722**	**2 777**	**2 939**	**2 733**	**2 591** *r*	**2 725**
Cour d'assises pour majeurs	2 567	2 619	2 659	2 434	2 290 *r*	2 407
Cour d'assises pour mineurs	155	158	280	299	301 *r*	318
Cour d'assises d'appel (2) :						
Acquittements	*///*	*///*	*///*	**9**	**20**	**22**
Cour d'assises pour majeurs	*///*	*///*	*///*	9	18	22
Cour d'assises pour mineurs	*///*	*///*	*///*	–	2	–
Condamnations	*///*	*///*	*///*	**218**	**376** *r*	**349**
Cour d'assises pour majeurs	*///*	*///*	*///*	209	364 *r*	328
Cour d'assises pour mineurs	*///*	*///*	*///*	9	12 *r*	21
Les tribunaux correctionnels						
Nombre de tribunaux correctionnels (1)	181	181	181	181	181	181
Mesures de sûreté prononcées :						
Contrôles judiciaires prononcés	6 869	4 811	4 350	4 113	5 133	4 553
Mandats de dépôt prononcés	24 207	27 902	15 572	15 725	18 906	19 989
Décisions prononcées :						
Relaxes	20 378	17 854	19 038	18 241	18 127	19 115
Condamnations	410 134	313 034	385 900	355 646	325 616 *r*	357 451
Les tribunaux de police						
Nombre de tribunaux de police (1)	454	454	454	454	454	454
Affaires traitées	**1 588 882**	**902 097**	**757 668**	**685 217**	**722 209**	**630 306**
Contraventions de 1ère à 4ème classe	1 435 720	802 085	581 031	516 193	564 082	473 647
Contraventions de 5ème classe	153 162	100 012	176 637	169 024	158 127	156 659
Mode de jugement :						
Jugements	464 237	309 316	282 344	240 500	230 956	193 421
Ordonnances pénales	1 124 645	592 781	475 324	444 717	491 253	436 885
Contraventions de 1ère à 4ème classe (décisions prononcées) :						
Relaxes	21 279	17 752	12 106	10 385	26 039	9 602
Condamnations	951 839	754 092	569 514	509 146	531 846	461 388
Contraventions de 5ème classe (décisions prononcées) :						
Relaxes	4 670	5 278	4 880	4 459	16 321	4 540
Condamnations	97 255	26 510	126 439	113 666	87 964 *r*	106 942

(1) Non compris les tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.
(2) Mises en place à compter du 1er janvier 2001.

TABLEAU H.01-7

Condamnations portées au Casier judiciaire national (Justice pénale) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Casier judiciaire national) — *Unité* : Nombre

	1990	1999	2000	2001	*r* 2002	*p* 2003
Condamnations pour crime	2 607	3 455	3 035	3 114	3 057	3 174
Condamnations pour délit	469 137	454 131	446 815	414 175	376 115	411 373
Condamnations pour contravention de 5ème classe	105 426	128 159	133 073	119 088	91 553	110 506
Total des condamnations	**577 170**	**585 745**	**582 923**	**536 377**	**470 725**	**525 053**
Nature de l'infraction						
Atteintes à la personne	99 544	104 483	103 013	95 373	80 789	88 737
Atteintes aux biens	169 997	160 336	153 460	139 050	109 713	126 933
Infractions à la circulation routière et aux transports	163 950	218 426	227 168	211 868	196 421	218 102
Infractions à la législation économique et financière	61 083	27 169	25 959	22 367	17 213	16 705
Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	16 894	21 272	21 944	21 056	22 554	23 358
Atteintes à la sûreté publique	27 655	15 527	14 508 *r*	13 322 *r*	13 341	14 045
dont : Police des étrangers	...	5 977	5 636	5 528	6 464	6 971
Atteintes à la santé	20 945	24 976 *r*	23 597 *r*	21 669 *r*	22 135	27 164
dont : Infractions sur les stupéfiants	...	24 112	22 831 *r*	21 203 *r*	21 777	26 745
Atteintes à l'ordre public général	16 716	13 525	13 242	11 633	8 518	9 863
dont : Atteintes à l'environnement	10 501	8 981	8 934	7 524	4 349	5 713
Autres infractions	386 *r*	31 *r*	32 *r*	39 *r*	41	46
Nature de la peine						
Peines privatives de liberté	**316 567**	**298 540**	**284 182**	**265 638**	**253 506**	**283 203**
dont : Réclusion criminelle	1 852	1 496	1 179	1 247	1 305	1 243
Emprisonnement ferme ou assorti du sursis partiel	106 896	105 602	99 972	96 227	97 704	104 487
Emprisonnement assorti du sursis total	209 671	192 938	184 210	169 411 *r*	155 802	178 716
Amende	**190 268**	**194 895**	**205 207**	**184 113**	**148 133**	**171 859**
Peine de substitution	**37 250**	**62 176**	**63 773**	**58 079**	**49 053**	**48 103**
dont : Travail d'intérêt général	5 705	11 120	10 200	8 576	8 350	8 853
Mesure éducative	**22 529**	**20 584**	**20 525**	**20 477**	**15 178**	**16 343**
Dispense de peine	**10 556**	**9 550**	**9 236**	**8 070**	**4 855**	**5 545**
Caractéristiques des condamnés						
Sexe :						
Hommes	505 737	527 711	526 696	485 742	429 588	476 968
Femmes	71 433	58 034	56 227	50 635	41 137	48 085
Age :						
Moins de 16 ans	15 678	17 404	17 757	18 051	13 383	15 039
De 16 ans à moins de 18 ans	22 829	21 478	20 413	19 877	16 069	16 233
De 18 ans à moins de 20 ans	55 243	46 735	47 746	43 990	38 676	47 456
De 20 ans à moins de 25 ans	126 934	116 215	119 794	113 708	101 216	115 153
De 25 ans à moins de 30 ans	98 577	91 411	88 574	79 876	69 102	75 732
De 30 ans à moins de 40 ans	138 140	138 075	135 842	122 057	108 723	120 710
De 40 ans à moins de 60 ans	106 924	137 592	136 707	124 366	110 712	120 737
60 ans et plus	12 845	16 835	16 090	14 452	12 844	13 993
Nationalité :						
Français	458 241	476 546	474 430	438 836	383 436	423 174
Étrangers	80 168	73 615	71 862	66 373	61 521	70 807
Non déclarée	38 761	35 584	36 631	31 168	25 768	31 072
Total	**577 170**	**585 745**	**582 923**	**536 377**	**470 725**	**525 053**

TABLEAU H.01-8

Activité des parquets concernant les mineurs - France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres du Parquet) — *Unité* : Nombre

	1999	2000	2001	2002	2003
Procès-verbaux, plaintes, dénonciations	...	**184 658**	**180 127**	**183 241**	**189 283**
Affaires traitées	**143 980**	**152 018**	**161 208**	**162 069**	**163 162**
Affaires non poursuivables	...	**19 902**	**21 629**	**23 474**	**24 992**
Affaires poursuivables	...	**132 116**	**139 579**	**138 595**	**138 170**
Affaires poursuivables/affaires traitées (%)	...	86,9	86,6	85,5	84,7
Nombre total d'affaires poursuivies	**55 771**	**57 280**	**59 476**	**58 842**	**57 831**
Transmission au juge d'instruction	2 944	2 629	2 502	2 563	2 462
Transmission au juge des enfants	52 827	54 651	56 974	56 279	54 734
Procédures de jugement à délai rapproché	...	...	...	...	635
Nombre total de procédures alternatives aux poursuites	**37 966**	**45 326**	**48 113**	**50 017**	**53 505**
Taux de réponse pénale (%)	...	77,7	77,1	78,5	80,6
Nombre de procédures classées sans suite	**50 243**	**29 510**	**31 990**	**29 736**	**26 834**
Classements sans suite/affaires poursuivables (%)	...	22,3	22,9	21,5	19,4

TABLEAU H.01-9

Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative - France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres de la protection judiciaire de la jeunesse) — *Unité* : Nombre

	1995	2000	2001	2002	2003
Total des jeunes suivis au 31 décembre sur décisions des juridictions de la jeunesse	**135 775**	**148 684**	**151 602**	**152 667**	**156 835**
Mode de prise en charge :					
Secteur public	32 325	36 115	37 928	37 986	40 217
Secteur associatif habilité	103 450	112 569	113 674	114 681	116 618
Régime juridique de prise en charge :					
Mineurs en danger	114 900	115 526	116 854	116 806	117 256
Mineurs délinquants	15 825	28 459	29 944	30 969	34 543
Jeunes majeurs	5 050	4 699	4 804	4 892	5 036
Caractéristiques des jeunes ayant fait l'objet d'une nouvelle mesure au cours de l'année (1)	...	**113 750**	**116 423**	**118 978**	**121 106**
Sexe :					
Garçons	...	76 173	78 328	81 029	82 966
Filles	...	37 577	38 095	37 949	38 140
Âge au début de la mesure :					
Moins de 10 ans	...	25 832	25 951	25 554	25 214
De 10 ans à moins de 13 ans	...	11 855	12 116	12 060	11 689
De 13 ans à moins de 16 ans	...	32 337	33 102	33 657	33 336
De 16 ans à moins de 18 ans	...	35 699	37 269	39 250	41 889
De 18 ans à moins de 21 ans	...	8 027	7 985	8 457	8 978

(1) À partir de 1998, la série est modifiée par rapport aux éditions précédentes, elle est désormais exprimée en terme de flux et non de stock.

TABLEAU H.01-10

Administration pénitentiaire

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de l'Administration pénitentiaire) — *Unité* : Nombre

	2000	2001	2002	2003	2004
LE MILIEU FERMÉ : la population carcérale					
Ensemble de la population incarcérée au 31 décembre (métropole + Dom + Tom)	**47 837**	**48 594**	**55 407**	**59 246**	**59 197**
Catégorie pénale des personnes incarcérées (métropole + Dom + Tom) :					
Prévenus	16 107	16 124	20 852	21 749	20 134
Condamnés	31 730	32 470	34 555	37 497	39 063
Sexe :					
Hommes	46 099	46 879	53 322	56 991	56 959
Femmes	1 738	1 715	2 085	2 255	2 238
Âge :					
Moins de 16 ans	64	96	81	79	49
De 16 ans à moins de 18 ans	552	730	727	660	574
De 18 ans à moins de 21 ans	3 927	4 405	5 110	4 954	4 716
De 21 ans à moins de 25 ans	7 254	7 926	9 469	10 415	10 220
De 25 ans à moins de 30 ans	8 672	8 763	10 233	10 893	10 698
De 30 ans à moins de 40 ans	13 242	12 817	14 413	15 695	15 735
De 40 ans à moins de 50 ans	8 560	8 340	9 084	9 717	10 005
De 50 ans à moins de 60 ans	3 960	3 952	4 509	4 853	5 130
60 ans et plus	1 606	1 565	1 781	1 980	2 070
Nationalité :					
Français	37 603	38 087	43 489	46 123	46 455
Étrangers	10 145	10 507	11 918	13 061	12 678
Non déclarée	89	47	78	62	64
Répartition des condamnés selon la nature de l'infraction :					
Atteintes à la personne	**15 470**	**16 262**	**18 241**	**20 162**	**21 137**
Homicides volontaires	3 357	3 325	3 293	3 501	3 486
Coups et blessures volontaires, coups à enfants	3 368	4 059	5 217	6 338	6 811
Homicides et blessures involontaires	742	995	1 536	1 977	2 069
Viols, attentats à la pudeur	7 895	7 779	8 109	8 239	8 670
Proxénétisme	108	104	86	107	101
Atteintes aux biens	**8 609**	**9 276**	**9 340**	**9 332**	**9 118**
Vols qualifiés	3 765	3 894	3 481	3 465	3 409
Autres vols	3 470	3 737	3 850	3 459	3 041
Escroqueries, abus de confiance, recel, faux et usage de faux	1 374	1 645	2 009	2 408	2 668
Atteintes à la santé publique	**4 373**	**3 936**	**4 127**	**5 197**	**5 937**
Infractions à la législation sur les stupéfiants	4 373	3 936	4 127	5 197	5 937
Autres infractions	**3 278**	**2 996**	**2 847**	**2 806**	**2 871**
Peine prononcée :					
Réclusion criminelle	**8 247**	**8 078**	**8 148**	**8 025**	**8 222**
5 ans à moins de 10 ans	470	412	317	238	203
10 ans à moins de 20 ans	6 271	6 104	6 166	5 991	6 097
20 ans à 30 ans	915	984	1 111	1 253	1 384
Perpétuité	591	578	554	543	538
Emprisonnement	**23 384**	**24 366**	**26 381**	**29 454**	**30 819**
Moins de 6 mois	3 465	4 202	4 223	4 565	5 066
6 mois à moins d'1 an	4 274	5 099	5 652	6 389	6 438
1 an à moins de 3 ans	6 128	6 599	7 936	8 835	8 929
3 ans à moins de 5 ans	3 562	3 300	3 468	4 357	4 569
5 ans et plus	5 955	5 166	5 102	5 308	5 817
Contrainte par corps	**99**	**26**	**26**	**18**	**22**
LE MILIEU OUVERT					
La population prise en charge par les SPIP (1)					
Population au 31 décembre	141 697	140 622	129 269	123 492	125 437
Les mesures prises en charge par les SPIP					
Nombre de mesures en cours au 31 décembre	157 201	156 398	139 361	135 721	138 855
dont : Sursis avec mise à l'épreuve	119 764	119 753	107 846	105 247	108 528
Libérations conditionnelles accordées par le Garde des Sceaux ou les JRLC (2)	470	382	275	282	6 480 (3)
Libérations conditionnelles accordées par le juge de l'application des peines	4 543	5 522	5 781	6 146	///
Travail d'intérêt général	25 411	23 488	19 106	17 990 *r*	16 885
Contrôle judiciaire	3 663	3 942	3 972	4 073	4 195
Article L51 du code du service national	631	595	138	123	–

(1) SPIP = Services pénitentiaires d'insertion et de probation depuis 1999. Avant CPAL : Comités de probation et d'assistance aux libérés.
(2) JRLC = Juridictions régionales de libération conditionnelle.
(3) Ce chiffre regroupe l'ensemble des libérations conditionnelles accordées.

Chapitre I.01

Comptes nationaux

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Ressources et emplois de biens et services à prix courants – France entière.

2 Ressources et emplois de biens et services en volume – France entière.

3 Ressources et emplois de biens et services aux prix de l'année précédente – France entière.

4 Valeur ajoutée par branche à prix courants – France entière.

5 Valeur ajoutée par branche en volume – France entière.

6 Partage de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels à prix courants – France entière.

7 Principaux agrégats par secteur institutionnel, à prix courants – France entière.

8 Principaux agrégats par habitant - France entière.

9 Compte d'utilisation du revenu des ménages et principaux ratios – France entière.

10 Principaux ratios des entreprises non financières – France entière.

11 Emploi intérieur total par branche et par secteur institutionnel – France entière.

12 Emploi intérieur salarié par branche – France entière.

13 Durée annuelle effective du travail et productivité horaire apparente du travail par branche – France entière.

14 Grands agrégats et opérations avec le Reste du monde – France entière.

15 Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB (en volume).

16 Critères de convergence de l'Union européenne, au sens du Traité de Maastricht.

1

○ Présentation

Avec un taux de croissance estimé à 2,3 %, l'économie française connaît une reprise en 2004 après une année 2003 peu dynamique (+ 0,8 %). Cette performance, modeste au regard de la forte croissance mondiale, est cependant plus élevée que la performance moyenne des économies de l'Union européenne. Le premier semestre s'inscrit dans la continuité du fort rebond entamé à l'été 2003, mais l'activité ralentit nettement au second semestre.

En 2004, la croissance française est portée par la demande intérieure. La consommation des ménages (+ 2,0 %) est le principal soutien de la demande finale : dans un contexte de reprise de la progression de leurs revenus réels, les ménages continuent à réduire leur taux d'épargne. Ce dynamisme est favorisé par des taux d'intérêt faibles et par le développement du crédit. Le dynamisme de la demande des ménages est encore plus manifeste sur l'investissement logement (+ 3,1 % après + 3,9 % en 2003), porté par la baisse des taux d'intérêt et l'allongement des durées de prêts.

Le commerce extérieur contribue de nouveau négativement à la croissance (- 0,9 %) et l'excédent extérieur disparaît quasiment. Tirées par l'accélération de la demande mondiale, les exportations progressent (+ 3,1 % en volume après - 1,7 % en 2003) mais la France perd de nouveau des parts de marché et souffre de la demande peu dynamique de ses principaux voisins européens, notamment l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Italie. En contrepartie, les importations (+ 6,9 % en volume) réagissent vivement à la reprise de la demande intérieure. Tandis que la concurrence de nos voisins européens est avivée par des capacités de productions excédentaires et, pour l'Allemagne, par la faible progression des coûts, les importations en provenance de pays tiers sont stimulées par la hausse récente de l'euro.

L'investissement des entreprises (SNFEI) progresse de 2,8 % après avoir stagné (+ 0,1 %) en 2003. Compte tenu d'une concurrence étrangère très vive, tant à l'exportation que sur le marché intérieur, les entreprises n'accroissent que modérément leurs investissements en France pour répondre à la hausse de la demande, malgré l'amélioration de leur situation financière. En revanche, le stockage est important après le déstockage de 2003, ce qui contribue pour 1,0 point à la croissance : tandis que les stocks agricoles sont reconstitués après l'accident climatique l'année précédente, les entreprises industrielles semblent s'être laissé surprendre par le soudain ralentissement de la demande intervenu en milieu d'année.

L'emploi progresse très peu dans les branches marchandes non agricoles : + 44 000 emplois en « équivalent temps complet » du quatrième trimestre 2003 au quatrième trimestre 2004, soit + 0,2 %. Comme de coutume, l'ajustement de l'emploi au rythme de la production s'opère avec retard et n'est que partiel, ce qui se traduit par une accélération de la progression de la productivité du travail (+ 2,1 %) qui avait repris en 2003 (+ 1,2 %) en période de quasi-stagnation ; le mouvement de réduction de la durée du travail ayant pris fin en 2002, l'évolution de la productivité par personne constatée depuis deux ans (1,7 % par an) rejoint la tendance d'évolution de la productivité horaire qui a prévalu entre 1995 et 2000. Par ailleurs, le salaire moyen par emploi à plein temps s'accroit (2,5 % l'an en glissement après + 1,9 % en 2003) stimulé notamment par une accélération des minima légaux. Le poids des charges sociales augmentant également, l'amélioration du taux de marge des entreprises non financières est limitée (0,2 %).

Mesurée par l'indice des prix à la consommation, l'inflation reste stable (+ 2,1 % en moyenne annuelle) sous l'effet d'influences contradictoires. Elle est influencée à la hausse par les prix du pétrole et ceux du tabac, et à la baisse par l'appréciation passée de l'euro et par la baisse des produits frais (- 4,4 %) et, de façon marginale et ponctuelle, par une relance de la concurrence dans les grandes surfaces. L'inflation sous-jacente est également restée stable (1,6 %). Néanmoins, le déflateur de la consommation des ménages connaît une accélération (+ 1,8 % après + 1,3 % en 2003) en raison d'une évolution particulière du prix des Sifim (Services d'intermédiation financière indirectement mesurés) en 2003.

2

○ Méthodologie

Les principales notions

Les origines de la comptabilité nationale remontent à l'entre-deux-guerres : l'objectif à l'époque était de construire un indicateur qui donne une évaluation de la richesse produite chaque année et de son évolution. En France, la comptabilité nationale s'est surtout développée dans les années cinquante, pour répondre aux besoins de la planification et des budgets économiques. Ce que nous appelons aujourd'hui le PIB peut être évalué de trois façons : en faisant le décompte des biens produits et de la valeur ajoutée dégagée par cette production (approche production), en faisant le décompte de leurs emplois (approche demande), en additionnant les revenus (approche revenus). Mais la difficulté pratique de réconcilier ces trois approches a rapidement conduit à rechercher des cohérences à un niveau plus fin.

La comptabilité nationale décrit les ressources et les emplois à un niveau fin pour chaque type de bien ou de service. Pour être utilisé, un bien (ou service) doit avoir été produit ou importé. La production est la principale source de revenus : elle désigne à la fois l'activité humaine qui permet de fabriquer des biens ou de fournir des services et le résultat de cette activité. Encore faut-il en préciser le champ ; un bien ou un service produit peut être vendu pour être exporté, consommé, investi, stocké, ou détruit ou incorporé dans le processus de production d'un autre bien ou service. Certains produits sont investis, stockés ou consommés par leur producteur ; si des produits de même nature donnent lieu à des échanges, la comptabilité nationale s'intéresse à cette production et à ces emplois. Enfin, la comptabilité nationale s'intéresse à la production de services publics (défense, justice) dont l'utilisation ne peut être répartie entre les acteurs.

La comptabilité nationale classe les acteurs de l'économie en secteurs institutionnels dont elle décrit les activités et les interrelations. Concrètement, les unités résidentes, c'est-à-dire les acteurs dont l'activité principale s'exerce sur le territoire économique, sont regroupées en secteurs institutionnels : Sociétés non financières, Ménages, Administrations publiques etc. Par un jeu de comptes successifs, un Tableau économique d'ensemble (TEE) décrit la production de chaque secteur, la valeur ajoutée dégagée, la distribution des revenus, les redistributions opérées par la fiscalité et les transferts, l'arbitrage du revenu disponible entre consommation et épargne, la capacité ou le besoin de financement qui résulte de l'écart entre l'épargne et l'investissement direct, et l'évolution des patrimoines qui résulte de l'épargne et de l'évolution du prix des actifs. Un compte du Reste du monde enregistre, du point de vue du Reste du monde, les opérations entre les unités résidentes et celles situées hors du territoire économique.

Toutes les grandeurs de la comptabilité nationale sont évaluées « en valeur », c'est-à-dire en euros courants. Les échanges sont évalués en utilisant les prix effectivement pratiqués. Or le prix perçu par le producteur n'est pas celui payé par l'acquéreur ; pour passer de l'un à l'autre, le bien (ou le service) doit être transporté et commercialisé par des intermédiaires qui prélèvent des marges. Il doit le plus souvent supporter des impôts sur les produits (TVA, TIPP par exemple) et reçoit parfois des subventions. Toutes ces opérations interviennent lorsque l'on décrit l'équilibre ressources-emplois d'un bien (ou service), c'est-à-dire le bilan en valeur de la production et des échanges relatifs à ce bien. Lorsque des biens ou services produits ne sont pas échangés, on les valorise aux prix pratiqués pour les échanges portant sur des biens ou services de même nature. Lorsqu'il n'existe pas

d'échanges pour ces biens, on utilise souvent par défaut les coûts de production. Par ailleurs, des méthodes d'évaluation indirectes sont utilisées pour évaluer certains services qui sont réellement produits et consommés mais qui ne sont pas facturés en tant que tels (Sifim, assurance).
L'évolution du PIB en valeur n'est pas en soi une information suffisante ; pour évaluer la croissance, seule compte vraiment l'évolution « en volume ». Pour l'obtenir, on isole l'impact des variations de prix. Lorsque l'on considère un bien unique et de qualité homogène (de l'aluminium, par exemple), la production ou la consommation peut être mesurée directement en quantité (ici en tonnes) et il est relativement simple de faire la part des prix et des volumes dans l'évolution de la valeur entre deux années successives. Dès lors que l'on considère un bien complexe (une automobile par exemple), le principe consiste à évaluer ce qu'aurait été l'évolution si les prix étaient restés fixes. Mais les évolutions aux prix d'une année de base restant fixe sont de moins en moins pertinentes au fur et à mesure que l'on s'en éloigne ; elles accordent une importance excessive aux biens dont les prix relatifs diminuent tendanciellement, comme le matériel informatique, au détriment de ceux dont les prix relatifs augmentent (certains services), et le biais s'aggrave avec le temps. Des changements de base quinquennaux atténuent par ailleurs largement les inconvénients d'une base fixe des prix. Les comptes étant d'autant plus fidèles que l'on change fréquemment d'année de base, pourquoi ne pas la changer chaque année ? C'est la solution qui a été retenue pour les pays de l'Union européenne dans le cadre du Système européen de comptes (SEC95) et que la France applique depuis la base 1995. En base 2000 comme en base 1995, les comptes annuels sont donc publiés « chaînés, en volume » : le principe consiste à chaîner d'année en année les évolutions calculées en volume aux prix de l'année précédente à partir des valeurs de l'année de base. Les comptes trimestriels seront alignés sur ce principe en 2006, le choix entre différentes méthodes étant encore à l'étude.
S'ils permettent de faire des comparaisons sur les évolutions réelles, les comptes en volume ne permettent pas de comparer directement les PIB et les niveaux de vie entre pays. Pour cela, il faut comparer directement les prix entre pays et calculer les agrégats dans un système de prix commun ; c'est la méthode dite des parités de pouvoir d'achat (PPA). Ce travail, coordonné par Eurostat pour l'Union européenne, conduit à de nouvelles exigences dans l'harmonisation des méthodes.

La base 2000 des comptes nationaux

Les comptes nationaux sont établis selon les concepts de la « base 2000 » Ce système de comptabilité nationale est conforme au système européen de comptes (SEC 95), lui-même cohérent avec le système de l'Onu (SCN 93).
Les changements conceptuels de la base 2000, par rapport à la base 1995, sont réduits à deux. Le principal concerne la répartition par utilisateur des services d'intermédiation financière indirectement mesurés.
Les intermédiaires financiers facturent une partie des services rendus à leur clientèle sous des formes diverses : commissions de transfert, tenue de compte, frais de garde etc. Mais, pour une partie importante de leurs services, ils se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leur clientèle et sur les prêts qu'ils leur accordent. Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) représentent justement la part des services financiers qui n'est pas facturée. Au total, la production des institutions financières comprend deux composantes :
- les services facturés, mesurés par les commissions prélevées explicitement,
- les Sifim, c'est-à-dire les marges d'intérêts sur les crédits et les dépôts.
Jusqu'à la base 1995, le seul emploi reconnu des Sifim consistait en une consommation intermédiaire de l'économie dans son ensemble. Ils étaient enregistrés globalement comme consommation intermédiaire d'une branche fictive.

Le changement introduit en base 2000 consiste à répartir les Sifim entre leurs différents emplois effectifs : consommation intermédiaire, consommation finale, exportations. En base 2000, il existe donc des emplois finals et des échanges extérieurs de Sifim, ce qui modifie le PIB d'autant. L'impact sur le PIB de ce nouveau traitement est important : pour l'année 2000, il conduit à relever le PIB de 13,6 milliards, soit environ 0,95 %.

Le second changement conceptuel consiste à mesurer la production sylvicole, non plus par les abattages de bois, mais de façon continue tout au long de la croissance du patrimoine forestier, sous forme de travaux en cours. Il permet de rendre la mesure de la production moins sensible aux phénomènes non économiques, comme les tempêtes. L'impact sur le PIB de ce second changement est toutefois limité.

D'autre part, la base 2000 a donné lieu à un changement de méthode important ; il consiste à utiliser les statistiques sur les entreprises non financières organisées dans le cadre du Système intermédiaire d'entreprises (SIE) comme base d'évaluation de la production (dont les marges commerciales), de la valeur ajoutée et des revenus des secteurs des Sociétés non financières et entreprises individuelles (SNFEI) dans le calcul du PIB.

En outre, la comptabilité nationale a mobilisé des sources statistiques nouvelles dans trois domaines :

- L'investissement en logiciels, dans le cas où il s'agit de développement pour compte propre a été évalué en mobilisant des données sur les salaires des informaticiens dans le cadre de travaux coordonnés par l'OCDE et Eurostat.

- L'action sociale a fait l'objet d'une investigation statistique particulière, qui a conduit à faire apparaître l'activité de nombreux organismes, en particulier parmi les Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), dont il n'était antérieurement pas tenu compte.

- Le volume des activités non marchandes a donné lieu à des travaux également menés ailleurs en Europe. Des indicateurs en volume de la production ont été mis au point pour les services non marchands d'éducation et pour les services collectifs en mobilisant des sources statistiques qui, jusque là, n'étaient pas exploitées pour la comptabilité nationale.

Enfin, la base 2000 a donné lieu à de nouvelles évaluations concernant :

- le redressement pour fraude et travail au noir,

- les actions non cotées,

- les flux d'intérêts,

- les échanges internationaux de services de transports.

Ces nouvelles évaluations se fondent le plus souvent sur une meilleure prise en compte des sources disponibles :

- l'exploitation par secteur d'activité des sources comptables a donné le total des consommations intermédiaires des branches, tandis que des sources diverses ont permis de les détailler par produits ;

- l'utilisation des données comptables des entreprises commerciales a conduit à réviser fortement la consommation commercialisable et les marges commerciales ;

- l'utilisation des données des « comptes satellites » a permis de réviser l'évaluation dans les domaines du logement et de la santé ;

- la cohérence entre le compte du Reste du monde et le compte des transactions courantes de la Balance des paiements a été améliorée. La mesure de la correction Caf-Fab retenue dans ces deux comptes est désormais la même, en l'occurrence celle de la Direction générale des douanes et des droits indirects. D'importantes révisions des transferts de salaires, introduites en Balance des paiements en 1999, ont été répercutées dans les comptes de la base 2000 sur l'évaluation de la rémunération des salariés en provenance et vers le Reste du monde.

Les critères de convergence de l'Union monétaire au sens des Traités de Maastricht et d'Amsterdam et les comptes nationaux

Les traités de Maastricht, puis d'Amsterdam, imposent aux États membres des critères de maîtrise des déficits publics dans le cadre des « programmes de stabilité et de croissance » :

– *le critère de stabilité des prix* : le taux d'inflation ne devra pas dépasser de plus de 1,5 % la moyenne des taux des trois États membres les moins inflationnistes.

– *les critères de maîtrise des déficits publics* : le déficit des finances publiques ne devra pas dépasser 3 % du PIB pour l'ensemble des Administrations publiques et la dette publique devra être limitée à 60 % maximum du PIB.

– le caractère durable de la convergence mesurée par le niveau du *taux d'intérêt nominal à long terme* qui ne devra pas dépasser de plus de 2 % la moyenne des taux d'intérêt des trois pays les plus performants en matière d'inflation.

Le déficit des finances publiques est mesuré par le besoin de financement du secteur des Administrations publiques, au sens des comptes nationaux. La dette publique est celle du secteur des Administrations publiques, mais mesurée différemment de celle des comptes nationaux. Elle est évaluée en valeur brute (sans déduction des créances des Administrations publiques sur les autres secteurs). Elle est cependant consolidée au sein des Administrations publiques. Elle est évaluée en valeur nominale et non à la valeur du marché. Les prêts et crédits commerciaux et les décalages comptables ne sont pas pris en compte.

Le 1er janvier 1999 onze pays de l'Union européenne adoptaient une monnaie unique « l'euro ». Trois ans après, le 1er janvier 2002, la mise en circulation de l'euro fiduciaire au sein de la « zone euro » concrétisait le succès de l'Union économique et monétaire. L'institution de la monnaie unique et l'existence d'une politique monétaire commune, axée sur la stabilité des prix, ont conduit à accorder une importance accrue aux politiques budgétaires et structurelles. D'une manière générale, les politiques nationales sont devenues des questions d'intérêt commun.

Les comptes nationaux français sont désormais établis en euros. Les utilisateurs qui souhaiteraient les comparer aux ordres de grandeur qui leur sont familiers pourront les obtenir par une simple multiplication par 6,55957, valeur du taux de change de l'euro par rapport au franc, au 31 décembre 1998. Ce coefficient s'applique quelle que soit l'année.

3 ○ Définitions

Administrations publiques (S13)[1]

Ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des Administrations publiques (S13) comprend les Administrations publiques centrales (S1311), les Administrations publiques locales (S1313) et les Administrations de sécurité sociale (S1314).

Branche

Une branche (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée. Ces unités de production peuvent être des portions d'établissement. Au contraire, un secteur regroupe des établissements entiers classés selon leur activité principale.

Capacité ou besoin de financement (B9A)

Solde du compte de capital. Il est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels). On parle de capacité de financement si le solde est positif, de besoin de financement s'il est négatif.

Consommation de capital fixe (K1)

Dépréciation subie par le capital fixe au cours de la période considérée par suite d'usure normale et d'obsolescence prévisible.

Le terme « brut » dans les expressions comme Produit intérieur brut ou Formation brute de capital fixe signifie que la consommation de capital fixe n'a pas été soustraite. Quand on la soustrait de ces grandeurs, leur valeur est dite « nette ».

Consommation des ménages

Le cadre de la comptabilité nationale comprend 2 agrégats relatifs à la consommation des ménages : les dépenses de consommation des ménages et la consommation effective des ménages.

La dépense de consommation des ménages (P31) se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. On y inclut aussi les loyers imputés, que les ménages propriétaires de leur résidence principale se versent implicitement à eux-mêmes.

La consommation effective des ménages (P41) est la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations et des Institutions sans but lucratif (ISBL). Ces dernières sont les dépenses des Administrations et des ISBL dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. C'est le cas en particulier des dépenses pour l'éducation et pour la santé. On distingue en leur sein des prestations sociales en nature (D631) et des transferts de biens et services non marchands (D632).

Consommation intermédiaire (P2)

Valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production. L'usure des actifs fixes mis en œuvre n'est pas prise en compte ; elle est enregistrée dans la consommation de capital fixe.

Cotisations sociales effectives (D611)

Ensemble des versements que les individus et leurs employeurs effectuent aux Administrations de sécurité sociale et aux régimes privés. Elles se décomposent en cotisations à la charge des employeurs (D6111), à la charge des salariés (D6112), et à la charge des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D6113).

Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D122)

Contrepartie des prestations sociales fournies directement par les employeurs à leurs salariés, leurs anciens salariés et autres ayants droit, diminuée le cas échéant des cotisations sociales à la charge des salariés.

Dépense de consommation des ménages (P31)

Voir Consommation des ménages.

Durée effective du travail

Temps de travail réellement effectué par les salariés de l'entreprise, en tenant compte explicitement des congés, du travail à temps partiel, du chômage dû aux intempéries, des arrêts pour maladie, maternité et accidents du travail. Cette durée ne prend pas en compte les heures supplémentaires.

Économie nationale

Ensemble des unités résidentes sur le territoire économique. Le territoire économique français comprend la métropole et les départements d'Outre-mer. Les départements d'Outre-mer ont été rattachés au territoire économique à partir de la base des

[1] Les codes inscrits entre parenthèse sont les codes d'opérations ou d'agents de la nomenclature internationale des comptes nationaux.

comptes nationaux 95. Dans les bases précédentes (56, 59, 62, 71 et 80), ils faisaient partie du Reste du monde.

Emploi intérieur

Ensemble des personnes, salariés et travailleurs indépendants, exerçant une activité rentrant dans le domaine de la production (voir ce mot) dans une unité institutionnelle résidente.

Emploi en personnes physiques

Effectif de l'emploi intérieur évalué en comptant chaque personne pour une unité, dans son activité principale, quelle que soit la durée du travail (durée hebdomadaire) ; cette population est évaluée en moyenne sur l'année.

Emploi équivalent temps plein

Nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique.

Entreprise individuelle (S14A)

Entreprise non financière qui n'a pas la forme juridique de société. En comptabilité nationale, les entreprises individuelles ne sont pas dissociées des ménages qui les possèdent. Leurs opérations sont donc retracées dans les comptes du secteur institutionnel des ménages.

Épargne (B8)

Solde du compte d'utilisation du revenu disponible et du compte d'utilisation du revenu disponible ajusté. Pour les ménages, elle est égale au revenu disponible diminué de la dépense de consommation, ou au revenu disponible ajusté diminué de la consommation effective (voir ces mots).

L'épargne peut être calculée nette, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Excédent brut d'exploitation (B2)

Solde du compte d'exploitation, pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des impôts sur les produits, et augmentée des subventions sur les produits.

Pour les entreprises individuelles, le solde du compte d'exploitation est le revenu mixte (voir ce mot).

L'excédent d'exploitation peut être calculé net, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Exportations de biens et de services (P6)

Ensemble des biens et des services fournis par des résidents à des non-résidents, à titre onéreux ou gratuit.

Formation brute de capital fixe (P51)

Elle est constituée par les acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

La formation de capital fixe peut aussi être calculée nette, si l'on soustrait la consommation de capital fixe.

Importations de biens et de services (P7)

Ensemble des biens et des services fournis par des non-résidents à des résidents, à titre onéreux ou gratuit.

Impôts sur la production et les importations (D2)

Versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les Administrations publiques ou par les institutions de l'Union européenne et qui frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ces impôts sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation. Ils comprennent les Impôts sur les produits (D21) et les autres impôts sur la production (D29), notamment les impôts sur les salaires et la main-d'œuvre.

Impôts sur les produits (D21)

Ils sont constitués essentiellement de la taxe sur la valeur ajoutée, de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, des droits de mutation à titre onéreux, des droits sur les alcools et les tabacs.

Impôts sur le revenu (D51)

Impôts frappant les revenus, les bénéfices et les gains en capital. Ils sont établis sur les revenus effectifs ou présumés des personnes physiques, ménages, sociétés et institutions sans but lucratif au service des ménages.

Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM, S15)

Ensemble des unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages. Leurs ressources principales proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des Administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété.

Investissement

Voir Formation brute de capital fixe (FBCF).

Ménages (S14)

Individus ou groupes d'individus considérés tant dans leur fonction de consommateurs (S14B) que dans celle, éventuelle, d'entrepreneurs (S14A) produisant des biens marchands ou des services financiers et non financiers marchands.

Opérations financières

Ensemble des opérations entre deux unités institutionnelles portant sur des actifs ou des passifs financiers. Certaines opérations sont purement financières : prêts, émissions ou cessions de titres. D'autres sont la contrepartie d'une opération sur biens et services ou d'une opération de répartition, qui se traduit par un transfert de moyens de paiement ou la naissance d'un crédit.

Opérations de répartition (D)

Opérations par lesquelles la valeur ajoutée générée par la production est distribuée entre la main-d'œuvre, le capital et les Administrations publiques, et opérations de redistribution du revenu et de la richesse.

Population active

La population active est définie aux fins de la Comptabilité nationale comme comprenant toutes les personnes des deux sexes au-dessus d'un âge déterminé qui fournissent, durant une période de référence spécifiée, la main-d'œuvre nécessaire aux activités de production (telles que retenues dans la définition de la production du système de comptabilité nationale, SCN). Elle comprend toutes les personnes qui remplissent les conditions pour être considérées comme personnes pourvues d'un emploi (salariés ou non salariés) ou comme chômeurs.

En comptabilité nationale, la population active résidente comprend les diplomates et militaires français à l'étranger mais exclut les diplomates et militaires étrangers qui ont leur résidence habituelle en France.

Population totale

Ensemble des personnes, nationaux ou étrangers, établies de façon durable sur le territoire économique du pays, même si ces personnes en sont temporairement absentes. La population totale est calculée à une date déterminée. Toutefois, la moyenne annuelle du nombre d'habitants fournit une base appropriée pour l'estimation des variables de la comptabilité nationale ou comme dénominateur en cas de comparaisons.

Prélèvements obligatoires

Ensemble des impôts et des cotisations sociales effectives perçues par les Administrations publiques et les institutions européennes. Cotisations sociales et impôts sont comptabilisés pour leurs montants dus, mais les prélèvements obligatoires sont nets des montants dus non recouvrables. Le taux de prélèvements obligatoires est le rapport des prélèvements au PIB.

Prestations sociales

Transferts aux ménages destinés à alléger la charge financière que représente pour ceux-ci la protection contre un certain nombre de risques ou de besoins ; ils sont effectués par l'intermédiaire de régimes organisés de façon collective ou, en dehors de ces régimes, par des unités des Administrations publiques ou des ISBLSM.
Les prestations délivrées par les institutions de protection sociale prennent plusieurs formes :
– prestations sociales (au sens strict) : versement en espèces (pensions de retraite, allocations, indemnités, ...) ou en nature (remboursement de soins ou de médicaments, ...) ;
– prestations de services sociaux : accès gratuit ou à tarif réduit à des services comme l'hospitalisation publique, l'hébergement en maison de retraite, la réduction de tarif des transports en commun pour les familles nombreuses ou les personnes âgées ;
– prestations fiscales : artifice comptable qui correspond aux réductions d'impôts dus à la vieillesse ou à la charge d'enfants.

Prix d'acquisition

Montant effectif payé par l'acheteur par unité de bien ou de service achetée. Il comprend les impôts, la TVA ne comptant que pour sa partie non déductible, et les subventions sur les produits sont déduites. Il comprend aussi les frais de transport acquittés séparément par l'acheteur pour prendre possession des produits au moment et au lieu voulus. Il exclut les intérêts qui viennent s'ajouter en cas d'octroi d'un crédit.

Prix de base

Montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, diminué des impôts sur les produits et augmenté des subventions sur les produits. Le prix de base exclut les frais de transport facturés séparément.

Prix Caf (coût, assurance, fret)

Prix d'un bien à la frontière du pays importateur ou le prix d'un service fourni à un résident avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations et paiement de toutes les marges commerciales et de transport dans le pays.

Prix Fab (franco à bord)

Prix d'un bien à la frontière du pays exportateur ou d'un service fourni à un non résident. Il comprend la valeur des biens ou des services au prix de base, des services de transport et de distribution jusqu'à la frontière, les impôts moins les subventions.

Production (P1)

Activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services, et résultat de cette activité. Les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain ne font pas partie de la production.

Production marchande (P11)

Production écoulée ou destinée à être écoulée sur le marché. Elle comprend :
– les produits vendus à un prix économiquement significatif (c'est-à-dire un prix couvrant plus de 50 % des coûts de production) ;
– les produits troqués ;
– les produits utilisés pour effectuer des paiements en nature, y compris les rémunérations des salariés en nature ;
– les produits livrés par une unité d'activité économique locale à une autre unité d'activité économique locale appartenant à la même unité institutionnelle et destinés à être utilisés par cette dernière pour sa consommation intermédiaire ;
– les produits ajoutés aux stocks de biens finis et de travaux en cours, destinés à une ou plusieurs des utilisations précédentes.

Productivité apparente du travail

Rapport de la valeur ajoutée en volume au volume de travail mis en œuvre dans le processus de production. La productivité est dite horaire lorsque le volume de travail est mesuré par le nombre d'heures travaillées. Elle peut également être mesurée par tête (par personne physique) ou par emploi équivalent temps plein.

Production pour usage final propre (P12)

Biens ou services qu'une unité institutionnelle produit et conserve pour sa consommation finale ou sa formation brute de capital fixe.

Produit intérieur brut aux prix du marché (B1)

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.
Il peut se définir de trois manières :
– le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
– le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
– le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Rémunération des salariés (D1)

Ensemble des rémunérations en espèces et en nature que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers : salaires et traitements bruts en espèces et en nature, cotisations sociales effectives et imputées à la charge des employeurs.

Reste du monde (S2)

Les comptes du Reste du monde retracent les relations économiques entre les unités qui font partie du territoire économique et celles qui n'en font pas partie.

Revenu disponible (B6)

Revenu résultant de la répartition de la valeur ajoutée, de la distribution des revenus de la propriété et des opérations de redistribution.

Revenu disponible ajusté (B7)

Pour les ménages, revenu disponible augmenté des transferts sociaux en nature contrepartie des consommations individualisables incluses dans les dépenses des Administrations publiques et les Institutions sans but lucratif au service des ménages (voir Consommation effective des ménages).

Revenu mixte (B3)

Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

Revenus primaires

Revenus dont disposent les unités résidentes du fait de leur participation directe à des processus de production et revenus de la propriété.

Revenus de la propriété (D4)

Revenus que reçoit le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit en échange de sa mise à la disposition d'une autre unité institutionnelle. Ils comprennent principalement les dividendes versés par les sociétés, les intérêts et les loyers des terrains (les loyers des logements, actifs corporels produits, sont considérés comme le paiement d'un service).

Salaires et traitements en nature (D112)

Biens, services ou autres avantages fournis gratuitement ou à prix réduit par les employeurs à leurs salariés et que ceux-ci peuvent utiliser à leur convenance pour satisfaire leurs besoins ou ceux des autres membres de leur ménage.

Secteurs institutionnels

Les différents acteurs de la vie économique sont regroupés dans des ensembles considérés comme pertinents. Les unités, dites institutionnelles, constituent les unités de base de la comptabilité nationale : ce sont des unités susceptibles de posséder elles-mêmes des actifs, de souscrire des engagements, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres unités. Les secteurs institutionnels regroupent les unités institutionnelles ayant des comportements économiques similaires caractérisés par leur fonction principale et la nature de leur activité.

On distingue cinq secteurs institutionnels résidents : les sociétés non financières (S11), les sociétés financières (S12), les Administrations publiques (S13), les ménages (S14), les Institutions sans but lucratif au service des ménages (S15).

Les unités non-résidentes qui entretiennent des relations économiques avec des unités résidentes sont regroupées dans le Reste du monde (S2).

Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim)

Services non facturés mesurés par les marges que les intermédiaires financiers obtiennent sur les crédits et les dépôts de leur clientèle. Les Sifim sur les dépôts représentent l'écart entre les intérêts versés et les coûts de refinancement que ces dépôts permettent d'éviter. Les Sifim sur les crédits représentent l'écart entre les intérêts reçus et les coûts de refinancement de ces crédits.

Sociétés financières (S12)

Ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) et/ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers).

Sociétés non financières (S11)

Ensemble des unités institutionnelles qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers, et dont les opérations de répartition et les opérations financières sont séparées de celles de leurs propriétaires.

Subventions (D3)

Transferts courants sans contrepartie que les Administrations publiques ou les institutions de l'Union européenne versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production. On distingue les Subventions sur les produits (D31), versées par unité de bien ou de service produite ou importée, et les Autres subventions sur la production (D39).

Transferts sociaux en nature (D63)

Biens et services individuels qui sont fournis gratuitement aux ménages par les Administrations publiques ou les Institutions sans but lucratif. Ils comprennent d'une part les prestations sociales en nature (D631) qui sont destinées à alléger la charge financière que représente la protection contre un certain nombre de risques ou de besoins, tels les remboursements de sécurité sociale, et d'autre part les transferts de biens et services non marchands individuels (D632), c'est-à-dire essentiellement les services d'éducation et d'hospitalisation pris en charge par les Administrations.

Unité institutionnelle

Centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale. Une unité résidente est dite institutionnelle dès lors qu'elle dispose d'une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale et qu'elle dispose d'une comptabilité complète, ou au moins qu'elle serait en mesure d'en établir une pertinente du point de vue économique ou juridique.

Les unités institutionnelles sont regroupées en secteurs institutionnels.

Valeur ajoutée (B1)

Solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Variation des stocks (P52)

Valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.

4 Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Département des « Comptes nationaux de l'Insee », Cellule « Rapport sur les comptes ».

Organismes :

– Insee.
– Eurostat, Office statistique de l'Union européenne.
– Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Site Internet :

– www.insee.fr : les données détaillées des comptes nationaux en base 2000 sont dorénavant publiées sur le site.

Publications :

Insee

Insee-Méthodes :
– « Méthodologie des comptes trimestriels », n° 108, février 2005.

Insee-Références
– « L'Économie française – comptes et dossiers, édition 2005-2006 », juillet 2005.

Insee-Première :
– « Les comptes extérieurs de la France en 2004 – Le besoin de financement se creuse », n° 1035, juillet 2005 ;
– « Les comptes financiers de la Nation en 2004 », n° 1019, mai 2005 ;
– « Les comptes des Administrations publiques en 2004 », n° 1018, mai 2005 ;
– « Les comptes de la Nation en 2004 », n° 1017, mai 2005.

Économie et Statistique :
– « Ralentissement de la productivité et réallocations d'emplois : deux régimes de croissance », n° 367, février 2004 ;
– « La croissance européenne perturbée par un cycle de courte période », n^{os} 359-360, avril 2003.

Document de travail :
– « Les indices de compétitivité des pays : interprétation et limites », n° G 2002/16, S. Grégoir et F. Maurel.

.

TABLEAU I.01-1

Ressources et emplois de biens et services : à prix courants - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : Milliard d'euros

	2000	2001	2002	2003	2004
RESSOURCES					
Produit intérieur brut	**1 441,4**	**1 497,2**	**1 548,6**	**1 585,2**	**1 648,4**
Importations	**398,7**	**403,8**	**393,4**	**390,2**	**424,0**
Total ressources	**1 840,1**	**1 901,0**	**1 942,0**	**1 975,3**	**2 072,4**
EMPLOIS					
Dépenses de consommation finale :					
Des ménages	783,9	817,4	844,4	868,0	901,2
Individuelle des administrations publiques	206,3	215,7	232,1	245,6	255,5
Collective des administrations publiques	123,8	125,5	130,1	131,8	138,9
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	19,4	20,8	21,8	22,0	23,1
Total dépenses de consommation finale	**1 133,4**	**1 179,4**	**1 228,3**	**1 267,5**	**1 318,7**
Formation brute de capital fixe :					
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	154,6	161,8	158,2	157,4	165,2
Des ménages hors entreprises individuelles	68,0	71,3	74,2	79,5	85,8
Des sociétés financières	11,9	11,7	10,9	11,8	10,3
Des administrations publiques	44,5	45,1	45,3	49,6	52,5
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1
Total formation brute de capital fixe	**280,7**	**291,6**	**290,6**	**300,3**	**316,0**
Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeurs	**1,0**	**1,0**	**0,9**	**0,7**	**0,7**
Variation des stocks	**13,3**	**7,9**	**2,2**	**– 0,8**	**8,9**
Exportations	**411,7**	**421,0**	**419,9**	**407,7**	**428,1**
Total emplois	**1 840,1**	**1 901,0**	**1 942,0**	**1 975,3**	**2 072,4**

TABLEAU I.01-2

Ressources et emplois de biens et services en volume - France entière

Prix chaînés, base 2000 (1)

Source : Insee (Comptes de la nation - base 2000) — *Unité* : Milliard d'euros

	2000	2001	2002	2003	2004
RESSOURCES					
Produit intérieur brut	**1 441,4**	**1 470,9**	**1 488,9**	**1 500,8**	**1 535,6**
Importations	**398,7**	**407,4**	**414,4**	**417,3**	**446,0**
EMPLOIS					
Dépenses de consommation finale :					
Des ménages	783,9	803,7	821,5	833,4	850,3
Individuelle des administrations publiques	206,3	213,0	222,1	228,7	233,7
Collective des administrations publiques	123,8	123,7	124,3	124,7	129,0
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	19,4	20,2	21,2	20,7	21,6
Total dépenses de consommation finale	**1 133,4**	**1 160,6**	**1 189,1**	**1 207,5**	**1 234,6**
Formation brute de capital fixe :					
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	154,6	160,7	156,0	156,1	160,6
Des ménages hors entreprises individuelles	68,0	68,9	69,7	72,4	74,7
Des sociétés financières	11,9	11,6	10,9	12,1	10,7
Des administrations publiques	44,5	44,4	43,9	47,6	49,1
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	1,7	1,8	1,9	1,9	2,0
Total formation brute de capital fixe	**280,7**	**287,3**	**282,5**	**290,2**	**297,4**
Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeurs	**1,0**	**0,8**	**0,6**	**0,4**	**0,4**
Variation des stocks	**13,3**	**7,5**	**2,7**	**– 1,9**	**13,9**
Exportations	**411,7**	**422,1**	**428,3**	**420,9**	**433,8**

(1) Ces données sont issues des comptes en volume chaînés (cf. méthodologie de ce chapitre). Les équilibres comptables ne sont pas conservés.

TABLEAU I.01-3

Ressources et emplois de biens et services aux prix de l'année précédente - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) %

	2000	2001	2002	2003	2004
Dépenses de consommation finale :					
Des ménages	2,0	1,4	1,2	0,8	1,1
Des administrations publiques	0,5	0,5	0,7	0,5	0,6
Formation brute de capital fixe :					
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	0,8	0,4	– 0,3	n.s.	0,3
Des ménages hors entreprises individuelles	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Des sociétés financières	0,1	n.s.	n.s.	0,1	– 0,1
Des administrations publiques	0,3	n.s.	n.s.	0,2	0,1
Total formation brute de capital fixe	**1,4**	**0,5**	**– 0,3**	**0,5**	**0,5**
Solde extérieur des biens et services	**– 0,3**	**0,1**	**n.s.**	**– 0,6**	**– 0,9**
Exportations	3,3	0,7	0,4	– 0,5	0,8
Importations	– 3,6	– 0,6	– 0,5	– 0,2	– 1,7
Variation des stocks	**0,6**	**– 0,4**	**– 0,3**	**– 0,3**	**1,0**
Produit intérieur brut	**4,1**	**2,1**	**1,2**	**0,8**	**2,3**

TABLEAU I.01-4

Valeur ajoutée par branche à prix courants - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) *Unité* : Milliard d'euros

	2000	2001	2002	2003	2004
Agriculture	36,6	38,3	37,7	36,8	36,8
Industries agricoles et alimentaires	26,5	26,4	27,7	27,4	27,0
Industries des biens de consommation	36,2	37,9	37,5	38,3	38,2
Industrie automobile	16,0	15,6	17,0	16,1	16,3
Industries des biens d'équipement	45,2	45,7	45,0	42,1	42,2
Industries des biens intermédiaires	79,5	79,6	76,2	74,5	79,4
Énergie	25,6	25,6	27,1	28,7	30,6
Construction	66,6	70,8	73,1	79,9	87,8
Commerce	135,7	146,3	150,2	150,5	153,7
Transports	52,8	55,9	59,0	59,9	61,2
Activités financières	66,4	61,1	66,3	67,7	68,3
Activités immobilières	158,8	169,0	174,1	183,9	194,7
Services aux entreprises	202,7	215,5	225,9	228,5	236,5
Services aux particuliers	67,9	71,5	76,5	80,6	82,9
Éducation, santé, action sociale	169,4	177,7	189,1	199,0	206,3
Administration	104,9	107,7	110,2	111,8	116,5
Ensemble des valeurs ajoutées (aux prix de base (1))	**1 290,7**	**1 344,7**	**1 392,6**	**1 425,6**	**1 478,2**
TVA	105,9	107,5	109,4	112,4	119,3
Impôts sur importations	1,8	1,7	1,6	1,6	1,7
Autres impôts sur les produits	60,3	60,2	64,2	64,7	67,6
Subventions à l'importation	–	–	–	–	–
Autres subventions sur les produits	– 17,3	– 16,9	– 19,2	– 19,2	– 18,4
Produit intérieur brut	**1 441,4**	**1 497,2**	**1 548,6**	**1 585,2**	**1 648,4**

(1) La production et par conséquent la valeur ajoutée sont évaluées aux « prix de base ». Le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits payés par les producteurs et inclut les subventions sur les produits reçues par les producteurs.

TABLEAU I.01-5

Valeur ajoutée par branche en volume - France entière

Prix chaînés, base 2000 (1)

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : Milliard d'euros

	2000	2001	2002	2003	2004
Agriculture	36,6	35,6	37,4	33,0	36,9
Industries agricoles et alimentaires	26,5	25,5	25,9	26,8	26,0
Industries des biens de consommation	36,2	38,2	38,3	38,8	39,9
Industrie automobile	16,0	14,6	14,8	14,4	14,4
Industries des biens d'équipement	45,2	46,4	45,8	44,4	45,0
Industries des biens intermédiaires	79,5	80,8	80,4	79,7	80,8
Énergie	25,6	28,4	30,0	30,8	31,9
Construction	66,6	68,9	68,0	70,5	72,2
Commerce	135,7	138,3	138,6	139,6	142,7
Transports	52,8	52,2	53,3	53,5	54,5
Activités financières	66,4	64,8	66,1	67,0	68,4
Activités immobilières	158,8	164,7	165,6	170,5	175,7
Services aux entreprises	202,7	206,7	213,0	214,5	221,3
Services aux particuliers	67,9	70,6	75,3	76,3	75,9
Éducation, santé, action sociale	169,4	175,2	176,8	178,8	180,4
Administration	104,9	105,6	102,9	103,3	106,2
Ensemble des valeurs ajoutées (aux prix de base (2))	**1 290,7**	**1 316,5**	**1 332,2**	**1 342,1**	**1 372,6**
TVA	105,9	108,3	110,9	113,1	117,1
Impôts sur importations	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6
Autres impôts sur les produits	60,3	61,5	61,8	60,9	61,3
Subventions à l'importation	–	–	–	–	–
Autres subventions sur les produits	– 17,3	– 17,1	– 17,6	– 16,8	– 16,9
Produit intérieur brut	**1 441,4**	**1 470,9**	**1 488,9**	**1 500,8**	**1 535,6**

(1) Ces données sont issues des comptes en volume chaînés (cf. méthodologie de ce chapitre). Les équilibres comptables ne sont pas conservés.
(2) La production et par conséquent la valeur ajoutée, sont évaluées aux « prix de base » ; le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits payés par les producteurs et inclut les subventions sur les produits reçues par les producteurs.

TABLEAU I.01-6

Partage de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels à prix courants - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : Milliard d'euros

	2000	2001	2002	2003	2004
Valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels	**1 290,7**	**1 344,7**	**1 392,6**	**1 425,6**	**1 478,2**
Rémunération des salariés	747,7	781,5	813,8	833,9	857,9
dont : Salaires et traitements bruts	547,6	574,2	598,7	611,0	628,1
Cotisations sociales à la charge des employeurs	200,1	207,3	215,1	222,9	229,8
Impôts sur la production et les importations	60,1	61,0	63,2	65,0	69,7
Subventions	– 13,6	– 16,0	– 16,2	– 16,5	– 16,0
Excédent brut d'exploitation	396,5	410,0	422,2	430,8	450,3
Revenu mixte brut	100,0	108,1	109,6	112,4	116,3

TABLEAU I.01-7

Principaux agrégats par secteur institutionnel, à prix courants - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : Milliard d'euros

	2000	2001	2002	2003	2004
Valeur ajoutée totale	**1 290,7**	**1 344,7**	**1 392,6**	**1 425,6**	**1 478,2**
dont : Sociétés non financières	725,5	760,1	784,3	799,3	828,5
Sociétés financières	65,5	60,2	65,3	66,6	67,2
Administrations publiques	230,0	238,6	249,9	257,0	266,1
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	254,7	269,6	276,4	285,6	298,4
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	15,1	16,1	16,8	17,1	18,1
Revenu disponible brut	**1 444,3**	**1 497,6**	**1 534,2**	**1 571,1**	**1 633,1**
dont : Sociétés non financières	119,4	125,5	118,5	128,7	128,6
Sociétés financières	19,7	6,8	9,8	20,2	22,2
Administrations publiques	361,3	372,4	366,6	365,6	391,8
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	923,0	970,4	1 015,5	1 032,9	1 065,6
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	21,0	22,5	23,9	23,8	24,9
Dépenses de consommation finale	**1 133,4**	**1 179,4**	**1 228,3**	**1 267,5**	**1 318,7**
dont : Collective des administrations publiques	123,8	125,5	130,1	131,8	138,9
Individuelle des administrations publiques	206,3	215,7	232,1	245,6	255,5
Individuelle des ménages (y compris entrepreneurs individuels)	783,9	817,4	844,4	868,0	901,2
Individuelle des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	19,4	20,8	21,8	22,0	23,1
Dépenses de consommation effective des ménages (1)	**1 009,6**	**1 053,9**	**1 098,2**	**1 135,6**	**1 179,8**
Épargne brute	**310,9**	**318,2**	**305,9**	**303,6**	**314,3**
dont : Sociétés non financières	119,4	125,5	118,5	128,7	128,6
Sociétés financières	19,7	6,8	9,8	20,2	22,2
Administrations publiques	31,2	31,2	4,5	– 11,9	– 2,7
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	139,1	153,0	171,1	164,8	164,4
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	1,5	1,7	2,1	1,8	1,8
Formation brute de capital fixe	**280,7**	**291,6**	**290,6**	**300,3**	**316,0**
dont : Sociétés non financières	154,6	161,8	158,2	157,4	165,2
Sociétés financières	11,9	11,7	10,9	11,8	10,3
Administrations publiques	44,5	45,1	45,3	49,6	52,5
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	68,0	71,3	74,2	79,5	85,8
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1
Capacité (+) ou besoin de financement (-) de la Nation	**17,4**	**16,9**	**12,3**	**– 4,2**	**– 10,4**
en % du PIB	**1,2**	**1,1**	**0,8**	**– 0,3**	**– 0,6**
dont : Sociétés non financières	– 33,5	– 27,9	– 25,5	– 18,7	– 28,3
Sociétés financières	4,7	– 4,3	– 0,7	9,0	13,1
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	66,8	71,5	86,4	70,9	63,9
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	0,7	0,9	1,1	1,2	1,0
Administrations publiques	– 21,3	– 23,3	– 49,1	– 66,6	– 60,1

(1) La dépense de consommation finale effective des ménages comprend la dépense de consommation individuelle des ménages (celle qu'ils supportent directement) et les consommations individualisables des Administrations publiques et ISBLSM (institutions sans but lucratif au service des ménages), tout particulièrement les dépenses pour l'éducation et la santé.

TABLEAU I.01-8

Principaux agrégats par habitant - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : Euro

	2000	2001	2002	2003	2004
PIB (prix courants)	23 759	24 526	25 210	25 650	26 511
PIB (prix chaînés, base 2000)	23 759	24 096	24 239	24 286	24 698
Revenu national brut	24 085	24 817	25 279	25 767	26 652
Revenu disponible brut des ménages	15 214	15 896	16 532	16 713	17 139
Dépenses de consommation finale des ménages (prix courants)	12 921	13 390	13 746	14 046	14 494
Épargne brute des ménages	2 293	2 506	2 786	2 667	2 645
Capacité de financement des ménages	1 101	1 171	1 406	1 147	1 027

TABLEAU I.01-9

Compte d'utilisation du revenu des ménages et principaux ratios - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unités* : Milliard d'euros et %

	2000	2001	2002	2003	2004
Compte d'utilisation du revenu des ménages					
Revenu disponible brut ajusté	1 148,7	1 206,9	1 269,4	1 300,4	1 344,3
Revenu disponible brut	923,0	970,4	1 015,5	1 032,9	1 065,6
Transferts sociaux en nature	225,7	236,5	253,9	267,6	278,6
Prestations sociales en nature	115,2	120,0	129,1	138,6	146,0
Transferts de biens et services non marchands individuels	110,6	116,6	124,8	128,9	132,7
Revenu disponible brut	923,0	970,4	1 015,5	1 032,9	1 065,6
Dépenses de consommation finale	783,9	817,4	844,4	868,0	901,2
Épargne brute	139,1	153,0	171,1	164,8	164,4
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	66,8	71,5	86,4	70,9	63,9
	%				
Taux d'épargne (1)	15,1	15,8	16,9	16,0	15,4
Taux d'épargne financière (2)	7,2	7,4	8,5	6,9	6,0
Évolution annuelle du pouvoir d'achat (3)					
Salaires et traitements bruts	3,8	3,2	3,2	0,6	1,0
Cotisations sociales à la charge des salariés	2,7	3,4	4,9	3,4	1,4
Salaires et traitements nets	4,0	3,1	3,0	0,2	0,9
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	0,3	2,1	4,3	2,8	2,2
Revenus salariaux et sociaux	2,6	2,8	3,5	1,2	1,4
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	3,4	5,1	1,2	2,1	2,8
Cotisations des non salariés	3,4	7,4	1,3	0,7	2,5
Revenu disponible brut	3,4	3,4	3,6	0,4	1,4
Prix des dépenses de consommation finale (évolution annuelle)	2,3	1,7	1,1	1,3	1,8

(1) Épargne brute / Revenu disponible brut.
(2) Capacité de financement / Revenu disponible brut.
(3) Le déflateur utilisé est l'indice de prix des dépenses de consommation finale des ménages.

TABLEAU I.01-10

Principaux ratios des entreprises non financières - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — %

	2000	2001	2002	2003	2004
Sociétés non financières					
Rémunération des salariés / valeur ajoutée (VA)	64,6	64,8	65,4	65,5	65,1
Taux de marge (excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute)	31,2	31,3	30,7	30,6	30,8
Taux d'investissement (FBCF / valeur ajoutée brute)	20,5	20,5	19,3	18,6	18,9
Taux d'épargne (épargne brute / valeur ajoutée brute)	16,5	16,5	15,1	16,1	15,5
Taux d'autofinancement (épargne brute / FBCF)	80,4	80,6	78,2	86,6	82,2
Entrepreneurs individuels					
Rémunération des salariés / valeur ajoutée	19,5	18,3	17,9	17,9	17,7
Taux de marge (revenu mixte / valeur ajoutée brute)	80,0	81,5	81,5	81,8	82,0
Taux d'investissement (FBCF / valeur ajoutée brute)	5,2	4,9	5,3	6,6	6,4
VA des entrepreneurs individuels / VA totale des sociétés non financières et entreprises individuelles	14,1	14,2	14,0	14,1	14,1

TABLEAU I.01-11

Emploi intérieur (1) total par branche et par secteur institutionnel - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : Millier de personnes

	(2) TES 16 ou secteur	2001		2002		2003		2004	
		Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein
Branche									
Agriculture	EA	947,6	1 130,2	927,8	1 110,6	906,3	1 093,3	881,8	1 069,3
Industries agricoles et alimentaires	EB	563,3	553,4	577,0	567,2	591,0	584,3	586,4	579,8
Industries des biens de consommation	EC	660,3	682,8	608,9	633,8	587,8	610,6	569,8	591,0
Industrie automobile	ED	231,3	232,3	230,0	231,2	232,2	233,4	230,8	232,0
Industries des biens d'équipement	EE	808,4	811,7	775,7	778,5	775,6	779,4	756,0	760,9
Industries des biens intermédiaires	EF	1 431,7	1 441,3	1 403,1	1 409,7	1 386,0	1 393,4	1 344,3	1 351,5
Énergie	EG	208,0	202,6	205,3	199,8	202,9	196,4	200,5	193,7
Construction	EH	1 505,3	1 626,9	1 531,8	1 653,6	1 532,7	1 656,3	1 571,6	1 693,3
Commerce	EJ	3 244,7	3 099,8	3 322,1	3 199,6	3 234,1	3 126,0	3 250,7	3 141,7
Transports	EK	1 095,0	1 103,8	1 110,3	1 123,8	1 113,9	1 128,0	1 112,8	1 124,0
Activités financières	EL	745,4	728,5	762,5	744,9	763,6	748,8	763,3	748,3
Activités immobilières	EM	250,0	258,1	252,9	262,0	258,0	267,2	259,9	268,9
Services aux entreprises	EN	3 905,4	3 884,1	3 957,7	3 967,3	3 983,0	3 984,9	4 016,4	4 022,1
Services aux particuliers	EP	2 030,1	1 958,6	2 107,9	2 056,4	2 155,4	2 086,3	2 195,3	2 114,7
Éducation, santé, action sociale	EQ	4 659,3	4 357,1	4 776,9	4 453,3	4 826,2	4 489,8	4 835,4	4 483,7
Administration	ER	2 438,0	2 273,8	2 351,8	2 189,6	2 332,6	2 178,9	2 297,8	2 148,1
Ensemble		**24 723,8**	**24 345,0**	**24 901,7**	**24 581,3**	**24 881,3**	**24 557,0**	**24 872,7**	**24 522,9**
Secteur institutionnel									
Sociétés non financières (SNF)	S11	13 577,0	13 320,3	13 754,9	13 560,3	13 708,2	13 536,4	13 756,0	13 571,9
Sociétés financières (SF)	S12	686,1	672,2	705,4	690,8	707,8	695,4	707,3	695,2
Administrations publiques (APU)	S13	5 467,0	5 071,2	5 535,7	5 116,9	5 580,6	5 162,2	5 570,5	5 147,7
Ménages (y compris EI)	S14	4 130,9	4 524,5	4 070,7	4 478,1	4 079,4	4 467,9	4 069,7	4 445,7
Entrepreneurs individuels (EI)	S14A	3 380,3	3 720,8	3 306,9	3 649,5	3 308,7	3 651,2	3 295,5	3 643,7
Autres	S14B	750,6	803,7	763,8	828,7	770,7	816,7	774,2	802,0
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	S15	862,8	756,8	835,0	735,1	805,4	695,1	769,1	662,4
Total des secteurs résidents	**S1**	**24 723,8**	**24 345,0**	**24 901,7**	**24 581,3**	**24 881,3**	**24 557,0**	**24 872,7**	**24 522,9**

(1) Emploi intérieur : ensemble des personnes physiques résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente. En personnes physiques, il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, quelle que soit la durée de son travail, son type d'emploi (y compris précaire), civil ou militaire, salarié ou non (indépendants et aides familiaux non rémunérés). En équivalent temps plein, chaque personne est comptabilisée pour sa quotité de temps partiel (0,5 pour un mi-temps).
(2) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU I.01-12

Emploi intérieur salarié (1) par branche - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : Millier de personnes

Branche	TES 16 (2)	2001		2002		2003		2004	
		Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein
Agriculture	EA	377,6	381,5	367,6	384,5	362,4	387,3	351,5	376,1
Industries agricoles et alimentaires	EB	492,3	483,5	506,1	496,9	520,1	514,2	515,3	509,5
Industries des biens de consommation	EC	613,3	628,6	561,8	579,8	540,8	557,2	522,7	538,0
Industrie automobile	ED	230,1	231,2	228,8	230,1	231,1	232,3	229,6	230,9
Industries des biens d'équipement	EE	786,7	790,8	753,9	757,6	753,9	758,5	734,3	739,8
Industries des biens intermédiaires	EF	1 399,4	1 409,3	1 370,7	1 377,6	1 353,6	1 361,5	1 312,0	1 319,3
Énergie	EG	207,0	201,6	204,4	198,9	202,0	195,4	199,5	192,7
Construction	EH	1 288,1	1 348,0	1 309,8	1 367,9	1 305,4	1 366,2	1 337,9	1 394,5
Commerce	EJ	2 878,1	2 741,0	2 955,5	2 840,4	2 864,6	2 766,4	2 879,8	2 781,0
Transports	EK	1 037,5	1 046,5	1 053,1	1 066,5	1 056,6	1 070,9	1 055,3	1 066,5
Activités financières	EL	715,0	699,7	732,2	716,3	733,2	720,1	732,8	719,5
Activités immobilières	EM	222,2	232,0	225,3	235,9	230,3	241,0	232,1	242,7
Services aux entreprises	EN	3 721,4	3 655,0	3 774,9	3 736,0	3 799,6	3 754,0	3 832,1	3 788,8
Services aux particuliers	EP	1 746,2	1 650,3	1 825,7	1 748,2	1 872,3	1 776,1	1 911,0	1 801,7
Éducation, santé, action sociale	EQ	4 370,6	4 071,5	4 489,9	4 168,4	4 538,2	4 204,0	4 546,2	4 197,0
Administration	ER	2 433,6	2 269,7	2 347,4	2 185,5	2 328,2	2 174,8	2 293,4	2 143,9
Ensemble		**22 519,1**	**21 840,2**	**22 707,1**	**22 090,5**	**22 692,3**	**22 079,9**	**22 685,5**	**22 042,1**

(1) Emploi intérieur salarié : ensemble des personnes physiques résidentes ou non, ayant un emploi salarié dans une unité de production résidente. Il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, quelle que soit la durée de son travail, son type d'emploi (y compris précaire), civil ou militaire. En équivalent temps plein, chaque personne est comptabilisée pour sa quotité de temps partiel (0,5 pour un mi-temps).
(2) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU I.01-13

Durée annuelle effective du travail et productivité horaire apparente du travail par branche - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000)

Branche	TES 16 (1)	2000		2001		2002		2003	
		Durée annuelle effective du travail (2)	Productivité horaire apparente du travail (3)	Durée annuelle effective du travail (2)	Productivité horaire apparente du travail (3)	Durée annuelle effective du travail (2)	Productivité horaire apparente du travail (3)	Durée annuelle effective du travail (2)	Productivité horaire apparente du travail (3)
Agriculture	**EA**	**1 547,4**	**– 2,5**	**1 591,5**	**– 0,4**	**1 581,9**	**12,1**	**1 597,1**	**– 9,8**
Industrie	**EB à EG**	**1 582,9**	**6,5**	**1 556,5**	**2,6**	**1 524,4**	**5,3**	**1 521,0**	**0,5**
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 533,6	0,5	1 515,5	– 3,3	1 479,7	1,4	1 485,1	0,1
Industries des biens de consommation	EC	1 604,4	14,6	1 580,1	6,6	1 560,0	9,9	1 552,2	5,3
Industrie automobile	ED	1 563,9	5,4	1 536,9	– 9,0	1 523,6	2,8	1 518,3	– 3,8
Industries des biens d'équipement	EE	1 607,8	6,2	1 586,7	3,3	1 552,5	5,2	1 547,8	– 2,9
Industries des biens intermédiaires	EF	1 599,6	6,3	1 563,7	1,8	1 524,7	4,1	1 520,9	0,6
Énergie	EG	1 452,2	2,8	1 441,9	10,9	1 431,4	7,9	1 433,9	3,8
Construction	**EH**	**1 754,1**	**5,1**	**1 733,2**	**2,5**	**1 690,5**	**– 1,1**	**1 682,8**	**4,3**
Services principalement marchands	**EJ à EP**	**1 528,6**	**3,3**	**1 522,0**	**– 0,8**	**1 490,8**	**2,2**	**1 484,7**	**1,9**
Commerce	EJ	1 548,2	5,2	1 523,8	1,2	1 499,2	– 0,4	1 496,5	3,5
Transports	EK	1 638,6	– 0,1	1 657,2	– 5,9	1 627,5	2,5	1 620,4	0,5
Activités financières	EL	1 513,7	13,6	1 491,4	– 3,3	1 445,0	2,9	1 451,9	0,7
Activités immobilières	EM	1 609,1	9,3	1 667,0	2,0	1 619,2	2,4	1 601,0	2,0
Services aux entreprises	EN	1 528,3	– 0,9	1 535,8	– 2,8	1 505,3	3,9	1 495,2	0,8
Services aux particuliers	EP	1 426,3	2,3	1 403,6	2,6	1 371,1	5,8	1 367,2	0,4
Services administrés	**EQ à ER**	**1 336,3**	**2,5**	**1 325,2**	**3,3**	**1 273,3**	**3,0**	**1 276,2**	**0,3**
Éducation, santé, action sociale	EQ	1 246,3	2,6	1 237,4	3,5	1 203,2	1,1	1 208,3	– 0,2
Administration	ER	1 494,1	2,3	1 483,0	3,0	1 407,3	6,4	1 408,5	1,1
Ensemble		**1 491,5**	**3,7**	**1 481,5**	**1,1**	**1 443,7**	**3,2**	**1 440,6**	**1,1**

(1) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.
(2) La durée du travail effective (exprimée en heures annuelles par salarié) concerne le temps de travail effectué réellement par les salariés de l'entreprise et prend explicitement en compte les congés, le travail à temps partiel, le chômage dû aux intempéries, les arrêts maladie, maternité et accidents du travail. Elle comprend également les heures supplémentaires rémunérées et le travail au noir.
(3) La productivité horaire apparente du travail se définit comme le rapport entre le volume de la valeur ajoutée brute et le volume d'heures travaillées (par référence à l'emploi intérieur). On publie ici l'évolution par rapport à l'année précédente.

TABLEAU I.01-14

Grands agrégats et opérations avec le reste du Monde - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : Milliard d'euros

	2000	2001	2002	2003	2004
Dépenses de consommation finale	1 133,4	1 179,4	1 228,3	1 267,5	1 318,7
Formation brute de capital fixe totale	280,7	291,6	290,6	300,3	316,0
Variations de stocks	13,3	7,9	2,2	– 0,8	8,9
Acquisitions - nettes des cessions - d'objets de valeur	1,0	1,0	0,9	0,7	0,7
Exportations de biens et de services	411,7	421,0	419,9	407,7	428,1
Importations de biens et de services	398,7	403,8	393,4	390,2	424,0
Produit intérieur brut	1 441,4	1 497,2	1 548,6	1 585,2	1 648,4
Revenu national brut	1 461,2	1 514,9	1 552,8	1 592,4	1 657,1
Revenu national disponible brut	1 444,3	1 497,6	1 534,2	1 571,1	1 633,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation	17,4	16,9	12,3	– 4,2	– 10,4

TABLEAU I.01-15

Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB (en volume)

Source : Perspectives économiques de l'OCDE (Juin 2005) %

	Moyenne 1980-1990	1991	*r* 1995	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*r* 2005	*e* 2006
Allemagne	2,3	5,1	1,8	1,9	3,1	1,0	0,1	– 0,1	1,0	1,2	1,8
Autriche	2,3	3,6	2,1	3,5	3,3	0,8	1,2	0,8	2,0	1,9	2,3
Belgique	2,0	1,8	2,3	3,2	3,7	0,9	0,9	1,3	2,7	1,3	2,4
Espagne	2,9	2,5	2,8	4,2	4,4	2,8	2,2	2,5	2,7	3,0	3,2
Finlande	3,1	– 6,4	3,5	3,2	5,4	1,0	2,2	2,5	3,4	2,2	2,9
France	**2,4**	**1,0**	**1,8**	**3,2**	**4,2**	**2,1**	**1,1**	**0,5**	**2,3**	**1,4**	**2,0**
Grèce	0,7	3,1	2,1	3,4	4,5	4,3	3,8	4,7	4,2	2,8	3,2
Irlande	3,6	1,9	9,6	11,1	9,9	6,0	6,1	3,6	4,9	5,3	5,0
Italie	2,3	1,4	3,0	1,7	3,2	1,7	0,4	0,4	1,0	– 0,6	1,1
Luxembourg	5,0	8,6	1,4	7,8	9,0	1,5	2,5	2,9	4,5	3,3	3,9
Pays-Bas	2,2	2,4	3,0	4,0	3,5	1,4	0,6	– 0,9	1,4	0,5	1,7
Portugal	3,3	4,4	4,3	3,8	3,4	1,7	0,4	– 1,1	1,0	0,7	2,1
Zone euro	**2,4**	**2,5**	**2,3**	**2,8**	**3,7**	**1,7**	**0,9**	**0,6**	**1,8**	**1,2**	**2,0**
Danemark	1,6	1,1	2,8	2,6	2,8	1,3	0,5	0,7	2,4	2,4	2,4
Royaume-Uni	2,6	– 1,4	2,9	2,9	3,9	2,3	1,8	2,2	3,1	2,4	2,4
Suède	2,2	– 1,1	4,2	4,4	4,4	1,2	2,0	1,6	3,0	2,8	3,3
Hongrie	...	...	1,5	4,2	5,2	3,8	3,5	3,0	4,0	3,6	3,9
Pologne	...	...	7,0	4,1	4,0	1,0	1,4	3,8	5,3	4,2	4,5
République tchèque	...	...	5,9	1,2	3,9	2,6	1,5	3,7	4,0	4,1	4,3
Slovaquie	...	...	5,8	1,5	2,0	3,8	4,6	4,5	5,5	4,8	5,7
Norvège	2,4	3,6	4,4	2,1	2,8	2,7	1,1	0,4	2,9	3,1	2,5
Suisse	2,2	– 0,8	0,4	1,3	3,6	1,0	0,3	– 0,3	1,7	1,3	2,0
Canada	2,8	– 2,1	2,8	5,5	5,2	1,8	3,4	2,0	2,8	2,8	3,1
États-Unis	3,3	– 0,2	2,5	4,4	3,7	0,8	1,9	3,0	4,4	3,6	3,3
Japon	3,9	3,4	2,0	– 0,1	2,4	0,2	– 0,3	1,5	2,6	1,5	1,7
Total OCDE	**3,2**	**1,3**	**2,5**	**3,3**	**3,9**	**1,1**	**1,6**	**2,1**	**3,4**	**2,6**	**2,8**

TABLEAU I.01-16

Critères de convergence (1) de l'Union européenne, au sens du Traité de Maastricht

Source : Eurostat

États membres	Zone Euro à 12	U E à 15	U E à 25	Belgique	Danemark	Allemagne	Grèce	Espagne	France	Irlande	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Autriche
I. Prix à la consommation (indices harmonisés)														
Moyenne annuelle / (n-1)														
2001	2,4	2,2	2,5	2,4	2,3	1,9	3,7	2,8	1,8	4,0	2,3	2,4	5,1	2,3
2002	2,3	2,1	2,1	1,6	2,4	1,3	3,9	3,6	1,9	4,7	2,6	2,1	3,9	1,7
2003 *r*	2,1	2,0	1,9	1,5	2,0	1,0	3,4	3,1	2,2	4,0	2,8	2,5	2,2	1,3
2004	2,1	2,0	2,1	1,9	0,9	1,8	3,0	3,1	2,3	2,3	2,3	3,2	1,4	2,0
II. Taux d'intérêt à long terme														
(Moyenne annuelle)														
2001	5,0	...	...	5,1	5,1	4,8	5,3	5,1	4,9	5,0	5,2	...	5,0	5,1
2002	4,9	...	...	5,0	5,1	4,8	5,1	5,0	4,9	5,0	5,0	...	4,9	5,0
2003 *r*	4,1	...	...	4,2	4,3	4,1	4,3	4,1	4,1	4,1	4,3	...	4,1	4,2
2004	4,1	...	...	4,2	4,3	4,0	4,3	4,1	4,1	4,1	4,3	...	4,1	4,2
III. Déficit (-) ou excédent (+) des administrations publiques														
(% du PIB)														
2001 *r*	– 1,9	– 1,2	– 1,3	0,6	2,6	– 2,9	– 6,1	– 0,5	– 1,6	0,8	– 3,2	6,1	– 0,2	0,1
2002 *r*	– 2,5	– 2,2	– 2,3	–	1,4	– 3,8	– 4,9	– 0,3	– 3,2	– 0,4	– 2,7	2,1	– 2,0	– 0,4
2003 *r*	– 3,0	– 2,9	– 3,0	0,1	1,0	– 4,1	– 5,7	–	– 4,2	0,2	– 3,2	0,2	– 3,2	– 1,2
2004	– 2,7	– 2,6	– 2,6	–	2,3	– 3,7	– 6,6	– 0,1	– 3,6	1,4	– 3,2	– 0,6	– 2,1	– 1,0
IV. Dette des administrations publiques														
(% du PIB)														
2001 *r*	69,3	63,1	62,0	108,0	48,0	59,6	114,4	56,3	56,8	35,9	110,9	6,7	51,5	67,0
2002 *r*	69,2	62,5	61,4	105,4	47,6	61,2	111,6	53,2	58,8	32,4	108,3	6,8	51,3	66,7
2003 *r*	70,4	64,0	63,0	100,0	45,0	64,8	108,8	49,4	63,2	31,5	106,8	6,7	52,6	65,1
2004	70,8	64,3	63,4	95,7	43,2	66,4	109,3	46,9	65,1	29,8	106,5	6,6	53,1	64,3

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU I.01-16 (suite et fin)

Critères de convergence (1) de l'Union européenne, au sens du Traité de Maastricht

Source : Eurostat

États membres	Portugal	Finlande	Suède	Royaume-Uni	Chypre	Estonie	Hongrie	Lettonie	Lituanie	Malte	Pologne	République tchèque	Slovaquie	Slovénie
I. Prix à la consommation (indices harmonisés)														
Moyenne annuelle / (n-1)														
2001	4,4	2,7	2,7	1,2	2,0	5,6	9,1	2,5	1,3	2,5	5,3	4,5	7,2	8,6
2002	3,7	2,0	2,0	1,3	2,8	3,6	5,2	2,0	0,4	2,6	1,9	1,4	3,5	7,5
2003 *r*	3,3	1,3	2,3	1,4	4,0	1,4	4,7	2,9	– 1,1	1,9	0,7	– 0,1	8,5	5,7
2004	2,5	0,1	1,0	1,3	1,9	3,0	6,8	6,2	1,1	2,7	3,6	2,6	7,4	3,6
II. Taux d'intérêt à long terme														
(Moyenne annuelle)														
2001	5,2	5,0	5,1	5,0	7,7	...	7,9	...	...	6,1	10,7	6,3	8,1	...
2002	5,0	5,0	5,3	4,9	5,4	...	7,1	...	6,0	5,7	7,3	4,9	6,9	...
2003 *r*	4,2	4,1	4,6	4,6	4,7	...	6,8	...	5,2	5,0	5,8	...	5,0	...
2004	4,1	4,1	4,4	4,9	6,1	...	8,2	4,9	4,4	4,7	6,9	...	5,0	...
III. Déficit (-) ou excédent (+) des administrations publiques														
(% du PIB)														
2001 *r*	– 4,2	5,2	2,5	0,7	– 2,3	0,3	– 3,5	– 2,1	– 2,0	– 6,6	– 3,7	– 5,9	– 6,6	– 3,9
2002 *r*	– 2,8	4,3	– 0,3	– 1,6	– 4,5	1,5	– 8,5	– 2,3	– 1,4	– 5,8	– 3,3	– 6,8	– 7,8	– 2,7
2003 *r*	– 2,9	2,5	0,2	– 3,3	– 6,3	2,6	– 6,5	– 1,2	– 1,2	– 10,4	– 4,8	– 12,5	– 3,8	– 2,7
2004	– 3,0	2,1	1,6	– 3,1	– 4,1	1,7	– 5,4	– 0,9	– 1,4	– 5,1	– 3,9	– 3,0	– 3,1	– 2,1
IV. Dette des administrations publiques														
(% du PIB)														
2001 *r*	53,6	43,6	54,3	38,7	61,9	4,7	52,2	15,0	22,9	63,5	36,7	26,3	49,2	28,4
2002 *r*	56,1	42,3	52,4	38,2	65,2	5,8	55,5	14,2	22,4	63,2	41,2	29,8	43,7	29,8
2003 *r*	57,7	45,2	52,0	39,7	69,8	6,0	57,4	14,6	21,4	72,8	45,3	36,8	43,1	29,4
2004	59,4	45,1	51,1	41,5	72,0	5,5	57,4	14,7	19,6	75,9	43,6	36,8	42,5	29,8

(1) Critères précisés dans la partie 3 « Définitions » du chapitre.

Chapitre I.02

Prix à la consommation

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages - France entière.

2 Indice des prix à la consommation des ménages « urbains » dont le chef est employé ou ouvrier - France entière.

3 Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages - Départements d'outre-mer.

4 Indice des prix à la consommation des ménages - Territoires d'outre-mer.

5 Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) des 25 pays de l'Union européenne.

6 Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques.

1

❍ Présentation

En 2004, l'indice des prix à la consommation pour l'ensemble des ménages augmente de 2,1 %, en glissement annuel, après + 2,2 % en 2003.

L'année est marquée par une flambée des prix de l'énergie. À cela s'ajoutent les hausses de prix des services, plus particulièrement des services à fort contenu en main-d'œuvre, et des loyers. Les relèvements tarifaires du tabac complètent le panorama.

L'inflation sous-jacente qui reflète les tendances de fond des évolutions de prix en éliminant notamment les composantes énergétiques, produits frais, santé et tabac, valait 1,8 % en 2002 puis 1,6 % en 2003. Elle est de 1,3 % en 2004.

Après avoir baissé de 0,1 % en 2003, l'indice des prix du secteur de l'énergie s'accroit de 10,2 % en 2004. C'est principalement le résultat de la hausse des prix du regroupement des produits pétroliers de 16,4 %. Les prix des combustibles liquides augmentent de 29,9 %, ceux des carburants sont en hausse de 14,2 % et ceux des gaz liquéfiés de 13,7 %. Par ailleurs les prix du gaz de ville, du fait de la hausse tarifaire intervenue mi-novembre, progressent de 3,6 %. D'importantes fluctuations de prix au cours de l'année ont été constatées dans le secteur des produits pétroliers. Les deux facteurs à l'origine de ces mouvements sont les cours du pétrole et le taux de change euro-dollar.

Après avoir augmenté de 1,1 % au cours des huit premiers mois de 2004, les prix de l'alimentation hors produits frais baissent, de septembre à décembre, de 0,9 %. Pour l'année, l'évolution est de + 0,2 %. L'inflexion de septembre s'inscrit comme l'une des conséquences de l'accord de baisse des prix du 17 juin 2004 entre producteurs et « grande distribution ». La progression des prix est de 2,2 % pour le prix du pain et de 1,7 % pour les prix des viandes. À l'inverse, sont en recul les prix des boissons non alcoolisées (- 1,5 %), du lait, fromage et œufs (- 1,0 %), des huiles et graisses (- 0,8 %).

Les prix des fruits frais sont en baisse de 4,5 % (+ 5,3 % en 2003) et ceux des légumes frais montent de 3,0 % (+ 6,1 % en 2003). Par ailleurs, les prix des poissons et crustacés frais augmentent de 1,1 % (- 0,5 % en 2003).

Dans le secteur des services l'augmentation des prix est de 2,6 % (+ 2,4 % en 2003). Les services à fort contenu en main-d'œuvre sont la cause principale de ces hausses. C'est notamment le cas de la réparation de véhicules dont les prix augmentent de 6,4 % en 2004 (+ 24,3 % en 4 ans). Les prix des services d'entretien et réparation courante du logement progressent de 3,9 % et ceux des autres services liés au logement de 4,6 %. La revalorisation annuelle du Smic influe sur les prix des services domestiques qui augmentent de 6,2 % et ceux des crèches et assistantes maternelles de 3,9 %.

Les prix du secteur des loyers, eau et enlèvement des ordures ménagères s'élèvent de 3,6 % (+ 2,5 % l'an dernier). Pesant pour plus de 75 % de ce secteur et presque 6 % dans l'indice d'ensemble, les prix des loyers des résidences principales progressent de 3,4 %.

Les évolutions des prix des produits manufacturés (- 0,1 % en 2004 ; + 0,4 % en 2003) restent largement en deçà de celles de l'indice d'ensemble. Les mouvements saisonniers consécutifs aux soldes et promotions rythment les évolutions de ce secteur. C'est particulièrement vrai pour l'habillement et chaussures (+ 0,5 % en 2004 ; - 0,1 % en 2003). À cela, il faut, pour les produits manufacturés hors habillement, chaussures et hors produits de santé (stabilité en 2004 ; - 0,6 % en 2003) ajouter un deuxième élément de fond, qui lui non plus ne se dément pas depuis quelques années : la baisse des indices des prix des biens durables hors automobiles.

Dans le cadre d'une campagne de santé publique visant à en modérer la consommation, le relèvement des taxes sur les tabacs s'est poursuivi. Au cours des deux premiers mois de 2004, les prix du tabac ont augmenté de 9,7 %.

En France, l'inflation mesurée à partir de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) s'établit à + 2,3 % en glissement annuel en 2004 (+ 2,4 % en 2003).
Par comparaison, l'IPCH des pays membres de l'Union Européenne, passée en mai 2004 de 15 à 25 membres, enregistre une hausse de 2,2 % en 2004 au lieu de 1,8 % un an auparavant, tandis que celui des pays membres de la zone euro s'établit à + 2,4 % (+ 2,0 % en 2003).

2

❍ Méthodologie

21. Indice des prix à la consommation (base 100 : année 1998) mis en oeuvre en février 1999

L'indice base 100 en 1998, mis en service en février 1999, a remplacé l'indice des prix base 100 en 1990 et constitue la 7ème génération d'IPC depuis 1914.
Les principales avancées de ce nouvel indice sont : l'élargissement et l'amélioration de la couverture sectorielle dans un champ redéfini, l'intégration des Dom, une nouvelle base « produits frais », l'adoption de nomenclatures de production et de diffusion cohérentes avec les classifications internationales, une rénovation des indices, des nomenclatures d'analyse, des pondérations, et l'adaptation des supports de diffusion ainsi que diverses améliorations méthodologiques.

211. Une couverture sectorielle élargie dans un champ redéfini

Le champ de l'IPC base 100 en 1998 correspond à celui de la consommation finale effective marchande monétaire des ménages.
D'importantes extensions de couverture de la consommation des ménages ont été réalisées, dans le secteur des services essentiellement : assurances (automobile et habitation), protection sociale (crèches, assistantes maternelles, maisons de retraite) et différents services liés à l'habitation (enlèvement des ordures ménagères, gardiennage, entretien des ascenseurs, employés de maison).
En janvier 2000, l'IPC s'est enrichi du suivi de l'assurance santé complémentaire (mutuelles, institutions de prévoyance et compagnies d'assurance). En janvier 2001, la couverture sectorielle de l'IPC s'est élargie aux services d'hébergement pour adultes handicapés. Ceux-ci constituent le groupe 12413 « établissements pour adultes handicapés », le 161ème de l'IPC base 100 en 1998. Le taux de couverture de la consommation marchande des ménages est ainsi porté à 95,2 %.

212. L'intégration des Dom

Conformément au choix opéré dans la Comptabilité nationale, le champ de l'IPC en base 100 en 1998 a été étendu aux Dom et cette extension porte sur 1,6 % de la consommation de référence.

213. La nomenclature de production et de diffusion

L'IPC base 100 en 1998 intègre complètement la nomenclature internationale des dépenses des consommateurs dite COICOP (Classification of individual consumption by purpose).
L'indice global est établi en tenant compte de la décomposition définie par la COICOP au niveau des quatre premiers caractères. À ce niveau, la nomenclature nationale comprend 85 regroupements (ex : 01.1.2 viande) agrégés en 12 fonctions de consommation (ex : 01 produits alimentaires et boissons non alcoolisées) et 37 sous-fonctions (ex : 01.1 produits alimentaires).
Deux niveaux supplémentaires apportent plus de détail :
– le niveau 5 est retenu comme niveau de diffusion courant. Il a été choisi en tenant compte de quatre contraintes principales : pertinence économique, représentativité suffisante du groupe, capacité à estimer correctement la pondération des groupes et précision suffisante de l'indice, mesurée par l'intervalle de confiance associé au glissement annuel (objectif : obtenir une précision n'excédant pas plus ou moins 1 %).

– le niveau 6 est celui auquel les pondérations sont mises à jour chaque année et explicitement calculées. Seules les publications de données en moyennes annuelles sont effectuées à ce niveau de nomenclature.

214. Les indices complémentaires

D'autres indicateurs synthétiques accompagnent l'IPC : l'indice des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier dit indice des ménages « modestes », l'inflation sous-jacente, l'indice d'ensemble CVS ainsi que la nomenclature conjoncturelle.
L'Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) est aussi calculé en parallèle à l'IPC (cf. 22).

215. Les pondérations des produits

Les pondérations de l'IPC et de l'IPCH s'appuient en premier lieu sur les évaluations de la consommation des ménages par la Comptabilité nationale. Elles sont révisées chaque année. Ainsi pour l'année courante n, elles sont recalculées à partir des données de la Comptabilité nationale (n-2) actualisées par l'évolution des prix à la consommation (n-2), (n-1).

216. Les supports de diffusion

À partir de 2005 les indices sont publiés vers le 13 de chaque mois et sont définitifs. Les données sont diffusées dès leur parution sous la forme d'un numéro d'Informations-Rapides et sur le site Internet de l'Insee.

217. Des améliorations méthodologiques variées

Plusieurs améliorations de méthode ont été apportées progressivement au calcul de l'indice au cours des dernières années. Les principaux progrès portent sur les points suivants : collecte des informations, traitement des valeurs manquantes, traitement des remplacements de produits, traitement des rabais lors de la mise à jour de l'échantillon et calcul et pondérations des agrégats élémentaires.
Depuis l'été 2004 la collecte des prix se fait au moyen de tablettes électroniques, ce qui a permis des gains en termes de fiabilité et de délais de publication.

218. Un indice « ménages modestes »

L'indice des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier est celui qui (hors tabac) sert à l'indexation du Smic. Il diffère de l'indice de l'ensemble des ménages par le jeu de pondérations, représentatif de la consommation des ménages concernés.
La pondération de cet indice est donc régulièrement revue en fonction des résultats de l'enquête Budget des Familles.
Par ailleurs, en cohérence avec la législation en vigueur et le choix opéré pour l'indice « tous ménages », le champ de l'indice des ménages « modestes » est étendu aux Dom. L'impact statistique de ce choix est minime. Les principales différences de structure entre la consommation de l'ensemble des ménages et celle des seuls ménages urbains employés et ouvriers sont données par grandes fonctions de consommation dans le tableau 2. Les ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier dépensent proportionnellement un peu plus pour leur alimentation, davantage pour leur logement et un peu moins pour la santé, les transports, les loisirs et la culture.

219. Traitement des prix des produits frais

La base des produits frais : légumes, fruits, poissons et crustacés et par assimilation les fleurs et plantes, a été réactualisée en termes de produits suivis et de pondérations du panier mensuel à partir des données de l'année 1998. Les produits frais représentent 2,2 % de l'indice en 2004.
La distribution des produits frais sur l'année apparaît plus étalée que celle de la base précédente avec le recours plus fréquent aux produits importés.

220. Mensualisation, prise en compte des soldes

L'indice des loyers est alimenté par une enquête trimestrielle « loyers et charges » de l'Insee auprès d'un échantillon de 8 500 ménages. L'introduction brutale, le premier mois de chaque trimestre, de l'évolution du trimestre précédent induisait des « marches d'escalier » dans le rythme de l'indice d'ensemble, qui ne traduisaient pas l'évolution réelle des prix du mois. L'indice base 100 en 1998 comporte, non pas une mensualisation de l'enquête « loyers », ce qui aurait été très coûteux, mais une quasi-mensualisation de l'indice des loyers, obtenue en estimant l'évolution des loyers pendant deux mois, puis en attribuant au troisième mois la différence entre la hausse trimestrielle tirée de l'enquête et les deux estimations mensuelles précédentes.
Dans l'indice base 100 en 1980, la majeure partie des produits manufacturés et des services étaient observés trimestriellement, c'est-à-dire qu'un tiers de l'échantillon était enquêté par roulement chaque mois (ainsi chaque point de vente était visité une fois par trimestre). À partir de l'indice base 100 en 1990 publié en février 1993, une partie des relevés de l'habillement a été mensualisée. La mensualisation de l'ensemble des produits de l'indice s'est achevée en 1998. Ceci permet la prise en compte des soldes et promotions dans tous les secteurs et améliore aussi le suivi mensuel des prix.

221. Champ théorique de l'indice des prix à la consommation base 100 en 1998

Dans le champ théorique de l'indice des prix à la consommation, le taux de couverture de la consommation marchande des ménages est, à compter de janvier 2001, de 95,2 %.
Sont exclus du champ théorique de l'indice les jeux de hasard, l'assurance vie, le secteur hospitalier privé et une partie de l'action sociale.
Le champ théorique de l'indice des prix est coordonné avec la consommation des ménages des comptes nationaux. Cette référence est en pratique délimitée par de nombreuses conventions :
– exclusion de l'autoconsommation en biens et services et des loyers imputés qui représentent 10 % de la consommation effective des ménages ;
– exclusion de la consommation non marchande qui représente 14 % du même agrégat.
Ce champ théorique comporte toutefois un défaut de couverture de 4,8 % de l'IPC en 2004 réparti de la façon suivante :

Une partie des loyers effectifs.....	0,20 %
Services des hôpitaux.....	1,84 %
Jeux de hasard et d'argent.....	0,92 %
Une partie de l'action sociale.....	0,53 %
Assurance vie.....	1,11 %
Assurance vieillesse.....	0,00 %
Activités associatives.....	0,19 %
	4,79 %

222. Raccordements des séries base 100 en 1998 avec les séries base 100 en 1990 antérieurement publiées

L'année 1998 est publiée dans les deux bases (100 en 1998) et (100 en 1990), ayant des contenus différents, afin de permettre ce raccordement. Compte tenu qu'il y a plusieurs méthodes de raccordement, deux solutions sont proposées aux utilisateurs.
La première méthode opère un raccord sur la moyenne annuelle. Elle est indiquée pour les séries annuelles.
La seconde consiste à raccorder les séries sur un mois quelconque de l'année commune de publication 1998.
En moyenne annuelle, prenons par exemple, la série de l'ensemble des ménages hors tabac (métropole et Dom). L'indice moyen annuel de 1998 (base 100 en 1990) de l'ensemble des ménages hors tabac (code 9174) est égal à 114,8 et celui de 1998 (base 100 en 1998) (code 4018), est égal par définition à 100. Le coefficient de raccordement en moyenne, est :
Indice moyen 1998 (base 100 en 1990) / Indice moyen 1998 (base 100 en 1998) = 114,8 / 100 = 1,148.
Des coefficients de raccordement entre indices base 100 en 1990 et indices base 100 en 1998 peuvent être calculés, soit sur l'année 1998, soit sur un mois quelconque de 1998, pour n'importe quel regroupement (ex. : produits alimentaires, produits manufacturés), à l'image de ce qui a été exposé pour l'indice d'ensemble.

Tableau 1. – **Utilisation des indices des prix à la consommation base 100 en 1998**

Type d'indice/population	Couverture en termes de produits	Usage
Ensemble des ménages (France entière)	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier (France entière)	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Indice des prix à la consommation harmonisés (IPCH)		Comparaisons internationales
Indices par Dom ensemble des ménages	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Indice d'ensemble des ménages (Métropole)	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Indice sous-jacent (Métropole)		Économique
Indice national CVS (Métropole et Dom)		Économique

Tableau 2. – **Les grands postes budgétaires**

Pondération en %

Fonctions de consommation	Tous ménages		Ménages urbains employés et ouvriers	
	2003	2004	2003	2004
01.Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	15,48	15,39	16,64	16,47
02. Boissons alcoolisées et tabac	3,76	3,81	4,55	4,59
dont tabac (022)	(2,05)	(2,09)	(2,84)	(2,89)
03. Habillement et chaussures	4,99	4,85	4,61	4,45
04. Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	13,33	13,35	17,46	17,76
05. Ameublement, équipement ménager et entretien de la maison	6,28	6,11	5,40	5,19
06. Santé	9,64	9,92	9,03	9,24
07. Transports	16,44	16,32	15,31	15,17
08. Communications	2,63	2,55	2,77	2,69
09. Loisirs et culture	8,61	8,58	7,29	7,22
10. Éducation	0,23	0,23	0,15	0,15
11. Hôtellerie, cafés, restauration	8,20	8,21	7,09	7,11
dont restauration et cafés (111)	(6,75)	(6,73)	(5,76)	(5,75)
dont services d'hébergement (112)	(1,45)	(1,48)	(1,33)	(1,36)
12. Autres biens et services	10,41	10,68	9,70	9,96
	100,0	100,0	100,0	100,0

223. Indices spécifiques

– **Indice des prix des spécialités pharmaceutiques**

L'élaboration des indices de prix des spécialités pharmaceutiques repose sur le suivi d'un échantillon de produits périodiquement réactualisé. Cet échantillon se compose d'environ 7 000 produits (non remboursables et remboursables à 100 %, 65 % et 35 %).

Le raccord avec les séries publiées sur la base 100 en 1990 peut s'effectuer en prenant pour coefficient 0,991 pour les spécialités remboursables et 1,563 pour les spécialités non remboursables.

– **Indice des prix des automobiles neuves**

L'indice est calculé sur la base d'un échantillon représentatif de modèles. Le principe de calcul retenu est celui d'un indice chaîné avec mise à jour régulière des pondérations.

On a stratifié l'ensemble des modèles vendus en une année suivant la marque et le type de carburant. Chaque strate reçoit un coefficient de pondération proportionnel à sa part dans la valeur totale de la consommation des ménages en voitures neuves. Puis, à l'intérieur de chaque classe, les modèles de l'échantillon ont été désignés par tirage aléatoire à probabilités inégales. L'évolution des prix est calculée à qualité constante pour chaque modèle.

224. Indices sous-jacents et CVS

Le contenu du champ de l'Indice Sous-Jacent (ISJ) et de ses trois composantes (« *Informations rapides* » du 27 juin 1996, n° 179) prend en compte les extensions de couverture et l'évolution des contextes économiques et réglementaires. Les quatre indices calculés sont corrigés des variations saisonnières et les séries CVS sont révisées chaque année.

22. Les prix à la consommation dans l'Union européenne

L'indice des prix à la consommation harmonisé - IPCH - calculé depuis mars 1997 par les instituts nationaux de statistique sous la coordination d'Eurostat, a fait l'objet d'une publication : « *Informations rapides* » spéciale le 7 mars 1997 (n° 73) et d'une révision le 10 février 1998 (n° 44).

En janvier 2000, les données ont été recalculées en nouvelle nomenclature depuis 1996, année de base de l'IPCH, sans modification de concept pour les années antérieures à 2000.

Sa couverture sectorielle est améliorée. L'extension porte principalement sur les secteurs de la santé (hors hôpitaux), de l'éducation, de la protection sociale (crèches, assistantes maternelles), des assurances (assurance santé) et de services liés à l'habitation (enlèvement des ordures ménagères, séparation entre distribution d'eau et l'assainissement). Tous ces produits sont suivis dans l'IPC. Les extensions de couverture représentent 4,5 % de la pondération de l'IPCH révisé.

Compte tenu des différences institutionnelles entre pays, l'élargissement de la couverture de l'IPCH a conduit à retenir des concepts de prix et de consommation différents de ceux de l'IPC français. Le champ de l'IPCH révisé est ainsi la dépense de

consommation finale monétaire des ménages. Celle-ci reflète le coût des produits consommés restant à leur charge après transferts sociaux (prestations sociales en nature, fourniture de biens et services gratuits par les administrations). Ainsi, dans le secteur de la santé, l'IPCH suit les prix « nets » des remboursements de la sécurité sociale (ticket modérateur pour les médicaments par exemple), à compter de janvier 2001, alors que l'IPC suit les prix « bruts » représentatifs du coût des produits consommés (prix de vente du médicament pour reprendre le même exemple).

3 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Prix à la consommation » de l'Insee.

Organisme :

– Insee.

Sites Internet :

– www.indices.insee.fr
– www.insee.fr

Publications :

Insee

– « Impact des ajustements de qualité dans le calcul de l'indice des prix à la consommation », *document de travail* n° F0404, Dominique Guédès, mai 2004.
– « Prévisions d'inflation pour la France », *document de travail* n° G2002/12, François Hild.

Bulletin mensuel de statistiques (dernier numéro décembre 2005) : il publiait chaque mois :

. pour la France métropolitaine et les Dom sur l'ensemble des ménages : la série d'ensemble, les sous-groupes et les groupes ;
. pour les ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier, France entière : les séries principales.
– « Notes méthodologiques concernant l'amélioration de l'extension de couverture sectorielle de l'IPC et l'IPCH, février 2000 et 2001 ».
– « Note méthodologique concernant l'indice des prix à la consommation (base 100 en 1998) et les rétropolations, février 1999 ».

Insee-Méthodes :

– « Pour comprendre l'indice des prix Insee », n^{os} 81-82, décembre 1998.

Insee-Première :

– « Services et énergie : moteurs de la hausse des prix en 2004 », n° 1027, juillet 2005 ;
– « La baisse des prix du pétrole limite l'inflation en 2001 », n° 837, mars 2002 ;
– « Une inflation contenue en 2000 », n° 763, mars 2001.

Insee-Résultats, société :

– « Indice des prix à la consommation en base 100 en 1998 : séries longues rétropolées, de 1990 à 2002 » , n° 17, août 2003. Cédérom inclus.

Économie et statistique :

– « Mesurer l'évolution des prix des services de téléphonie mobile : une entreprise difficile », n° 362, 2003 ;
– « La mesure des prix dans les domaines de la santé et de l'action sociale : quelques problèmes méthodologiques », n° 361, 2003 ;
– « Les indices de prix à utilité constante », n° 335, 2000-5.

Autres

– « Indices des prix à la consommation harmonisés (IPCH), petit guide de l'utilisateur », Commission Européenne, mars 2004..

TABLEAU I.02-1

Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages (moyennes annuelles) - France entière (1)

Source : Insee — *Unité* : Base 100 en 1998

Classification par fonction de consommation	2002	2003	2004	Pondération 2004
INDICE D'ENSEMBLE Y COMPRIS TABAC	**105,9**	**108,1**	**110,4**	**10 000**
ENSEMBLE HORS TABAC	105,5	107,5	109,3	9 791
1. PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISÉES	**111,3**	**113,8**	**114,3**	**1 539**
Produits alimentaires	**112,0**	**114,5**	**115,0**	**1 418**
Pains et céréales	109,4	112,1	114,2	217
dont : Pain	109,4	112,8	116,4	62
Viandes	112,4	113,6	116,1	439
Poissons et crustacés	113,7	115,6	115,5	115
Laits, fromages et œufs	110,9	113,0	113,4	221
Huiles et graisses	110,7	113,5	113,2	40
Légumes	114,8	117,5	111,5	135
Fruits	114,4	121,3	117,0	103
Sucre, confitures, chocolat, confiserie et produits glacés	108,0	112,8	115,4	100
Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a	115,4	119,3	121,4	48
Boissons non alcoolisées	**103,0**	**105,7**	**106,4**	**121**
Café, thé, cacao	98,5	102,4	102,9	43
Autres boissons non alcoolisées	105,9	108,0	108,8	78
2. BOISSONS ALCOOLISÉES ET TABAC	**115,2**	**125,3**	**143,3**	**381**
Boissons alcoolisées	**105,8**	**107,9**	**109,7**	**172**
Alcools	101,8	102,7	103,1	49
Vins, cidres et champagne	108,1	110,5	113,2	102
Bières	104,3	108,1	109,8	21
Tabac	**124,5**	**142,3**	**177,2**	**209**
3. HABILLEMENT ET CHAUSSURES	**101,8**	**101,4**	**101,7**	**485**
Articles d'habillement	**101,5**	**101,0**	**101,0**	**373**
dont : Tissus d'habillement	100,3	98,9	97,6	1
Vêtements	101,0	100,3	100,3	324
Chaussures y compris réparations	**103,0**	**102,9**	**103,9**	**112**
4. LOGEMENT, EAU, GAZ, ÉLECTRICITÉ ET AUTRES COMBUSTIBLES	**105,0**	**107,8**	**111,0**	**1 335**
Loyers d'habitation effectifs	**104,9**	**107,9**	**111,2**	**610**
Entretien et réparation courante du logement	**103,0**	**106,3**	**109,9**	**147**
Produits pour l'entretien et la réparation courante du logement	105,6	107,9	109,8	24
Services pour l'entretien et la réparation courante du logement	102,5	105,9	109,8	123
Fourniture d'eau et autres services liés au logement	**106,7**	**109,5**	**113,3**	**197**
Électricité, gaz et autres combustibles	**105,1**	**107,7**	**110,1**	**381**
Électricité	93,9	94,9	96,3	199
Gaz	117,6	121,0	117,8	100
dont : Gaz de ville	114,9	117,4	111,2	72
Combustibles liquides	126,0	135,1	154,9	60
Combustibles solides	108,7	110,8	113,9	7
Eau chaude, vapeur et glace	108,1	108,1	108,1	15
5. AMEUBLEMENT, ÉQUIPEMENT MÉNAGER ET ENTRETIEN COURANT DE LA MAISON	**104,3**	**105,5**	**106,8**	**611**
Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sol (y compris réparation)	**104,3**	**105,3**	**106,4**	**158**
Meubles et articles d'ameublement	104,5	105,4	106,7	153
Tapis et autres revêtements de sol	101,4	100,8	100,6	5
Articles de ménage en textile	**103,6**	**105,4**	**106,0**	**59**
Appareils ménagers	**95,7**	**93,2**	**91,1**	**102**
dont : Gros appareils ménagers électriques ou non	93,0	89,8	86,9	69
Petits appareils électroménagers	98,3	97,4	96,1	26
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	**106,6**	**108,4**	**110,2**	**54**
Outillage et autres matériels pour la maison et le jardin	**104,0**	**105,4**	**106,1**	**32**
Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation	**108,8**	**112,2**	**115,8**	**206**
Articles de ménage non durables	110,6	112,8	113,0	79
Services domestiques et autres services pour l'habitation	107,6	111,7	117,6	127

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU I.02-1 (suite et fin)

Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages - France entière (moyennes annuelles) (1)

Source : Insee — *Unité* : Base 100 en 1998

Classification par fonction de consommation	2002	2003	2004	Pondération 2004
6. SANTÉ	**101,3**	**103,3**	**103,4**	**992**
Préparation et produits pharmaceutiques	**98,3**	**98,2**	**97,5**	**459**
Médecine non hospitalière et services paramédicaux (Services ambulatoires)	**104,0**	**107,8**	**108,7**	**533**
Service des médecins	108,1	113,9	115,2	273
Service des dentistes	92,1	92,9	93,1	94
Services paramédicaux	104,0	106,5	107,2	166
7. TRANSPORT	**107,0**	**109,5**	**113,2**	**1 632**
Achats de véhicules	**101,2**	**102,7**	**104,2**	**434**
Automobiles neuves et d'occasion	101,1	102,8	104,5	402
Motos, cycles	102,6	101,7	101,2	32
Utilisation de véhicules personnels	**109,5**	**112,2**	**117,7**	**951**
Pièces détachées et accessoires pour véhicules personnels	102,5	103,8	107,3	284
Carburants et lubrifiants	113,7	116,2	124,7	348
Entretien et réparation de véhicules personnels	112,8	117,7	122,7	226
Autres services liés aux véhicules personnels	106,7	109,3	111,4	93
Services de transport	**107,3**	**111,0**	**112,1**	**247**
dont : Transports ferroviaires de voyageurs	107,6	111,5	114,4	49
Transports routiers de voyageurs	105,4	107,2	109,2	78
Transports aériens de voyageurs	107,9	114,0	111,6	72
8. COMMUNICATIONS	**90,6**	**90,1**	**90,3**	**255**
Services postaux	102,4	107,7	111,4	23
Équipement et services de téléphone et de télécopie	89,4	88,5	88,4	232
9. LOISIRS ET CULTURE	**99,6**	**99,1**	**98,6**	**858**
Équipements audio-visuels, photographiques et informatiques	**78,3**	**72,9**	**67,3**	**182**
dont : Équipements audio-visuels	76,5	69,5	62,3	64
Équipements photo et cinéma, instruments d'optique	79,1	70,7	60,8	16
Matériel de traitement de l'information (y compris les micro-ordinateurs)	40,9	33,3	28,3	19
Supports d'enregistrements de l'image et du son	96,9	96,6	93,8	72
Autres biens durables importants pour les loisirs et la culture (y compris réparation)	**105,5**	**106,6**	**107,7**	**22**
Autres articles et équipements de loisirs, fleurs et animaux d'agrément	**103,5**	**104,4**	**103,8**	**190**
Services récréatifs et culturels	**107,9**	**110,0**	**112,8**	**297**
Presse, livres et papeterie	**106,3**	**107,5**	**109,2**	**142**
Voyages touristiques tout compris	**112,9**	**113,3**	**115,3**	**25**
10. ÉDUCATION	**107,1**	**109,5**	**112,6**	**23**
11. HÔTELLERIE, CAFÉS, RESTAURATION	**110,4**	**113,2**	**116,3**	**821**
Restauration et cafés	**109,4**	**112,2**	**115,1**	**673**
Service d'hébergement	**114,7**	**118,1**	**122,1**	**148**
12. AUTRES BIENS ET SERVICES	**106,9**	**109,6**	**112,5**	**1 068**
Soins personnels	**111,0**	**114,4**	**116,4**	**310**
Effets personnels n.d.a	**103,4**	**104,4**	**104,9**	**119**
Protection sociale (2)	**109,0**	**112,1**	**117,4**	**264**
Assurances (3)	**104,1**	**107,5**	**111,5**	**167**
Services financiers	**103,2**	**105,1**	**106,1**	**68**
Autres services	**103,2**	**105,0**	**107,1**	**140**

(1) Les indices mensuels et les moyennes annuelles de la totalité des postes sont disponibles dans le bulletin mensuel de statistique. Les indices mensuels sont également disponibles sur Internet (cf. partie « 3 Sources de documentation »).
(2) La couverture sectorielle de l'indice des prix à la consommation est élargie aux établissements pour adultes handicapés à compter de janvier 2001. La nouvelle série est introduite avec un niveau 100 en décembre 2000.
(3) La couverture sectorielle de l'indice des prix à la consommation est élargie à l'assurance santé complémentaire (mutuelles, institutions de prévoyance et compagnies d'assurances) à compter de janvier 2000. La nouvelle série est introduite avec un niveau 100 en décembre 1999.

TABLEAU I.02-2

Indice des prix à la consommation des ménages " urbains " dont le chef est employé ou ouvrier (moyennes annuelles) - France entière (1)

Source : Insee — *Unité* : Base 100 en 1998

Groupe et sous-groupe	2000	2003	2004	Pondération 2004
Ensemble y compris tabac	**102,2**	**108,5**	**111,0**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**102,0**	**107,6**	**109,3**	**9 711**
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	102,6	113,8	114,3	1 647
Boissons alcoolisées, tabac	107,0	129,2	150,1	459
Articles d'habillement et chaussures	100,2	101,4	101,7	445
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	101,0	107,3	110,2	1 776
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	100,6	104,5	105,4	519
Santé	100,6	104,3	104,5	924
Transports	106,2	109,7	113,5	1 517
Communications	95,2	89,9	90,1	269
Loisirs et culture	98,9	99,4	98,6	722
Éducation	102,9	109,5	112,6	15
Hôtellerie, cafés, restauration	103,4	112,9	116,0	711
Autres biens et services (2)	101,8	109,8	112,6	996

(1) Les indices mensuels et les moyennes annuelles de la totalité des postes sont disponibles dans le bulletin mensuel de statistique. Les indices mensuels sont également disponibles sur Internet (cf. partie « 3 Sources de documentation »).
(2) La couverture sectorielle de l'indice des prix à la consommation est élargie à l'assurance santé complémentaire (mutuelles, institutions de prévoyance et compagnies d'assurances) à compter de janvier 2000 (niveau 100 en décembre 1999) et aux établissements pour adultes handicapés à compter de janvier 2001 (niveau 100 en décembre 2000).

TABLEAU I.02-3

Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages (moyennes annuelles) Départements d'outre-mer (1)

Source : Insee — *Unité* : Base 100 en 1998

Secteurs conjoncturels	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	Pondération 2004	Année 2004	Pondération 2004	Année 2004	Pondération 2004	Année 2004	Pondération 2004	Année 2004
Alimentation hors tabac	2 798	111,2	2 583	114,1	2 663	110,5	2 440	107,3
Tabac	108	183,1	51	210,6	173	227,0	282	272,2
Produits manufacturés	2 848	100,6	2 659	101,8	2 345	98,6	3 011	104,4
Énergie	847	113,6	798	111,7	731	115,5	736	116,0
Services	3 399	112,2	3 908	112,6	4 088	108,9	3 531	113,3
Alimentation (y compris tabac)	2 906	113,0	2 634	115,1	2 836	114,3	2 722	114,6
Produits manufacturés (y compris énergie)	3 695	103,4	3 458	103,9	3 076	102,2	3 748	106,7
Produits manufacturés (hors habillement et chaussures)	2 211	104,6	2 054	102,9	1 825	101,7	2 445	105,0
Ensemble	**10 000**	**109,0**	**10 000**	**110,1**	**10 000**	**108,1**	**10 000**	**111,1**
Ensemble hors énergie	**9 143**	**108,5**	**9 202**	**109,9**	**9 269**	**107,6**	**9 264**	**110,6**
Ensemble hors tabac	**9 892**	**108,4**	**9 949**	**109,8**	**9 827**	**107,1**	**9 718**	**109,1**
Ensemble hors produits frais	**9 241**	**108,8**	**9 335**	**109,5**	**9 465**	**107,9**	**9 618**	**111,7**

(1) Les indices mensuels et les moyennes annuelles de la totalité des postes sont disponibles dans le bulletin mensuel de statistique. La mise à jour annuelle (fonctions de consommation, regroupements, pondérations) paraît dans le numéro de février. Les indices mensuels sont également disponibles sur Internet (cf. partie 3 "Sources de documentation").

TABLEAU I.02-4

Indice des prix à la consommation des ménages (moyennes annuelles) - Territoires d'outre-mer

Source : Services territoriaux de statistique

	1999	2000	2002	2003	2004	Pondération
Nouvelle-Calédonie : Base 100 en décembre 1992						
Ensemble	**111,4**	**113,1**	**117,8**	**119,2**	**120,2**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**110,8**	**112,2**	**116,7**	**118,1**	**119,1**	**9 750**
dont : Alimentation	116,9	117,6	123,5	125,8	127,3	2 691
Produits manufacturés	105,1	107,1	111,8	112,0	112,1	3 747
Services	113,9	116,1	120,0	121,7	123,3	3 561
Polynésie française : Base 100 en décembre 1988 (1)						
Ensemble	**115,1**	**116,3**	**120,8**	**121,3**	**121,8**	///
dont : Alimentation	116,5	117,4	126,1	127,0	129,8	///
Produits manufacturés	107,1	108,3	109,6	109,3	108,1	///
Services	123,6	125,0	129,5	130,7	131,9	///
Polynésie française : Base 100 en août 2003						
Ensemble	**94,9**	**95,9**	**99,6**	**100,1**	**100,5**	**1 000 000**
dont : Alimentation	92,1	92,8	99,7	100,4	102,6	240 380
Produits manufacturés	98,0	99,1	100,3	100,1	99,0	372 840
Services	94,4	95,5	98,9	99,8	100,8	386 780

(1) Les indices base 100 en décembre 1988 avaient les valeurs suivantes en août 2003 : indice d'ensemble : 121,2 ; Alimentation : 126,5 ; Produits manufacturés : 109,2 ; Services : 130,9.

TABLEAU I.02-5

Indice des prix à la consommation harmonisé (I.P.C.H.) des 25 pays de l'Union européenne (1)

Sources : Services statistiques nationaux et Eurostat

%

	1999	2000	2001	2002	*r* 2003	2004
Allemagne	0,6	1,4	1,9	1,3	1,0	1,8
Autriche	0,5	2,0	2,3	1,7	1,3	2,0
Belgique	1,1	2,7	2,4	1,6	1,5	1,9
Danemark	2,1	2,7	2,3	2,4	2,0	0,9
Espagne	2,2	3,5	2,8	3,6	3,1	3,1
Finlande	1,3	3,0	2,7	2,0	1,3	0,1
France	**0,6**	**1,8**	**1,8**	**1,9**	**2,2**	**2,3**
Grèce	2,1	2,9	3,7	3,9	3,4	3,0
Irlande	2,5	5,3	4,0	4,7	4,0	2,3
Italie	1,7	2,6	2,3	2,6	2,8	2,3
Luxembourg	1,0	3,8	2,4	2,1	2,5	3,2
Pays-Bas	2,0	2,3	5,1	3,9	2,2	1,4
Portugal	2,2	2,8	4,4	3,7	3,3	2,5
Royaume-Uni	1,3	0,8	1,2	1,3	1,4	1,3
Suède	0,6	1,3	2,7	2,0	2,3	1,0
Union européenne (à 15)	**1,2**	**1,9**	**2,2**	**2,1**	**2,0**	**2,0**
Chypre	1,1	4,9	2,0	2,8	4,0	1,9
Estonie	3,1	3,9	5,6	3,6	1,4	3,0
Hongrie	10,0	10,0	9,1	5,2	4,7	6,8
Lettonie	2,1	2,6	2,5	2,0	2,9	6,2
Lituanie	0,7	0,9	1,3	0,4	– 1,1	1,1
Malte	2,3	3,0	2,5	2,6	1,9	2,7
Pologne	7,2 *e*	10,1	5,3	1,9	0,7	3,6
Rép. Tchèque	1,8	3,9	4,5	1,4	– 0,1	2,6
Slovaquie	10,4	12,2	7,2	3,5	8,5	7,4
Slovenie	6,1	8,9	8,6	7,5	5,7	3,6
Union européenne (à 25)	**1,6** *e*	**2,4**	**2,5**	**2,1**	**1,9**	**2,1**

(1) Taux moyen de variation annuelle.

TABLEAU I.02-6

Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques

Source : Insee

Unité : Base 100 en 1998

Années	Remboursables par la Sécurité sociale		Non remboursables par la Sécurité sociale	
	Décembre	Moyenne annuelle	Décembre	Moyenne annuelle
1998	99,8	100,0	100,8	100,0
1999	99,1	99,5	103,4	102,4
2000	98,2	98,8	105,1	104,7
2001	96,0	97,5	107,7	106,3
2002	95,7	96,0	110,5	109,4
2003	94,6	95,2	116,2	113,3
2004	93,3	93,6	118,0	117,3